50 377
2003
3

UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LILLE
INSTITUT CUEEP
DEPARTEMENT DES SCIENCES DE L'EDUCATION

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN. BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE LILLE

THESE DE DOCTORAT EN SCIENCES DE L'EDUCATION

LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Présentée et soutenue publiquement par
Agathe HAUDIQUET

Sous la direction de **André TARBY**
Professeur en Sciences de l'Education à l'Université de Lille I

Membres du jury :

M. **Paul DEMUNTER**, Professeur en Sciences de l'Education à l'Université de Lille I, Président,

Mme **Françoise CREZE**, Professeur en Sciences de l'Education à l'Université de Strasbourg I, Rapporteur

M. **Pierre-Yves VERKINDT**, Professeur de droit à l'Université de Lille II, Rapporteur

M. **Jacques HEDOUX**, Maître de conférences en Sciences de l'Education à l'Université de Lille III

MARS 2003

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à André TARBY, qui a fait preuve de beaucoup de détermination, de patience et de confiance, sans qui ce travail n'aurait jamais pu aboutir.

J'y associe Dominique DELACHE qui a bien voulu partager ses connaissances en méthodologie et qui a toujours répondu présent à mes appels au secours.

Et une pensée particulière, pour Jacques HEDOUX, qui m'a apportée des éclairages voire des éclaircissements dans les moments de doute et de « brouillard ».

Merci également aux enseignants, formateurs et travailleurs sociaux qui ont accepté de se soumettre aux entretiens et aux observations, et à certains d'entre eux, amis, qui m'ont soutenue dans ma démarche :

Marie VLAMYNCK

Eric MARTEAU

Roger-Pierre MUREZ

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE : PRATIQUES DU DROIT DANS LE CHAMP DU TRAVAIL SOCIAL : DES CONSTATS ET DES QUESTIONNEMENTS AU PROJET DE RECHERCHE.....5

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....29

CHAPITRE I : LECTURES DIALECTIQUES DU BESOIN DE FORMATION, DU DROIT ET DU TRAVAIL SOCIAL.....31

CHAPITRE II : LES TECHNIQUES DE RECHERCHE.....88

DEUXIEME PARTIE : LES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....106

CHAPITRE III : L'EVOLUTION DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....108

CHAPITRE IV : LES ACTIVITES JURIDIQUES ACTUELLES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....136

CHAPITRE V : LA RECONNAISSANCE SOCIALE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....169

TROISIEME PARTIE : L'ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....214

CHAPITRE VI : LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....215

CHAPITRE VII : LE CAPITAL JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....245

QUATRIEME PARTIE : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....320

CHAPITRE VIII : UN IDEAL – TYPE DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....321

CHAPITRE IX : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....351

CONCLUSION GENERALE.....410

BIBLIOGRAPHIE.....419

ANNEXES.....440

INDEX.....475

TABLE DES MATIERES.....480

INTRODUCTION GENERALE :

PRATIQUES DU DROIT DANS LE CHAMP DU TRAVAIL SOCIAL : DES CONSTATS ET DES QUESTIONNEMENTS AU PROJET DE RECHERCHE

INTRODUCTION

Depuis de nombreuses années, le travail social constitue notre champ d'activités professionnelles. Ce territoire est devenu l'espace de déploiement d'une double responsabilité : celle d'informatrice et de conseil juridique auprès des usagers du travail social[1], celle de formatrice des travailleurs sociaux dans le champ du droit. La mobilisation de compétences au croisement du droit, du travail social et de la formation a entraîné des confrontations dialectiques à diverses logiques institutionnelles plus ou moins lisibles, à des jeux d'acteurs traversés par des intérêts parfois complémentaires, d'autre fois divergents.

Derrière ceux-ci, de façon empirique, nous avons pu décrypter des représentations différenciées, parfois contradictoires, concernant aussi bien l'exclusion, le droit, le travail social que la formation juridique des travailleurs sociaux. Par contre coup, nos activités professionnelles ne pouvaient que se transformer en champ de questionnement permanent à la recherche de « sens », c'est-à-dire tout à la fois d'orientation et de signification. Les interrogations se sont multipliées ; elles ont eu leur « histoire de vie » avant de se transformer en projet de thèse.

Rapprochées les unes des autres, réactivées par la découverte de processus de domination au sein du travail social, elles étaient à la recherche d'un cadre théorique de référence, d'un modèle d'analyse qui laisse une grande place à la « contradiction » clé de lecture de la réalité sociale. Nous nous expliquerons sur le modèle choisi, les raisons de ce choix le moment venu. Pour l'instant, la question qui retient l'attention est la suivante : comment pratique professionnelle et projet de recherche s'articulent-ils l'un à l'autre ?

---

[1] Par usager du travail social, nous entendons bénéficiaire d'une prestation ou utilisateur d'un service en travail social. Le terme usager, attaché à la notion de service public, est préféré à celui de client qui s'inscrit dans des rapports marchands, voir *Dictionnaire critique d'action sociale*, Bayard, 1995, pp.419-421. La notion d'usager est attachée au service public ; « *L'usager est le bénéficiaire du service public, il va recevoir une prestation spécifique dont il tirera un usager direct et effectif. Quant au client, il est normalement celui qui passe commande à une entreprise ou celui qui s'adresse à un commerçant, en tout état de cause c'est la notion de relations d'affaires, qu'elles soient civiles ou commerciales, qui caractérise la clientèle* », Christian BARBIER, *L'usager est-il devenu le client du service public ?*, La Semaine Juridique, 1995, pp.31-35.

§1. LECTURES DES PRATIQUES PROFESSSIONNELLES

Nos activités professionnelles ont suscité un certain nombre de constats et de questions dont nous allons retracer les conditions d'émergence.

Les différentes fonctions occupées en tant que juriste dans le champ du travail social ont permis de développer de manière interactive trois types de pratiques : des pratiques d'accès au droit et à la justice, des pratiques d'enseignement du droit, des pratiques de sensibilisation au droit.

1.1. Des pratiques d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social

Les pratiques d'accès au droit et à la justice se situent sur un double versant, professionnel et militant.

➢ Pratique professionnelle d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social

En 1994, nous avons été embauchée comme conseillère juridique par l'Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ADNSEA)[1].

Nous étions mise à disposition d'une de ses structures : le Service droits des jeunes (SDJ). La création de cette structure en 1990 vient de ce que la France venait de ratifier la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). C'est dans ce contexte que le SDJ s'est assigné pour but de « *fournir aux jeunes au aux familles une écoute et une aide visant à reconnaître leur autonomie, à prévenir ou enrayer leur exclusion en leur proposant l'utilisation du droit comme critère d'analyse et outil de travail* »[2].
L'équipe du SDJ, composée à l'époque de deux juristes[3], dont moi-même, et de deux travailleurs sociaux[4], remplissait deux activités principales[5] : l'activité d'information et de conseil et l'activité d'administrateur ad hoc[6].
La première consistait à répondre gratuitement aux demandes d'informations juridiques des adolescents ou des jeunes majeurs. Il s'agissait de demandes souvent confuses, diffuses, touchant toutes les branches du droit.

---

[1] L'ADNSEA est une association de 1901 née en 1947 de la scission de l'Association régionale de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence en danger (ARSEA) créée en 1942. L'autre composante est l'Association départementale des services sociaux de l'enfance et de l'adolescence en danger (ADSSEAD). Forte de ses 665 salariés disséminés sur 70 lieux d'action sociale, l'ADNSEA se donne comme mission de mettre en oeuvre tous les moyens propres à assurer l'épanouissement et l'autonomie des jeunes dont elle s'occupe : jeunes en difficultés d'adaptation familiale, sociale, scolaire ou professionnelle.
[2] Rapport d'activités du SDJ, document interne, 1994, 40p. , p.25.
[3] L'un étant titulaire d'une licence en droit, l'autre d'un DEA de droit. Aujourd'hui, le SDJ compte cinq juristes : deux licences en droit, deux maîtrises de droit, un DEA de droit, et trois travailleurs sociaux : une éducatrice spécialisée, une éducatrice de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et une assistante de service social d'aide aux émigrants (SSAE).
[4] Une éducatrice spécialisée et une assistante de service social d'aide aux émigrants
[5] Depuis, une autre activité principale est apparue : le traitement de questions juridiques sur internet, environ 3000 par an.
[6] Personne désignée par le juge en vue de représenter, à la place de l'administrateur légal, les intérêts du mineur dans toutes les procédures qui le concernent.

Soit la demande pouvait être traitée immédiatement, soit elle réclamait plusieurs entrevues avec un accompagnement dans les démarches telles que la rédaction de courriers, la prise de contact avec un avocat ou l'Administration, etc.
Cet accompagnement pouvait prendre la forme de médiation en vue de trouver un règlement amiable du conflit par exemple entre les parents et leur enfant à propos de l'obligation d'entretien, ou encore entre l'employeur et le jeune en contrat de qualification ou d'apprentissage.
La seconde activité conduisait à assurer, à la place des représentants légaux, la défense en justice des intérêts des enfants mineurs, en tant qu'administrateur ad hoc. Cette défense qui se limitait initialement aux procédures pénales[1] fut ensuite élargie par le législateur[2] à toutes les procédures civiles[3] concernant l'enfant comme par exemple le divorce, la contestation de filiation ou le changement de nom. Au delà de la garantie de la défense des droits des victimes, il s'agissait d'accompagner l'enfant tout au long de la procédure et même parfois après. Le soutien apporté aux enfants mineurs s'effectuait sur les conseils d'un psychiatre qui venait une fois par semaine au SDJ traiter avec l'équipe des situations complexes et difficiles.

Une activité secondaire consista à collaborer à l'écriture d'un ouvrage : « Le guide des 16-25 ans »[4], conçu comme un outil d'informations juridiques des travailleurs sociaux et des jeunes et de leur famille.

Durant les deux années d'exercice, nous étions titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée et à temps partiel. La fonction de conseiller juridique n'étant pas mentionnée dans la convention collective du 25 mars 1966, c'est celle d'animatrice, puis d'éducatrice qui fut attribuée.
La relecture de l'expérience au SDJ de 1994 à 1996 a conduit à quatre constats.

- le développement de la demande de droit des usagers du travail social

Les usagers, adolescents, jeunes majeurs et leurs familles, s'adressaient en nombre croissant au SDJ. Le droit apparaissait principalement comme un mode de règlement des conflits en même temps qu'une source de créances ou de « droits à ». Le droit était en outre considéré comme moyen de reconnaissance d'un statut, d'une place dans la société. Les adolescents et les jeunes majeurs accordaient une grande importance à cet aspect.

- le recours limité des usagers aux professionnels du droit

Lorsqu'ils nous rencontraient, les jeunes ou leur famille avaient rarement fait appel à des professionnels du droit. Ils nous interpellaient pour savoir s'il était nécessaire, dans leur situation, de recourir aux services d'un avocat. Les avocats représentaient pour eux un monde inaccessible tant en raison du coût que du langage juridique, perçu comme une barrière. Parfois même s'ajoutait la peur d'aller au tribunal.

- une pratique professionnelle des travailleurs sociaux en dehors du droit

Les travailleurs sociaux étaient, au départ, peu nombreux à solliciter le SDJ[5]. Le droit, non perçu comme un outil de travail par méconnaissance des règles juridiques, était rarement intégré dans les pratiques professionnelles, et, lorsque c'était le cas, des erreurs étaient

[1] Article 87-1 du code de procédure pénale.
[2] Par une loi du 8 janvier 1993.
[3] Article 388-2 du code civil.
[4] *Le guide des 16-25 ans*, Editions Syros, 1994, 616p. C'est « *un document qui indique le texte officiel, l'information précise ou l'adresse exacte qui permettra de mieux se situer par rapport à ses droits et, ainsi, de s'inscrire dans la vie sociale* », Extrait de l'avant-propos. Il a été réactualisé depuis.
[5] 100 demandes en 1994, Rapport d'activités du SDJ, 1994, p.2.

commises. C'était seulement après épuisement des autres modes d'intervention que les travailleurs sociaux recourraient finalement au mode juridique, mais en l'appliquant exclusivement aux rapports entre les usagers et les tiers, en excluant de fait les rapports entre les usagers et les institutions sociales.
A ce stade, une première contradiction pouvait être relevée du fait que les demandes juridiques des usagers s'adressaient prioritairement aux travailleurs sociaux et que ces derniers n'étaient pas en mesure d'y répondre, alors que les avocats qui auraient pu éventuellement y répondre n'étaient que très rarement sollicités.

- L'émergence d'une pratique juridique isolée et non reconnue

L'activité d'information et de conseil de même que l'activité d'administrateur ad hoc impliquaient la mise en oeuvre de compétences juridiques. Elles exigeaient des connaissances juridiques, la maîtrise des procédures juridictionnelles, la mise en place d'un réseau de relations avec des professionnels du droit. Elles reposaient également sur des compétences sociales, d'accueil, d'écoute, permettant le décodage de la demande, l'adaptation de la réponse apportée, le travail en partenariat avec les travailleurs sociaux.
La mise en commun des compétences des travailleurs sociaux et des juristes du SDJ favorisait une double approche, sociale et juridique, des situations. Un nouveau profil de juriste/travailleur social ou, inversement de travailleur social/juriste semblait alors pouvoir émerger.
En même temps, cette double compétence exigée de fait par ces deux activités n'était pas reconnue. En effet, la convention collective du 25 mars 1966 ignorait logiquement ce type d'activités. Cette non reconnaissance faisait que les travailleurs sociaux/juristes du SDJ endossaient le statut d'éducateur spécialisé.
Ainsi, une deuxième contradiction, dans le prolongement de la première, opposait l'existence de fait d'une double compétence sociale et juridique nécessaire au traitement des demandes juridiques des usagers et le silence des textes empêchant la reconnaissance de celle-ci.

Ces constats entraînaient aussi plusieurs interrogations :

Comment expliquer les demandes grandissantes de recours au droit ? Quels usagers formulaient ces demandes ? De quelles demandes s'agissait-il ? De quelle manière concevaient-ils le droit et quels intérêts voyaient-ils à le mobiliser ?
Pourquoi les usagers interpellaient-ils le SDJ plutôt que les avocats et autres professionnels du droit alors qu'il existait l'aide juridique[1], prévue pour répondre à leurs besoins ? Pouvait-on y voir un mauvais fonctionnement du dispositif ?
Pourquoi les travailleurs sociaux utilisaient-ils aussi peu le droit ? De quelle manière percevaient-ils le droit ? Comment se faisaient-ils qu'ils maîtrisaient mal le droit ? Pourquoi le droit était-il quasiment occulté comme instrument de régulation des relations entre les institutions sociales et les usagers ? Quelles étaient les compétences requises pour un juriste travaillant au service des usagers du social ou, inversement, celles d'un travailleur social chargé de répondre à la demande juridique de ces usagers ? Que pouvait-on faire pour que cette double compétence fût reconnue ?

[1] L'aide juridique est un dispositif légal comprenant l'aide à l'accès au droit et l'aide juridictionnelle. L'aide à l'accès au droit permet à une personne disposant d'un minimum de ressources de bénéficier d'une consultation juridique gratuite.

➢ **Pratique militante d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social**

De 1993 à 1997, nous avons été membre du Réseau d'associations, syndicats et structures de travail social pour l'accès au droit et à la justice (RASSADJ)[1], implanté à Lille, dans le Nord.
Le RASSADJ, qui existe toujours, rassemblait alors des personnes physiques , avocats, magistrats, travailleurs sociaux, militants et des personnes morales comme le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, l'Atelier populaire de l'urbanisme Vieux-Lille, le Service droit des Jeunes ADNSEA, SOS racisme, AC !-Agir contre le chômage.

Selon les statuts, Le RASSADJ a pour mission « *d'améliorer l'accès au droit et à la justice, de permettre individuellement et collectivement aux citoyens d'être sujets de droits, de développer une solidarité légitime active productive de droit dans le cadre des objectifs suivants : informer les acteurs associatifs, syndicaux et travailleurs sociaux participant à l'accès au droit et à la justice ; former des « promoteurs juridiques » capables de faire le lien entre la vie quotidienne et le droit ; fournir un conseil juridique qualifié aux associations, syndicats et structures du travail social afin de répondre aux demandes individuelles et collectives hors procédures en justice ; favoriser la participation du plus grand nombre à la vie de la cité et à la démocratie* ».

Dans le cadre de cette mission, un certain nombre de travaux furent réalisés comme la rédaction et la diffusion de plaquettes[2] d'informations juridiques destinées à des personnes en difficulté, ou la création d'un jeu de « lois » coopératif[3] en direction des jeunes dans un but de conscientisation du droit.

Le RASSADJ faisait partie du Conseil départemental de l'aide juridique (CDAJ) du Nord. Il interrogeait alors l'efficacité de ce conseil qui servait plus les intérêts des professions juridiques, notamment des barreaux, que ceux des usagers. Mais le Réseau était peu influent à ce niveau, sans pouvoirs pour remettre en question les finalités du Conseil.

Mon implication dans le Réseau conduisit à deux constats centraux.

- Les difficultés d'accès au droit et à la justice pour les personnes « démunies », économiquement, socialement et culturellement

Malgré le dispositif de l'aide juridique, force était de constater que les plus démunis avaient rarement accès à la connaissance de leurs droits et qu'ils n'engageaient pratiquement jamais d'actions en justice. Aussi, indépendamment des structures officielles (CDAJ), le RASSADJ s'était-il, de façon volontariste, attelé à la tâche de rendre le droit plus accessible. L'exercice était périlleux dans la mesure où cela exigeait des connaissances juridiques et des capacités pédagogiques (comment simplifier sans pour autant vider de leur consistance les termes juridiques).

- Le travail en commun des juristes et des travailleurs sociaux

Juristes et travailleurs sociaux étaient amenés à collaborer afin de créer des outils d'information adaptés aux besoins des populations dites exclues. Cette collaboration entraînait une mise en commun de compétences juridiques et de compétences sociales ou relationnelles (accueil, écoute...).

---

[1] Association de la loi de 1901, créée en 1992 par un groupe d'associations, de syndicats et de services sociaux qui s'était mobilisée en 1990 pour l'aide juridique.
[2] Par exemple, la plaquette « A la rue », guide pratique et juridique pour éviter l'expulsion de son logement.
[3] Les joueurs s'entraident pour gagner.

Ces constats conduisaient à des questionnements renouvelés, affinés.

Pourquoi le dispositif de l'aide juridique ne permettait-il pas aux personnes démunies d'accéder effectivement au droit et à la justice ? Etait-ce à des associations de 1901 comme RASSADJ de prendre l'initiative de favoriser cet accès ? Si RASSADJ prenait l'initiative, pouvait-il prétendre à des financements publics dans la mesure où il remplirait dès lors une mission de service public ? Cela lui permettrait-il d'accéder à une certaine légitimité ?
Comment rendre le droit plus accessible, quelles méthodes et techniques d'intervention inventer ? Quels étaient les professionnels les mieux placés pour effectuer ces interventions ? Quels types de compétences étaient requis ? Ces compétences étaient-elles reconnues ?

En 2001, nous avons été élue maire-adjointe aux affaires sociales et juridiques dans une commune du département du Nord de 5200 habitants.
Cette nouvelle fonction entraîne une prise de responsabilités au niveau du conseil d'administration du Centre communal d'action sociale (CCAS). Elle se traduit également par une activité de conseil juridique auprès des habitants de la commune dans le cadre d'une permanence hebdomadaire. Sur une année d'exercice, une centaine de personnes a été rencontrée. Leurs demandes d'informations juridiques sont diversifiées. Elles portent sur le divorce, l'autorité parentale, la succession, le logement, l'emploi, le surendettement, les aides sociales, les relations de voisinage, les assurances. Elles ne sont pas exprimées en termes juridiques. L'entretien commence toujours par une présentation globale de la situation.

Cette activité a fait naître des questions supplémentaires.
A quelles personnes les habitants de la commune faisaient-ils appel avant pour obtenir des informations juridiques ? Quels types d'habitants sollicitent des informations juridiques ? Sur quoi les demandes d'informations juridiques portent-elles ? La mise en place d'un service juridique municipal est-elle pertinente ?

1.2. Des pratiques d'enseignement du droit dans le champ du travail social

L'enseignement du droit s'adressait (et s'adresse toujours en partie) à la fois aux usagers du travail social et aux travailleurs sociaux.

➢ Pratique d'enseignement du droit auprès des usagers du travail social

Dans le cadre de la mission du SDJ, en détachement auprès de l'organisme de formation de l'ADNSEA, il nous incombait d'animer des stages de formation en droit. Ces stages[1], appelés « modules », dont le nombre d'heures variait (de trois à vingt heures), visaient des personnes inscrites dans les ateliers d'insertion et de formation : chômeurs, sortants de prison, jeunes en contrat de qualification, immigrés, illettrés.
Ils étaient censés rendre ces personnes capables de : « *se situer en tant que sujets de droit dans leurs relations sociales ; repérer les personnes qu'ils pouvaient solliciter pour obtenir des renseignements juridiques* ; *utiliser l'outil juridique pour mettre en place les stratégies*

[1] Les stages portaient sur le droit de la famille (autorité parentale, concubinage, divorce), le droit du travail et de la formation (contrat de travail, rémunération, représentation du personnel), l'organisation juridictionnelle, l'accès au droit, la citoyenneté, les droits de l'homme, les libertés publiques, le droit au logement, les étrangers en France, la vie pratique (consommation, banque, fiscalité, amende transport, allocations familiales, prestations sociales).

susceptibles d'aboutir à la résolution de leurs problèmes soit par la médiation, soit par la saisine des instances compétentes »[1].

Les séquences se déroulaient en petits groupes de dix à vingt personnes au maximum, soit dans les locaux du centre de formation de l'ADNSEA, soit dans les locaux de l'organisme ayant sollicité la formation. Il nous était demandé d'adapter le niveau des interventions et les supports de communication en fonction de la demande des groupes ainsi que de leur capacité de compréhension. Autrement dit, aucune directive n'était donnée sur les méthodes pédagogiques à utiliser. La plupart du temps, un exposé rapide des règles juridiques était donné en raison des difficultés de compréhension et de concentration des apprenants. Il était suivi d'échanges.

Cette expérience, étalée sur une année, permettait de souligner deux phénomènes.

- les attentes importantes des stagiaires

Les stagiaires étaient très motivés. Pour eux, le droit apparaissait non seulement comme un moyen de régler des situations conflictuelles mais aussi comme un moyen de se valoriser. Autrement dit, le droit représentait la possibilité de se faire reconnaître dans la société.

- le manque de moyens de formation

Un seul intervenant (moi-même) avait la charge de la formation juridique. Aucun travail préparatoire n'avait été effectué comme par exemple une analyse des besoins de formation juridique pour ce type de public. Rien n'avait été prévu non plus sur le plan pédagogique. C'était donc à l'intervenant de se débrouiller, de « bricoler » le contenu et la méthode pédagogique. Une fois la formation terminée, le bilan effectué ne fut pas utilisé. En effet, pour des raisons économiques, le centre de formation ferma ses portes l'année suivante.

Des questionnements se précisaient également à l'occasion de cette expérience.

Quelle était la conception du droit des stagiaires ? A quelles fins poursuivaient-ils la formation juridique ? En quoi le droit pouvait-il promouvoir la citoyenneté ? Quels étaient les besoins de formation juridique des stagiaires ?
Quelles étaient les attentes du centre de formation à l'égard des stages juridiques ? Comment expliquer son relatif désintérêt vis-à-vis de ces stages ? Les besoins de formation juridique des stagiaires étaient-ils satisfaits ? Compte tenu de ces besoins, quels contenus et quelles méthodes pédagogiques retenir ?

➢ Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux

Mon activité de formatrice en droit des travailleurs sociaux s'est au contraire inscrite dans la durée. Je l'ai exercée et l'exerce toujours à la fois dans le cadre de la formation initiale et dans le cadre de la formation continue.

[1] Plaquette de formation, Document interne, Centre de formation ADNSEA, 1994.

✓ Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux en formation initiale

Dès 1992, nous avons enseigné le droit aux éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs en formation initiale, au Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) à Arras. Et je poursuivis cette activité de 1993 à 1997 à l'Ecole d'éducateurs spécialisés[1] (EES) dont le siège se trouve à Lille et qui comprend deux antennes à Maubeuge et à Saint-Omer. Elle s'étala de 1993 à 1997. Les enseignements concernaient les deux filières, les éducateurs spécialisés et les moniteurs-éducateurs, dont les « allègements de formation »[2]. Réalisés sur les trois sites pour neuf promotions de 10 à 75 personnes, ils représentaient, par an, 273 heures de cours réparties sur 64 jours.
Le contenu des interventions[3] était défini par le programme figurant dans les arrêtés du 7 juillet 1990[4].

Au niveau pédagogique, étant donné l'ampleur du programme, le cours consistait à énoncer des connaissances juridiques et à échanger avec les étudiants selon un mode participatif de questions-réponses.
Dans le prolongement du cours, il convenait d'assurer un contrôle continu interne sous forme de questionnaires et d'études de cas[5] et la préparation aux épreuves du diplôme d'Etat (questionnaire).
Enfin, à l'EES, nous représentions les vacataires au Conseil technique et pédagogique (CTP). Cette instance de concertation, considérée comme indispensable à la mise en oeuvre d'une méthodologie de l'action-recherche, réunissait chaque mois, étudiants, délégués du personnel, formateurs permanents, vacataires, membres de la direction et du conseil d'administration afin de débattre des orientations institutionnelles, politiques et pédagogiques de l'école. Précisément, le CTP adoptait le règlement intérieur, le plan de formation ainsi que le règlement d'admission. Il donnait son avis sur les textes qui lui étaient proposés par le conseil d'administration, le directeur, les commissions mixtes[6], sur les rapports annuels d'activités de l'EES et de l'Intervention formation action recherche (IFAR) et les budgets prévisionnels avant leur transmission au conseil d'administration.

Notre collaboration à l'EES prit fin en 1997. Alors intervenante occasionnelle[7], nous souhaitions devenir formateur permanent, éventuellement responsable de la formation juridique des éducateurs spécialisés ou des moniteurs-éducateurs. Ceci, au regard de

[1] L'EES, née en 1933, est une composante de l'Association recherche et formation pour le travail social et les techniques éducatives (ARF), déclarée en 1983, dont l'Intervention formation action recherche (IFAR) fait également partie. L'EES assure la formation initiale des éducateurs spécialisés et des moniteurs-éducateurs tandis que l'IFAR assure la formation continue des travailleurs sociaux en exercice.
[2] Les moniteurs-éducateurs ont la possibilité de suivre la formation d'éducateur spécialisé en un an grâce aux allègements de formation théorique ou pratique qui sont accordés aux candidats justifiant de diplômes ou certificats universitaires ou professionnels, ou justifiant d'une expérience professionnelle antérieure.
[3] Il comprenait l'étude des éléments de droit constitutionnel, des institutions judiciaires, du droit pénal, des libertés publiques, des personnes et de la famille, des notions générales du droit du travail, des services de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Aide sociale à l'enfance, du service départemental d'action sociale ou service social polyvalent, du RMI, des dispositifs et services sociaux et médico-sociaux, des droits des usagers.
[4] Arrêté fixant les modalités de sélection et de formation des éducateurs spécialisés, d'organisation des examens pour l'obtention du diplôme d'Etat et conditions d'inscription et d'agrément des directeurs responsables d'unité de formation ; arrêté fixant les modalités de sélection et de formation des moniteurs éducateurs, d'organisation des examens pour l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de moniteur éducateur et conditions d'agrément des centres de formation et conditions d'agrément des directeurs, JORF du 08-07-1990.
[5] 100 dossiers environ en 1995/1996.
[6] Chargées de préparer les rapports.
[7] Le caractère occasionnel est attribué aux enseignements n'excédant pas 30 jours civils par an et par organisme de formation (arrêté du 28 décembre 1987).

l'investissement réalisé, paraissait tout à fait légitime. Notre candidature ne fut cependant pas retenue car elle ne répondait pas aux critères de recrutement[1] en vigueur. Ce refus entraîna l'arrêt de nos interventions à l'EES.

Nous continuions néanmoins à former, en tant que vacataire, les éducateurs spécialisés[2], toujours dans le cadre de la formation initiale, cette fois à l'IUT-B/carrières sociales situé à Tourcoing. Nous prenions en charge la formation juridique des éducateurs spécialisés en 2ème année (70 environ[3]). 39 heures de travaux dirigés par an nous étaient allouées pour assurer une unité de formation intitulée « connaissance juridique des institutions » (CJI)[4].

Nous étions responsable du contrôle continu de la CJI : une étude de cas. La méthode pédagogique était la même que celle utilisée à l'EES : exposé et échanges.

Cette expérience fut enrichie par des enseignements dispensés aux éducateurs spécialisés en 1ère année. Le programme[5] devait être réalisé en neuf heures.
Le contrôle continu était un questionnaire.

A ce stade, nous faisions là encore quatre observations.

- l'ampleur du contenu de la formation juridique

Le contenu de la formation juridique était très vaste. Il rassemblait les lois en vigueur applicables au champ du travail social. Il était impossible de l'épuiser compte tenu du nombre d'heures d'enseignement attribué. En conséquence, les différentes lois étaient abordées de façon succincte, superficielle. Comme il s'agissait de contenus prescrits, il était impossible de les modifier. Les écoles et les étudiants exigeaient logiquement que l'ensemble du programme d'examen fût traité.

- le cours magistral, méthode pédagogique dominante

S'il revenait à l'intervenant de définir la méthode pédagogique à utiliser c'est parce que l'école ne donnait aucune directive à ce niveau. Le cours magistral était la méthode la plus adaptée pour présenter le contenu dense du programme, et donc, pour faire « ingurgiter » aux étudiants un maximum de données dans un minimum de temps[6]. En outre, le nombre d'étudiants concernés pouvant aller jusqu'à 70, il était impossible de penser à une pédagogie participative. Si l'utilisation du jeu des questions-réponses venait tempérer la « rigidité » du

---

[1] Selon les arrêtés du 6 juillet 1990, « *les formateurs et responsables d'une unité de formation doivent remplir les conditions suivantes : être titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ; être titulaire du DSTS, d'une maîtrise ou d'un titre équivalent ; justifier d'une expérience professionnelle de cinq ans au moins dans le champ de l'éducation spécialisée ou de leurs enseignements* ».

[2] Depuis 1996.

[3] Sur les trois heures que durait chaque séance, 1 heure et demi était attribuée à deux groupes de 35 étudiants.

[4] En plus de la CJI, les étudiants recevaient les cours de droit (sources du droit, droit pénal, droit de la responsabilité) du responsable de l'unité de formation juridique. Les thèmes de la CJI étaient les suivants : rappel ou compléments sur les juridictions, régime des infractions et des peines, responsabilité pénale des personnes morales, notions de procédure pénale, mise en application des peines, responsabilité civile des établissements et des acteurs, responsabilité administrative, responsabilité pénale des éducateurs, le secret professionnel, répression pénale des mauvais traitements.

[5] Le programme comprenait les caractères généraux de la Constitution, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, la hiérarchie des normes, la place des traités internationaux et des textes européens, le contrôle de constitutionnalité et de légalité.

[6] Selon Paul ORIANNE, le cours magistral remplit en effet « *au plus haut degré l'une des qualités que l'on attend d'une matière, à savoir l'exhaustivité ou la complétude et permet à l'enseignant d'affecter de façon optimale son temps de parole à la communication du savoir* », p.204 in *Apprendre le droit. Eléments pour une pédagogie juridique*, Frison-Roche, 1990, 330p.

cours magistral, il fallait reconnaître que c'était celui-ci qui prédominait dans la formation juridique initiale des travailleurs sociaux.

- le questionnaire, mode d'évaluation privilégié

Le contrôle continu en droit prenait la forme d'un questionnaire ou d'un QCM, d'un cas pratique et d'un dossier. Le cas pratique était destiné à mesurer la capacité de l'étudiant à transposer la règle de droit dans une situation donnée. Le dossier, élaboré en relation avec le stage, permettait de mener une analyse juridique des pratiques professionnelles. Enfin, le questionnaire et le QCM visaient à vérifier le niveau des connaissances juridiques. Le cas pratique et le dossier paraissaient être les modes d'évaluation les plus pertinents dans la mesure où ils cherchaient à vérifier le degré d'appropriation du droit. Le questionnaire ou le QCM ignorait les pratiques, mais il s'agissait du mode d'évaluation au diplôme d'Etat.

- le formateur en droit, un intervenant occasionnel

La formation juridique initiale était le plus souvent assurée par des intervenants occasionnels ou vacataires. L'équipe de formateurs permanents ne comprenant pas de juristes, et l'enseignement du droit nécessitant des compétences juridiques, l'école se tournait vers des juristes extérieurs pour assurer la formation juridique.
Or, le statut de vacataire, dont le protocole d'accord sur lequel il repose précise qu'il « *ne pourra prétendre à aucune indemnité si pour quelque cause que ce soit la durée prévue était diminuée ou même si l'action était supprimée* »[1], décourage d'autant plus les investissements pédagogiques que les vacataires sont isolés, tenus à l'écart des réunions pédagogiques. De plus les vacataires sont maintenus en dehors de l'équipe des formateurs permanents, ce qui empêche les évolutions pédagogiques qui ne pourraient provenir que d'une action concertée entre eux.

De ses observations, se dégageaient des interrogations majeures.

Qui définit le contenu de la formation juridique des travailleurs sociaux ? Pour quelles raisons est-il défini de cette manière ? Est-il de l'intérêt des étudiants et des enseignants qu'il se limite à l'ensemble des lois en vigueur dans le champ du travail social ? Ne devrait-il pas intégrer des connaissances méthodologiques d'appropriation du droit ?
Pourquoi l'école ne donne-t-elle aucune directive sur les méthodes pédagogiques à utiliser ? Le cours magistral est-il adapté à l'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux en formation initiale ? Pour quels motifs est-il utilisé ? Existe-t-il des méthodes pédagogiques plus adaptées ? Comment les mettre en oeuvre ?
Quels sont les avantages et les inconvénients des différents modes d'évaluation mobilisés dans la formation juridique des travailleurs sociaux ? Quel est celui le plus à même de contrôler le niveau d'appropriation du droit par les étudiants ? L'épreuve finale du questionnaire en droit est-il adapté ? Quel autre type d'évaluation pourrait le remplacer ?
Quelle est la situation juridique d'un intervenant occasionnel ? Pour quelles raisons, parmi les formateurs permanents, il n'y a pas ou rarement de juriste ? La présence d'un juriste parmi eux est-elle indispensable ? Un juriste qui enseigne le droit dans la formation initiale des travailleurs sociaux doit-il avoir d'autres compétences que des compétences juridiques ?

[1] Article 2, Protocole d'accord type entre le centre de formation et le vacataire.

- ✓ Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux en formation continue

Parallèlement à la formation initiale en droit des professions éducatives, nous étions impliquée dans la formation juridique continue des travailleurs sociaux.

Ce fut d'abord dans le cadre du SDJ, de 1994 à 1995, pour des stages de formation juridique auprès des professionnels de l'ADNSEA. Ces stages de trois jours s'adressaient à tous types de professionnels (travailleurs sociaux, psychologues, médecins, personnels de service...) pour l'étude du droit de la famille, de la législation du travail social, et du droit de la responsabilité. Les méthodes pédagogiques utilisées étaient l'échange de questions-réponses, l'étude de cas pratiques. Les six stages qui eurent lieu réunirent au maximum 25 participants. Ils se déroulèrent dans l'enceinte des établissements sociaux et médico-sociaux de l'ADNSEA.

D'autre part, à l'IFAR (Intervention Formation Action Recherche), à partir de 1996, nous intervenions sur les aspects juridiques de la formation des « chefs de service »[1]. Cet enseignement, divisé en deux axes principaux : le droit du travail et le droit de la responsabilité, intéressait des professionnels du travail social qui souhaitaient évoluer vers le statut de cadre. Le groupe se composait de 15 à 20 stagiaires. L'enseignement juridique, de six séances de six heures, était évalué sous la forme de dossiers de droit.
Après deux années, nous abandonnions cette formation pour des raisons de planning. Elle fut reprise par un avocat auquel l'institution et les stagiaires reprochèrent de ne pas savoir faire le lien entre les règles juridiques et les pratiques professionnelles spécifiques du champ du travail social.
Aujourd'hui, cette formation reprend après une interruption de deux années. Le centre de formation nous a sollicitée à nouveau pour la partie juridique.

Il nous demandait de proposer deux stages de formation qui feraient partie de l'offre. Nous en proposâmes un sur « le droit de la responsabilité applicable aux travailleurs sociaux » et un autre sur « le droit, outil de renouvellement des pratiques sociales ».
Toujours au sein de cette institution, nous intervenions depuis 1998 dans un stage thématique intitulé : « *Accompagner professionnellement des jeunes victimes de maltraitances sexuelles* ». Ce stage se déroule sur sept journées ; il s'adresse à des éducateurs travaillant dans le secteur de l'enfance en danger.
Nous abordons le cadre juridique de la maltraitance et la responsabilité du travailleur social dans la gestion d'une situation de maltraitance[2], afin que les stagiaires puissent « *situer la dimension juridique dans ces situations et repérer les évolutions récentes du droit* »[3].

En ce qui concerne l'ensemble des stages IFAR, l'intervention repose sur une interaction entre l'intervenant et les stagiaires. Les stagiaires donnent des éléments issus de leurs pratiques professionnelles et proposent des questionnements, et l'intervenant apporte des données théoriques et propose des éléments de réponse.

Enfin, depuis 2000, dans le cadre de la licence en Sciences de l'Education de Lille I-CUEEP, nous assurons l'approche juridique d'une option appelée : « Développement local, politiques de la ville et nouveaux métiers du social ». Elle représente 21 heures de travaux dirigés

[1] Il s'agit d'un diplôme d'école et non pas d'un diplôme national.
[2] Qui pose le problème de l'articulation entre le secret et la dénonciation des mauvais traitements.
[3] Stage thématique intitulé « Accompagner professionnellement des jeunes victimes de maltraitances sexuelles », Programme de formations de l'IFAR, 2001, 75p.

répartis sur sept séances de trois heures. C'est une option qui regroupe un public hétéroclite comprenant des étudiants, des travailleurs sociaux en exercice, des militants ou des salariés d'association, des chômeurs.
L'intervention juridique consiste à proposer des repères structurants sur l'histoire de la politique de la ville, l'intercommunalité, les contrats de ville, sans écarter la possibilité de questions-réponses.

Cette expérience amenait trois principaux constats.

- une formation juridique continue limitée

La formation juridique des travailleurs sociaux dans le cadre de la formation continue est limitée tout d'abord en raison de l'offre réduite de stages. Ces stages « courts » ne durent que quelques jours, au maximum une semaine. Dans ces conditions, la formation ne peut être approfondie ; elle consiste à développer succinctement plusieurs thèmes ou se centrer un thème en particulier.

- une relation pédagogique interactive

Les stages de formation réunissent des groupes de 15 à 20 personnes, ce qui favorise un rapport étroit entre l'intervenant et les stagiaires. Tandis que les stagiaires apportent des connaissances issues de leurs pratiques professionnelles, l'intervenant transmet des données théoriques dans une relation interactive. Cette interaction immédiate n'est possible que parce que les stagiaires ont des connaissances juridiques de base qu'ils cherchent à réactualiser ou à articuler efficacement avec leurs pratiques.
Les stagiaires ne veulent pas suivre un cours de droit, mais avoir des réponses à leurs questions ou, en tout cas, des indications sur l'utilisation du droit dans des situations concrètes. De ce fait, les interventions se déroulent sur un mode participatif, par des échanges de questions/réponses.

- un intervenant socio-juridique

Pour mener à bien un stage juridique auprès de travailleurs sociaux en exercice, l'intervenant doit, en plus de ses compétences juridiques, maîtriser le champ du travail social, connaître ses spécificités, son langage, ses modes d'intervention.

Des questionnements émergeaient aussi.

Pour quelles raisons l'offre de formation juridique proposée aux travailleurs sociaux est-elle réduite dans le cadre de la formation continue ? Devrait-elle être plus importante ? Quels intérêts les travailleurs sociaux en exercice ont-ils à suivre des stages juridiques ? Quels sont les travailleurs sociaux intéressés par la formation juridique continue ? Quelles sont leurs attentes ? Quelles sont les méthodes pédagogiques qui répondent le mieux aux besoins de formation juridique des stagiaires ?

1.3. Des pratiques de sensibilisation au droit dans le champ du travail social

De 1997 à 2000, nous avons participé au sein du Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptées (CREAI) du Nord/Pas-de-Calais à des opérations de sensibilisation au droit auprès d'établissements sociaux et médico-sociaux.

Le CREAI du Nord/Pas-de-Calais se définit, depuis 1964, comme le trait d'union entre établissements spécialisés, services de l'Etat, collectivités territoriales et tous ceux qui

oeuvrent en faveur de personnes handicapées, inadaptées ou en difficulté. En partenariat avec cet organisme je mis en place un cycle de conférences-débats intitulé « les Rendez-vous du droit et de l'action sociale ». Le triple objectif était d'élargir les connaissances du droit à partir d'une étude synthétique des règles en vigueur et des projets de réforme en cours dans le travail social, d'élaborer des modalités d'application du droit adaptées en se basant sur des pratiques professionnelles diversifiées, de contribuer à l'émergence d'une réflexion collective sur les enjeux de la relation entre le droit et le travail social.
Quatre conférences-débats[1] eurent lieu.

Sur une journée, les participants étaient invités, dans la matinée, à enrichir leurs connaissances sur le thème grâce aux exposés des intervenants ; l'après-midi ils échangeaient avec des intervenants choisis pour leurs connaissances pratiques et théoriques. Une conférence-débat mobilisait entre 80 et 170 participants, professionnels du travail social.

De plus, dans le prolongement de l'assemblée générale du CREAI, dans le cadre des Rendez-vous du droit et de l'action sociale, nous intervenions l'après-midi sur des thèmes particuliers comme le secret professionnel ou la responsabilité des établissements sociaux et médico-sociaux. Cette demi-journée d'information concernait les adhérents du CREAI, présidents d'association gestionnaire d'établissements sociaux et médico-sociaux.

Ce travail de sensibilisation au droit auprès des travailleurs sociaux suscitait des réflexions.

- Le poids stratégique des thèmes traités

Le nombre de participants[2] était très différent selon le thème traité. Par exemple, alors qu'ils étaient 70 lors de la conférence-débat sur la lutte contre les exclusions, ils étaient plus de 170 à celle sur la sexualité des personnes handicapées mentales.
Pour élucider les raisons de cette différence de participation, le CREAI du Nord/Pas-de-Calais fit une « Analyse des besoins de formation »[3]. Un questionnaire fut adressé à 1000 responsables d'établissement social ou médico-social afin de recueillir leur avis et leurs suggestions sur les thèmes à traiter. 272 répondirent[4]. Trois thèmes arrivaient en tête : la prévention et l'usure des professionnels, l'accompagnement des populations présentant des troubles du comportement, le projet individuel. Le droit des usagers intéressait un tiers des responsables. Les autres thèmes juridiques, comme par exemple le droit des étrangers, étaient peu prisés. Le lien avec les pratiques professionnelles et l'actualité juridique paraissait déterminer leur choix.

- le droit dans une approche pluridisciplinaire

Le droit était abordé en rapport avec d'autres dimensions : psychologique, médicale, sociologique, pédagogique...Cette approche globale faisait aussi émerger des contradictions, par exemple entre l'obligation légale pour le travailleur social de dénoncer les mauvais traitements et la nécessité pour lui d'instaurer des relations de confiance avec la famille, auteur des mauvais traitements.

---

[1] Sur les thèmes suivants : devoirs des adultes, droits des enfants maltraités ; enfants victimes, enfants délinquants et justice : des solutions adaptées ? ; lutte contre les exclusions : l'accès aux droits ; sexualité et handicap mental : repères juridiques.
[2] Documents internes relatifs à l'organisation des Rendez-vous du droit et de l'action sociale, CREAI du Nord/Pas-de-Calais.
[3] Document interne, CREAI du Nord/Pas-de-Calais, juin 2000, 10p.
[4] Dont 65% du secteur handicap, 28% du secteur protection de l'enfance, 7% du secteur précarité.

- le problème de l'accès à la formation

Les conférences-débats étaient payantes : de 150 à 250 francs. Des tarifs spéciaux étaient prévus pour les étudiants et les demandeurs d'emploi. En ce qui concernait les travailleurs sociaux, après de nombreuses remarques de leur part tenant au refus de leur employeur de payer, le CREAI Nord/Pas-de-Calais décida de faire agréer les conférences-débats par PROMOFAF pour être prises en charge au titre de la formation continue.

- les limites d'une information juridique

A l'issue d'une conférence-débat, qui ne durait qu'une journée, les intervenants comme les participants restaient sur leur faim. Aussi, des demandes de prolongement apparurent, par exemple, sous forme de groupes de travail.

Nous nous demandions alors :

Pourquoi y-avait-il plus d'inscrits pour certains thèmes et moins pour d'autres ? Quels travailleurs sociaux participaient aux conférences-débats ? Quels effets une approche pluridisciplinaire produisait-elle ? Quel était l'intérêt de considérer le droit en rapport avec d'autres disciplines dans l'approche d'un phénomène social ? Comment favoriser l'accès à l'information juridique des travailleurs sociaux ? Cette information était-elle efficace ? Quel en était l'impact ? Devait-elle être prolongée ? Quels prolongements pouvait-on imaginer?

Nous venons de faire une relecture de nos pratiques professionnelles de juriste au sein du travail social. Nous avons fourni des repères pour différencier ces pratiques. A partir de chacune d'elles, nous avons fait sortir des constats prolongés en de multiples questionnements. Que faire à présent de ce matériau ? Il s'agit, dans une démarche inductive et ascendante, de le rassembler, de l'organiser en le reliant à des champs juridiques ou domaines d'appartenance. C'est l'intention qui va nous guider.

Les constats et questionnements posés interrogent quatre champs. Le premier est le champ de l'accès au droit des exclus, usagers du travail social. Il rassemble les dispositifs d'aide à l'accès au droit (l'aide juridique), les demandes de droit des usagers, leurs besoins juridiques. Le second champ est celui des activités juridiques des travailleurs sociaux. Le traitement des demandes de droit des usagers, les techniques juridiques utilisées par les travailleurs sociaux, la place du droit dans leurs activités, la reconnaissance de leurs activités juridiques sont les thèmes principaux de ce champ. Les compétences juridiques des travailleurs sociaux constituent le troisième champ. Pour terminer, le quatrième champ est la formation juridique des travailleurs sociaux, avec ce qui se fait en formation initiale et en formation continue, l'organisation de la formation, le dispositif pédagogique mis en place.

De cette manière, l'accès au droit des exclus, les activités juridiques des travailleurs sociaux, leurs compétences juridiques et leur formation juridique mettent en lumière l'interaction de trois phénomènes : le droit, le travail social et la formation.

§2. DES CONSTATS ET DES QUESTIONNEMENTS AU PROJET DE RECHERCHE

Le passage de la connaissance empirique à la connaissance théorique de la relation dialectique du droit, du travail social et de la formation s'est effectué à travers un état des travaux sur la formation juridique des travailleurs sociaux, champ de recherche de cette thèse. Cette opération, véritable catalyseur du projet, a constitué une étape préliminaire à la

délimitation de l'objet de recherche ainsi qu'à l'élaboration de notre problématique pour aboutir à la proposition d'un plan de recherche.

2.1. L'état des travaux sur la formation juridique des travailleurs sociaux

Les travaux réalisés sur la formation juridique des travailleurs sociaux sont peu nombreux, et dans tous les cas très récents. En 1989, Robert Lafore affirme que *« le terrain est parfaitement vierge en la matière »*[1].

A la fin des années 1980, toutefois, le sujet est abordé par deux fois de façon sommaire par des formateurs en droit.
Le premier[2] expose brièvement les enjeux de la connaissance du droit pour les éducateurs. Il dénonce l'inadaptation de la formation juridique qui leur est actuellement proposée. L'enseignement du droit devrait, selon lui, être appréhendé dans un angle sociologique. Pour cette raison, il devrait être dispensé par un sociologue.
Le second[3] s'intéresse aux écoles de service social (assistants de service social). Il préconise le rapprochement du droit et des sciences sociales pour donner plus de sens à la formation juridique. Une attention particulière est portée aux méthodes pédagogiques. Le cours magistral lui paraît inadapté tandis qu'il est favorable à une pédagogie participative mise en œuvre à partir de cas pratiques et de débats. A terme, l'important se situe au niveau de la capacité de l'assistant(e) social(e) à transposer la connaissance juridique (théorie) dans une situation sociale définie (pratique).
Mais ces documents ne sont pas exploitables en l'état car ils ne se fondent pas sur des enquêtes. Tout au plus ils ouvrent des pistes de réflexion.

Il faut attendre 1989 pour découvrir la production d'une étude d'une cinquantaine de pages consacrée à la formation juridique des travailleurs sociaux.
Il s'agit d'une étude[4] commanditée par le ministère des affaires sociales, sous-traitée par Christian Bachmann, sociologue, à Robert Lafore, professeur de droit public.
Elle précède la réforme des formations aux professions éducatives/éducateurs spécialisés et moniteurs-éducateurs, intervenue en 1990[5]. Peut-être, a-t-elle influencé la décision d'y augmenter la masse horaire consacrée à l'enseignement du droit, mais ce n'est qu'une supposition de notre part.
Ce travail se base sur une enquête conduite à l'échelle nationale comprenant un questionnaire envoyé à une centaine de centres de formation ainsi qu'un certain nombre d'entretiens avec des responsables de formation. Pas plus que les entretiens, les résultats du questionnaire ne figurent dans cette étude.
L'auteur se propose de vérifier en trois temps si l'offre actuelle de formation juridique des travailleurs sociaux est adaptée aux exigences de l'action sociale. Le rapport entre les conditions dans lesquelles la formation juridique est dispensée (1) et l'évolution de la place du droit dans le travail social (2) conduit à s'interroger sur les modifications nécessaires à apporter à cette formation (3).
Robert Lafore s'appuie, dans la première étape, sur la comparaison des contenus et des modalités d'enseignement du droit dans la formation initiale des assistants de service social,

---

[1] Robert LAFORE, *Les formations juridiques des travailleurs sociaux*, Les dossiers du Centre d'ingénierie sociale, 1989, 52p., p.2.
[2] Marcel JAEGER, *Travailleurs sociaux,* Inf. soc., n°7, 1986, pp.88-90
[3] F. C., *«Apprendre» le droit,* Cahiers du Travailleur social, n°62, 1987, pp.45-49
[4] Robert LAFORE, *Les formations juridiques des travailleurs sociaux,* op. cit.
[5] Décrets n°90-574 et n°90-575 et arrêté du 7 juillet 1990.

des éducateurs spécialisés et des conseillers en économie sociale et familiale, professions les plus amenées à traiter de questions juridiques selon lui.
Il en tire trois conclusions principales. Le droit est enseigné conformément au modèle utilisé par les facultés juridiques. Le programme est organisé à partir des branches du droit laissant une place réduite aux approches thématiques. Le cours magistral prévaut sur les travaux dirigés. Il est majoritairement fait recours à des juristes pour enseigner la matière.
Dans un second temps, il constate une résurgence du droit dans les relations sociales à travers les phénomènes de juridicisation[1] et de judiciarisation[2] des conflits. De même, il relève une plus grande utilisation de l'outil juridique dans l'exercice du travail social en raison notamment du développement des droits des usagers.
Il conclut, dans un troisième temps, à l'inadaptation du modèle de formation juridique actuel, et fait quelques propositions favorisant l'usage stratégique, instrumentaliste du droit. Il préconise l'abandon de la conception du droit comme espace autonome et la prise en considération de la dimension procédurale, qui n'est pas ou peu évoquée en formation. Une réorientation des contenus et des méthodes pédagogiques lui paraît, de ce fait, incontournable.
L'intérêt de cette étude est d'avoir introduit une réflexion argumentée sur la formation juridique des travailleurs sociaux. Elle présente, toutefois, deux limites principales qui sont l'absence de conceptualisation et le manque d'explicitation des techniques de recherche utilisées et des résultats obtenus.

En 1990, l'Association pour la diffusion et la connaissance du droit dans le secteur social, médico-social et éducatif (ADICOD) organise un colloque qui porte sur la place du droit dans les formations sociales. Celui-ci a réuni 70 personnes, parmi lesquelles des enseignants, des professionnels de terrain, des administrateurs, le 13 octobre à l'Université de Dauphine à Paris.
Pour donner de la consistance aux débats, l'ADICOD a préalablement effectué une enquête sous forme de questionnaire adressé à 314 centres de formation au travail social, assurant 412 formations, dont les formations aux professions d'aides médico-psychologiques, d'assistants de service social, d'animateurs, de conseillers en économie sociale et familiale, d'éducateurs spécialisés, d'éducateurs techniques spécialisés, d'éducateurs de jeunes enfants, de moniteurs-éducateurs, de travailleuses familiales.
Le taux élevé de réponses permettant de valoriser les résultats de l'avis des enquêteurs, 66 centres ayant répondu, représentant 76 formations, il a été possible de dégager des centres d'intérêts, convertis en tables rondes au nombre de trois : l'enseignement du droit, objectif, contenu, moyens ; droit et déontologie du travail social ; formations supérieures et continues en droit.
Un résumé des conclusions établies par ces tables rondes a été publié dans TSA[3] (Travail Social Actualités). Le rapporteur de l'enquête, Mme Mangiavacca, alors inspecteur des affaires sanitaires et sociales, constate que, d'une manière générale, la place du droit dans les formations sociales est « *mal faite* ». La cause en est un enseignement du droit qui n'a pas suivi l'évolution socio-économique : *« des programmes vastes mais hétéroclites, d'autres plus concis mais vagues, et surtout obsolètes et inadaptés aux nécessités professionnelles ».*
Concernant les programmes de formation juridique, le problème ne se situe pas tant au niveau de la quantité, puisque la masse horaire est jugée plus ou moins suffisante, qu'au niveau de la qualité. En effet, selon les professionnels, les connaissances juridiques acquises en formation ne permettent de traiter efficacement la demande des usagers.
La pédagogie est dénoncée, par les travailleurs sociaux, comme l'aspect le plus défaillant de la formation juridique. Mise en œuvre majoritairement par des juristes, professeurs de droit,

[1] Inflation des textes juridiques destinés à réguler les rapports sociaux.
[2] Multiplication des recours juridictionnels en vue de résoudre les conflits.
[3] ADICOD, *Droit et formations sociales,* TSA, n°334, 1990, pp.7-11.

avocats, magistrats, elle est calquée sur ce qui se fait dans les universités de droit, c'est-à-dire des cours magistraux et des travaux dirigés peu participatifs. Les supports rébarbatifs utilisés tels que journaux officiels, codes, renforcent le caractère laborieux de la discipline.
Les tables rondes, sauf celle relative à la déontologie, ont mobilisé leur réflexion autour des problèmes ainsi identifiés par l'enquête. Elles aboutissent à plusieurs propositions.
La première, fondatrice des autres, repose sur la nécessité d'abandonner le modèle universitaire. Si une introduction au droit ou une théorie générale du droit se doit d'être évoquée au début de la formation, l'enseignement de la matière doit s'inscrire dans une approche thématique, par exemple autour de l'enfance délinquante, l'enfance en danger, du droit et du sida, du droit des usagers, de la responsabilité en travail social, et non pas être découpé selon la traditionnelle distinction en branches du droit : droit public, droit privé, droit pénal, etc.
La rupture avec la méthode du cours magistral de type transmissif est un autre impératif. Théorie et pratique ne peuvent être travaillées séparément ; ce qui rend inopérante la scission entre cours et travaux dirigés. En outre, le cadre pluridisciplinaire de la formation offre des possibilités de confrontation du droit avec d'autres disciplines comme la philosophie, la psychologie, la sociologie, l'économie.
Pour ce qui est de la formation juridique supérieure ou continue, tout reste à faire. D'une part, les possibilités d'équivalence étant quasi-nulles, les travailleurs sociaux ne peuvent accéder, dans des conditions acceptables, aux Facultés de droit. Des passerelles doivent par conséquent être construites. D'autre part, le stage de formation continue à tendance juridique, qui est une piste à développer car *« il peut opportunément venir corriger les défaillances de l'enseignement initial...et permettre d'accéder à la culture juridique de base »*, demeure très peu répandu.

Bref, si l'ensemble de ces lectures a permis de « débroussailler » le champ du projet de recherche et d'orienter vers de nouvelles pistes de recherche et de travail, elles ne constituent pas un matériau suffisant pour la thèse. Et ce, d'autant plus que, depuis, nous n'avons trouvé aucun document nouveau portant spécifiquement sur la formation juridique des travailleurs sociaux. Certains articles font état de la présence accrue du droit dans le champ du travail social et de la nécessité d'en tirer les conséquences au niveau de la formation juridique des travailleurs sociaux, mais sans aller plus loin[1].

La formation juridique des travailleurs sociaux n'ayant pas fait l'objet d'une conceptualisation poussée, nous avons, par la suite, élargi le champ de la recherche ; démarche que nous expliciterons, par ailleurs, au moment de la présentation de la recherche bibliographique et documentaire.
Pour le moment, c'est, munie des constats et questionnements empiriques et des rares travaux théoriques autour de la formation juridique des travailleurs sociaux, que nous allons définir notre problématique de recherche.

2.2. La délimitation de l'objet de recherche

Notre objet de recherche est la formation juridique des travailleurs sociaux.
Celle-ci est mise en relation avec les activités de type juridique que les travailleurs sociaux développent aujourd'hui dans un contexte socio-économique d'exclusion.

---

[1] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux,* Droit et Société, n°30/31, 1995, pp.367-378 ; *Le droit comme médiateur,* Inf. soc., n°38, 1995, pp.70-79.

La formation est examinée, questionnée sur deux versants : celui des besoins ou des compétences requises, celui des pratiques sociales observables ou des compétences construites. En suivant cette logique, les besoins seront questionnés au plan théorique à travers notre cadre conceptuel et méthodologique.
Ils seront également analysés au plan stratégique en lien d'une part avec les enjeux de la formation juridique des travailleurs sociaux pour les différents acteurs concernés, d'autre part, avec les activités juridiques des travailleurs sociaux et leurs intérêts stratégiques. Enfin, ils seront repris, au plan pratique, en lien avec la production d'objectifs pédagogiques pertinents.

Les pratiques sociales de formation s'entendent ici au plan politique, c'est-à-dire leur organisation générale, leur mode de régulation, leur financement. Elles s'entendent aussi et surtout au plan pédagogique, c'est-à-dire le mode de définition et de présentation des « objectifs pédagogiques », et en corrélation avec les modes de travail pédagogique mis en oeuvre pour atteindre les objectifs dans le champ juridique.
Ainsi délimitées, ces pratiques sociales concernent aussi bien la formation initiale que la formation continue.

Loin d'être juxtaposés, les deux pôles « besoins » et « pratiques de formation » sont confrontés l'un à l'autre dans une démarche dialectique.
Pour ces deux pôles, l'investigation, au delà de ses référents théoriques, s'inscrit dans un cadre géographique et temporel. Le recueil de données de terrain s'est appuyé, entre autres, sur une enquête auprès de travailleurs sociaux et de formateurs. Cette enquête s'est déroulée sur la période 1998-2000 ; deux années qui ont servi à recueillir les propos des travailleurs sociaux et des formateurs en droit, à observer les pratiques pédagogiques des formateurs en droit. Le choix du lieu d'investigation est celui dans lequel nous nous sommes investie pendant des années en tant que conseiller juridique et formatrice en droit dans le champ du travail social : la région Nord/Pas-de-Calais. La proximité géographique, le fait de pouvoir compter sur un réseau préexistant et l'attirance culturelle pour cette région ont motivé ce choix.
Les organismes de formation concernés ont été les suivants : l'Institut Régional du Travail Social (IRTS), l'Ecole d'Educateurs Spécialisés (EES), le Centre de Formation des Personnels de l'Enfance Inadaptée (CFPEI), l'Institut Universitaire de Technologie B (IUT-B) Carrières Sociales, Institut Social Lille Vauban (ISLV), La Vie Active Formation, le Groupement Régional d'Education Permanente (GREP), l'Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS).

Enfin, le travail social est complexe, structuré en plusieurs types de métiers. On en recense au moins onze[1]. Nous retenons, dans notre objet d'étude, deux catégories de professionnels : les assistants de service social et les éducateurs spécialisés. En effet, ce sont ces travailleurs sociaux qui, selon nous, en raison de leur formation juridique initiale, leurs compétences juridiques, et des postes qu'ils occupent, sont le plus exposés aux demandes juridiques des usagers et donc amenés à traiter ce type de demandes. En conséquence, au cours de notre thèse, l'emploi du terme « travailleurs sociaux » renvoie généralement à ces deux types de professionnels, sauf précision contraire.

Le second versant, à savoir le contexte propre à la formation juridique, entrera également en ligne de compte. L'organisation pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux, les pratiques pédagogiques des enseignants ou formateurs en droit feront l'objet

[1] Assistant de service social, délégué à la tutelle aux prestations sociales, conseiller en économie sociale et familiale, travailleuse familiale, aide ménagère, éducateur spécialisé, moniteur-éducateur, éducateur technique spécialisé, éducateur de jeunes enfants, aide médico-psychologique, animateur socio-culturel, etc.

d'investigations. Nous nous engagerons dans la lecture des documents pédagogiques et des discours des formateurs à propos de leurs enseignements juridiques.
Notre démarche, qui s'inscrit dans de l'ingénierie pédagogique, concernera la formation initiale et la formation permanente. L'étude des deux niveaux est apparue pertinente d'abord parce que la formation juridique est dispensée à ces deux niveaux, ensuite, parce que nous pensons que les dispositifs et les pratiques pédagogiques sont différentes.

2.3. La problématique de recherche

Nous avons délimité notre objet de recherche en connexion étroite avec notre pratique professionnelle de juriste et de formatrice au sein du travail social. C'est la première étape du projet. La construction de la problématique va nous obliger à formuler notre questionnement central et, surtout, à l'expliciter en sous-questions qui en sont la démultiplication. Il en sortira un faisceau d'interrogations auxquelles nous apporterons des réponses provisoires. Ce sont ces réponses provisoires qui constitueront le jeu d'hypothèses que nous entendons tester sur la réalité.
Compte tenu de l'orientation de la relecture de notre pratique professionnelle relayée par la construction de l'objet de recherche, la question centrale que nous posons est la suivante :

La formation juridique des travailleurs sociaux, telle qu'elle existe aujourd'hui, leur permet-elle de traiter les demandes juridiques des usagers dans un contexte socio-économique d'exclusion, d'occuper en tant que spécialistes, face aux juristes, le champ de l'aide à l'accès au droit, et enfin, de promouvoir l'émancipation sociale des exclus ?

Tout comme notre objet de recherche, la question centrale se situe sur deux versants, celui des besoins de formation et celui des pratiques pédagogiques observables.

La notion de « besoin de formation » est au cœur de type d'interrogations, besoins des travailleurs sociaux et besoins de usagers. Inévitablement, nous aurons à nous interroger, au niveau théorique, sur le contenu de cette notion. Mais cela ne suffit pas.
En effet, la problématique des besoins est à mettre en relation avec les acteurs, ou la configuration des acteurs, qui interviennent dans le champ du travail social et qui ont tous des intérêts distincts, voire opposés, dans les activités juridiques des travailleurs sociaux. Or, ces acteurs sont multiples et, statutairement, différents. Une première séparation intervient entre les institutions et les acteurs-individus, les premières ayant plus de poids que les seconds. Parmi les institutions du travail social, les institutions politiques sont les mieux placées, le ministère de l'emploi et de la solidarité, les collectivités territoriales, en particulier les Conseils généraux en l'occurrence. Elles visent, par l'élaboration des politiques, à garantir la paix sociale. Viennent ensuite les instances administratives, à savoir notamment les Directions départementales ou régionales des affaires sanitaires et sociales (DDASS ou DRASS). Leur mission consiste à permettre l'application concrète des décisions politiques dans un souci d'adaptabilité. Enfin, les institutions professionnelles se situent en bas de la hiérarchie ; il s'agit des institutions sociales et médico-sociales et des centres de formation au travail social. Il leur incombe d'exécuter les mesures définies par les politiques sur la base des outils mis en place par les Administrations. Leur objectif est de répondre aux besoins des usagers dans les limites ainsi déterminées. Parmi les acteurs/individus du travail social, en position inférieure par rapport aux institutions, certains occupent une position dominante. C'est le cas des travailleurs sociaux, pas n'importe lesquels toutefois. En effet, au sein des travailleurs sociaux eux-mêmes, une hiérarchie vient réguler les rapports de domination. Les

plus diplômés (niveaux I, II, III)[1] s'imposent face au moins diplômés (niveaux IV, V)[2]. Leur intérêt commun est d'agrandir, du moins de défendre leur territoire professionnel. Le bas de l'échelle est occupé par les usagers du travail social. Ils ont vocation à subir le travail social. C'est à la condition qu'ils s'émancipent qu'ils peuvent avoir une chance de sortir de cet état. Par émancipation sociale, nous entendons, le moyen par lequel un acteur stratégique parvient à se dégager des contraintes (des stratégies des autres acteurs) qui l'empêchent d'évoluer dans un champ déterminé. Cette conception rejoint la définition que Jean Leca donne de la citoyenneté. « *La citoyenneté représente pour chaque personne le degré auquel elle peut contrôler son propre destin en agissant à l'intérieur du groupe* »[3].

De ce fait, la lecture des besoins de formation, loin d'être unilatérale, devient multiréférentielle. Cela veut dire qu'elle peut être faite à partir de la position de chacun des acteurs ou catégories d'acteurs. Autant les acteurs dominants ont pour objectif de maintenir l'ordre établi et, à ce titre, vont plutôt engager des stratégies conservatrices ; autant les acteurs dominés chercheront à le bousculer par le biais de stratégies subversives.
Cette multiréferentialité questionne le chercheur sur la posture qu'il va adopter par rapport à la configuration des acteurs. De façon plus incisive, de quel côté va-t-il se ranger ? Ne pas expliciter l'option prise serait une malhonnêteté intellectuelle. Analyser les besoins de formation à partir de la position des pouvoirs publics et des institutions professionnelles est un choix. C'est se ranger du côté des acteurs dominants. C'est une option qui va induire une certaine conception des interventions juridiques et des compétences requises. Analyser les besoins de formation prioritairement à partir de la position des travailleurs sociaux et des usagers du travail social, tout en tenant compte des exigences des institutions, est un autre choix qui n'est pas neutre non plus. Il va déboucher sur une autre conception des activités juridiques et des compétences requises.
Dans le prolongement des activités juridiques, se pose la question des compétences juridiques, techniques et stratégiques, auxquelles nous nous réfèrerons par la suite. Les compétences juridiques techniques se définissent comme les capacités (socialement reconnues) à utiliser le droit comme une technique permettant de répondre aux demandes juridiques. Les compétences juridiques stratégiques s'entendent comme les capacités à mobiliser le droit comme une stratégique favorisant l'émancipation sociale de son auteur. La finalité des premières est la conformité des actions et des représentations des personnes à la loi en vigueur sous peine de sanctions judiciaires. La finalité des secondes est le renouvellement de ces actions et représentations sur la base d'un nouveau droit, émanant des acteurs eux-mêmes, en concurrence ou en opposition avec le droit établi.
Nous faisons le choix de nous ranger du côté des travailleurs sociaux et des usagers, tout en tenant compte des relations avec les acteurs institutionnels. Ce positionnement s'inscrit dans une tension dialectique entre deux types d'exigences. Le premier type est constitué par les exigences des institutions avec lesquelles les travailleurs sociaux entretiennent des relations de subordination. Le deuxième type est formé par les exigences liées aux enjeux stratégiques des travailleurs sociaux, c'est-à-dire le développement de leur professionnalité (dispositions des professionnels à étendre et défendre les frontières de leur territoire), leur reconnaissance sociale par les employeurs et les juristes qui interviennent également dans le champ du travail

[1] Titulaires d'un troisième cycle universitaire, du Diplôme supérieur en travail social (DSTS), du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement (CAFDES), du Diplôme d'Etat d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, d'éducateur technique spécialisé, d'éducateur de jeunes enfants ou de conseiller en économie sociale et familiale.
[2] Les travailleuses familiales, les moniteurs-éducateurs, les aides à domicile, les aides médico-psychologiques, les moniteurs d'atelier.
[3] In P. NOREAU, *Le droit comme forme de socialisation. Georg Simmel et le problème de la légitimité*, Revue de sociologie, 1988, p.282.

social. Il est formé, en outre, solidairement, par les exigences liées non seulement aux demandes juridiques des usagers mais aussi à leur émancipation sociale.

Quels types de compétences techniques et stratégiques sont à développer pour répondre aux exigences des pouvoirs publics ? Quels types de compétences stratégiques sont à développer pour que les travailleurs sociaux, agents d'exécution au service de l'Etat, deviennent des acteurs responsables de la défense de leurs propres intérêts, de leur professionnalité et de leur reconnaissance sociale ? Quels types de compétences stratégiques sont à développer pour que les travailleurs sociaux, au delà de leurs intérêts, soient capables de remplir non seulement des activités juridiques de type technique, normalisatrices, mais aussi et surtout des activités juridiques de type progressiste centrées sur l'émancipation sociale des usagers ?

Ce questionnement sur les besoins de formation en entraîne un autre relatif aux pratiques pédagogiques observables. Comment est organisée la formation au sein du travail social ? Quels en sont les objectifs pédagogiques ? Quel est le mode de travail pédagogique dominant ? Quels sont les besoins satisfaits prioritairement ? Quels sont les besoins délaissés ?

Notre hypothèse centrale est la suivante :

La formation juridique des travailleurs sociaux est en partie inadaptée parce qu'elle ne satisfait pas l'ensemble de leurs besoins. En effet, elle permet de donner aux travailleurs sociaux les compétences techniques nécessaires au traitement des demandes juridiques des usagers. En revanche, elle ne permet pas de les doter des compétences stratégiques indispensables à leur professionnalité et leur reconnaissance sociale comme spécialistes de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation sociale des usagers.

Cette hypothèse centrale fait naître des questions dans quatre directions : sur ce que les travailleurs sociaux font au niveau juridique, sur ce qu'ils mobilisent comme compétences juridiques, sur ce que serait une formation juridique adaptée, c'est-à-dire productrice de compétences techniques et stratégiques et sur ce que leur apporte effectivement la formation juridique.

Cette hypothèse fait naître sept sous-hypothèses, liées, d'une part aux activités juridiques existantes des travailleurs sociaux, d'autre part, aux besoins de formation que l'analyse de ces activités induit, mais également aux pratiques pédagogiques confrontées à un idéal type de formation juridique des travailleurs sociaux.

La première est que les activités juridiques des travailleurs sociaux sont nées à la fin du 19ème siècle en raison de l'interaction de trois phénomènes, le paupérisme, la justice sociale et la professionnalisation du travail social et qu'elles consistaient à distribuer aux pauvres des droits-créances. Autrement dit, le besoin de répondre à la question sociale du paupérisme a poussé l'Etat à attribuer aux pauvres, par la voie légale, des droits (droits sociaux ou droits-créances) dont la distribution, au nom de la justice sociale, a été confiée à des personnes qui intervenaient déjà auprès des pauvres.
Le fait pour les travailleurs sociaux d'attribuer des droits aux pauvres, le fait qu'ils soient formés à ce rôle (formation juridique) constituent des indices d'existence des activités juridiques que nous allons rechercher dans les récits de l'époque sur le travail social, les contenus des formations proposées par les anciennes écoles.

La seconde sous-hypothèse consiste à dire que les activités juridiques sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans les activités typiques ou spécifiques des travailleurs sociaux qui sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques. Ainsi, le droit, tout en étant présent dans l'ensemble des activités, traditionnelles et nouvelles, spécifiques aux travailleurs sociaux, n'a pas son propre espace dans le travail social ; ce qui donne aux activités juridiques leur caractère transversal.
Pour vérifier l'existence de ces activités juridiques transversales, nous allons questionner les travailleurs sociaux sur leur travail en général et relever ou non la présence du droit dans ce travail global, par les termes juridiques employés.

Nous avançons, dans une troisième sous-hypothèse que, aujourd'hui, les activités juridiques des travailleurs sociaux, si elles ne sont pas reconnues de manière explicite par les institutions politiques et par les employeurs, elles le sont, en revanche, par les institutions administratives chargées de classifier les emplois ou métiers. En effet, nous soutenons que ni l'Etat, ni les employeurs, pour des raisons stratégiques, relatives au monopole des professions juridiques, aux statuts des travailleurs sociaux, n'ont intérêt à faire de ces derniers des professionnels de l'aide à l'accès au droit reconnus alors qu'ils ont tout intérêt à leur faire endosser ce rôle de manière implicite. Les institutions administratives ont, en revanche, intérêt à mentionner expressément les activités juridiques des travailleurs sociaux dans les référentiels des activités professionnelles pour faire reconnaître l'efficience de ces référentiels.
Les traces de reconnaissance, par la mention d'activités , de compétences ou encore de capacités juridiques, seront recherchées dans les textes instituant et réglementant les professions sociales, les référentiels d'emplois, les contrats de travail et les conventions collectives.

Nous soutenons, dans une quatrième sous-hypothèse, que le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, la montée de l'exclusion et le développement des droits des exclus, mettent surtout l'accent sur un enjeu d'insertion juridique des exclus au nom de la paix sociale, laissant derrière les enjeux de professionnalité juridique des travailleurs sociaux et l'émancipation sociale par le droit des exclus.
C'est à travers l'analyse documentaire du phénomène de l'exclusion, de la situation économique des travailleurs sociaux et des exclus mais aussi à partir des discours des travailleurs sociaux sur les finalités de leurs activités juridiques que nous escomptons saisir le poids de chaque enjeu, l'insertion, la professionnalité et l'émancipation.

La cinquième sous-hypothèse est que, dans l'exercice de leurs activités juridiques, les travailleurs sociaux mobilisent un capital juridique limité tant du point de vue de son volume que de sa structure qui les met en position dominée dans le domaine de l'aide à l'accès au droit. Ce capital juridique repose principalement sur le réseau. Leur niveau de culture et de langage juridique ne leur permet pas de rivaliser avec les juristes qui interviennent également en matière d'aide à l'accès au droit.
Le volume et la structure du capital juridique seront évalués en puisant dans les discours des travailleurs sociaux tout d'abord les juristes qu'ils désignent comme faisant partie ou non de leur réseau, leurs manières de voir le droit ensuite et, enfin, les types de mots juridiques qu'ils utilisent.

Nous proposons une sixième sous-hypothèse selon laquelle, compte tenu du contexte socio-économique des activités juridiques qu'ils remplissent et du capital juridique qu'ils possèdent et de ses limites, les travailleurs sociaux ont besoin d'une formation juridique qui leur permet d'acquérir des compétences techniques et stratégiques nécessaires au traitement des demandes juridiques des usagers, à l'émancipation juridique des exclus, à l'amélioration de leur

situation professionnelle et à l'acquisition du statut de professionnel de l'aide à l'accès au droit.
Ces besoins de formation juridique seront donc directement déduits des analyses menées sur le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux et le capital juridique des travailleurs sociaux, mobilisé dans l'exercice de ces activités.
Cette identification des besoins permettra de dégager des objectifs généraux de formation et, sur cette base, nous pourrons construire un idéal type de formation.

La dernière sous-hypothèse que nous faisons est que la formation juridique, telle qu'elle est dispensée aujourd'hui, développe, chez les travailleurs sociaux, des compétences techniques permettant le traitement des demandes juridiques des exclus au détriment des compétences stratégiques indispensables à l'évolution professionnelle, à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation des exclus.
La présence et le poids des compétences techniques et stratégiques seront déterminés dans propos que tiennent les formateurs en droit sur les objectifs et les méthodes pédagogiques mais aussi en observant les méthodes pédagogiques effectivement mises en oeuvre. Ainsi, d'un côté, le fait de mettre l'accent sur le contenu et de favoriser l'acquisition de savoirs théoriques, par exemple, représente des indices de compétences techniques. D'un autre côté, le fait d'insister sur les objectifs et de développer des savoirs procéduraux et pratiques renvoie plutôt à des compétences stratégiques.

2.4. Le plan de recherche

Nous avons choisi, dans les propos introductifs, de laisser un large place à la présentation de nos pratiques professionnelles. Celles-ci représentent, en effet, pour nous, le matériau indispensable à la construction du projet de recherche. C'est ce matériau, relu, analysé, articulé, qui rendra la thèse pertinente.
Les questionnements qui en ont découlé ont permis de jeter les bases d'une première problématique, réexaminée ensuite à la lumière d'éléments théoriques. C'est cette dernière mouture que nous venons de présenter.

Elle s'est constituée, tout d'abord, autour d'un cadre théorique et méthodologique que nous expliciterons dans une première partie ; sachant que l'exigence de départ sera d'imposer la pratique comme point d'ancrage du travail de recherche. Ensuite, dans la mesure où l'existence des activités juridiques des travailleurs sociaux conditionne la validité même de la problématique, celles-ci feront l'objet de la deuxième partie. C'est donc après avoir reconnu et défini ces activités, que nous pourrons, dans une troisième partie, aborder la question des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux. Nous nous demanderons si les activités juridiques constituent les seuls éléments à prendre en compte pour dégager ces besoins. Une fois déterminés, il s'agira de vérifier, dans une quatrième partie, si les besoins sont satisfaits par la formation juridique telle qu'elle se présente dans la réalité actuelle.

De cette manière, la première partie de la thèse sera consacrée, tout d'abord, à la construction de notre modèle d'analyse. Celui-ci s'appliquera à trois réalités interdépendantes qui sont le droit, le travail social et le besoin de formation (CHAPITRE I). Nous présenterons, ensuite, les techniques de recherche utilisées pour vérifier les hypothèses que nous nous sommes données (CHAPITRE II).

Les activités juridiques des travailleurs sociaux feront l'objet de la deuxième partie. Nous rechercherons, dans un premier temps, les conditions historiques d'émergence de ces activités (CHAPITRE III). Il s'agira, dans un deuxième temps, de définir le contenu des activités juridiques, telle qu'elles sont actuellement mises en oeuvre (CHAPITRE IV). Enfin, nous centrerons notre attention sur l'état de la reconnaissance sociale de ces activités et, par là, des modalités d'acquisition par les travailleurs sociaux du statut de professionnels de l'aide à l'accès au droit (CHAPITRE V).

La troisième partie interrogera les activités juridiques des travailleurs sociaux à travers le prisme des besoins de formation. Pour cela, deux approches complémentaires seront menées. Dans la première approche, les activités juridiques seront relues à travers les enjeux liés au contexte socio-économique (CAHPITRE VI). Dans la seconde approche, elles seront réinterprétées compte tenu des enjeux inhérents à la position des travailleurs sociaux , leur capital juridique, précisément, leur réseau juridique, leur culture juridique et leurs manières de s'exprimer dans le langage du droit (CHAPITRE VII).

Enfin, nous pourrons aborder l'évaluation de la formation juridique des travailleurs sociaux dans une quatrième partie. Cette évaluation se fera en deux étapes. La première étape sera consacrée à la construction d'un référent, c'est-à-dire la formation juridique répondant aux besoins de compétences techniques et stratégiques des travailleurs sociaux que nous aurons dégagés (CHAPITRE VIII). Dans une seconde étape, nous procèderons à l'évaluation proprement dite de la formation juridique existante, en confrontant celle-ci, le référé, au référent (CHAPITRE IX).

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

INTRODUCTION

Sous l'expression « cadre théorique et méthodologique », nous entendons d'abord le modèle d'analyse auquel nous allons nous référer au cours de cette recherche. Le modèle d'analyse se définit ici comme les règles de méthode que se donne le chercheur pour interpréter la réalité sociale. Pour sa mise en oeuvre, le modèle d'analyse fait appel au recueil et au traitement de données de terrain ; ce qui exige des techniques particulières.
Modèle d'analyse et techniques d'analyse et de traitement de données sont donc l'objet de cette première partie.
La méthode, au sens fort du terme, appartient aux Sciences sociales dans la mesure où les besoins de formation sont considérés comme un phénomène sociologique, issus de rapports sociaux.

Or, il en existe pas une, mais plusieurs. Les plus connues sont la méthode fonctionnelle, le structuralisme, l'analyse systémique et la méthode dialectique. Par ailleurs, chacune de ces méthodes fait l'objet d'approches plurielles. Cela rend l'exercice de synthèse périlleux et lui attribue une portée limitée. Nous allons cependant nous y plier afin de prendre position.
Le fonctionnalisme consiste à envisager la société comme un ensemble articulé d'éléments qui remplissent tous une fonction utile, dont la dissociation provoquerait le déséquilibre. La raison d'être d'un phénomène est réduite à son utilité. En conséquence, non seulement le fonctionnalisme empêche de connaître les causes profondes d'un phénomène, mais encore, il favorise, le statu quo, l'ordre établi. L'adhésion à cette méthode conduit à reconnaître ipso facto l'utilité de la formation juridique et, corrélativement, à la conforter dans sa fonction.
Selon le structuralisme, tout fait social se déploie dans le cadre de structures qui obéissent à des lois immuables de fonctionnement. Ce sont des lois ignorées des individus (inconscients) et sur lesquelles ces derniers n'ont pas prise. C'est une position difficile à tenir en raison du principe de l'impuissance humaine qu'elle pose. Pourquoi, en effet, chercher à identifier en quoi la formation juridique des travailleurs sociaux est inadaptée s'il est impossible de la réadapter ?
L'analyse systémique est un modèle de pensée qui considère que les comportements des individus sont conditionnés par leur environnement, comme par exemple la famille, le système scolaire, le monde professionnel. « *Tout comportement est une information sur la relation dans un contexte donné* »[1]. Cette méthode permet de comprendre l'individu par le

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, p53 ; le modèle systémique qui provient des Etats-Unis sera utilisé à des fins thérapeutiques en Europe à partir des années 70. C'est un modèle qui, en France, s'est développé de façon importante dans le champ du travail social, notamment dans le cadre de la thérapie familiale.

système, à travers le prisme de la communication, du langage. Mais elle ne permet pas encore aujourd'hui de comprendre le système en tant que tel[1].

Ces trois méthodes prises séparément présentent des limites. Mais lorsqu'elles sont appréhendées conjointement, elles ouvrent des perspectives plus larges d'explication. Dès lors, comment dépasser les contradictions qui les opposent ? La réponse réside dans la dialectique. C'est ce qui amène Madeleine Grawitz[2] à la considérer comme la méthode la plus complète parce que « *elle est d'abord une attitude vis-à-vis de l'objet : empirique et déductive, elle commande par là une certaine façon de recueillir des données concrètes ; elle représente ensuite une tentative d'explication des faits sociaux, c'est-à-dire qu'elle est directement liée à la notion de totalité* »[3]. La supériorité de la dialectique aux autres méthodes est qu'elle est à la fois pratique et théorique, productrice de techniques de recherche et de concepts.
De plus, dans la partie introductive consacrée à la lecture de nos pratiques professionnelles, nous avons relevé empiriquement l'importance du phénomène de « contradictions »qui traverse les représentations concernant aussi bien l'exclusion, le droit, le travail social et la formation des travailleurs sociaux. Nous avons dit que les interrogations liées à ces contradictions étaient à la recherche d'un cadre théorique qui accorde une large place à la contradiction sociale. Or, le modèle dialectique, comme on le verra, fait de la contradiction sociale une des clés de lecture de la réalité sociale, au même titre que l'historicité et la totalité sociale.
C'est la raison pour laquelle nous l'avons privilégié par rapport au structuralisme, au fonctionnalisme et au systémisme, tout en prenant en compte les apports de ces derniers utiles à la connaissance de l'objet de la recherche.

C'est donc au regard de l'analyse dialectique que nous envisageons tout d'abord de lire théoriquement les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux. Nous présenterons dans un deuxième temps les techniques de recherche que nous avons choisies en cohérence avec le cadre conceptuel préalablement défini.

---

[1] « *Pour l'instant, on peut surtout lui reprocher de ne pas faciliter la compréhension de la réalité et de ne rien découvrir qu'on ne savait déjà* », Madeleine GRAWITZ, *Méthode des sciences sociales*, Précis Dalloz, 1993, 870p, p.383.
[2] Id.
[3] Id., p.384.

CHAPITRE I : LECTURES DIALECTIQUES DU BESOIN DE FORMATION, DU DROIT ET DU TRAVAIL SOCIAL

INTRODUCTION

Notre méthode repose sur le modèle de l'analyse dialectique. C'est un choix sur lequel nous venons de nous expliquer. Nous avons vu que la notion de « besoin de formation » est au cœur de notre question et de notre hypothèse. A présent, l'enjeu scientifique consiste à préparer et à réaliser une lecture dialectique des besoins de formation en lien d'une part avec le droit, d'autre part, avec le travail social.
Pour outiller notre démarche, il est nécessaire de recomposer le modèle de l'analyse dialectique que nous entendons utiliser. Pour cela, nous mobiliserons deux types d'apports : ceux du matérialisme dialectique de Marx et ceux du constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu.

Le matérialisme dialectique conduit à adopter une lecture des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux fondée sur les catégories que sont la totalité, la contradiction et le mouvement.
Mais une seconde lecture, complémentaire de la première, nous a semblé judicieuse, enrichissante. Elle vise à appréhender le droit en tant qu'espace spécifique de relations sociales alors que, chez Marx, le droit est un élément parmi d'autres de la superstructure. Or, la reconnaissance des travailleurs sociaux comme acteurs juridiques au sein du champ du droit est étroitement liée à notre questionnement sur les besoins de formation. Dans la mesure où Pierre Bourdieu propose une approche sociologique du champ juridique, nous nous y sommes intéressée. Celle-ci offre la possibilité de connaître les règles « subjectives », invisibles à première vue, de fonctionnement du droit, mais également du travail social. L'approche sociologique de Pierre Bourdieu, qui met en valeur les rapports de domination symboliques, répond à cette attente. Le concept de champ a retenu une attention particulière. C'est un espace de luttes où acteurs et institutions cherchent à occuper une place dominante dans la hiérarchie des positions sociales en engageant des stratégies de développement du capital et, de cette manière, à imposer leurs points de vue. Cette définition peut faciliter l'identification des jeux et des enjeux. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de nous y référer pour comprendre ce que sont le droit et le travail social.

La limite de nos connaissances de départ relatives au matérialisme dialectique de Karl Marx et au constructivisme structuraliste de Pierre Bourdieu a suscité un besoin d'appropriation théorique. Elle nous a conduit à faire le tour, synthétique certes, de ces théories, plutôt que de nous limiter à l'explicitation désincarnée de quelques concepts.

Au cours de cette synthèse, à plusieurs reprises, nous avons été tentée de comparer le matérialisme dialectique et le constructivisme structuraliste. La lecture d'ouvrages et d'articles nous y poussait[1]. Toutefois, la complexité, l'hétérogénéité[2] et l'évolutivité des théories des deux penseurs nous y ont fait renoncer, résolue à ne pas commettre d'imprudences ou à n'être pas prise en flagrant délit d'impudence. Nous gardons en mémoire la sagesse des propos de Louis Pinto : « *En vue de dégager la spécificité théorique des conceptions de Bourdieu, il serait en particulier instructif de les comparer avec celles d'auteurs comme Marx, [...mais] il suffit d'évoquer ces ambitions pour voir ce qu'elles ont de démesuré et d'irréalisable* »[3].

La première partie de ce chapitre sera consacrée à la présentation de la théorie dialectique du monde social proposée par Karl Marx et par Pierre Bourdieu. La seconde partie proposera une utilisation de certains de leurs concepts pour relire le droit, le travail social et la formation, et, dans une démarche de totalisation, une interprétation des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux.

§1.LECTURES DIALECTIQUES DU MONDE SOCIAL : MARX ET BOURDIEU

1.1. La théorie marxiste du monde social

La théorie marxiste du monde social se fonde sur la dialectique.

---

[1] En 1992, Dominique COLAS dans « *Le Marx de Bourdieu : de la continuité à la rupture* » (Magazine littéraire n°303, pp.27-30), s'interrogeait sur la filiation marxiste de Pierre BOURDIEU. Pour lui, en effet, « *on pourrait parler du marxisme de BOURDIEU (sa méfiance à l'égard de la démocratie représentative et parlementaire) comme de son rejet (dont il pense qu'il est incapable de rendre compte de la construction pratique des classe)* ». Mais, en dépit du passage d'une démarche appropriative à une démarche critique du marxisme qu'il date à 1984 (Date de parution de l'article *Espace social et genèse des classes*, ARSS n°52/53, pp.3-12, dans lequel Pierre BOURDIEU affirme sa rupture avec l'économisme et l'objectivisme de MARX). Pierre BOURDIEU n'a jamais cessé de puiser dans la dialectique matérialiste. Cela lui a permis de créer de nouveaux concepts. L'habitus, le champ, la domination, les classements sont issus de la critique constructive de la conscience de classe, du mode de production, de l'exploitation et des classes sociales. Par là, la sociologie de Pierre BOURDIEU ouvre des perspectives pour la dialectique en donnant des indications théoriques et méthodologiques pour une étude approfondie du monde social. En 1994, la revue *Actuel MARX* consacrait un numéro, intitulé *Autour de Pierre BOURDIEU*, comprenant une dizaine d'articles dont quatre proposent une confrontation des concepts bourdieusiens aux concepts marxiens. Pour Tony ANDREANI, l'habitus et le champ enrichissent la sociologie marxiste mais ne permettent pas d'atteindre le niveau de conceptualisation de MARX. Loïc WACQUANT remarque, quant à lui, des convergences mais aussi des ruptures entre les deux penseurs lorsqu'il analyse la culture, la classe et la conscience. Enfin, pour Yvon QUINIOU, « *Il existe un autre Pierre BOURDIEU évident pour qui pratique MARX, et s'en réclame : un BOURDIEU influencé par celui-ci, matérialiste incontestablement, déterministe de toute évidence, sensible, c'est le moins que l'on puisse dire, à la réalité des classes et à ses effets, à la souffrance sociale, à la misère du monde, et qui entend par son travail y remédier. Ceux qui critiquent MARX ou s'en démarquent ne s'y sont pas trompés, comme si l'hostilité rendait intelligent : c'est dans l'espace théorique ouvert par l'auteur du Capital qu'ils le classent* » (*Des classes à l'idéologie : déterminisme, matérialisme et émancipation chez Pierre BOURDIEU*, p.1117). En 1999, c'est au tour de Sung-Min HONG (*Habitus, corps, domination*, L'Harmattan, 1999, 262p.) de s'essayer à la comparaison entre le concept de domination et celui d'aliénation.

[2] Bernard LAHIRE, dans la présentation de l'ouvrage sur *Le travail sociologique de Pierre BOURDIEU, dettes et critiques*, La Découverte, 1999, 257p., qu'il a dirigé, insiste sur la richesse des influences que l'auteur a subi pour fonder sa propre théorie. Il en décompte au moins 40 ! dont DURKHIEM, WEBER, MARX, LEVI-STRAUSS, MAUSS, FREUD, KANT, DESCARTES, BERGSON, CHOMSKY...(p.11).

[3] Louis PINTO, *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, p.56.

Au sens large, *« La dialectique est la science des lois les plus générales du mouvement et du développement de la nature, de la société et de la pensée, la science de la liaison universelle de tous les phénomènes qui existent dans le monde »*[1].
Elle constitue un mode d'analyse du monde, tant du monde des choses et/ou du monde des idées.

Dès sa naissance, dans l'Antiquité, la dialectique, fondée sur la contradiction, est considérée comme un moyen d'explorer la pensée.
L'objectif des philosophes grecs, comme Héraclite, Zénon, Socrate, Platon ou encore Aristote était d'isoler la logique de la pensée. Pour ce faire, ils utilisaient la méthode du discours. Dans la discussion, une thèse était confrontée à son contraire, l'antithèse, qui produisaient par l'effet de leur combinaison une synthèse.
Mais la contradiction s'applique entre deux identités distinctes, l'idée qu'une même identité puisse contenir une contradiction étant rejetée.
Le fait de faire jouer la contradiction au sein d'une même identité marque un tournant fondamental dans l'évolution de la dialectique.
C'est Hegel (1770-1831) qui fonde la dialectique de la pensée et l'être. Pour lui, ils sont inséparables, ils constituent une identité. Contrairement aux métaphysiciens[2] qui voient dans le monde matériel un amas de substances séparées et inertes, Hegel y voit des sujets[3] qui s'agitent, s'influencent et se transforment les uns les autres. Et, c'est par la prise de conscience de soi, la pensée, que ces êtres acquièrent de leurs relations réciproques, qu'ils finissent par atteindre conjointement, de manière inéluctable, la vérité absolue. Dans la dialectique hégélienne de la pensée et de l'être, le réel est subordonné au spirituel. Il n'a pas d'existence en dehors de la perception qu'en a l'esprit. La marche de la pensée engendre donc la marche du monde sensible. Pour cette raison, il estime que le monde est gouverné, pour une raison immanente, par l'esprit[4] ou la pensée, et que cet esprit suit un processus dialectique conduisant à la vérité absolue, à l'idéal[5].
A partir de là, il voit dans la dialectique de l'esprit et du sujet la clé de la compréhension universelle.
« Nous appelons dialectique le mouvement rationnel supérieur à la faveur duquel ces termes en apparence séparés [l'Etre et le Néant] passent les uns dans les autres spontanément en vertu même de ce qu'ils sont, l'hypothèse de leur séparation se trouvant ainsi éliminée »[6].
Il parvient à en décomposer le mécanisme, réglé, selon lui, par la négation de la négation ou théorie de la négativité selon laquelle *« l'affirmatif de chacun contient la négation de chacun et est la négation de la négation »* [7]. Autrement dit, la thèse contient en elle-même l'antithèse, son contraire (1ère négation) qui, confrontées l'une à l'autre se résolvent en synthèse (2ème négation). Ainsi, l'être contient en lui-même le néant (l'être n'est pas) qui, en se contredisant,

---

[1] A. SPIRKINE &O. YAKHOT, *Initiation au matérialisme dialectique et au matérialisme historique*, p.13.
[2] *« Le contraire directe de la dialectique c'est la métaphysique. La métaphysique représente des entités arrêtées, des choses éternelles, se suffisant à elles-mêmes, intransformables ; elle les réfléchit comme des aspects isolés, détachés les uns des autres, c'est-à-dire des abstractions (...) elle ne voit dans la nature qu'un agrégat, un arrangement de parties ou de qualités indépendantes et inaltérables. La dialectique se définit comme étant l'inverse de la métaphysique : aucun phénomène de la nature ne peut être compris dialectiquement si on l'envisage isolément, en dehors des rapports organiques qui le lient aux autres phénomènes ; il n'a pas d'existence en dehors de ces rapports qui l'engagent dans un processus incessant de transformation »*, Encyclopédie Universalis, p.698.
[3] Le remplacement de la substance par le sujet est à considérer comme un apport déterminant, qui va donner à la philosophie un nouveau départ.
[4] En tant que concept, libéré du poids de la réalité.
[5] Un monde idéal où les hommes vivent libres et heureux grâce à l'épanouissement de leur Etre. Cf *L'Idéal hégélien* pp.27-36, in Bernard BOURGEOIS, *La pensée politique de Hegel*, PUF 1992, 147p.
[6] Georg Wilheim Friedrich HEGEL, *Science de la Logique*, Tome I, p.99.
[7] Id, p.150.

se transforment en être en devenir. Précisons que la synthèse est toujours provisoire dans la mesure où, à son tour, elle sera niée, et remplacée par une autre.

C'est précisément sur cette théorie de la négativité, le noyau rationnel hégélien, que Marx fonde sa propre dialectique. Marx lui-même, qui considère Hegel comme un « géant de la pensée », se réclame de cette filiation : *« Mes rapports avec Hegel sont très simples. Je suis un disciple de Hegel et le bavardage présomptueux des épigones qui croient avoir enterré ce penseur éminent, me paraît franchement ridicule. Toutefois, j'ai pris la liberté d'adopter envers mon maître une attitude de critique, de débarrasser sa dialectique de son mysticisme et de lui faire subir ainsi un changement profond »* [1].
Seulement, pour lui, ce n'est pas la pensée qui prévaut sur l'être mais exactement le contraire. La dialectique matérialiste est née.
Par le matérialisme, Marx entend marquer une rupture radicale avec la posture hégélienne qu'il qualifie de mystique. Pour lui, ce qui importe ce n'est pas de philosopher, mais de transformer les choses.

Il se lance aussi dans une quête de compréhension du monde, mais du monde réel, concret, indépendant, prédominant, en relation avec les êtres humains dont il fait des sujets distincts. Comment penser la réalité sociale dialectiquement ? Comment les phénomènes concrets s'enchaînent-ils et dans quelle mesure conditionnent-ils la vie des hommes ?
Marx s'assigne le but de mettre sur pied une théorie visant à expliquer la marche du monde social, l'histoire de l'humanité.
Cette théorie s'appelle la dialectique matérialiste ; c'est cette théorie que nous examinerons dans un premier temps. Elle sert de mode d'interprétation de la société saisie à un moment donné ; cette interprétation sera présentée dans un deuxième temps sous le nom de matérialisme historique.

➢ La théorie marxiste de la connaissance : la dialectique matérialiste

Marx voit le monde comme une totalité, catégorie fondamentale de la dialectique matérialiste, dont la définition repose sur trois grands principes dialectiques dont elle est la fusion.
Voyons quels sont ces grands principes avant de considérer la manière dont ils s'appliquent à la totalité.

✓ Les principes de la dialectique matérialiste

La dialectique matérialiste se fonde sur trois grands principes :

- l'union de la pratique et de la pensée
- l'union des contraires
- la transformation constante.

Examinons les successivement.

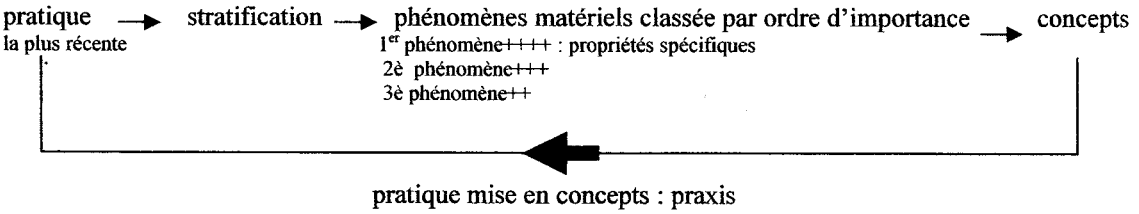
Chez Marx, la connaissance scientifique repose sur l'union contradictoire de la pratique et de la pensée. C'est ici qu'il procède au renversement de la dialectique hégélienne en reconnaissant la supériorité de la pratique sur la théorie. C'est donc la pratique qui détermine la pensée et non l'inverse. L'homme ne peut penser indépendamment de ce qu'il fait. C'est

[1] Karl MARX, *Le Capital*, Livre II.

précisément ce qu'il fait qui détermine ce qu'il pense. Marx affirme à ce propos : « *Pour moi, le monde des idées n'est que le monde matériel, transposé et traduit dans l'esprit humain* »[1].
Quelle est la résolution de la contradiction entre la pratique et la pensée? C'est la praxis. La IIème thèse de Feuerbach sert d'appui à Marx pour définir la praxis : « *La question de savoir s'il y a lieu de reconnaître à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question pratique. C'est dans la pratique qu'il faut que l'homme prouve la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance de sa pensée dans ce monde et pour notre temps. La discussion sur la réalité ou l'irréalité d'une pensée qui s'isole de la pratique est purement scolastique* ». Ainsi, la praxis apparaît comme l'interaction de l'action et de la pensée humaines à un moment donné de l'histoire. La praxis, c'est le concret pensé d'un temps déterminé.

Afin de dégager la praxis, Marx propose d'utiliser une méthode particulière dite d'investigation[2], qui permet d'articuler la pratique et la pensée, et qu'il oppose à la méthode d'exposition.
Dans la méthode d'exposition, seuls les faits sont pris en considération pour déterminer un phénomène. Ils demeurent dans leur état, bruts, sans subir l'épreuve de la mise en concepts. Cette méthode ne prend pas davantage en compte la volonté humaine dans la production de faits. Elle se limite finalement à un enchaînement de faits historiques, à les classer dans l'ordre chronologique de leur apparition.
Contrairement à la méthode l'exposition qui part du point de départ historique du phénomène, la méthode d'investigation part du point d'arrivée. « *La réflexion sur les formes de la vie sociale et, par conséquent, leur analyse scientifique, suit une route complètement opposée au mouvement réel. Elle commence après coup, avec des données déjà tout établies, avec les résultats du développement* »[3].
Elle respecte le principe selon lequel la pratique prévaut sur la théorie. Par conséquent, c'est le fait matériel dernier, illustrateur d'un phénomène, qui sert de fondement à l'analyse. Aussi, partir de concepts préétablis est donc une erreur car c'est la pratique qui produit les concepts et non l'inverse.
Ensuite, elle propose de stratifier la réalité en phénomènes dominants, eux-mêmes classés selon des propriétés qui leur sont propres, et surtout pas en fonction de l'apparition historique de ces phénomènes. Et, de cette classification naissent des catégories ou concepts.
C'est la phase d'abstraction : « *L'abstraction matérialiste pénètre dans les profondeurs du réel objectif, elle sert d'instrument pour explorer la réalité. Les parties qui en sont isolées sont découvertes comme telles ; comme parties, objectivement, et leur mouvement reproduit abstraitement est vérifié, pas à pas, sur le mouvement réel. Sans abstraction conceptuelle qui atteint l'essence, à la différence de la réflexion vulgaire (de la conscience phénoménale), pas de pénétration sous l'apparence phénoménale ; partant pas de science* »[4].

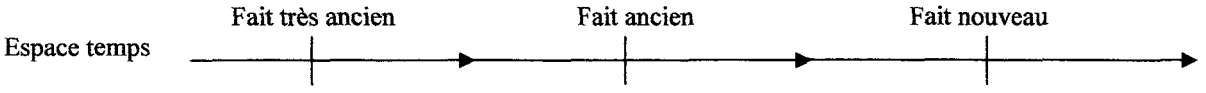
Schématisons le raisonnement selon la méthode d'investigation :



[1] Karl MARX, *Le Capital*, T.Ip.xcv
[2] Par opposition à la méthode d'exposition selon laquelle les phénomènes sont classés dans un ordre historique.
[3] Marx cité par Jean-Marie BROHM, op.cit. p.72.
[4] Paul BOCCARA, *Sur la mise en mouvement du capital*, p.218.

« *La bonne méthode consiste à s'élever de l'abstrait simple au concret complexe* »[1]. Autrement dit, elle consiste à extraire de la réalité un ou plusieurs phénomènes dominants qui comprennent chacun des propriétés spécifiques, puis à transposer par la pensée ces propriétés en concepts (abstrait simple), enfin à reconstruire le ou les phénomènes selon ces concepts (concret complexe). Ce sont les concepts qui permettent de reconstruire scientifiquement la réalité concrète.

Alors que la méthode d'exposition suit ce processus :



Il s'agit de partir du fait le plus ancien et de remonter vers le fait le plus récent dans l'ordre historique d'apparition des faits.

La négativité est le fondement de la dialectique. Découverte par Hegel , elle signifie que la pensée est en même temps affirmation et négation, et est la négation de la négation, c'est-à-dire la synthèse ou le dépassement de cette contradiction.
Marx applique cette théorie, ce noyau rationnel hégélien, au monde réel, à l'histoire de son développement, en la « remettant sur ses pieds » ; cette fois en partant du principe que ce n'est pas la pensée qui dicte l'action mais l'inverse. C'est donc une théorie qui, à l'épreuve du matérialisme, s'applique au faits concrets.
La contradiction ou la négation est avant tout concrète, matérielle en ce qu'elle touche d'abord les choses, ensuite les idées, en tant que reflets des choses. Si la contradiction trouve à s'exprimer dans une idée, ce n'est que parce qu'elle existe dans la réalité. Elle ne peut être pensée si elle n'est pas.
Chaque unité ou identité est composée d'éléments contraires.
Les contraires représentent un côté négatif et un côté positif. Le contraire négatif est destiné à exacerber la contradiction et donc la nécessité à la dépasser. C'est au moment du dépassement que le côté négatif et le côté positif sont amenés à fusionner.
Au départ, ils coexistent, puis entrent en conflit, chacun cherchant à dominer l'autre, et enfin, se réconcilient dans le cadre d'une nouvelle unité. « *Ce qui constitue le mouvement de la dialectique, c'est la coexistence des deux côtés contradictoires, leur lutte et leur fusion en une catégorie nouvelle* »[2].
La contradiction n'est pas figée ; elle évolue dans le temps. Elle provoque son propre mouvement, sa propre transformation. Par conséquent, il n'existe pas, contrairement à ce que Hegel soutient, de logique pure des lois de la contradiction, mais une logique concrète, temporelle, historique.
La difficulté à laquelle la réflexion se heurte rapidement est que Marx n'a pas élaboré de théorie générale de la contradiction. Pour en dire plus, il est nécessaire de se tourner vers d'autres penseurs. Mao Zedong a introduit une distinction entre la contradiction fondamentale et la contradiction secondaire.
Pour André Tarby, « *la contradiction principale est celle dont découlent toutes les autres. Elle est, à un moment historique précis, la matrice des relations sociales désignées comme infrastructures par rapport à laquelle les autres contradictions d'ordre juridique, politique, familial, se situent comme secondaires et constitutifs de la superstructure* »[3]. Au regard de cette définition, plusieurs critères déterminent la contradiction principale : son origine

[1] Marx cité par Jean-Marie BROHM, *Qu'est-ce que la dialectique ?*, p.73.
[2] Id., p.60.
[3] André TARBY, *Lectures et pratiques du droit de la formation continue*, p.70.

« infrastructurelle », sa supériorité sur la contradiction secondaire opérant dans la superstructure, son historicité.
En d'autres termes, il existe à un moment donné une contradiction principale inhérente à l'infrastructure, de nature économique, qui produit des contradictions secondaires, de nature politique, juridique et idéologique, liées à la superstructure.
La contradiction secondaire se définit comme « *l'ensemble des formes concrètes et historiquement variables qui spécifient la contradiction principale à travers les rapports d'opposition internes aux superstructures* »[1]. Elle est donc variable, propre à la superstructure, et subordonnée à la contradiction principale.

La contradiction[2], qui sert de « *détonateur révolutionnaire* »[3], est le moteur du mouvement, donc, de la transformation.
Elle entraîne le mouvement perpétuel des choses et des idées en interaction et provoque, par leur médiation réciproque, l'émergence de choses et d'idées nouvelles qui remplacent celles qui les ont précédées.
Ainsi, selon Engels, « *La grande idée fondamentale de la dialectique matérialiste est que le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus ou les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts, se développent et meurent en passant par un changement ininterrompu au cours duquel finalement, malgré tous les retours en arrière momentanés, un développement progressif finit par se faire jour* »[4].
Que faut-il entendre par progressif ?
Marx, qui veut rompre avec l'idéalisme, considère que l'histoire n'est pas une succession de phénomènes de plus en plus bénéfiques conduisant à un monde idéal. L'histoire est, au contraire selon lui, ponctuée de progressions, de régressions et de stagnations intermittentes. Le progrès ne signifie pas avènement d'un monde meilleur, mais transformation des rapports d'exploitation par laquelle l'exploité devient l'exploitant et vice-versa. C'est ce qui permet à Marx d'affirmer que l'histoire de toute société est une histoire (perpétuelle) de classes.
Maintenant, rien n'empêche d'agir pour rendre le monde meilleur conformément à certaines valeurs comme le liberté ou la solidarité. Cependant, les efforts fournis dans ce sens ne se réalisent pas forcément dans les faits. Les conditions historiques doivent s'y prêter.

- ✓ La totalité comme fusion des grands principes de la dialectique matérialiste

La totalité, catégorie empruntée à Hegel, est au centre de la dialectique matérialiste. Elle s'articule autour des trois grands principes qui viennent d'être développés.
La totalité doit donc être regardée à la fois comme l'union de la pratique et de la pensée, l'union des contraires, sans cesse transformée.

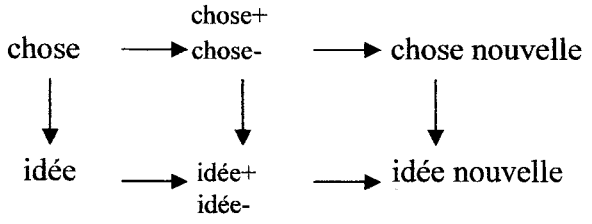
Marx considère que « *La totalité concrète [...] n'est donc nullement le produit du concept qui s'engendrerait par lui-même, qui penserait en dehors et au dessus de la perception et de la représentation, mais un produit de l'élaboration des perceptions et des représentations en*

---

[1] *Dictionnaire critique du marxisme*, p.207.
[2] *« Le matérialisme dialectique souligne l'universalité et l'immanence de la contradiction dont l'analyse scientifique n'est que la réflexion »*, Paul BOCCARA, op.cit., p.194.
[3] Jean GRANIER, op.cit., p.303.
[4] Friedrich ENGELS, *Ludwig. Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Editions sociales, 1946, 53p.

concepts »[1]. Ainsi, la totalité, entendue comme la conceptualisation de la réalité, comporte, deux types d'éléments : des éléments matériels, objectifs et des éléments abstraits, subjectifs. Quels sont-ils et comment s'articulent-ils ?
Marx considère que la totalité qu'est le mode de production comprend des éléments objectifs comme les rapports de production, les conditions d'existence des éléments subjectifs, réflexifs tels que la conscience de classe et l'idéologie. Pour lui, en effet, celles-ci ne doivent pas être confondues. Alors que l'idéologie, qui est la « fausse conscience », système de représentations inculquées par l'Etat aux sujets, cherche à les assujettir et à renforcer sa position dominante, la conscience non seulement d'être un acteur, libre et éclairé mais aussi d'appartenir à une classe (conscience de classe) vise à rompre l'état d'aveuglement des sujets et à les émanciper.
Dans le mode de production, les éléments objectifs et subjectifs se complètent, par exemple la classe sociale avec l'idéologie. L'élément objectif produit l'élément subjectif qui influence à sont tour l'élément objectif. Ainsi, la classe sociale produit une idéologie sur laquelle elle s'appuie pour dominer l'autre classe, devenant ainsi la classe matériellement dominante. Ainsi, la domination d'une classe joue simultanément sur le plan matériel et sur le plan spirituel. Dans *L'idéologie allemande*, Marx affirme en ce sens que « *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle, dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante* »[2]. Il suit de là que l'idéologie ou la production intellectuelle est bien créée par la classe sociale en tant qu'outil de domination spirituelle au service de sa puissance matérielle.
En définitive, la totalité concrète peut se définir comme « *interpénétration des facteurs économiques, de l'organisation du système de production qui constitue la base, l'infrastructure, et les autres éléments de la superstructure que sont les formes politiques, les formes juridiques, philosophiques ou religieuses* »[3]. Autrement dit, elle est le produit de l'interaction entre structures objectives, matérielles (infrastructure) et de structures subjectives, idéologiques, philosophiques (superstructure), sachant que les premières déterminent les secondes.

Les éléments objectifs et subjectifs qui composent la totalité entrent dans des rapports interdépendants et conflictuels. Ils interagissent, se médiatisent par l'effet de leurs négations. Ce schéma a pour objet de représenter cette médiatisation :



La chose est composée d'éléments contraires qui en se « médiatisant » donne le jour à une autre chose. Comme la chose produit une idée, l'idée suit le même processus de négation de la négation, au même moment.

[1] MARX, *Introduction générale*, pp.255-256.
[2] P.75.
[3] André TARBY, op. cit., p.69.

Ces rapports conflictuels entre les choses et les idées interagissantes s'inscrivent dans les contradictions principales et secondaires. Les contradictions entre les choses évoluant dans l'infrastructure sont des contradictions principales tandis que les contradictions entre les idées qui relèvent de la superstructure sont des contradictions secondaires.

➢ La conception marxiste du monde social : le matérialisme historique

Dans sa IX^{ème} thèse sur Feuerbach, Marx déclare : *« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer »*. En une phrase, l'objet d'application de la dialectique matérialiste est désigné : le monde social ou encore la société. Marx se propose donc de le mettre à l'épreuve des lois dialectiques définies antérieurement et rappelées ici : la totalité est l'union de la praxis et de la pensée, elle est constituée de contradictions en interaction constante et, de par ses contradictions, se trouve en perpétuel mouvement et attirée vers le progrès. Cette mise à l'épreuve est formalisée dans le matérialisme historique qui désigne *« la genèse de l'homme total, objet de toute science de la réalité humaine, et objectif de l'action »*[1], c'est-à-dire la science de la société humaine fondée sur la praxis (activité humaine) et permettant d'agir sur cette praxis et donc de transformer la société.

Marx commence par définir, dans le temps et dans l'espace, le monde social qu'il se propose d'analyser : la société anglaise du 19ème siècle. De la praxis, il extrait un certain nombre de concepts comme étant la traduction des phénomènes dominants qui marquent ce monde social déterminé : mode de production, structures, forces productives, rapports de production, classes sociales, lutte des classes.

Chez Marx, le mode de production représente la totalité sociale globale[2]. En tant que telle, il recouvre non seulement l'aspect économique, certes fondamental, mais également les aspects politique, juridique et idéologique qui s'expriment dans des « structures ». Marta Harnecker[3] écrit à propos du mode de production qu'il est *« le concept théorique qui permet de penser la totalité sociale comme une structure complexe à dominante, dans laquelle la structure économique est déterminante en dernière instance »*[4]. Chaque type de mode de production comprend une structure économique déterminante en dernière instance qui a partie liée avec d'autres structures, la structure juridico-politique et la structure idéologique, au poids inégal.

La totalité se compose de structures. Contrairement à la totalité, la structure définit la fonction remplie par chacune de ses composantes ainsi que leurs rapports[5]. Ces rapports déterminent le type d'organisation de la structure. Par exemple, dans une manufacture, le rapport entre le travailleur et son outil de travail, une machine, implique une certaine organisation, industrielle, qui sera différente si l'outil est manuel, auquel cas l'organisation sera de type artisanal.
Dans le mode de production, les individus font partie de groupes différents. Ils constituent des « classes », c'est-à-dire, au sens marxiste du terme, *« des groupes sociaux antagoniques dont l'un s'approprie le travail de l'autre en raison de la place différente qu'ils occupent dans la structure économique d'un mode de production donné, place qui est déterminée*

---

[1] Madeleine GRAWITZ, op. cit., p.90.
[2] Ce qui induit l'existence de « sous-totalités ».
[3] Marta HARNECKER, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, L'Harmattan, 1992, 320p.
[4] Id., p.149.
[5] *« Totalité articulée composée d'un ensemble de rapports internes stables qui déterminent la fonction remplie par les éléments à l'intérieur de cette totalité »*, Id., p.74.

fondamentalement par la forme spécifique de leur rapports avec les moyens de production »[1].
Les individus sont donc répartis en deux classes : la classe de ceux qui travaillent et la classe de ceux qui possèdent le travail des autres. C'est la possession ou, à l'inverse, la dépossession des moyens de production qui trace la frontière entre les deux.
Les moyens de production, matériaux et instruments de travail, font plus généralement partie des forces productives qui comprennent, en outre, la force de travail de l'homme. Le développement des forces productives dépend de la capacité des hommes à mobiliser les moyens de production, qui s'est accrue par la technique et la science.
La classe qui détient les moyens de production domine celle qui en est dépourvue. Les rapports de domination entre les classes sont des rapports sociaux de production[2] qui intègrent à la fois les rapports entre les hommes et les rapports entre les hommes et les moyens de production. Pour cette raison, ce sont des rapports matériels, indépendants de la volonté humaine.
Les rapports de production entraînent les classes dans une lutte. Il s'agit d'un « *affrontement entre deux classes antagoniques lorsque celles-ci luttent, non seulement pour leurs intérêts immédiats, mais pour leurs intérêts à long terme, c'est-à-dire pour leurs intérêts de classe* »[3]. Autrement dit, l'objet de la lutte est double : économique lorsqu'il s'agit de réclamer une augmentation de salaire par exemple, politique ou idéologique.

En résumé, « *Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles [...] A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction [...] avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* »[4]. En d'autres termes, au départ, les classes sociales que sont la bourgeoisie et le prolétariat coexistent dans le mode de production. Puis elles entrent en contradiction, dans une lutte. Le fait que le prolétariat cherche à ne plus être exploité et que la bourgeoisie s'y oppose en voulant maintenir sa position d'exploiteur provoque la révolution et, par suite, la destruction du capitalisme et l'émergence d'un nouveau mode de production, le socialisme.

Finalement, « *Le matérialisme historique est la science philosophique du rapport de la conscience sociale à l'être social ; des lois les plus générales et des forces motrices de l'évolution de la société ; c'est la théorie générale et la méthode de la connaissance scientifique et de la transformation révolutionnaire de la société* »[5].
Il conduit donc à considérer le monde social dans trois dimensions : déterministe (rapport de la conscience à l'être social) conflictuelle (forces motrices de l'évolution de la société) et progressiste (transformation révolutionnaire de la société) qu'il convient maintenant de développer.

---

[1] Id., p.201.
[2] « *Rapports qui s'établissent entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs directs dans un processus de production donné, rapports qui dépendent du type de rapport (propriété, possession, disposition, usufruit) qu'ils ont avec les moyens de production* », Id., p.40.
[3] Id., p.230.
[4] Marx cité par Etienne BALIBAR, *La philosophie de Marx*, La Découverte, 1993, 123p. ; pp.79-80.
[5] A. SPIRKINE & O. YAKHOT, op.cit., p.126.

✓ Une conception déterministe du monde social

La conception déterministe du monde social prend appui sur le principe selon lequel la totalité est l'union de la pratique et de la théorie, des choses et des idées en interaction.
Comment cette interaction fonctionne-t-elle ?
Elle repose sur trois règles principales : les choses déterminent les idées, les idées influent sur les choses, les choses finissent par l'emporter sur les idées.

Selon Marx, le monde social (matériel) est déterminé par la structure économique dite « infrastructure », qui organise les rapports matériels de production. Dès lors, quelle place attribue-t-il aux idées, aux « idéologies » ou encore à la « conscience sociale » qualifiées de « superstructure » ?
Il considère que « *ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être, c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* »[1]. La pensée résulte de l'activité du cerveau, qui n'a d'autre fonction que de produire une image, un reflet du monde. Le monde matériel s'impose donc à la conscience des hommes. Autrement dit l'infrastructure (structure économique) gouverne la superstructure[2] (structures idéologiques).

« *La doctrine matérialiste qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué...La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou auto-changement ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire* »[3].
Autrement dit, si l'homme est un produit historique, donc en transformation constante, il fait en même temps l'histoire du monde social en tant qu'acteur de la révolution doté d'une conscience sociale (de classe). C'est précisément cette conscience qui pousse l'acteur à agir sur les choses.
En estimant que la superstructure modifie l'infrastructure, Marx se défie d'un déterminisme absolu où le sujet n'aurait aucune prise sur l'objet.

Si le monde social est déterminé par les rapports matériels de production, dont la transformation est possible grâce à la conscience de la classe prolétarienne, cette transformation est matérielle d'une part, et elle ne permet pas d'entamer la matérialité du monde social d'autre part.
En effet, si la conscience sociale sert de détonateur à la révolution, celle-ci n'est réalisable que par le biais de la praxis (activité sociale concrète), c'est-à-dire de la transcription dans les faits de la conscience sociale. Il en résulte, en définitive, que seule l'activité matérielle humaine modifie concrètement le monde social.
Le rôle joué par la conscience social ne saurait substituer à la matérialité du monde social un caractère abstrait ou spirituel. Autrement dit, le monde social, matériel, se transforme en un autre monde matériel, mais il ne se transforme jamais en monde abstrait.
Par là, comme le dit Marx, l'infrastructure l'emporte en dernière instance. Elle finit toujours par dominer.

En conclusion, selon la conception déterministe de Marx, un type de mode de production se transforme en un autre par l'effet de la transposition de la conscience de la classe dominée dans une pratique révolutionnaire.

---

[1] Karl MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Giard & Brière, 1909, 354p. ; Préface.
[2] Terme qui désigne également la structure juridico-politique.
[3] Citation extraite de *L'idéologie allemande*, reprise par Jean-Marie BROHM, op. cit., p.51.

✓ Une conception conflictuelle du monde social

« *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés en perpétuelle opposition, ont mené une lutte ininterrompue, tantôt secrète, tantôt ouverte et qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de toute la société, soit pas la ruine commune des classes en lutte* »[1]. Marx considère le monde social comme un terrain de lutte permanente entre les classes. Bien qu'il n'ait pas créé le concept de classes[2], il est, en revanche, le premier à s'être interrogé sur la raison d'être des classes sociales. Or, pour lui, il y a classes parce qu'il y a lutte et il y a lutte parce qu'il y a rapports de production.

Avant de voir en quoi consiste la lutte des classes, examinons la signification de la classe sociale chez Marx.

Marx n'a pas eu le temps de donner une définition unique de la classe sociale. Or, les passages qu'il lui consacre sont fluctuants par rapport à cette définition, notamment en ce qui concerne le nombre de classes. Tantôt deux classes, tantôt trois classes sont évoquées : la bourgeoisie, le prolétariat, la paysannerie. De même, il arrive qu'une classe soit divisée en sous-classes, par exemple la bourgeoisie en bourgeoisie financière et en bourgeoisie commerçante.

Marta Harnecker s'est attachée à formuler une définition qui fait la synthèse de ces différents passages. Pour elle, les classes sociales sont « *des groupes sociaux antagoniques, dont l'un s'approprie le travail de l'autre en raison de la place différente qu'ils occupent dans la structure économique d'un mode de production donné, place qui est déterminée fondamentalement par la forme spécifique de leur rapport avec les moyens de production* »[3].
L'existence de classes résulte de la différence de place occupée au sein de la structure économique (infrastructure) en fonction du rapport aux moyens de production. Ceux qui détiennent les moyens de production font partie de la classe des exploitants (la bourgeoisie) tandis que ceux qui en sont dépourvus appartiennent à classe des exploités (le prolétariat).
Par conséquent, ce n'est pas la conscience de classe qui fait la classe sociale mais bien le rapport aux moyens de production. La prise de conscience par un ensemble d'individus des intérêts collectifs qui les unissent et de la nécessité de s'organiser politiquement (en parti) pour les faire valoir intervient a posteriori.

La lutte est engagée à partir du moment où les ouvriers prennent conscience du besoin de s'affranchir de l'exploitation dont ils sont l'objet. Ce besoin entre alors en contradiction avec celui des bourgeoisie qui est sinon d'accroître du moins de maintenir son capital qui repose sur l'exploitation des ouvriers. C'est donc ici que la conscience de classes joue un rôle fondamental.
C'est une lutte qui s'exprime dans trois dimensions : économique, politique et idéologique.
La lutte économique est l'affaire des syndicats qui cherchent à augmenter les droits des travailleurs par exemple au niveau des salaires, du temps de travail etc. La lutte politique, organisée par le parti (socialiste) a pour enjeu le pouvoir politique que détient l'Etat. La lutte

---

[1] Karl MARX, *Le manifeste du parti communiste*, Editions sociales, 64p. ; p.20.
[2] D'autres avant Marx, en particulier des économistes, ont manifesté la volonté de classifier, de stratifier la société en ordres, en castes etc., comme Ricardo ou encore Smith qui la scinde en trois catégories d'agents économiques : les travailleurs salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers.
[3] Marta HARNECKER, p.cit. p.201.

idéologique s'articule autour d'une théorie révolutionnaire visant à faire triompher certaines idées.

✓ Une conception dynamique du monde social

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles [...]. *A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction* [...] *avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale »*[1].
La révolution[2] se produit lorsque la contradiction entre forces productives et rapports de production est à son paroxysme. Les classes sociales en constituent les forces motrices. La classe sociale révolutionnaire cherche à mettre un terme à l'aliénation qui lui est devenue insupportable et à conquérir le pouvoir politique.

La réalisation d'une révolution dépend de trois facteurs objectifs : l'impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée, l'aggravation de la misère (paupérisation) et de la détresse des classes opprimées, l'accentuation de l'activité des masses, et du facteur subjectif lié à la prise de conscience. La révolution est possible de par l'engagement conscient de la classe des ouvriers, le prolétariat, dans une lutte économique (augmentation des salaires, réduction du temps de travail) et politique, menée par le parti, qui l'oppose à la classe des dominants, capitalistes.

Pour Marx, les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Elles sont liées à un contexte particulier d'un moment donné. Ainsi, alors que la bourgeoisie a soutenu la révolution pour abattre le régime féodal, elle la dénonce comme un phénomène anormal afin de protéger sa position dominante.
La transformation engendre le progrès social. Le progrès émane donc du mauvais côté de l'histoire, la révolution qui se fait dans la souffrance, par la violence qu'elle véhicule, et qui incarne la « douleur du négatif ».

Cependant, la théorie marxiste du monde social, malgré sa richesse, ne permet pas de concevoir, de dégager les rapports sociaux particuliers que les acteurs entretiennent dans un champ donné. Marx propose une lecture globale des conflits sociaux. Il nous manque donc une lecture spécifique des relations sociales en droit et en droit social. C'est cette lecture que Pierre Bourdieu nous soumet justement.

1.2. La théorie bourdieusienne du monde social

Pierre Bourdieu[3], philosophe d'origine, s'est rapidement tourné vers les sciences sociales à l'occasion des travaux qu'il réalise sur les transformations sociales en Algérie[1] alors qu'il est

[1] Marx cité par Etienne BALIBAR, op. cit., pp.79-80.
[2] *« Le bouleversement profond d'un régime social qui marque le passage d'une forme sociale à une autre s'appelle la révolution »*, A. SPIRKINE & O. YAKHOT, op.cit., p.206.
[3] Philippe CABIN retrace brièvement la trajectoire de Pierre Bourdieu in *Le monde selon Bourdieu*, Sciences humaines n°105, 200p, p.29.

assistant à la faculté d'Alger. En cherchant à montrer le décalage existant entre la représentation française de l'Algérie et la réalité de la société algérienne, Pierre Bourdieu devient sociologue. Par conséquent, dès le début des années 60, il entame une réflexion sur les lois de fonctionnement de la société, devant alimenter pour longtemps la construction d'une théorie du monde social.

Les fondations de la pensée bourdieusienne sont posées dans trois ouvrages. L'un, *Le métier de sociologue* (1968), coécrit avec Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, vise à définir la méthode de recherche du sociologue. Les deux autres, *Les Héritiers* (1964), coécrit avec Jean-Claude Passeron et *La Reproduction* (1970) mettent en lumière les rouages du monde de l'enseignement supérieur grâce à l'introduction d'une dimension symbolique dans les rapports de domination entre acteurs. Cette dimension est formalisée dans le concept de violence symbolique, issue des rapports de force cachés entre acteurs dont l'objet est de légitimer ses significations et, par là, de conforter voire renforcer sa position dominante. Pierre Bourdieu constate en effet que, dans le monde universitaire, le pouvoir de violence symbolique est exercé par le corps professoral, cautionné par l'autorité hiérarchique, qui, par l'intermédiaire du rapport de communication, autrement dit le langage, cherche à inculquer un habitus culturel destiné à perpétuer la culture légitime et donc, plus largement, les hiérarchies sociales existantes. Un autre concept, central dans son oeuvre dès la fin des années 60, vient étayer cette approche : l'habitus qui rend compte des manières de penser et d'agir des individus. Son insistance sur la dimension symbolique alimente une lutte très tôt engagée contre le structuralisme radical, excluant la part subjective du monde social. C'est une lutte qui a porté ses fruits en termes de reconnaissance. En effet, aujourd'hui, nombreux sont les sociologues qui saluent le travail de Pierre Bourdieu à cet égard. Parmi eux, Louis Pinto estime que *« La révolution symbolique opérée par Pierre Bourdieu est cette manière nouvelle de voir le monde social qui accorde une fonction majeure aux structures symboliques. Désormais, on ne peut plus parler de celles-ci en fonction de l'opposition économie/culture. Bien loin que le symbolique soit le résidu dont une analyse objectiviste ne saurait trop que faire, il est au cœur des perceptions et des pratiques, il est constitutif du point de vue de l'agent. Il en résulte que les frontières conceptuelles doivent être repensées : étant donné que les symboles disent le monde, le construisent tout en étant construits par lui, on peut dire qu'ils demandent à être considérés sous des rapports tant économiques que politiques »*[2]. La place du symbolique dans la construction du monde social, ainsi établie, ouvre désormais la voie qui mène à la réconciliation du monde réel et du monde des représentations.

Dans le même temps, Pierre Bourdieu développe un autre concept : le champ[3], qui lui permet d'échapper à l'intellectualisme qu'il combat vigoureusement, et qui s'articule harmonieusement avec l'habitus. Ainsi, le monde social serait pour partie composé de structures objectives appelées champs et pour partie composée de structures subjectives appelées habitus, en interaction. Les investigations se prolongent depuis la question de savoir ce qui déclenche l'interaction entre ces deux types de structures. C'est alors qu'un autre concept fait surface : le capital. Pierre Bourdieu lui consacre des développements dans *La*

---

[1] Pierre BOURDIEU, *Sociologie de l'Algérie*, PUF, 1961, 126p.

[2] Louis PINTO, *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Albin Michel, 1999, 264p. ; p.224.

[3] De nombreux articles de la revue Actes de la recherche en sciences sociales sont consacrés à la théorie des champs, entre autres : *Le champ scientifique*, ARSS n°2/3 1976, pp.122-132 : *Espace social et genèse des classes*, ARSS n°52/53 1984, pp.3-12 ; *La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique*, ARSS n°64 1986, pp.3-19 ; *Le champ littéraire*, ARSS n°89 1991, pp.3-46.

Distinction ainsi que dans deux articles[1] de la revue Actes de la recherche en sciences sociales qu'il a créée en 1975.

En 1979, *La Distinction* offre déjà une synthèse de ces différents concepts dans la formule suivante : pratique = [(habitus) (capital)] + champ. Autrement dit, la réalité sociale ou sociétale est le produit de l'interaction, qui prend la forme d'une lutte des classements, entre la mobilisation de l'habitus par les agents en vue d'acquérir du capital et le champ dans lequel il est actionné.
Mais c'est dans *Le Sens pratique* (1980) que l'auteur estime avoir effectué cette synthèse lorsqu'il répond à la question de choisir celui des livres où il se reconnaît le mieux : « *Sûrement Le Sens pratique, parce que c'est le bilan de tous mes travaux anthropologiques, de mon effort pour rompre avec l'intellectualisme, et parce que c'est là que j'ai formulé l'essentiel de ma théorie de l'habitus, là que se trouve traitée la question de la spécificité de la logique de la pratique : question à mon sens fondamentale pour la critique de la vision structuraliste* »[2].

Les ouvrages qui suivent, proposent des approfondissements ou des éclaircissements des principes comme dans *Questions de sociologie* (1980), *Choses dites* (1987) et des explorations de champs, notamment celui de la littérature (*Les règles de l'art*, 1992), de l'économie (*Les structures sociales de l'économie*, 2000), de la télévision (*Sur la télévision*, 1996), ou de rapports de domination comme dans *La misère du monde* (1993) ou encore dans *La domination masculine* (1998).

Ce survol de l'œuvre de Pierre Bourdieu était le préalable nécessaire à l'étude plus approfondie qui va suivre.
Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la théorie de la connaissance de Pierre Bourdieu connue sous le nom de constructivisme structuraliste.
Le deuxième temps sera consacré à la conception du monde social qu'il a adoptée.

➢ La théorie bourdieusienne de la connaissance : le constructivisme structuraliste

Pierre Bourdieu qualifie lui-même son travail de constructivisme structuraliste ou structuralisme constructivisme qui s'appuie sur l'idée, d'un côté, « *qu'il existe, dans le monde social lui-même, et pas seulement dans les systèmes symboliques, langage, mythe etc., des structures objectives, indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations* » ; et, d'un autre côté, « *qu'il y a une genèse sociale d'un part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de [...] l'habitus et, d'autre part des structures sociales, et en particulier [...] des champs et des groupes, notamment [...] les classes sociales* » (147).
Le structuralisme a été développé dans *La distinction*, dans le cadre d'une approche relationnelle du monde social, tandis que l'objectivisme a fait l'objet d'un travail intitulé *Rapport pédagogique et communication*, où Pierre Bourdieu a essayé de saisir l'habitus des professeurs en construisant des catégories de perception et d'appréciation des professeurs vis-à-vis de leurs étudiants et en étudiant les pratiques pédagogiques de ces derniers.
Par cette théorie, il a voulu dépasser l'opposition traditionnelle en sciences sociales entre objectivisme et subjectivisme. Pour lui, l'un et l'autre, qui sont interdépendants, sont engagés

[1] Pierre BOURDIEU, *Les trois états du capital culturel*, ARSS n°30, 1979, pp.3-6 ; *Le capital social. Notes provisoires*, ARSS n°31, 1980, pp.2-3.
[2] Magazine littéraire n°303, 1992, p.106.

dans une relation dialectique, selon laquelle l'objectif fonde le subjectif, mais le subjectif influence l'objectif, le transforme.

Finalement, deux principes fondamentaux se dégagent de cette théorie. D'une part les structures objectives se distinguent des structures subjectives et leur sont « supérieures » en ce qu'elles influent sur les pratiques et les représentations des agents.
D'autre part, ces deux types de structures cohabitent dans l'espace social.
La supériorité de la pratique est explicitée par Pierre Bourdieu dans le cadre de sa théorie ou logique de la pratique sur laquelle nous nous pencherons tout d'abord.
Quant à l'articulation de l'objectif et du subjectif, il l'énonce à travers une autre théorie, celle des champs et de l'habitus que nous développerons ensuite.

✓ La logique ou la théorie de la pratique

Pour Pierre Bourdieu, la totalité concrète (ou totalité des pratiques) n'est ni le produit exclusif de la pratique, ni le produit exclusif de la pensée ; elle est le produit des deux en interaction. Il argumente son point de vue critique de l'opposition entre l'objectivisme et le subjectivisme et propose une solution de dépassement dans le cadre d'une sociologie de l'action, démarrée dans l'*Esquisse d'une théorie de la pratique*, et développée dans *Le sens pratique*.

Premier constat : la théorie ne peut donc rendre compte, à elle seule, du fonctionnement de la totalité ou du monde social. Elle en est empêchée de par sa nature « détemporalisée » qui s'oppose à la nature dynamique du monde, et qu'elle est, par conséquent, incapable de représenter.
Le monde est dynamique parce qu'il est pratique, parce qu'il « *impose sa présence, avec ses urgences, ses choses à faire ou à dire, ses choses faites pour être dites, qui commandent directement les gestes ou les paroles sans jamais se déployer comme un spectacle* »[1]. Les pratiques ou les choses qui se sont faites, qui se font et qui sont à faire, qui le déterminent s'inscrivent simultanément dans les trois temps que sont le présent, le passé et l'avenir, la pratique présente étant le résultat de la pratique passée et de la pratique à-venir.
La logique de la totalité n'est donc pas scientifique ou théorique mais pratique. Inutile par conséquent de chercher à trouver une logique scientifique dans la totalité, notamment dans le cadre d'une approche successive ou généalogiste qui n'aurait d'autre effet que de fausser « *la vérité du rapport pratique à la pratique* »[2]. Les concepts, selon Pierre Bourdieu, sont, par essence, incapables de rendre compte du sens pratique du monde.
Le théoricien, qui se place, par définition, en dehors de la pratique, est incapable, pour cette raison seule, de saisir la logique évolutive, toujours « en urgence » du monde. Il s'enferme dans une posture « intellectualiste » qui le conduit à considérer la pratique du point de vue intellectuel ou de son propre point de vue (au lieu de l'envisager du point de vue pratique c'est-à-dire du point de vue de l'acteur). En d'autres termes, comme le dit Philippe Corcuff, « *l'intellectualisme, en quelque sorte, c'est faire comme si le rapport à l'action du joueur de football était celui du spectateur* »[3].

---

[1] Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, Editions de Minuit, 1980, 475p. ; p.80.
[2] Id., p.152
[3] Philippe CORCUFF, *Théorie de la pratique et sociologies de l'action. Anciens problèmes et nouveaux horizons à partir de Bourdieu*, pp.27-38 in Bernard LAHIRE (sous la direction de), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu.*, La Découverte, 1999, 258p.

Deuxième constat : pas plus que la théorie, la pratique ne peut, à elle seule, rendre compte de la logique de la totalité.
La pratique comprend une logique, certes, mais qui n'est pas logique au sens théorique. C'est une logique « *pauvre et économique* »[1], dont le contenu est incohérent, à juste titre d'ailleurs dans la mesure où la totalité, elle-même, est faite d'incohérences, de contradictions. Elle est incapable, de ce fait, de rendre compte directement des lois qui régissent le monde. Alors, le passage par la « totalisation » se révèle incontournable. Mais il s'effectue dans certaines conditions que nous allons préciser maintenant.
Pour Pierre Bourdieu, la solution se trouve dans « *une théorie de la logique théorique et de la logique pratique* »[2], qui associe dialectiquement la théorie et la pratique. Elle devrait permettre de saisir la logique ou théorie de la pratique qui gouverne le monde.
Comment « neutraliser » la logique pratique, c'est-à-dire l'extraire de la pratique ? Selon Pierre Bourdieu, c'est l'habitus qui recèle la logique de la pratique, l'habitus étant l'ensemble des dispositions qui conduisent un agent à penser et à agir de telle ou telle façon. Cet habitus est caché dans le discours ou, plus directement, dans l'attitude corporelle des personnes. La logique de la pratique n'apparaît pas, en effet, de façon expresse dans le discours ou la gestuelle de la personne puisque elle-même l'ignore. Celle-ci l'exprime telle qu'elle la vit spontanément, et non pas telle qu'elle la pense. Pour cette raison, une rupture avec la pratique s'impose ensuite, au moment de l'abstraction, afin de procéder à des divisions ou classifications, concrètement inexistantes, mais fondamentales pour comprendre le sens pratique du monde social.
L'habitus peut être isolé à partir de l'élaboration d'unités d'analyses que Pierre Bourdieu appelle des schèmes ou de modèles, tirés des gestes ou des discours des agents, qui rendent compte des postions sociales, des styles de vie, des goûts... Un modèle générateur comprend les mêmes perceptions et actions adoptées dans tel type de situation par un ou plusieurs agents. C'est, en définitive, la reproduction des actions et perceptions par les agents, de génération en génération, enfermés dans l'habitus, qui rend compte de la logique de la pratique.
Il est indispensable de saisir plusieurs pratiques dans la mesure où une pratique ne peut se comprendre que dans son rapport avec les autres. Or, une pratique n'existe que parce qu'il y a une pratique contraire. C'est donc à l'examen des pratiques en contradiction qu'il convient de se soumettre. Les contradictions (haut/bas, masculin/féminin, riche/pauvre, gauche/droite etc.) apparaissent dans les pratiques appartenant à des univers opposés. Il s'agit alors de trouver le fil qui relie les contradictions entre elles.
C'est à ce prix que le scientifique peut accéder au « privilège de la totalisation », entendue comme « *la capacité de se donner et de donner la vue synoptique de la totalité et de l'unité des relations* »[3], c'est-à-dire en reliant les pratiques contraires, présentes et passées au moyen de schèmes générateurs, ou encore comme « *la reconstruction du système socialement constitué des structures inséparablement cognitives et évaluatives qui organise la perception du monde et l'action dans le monde conformément aux structures objectives d'un état déterminé du monde social* »[4]. Car la totalité n'est pas une suite d'unités emboîtées, mais, au contraire, « *une dynamique incessante d'unités* »[5], conditionnée par le temps et par l'espace.
C'est une solution qui reste cependant insatisfaisante par la force des choses car elle ne permet pas d'atteindre la vérité absolue. Il est important d'avoir conscience des effets relatifs qu'elle produit du fait du regard qu'elle propose sur une pratique qui n'est plus vierge, mais transformée par le prisme de l'acte la totalisation. En effet, la totalisation ne conduit pas à la

[1] Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, op. cit., p.145.
[2] Id., p.155.
[3] Id., pp.138-139.
[4] Id., p.158.
[5] Id., p.143.

connaissance de la pratique telle qu'elle existe, mais à la connaissance de la pratique telle que l'analyste la reconstruit. Ainsi, « *la plus élémentaire des opérations, l'observation [...] est d'autant plus scientifique que les principes théoriques dont elle s'arme sont plus conscients et plus systématiques* »[1]. Il est fondamental que l'observateur ait conscience des effets que son propre habitus produit sur l'analyse, pour les neutraliser.

Après avoir défini la manière dont il convient de totaliser le monde selon Pierre Bourdieu, il est temps d'examiner ce qu'il entend exactement par totalité et qu'il expose dans le cadre de sa théorie des champs et de l'habitus.

✓ La théorie des champs et des champs et de l'habitus

Selon Pierre Bourdieu, le monde social est constitué des choses et d'idées qui, du fait de leur interaction, sont indissociables. Une telle vision le conduit à rejeter la distinction entre l'objectivisme et le subjectivisme qui, au contraire, selon lui, doivent s'envisager dialectiquement.
La connaissance du monde social connaît deux moments successifs et inséparables : un moment objectif et un moment subjectif.
Le moment objectif est consacré à l'élaboration des structures objectives, en dehors des représentations ou des perceptions des agents. Ces structures prennent le nom de champs.
Il est suivi du moment subjectif au terme duquel le sociologue a saisi les représentations ou perceptions des agents, à l'origine des stratégies de conservation ou de transformation des structures objectives. Les représentations et les actions des agents sont constitutives de l'habitus.

Avant de préciser les concepts de champ et d'habitus, examinons ce que Pierre Bourdieu entend exactement par espace social.
Chez Pierre Bourdieu, l'espace social représente la totalité sociale, comprenant une sous-totalité objective, matérielle appelée champ et une sous-totalité subjective, relationnelle dénommée habitus, en interaction.
Précisément, l'espace social est « *un espace (à plusieurs dimensions) construit sur la base de principes de différenciation ou de distribution constitués par l'ensemble des propriétés agissantes [les différentes espèces de pouvoir ou de capital qui ont cours dans les différents champs] dans l'univers social considéré, c'est-à-dire propres à conférer à leur détenteur de la force, du pouvoir dans cet univers* »[2], ce qui signifie que les positions sociales des agents, à un moment et dans un espace géographique donnés, se définissent les unes en fonction des autres.

Les positions sociales déterminent en partie seulement les pratiques des agents. « *La pratique sociale de tout agent est un compromis entre le principe de conformité et le principe de distinction* »[3].
La position sociale est, en effet, tout abord, source d'identité. L'agent, qui aspire à la reconnaissance, à la légitimité, cherche à se distinguer des autres, à les dominer. Pour cela, il se construit une identité, notamment basée sur des diplômes, des titres.
Ensuite, chaque position est séparée des autres par une distance sociale, que l'agent respecte, spontanément et inconsciemment, au travers de ses agissements. Autrement dit, l'agent

[1] Pierre BOURDIEU Jean-Claude CHAMBOREDON & Jean-Claude PASSERON, *Le métier de sociologue*, Mouton Editeur, 1983, 357p. ; pp.83-84.
[2] Pierre BOURDIEU, *Espace social et genèse des « classes »*, ARSS n°52/53, 1984, p.3.
[3] Alain ACCARDO, *Initiation à la sociologie. L'illusionnisme social*, Le Mascaret, 1991, 210p. ; p.24.

n'accomplira pas les actes qui n'appartiennent pas en propre à sa position sociale. Ce phénomène d'autocensure assure à l'espace social une grande stabilité.
Ces distances entre les agents prennent la forme symbolique de classes sociales qui n'existent pas dans la réalité, mais dans les représentations.
Ce qui amène inévitablement à s'interroger sur les conditions de perception de l'espace social. Pierre Bourdieu relève que cette perception est propre à chaque agent ou groupe d'agents, selon la position qu'il occupe dans l'espace social (facteur principal des variations des perceptions), c'est-à-dire selon les propriétés qui sont les siennes en matière de goût, de manière de vivre, de s'habiller etc. et selon l'habitus, comme transposition subjective de la position.
Autant dire, de ce fait, qu'il existe une multitude de visions à la mesure de la quantité de positions et d'habitus. Et c'est, de par leur habitus, que les agents participent, individuellement ou collectivement[1], à la définition et à la construction de l'espace social.

Mais les distances entre les agents ou frontières de l'espace social ne sont pas seulement déterminées par les habitus des agents. Elles sont également fonction du volume de capital détenu par les agents : capital économique, culturel, symbolique (capital économique et/ou culturel légitimé). En effet, la pratique des agents n'est pas uniquement affaire de propriétés en interaction, elle répond, en outre, à la logique spécifique du champ dans lequel elle s'inscrit. Ce qui signifie que ne joueront dans le champ, qui a son propre jeu, ses propres règles et moyens (espèces de capital), que les propriétés qu'il reconnaît.
Ainsi, la pratique d'un agent, qui s'inscrit dans un champ, est fonction de la structure et du volume du capital ayant cours dans ce champ et de leur l'évolution. Pierre Bourdieu remarque, à ce propos, que chaque classe représente un « volume global de capital » compris comme « *l'ensemble des ressources et des pouvoirs effectivement utilisables, capital économique, capital culturel et aussi capital social* » (128).
Pierre Bourdieu dénombre quatre catégories de capital : le capital économique, le capital culturel, le capital social, le capital symbolique.
Le capital économique comprend les facteurs de production et les biens économiques (argent). Il est déterminant.
« Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. Le volume de capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre »[2].
Le capital culturel résulte de la réussite scolaire et de l'appartenance à un ou plusieurs groupes sociaux. Il peut être objectivé (biens : tableau, livre), institutionnalisé (diplôme), incorporé, durablement intégré (habitus)[3].
Le capital symbolique est le capital, quel qu'il soit, tel que l'agent le perçoit. Il est source de reconnaissance, de légitimité.

Par ailleurs, ces diverses espèces de capital peuvent se convertir les unes dans les autres. Ainsi, par exemple, le capital économique est convertissable en capital culturel ; c'est

[1] dans le cadre de leur habitus de classe, « forme incorporée de la condition de classe et des conditionnements qu'elle impose » , Pierre BOURDIEU, *La distinction. Critique sociale du jugement,* Editions de Minuit, 1992, 670p. ; p.112.
[2] Pierre BOURDIEU, *Le capital social,* ARSS n°31, 1980, p.2.
[3] Pierre BOURDIEU, *Les trois états du capital culturel,* ARSS n°30, 1979, pp.3-6.

d'ailleurs de cette façon que le système de l'enseignement permet à la classe dominante de se reproduire et se pérenniser.
En définitive, l'espace social apparaît comme une totalité sociale au sein de laquelle les agents occupent des positions sociales, individuelles et collectives (classes), déterminées non seulement par leurs habitus mais également par la quantité d'espèces de capital qu'ils possèdent dans le champ, qui conditionnent leur vision de cet espace et leurs pratiques dans cet espace.
Force est de reconnaître donc au champ et à l'habitus un rôle fondamental dans la construction dialectique de l'espace social, concepts interdépendants sur lesquels il est maintenant possible de se pencher.

Pierre Bourdieu « explose » l'espace social en champs. Bernard Lahire[1] est parvenu à dégager, au fil des lectures des ouvrages, les propriétés essentielles du champ, tâche difficile à mener tant Pierre Bourdieu exploite de façon inégale le concept.

Elles sont les suivantes (littéralement reprises de l'article de Bernard Lahire) :

- un champ est un microcosme dans le macrocosme que constitue l'espace (national) global ;
- chaque champ possède des règles du jeu et des enjeux spécifiques, irréductibles aux règles du jeu et enjeux des autres champs (ce qui fait « courir » un mathématicien et la manière dont il « court » n'a rien à voir avec ce qui fait « courir » et la manière dont « court » un patron de l'industrie ou un grand couturier) ;
- un champ est un « système » ou un « espace » structuré de positions ;
- les luttes ont pour enjeu l'appropriation d'un capital spécifique au champ (le monopole du capital spécifique légitime) et/ou la redéfinition de ce capital ;
- le capital est inégalement distribué au sein du champ ; il existe donc des dominants et des dominés ;
- la distribution inégale du capital détermine la structure du champ, qui est donc définie par l'état d'un rapport de force (agents, institutions) en présence dans le champ ;
- les stratégies des agents se comprennent si on les rapporte à leurs positions dans le champ ;
- parmi les stratégies invariantes, on peut noter l'opposition entre les stratégies de conservation et les stratégies de subversion (de l'état du rapport de force existant). Les premières sont plus souvent celles des dominants et les secondes celles des dominés (et, parmi eux, plus particulièrement des « nouveaux entrants »). Cette opposition peut prendre la forme d'un conflit entre « anciens » et « modernes », « orthodoxes » et « hétérodoxes » ;
- en lutte les uns contre les autres, les agents d'un champ ont au moins intérêt à ce que le champ existe, et entretiennent donc une « complicité objective » par-delà les luttes qui les opposent ;
- les intérêts sociaux sont donc toujours spécifiques à chaque champ et ne se réduisent pas à l'intérêt de type économique ;
- à chaque champ correspond un habitus (système de dispositions incorporées) propre au champ (l'habitus philosophique ou l'habitus pugilistique). Seuls ceux ayant incorporé l'habitus propre au champ sont en situation de jouer le jeu et de croire en (l'importance de) ce jeu ;
- chaque agent du champ est caractérisé par sa trajectoire sociale, son habitus et sa position dans le champ ;

[1] Bernard LAHIRE, *Champ, hors-champ, contrechamp*, pp.23-57, in *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, op. cit.

- un champ possède une autonomie relative : les luttes qui s'y déroulent ont une logique interne, mais le résultat des luttes (économiques, sociales, politiques...) externes au champ pèse fortement sur l'issue des rapports de force internes.

Pour exister, tout champ doit avoir ces différentes propriétés. Ce qui signifie, a contrario, que si l'une de ces propriétés est manquante, le champ n'est pas constitué. Comme l'observe Bernard Lahire, en effet, certains acteurs qui ne sont pas dotés de l'habitus propre au champ, ou certaines activités qui ne prêtent pas à concurrence, peuvent se situer « hors champ ». Aussi, vouloir à tout prix faire entrer un acteur ou une activité dans un champ ou ignorer l'acteur ou l'activité hors champ serait une erreur.
Le champ est, en fait, un concept particulièrement pertinent en ce qui concerne les acteurs et activités professionnels où l'habitus et la concurrence sont inévitablement présents.

Synthétiquement, le champ apparaît comme un espace de positions contradictoires, relativement autonome, à l'intérieur duquel les acteurs (agents et institutions), dotés de l'habitus propre au champ, dominants ou dominés selon la quantité de capital spécifique au champ qu'ils possèdent, se livrent à un affrontement consenti, dans le cadre des règles du jeu et des enjeux du champ, en développant des stratégies ou de conservation ou de subversion, aux fins d'augmenter leur quantité de capital.

Pour bien rendre compte de la dynamique du champ, Pierre Bourdieu en fait un espace de jeu[1], dont l'enjeu ou le gain est le monopole de l'autorité sur ce champ.
Les joueurs sont les acteurs dotés de l'habitus propre au champ, dont les positions sont divergentes, voire opposées. Ils sont répartis en deux camps, celui des dominants ou « tenants » et celui des dominés ou « prétendants » ou encore « nouveaux entrants », sachant qu'il existe des dominés et des dominants, et dans le camp des dominés, et dans le camp des dominants.
L'habitus est le moteur du jeu, ce qui pousse les acteurs à jouer, car il implique *« la connaissance et la reconnaissance des lois immanentes du jeu, des enjeux etc. »*[2]. Pour jouer le jeu, les acteurs doivent, en effet, respecter la loi du champ. Ainsi, le champ est soumis à la loi (dialectique) de l'offre et de la demande qui se fait rencontrer la logique de production et la logique de consommation. L'enjeu consiste dans la définition des instruments et des enjeux légitimes de la lutte, en transformation constante.
Pour gagner, le joueur doit augmenter ses biens, convertis en capital, spécifique au champ. Pour cela, il met en œuvre des stratégies, de conservation s'il est dominant, de transformation ou subversion s'il est dominé. Il détient le monopole de l'autorité lorsqu'il possède un capital maximum.

Pierre Bourdieu a analysé de nombreux champs de cette façon : le champ littéraire, le champ scientifique[3], le champ des grandes écoles, le champ journalistique, le champ politique...

---

[1] *« Dans un champ, des agents et des institutions sont en lutte, avec des forces différentes et selon les règles constitutives de cet espace de jeu, pour s'approprier les profits spécifiques qui sont en jeu dans ce jeu. Ceux qui dominent le champ ont les moyens de le faire fonctionner à leur profit, mais ils doivent compter avec la résistance des dominés »*, Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Editions de Minuit, 1984, 277p. ; p.136.
[2] Id., p.114
[3] Parmi les champs analysés par Pierre BOURDIEU, retenons le champ scientifique qu'il considère comme *« un espace objectif de jeu où se trouvent engagés des enjeux spécifiques »*[3]. Le gain ou l'enjeu est le monopole de la compétence scientifique. La compétence est la capacité reconnue à un agent, par un groupe de savants, à parler et à agir. Elle permet d'imposer la définition de la science, qui correspond aux intérêts de son auteur. Les joueurs sont *« les producteurs d'intérêts »*, ceux qui déterminent et financent les axes de recherche, et les chercheurs. Les premiers appartiennent au camp des dominants, les seconds au camp des dominés. Les dominants cherchent à perpétuer l'ordre scientifique établi, la science officielle, tandis que les dominés se battent pour donner à la

Mais le champ ne peut s'envisager indépendamment de l'habitus, concept central auquel Pierre Bourdieu a très tôt consacré des développements.

L'habitus fait le lien non seulement entre le subjectif et l'objectif, entre la conscience et l'action humaines, mais également entre le singulier et le collectif, entre l'individu et l'espace social, en orchestrant la transposition de l'espace social dans la conscience de l'individu elle-même convertie en actions concrètes. Ainsi, l'habitus résulte de l'opération selon laquelle les agents assimilent mentalement l'espace social avant de penser et d'agir.
Les habitus sont, selon lui, des *« systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées dans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre »*[1].
En d'autres termes, en prenant conscience de la position (dominante ou dominée) qu'il occupe dans un champ donné, l'agent acquiert des « dispositions » ou potentialités qui le conduisent, sans qu'il y soit contraint, à adopter certaines manières de penser et d'agir quasi-automatiques.
L'habitus, par son pouvoir de conformisation, d'aliénation, pourrait-on dire, des agents, produit une force d'inertie.
L'agent agit et pense conformément à son habitus. Celui-ci lui commandera d'engager des actions les plus à même de produire un gain, celles qui en « valent la chandelle » et de se garder de prendre des risques trop élevés. De cette manière, « *l'habitus tend à engendre toutes les conduits raisonnables, de sens commun, qui sont possibles dans les limites de ces régularités, et celles-là seulement, et qui ont toutes les chances d'être positivement sanctionnées parce qu'elles sont objectivement ajustées à la logique caractéristique d'un champ déterminé, dont elles anticipent l'avenir objectif ; il tend du même coup à exclure sans violence, dans art, sans argument, toutes les folies, c'est-à-dire toutes les conduites vouées à être négativement sanctionnées parce qu'incompatibles avec les conditions objectives* »[2]. En conséquence, la ligne de conduite adoptée par l'agent paraît toute tracée. Ce n'est pourtant pas le cas.

Pierre Bourdieu s'est refusé à voir dans l'agent le simple reflet de la réalité objective Il arrive, en effet, que quelques-uns prennent des risques, fassent des « folies », au mépris de leur habitus. Mais le fait qu'ils soient minoritaires n'entame pas l'effet de permanence de l'habitus. Pierre Bourdieu rejoint ici Marx dans la reconnaissance d'un phénomène de reproduction des institutions d'un champ, qui, selon lui, voient dans l'habitus le moyen le plus sûr et le plus facile de se stabiliser et de se pérenniser.

Pierre Bourdieu a repéré plusieurs types d'habitus qui indiquent à l'agent le cap à tenir pour l'avenir.

---

science une définition nouvelle. S'il veut gagner, le joueur doit augmenter le volume de son capital scientifique, qui est une espèce particulière de capital social selon Pierre Bourdieu, notamment par l'acquisition de diplômes obtenus dans des grandes écoles, avec de bonnes notes, et le faire reconnaître par les savants engagés dans le même jeu (capital symbolique).

[1] Pierre BOURDIEU, *Le sens pratique*, op. cit., p.88.

[2] Id. p.93-94.

Tout d'abord, il différencie les habitus individuels des habitus de classe. Pour lui, en effet, l'agent est doté non seulement d'un habitus qui lui appartient en propre et qui traduit son « style » personnel, mais aussi d'un habitus de la classe ou du groupe auquel il est rattaché.
Si l'habitus individuel est le reflet de l'habitus de classe, il s'en distingue dans le même temps par la « touche » personnelle que chaque agent lui apporte de par ses propres expériences. Comme le remarque Pierre Bourdieu, « *le style personnel c'est-à-dire cette marque particulière que portent tous les produits d'un même habitus, pratiques ou oeuvres, n'est jamais qu'un écart par rapport au style propre à une époque ou à une classe, si bien qu'il renvoie au style commun non seulement par la conformité, à la façon de Phidias qui, selon Hegel, n'avait pas de manière, mais aussi ma différence qui fait la manière* »[1]. Ainsi, l'habitus de classe est vecteur d'assimilation, tandis que l'habitus individuel est vecteur de distinction, sachant que le premier assimile le second.
Ensuite, il distingue l'habitus primaire des habitus « secondaires ». L'habitus primaire, prédominant, est acquis par l'agent au cours de son enfance. D'autres habitus, comme l'habitus scolaire, professionnel ou familial, viennent se greffer ultérieurement.

➢ La conception bourdieusienne du monde social

Chez Pierre Bourdieu, le monde ou l'espace social est composé de champs.
Il est occupé d'un côté par des agents, qui constituent le corps socialisé, producteurs de dispositions, et d'un autre côté par des institutions qui peuvent recouvrir non seulement un forme physique comme les machines, les livres, les monuments mais aussi une forme abstraite comme le droit, les théories scientifiques.

Pour clairement signifier qu'ils bénéficient d'une relative autonomie d'action, Pierre Bourdieu différencie les agents des sujets et des objets. Pour lui, en effet, ils ne sont ni des reflets purs de la réalité ou « *des automates réglés comme des horloges selon des lois mécaniques qui leur échappent* »[2] , ni des individus totalement libres. L'agent ou le « sujet d'actes »[3] est à la fois déterminé par la ou les postions qu'il occupe matériellement dans le champ et indéterminé de par sa « liberté » d'action découlant de son habitus individuel, synthèse de ses expériences personnelles.
« L'agent agissant »[4] est donc un acteur, à même de développer des stratégies qui nécessitent « *une invention permanente, indispensable pour s'adapter à des situations indéfiniment variées, jamais parfaitement identiques* »[5]. C'est donc sa capacité d'adaptation aux situations qui démontre l'existence, chez l'agent, d'une autonomie de pensée et d'action.

Cette autonomie est toutefois limitée en raison du poids des règles de l'espace social. Les règles symboliques, notamment, constituent une source importante d'aliénation, de dépossession de l'identité de l'agent, qu'elle soit politique ou culturelle. Par exemple, l'idéologie ou le fétichisme, qui tend à inculquer chez les agents des croyances, des représentations fausses de la réalité, contribue à masquer les rapports de domination, à neutraliser les actions subversives et par là, à maintenir en l'état les rapports de force existants. Pierre Bourdieu estime que seule la connaissance des lois peut permettre à l'agent de rompre ses chaînes.

---

[1] Id., p.101.
[2] Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, Editions de Minuit, 1987, 229p. ; p.19.
[3] Pierre BOURDIEU, *La distinction*, op. cit. p.545.
[4] Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, op. cit. p.23.
[5] Id., p.79-80.

Les agents ou acteurs se rassemblent concrètement dans des « espaces de relations »[1], et, symboliquement, dans des classes sociales que Pierre Bourdieu considère comme des « *ensembles d'agents occupant des dispositions semblables qui, placés dans des conditions semblables, ont toutes les chances d'avoir des dispositions et des intérêts semblables, donc, de produire des pratiques et des prises de position semblables* »[2]. C'est donc au départ l'analogie de leurs habitus individuels qui pousse les agents à penser qu'ils appartiennent à la même classe. Par la suite, ils produisent un habitus de classe dont l'effet est de perpétuer l'existence (virtuelle) de la classe.

Les classes résultent donc des opérations mentales de classement effectuées par les agents sous couvert de leur habitus. Or, du fait de la pluralité des habitus, les agents font des classements différents qui entrent en contradiction. D'où l'expression utilisée par Pierre Bourdieu de « lutte des classements », par laquelle chaque agent ou groupe d'agents essaie d'imposer, de légitimer sa vision symbolique du monde social, les rapports de force qui le constituent. Pour ce faire, les agents mettent en oeuvre, s'ils veulent changer l'état de ces rapports de force, des stratégies de subversion, s'ils veulent, au contraire, le maintenir, des stratégies de conservation. La mise en oeuvre des stratégies de subversion peut aboutir à des révolutions, souvent partielles, rarement inaugurales. La révolution partielle peut conduire à la destruction de la hiérarchie sans que l'espace de jeu, le champ donc, soit menacé en raison de la reconnaissance préalable des agents des règles du jeu pour faire partie du jeu, alors que la révolution inaugurale peut faire disparaître et/ou naître un champ.

Voilà, brièvement énoncés les rouages du monde social selon Pierre Bourdieu. En résumé, la totalité sociale, c'est-à-dire l'espace social, se compose d'une sous-totalité concrète et d'une sous-totalité symbolique, la première étant constituée de structures objectives, les champs, la seconde de structures subjectives, les habitus.
Marquant ainsi sa rupture avec le structuralisme comme avec le subjectivisme, il affirme que les champs et les habitus entrent dans des rapports dialectiques, donc, des rapports à la fois matériels, contradictoires et dynamiques.

Il se dégage une triple conception du monde social que nous allons approfondir successivement : une conception déterministe, conflictuelle et dynamique.

✓ Une conception déterministe du monde social

Pour Pierre Bourdieu, les champs déterminent les habitus des agents qui produisent des pratiques qui déterminent les champs. Schématiquement, l'objectif définit le subjectif qui définit l'objectif et ainsi de suite. Deux principes essentiels apparaissent par conséquent. D'une part, les structures objectives précédent les structures subjectives et en sont donc à l'origine. D'autre part, les structures subjectives influencent les structures objectives autant que l'inverse.

L'existence des champs précède celle des habitus que les champs ont produits par le prisme des agents. L'agent construit des dispositions en fonction de la position qu'il occupe dans le champ, et ce, dans le respect des lois du champ.
Ce respect résulte de l'intérêt, voire de la nécessité que représente l'existence du champ : sans champ, pas de positions, pas de dispositions, pas d' actions, pas de transformations, bref pas de jeu, rien à gagner.

---

[1] Pierre BOURDIEU, *Espace social et genèse des classes*, op. cit., p.4.
[2] Id.

Il n'y aurait pas de jeu non plus s'il n'y avait pas de joueurs. Un joueur c'est quelqu'un qui a envie de jouer et qui est capable de mettre en oeuvre des stratégies.

Or, la motivation au jeu résulte de l'habitus. En réintroduisant et en refondant le concept d'habitus, qui *« vise à fonder la possibilité d'une science des pratiques échappant à l'alternative du finalisme et du mécanisme »*[1], Pierre Bourdieu veut démontrer que l'agent n'agit pas mécaniquement en fonction de la position qu'il occupe, mais en fonction de ses dispositions individuelles et collectives. Car l'agent comprend cette double dimension, singulière et plurielle par la possession d'un habitus qui lui appartient en propre et d'un habitus de classe.

Les agents, membres d'une même classe, suivent une trajectoire « modale » ou « équiprobable », c'est-à-dire à peu près identique, entre le capital d'origine et le capital d'arrivée. Cependant, il arrive que certains d'entre eux empruntent des voies différentes en raison d'événements collectifs (guerre, crise) ou individuels (rencontres).
La capacité des agents à contourner le tracé de la trajectoire modale dessiné par la classe repose sur la dialectique entre dispositions et positions, entre aspirations et réalisations. Plus l'écart entre les contraires est réduit, moins cette capacité est importante. Autrement dit, le rétrécissement de la contradiction favorise la renonciation de l'agent à prendre une autre direction.
Pour résumer, *« les membres d'une classe disposant à l'origine d'un certain capital économique et culturel sont voués avec une probabilité donnée à une trajectoire scolaire et sociale conduisant à une position donnée, c'est-à-dire en effet qu'une fraction de classe est vouée à dévier par rapport à la trajectoire la plus fréquente pour la classe dans son ensemble, empruntant la trajectoire, supérieure ou inférieure, qui était la plus probable pour les membres d'une autre classe, et se déclassant ainsi par le haut ou par le bas »*[2].
La pratique d'un agent se définit non seulement par son origine sociale mais aussi par le double effet d'inculcation (morale, religieuse, politique) et de trajectoire.

En outre, le joueur met en oeuvre des stratégies qui visent à obtenir une position plus favorable dans la hiérarchie (stratégies de subversion), ou à maintenir la position favorable ou dominante qu'il occupe déjà (stratégies de conservation).

Les agents ne s'inscrivent pas une fois pour toutes dans un espace de relations déterminé, de même qu'ils n'agissent pas systématiquement conformément à leur habitus, individuel ou de classe. Donc, tout n'est pas joué une fois pour toutes grâce aux dispositions des agents bien que, pour jouer, ces derniers doivent reconnaître les règles du jeu (du champ). Et c'est précisément la connaissance de ces règles ou lois ou plus exactement des raisons de ces lois qui est source d'émancipation des agents.

✓ Une conception conflictuelle du monde social

Selon Pierre Bourdieu, le monde social est un terrain de luttes. Il estime, en effet que *« La structure du champ est un état du rapport de force entre les agents ou les institutions engagés dans la lutte ou, si l'on préfère, de la distribution du capital spécifique qui, accumulé au cours des luttes antérieures, oriente les stratégies ultérieures. Cette structure, qui est au*

[1] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p. 119.
[2] Pierre BOURDIEU, *La distinction*, op. cit., pp.123-124.

principe des stratégies destinées à la transformer, est elle-même toujours en jeu : les luttes dont le champ est le lieu ont pour enjeu le monopole de la violence symbolique (autorité spécifique) qui est caractéristique du champ considéré, c'est-à-dire, en définitive, la conservation ou la subversion de la structure de la distribution du capital spécifique »[1]. En d'autres termes, le champ est un lieu d'affrontement entre agents et institutions qui cherchent, en accumulant du capital et en mettant en oeuvre des stratégies de conservation ou de subversion, à détenir le monopole de la violence symbolique nécessaire à la définition légitime du champ, précisément, des classements qui le composent.

L'objet de la lutte est donc bien la définition des classements ayant cours dans le champ, ou encore l'imposition, par la violence symbolique, de la division légitime du monde social (la division du travail) . Ces classements s'organisent sur la base de couples contradictoires : beau/laid, haut/bas, lourd/léger etc. Il peut s'agir de classements « incorporés » (passés dans l'habitus) ou de classements « objectivés », validés par les institutions.

Or, comme les agents adoptent des classements différents voire opposés en raison de leurs propriétés qui sont elles-mêmes différentes et contradictoires, ils entrent forcément en conflit. Ils le font soit de manière individuelle, soit de manière collective dans le cadre de la classe à laquelle ils pensent appartenir. Rappelons que par classe, Pierre Bourdieu entend « *un ensemble d'agents qui sont placés dans des conditions d'existence homogènes, imposant des conditionnements homogènes et produisant des systèmes de dispositions homogènes, propres à engendrer des pratiques semblables, et qui possèdent un ensemble de propriétés communes, propriétés objectivées, parfois juridiquement garanties(comme la possession de biens pou de pouvoir) ou incorporée comme les habitus de classe* »[2], c'est-à-dire un groupe d'agents dont l'analogie des propriétés[3] les conduit à adopter des positions sociales et des dispositions individuelles semblables, qui les engagent dans des actions similaires selon un habitus commun (de classe).

La mise en œuvre du pouvoir de classification fait naître une hiérarchie dans laquelle les agents sont classés, de la base vers le sommet, en fonction du volume et de la composition du capital qu'ils possèdent. Celui qui se trouve en bas de la hiérarchie cherchera à remonter le classement, tandis que celui qui se trouve au sommet cherchera à y demeurer.

La lutte des classements se manifeste à la fois au plan objectif, par exemple par des manifestations, et au plan subjectif par les mots, le langage.
Elle met en jeu un capital lui-même symbolique, égal au « *capital économique ou culturel lorsqu'il est connu et reconnu* »[4], notamment par le droit, par le biais les titres scolaires ou les titres de noblesse.
L'Etat dispose du volume le plus élevé de capital symbolique, en tant que « *crédit, pouvoir imparti à ceux qui ont obtenu assez de reconnaissance pour être en mesure d'imposer la reconnaissance* »[5], qui lui permet d'imposer la classification officielle, légitime du monde social, de faire des classes ou des groupes avec des mots.
Or, cette vision légitime, promue par des stratégies de conservation, entre en conflit avec d'autres visions d'agents qui vont mettre en œuvre des stratégies de transformation afin d'imposer la leur.

---

[1] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p.114.
[2] Pierre BOURDIEU, *La distinction*, op. cit., p.112.
[3] A côté des « propriétés » principales, liées aux rapports de production, qui sont la profession et le revenu, il existe d'autres propriétés telles que l'âge, le sexe ou la religion.
[4] Pierre BOURDIEU, *Choses dites*, op. cit., p.160.
[5] Id., p.164.

En définitive, Bourdieu estime que « *la lutte des classements est une dimension fondamentale de la lutte des classes* » (164), par laquelle « *les systèmes de classement dominants sont sans cesse remis en question et [...] à travers [laquelle] les différentes classes ou fractions de classe s'efforcent d'imposer leur propre système de classement comme légitime, directement ou par l'intermédiaire des professionnels qui s'affrontent dans les champs de production spécialisés* »[1].

✓ Une conception dynamique du monde social

Selon Pierre Bourdieu, le champ obéit à une logique dynamique qui s'inscrit dans le concept de révolution.

Pierre Bourdieu distingue la révolution permanente qui agite le champ sans le détruire, de la révolution inaugurale qui donne le jour à un nouveau champ. La révolution permanente est une révolution partielle, que s'autorisent à mener dominants et dominés. Institutionnalisée, contrôlée, elle produit des effets limités, ne remettant pas en question le champ tel qu'il existe. Simplement, elle vise à renverser la vapeur par la permutation des positions dominées et dominantes. Tandis que la révolution inaugurale réduit à néant le champ ancien, balayant l'ordre existant jusqu'alors dans le champ. Pierre Bourdieu fait la distinction de la façon suivante : « *la question capitale, pour toute stratégie révolutionnaire* [est] *de savoir si, au moment considéré, les classes dominées constituent un pouvoir antagoniste, capable de définir ses propres objectifs, bref, une classe mobilisée, ou, au contraire, une strate située au point le plus bas d'un espace hiérarchisé, et définie par sa distance aux valeurs dominantes, ou, en d'autres termes, si la lutte entre les classes est une lutte révolutionnaire, visant à renverser l'ordre établi, ou une lutte de concurrence, sorte de course poursuite dans laquelle les dominés s'efforcent de s'approprier les propriétés des dominants* »[2].

La révolution, qu'elle soit permanente ou inaugurale, est possible parce que les agents dominants, plus exactement ceux qui sont dominés parmi les dominants, concèdent aux agents dominés une marge de manœuvre leur permettant d'exprimer et de concrétiser leur volonté de se hisser vers le haut du classement et, par là, de modifier les rapports de domination en les inversant, ou de faire naître un nouveau champ. Sans cette « *alliance ambiguë* »[3], aucun changement ne pourrait avoir lieu.

Les agents « révolutionnaires » doivent disposer d'un capital spécifique au champ qui soit élevé, se battre avec des armes solides et reconnues, ce qui incite Pierre Bourdieu à écrire, à propos du champ scientifique : « *la révolution scientifique n'est pas l'affaire des plus démunis, mais, au contraire, des plus riches scientifiquement parmi les nouveaux entrants* »[4].

La transformation partielle ou totale du champ engendre le progrès. Pierre Bourdieu l'affirme lors de son analyse du champ scientifique : « *le fait que le champ scientifique comporte*

---

[1] Pierre BOURDIEU, *La distinction*, op. cit., p.256.
[2] Pierre BOURDIEU, *Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique*, ARSS n°88, 1981, p.73.
[3] « *dans laquelle les producteurs culturels, dominés parmi les dominants, offrent aux dominés, au prix d'une sorte de détournement de capital culturel accumulé, les moyens de constituer objectivement leur vision du monde et la représentation de leurs intérêts dans une théorie explicite et dans des instruments de représentation institutionnalisés, organisations syndicales, partis, technologies sociales de mobilisation et de manifestation etc.* », Pierre BOURDIEU, *Espace social et genèse des « classes »*, op. cit., p.10.
[4] Pierre BOURDIEU, *Le champ scientifique*, ARRS n°2/3, 1976, p.99.

toujours une part d'arbitraire social dans la mesure où il sert les intérêts de ceux qui, dans le champ et/ou hors du champ, sont en mesure d'en percevoir les profits, n'exclut pas que, sous certaines conditions, la logique propre du champ et en particulier la lutte entre les dominants et les nouveaux entrants et la censure croisée qui en résulte n'exercent un détournement systématique des fins qui fait tourner continûment la poursuite des intérêts scientifiques privés (entendus au double sens) au profit de la science »[1].

Les dominés qui cherchent à devenir dominants, développent leur capital, leur niveau de connaissance, contribuent à objectiver de plus en plus le champ et participent, de cette manière, au progrès.

Ainsi, malgré la nature négative, arbitraire des rouages sur lesquels elle se fonde, l'évolution du champ est positive.

Conclusion

Ce travail d'appropriation théorique met en lumière des lignes directrices pour conceptualiser les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux.

Les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux seront envisagés en tant que totalité sociale, mouvante, en tension permanente avec le droit, le travail social. Ils s'inscrivent au cœur des relations stratégiques entre l'Etat, les institutions sociales et juridiques, les professionnels du droit et du travail social et les usagers de l'aide à l'accès au droit. Le droit et le travail social non seulement ont un mode de fonctionnement relationnel qui leur est propre, mais entrent également en relation l'un avec l'autre à propos de la question de l'aide à l'accès au droit. Ces deux niveaux de relations exercent une influence sur la définition des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux. Ceux-ci sont le produit des consensus, des concurrences et des contradictions qu'ils produisent.

Ainsi, la totalité sera la catégorie d'appui dans le chapitre consacré à la reconnaissance sociale des activités juridiques des travailleurs sociaux de même que dans celui portant sur l'analyse socio-économique de ces activités, mais aussi au moment de la définition du dispositif global de formation des travailleurs sociaux. La prise en compte du phénomène de transformation, d'historicité interviendra principalement dans le chapitre s'intéressant à l'évolution des activités juridiques des travailleurs sociaux. Quant au concept de contradiction, nous y ferons référence tout au long de la thèse. Pour comprendre ce qu'est le droit, le travail social, le besoin de formation, dans leurs spécificités, la théorie des champs sera mobilisée. Enfin, l'analyse de la position sociale des travailleurs sociaux dans le champ juridique (aide à l'accès au droit) se fondera sur le concept de capital.

C'est cette conception dialectique qui va nous servir de référence pour analyser la formation juridique des travailleurs sociaux

§2. LECTURES DIALECTIQUES DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

L'objet de ce paragraphe est donc la lecture théorique dialectique des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux.

Or, cet objet est en relation avec deux pôles interdépendants dont on a déjà parlé : le droit et le travail social. Comment mener une analyse dialectique des besoins de formation si, en amont, l'investigation de type dialectique n'a pas porté sur le droit lui-même et le travail social ?

[1] Id., p.98.

C'est pourquoi nos lectures dialectiques vont porter d'abord sur le droit, puis sur le travail social, et enfin, sur le besoin de formation.

2.1. Lectures dialectiques du droit

➢ Remarques préliminaires

Le droit ne constitue pas, chez Marx, un objet d'investigation théorique.
Il le considère comme un élément de la superstructure, comprenant la structure idéologique et la structure juridico-politique. A la lecture des quelques textes (ce sont les œuvres de jeunesse de Marx qui se préoccupent le plus de la sphère juridique) qu'il consacre à l'examen concret des institutions juridiques, Marx paraît concevoir le droit de deux manières différentes, opposées, mettant en lumière sa nature dialectique.
Il lui confère une portée négative en raison de son caractère éminemment politisé et coercitif. La classe dominante lui attribue un caractère répressif afin de préserver sa position. En ce sens, le droit permet de normaliser, de légitimer la réalité sociale.
Il lui reconnaît, dans le même temps, une certaine efficacité. Outil au service de la classe dominée, utilisé aux fins de faire valoir ses aspirations, il devient porteur du progrès social.
Cependant, le manque d'investissement scientifique de l'auteur à l'égard de l'objet juridique empêche d'annoncer l'existence d'une théorie marxiste du droit. Marx ne voit pas l'intérêt de s'intéresser plus longuement à cette fonction du droit, dans la mesure ou celui-ci est condamné à disparaître, dans le sillage du dépérissement de l'Etat. Le droit bourgeois est amené à céder la place au profit d'un droit « spontané ».
L'analyse scientifique du droit selon la théorie marxiste ne semble pas avoir été encore construite, au moins de manière satisfaisante, globale.

La première tendance, représentée par Stuchka et Evguenii Pashukanis[1], voit dans le droit un instrument de la superstructure déterminé, conditionné[2] par l'instance économique. Les relations juridiques sont tout simplement calquées sur les rapports économiques, sans différenciation. De sorte que l'objet juridique, n'étant pas spécifiquement reconnu, privé d'autonomie, bref, faisant défaut, fait obstacle à toute investigation scientifique en tant que champ (pourvu d'une autonomie relative).

La seconde tendance, qualifiée par Nicos Poulantzas de *volontariste*, incarnée par Reisner et Andréï Vyschinski[3], considère le droit comme un ensemble de normes édictées par l'Etat au bénéfice de la classe dominante dont il représente les intérêts. Elle s'appuie sur cette affirmation de Marx dans le Manifeste : *votre droit n'est que la volonté de votre classe érigée en loi, une volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles de vie de votre classe*. La difficulté tient à ce qu'une telle affirmation est dépourvue de valeur scientifique, le *Manifeste* ayant une portée politique, et non scientifique (au contraire du *Capital* que Marx mît plus de vingt ans à écrire, alors que le *Manifeste* lui prît quelques semaines). Reposant sur la volonté de classe, cette thèse conduit à explorer le droit comme un objet idéologique, et non scientifique.

---

[1] Considéré par Umberto CERRONI comme *le premier savant marxiste authentique et sérieux dans le domaine du droit.*
[2] CERRONI parle de *conditionnement économique et social.*
[3] Qui élabora une théorie juridique soviétique sous Staline.

Pourtant, *Le Capital* recèle des éléments méthodologiques suffisants pour parvenir à poser les principes d'une science juridique selon Marx. Une approche scientifique du droit selon la théorie marxiste commence par la compréhension d'un mode de production spécifié (par exemple le mode de production capitaliste), ensemble complexe de structures et de niveaux, parmi lesquels le niveau juridique, dont il est impératif de saisir les articulations. Le niveau juridique comporte plusieurs droits, dont le plus fort est celui qui appartient au mode de production dominant. La conception dominante du droit est historiquement entourée d'autres conceptions avec lesquelles elle coexiste et dont elle triomphe à un moment donné. C'est la traduction scientifique du rapport de la lutte des classes avec le droit. Pour résumer, reprenons le propos de Poulantzas : « *le déchiffrement du rapport constitutif du Droit et de la lutte des classes ne peut être scientifiquement établi que par sa localisation préalable dans l'ensemble complexe des structures d'un mode de production et d'une formation : c'est cette localisation qui, précisément, nous livre les clés d'investigation de son rapport avec le champ de la lutte des classes* »[1].

En guise de conclusion de son article publié en 1967, Cerroni écrit : « *il y a encore beaucoup de travail à faire sur Marx, pas seulement pour les économistes, mais aussi pour les sociologues et pour les juristes. Et le travail à poursuivre est d'une telle portée scientifique que tout préjugé politique de sympathie ou d'antipathie risque de gâcher : cent ans après le Capital, Marx a le droit d'être traité scientifiquement* »[2]. Ce message a-t-il été entendu ?

Du côté des sociologues, Monique Chemillier-Gendreau précise dans son analyse dialectique applicable au droit que «*...le droit n'a aucun sens sans la prise en considération des contradictions elles-mêmes qui suscitent l'intervention de la norme juridique. Elles sont constitutives de son essence même...Une situation d'harmonie et de stabilité (à supposer qu'il en existât, rendrait toute règle de droit inutile. C'est le conflit d'intérêts ou de prétentions qui crée le besoin de droit et fonde la nécessité d'une intervention sociale sous la forme d'un commandement* »[3]. Autrement dit ce sont les conflits d'intérêts qui génèrent le droit, dont l'objet est de les dépasser.

Lorsqu'il s'efforce de définir le droit, Pierre Bourdieu émet une critique vis à vis des marxistes structuralistes[4] qui définissent la société comme une pluralité de structures (dont le droit) indépendantes les unes des autres, déterminées par l'économie en dernière instance (faisant du droit un mode domination idéologique et répressif). Les hommes n'y ont pas d'identité propre, étant réduits à l'état de produits des structures.

Il a mené une étude du droit en 1986[5].
Entre la conception formaliste selon laquelle le droit se construit de façon autonome par rapport au monde social et aux structuralistes qui voient dans le droit le reflet direct des rapports de force existant dans le monde social, Pierre Bourdieu adopte une position intermédiaire, intégrant la double dimension externaliste et internaliste. Pour lui, en effet, le droit est en même temps autonome et dépendant du monde social.

La question qu'il se pose est la suivante : « *quelles conditions historiques doivent-elles être remplies pour que puisse émerger à la faveur des luttes au sein du champ du pouvoir, un*

---

[1] Nicos POULANTZAS, *A propos de la théorie marxiste du droit,* Archives de philo. du droit, n°12, 1967, pp.145-162.
[2] Umberto CERRONI, *Marxisme et droit,* Archives de philo. du droit, n°12, 1967, pp.131-143.
[3] Monique CHEMILLIER-GENDREAU, *Introduction générale au droit,* Eyrolles, 1990, 173p. ; p.54.
[4] Avec à leur tête Louis Althusser, philosophe et théoricien marxiste français.
[5] Pierre BOURDIEU, *La force du droit, éléments pour une sociologie du champ juridique,* ARSS, 1986, pp.3-19.

univers social autonome, capable de produire et de reproduire, par la logique de son fonctionnement spécifique, un corpus juridique relativement indépendant des contraintes externes ? ».
Son hypothèse est que le droit est un univers autonome dans la mesure où il obéit à une division du travail qui lui est propre, un langage spécifique y a cours, il a sa propre loi de l'offre et de la demande, mais que cette autonomie demeure relative dans la mesure où il fait l'objet de nombreuses incursions d'autres champs, politique, économique notamment, en raison des enjeux importants qu'il représente notamment en termes de violence symbolique.

Pierre Bourdieu considère que le champ juridique est un lieu d'opposition entre des agents et des institutions, inégalement dotés en compétences juridiques, qui cherchent à monopoliser l'exercice légitime de ces compétences. C'est le degré de compétences juridiques, c'est-à-dire d'interprétation autorisée du droit, des agents qui détermine la place qu'ils occupent dans la hiérarchie.

Aussitôt, une séparation s'impose entre les professionnels, reconnus capables d'interpréter le droit et les profanes, dépourvus de compétences juridiques, pouvant être regardés comme des exclus du jeu. La maîtrise du langage juridique est le critère déterminant d'appartenance à la classe des agents juridiques. Il constitue la clé d'entrée dans le champ juridique.
Les professionnels du droit ou « interprètes autorisés » se différencient eux-mêmes selon le volume et la structure d'espèces différentes de capital juridique qu'ils possèdent et qui déterminent leur position dans la hiérarchie. Une concurrence s'installe, selon des procédures et règles spécifiques et reconnues, entre deux catégories principales de juristes : les théoriciens et les praticiens. Les théoriciens, représentés par les professeurs, élaborent la doctrine, tandis que les praticiens, magistrats ou avocats, sont chargés de l'application du droit. Leurs intérêts divergents les poussent à s'affronter non seulement de catégorie à catégorie mais également à l'intérieur de leur propre catégorie.

Cette lutte symbolique n'écarte cependant pas l'existence d'une certaine complicité ou encore entente mutuelle, nécessaire à la survie du champ. Ainsi, les praticiens favorisent la légitimation de la doctrine en la rendant applicable à la réalité sociale mouvante, en permettant sa transposition concrète par le biais de la jurisprudence. De même que les théoriciens donnent à la jurisprudence ou au « verdict » sa légitimité en lui consacrant une dimension universelle, neutre et autonome.
Finalement, un corpus juridique cohérent émerge, permettant au champ juridique d'exister et de fonctionner.

Le droit n'est donc pas ouvert à tous, mais seulement à ceux qui détiennent du capital juridique. Ce capital se compose en grande partie du langage juridique. Ceux qui ignorent la signification juridique des mots : profanes, justiciables ou clients, sont obligés de recourir aux services de juristes qui, eux, maîtrisent le langage juridique dont l'appropriation est assurée par l'institution scolaire.
En effet, entrent dans le champ juridique uniquement les conflits qui le méritent, c'est-à-dire ceux qui nécessitent l'intervention d'un juriste comme « médiateur » et qui se règlent obligatoirement de façon pacifique.
Le recours au juriste s'est accru avec le phénomène de « juridicisation » qui entraîne une augmentation des besoins juridiques et qui accentue la séparation entre profanes et juristes.

Le droit fonctionne selon une loi spécifique de l'offre et de la demande : l'offre juridique des professionnels et la demande juridique des profanes, conditionnée par l'offre.

L'offre juridique résulte de l'effet combiné de la concurrence entre juristes et de la connivence entre la classe juridique et la classe politique. Car les juristes et les politiques appartiennent, selon Pierre Bourdieu, à la même classe, dominante, dont l'intérêt commun est le maintien de l'ordre établi. Pour cette raison, les politiques soutiennent les juristes en les autorisant à interpréter de droit qu'ils définissent, en leur octroyant des titres scolaires nécessaires, tout comme les juristes soutiennent l'Etat en promouvant sa vision du monde social à travers la doctrine et les verdicts.
Ce qui importe c'est de faire croire aux profanes, qui constituent la classe dominée, que le droit est neutre, universel et autonome et non pas, comme c'est le cas dans la réalité, qu'il est porteur des intérêts particuliers de la classe dominante.
En ce sens, le droit est un instrument d'imposition de la légitimité d'un ordre social.

Pour conclure, étant donné le rôle fondamental que le droit est amené à jouer en tant que reproducteur de l'ordre établi, il ne peut être aussi autonome que d'autres champs comme le champ littéraire ou artistique. Le droit est donc interdépendant du champ social, et les transformations qui s'y opèrent sont la conséquence de celles qui s'opèrent dans le champ social.
Le droit obéit à une logique externe, en tant qu'il est déterminé par les rapports qu'il entretient avec l'espace social et d'autres champs, et à une logique interne, c'est-à-dire à des règles qui lui sont spécifiques. C'est précisément cette logique interne que nous allons essayer de dégager, en lien avec l'objet de notre recherche.

La dynamique du droit sera élucidée d'abord à travers ses acteurs, ensuite à travers son langage et, enfin, à travers les luttes qu'il suscite.

➢ Les institutions et acteurs juridiques ou la division du travail juridique

Le droit est un champ dans lequel des institutions et des agents juridiques occupent des positions différentes selon la quantité de capital juridique qu'ils possèdent.

Le capital juridique se décline en :

- capital culturel qui, dans sa forme objectivée regroupe les ouvrages de droit : codes, revues juridiques etc., dans sa forme institutionnalisée renvoie aux diplômes de droit, et, dans sa forme incorporée, devient un habitus juridique. En effet, en prenant conscience de la position qu'il occupe dans le champ du droit, l'agent juridique acquiert des dispositions constitutives de l'habitus qui le conduisent « naturellement » à adopter une façon de penser et d'agir le droit ;
- capital social constitué d'un réseau de relations avec des institutions et des agents juridiques ;
- capital symbolique qui s'analyse comme le pouvoir de légitimation du droit, ou encore comme le moyen d'imposer sa propre vision du droit. C'est le langage juridique qui le permet au plus haut niveau.

Ce capital comprend une dimension économique à partir du moment où les personnes qui le possèdent sont en mesure de retirer des revenus de leurs activités juridiques. C'est le cas des professionnels du droit ou juristes tels que les magistrats, les avocats, les notaires par exemple.

Parmi les institutions juridiques, se trouvent les institutions politiques ou administratives, les institutions professionnelles et les institutions de formation.

Les institutions politiques juridiques regroupent le ministère de la justice spécialement chargé des questions juridiques au plan national et les services administratifs centraux. Il est intéressant de constater que ces institutions sont composées essentiellement de juges judiciaires et administratifs.
Les institutions professionnelles sont les ordres des professions juridiques comme l'ordre des avocats ou le conseil supérieur de la magistrature. Elles assurent le respect des règles professionnelles et sont habilitées à prendre des sanctions disciplinaires.
Enfin, les institutions de formation regroupent les universités de droit et les organismes de formation professionnelle comme l'école nationale de la magistrature ou les centres de formation à la profession d'avocat, pour les plus connues.

Les acteurs juridiques auxquels nous nous intéressons particulièrement sont les juristes, les travailleurs sociaux et les justiciables ou clients démunis, pauvres (en capital juridique).

Le dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit définit les juristes ou professions juridiques comme « *des groupes professionnels qui exercent leur activité dans les systèmes juridiques et judiciaires au nom d'une compétence basée sur le savoir juridique* »[1]. Nous retiendrons que les juristes sont des groupes professionnels (magistrats, avocats..) détenteurs de compétences juridiques reconnues qui exercent leurs activités principalement dans le champ juridique. Pierre Bourdieu fait la distinction entre les théoriciens et les praticiens, comme nous l'avons exposé précédemment.

Les travailleurs sociaux que sont les éducateurs spécialisés et les assistants de service social peuvent être considérés des acteurs juridiques, des « joueurs », dans la mesure où ils possèdent une quantité, quand bien même serait-elle limitée, de capital juridique. Ce capital résulterait a priori de la formation initiale qui comprend un enseignement du droit ainsi que de leurs pratiques professionnelles incluant une dimension juridique.

Les institutions et les acteurs juridiques ne possèdent pas la même quantité de capital juridique.
Ceux qui en ont le plus sont les institutions. Toutefois, parmi ces institutions, certaines sont mieux positionnées que d'autres. Ainsi, les institutions politiques bénéficient d'une position dominante par rapport aux institutions professionnelles et aux institutions de formation. En effet, les institutions politiques exercent un monopole sur la définition légitime du droit. Les institutions professionnelles et les institutions de formation sont reconnues seulement dans la mesure où elles adhérent à cette définition et se proposent de la promouvoir.
Quant aux acteurs, ils n'échappent pas à la hiérarchisation. Au sommet, se trouvent les spécialistes du droit, autrement dit les juristes. Ils occupent une position dominante parce qu'ils détiennent un capital juridique en quantité et en qualité important. Ils sont diplômés en droit, s'appuient sur des documents juridiques, des codes par exemple, pour exercer leurs fonctions, dotés d'une solide culture juridique. Ils manipulent un langage « codé », uniquement accessible aux « connaisseurs », destiné à écarter les « importuns », les profanes. De par la nature de leurs activités professionnelles, ils sont en constante relation avec d'autres juristes, ce qui facilite la constitution d'un réseau. D'un point de vue économique, ils vivent de leurs pratiques juridiques. C'est dans ces conditions qu'ils se distinguent des non juristes. En outre, ils se distinguent entre eux-mêmes du fait de l'existence d'inégalités de capital. Par exemple, un huissier sera moins bien placé qu'un avocat, un magistrat en meilleure position qu'un greffier, un Conseiller d'Etat plus influent qu'un juge d'instance, etc.

[1] *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit,* p.479.

Les magistrat sont prédominants en raison de leur pourvoir de qualification juridique des faits et de leur possession des produits de cette qualification : les jurisprudences. Autrement dit ce sont des producteurs de droit : *« L'on se demande classiquement si les tribunaux sont des législateurs, s'ils ont le pouvoir de mettre en vigueur des règles juridiques. La réponse ne fait pas de doute : en tant qu'autorités publiques d'application du droit, ils édictent des règles ou normes juridiques particulières, ils mettent en vigueur un règlement juridique des litiges qui leur sont soumis ; c'est le sens même du dispositif de leurs actes juridictionnels. Le juge est en ce sens, pour reprendre l'heureuse expression du doyen Ripert, le « législateur des cas particuliers »* »[1]. Leur capital symbolique est très élevé non seulement en raison du langage juridique jurisprudentiel qu'il utilise mais aussi du rituel que représente le procès. L'expression corporelle par la droiture, la distanciation, la rigueur et le port de la robe renforce ce capital. Leur capital culturel l'est également. Les magistrats ont effectué leur formation professionnelle à l'école nationale de la magistrature, extrêmement élitiste. En effet, l'entrée en école s'effectue sur concours. Il existe trois types de concours. Le premier est ouvert aux jeunes diplômés d'université, d'un institut d'études politiques ou d'une école normale supérieure, le second aux fonctionnaires, le troisième aux personnes ayant travaillé huit ans dans le domaine privé, politique ou juridictionnel. En l'an 2000, 189 sur 3491 candidats ont été recrutés, dont 164 au premier concours, 17 au deuxième, 8 au troisième[2].
Les professeurs de droit occupent également une place de choix. Ils interviennent de façon indirecte dans la qualification juridique par le biais de la doctrine. Ils disposent du capital culturel le plus élevé qui soit, ayant fait les études de droit les plus poussées. Ils utilisent un langage juridique scientifique qui constitue un capital symbolique fort.
Les avocats se situent aussi en haut du classement. Par leurs plaidoiries, ils essayent d'orienter la décision du juge, mais ils ne sont pas des producteurs directs de droit. Leur capital culturel est moins élevé que celui des magistrats et des professeurs de droit en raison d'études moins longues ou moins sélectives. Le port de la robe et la gestuelle utilisée dans les plaidoiries sont des éléments de reconnaissance symbolique des avocats. Ils utilisent un langage juridique à la fois spécialisé vis-à-vis de leurs pairs et commun afin de se faire comprendre des clients.
D'autres juristes viennent ensuite, moins bien positionnés. Ce sont les huissiers, les commissaires-priseurs, les greffiers, les clercs de notaire, etc.

Quelle position les travailleurs sociaux occupent-ils dès lors qu'ils remplissent des activités juridiques comme c'est le cas des éducateurs spécialisés et des assistants de service social ?
A première vue, ils disposent d'un capital juridique peu élevé. Ils ne participent pas à la qualification juridique. A priori, ils n'exercent pas d'influence ou très peu sur l'élaboration de la loi. Toutefois, lorsqu'ils travaillent avec les juges, ils sont amenés à éclairer les décisions prises par ces derniers, et dans cette hypothèse, ils participent indirectement à l'élaboration de la jurisprudence. Comme le remarque Valérie Schmidt-Kerhoas[3], l'assistance éducative repose sur une étroite collaboration entre le juge et le travailleur social dans le cadre d'un placement ou d'une action éducative en milieu ouvert (AEMO) qui suppose l'examen de la situation par un éducateur spécialisé ou un assistant de service social. Le travailleur social « référent » chargé du suivi de la situation, fait périodiquement un rapport au juge. C'est par ce rapport qu'il influe sur la décision de juge.
Il apparaît, selon les résultats statistiques suivants, que la majeure partie des assistants de service social, 71%, et des éducateurs spécialisés, 64%, en formation sont titulaires du baccalauréat. Toutefois, 26% des assistants de service social en formation et 22% des éducateurs spécialisés en formation ont fait des études supérieures, notamment universitaires.

---

[1] Paul AMSELEK, *La teneur indécise du droit*, Revue du droit public et de la science politique, 1991, pp.1199-1209.
[2] Statistiques de l'école nationale de la magistrature disponibles sur http://.enm.justice.fr.
[3] Valérie SCHMIDT-KERHOAS, *Les travailleurs sociaux et le droit pénal*, L'Harmattan, 1998, 332p.

Parmi eux peut-être certains ont fait des études universitaires en droit, probablement un DEUG. Quand ce serait le cas, c'est en attente de la réussite au concours d'entrée (la « sélection ») dans un centre de formation au travail social.
Par conséquent, au départ de leur formation, ces futurs travailleurs sociaux n'ont que très rarement un bagage juridique.

Le niveau d'études antérieures des assistants de service social en formation

Niveau d'études ou diplôme le plus élevé	Hommes	Femmes
Etudes primaires ou niveau 6è, 5è, 4è	0	0
BEP carrières sanitaires et sociales	0	0
Autres BEP, CAP, BEPC, ou fin 2è ou 1è	2	11
Niveau fin terminale : atteint en 1996	9	21
Niveau fin terminale : atteint avt 1996	5	22
Bac général : obtenu en 1996	27	256
Bac général : obtenu avt 1996	102	750
Bac technol ou prof : obtenu en 1996	3	40
Bac technol ou prof : obtenu avt 1996	12	129
Diplôme de 1er cycle (DEUG, DUT, BTS)	29	282
Diplôme de 2è cycle universitaire	17	151
Total des nouveaux entrants	206	1662

Le niveau d'études antérieures des éducateurs spécialisés en formation

Niveau d'études ou diplôme le plus élevé	Hommes	Femmes
Etudes primaires ou niveau 6è, 5è, 4è	2	4
BEP carrières sanitaires et sociales	1	7
Autres BEP, CAP, BEPC, ou fin 2è ou 1è	48	91
Niveau fin terminale : atteint en 1996	2	8
Niveau fin terminale : atteint avt 1996	48	79
Bac général : obtenu en 1996	43	136
Bac général : obtenu avt 1996	299	601
Bac technol ou prof : obtenu en 1996	4	30
Bac technol ou prof : obtenu avt 1996	67	105
Diplôme de 1er cycle (DEUG, DUT, BTS)	95	177
Diplôme de 2è cycle universitaire	43	129
Total des nouveaux entrants	652	1367

Source : SESI, La formation aux professions sociales Documents statistiques n°291, 1997, p.40.

Certes, ils suivent, en tout cas pour les assistants de service social et les éducateurs spécialisés, un enseignement juridique dans le cadre de la formation initiale, mais celui n'est pas professionnellement reconnu dans le champ juridique. Pour la plupart, ils ne possèdent pas d'ouvrages de droit. Ils ne maîtrisent pas ou peu le langage juridique. En revanche, ils bénéficient d'un important réseau de relations avec des institutions et des acteurs juridiques, dont l'existence est à mettre en relation avec leurs activités juridiques. Ainsi, l'éducateur ou l'assistant social, qui travaille dans le domaine de la protection de l'enfance, est amené à rencontrer des juges de enfants, des avocats pour mineurs, des administrateurs ad hoc, et à dialoguer régulièrement avec eux. De même, celui qui intervient auprès de personnes handicapées a souvent affaire avec les juges des tutelles, les tuteurs ou curateurs.

Les clients ou justiciables pauvres peuvent apparaître davantage comme des sujets que comme des acteurs du droit. Ils ont, toutefois, un capital juridique qui, même s'il est très réduit[1], demeure nécessaire pour engager des démarches comme rencontrer un avocat ou saisir le tribunal.

[1] Pour Paul AMSELEK, « *les acteurs juridiques (ceux qui ont à régler leurs actes sur le droit en vigueur) peuvent être aussi bien ceux qui ont à obéir au droit, à y conformer leur conduite, que ceux qui ont à appliquer*

Lorsqu'ils en sont complètement dépourvus, ils sont, en tant que profanes, exclus du champ. Tout au plus, peuvent-ils être considérés comme producteurs d'usages, mais la plupart du temps, ceux-ci ne sont pas reconnus ou, s'ils le sont, sont placés à un rang inférieur à la loi et la jurisprudence. Ils n'ont pas de culture juridique ou très instrumentalisée et ne possèdent pas d'ouvrages de droit. Ils ne comprennent pas le langage juridique qu'il est nécessaire de vulgariser dans un objectif de compréhension. Jacques Faget remarque que les demandes des personnes démunies sont « *rarement construites, davantage formulées en termes d'insatisfaction, de révolte ou de crainte qu'en termes de catégories juridiques* »[1].

Cette approche par capital possédé, en terme de volume et de structure, par les institutions et les acteurs du droit conduit à établir un classement que nous présentons sous forme de tableau.

Le classement juridique

	INSTITUTIONS	ACTEURS
DOMINANT(E)S	• les institutions politiques : - le ministère de la justice	• les juristes : - magistrats - professeurs - avocats - notaires - huissiers, etc.
DOMINE(E)S	• les institutions professionnelles : - le conseil supérieur de la magistrature - les ordres des professions juridiques • les institutions de formation : - les universités de droit - l'école nationale de la magistrature - les centres de formation à la profession d'avocat	• les travailleurs sociaux : - ceux qui ont suivi un enseignement juridique : les assistants de service social, les éducateurs spécialisés - ceux qui n'ont pas suivi d'enseignement juridique • les clients : - les clients munis d'un capital juridique - les clients démunis en capital juridique

Chaque type d'institutions ou d'acteurs juridiques va tenter d'imposer sa conception du droit, avec plus ou moins de succès selon la position qu'ils ou elles occupent dans le classement. Il y a autant de représentations qu'il y a d'institutions ou d'acteurs sachant que certaines ou certains auront le capital juridique suffisant pour imposer aux autres leur propre représentation.

La conception légitime est celle imposée par les institutions juridiques politiques et véhiculée par les institutions juridiques professionnelles. C'est aujourd'hui une conception positiviste. Le positivisme juridique, dominant donc par rapport à d'autres conceptions idéaliste ou dialectique, s'analyse comme un ensemble de lois en vigueur, à respecter sous peine de sanction, édictées par les autorités compétentes, destinées à garantir l'ordre public.

Les juristes eux-mêmes n'ont pas tous la même représentation du droit. S'ils se plient pour la plupart à la définition légitime et dominante du droit, une minorité d'entre eux cherchent des alternatives. Cette minorité appartient à un mouvement critique du droit, entendu comme « *mouvement de pensée parmi les juristes qui refusent le positivisme dominant et*

---

le droit, à édicter des dispositions particulières sur la base de la réglementation déjà édictée », in *La teneur indécise du droit*, op. cit., p.1211.

[1] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, Droit et Société n°30/31, 1995, pp.367-378 ; p.375.

revendiquent une dimension critique dans l'étude du droit, sur la base d'une analyse matérialiste »[1].

Les travailleurs sociaux ont vraisemblablement, mais cela reste à prouver, une représentation du droit à dominante positiviste dans la mesure où, immergés dans un contexte général de juridicisation, ils ont tendance à reproduire cette conception. Celle-ci se propage depuis la formation initiale et peut se renforcer dans le cadre de la formation continue. « *Au nom de la technologie juridique (à savoir la complexité et le caractère hautement élaboré des logiques juridiques du fait de l'extension des règles en quantité et de la sophistication de leur interprétation et de leur mise en cohérence par le droit savant et la jurisprudence), les institutions d'enseignement du droit ont toujours su défendre et imposer une approche positiviste du droit, c'est-à-dire une conception du juridique comme science autonome et comme pratique spécifique* »[2]. L'enseignement juridique dispensé aux travailleurs sociaux n'échappe pas à cette influence. Ajoutons, cependant, pour nuancer les effets de cette reproduction culturelle en droit, que les travailleurs sociaux développent de manière convergente ou opposée un idéalisme juridique et une dialectique du droit. En effet, nous pensons que tantôt, les conceptions se rejoignent, par exemple la législation sur le secret professionnel (positivisme) l'éthique de l'anonymat ou de la confidentialité (idéalisme), la reconnaissance des confidents qui donnent leur confiance (dialectique) , et que tantôt elles s'entrechoquent comme le contrat d'insertion qui prévoit la suspension du RMI en cas de non respect par l'usager de son obligation de résultat (positivisme), l'inégalité compensatrice (idéalisme), la perte de l'usager, source de capital pour le travailleur social (dialectique).

Les clients ou justiciables considèrent le droit comme inaccessible tant sur le plan matériel que sur le plan langagier. Cette représentation du droit les amène à « s'autocensurer » et à n'engager des stratégies d'appropriation du droit qu'au niveau du « mode utilitaire ».
Pour Pierre Cam et Alain Supiot, en effet, il existe « *deux facettes de la perception commune du droit. D'un côté le grand droit, instrument au service des puissants du moment, dont rien n'est à attendre de bon, et, d'un autre côté, les petits droits, auxquels on est prêt à s'accrocher farouchement...Derrière le mode spectaculaire, on distingue un droit aux enjeux économiques, politiques...[qui est l'affaire des spécialistes]. Derrière le mode utilitaire, apparaissent des droits matériels et immédiatement saisissables, droits sans logique qui isolent chacun dans un face-à-face avec les conditions à remplir pour bénéficier de tel ou tel avantage* »[3]. Le fait de s'interdire de mener des actions dans le « grand droit » empêche durablement les clients ou les justiciables de peser sur les véritables enjeux tenant à la définition du droit elle-même. Pendant ce temps, les spécialistes du droit, institutions et professionnels juridiques, auront tendance à agir de façon à conserver et à accroître le monopole qu'ils exercent sur ce « grand droit ».

Force est de constater également que, dans le champ juridique, les plus démunis ne savent pas à qui s'adresser et, le plus souvent, se perdent dans un dédale de démarches inutiles. Michel Autès souligne à cet égard que « *la caractéristique des milieux sociaux défavorisés, c'est qu'ayant du mal à identifier le rôle social de l'interlocuteur, du fait de leur position marginale, ils ont tendance à demander n'importe quoi à n'importe qui. Ils s'exposent ainsi à ne jamais rien recevoir et à être en dehors des circuits officiels, institutionnalisés, où la demande circule. Ainsi en est-il de ce point de vue, de la problématique de l'accès aux*

---

[1] *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, p.131.
[2] Robert LAFORE, *Les formations juridiques des travailleurs sociaux*, op. cit., p.44.
[3] Alain CAM & Pierre SUPIOT (sous la direction de), *Les dédales du droit social*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1986, 198p ; p.73.

droits »[1]. C'est un constat repris par Jacques Faget qui remarque que les demandes de droit des exclus sont « *présentées devant une multitude de structures qui vont du cabinet d'avocat à l'association de quartier en passant par la police et diverses consultations juridiques corporatives, administratives ou associatives* »[2].

➢ Le langage juridique

Le langage juridique est la clé d'entrée dans le monde du droit. Le niveau de langage utilisé est lié à la position que l'acteur juridique occupe dans le classement. Plus cette position est élevée, plus le langage est riche et diversifié. Autant dire qu'il y a quantités de langages juridiques.

Jezy Wroblewski[3] propose une typologie des langages juridiques. Pour lui, « *le discours juridique, c'est le discours dans lequel on formule le droit ou dans lequel on parle du droit* »[4]. Ils distinguent quatre types de langage : le langage légal, le langage jurisprudentiel, le langage scientifique, le langage commun.
Le langage légal est celui qui est utilisé pour la formulation des lois. Il répond à la double nécessité de précision et de compréhension par les citoyens, en vue d'inculquer un devoir-être juridique.
Le langage jurisprudentiel est spécifique aux décisions de justice. Il comprend des expressions particulières comme « attendu que », « infirme », « confirme », « casse », « rejette le pourvoi »...
Le langage scientifique est employé pour traiter des problèmes propres aux sciences juridiques, portant sur les fonctions du droit, l'application du droit par exemple. Il apparaît dans les ouvrages et les revues juridiques spécialisés.
Le langage commun sert à parler du droit dans la société. Ici, Jezy Wroblewski opère une distinction entre le langage des spécialistes du droit comme les avocats et celui des clients. C'est, selon lui, à partir de l'analyse du discours des clients, qu'il est possible d'extraire le degré de conscientisation du droit.

Finalement, le critère de différentiation des discours est la qualité de la personne qui l'emploie : celle qui formule les règles juridiques (langage légal), celle qui applique les règles juridiques (langage jurisprudentiel), celle qui étudie le système juridique (langage scientifique), celle qui parle du droit (langage commun).
Au regard de cette classification, il apparaît que le langage légal appartient aux institutions juridiques politiques, le langage jurisprudentiel aux magistrats et aux institutions professionnelles qui prennent des décisions disciplinaires, des jugements, le langage scientifique ou doctrinal aux institutions professionnelles, institutions de formation et professeurs de droit, le langage commun aux avocats (spécialisé), aux travailleurs sociaux (vulgarisé) et aux clients.

Le langage juridique est le moyen par lequel l'acteur ou l'institution revendique l'exclusivité de dire ce qu'est le droit. C'est donc le langage le plus fort, le plus reconnu ou légitime dans le champ qui prime sur les autres.
Aujourd'hui c'est le langage légal qui prévaut avec derrière lui, classés par ordre décroissant d'importance, le langage jurisprudentiel, le langage scientifique et le langage commun.

---

[1] Michel AUTES, *Travail social et changement social*, CNAF, 1981, pp.193-194.
[2] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, op. cit., p.374.
[3] Jezy WROBLEWSKI, *Les langages juridiques : une typologie*, Droit et Société n°8, 1988, pp.13-26.
[4] Id.. p.13.

➢ **Le droit, espace de luttes**

Les juristes et les travailleurs sociaux se trouvent en situation de partenariat, de concurrence ou d'opposition, de contradiction dans le domaine de l'aide à l'accès au droit. Autrement dit, soit ils travaillent ensemble dans le même but, soit ils travaillent séparément dans le même but, soit ils travaillent séparément dans un but opposé. Ce qui nous intéresse c'est de voir en quoi les rapports entre ces deux catégories de professionnels peuvent être concurrentes ou conflictuelles.

Il arrive que les pratiques juridiques des éducateurs spécialisés et des assistants de service social entrent en concurrence avec celles des juristes. Jérôme Dupré[1] fait remarquer que les juristes, en particulier les avocats, n'acceptent pas les interventions des travailleurs sociaux, notamment des assistants de service social. Ils leur reprochent de chercher à s'approprier une partie du marché de l'aide juridique. Par ailleurs, au moment du vote de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, le sénat a, par deux fois, proposé la suppression d'un amendement portant sur la création et le fonctionnement de centres gratuits d'accueil et d'information. Le rapporteur de la commission, L. Dejoie argua que « *ces services ne feraient que développer une concurrence parfaitement déloyale au détriment des professionnels libéraux dont c'est le métier, la mission et le moyen de gagner leur vie* »[2]. Le rejet par les juristes de l'intervention des travailleurs sociaux a pour conséquence de placer ces derniers dans une situation cloisonnée. « *Souvent oeuvre de charité, les consultations [qu'ils donnent] relèvent parfois d'un service public mais en aucun cas elle ne correspond à un droit organisé* »[3].
Il est vrai que la principale opposition entre les travailleurs sociaux et les juristes dans le champ du droit est que les premiers agissent selon une logique de service public alors que les seconds obéissent à une logique libérale. La tension entre ces deux types de pratique ou d'offre serait encore renforcée du point de vue de leurs caractéristiques mêmes. Ainsi, alors que les avocats offrent des services juridiques techniques à titre onéreux, les éducateurs spécialisés et les assistants de service social proposent des services vulgarisés à titre gratuit. Toutefois, un certain nombre d'initiatives de la part des juristes démontrent leur volonté de réduire cette tension, par exemple en offrant des services juridiques gratuits. Pour ne citer que l'une d'elle, Infodroits, une structure girondine d'aide à l'accès au droit fondée en 1995, composée exclusivement de juristes, propose d'orienter et d'informer gratuitement les plus démunis[4].
Bref, le conflit est bien réel, son objet étant le traitement de la demande de droit des personnes en difficultés. L'enjeu est le monopole de la définition de l'offre de services auprès de ce type de public.
Il apparaît néanmoins que les avocats manifestent la volonté de s'adapter. Diverses actions, pour le moment encore éparses, en témoignent[5].

Il reste que la loi a tranché et a accordé le monopole du traitement des demandes juridiques des exclus aux juristes dans le cadre de l'aide à l'accès au droit, au détriment notamment des travailleurs sociaux.

---

[1] Jérôme DUPRE, *L'aide à l'accès au droit et le périmètre du droit*, Mémoire de DEA de droit économique et de droit des affaires, Université de Nice, 1996, 100p.
[2] JO Sénat, séance du 26 juin 1991, p.2111.
[3] Jérôme DUPRE, op. cit., p.27.
[4] ASH n°2058, pp.17-18.
[5] ASH, *Des avocats décodent le droit par téléphone*, n°2113, 1999, pp.21-22.

L'aide juridique a pour objet d'une part, de faciliter l'accès à l'information juridique, d'autre part, de garantir l'exercice des droits de la défense dans toutes les procédures juridictionnelles.
L'aide à l'accès au droit porte sur les droits fondamentaux et les conditions essentielles de vie du bénéficiaire (libertés publiques et individuelles, relations familiales, logement, emploi, formation, santé, protection sociale, consommation). Elle inclut à la fois l'aide à la consultation et l'assistance au cours de procédures non juridictionnelles. La consultation est définie comme un conseil juridique personnalisé. Elle intègre l'aide à la rédaction d'un acte juridique.
L'aide juridictionnelle permet d'être défendu en justice gratuitement. La gratuité est totale ou partielle en fonction des ressources du demandeur.
Les professions juridiques principalement concernées sont les avocats, qui détiennent le monopole de la consultation juridique et de la plaidoirie.

La contradiction, existant entre les pratiques juridiques de service public des éducateurs spécialisés et des assistants de service social, et celles, libérales, des juristes, en particulier des avocats, s'accompagne d'autres contradictions, notamment au sein même des pratiques des travailleurs sociaux et des juristes. En effet, les pratiques juridiques des éducateurs spécialisés et des assistants de service social se contredisent de par leur caractère, soit normalisateur, soit émancipateur. Il en va de même à propos des pratiques juridiques des avocats. Les pratiques normalisatrices sont, d'un côté comme de l'autre, celles qui dominent et qui permettent à leurs promoteurs d'être mieux classés.
Ceux qui développent des pratiques juridiques émancipatrices, dominants dominés chez les avocats, dominés dominés chez les travailleurs sociaux, vont alors mener des stratégies de subversion afin d'imposer une nouvelle définition de la pratique du droit. Pour ce faire, ils doivent nécessairement augmenter leur quantité de capital.

Mais il existe une autre contradiction importante entre les activités juridiques des juristes et les demandes de droit des exclus.
Les exclus, parce qu'ils sont très peu ou presque pas dotés en capital juridique, sont amenés à se tourner vers ceux qui en détiennent davantage pour résoudre leurs problèmes.
Lorsqu'ils s'adressent aux avocats, la réponse que ces derniers proposent n'est pas satisfaisante du fait soit qu'elle n'est pas comprise à cause du niveau de langage juridique utilisé, soit qu'elle ne correspond pas à l'attente du « client » qui n'a pas su formuler sa demande, en tout cas, qui n'a pas su la transmettre à l'avocat. Par conséquent, la haute technicité juridique des avocats, ancrée dans le langage, se heurte aux exigences d'écoute, de décodage et de vulgarisation qu'impose le traitement des demandes juridiques des exclus.

Ces demandes sont elles-mêmes concurrentes. C'est le cas de la demande de « droits-créances » ou encore de « droits-à » où il s'agit de réclamer l'attribution individuelle de droits reconnus par la loi, qui se distingue de la demande de droit, qui est d'acquérir des connaissances juridiques constitutives du capital juridique nécessaire à l'inscription en tant qu'acteur juridique. Dans ce second cas de figure, au lieu de se contenter de réclamer l'application de la loi, la personne prétend participer à la définition elle-même du droit.

Plusieurs contradictions et concurrences en relation avec l'objet de la recherche occupent donc le champ juridique. Elles se situent à quatre niveaux : entre les pratiques juridiques des juristes et les pratiques juridiques des travailleurs sociaux, entre les pratiques juridiques normalisatrices et les pratiques juridiques émancipatrices, entre les pratiques juridiques des juristes et les demandes juridiques des exclus, entre les demandes de droits (droits-créance) et les demandes de droit (connaissance du droit) des exclus.

2.2. Lectures dialectiques du travail social

Nous considérons que, tout comme le droit, le travail social est un lieu de luttes spécifique entre institutions et agents où chacun tente, par l'augmentation de son capital, d'occuper une position dominante dans la division du travail social et, de cette manière, imposer sont point de vue sur le travail social. Comment cette division s'organise-t-elle ? Existe-t-il un langage propre au travail social indispensable à l'entrée dans le travail social ? Quels sont les rapports de force propres au travail social ? Ce sont ces questions que nous allons essayer de traiter.

➢ Les institutions et acteurs du travail social ou la division du travail social

Le travail social met en concurrence des institutions et des acteurs qui occupent des positions différentes selon le capital qu'ils possèdent.

Le capital en travail social comprend :

- le capital culturel qui regroupe dans sa forme institutionnalisée les diplômes en travail social, dans sa forme objectivée les ouvrages en travail social et, dans sa forme incorporée l'habitus en travail social. En prenant conscience de la place qu'il occupe dans le champ, l'agent du travail social développe des dispositions ou habitus qui l'amènent à adopter une façon de penser et d'agir le travail social ;
- le capital social ou réseau de relations avec des institutions et les acteurs du travail social ;
- le capital symbolique ou la capacité à faire valoir sa conception du travail social en s'exprimant dans le langage du travail social.

Les ressources financières de certains acteurs sont directement issues du travail social. C'est le cas des travailleurs sociaux dont le revenu principal, leur salaire est la contrepartie économique de l'exercice de leurs activités sociales.

Le ministère en charge des affaires sociales, actuellement le ministère de l'emploi et de la solidarité est une institution du travail social.
Au niveau national, il s'appuie sur des services centraux comme la Direction de l'action sociale (DAS), l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), le Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), la Mission interministérielle recherche expérimentation (MIRE) ainsi que sur des organismes sociaux comme le Conseil supérieur du travail social (CSTS), le Conseil consultatif des personnes handicapées, le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI), l'Institut de l'enfance et de la famille (IDEF). Ce sont des institutions chargées d'éclairer les décisions ministérielles par leurs avis et leurs rapports.

A l'échelon local, il existe des institutions déconcentrées qui sont la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) et la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

Les collectivités territoriales décentralisées interviennent, elles aussi, dans le champ du travail social. En vertu de la loi du 22 juillet 1983, le Département a hérité de la compétence de droit commun en matière de prestations légales d'aide sociale. Il est donc responsable de l'aide médicale, l'aide sociale à l'enfance, aux familles, aux personnes âgées, aux personnes handicapées adultes. Toutefois, l'Etat continue de décider de la détermination des conditions légales d'accès des usagers au champ du travail social. Depuis les lois sur la décentralisation,

des compétences conjointes sont apparues en matière de lutte contre les exclusions. Ainsi, les Départements et l'Etat interviennent ensemble sur les questions de l'insertion (RMI, insertion des jeunes) et du logement.
La Commune participe également à l'aide sociale par le biais du Centre communal d'action sociale (CCAS) dans le cadre d'actions d'urgence et de proximité. Le CCAS est dans l'obligation d'instruire les dossiers de demande d'aide sociale légale et de les transmettre aux personnes chargées de prendre la décision d'octroyer ou non l'aide. En outre, il peut développer des initiatives et créer des services destinés à améliorer les conditions de vie des habitants de la Commune, comme les bons alimentaires, les repas à domicile, l'hébergement des sans logis, les colis de noël etc.

Les institutions sociales ou médico-sociales, régies par la « loi sociale »[1] de 2002 sont des institutions professionnelles, employeurs des travailleurs sociaux. Cette loi considère comme telles « *tous les organismes publics ou privés qui, à titre principal et d'une manière permanente :*
1° mènent, avec le concours de travailleurs sociaux, d'équipes pluridisciplinaires, des actions à caractère social ou médico-social, notamment des actions d'information, de prévention, de dépistage, d'orientation, de soutien, de maintien à domicile ;
2° accueillent, hébergent ou placent dans des familles des mineurs ou des adultes qui requièrent une protection particulière ;
3° reçoivent des jeunes travailleurs ;
4° hébergent des personnes âgées ;
5° assurent, en internat, en externat, dans leur cadre ordinaire de vie, l'éducation spéciale, l'adaptation ou la réadaptation professionnelle ou l'aide par le travail aux personnes mineures ou adultes, handicapées ou inadaptées »[2].
Ce sont soit des personnes morales de droit privé, des associations, soit des personnes morales de droit public, collectivités territoriales ou établissements publics.
Selon une étude du Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI) parue en juillet 1998[3], les collectivités territoriales sont le premier employeur des travailleurs sociaux. Elles emploient près de 47% des travailleurs sociaux recensés au niveau national.
Les centres de formation au travail social (formation initiale) sont également des institutions professionnelles. Selon l'article 29 de la loi de 1975, « *La formation des travailleurs sociaux est dispensée dans les établissements et services publics ou des établissements privés, agréés à cet effet par les ministres compétents* ». Les centres de formation sont donc soit des établissements publics, soit des associations agréées. La formation des travailleurs sociaux est majoritairement assurée par des associations[4].

Les acteurs du travail social sont principalement les travailleurs sociaux et les usagers du travail social. Sans oublier certains juristes qui interviennent dans le travail social. Il n'existe pas de définition unique du travail social.
Bien entendu, ce sont les institutions politiques du travail social, les mieux classées, qui détiennent le pouvoir d'imposer la définition « officielle » du travailleur social. Pour elles, être un travailleur social c'est faire partie d'une des professions suivantes :

---

[1] Loi n°75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales réformée par la loi n°2002-2 du 2janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale.
[2] Article 1.
[3] Informations rapides n°100, Ministère de l'emploi et de la solidarité.
[4] A hauteur de 90%, *Dictionnaire permanent d'action sociale*, 1996, p.2526.

Les professions sociales

PROFESSIONS	DEFINITIONS
1. PROFESSIONS D'AIDE ET D'ASSISTANCE	
Assistant de service social	Travailleur social chargé de faciliter l'insertion sociale des familles ou d'individus connaissant des difficultés par un soutien psychosocial ou matériel
Délégué à la tutelle aux prestations sociales	Travailleur social aidant des individus ou des familles, faisant l'objet d'une mesure administrative ou judiciaire de tutelle aux prestations sociales, par un examen de la situation budgétaire et l'établissement d'un plan de gestion des ressources permettant aux intéressés de recouvrer leur autonomie financière
Conseiller en économie sociale et familiale	Travailleur social qui concourt à l'information et à la formation individuelles et collectives des adultes pour leur permettre d'améliorer leurs connaissances de la vie pratique quotidienne et du milieu social environnant
Travailleuse familiale	Travailleur social qui assure à domicile des activités ménagères et familiales et contribue à maintenir ou à rétablir l'équilibre dans les familles où il intervient
Aide ménagère	Effectue ou aide à effectuer des activités de soins courants, d'éducation et de ménage au domicile des familles
2. PROFESSIONS EDUCATIVES	
Educateur spécialisé	Travailleur social chargé, en dehors des heures de classe ou d'atelier, de l'observation et de l'éducation des enfants présentant des déficiences physiques ou psychiques ou des troubles du caractère ou du comportement
Moniteur-éducateur	Participe à la prise en charge d'un individu ou d'un groupe de personnes handicapées ou inadaptées devant développer leurs capacités d'évolution et d'autonomie
Educateur technique spécialisé	Dispense à un groupe de handicapés une formation professionnelle contribuant à leur insertion sociale et professionnelle
Educateur de jeunes enfants	Organise des activités éducatives personnalisées afin de favoriser le développement des jeunes enfants
Aide médico-psychologique	Intervient auprès d'un groupe d'enfants gravement handicapés dans une relation individualisée de maternage thérapeutique et d'assistance
3.PROFESSIONS DE L'ANIMATION	
Animateur socio-culturel	Conçoit, organise et encadre des activités d'animation ou de développement social pour répondre aux besoins d'un groupe ou d'une institution dans le cadre d'un projet défini par le partenaire employeur

Source: CEREQ, les emplois-types des activités sociales, socioculturelles et de conseil, Répertoire français des emplois, 1978.

On retiendra les propos de Marcel Désigaux et d'Amédée Thévenet pour qui le travailleur social est « *un professionnel reconnu comme tel principalement par le ministère chargé des affaires sociales qui, après formation qualifiante, se voit confier des tâches de nature sociale, éducative, psychologique ou médico-sociale, auprès de populations en difficultés* »[1].

Certains juristes oeuvrent dans le champ du travail social et, à ce titre, peuvent être considérés comme des acteurs du travail social. Il s'agit des magistrats dont la mission entre dans le cadre d'une politique du travail social comme la protection de l'enfance par exemple. C'est le cas des juges des enfants chargés de protéger les enfants en danger et les mineurs délinquants.

[1] Marcel DESIGAUX & Amédée THEVENET, *Les travailleurs sociaux*, PUF, 1995, 126p. ; p.28

C'est aussi le cas des juges des tutelles dont la mission de protection s'exerce auprès des personnes handicapées.
Il s'agit également des avocats, pas n'importe lesquels, ceux qui sont amenés à défendre la cause des usagers du travail social, c'est-à-dire des exclus, par le biais de l'aide juridique. D'ailleurs, l'aide à l'accès au droit et à la justice fait partie des politiques du travail social.

Les usagers du travail social sont les bénéficiaires, les « ayants droit » des prestations du travail social. Le terme « usager » est préféré à celui de client dans la mesure où il renvoie à un service public et non à un service marchand. « *Le client est celui qui passe commande à une entreprise ou celui qui s'adresse à un commerçant, en tout état de cause, c'est la notion de relations d'affaires, qu'elles soient civiles ou commerciales, qui caractérise la clientèle* »[1].

Les institutions et les agents du travail social disposent d'un capital hétérogène.

Les institutions politiques disposent d'un capital en travail social élevé dans la mesure où elles détiennent le monopole de la définition légitime des politiques du travail social par la planification.
Les services centraux que sont l'IGAS, le SESI ou la MIRE sont des institutions de contrôle et d'évaluation. Les institutions politiques s'en servent pour contrôler l'application et les effets des politiques du travail social. Elles s'appuient également sur les organismes sociaux, comme le CSTS, qui, par leurs avis et leurs rapports, leur permettent de prendre des décisions éclairées. Par conséquent, les services centraux et les organismes sociaux travaillent au service du ministère chargé des affaires sociales. Ils n'ont pas de pouvoir décisionnel propre et, de ce fait, se trouvent dans une position dominée.
Viennent ensuite les institutions déconcentrées. Elles assurent, sous l'autorité des préfets de Région et de Département la mise en oeuvre des politiques sociales nationales, la définition et l'animation des actions départementales et régionales dans le champ du travail social. Précisément, la DDASS est responsable de la planification des dispositifs sociaux et médico-sociaux ainsi que de l'animation et la coordination des actions de lutte contre les exclusions, tandis que la DRASS assure la tutelle pédagogique, administrative et financière sur les centres de formation en travail social et organise les concours et les examens des travailleurs sociaux[2]. Ce sont donc des institutions chargées de faire appliquer les politiques sociales définies par le ministère.
Les collectivités territoriales sont des institutions politiques qui décident, selon une répartition des compétences prévue par la loi du 22 juillet 1983, des politiques sociales locales à conduire. Elles jouent, de ce fait, un rôle prédominant dans la définition du travail social.

Les employeurs des travailleurs sociaux, les institutions sociales et médico-sociales selon les termes de la loi, sont tenus de mettre en oeuvre les dispositifs prévus par les politiques sociales nationales et locales. S'agissant de personnes privées, d'associations, elles sont, à cet effet, soumises à une procédure d'agrément. Pour être crées, étendues ou transformées, elles doivent déposer un dossier[3] auprès du Comité régional de l'organisation sanitaire et sociale (CROSS) qui donne un avis favorable ou défavorable. Si les prestations fournies relèvent du domaine de compétence du Département, la décision d'agrément est prise par le président du Conseil général. Si elles relèvent du domaine de compétence de l'Etat, elle est prise par le préfet. L'agrément donne à l'institution sociale ou médico-sociale le droit de fonctionner

[1] Christian BARBIER, *L'usager est-il devenu le client du service public ?*, op. cit.
[2] Décret n°94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des DRASS.
[3] Comprenant les statuts de l'association, la localisation de l'établissement, les catégories de bénéficiaires, la capacité et le mode d'accueil, les objectifs sociaux, pédagogiques, éducatifs et thérapeutiques du projet, un état prévisionnel des recettes et des dépenses, une présentation du personnel.

(grâce aux subventions publiques), à recevoir des usagers du travail social et à fournir les services sociaux ou médico-sociaux.

Les institutions politiques et administratives du travail social recherchent le maintien de l'ordre établi. Seules les institutions professionnelles pourraient chercher à troubler l'équilibre en refusant d'appliquer les politiques définies, notamment si elles étaient lésées par celles-ci (diminution voire suppression des financements publics). Dans cette hypothèse, des stratégies de subversion pourraient être engagées.

Les travailleurs sociaux occupent une position intermédiaire entre les institutions et les usagers du travail social. Il existe une hiérarchie des travailleurs sociaux, dans la mesure où chaque type dispose d'un capital structurellement et quantitativement différent. C'est le niveau de qualification, le diplôme le statut, l'existence d'un monopole d'exercice qui constituent les critères déterminants.

La hiérarchie des travailleurs sociaux

NIVEAUX		FILIERES
I	3ème cycle universitaire	
II	2ème cycle universitaire	• Diplôme supérieur en travail social (DSTS) • Certificat s'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social (CAFDES)
III	Brevet de technicien supérieur (BTS) ou diplôme des instituts universitaires de technologie (DUT), 1er cycle universitaire (DEUG)	• Assistant de service social • Educateur spécialisé • Educateur technique spécialisé • Educateur de jeunes enfants • Conseiller en économie sociale et familiale
IV	Baccalauréat général technique ou professionnel	• Travailleuse familiale • Moniteur-éducateur
V	Brevet d'études professionnelles (BEP) ou certificat d'aptitude professionnelle (CAP)	• Aide à domicile • Aide médico-psychologique • Moniteur d'atelier
VI	Scolarité obligatoire non sanctionnée par un diplôme	

Les travailleurs sociaux ont pour mission de mettre en oeuvre des politiques d'aides et d'actions sociales. Ce sont des agents d'exécution. Cependant, il leur arrive de prendre des initiatives, conformes, concurrentes ou contraires à la commande publique qui alimentent implicitement la définition du travail social. Ces initiatives se fondent en général sur la conception humaniste de leur fonction.

Les juristes ne définissent pas directement les politiques du travail social. Toutefois, dans la mesure où ils sont les artisans de la politique d'aide à l'accès au droit et à la justice et des interlocuteurs incontournables dans la politique de protection des personnes, mineures ou majeures, ils peuvent constituer une force capable d'influencer celles-ci.
La position qu'ils occupent dans le cadre de ces politiques du travail social les amène à développer un réseau relationnel important.
En principe, ils n'ont pas de formation propre au travail social. Il est intéressant de constater dans la foulée que les formations des magistrats et des avocats comprennent de plus en plus des enseignements liés au travail social. Donc, c'est un capital culturel (en voie de développement) que les juristes acquièrent dans le travail social.

Les juristes, s'ils ne possèdent pas en propre un langage du travail social, leur langage juridique, qui lui est supérieur, suffit à compenser cette lacune.

Quant aux usagers, ils n'ont pas prise sur la définition du travail social. Ils subissent les lois du champ, déterminées par les institutions politiques, opérationnalisées par des institutions administratives et appliquées par des institutions professionnelles, des travailleurs sociaux et des juristes.
Toutefois, il existe plusieurs catégories d'usagers qui développent des stratégies différentes. Serge Paugam[1] distingue trois types d'expériences : l'assistance différée, l'assistance installée et l'assistance revendiquée. Dans l'assistance différée, les personnes refusent encore de se considérer comme des assistés ou des usagers du travail social. En rejetant le statut d'agent, elles s'interdisent la mise en oeuvre de stratégies. Dans l'assistance revendiquée, les personnes qui ont accepté le statut d'assisté malgré eux et, pour cette raison, se révoltent contre celui-ci et donc, contre les travailleurs sociaux. De ce fait, ils sont incapables de développer des stratégies.
Ce n'est pas le cas des usagers « installés », ceux qui ont endossé ce statut. L'auteur fait le constat qu'« *il n'existe pas en France un mouvement d'assistés sociaux qui revendiquent des droits mais pour autant ceux-ci savent faire preuve d'ingéniosité manipulatrice* »[2], bien que ces dernières années, quelques tentatives aient été engagées par des chômeurs, des sans-papiers. Cette ingéniosité ou stratégie leur permet, par la voie de la séduction auprès des travailleurs sociaux, d'obtenir le maximum de droits sociaux tout en préservant a minima leur indépendance vis-à-vis des services d'action sociale, et donc, par là, d'éviter l'humiliation.

Les positions des institutions et acteurs du travail social apparaissent schématiquement de la façon suivante :

Le classement du travail social

	INSTITUTIONS	ACTEURS
DOMINANT(E)S	• les institutions politiques : -le ministère de l'emploi et de la solidarité - les collectivités territoriales • les institutions administratives : - les services centraux - les organismes sociaux - les DDASS et les DRASS	• les travailleurs sociaux : - de niveau I - de niveau II - de niveau III • les juristes - les magistrats : juges des enfants, juges des tutelles - les avocats des usagers du travail social
DOMINE(E)S	• les institutions professionnelles : - les institutions sociales et médico-sociales - les institutions de formation	• les travailleurs sociaux : - de niveau IV - de niveau V - de niveau IV • les usagers du travail social

➢ Le langage du travail social

Dans son étude consacrée à la pauvreté[3], John Friedman distingue quatre types de discours ou de langage : le langage administratif, le langage moraliste, le langage scientifique, « la voix des pauvres ».

---

[1] Serge PAUGAM, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, 1993, 254p.
[2] Id., p.101.
[3] John FRIEDMAN, *Repenser la pauvreté : autonomisation et droit des citoyens*, Revue internationale des sciences sociales, n°148, 1996, pp.187-199.

Le langage administratif est celui employé par les institutions politiques et reproduit par les institutions administratives. Pour parler de pauvreté, celles-ci emploient les termes : population à faible revenu, seuil de pauvreté, pauvreté relative, pauvreté absolue.
Dans le champ du travail social, des expressions plus générales sont récurrentes dans les discours de ces institutions comme la justice sociale/les inégalités, l'insertion/l'exclusion, la citoyenneté/les incivilités, la cohésion ou la paix sociale/la violence...

Le langage moraliste ou idéaliste est traditionnellement utilisé par les travailleurs sociaux « anciens », c'est-à-dire historiquement les premiers à être apparus : les assistants de service social et les éducateurs. Les origines gauchistes ou religieuses des travailleurs sociaux « anciens » peuvent expliquer l'utilisation d'un tel langage. Ses racines sont solides, plantées dès la naissance du travail social, à la fin du 19ème siècle. Elles alimentent des valeurs idéales comme la bienfaisance, la générosité, la bonté, l'espoir, représentatives d'une idéologie du don. Par ce discours, le travailleur social cherche à gagner la confiance de l'usager en apportant la garantie du respect du secret, de la confidentialité, des règles éthiques en général.
René Barbier[1] le considère comme le langage des intentions[2] qui « *se fonde sur le fait qu'une tâche n'est pas simplement l'énoncé de ce qu'on fait, ici et maintenant, mais de ce que l'on espère, de ce que l'on projette de faire* »[3]. C'est un langage de l'illusion dans la mesure où il nie les rapports de force, avec les agents et les institutions du travail social. Ce qui fait, selon John Friedmann, que « *la plupart de ces termes, mais pas tous, font porter la responsabilité de la pauvreté aux pauvres eux-mêmes* »[4].

D'autres travailleurs sociaux, « nouveaux », sont entrés dans le champ depuis une vingtaine d'années. Chargés de l'exécution de la politique d'insertion, ce sont des techniciens, des managers ou encore des ingénieurs. « *On a vu se proliférer, pour animer de nouveaux dispositifs, des chargés de mission, des chefs de projets qui, pour la plupart, ne sont pas issus des corps historiques* »[5]. Ils ont favorisé l'émergence d'un langage de l'ingénierie, économiste, « entreprenarial », jalonné de mots comme la qualité, l'évaluation, la rationalisation, la rentabilité etc. C'est un langage relayé par les employeurs et enseigné dans les centres de formation au travail social.

Lise Demailly[6] souligne que l'incursion et le développement du discours managérial touchent l'ensemble des métiers relationnels. Dans le champ du travail social, il s'articule autour d'une notion emblématique : le projet. Il contribue à résoudre la contradiction entre l'identité professionnelle et l'identité institutionnelle au profit de cette dernière. L'identité professionnelle est, en effet, « *assimilée, en bloc, au corporatisme, à la défense des intérêts égoïstes du groupe, à l'immobilisme, au traditionalisme, au cloisonnement* »[7]. Autrement dit, un travailleur social, selon ce type de discours, doit se sentir davantage membre de l'institution qui l'emploie et moins membre d'un groupe professionnel.
La cassure avec l'identité professionnelle est encore plus nette avec l'emploi complémentaire du discours sur les nouvelles compétences. C'est en reconnaissant à différentes catégories de

[1] René BARBIER, *Une analyse institutionnelle du service social.*
[2] Sur la base de la distinction opérée par Daniel HAMELINE entre le langage des intentions et le langage des institutions.
[3] René BARBIER, *Une analyse institutionnelle du service social*, op. cit., p.62.
[4] Id., p.191.
[5] Christian BACHMANN, *L'éducation, un nouveau métier ?*, CREAI Midi-Pyrénées, 1990, pp.12-20.
[6] Lise DEMAILLY, *La restructuration des rapports de travail dans les métiers relationnels*, Travail et Emploi n°76, 1998, pp.3-14.
[7] Id. p.5.

professionnels des compétences communes, dites transversales, qu'une culture institutionnelle peut se substituer à la culture professionnelle ou catégorielle. Dans le travail social, cette culture institutionnelle est la culture de l'évaluation. « *Elle est vue comme un ensemble de compétences et d'habitudes nouvelles requises, communes aux différents métiers, permettant aux agents : d'outiller leur action, de se doter d'instruments divers de description et de mesure des états de choses ; de prendre en compte les effets sociaux de leur action en vue d'augmenter l'efficacité et l'efficience et de réduire les coûts ; d'accepter et de désirer transparence, contrôle et reddition de comptes* »[1].
C'est une culture qui conduit à la neutralisation des « discussions » sur les politiques du travail social.

Le langage scientifique se fonde sur les travaux de recherche axés sur le travail social. Exclusion, marginalisation, désaffiliation, déqualification sont des termes créés par les penseurs comme Michel Autès, Robert Castel, Jacques Donzelot, Serge Paugam. « *En règle générale, chacun de ces termes et les théories qui y sont associées impliquent que les pauvres sont victimes de forces échappant à leur emprise* »[2].

La « voix des pauvres », ou encore le langage commun est celui des usagers du travail social.

Cinq types de langage se dégagent en définitive : le langage légal ou administratif, le langage économiste, le langage moraliste, le langage scientifique, le langage commun.

➢ Le travail social, espace de luttes

Le travail social est paradoxal, comme le souligne Michel Autès[3]. Evident et mystérieux, célèbre et méconnu, le travail social est constamment sous tension. Le caractère paradoxal du travail social résulte de l'opposition entre un Etat économique qui se veut libéral et un Etat politique qui se veut, au contraire, interventionniste. Parce que le travail social est le lieu de manifestation de cette opposition en même temps que la clé de son dépassement, détenue par un Etat social[4], et parce qu'il est l'une de ses composantes, celui-ci est obligatoirement soumis aux turbulences nées de l'antagonisme des deux Etats, politique et économique. Ainsi, dans ce champ, « *c'est une multitude de transactions identitaires qui se jouent* »[5].

Les pratiques des travailleurs sociaux peuvent s'opposer aux demandes des institutions politiques, administratives ou professionnelles. En effet, ces institutions, cherchant à perpétuer leur position dominante, attendent des travailleurs sociaux qu'ils maintiennent la paix sociale dans l'espace national ou local. Pour maintenir cette paix, les institutions politiques ont créé des dispositifs d'aides et d'actions sociales. En principe, les travailleurs sociaux ont la charge de faire respecter ces dispositifs, et, en particulier, leurs conditions d'entrée.
Pour les institutions politiques du travail social, le travailleur social est aujourd'hui un prestataire de services, un fournisseur de « droits-créances », piliers de la cohésion sociale.

---

[1] Id.
[2] John FRIEDMAN, op. cit.
[3] Michel AUTES, *Les paradoxes du travail social*, Dunod, 1999, 313p.
[4] Expression que Michel AUTES préfère à cette d'Etat providence qui, contrairement à ce qu'il pourrait laisser croire, n'a rien de providentiel.
[5] Michel AUTES & Bernadette DELAVAL, *Du travail social à l'intervention sociale. Un nouvel épisode des aventures fabuleuses du mouvement immobile*, MIRE DAS CGP, 1998, 86p. ; p.32.

Dans le cadre de cette prestation de services, un certain nombre de techniques sont mobilisées, de différents types, psychologique, juridique (contrat, projet), etc.
La décision d'attribuer ou non la qualité d'usager du travail social appartient au travailleur social lui-même qui, de cette façon, participe à la délimitation des frontières du champ en imposant des conditions d'entrée aux usagers.
Face à cette conception dominante de type technicien, les acteurs du travail social, travailleurs sociaux et usagers développent leur propre représentation de ce qu'est un travailleur social. Celle-ci peut renvoyer à l'image d'un travailleur social humaniste. Ce modèle vocationnel est en concurrence voire en conflit avec le modèle technicien.
Il semble que le travailleur social ne se considère pas comme un strict prestataire de services. Il ne conçoit pas de développer sa relation avec l'usager sans y introduire des valeurs morales ou éthiques telles que la solidarité, la justice, l'équité. Réduire les inégalités est son objectif.
Au terme d'une enquête diligentée par la CFDT Interco auprès des travailleurs sociaux salariés de l'action sociale départementale[1], qui a été publiée en 1998, il ressort que plus des trois-quarts d'entre eux considèrent avoir pour tâche de résoudre les problèmes des usagers du travail social :

Que pensez-vous de l'utilité de votre travail ?	
• Il contribue réellement à sortir des personnes de l'exclusion	3%
• Il contribue à régler certaines difficultés	73%
• Il a peu d'effet sur la situation des personnes	9%
• Il contribue à conforter un système lui-même producteur d'exclusion	12%

C'est donc à l'appui d'une conception idéaliste, que le travailleur social agit pour faire sortir les usagers du champ du travail social.
Cette conception idéaliste entre en contradiction avec la conception techniciste des institutions du travail social. C'est en effet en promouvant leurs valeurs que les travailleurs sociaux se trouvent parfois en porte-à-faux avec les institutions. D'ailleurs, toujours selon cette enquête, la majorité des travailleurs sociaux (54%) estime qu'il y a un décalage entre les missions et leurs pratiques. Ce décalage est particulièrement ressenti par les assistants de service social (71%) et les éducateurs spécialisés (62%).
C'est lorsque les attentes des usagers ou leurs attentes propres en termes de promotion dans le classement deviennent prioritaires sur celles des institutions, que les travailleurs sociaux entrent en conflit avec ces dernières. Au lieu de pérenniser l'ordre établi, ils le remettent en question en cherchant à augmenter la quantité de leur capital travail social ou de celui des usagers.

D'un côté, ils exécutent les missions définies par les institutions, de l'autre, ils permettent ou non aux usagers d'entrer dans le champ. Ces deux aspects entrent parfois en contradiction. En effet, s'ils favorisent l'entrée dans le champ des personnes, qui deviennent des usagers du travail social, alors qu'elles ne devraient pas y entrer, les travailleurs sociaux ne respectent pas la mission qui leur est assignée.
A la question pourquoi souhaiteriez-vous travailler en priorité, ils répondent à 58% pour tenter de résoudre les problèmes des usagers même si aucun dispositif n'est prévu, à 23% pour permettre aux usagers d'accéder aux dispositifs nationaux prévus par les textes, à 8% pour mettre en oeuvre l'action sociale décidée par les élus du Conseil général[2].
Ce non respect est encore aggravé lorsqu'ils permettent aux usagers de s'approprier le travail social, précisément les outils (le langage, les techniques) qui leur permettent d'exploiter à leur profit le champ, donc d'augmenter leur capital. Pour eux, « *l'usager, qu'il soit individu,*

[1] INTERCO CFDT, *Les nouveaux acteurs du social*, Dunod, 1998, 185p.
[2] Id., p.73.

groupe, famille ou collectivité, doit être considéré comme capable de se prendre en charge en totalité. Il doit être considéré comme sujet de droit quels que soient sa demande et son handicap. Il doit pouvoir s'informer ou être informé complètement sur ses droits et les conséquences pour lui de sa démarche. Il doit pouvoir accéder au partage du savoir sur ce qui le concerne, connaître les circuits et les procédures mises en oeuvre par sa démarche, accéder à son dossier. Il doit aussi être reconnu comme capable de s'engager et de passer un contrat. Enfin, il doit connaître les possibilités de recours en cas de désaccord. Bref, il doit être associé aux décisions le concernant. Mais il ne suffit pas d'affirmer l'autonomie, la responsabilisation, la prise en charge. Tout doit y contribuer effectivement. Ainsi, il convient d'affirmer et de concrétiser les capacités d'autonomie de l'usager et de tendre à remplacer les rapports d'assistance par des rapports égalitaires visant à l'autonomie »[1]. Il existe donc bien une fraction de travailleurs sociaux « subversifs », oeuvrant pour l'autonomisation des usagers dans le champ, donc pour le renforcement de leur capital.

Pour eux-mêmes, pour développer leur propre capital, les travailleurs sociaux sont également amenés à développer des stratégies de subversion. Il y a tout d'abord celles qui visent à maîtriser leur environnement professionnel sur les plans économique, juridique, politique. Ces stratégies sont les plus fructueuses dans la mesure où elles peuvent permettre l'accroissement de leur capital économique. Ce serait, par exemple, la participation à la définition de leurs missions.

Selon vous, qui devrait prioritairement participer à l'élaboration des missions de l'action sociale mise en oeuvre par le Conseil général ?	
• l'Etat	5%
• les élus locaux	18,5%
• la hiérarchie	5,5%
• les experts	15,5%
• les travailleurs sociaux	31%
• les organisations syndicales	8%
• l'ensemble des travailleurs	15%
Selon vous, qui contribue prioritairement à l'élaboration de l'action sociale mise en oeuvre par le conseil général ?	
• l'Etat	17%
• les élus locaux	44%
• la hiérarchie	21%
• les experts	2%
• les travailleurs sociaux	7%
• l'ensemble des travailleurs	5%

Source : enquête INTERCO CFDT 1998

Si les travailleurs sociaux estiment qu'ils devraient davantage participer à l'élaboration de leurs missions, ils sont nombreux à penser que les institutions politiques du travail social doivent garder l'initiative. « *La réponse des agents est claire : les seuls décideurs sont les politiques, à la rigueur, il peut s'agir des membres de la hiérarchie. Les salariés affirment bien qu'ils ne se considèrent pas comme décisionnaires* »[2]. Cette position est certainement liée au fait que, de par leur habitus d'agents dominés, ils s'interdisent de définir exclusivement leurs propres missions.
Au niveau du capital culturel, des actions peuvent également être engagées, améliorant le processus de professionnalisation : défense des droits des travailleurs sociaux, de la formation continue ; développement des formations supérieures etc. Mais, alors que, pour être efficaces, les travailleurs sociaux ont intérêt à se constituer en groupe et mener des actions collectives, il

[1] Id., pp.73-74.
[2] Id., p.30.

semblerait qu'ils soient « *en quête d'une organisation introuvable* »[1]. Malgré le nombre élevé d'associations de travailleurs sociaux[2], ces derniers rencontrent des difficultés à se fédérer.

Plusieurs contradictions et concurrences sont donc à retenir : entre les orientations d'un Etat libéral et celles d'un Etat-providence, entre les attentes normalisatrices des pouvoirs publics et les pratiques émancipatrices des travailleurs sociaux, entre les pratiques technicistes et les pratiques stratégiques des travailleurs sociaux, entre les besoins d'émancipation des usagers et les pratiques normalisatrices des travailleurs sociaux.

2.3. Lectures dialectiques du besoin de formation

Affirmer que le besoin est une notion difficile à cerner est une position courante chez les scientifiques qui s'y sont intéressés comme Jean-Marie Barbier et Marcel Lesne[3].

Dans son ouvrage récent intitulé « *Comprendre la société* »[4], Paul Demunter arrive à cette conclusion que « *C'est en fait une notion faussement simple qui se réfère à un phénomène difficile à analyser parce que non directement observable et qui fait intervenir les convictions morales, philosophiques et religieuses des individus. D'où, une difficulté évidente à adopter une position scientifique distanciée* »[5]. En effet, le besoin n'existe pas dans la réalité ; il n'est pas palpable. C'est une notion abstraite, qui représente ce qui pousse les agents à agir de telle ou telle façon. « *Il convient de remarquer que la vie sociale n'offre jamais à l'observation scientifique d'objets dont celle-ci puisse dire valablement qu'il s'agit de besoins objectifs. On ne rencontre jamais que des expressions de besoins formulées par des agents sociaux divers pour eux-mêmes ou pour d'autres* »[6].
Ce qui est objectif, en revanche, c'est le contexte dans lequel le besoin naît. Car c'est le monde réel qui, à un moment donné, produit les besoins. Le besoin, lui, n'est rien d'autre finalement que l'idée que l'agent se fait de l'action à engager pour améliorer sa situation. C'est au moment où l'agent passe à l'action que le besoin peut être satisfait et disparaître...pour laisser place à un nouveau besoin. Gérard Malglaive[7] qualifie d'objectif le moment de la réalisation concrète du besoin.

Les besoins sont généralement classés en deux catégories : les besoins physiologiques, biologiques ou encore naturels, et les besoins sociaux. Si les premiers sont facilement identifiables : manger, boire, dormir..., en revanche, les seconds sont plus difficiles à saisir. Qu'est-ce qu'un besoin social ? C'est une question à laquelle Paul Demunter[8] a tenté de répondre. Pour lui, les besoins humains sont des besoins sociaux dans la mesure où « *leurs objets sont socialement produits et transmis ; le choix de les satisfaire ou non relève d'une décision sociale et politique, elle-même conditionnée par le rapport de forces existant entre ceux qui veulent les satisfaire et ceux qui s'y opposent ; les modalités de leur réalisation sont socialement définies : on ne mange pas la même chose et de la même manière dans toutes les*

---

[1] Lien social n°471, 1999, pp.4-11.
[2] L'ANAS (Association nationale des assistants sociaux), l'ANEJI (Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés), l'ANPASE (Association nationale des professionnels et acteurs de l'action sociale et sanitaire en faveur de l'enfance et de la famille) par exemple.
[3] Jean-Marie BARBIER &Marcel LESNE, *L'analyse des besoins en formation*, Robert Jauze, 1986, 255p.
[4] Paul DEMUNTER, *Comprendre la société*, L'Harmattan, 2002, 407p.
[5] Id., p.13.
[6] Jean-Marie BARBIER & Marcel LESNE, op. cit., pp.20-21.
[7] Gérard MALGLAIVE, *Politique et pédagogie en formation d'adultes*, Théories et pratiques de l'Education permanente, 1981, 258p.
[8] Id., pp.33-36.

sociétés et à toutes les époques ; ce que l'on mange et la façon dont on le mange dépend des mœurs et des coutumes, c'est-à-dire d'un construit social ».
En d'autres termes, un besoin est social à la triple condition qu'il soit généré par la société, que sa satisfaction ou sa non satisfaction dépende de l'état des rapports sociaux nécessairement conflictuels et enfin, que la manière d'y répondre soit imposée par la société.

Les besoins physiologiques sont apparus les premiers. Ils ont ensuite été supplantés par les besoins sociaux qu'ils ont eux-mêmes générés. Par exemple, pour manger, l'homme chasse. S'il chasse en groupe, il a plus de chance d'attraper du gibier et donc, de manger. Le besoin de se regrouper devance alors le besoin de manger. Le besoin social finit par primer sur le besoin biologique. Ce phénomène est appelé par Lucien Sève l'homonisation. « *Le processus de l'homonisation renverse justement l'essence des besoins humains, l'aspect biologique devient un élément subordonné ; le besoin ne résulte plus d'une origine biologique interne à l'individu mais de l'intériorisation d'exigences externes liées aux forces productives et aux rapports sociaux* »[1]. Ce n'est donc plus la nature mais la société qui dicte les besoins humains. La société offre des produits qui génèrent des besoins. Ceux-ci n'émanent pas de la volonté individuelle, mais bien d'une organisation collective, en particulier des institutions qui la dirigent.

Aujourd'hui, ce qui les fait « courir » les acteurs, en tout cas dans les sociétés industrialisées comme la France, c'est l'appropriation du capital nécessaire à la montée dans le classement dans un champ donné qui va leur permettre de monopoliser la définition du champ lui-même. C'est dans ce jeu social que les acteurs sont désormais engagés et qu'ils expriment leurs besoins sociaux.

Tous les acteurs, aussi bien les dominants que les dominés sont conditionnés par leurs besoins de capital[2]. Comme le souligne Agnès Heller[3], « *Le capitalisme est l'entremetteur qui, en créant toujours de nouveaux objets et en suscitant toujours de nouveaux besoins fait des hommes les prostituées des besoins* »[4].
Mais le taux de satisfaction des besoins est plus élevé chez les acteurs dominants que chez les acteurs dominés. Cela s'explique par le fait que les premiers, contrairement aux seconds, détiennent, dès le commencement du jeu, un capital important. Ils héritent d'une richesse à la fois économique, sociale et culturelle. Celle-ci leur permet de répondre immédiatement à certains besoins. Leur position sociale s'en trouve rapidement améliorée. Les acteurs dominés, eux, sont pauvres et, de ce fait, ont bien du mal à satisfaire leurs besoins et, consécutivement, à progresser socialement.
Lorsque les acteurs dominés, seulement à partir du moment où leur habitus leur permet de prendre conscience de leurs besoins, vont engager des actions de nature à les satisfaire, ils vont, en même temps, entrer en conflit avec les riches en capital qui, eux, agiront pour la protection de leur monopole.

Cette approche dialectique du besoin nous permet de préparer celle du besoin de formation. La formation est un besoin en ce qu'elle est source de capital tant économique, que culturel, social et symbolique.

---

[1] Lucien SEVE, *Besoins et aliénation, Problèmes de la révolution socialiste en France* Editions sociales, 1971, pp.21-22, cité par Paul DEMUNTER, op. cit., p.21.
[2] Gardons à l'esprit que le capital en question se situe toujours à quatre niveaux complémentaires : économique, culturel, social, symbolique, et qu'il est propre à chaque champ.
[3] Agnès HELLER, *La théorie des besoins chez Marx*, Union générale d'édition, 1978, 188p.
[4] Id., p50.

Elle offre la possibilité d'améliorer la situation matérielle en augmentant les revenus et/ou le patrimoine. En effet, en se formant, l'acteur, selon sa situation, a des chances soit d'obtenir un travail, soit de monter en grade et d'avoir un salaire plus élevé. La formation est également un moyen d'évoluer sur le plan culturel, d'acquérir des connaissances. Enfin, elle favorise la rencontre avec d'autres acteurs, éventuellement impliqués dans des espaces de relations différents et qu'il est par conséquent intéressant d'intégrer dans son propre réseau. Sans oublier que, sur le plan symbolique, la formation joue un rôle important. Une personne en formation est aux yeux des autres quelqu'un qui « en veut » sur tous les plans et qui, par conséquent, mérite de réussir.
Ceux qui sont riches en capital ont, a priori, moins besoin de formation puisqu'ils disposent la plupart du temps des diplômes, des emplois rémunérateurs, des relations et de la reconnaissance suffisante pour s'imposer dans le monde du travail.

La formation permet donc à un employé ou un ouvrier de se qualifier à quatre niveaux : professionnel, social, culturel, symbolique.

La qualification professionnelle peut doublement répondre au besoin de l'acteur d'acquérir le statut de travailleur ou d'améliorer sa situation professionnelle par le biais d'une promotion, et au besoin de l'employeur de répondre aux impératifs de production de l'entreprise par l'acquisition de qualifications nouvelles permettant de s'adapter au poste de travail. Ce sont deux besoins qui peuvent entrer en contradiction. La qualification professionnelle est par conséquent un enjeu pour lequel salariés et employeurs vont se battre[1].
Bien entendu, le rapport de force est inégal, au détriment de l'employé. Mais, plus celui-ci se formera, plus il aura de chance de monter dans la hiérarchie.

Outre la qualification professionnelle, la qualification sociale constitue un enjeu pour celui qui cherche à s'émanciper, à devenir un acteur à part entière. Si nous préférons la notion d'émancipation sociale à celle de qualification sociale parce qu'elle donne plus de perspectives, nous ne pouvons cependant pas nous dispenser de définir cette notion. Paul Demunter définit la qualification sociale[2] comme « *la capacité pour les travailleurs de se situer dans les rapports de production, la prise de conscience que la place occupée détermine la situation qui leur est faite dans le système, la capacité de s'organiser, de concevoir des projets d'intervention sur leur environnement et de développer des actions collectives en vue de changer les rapports sociaux de production* »[3]. La qualification sociale apparaît comme la capacité de l'agent à prendre conscience que la position qu'il occupe dans un champ fait de lui un agent dominé ou dominant d'une part et, d'autre part, comme la capacité à s'inscrire dans des réseaux, des espaces de relations collectives, comme les syndicats par exemple, qui favorise l'efficacité d'actions stratégiques de subversion ou de conservation.
Si le deuxième volet nous semble relever effectivement de la qualification sociale, le premier, en revanche, serait plutôt du registre de la qualification culturelle.
C'est ce que l'auteur désigne comme « *solide formation générale de base* »[4] et que nous appellerons culture de base. C'est cette culture de base qui doit permettre à l'agent de connaître, d'incorporer intellectuellement la place qu'il occupe dans le champ, les raisons pour lesquelles il occupe cette place et les actions stratégiques à engager pour la transformer

---

[1] « *La qualification professionnelle peut être abordée du point de vue de l'employeur ou du point de vue du travailleur et en fonction de leurs intérêts stratégiques respectifs. Comme ceux-ci sont contradictoires, la qualification professionnelle sera l'objet d'un enjeu politique et économique et donnera lieu à des conflits évidents* », Paul DEMUNTER, op. cit., p.325.
[2] Christine DEMUNTER, *Intérêts de classe et qualification sociale*, L'Harmattan Contradictions, 1999, 145p.
[3] Id., p.326.
[4] Id.

dans un sens favorable à ses intérêts. La qualification culturelle apparaît alors comme la capacité à penser la transformation de sa position en convertissant la force négative, d'autocensure, de son habitus en force positive.

La dernière capacité induite par la formation se situe dans la sphère symbolique. Ce qui compte ici c'est de se faire reconnaître comme un acteur capable d'engager des actions stratégiques, construites intellectuellement et matériellement, de nature à améliorer sa situation professionnelle. Cette reconnaissance peut suffire à faire évoluer la position du travailleur sans qu'il ait à engager d'actions. Si l'employeur pense qu'il est parfaitement légitime qu'un travailleur soit promu, en raison de ses capacités professionnelles, de ses connaissances et de ses relations, sans que celui-ci ait à le demander, il lui attribuera une promotion. La qualification symbolique c'est savoir se vendre en engageant le minimum de capital, et en utilisant au maximum le langage.

La formation est un besoin social :

- tout d'abord parce qu'il est généré par la société, la société capitaliste en l'occurrence. Comme la société ou l'espace social se compose d'institutions et d'agents divers dont les positions sont hiérarchisées en fonction de la quantité de capital possédé, les besoins de formation sont eux-mêmes diversifiés et pris en compte avec plus ou moins d'acuité. Ceux qui occupent une position dominante pourront plus facilement exprimer leur besoin de formation que ceux qui sont placés à un rang inférieur ;

- ensuite parce que la possibilité de le satisfaire est liée à l'état des rapports de force d'un moment donné. En effet, le fait de pouvoir suivre une formation de dépend pas uniquement de la volonté du formé lui-même, la plupart du temps secondaire par ailleurs, mais de la volonté combinée des institutions politiques, des institutions du marché du travail telles que les employeurs ou les centres de formation. Ainsi, « *une offre de formation, quelle qu'elle soit, n'est jamais la réponse pure et simple aux besoins [objectifs] de formation d'une catégorie sociale déterminée. Elle est toujours le produit d'un rapport de forces entre agents sociaux aux intérêts divergents, voire contradictoires. Et comme ces rapports de force fluctuent tout en exprimant prioritairement les intérêts stratégiques des catégories sociales dominantes, le produit de ces rapports de forces aura également tendance à fluctuer tout en reflétant prioritairement les intérêts des catégories sociales dominantes* »[1]. Tout comme il en est de l'expression du besoin de formation, la possibilité de le satisfaire celui-ci sera plus ouverte pour les acteurs dominants que pour les acteurs dominés.

- enfin parce que les conditions de mise en oeuvre de la formation sont déterminées par ces mêmes institutions. De ce point de vue, la formation, parce qu'elle est aux mains des institutions dominantes, est à même de répondre aux besoins de formation des acteurs dominants, tandis qu'elle a tendance à ne pas satisfaire les besoins des acteurs dominés.

Le besoin de formation, généré par la société capitaliste, industrialisée, est un enjeu important dans la mesure où la formation est un moyen d'augmentation du capital des acteurs. Celle-ci est, en effet, propre à produire de la qualification professionnelle, de la qualification sociale ou relationnelle, de la qualification culturelle et de la qualification symbolique ou langagière.

---

[1] Paul DEMUNTER (sous la direction de), *Evaluation du programme régional de formation à destination des publics sous-qualifiés et sous-scolarisés*, volume III, 1992, p.15.

Des contradictions peuvent survenir non seulement entre acteurs émetteurs de besoins de formation différents mais également entre ceux-ci et les producteurs de formation. Il peut y avoir, en effet, une inadéquation entre l'offre et le besoin de formation. Cette inadéquation n'est pas le fruit du hasard mais plutôt le résultat d'un conflit d'intérêts. C'est l'hypothèse où l'employeur propose à son salarié de suivre une formation qui correspond non pas au besoin de promotion du salarié mais au besoin de rentabilité de l'entreprise. C'est encore l'hypothèse où le centre de formation propose à un stagiaire une formation qui n'a rien à voir avec son besoin de trouver un emploi mais qui permet au centre de récolter les financements publics attribués pour la mise en oeuvre de tel ou tel dispositif de formation.
Dans la plupart des cas, le résultat est en faveur de l'institution professionnelle ou formatrice dont l'expression du besoin est plus légitime que celle des besoins des formés.

Conclusion

L'appréhension du droit et du travail social en tant que champs, c'est-à-dire en tant qu'espaces organisés en une hiérarchie d'institutions et d'acteurs cherchant, par leurs discours et leurs actions, à augmenter leur capital en vue d'imposer leurs points de vue, mus par des pratiques et des conceptions concurrentes ou contradictoires (normalisation/émancipation), a permis de mieux comprendre les enjeux des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux.
En effet, la formation est source de qualifications et, par voie de conséquence, de capital. De ce fait, c'est un enjeu de taille pour tout acteur voulant améliorer sa position sociale, sachant que celle-ci est non seulement fonction du capital possédé, mais aussi du contexte socio-économique dans lequel elle s'inscrit.

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'objet de ce chapitre était de lire de manière théorique et dialectique le droit, le travail social et le besoin de formation. Ces lectures ont fait apparaître le droit et le travail social comme des espaces hiérarchisés d'institutions et d'acteurs dont les relations stratégiques se fondent sur l'usage d'un langage spécifique. Le classement de chacun dans une position, dominante, dominée, déterminée par le volume et la structure du capital possédé, génère des actions de développement de celui-ci, qui s'inscrivent aussi bien dans le consensus, la concurrence que dans la contradiction, l'objectif terminal étant d'imposer une certaine conception du droit, du travail social.
En droit comme dans le travail social, les travailleurs sociaux et les usagers sont dominés. L'aide à l'accès au droit tend à faire des premiers des sous-professionnels du droit, des seconds des consommateurs de droits-à. Pour sortir de leur état, ils ont besoin de capital juridique, en tout cas plus que ce qu'ils possèdent. Or, la formation est vectrice de capital par le biais de la qualification professionnelle, culturelle, symbolique. Ainsi, en se qualifiant par la formation juridique, les travailleurs sociaux sont en mesure de posséder le capital juridique nécessaire à l'amélioration de leur propre position et, indirectement, au développement de celle des usagers (s'ils le souhaitent). Mais comment définir ces besoins de formation ?

En théorie, nous partons du principe que les travailleurs sociaux mènent des activités juridiques d'aide à l'accès au droit. Pour ce faire, ils mobilisent un capital juridique que la formation peut et, est même censée d'ailleurs, leur attribuer. C'est à ce stade de la réflexion que l'avertissement de Paul Demunter prend du sens : « *une simple enquête auprès des personnes concernées ne suffit pas pour identifier les besoins. En effet, ces personnes peuvent avoir une représentation de leurs besoins médiatisée et déformée par l'idéologie dominante ou par la prégnance du modèle pédagogique dominant ce qui, dans un sens, revient au même. C'est par une analyse socio-économique rigoureuse, menée de manière critique, qu'on peut espérer dire quelque chose de sensé à propos des besoins [objectifs]* »[1]. En d'autres termes, les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux ne se réduisent pas à la réalisation des activités juridiques d'aide à l'accès au droit, bien que celles-ci conditionnent l'existence même de ces besoins. Ils dépendent surtout de la position sociale des travailleurs sociaux, doublement déterminée par le contexte socio-économique de l'aide à l'accès au droit et par le capital juridique qu'ils possèdent.

C'est donc seulement après avoir vérifié l'effectivité des activités juridiques des travailleurs sociaux, condition sine qua non de l'existence même des besoins de formation juridique, que l'analyse de ces besoins pourra être conduite dans les deux directions.
Dans ce cadre de cette analyse des besoins, nous aurons l'occasion de mobiliser des typologies, des concepts ou des notions complémentaires que l'on doit principalement à Gérard Malglaive et Marcel Lesne. Ceux-ci seront explicités à ce moment-là afin de donner à l'analyse la consistance qu'elle mérite.

Après l'approche théorique de la dialectique, l'approche pratique s'impose. C'est la question des techniques de recherche qu'il s'agit de résoudre maintenant.

---

[1] Paul DEMUNTER, *Comprendre la société*, op. cit., p. 324.

CHAPITRE II : LES TECHNIQUES DE RECHERCHE

INTRODUCTION

L'objet de ce chapitre consiste dans la présentation des outils techniques, utilisés pour le recueil des données nécessaires à la démonstration. Il est complémentaire du chapitre précédent consacré au modèle conceptuel. Avec lui, il constitue ce que nous avons appelé « Cadre théorique et méthodologique ».

Donnons quelques indications sur la posture méthodologique qui découle de notre cadre de référence. La compréhension des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux dépend de l'analyse des pratiques des acteurs, pour nous, les travailleurs sociaux, les formateurs en droit. La saisie de ces pratiques s'effectue selon certaines règles : la reconnaissance de l'extériorité du chercheur à la pratique des acteurs, la reconnaissance consécutive de l'impossibilité d'une objectivité absolue de sa part, enfin, l'adoption d'une position « relativement » neutre à partir de ces deux reconnaissances. Les pratiques de ces acteurs recèlent une logique, non pas théorique, mais pratique dans la mesure où ils ne pensent pas scientifiquement leurs pratiques mais l'exécutent dans l'urgence (de la pratique). Pour cette raison, cette logique, extraite des discours des agents, ne peut être admise comme source directe de concepts, mais comme productrice de modèles d'actions et de perceptions. Les modèles ou schèmes d'actions de perceptions des travailleurs sociaux et des formateurs en droit, qui rendent compte de manière collective des manières répétées d'agir et de penser, constituent le socle sur la base duquel des catégories ou des concepts peuvent être élaborés. L'acte de théorisation intervient donc non pas tout de suite après la saisie de la pratique, mais bien après l'isolement des modèles.

Les lectures théoriques du droit et du travail social achevées et la problématique de recherche posée, il restait à choisir les techniques appropriées pour vérifier l'hypothèse centrale et les sous-hypothèses. Un rappel s'impose ici.
Nos pratiques professionnelles ont constitué un matériau de référence dont nous avons développé le contenu dans l'introduction. C'est le retour réflexif sur ces pratiques qui a rendu la démonstration cohérente. Cette cohérence s'est basée sur un travail constant d'adaptation des concepts à la réalité pour comprendre cette réalité. En effet, c'est en tant que praticienne réfléchissant sur ses pratiques que nous avons engagé ce travail de recherche. C'est aussi en tant que telle que nous comptons exploiter les résultats scientifiques obtenus. Comme le souligne Pierre Bourdieu[1], « La *difficulté de l'initiation à une pratique scientifique quelle qu'elle soit (physique, quantitative ou sociologique), vient de ce qu'il faut faire un double effort pour maîtriser le savoir théoriquement mais de telle manière que ce savoir passe réellement dans les pratiques, sous forme de « métier », de tours de main, de « coup d'œil »,*

[1] Pierre BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, 2001, 237p.

etc., et ne reste pas à l'état de méta-discours à propos des pratiques »[1]. L'objectif que nous poursuivons est donc bien de faire passer dans les pratiques pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux le savoir que nous aurons théoriquement extrait de ces pratiques et que nous aurons critiqué de manière constructive. C'est cette démarche qui peut nous rendre « compétente » sur la question. « *La compétence, ce n'est pas seulement la maîtrise des acquis, des ressources accumulées dans le champ, c'est le fait d'avoir incorporé, transformé en sens pratique du jeu, converti en réflexes, l'ensemble des ressources théorico-expérimentales, c'est-à-dire cognitives et matérielles issues des recherches antérieures* »[2]. C'est, précisément, ce que le « praticien chercheur » cherche à acquérir[3].

Cela suppose, au préalable, que des données, non seulement théoriques mais aussi pratiques ou expérimentales, aient été réunies. Pour rassembler ces données pratiques, nous avons mobilisé trois techniques : la recherche bibliographique et documentaire, les entretiens et l'observation directe, dont les modalités de mise en oeuvre vont être maintenant précisées.

§1. LA RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE ET DOCUMENTAIRE

Comme nous l'avons souligné dans l'introduction générale, nous nous sommes tout d'abord engagée dans une recherche bibliographique et documentaire ciblée sur la formation juridique des travailleurs sociaux. Deux documents en particulier ont ouvert des perspectives de recherche et de réflexion. Le premier est une étude réalisée par Robert Lafore intitulée « *Les formations juridiques des travailleurs sociaux* »[4]. Le second est un article écrit par Jacques Faget sur « *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux* »[5].
La pénurie de travaux sur la formation juridique des travailleurs sociaux, que nous avons observée à l'issue de la recherche documentaire et bibliographique, nous a conduit, par la suite, à élargir le champ de la recherche. Celle-ci s'est organisée autour de trois axes principaux : les activités ou pratiques professionnelles des travailleurs sociaux, leurs compétences et qualifications et le dispositif de formation des travailleurs sociaux.

Or, ce sont des axes de recherche que le laboratoire TRIGONE[6] de l'Université des Sciences et Technologies de Lille s'est fixés.
Des membres de l'équipe de chercheurs MEGADIPE (Méthodologie Générale Analyse de Dispositifs et de Pratiques Educatives)[7], dont nous faisons partie, centrent leurs efforts de réflexion sur l'analyse des pratiques des agents éducatifs. L'objectif de l'équipe est de définir des dispositifs de formation permettant aux agents éducatifs (travailleurs sociaux), confrontés aux phénomènes d'exclusion, de prendre conscience des enjeux liés à leurs activités professionnelles et d'acquérir une qualification sociale critique en vue de mettre en place des projets progressistes de transformations sociales.

---

[1] Id., p.82.
[2] Id., p.102.
[3] Ruth CANTER KOHN, *Les positions enchevêtrées du praticien-qui-devient-chercheur*, pp.15-37, in Marie-Pierre MACKIEWICZ, *Praticien et chercheur. Parcours dans le champ social*, L'Harmattan, 2002, 159p.
[4] Robert LAFORE, *Les formations juridiques des travailleurs sociaux*, op. cit.
[5] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, op. cit.
[6] Laboratoire TRIGONE, Université des sciences et technologies de Lille, Centre université-économie d'éducation permanente (CUEEP)
[7] Les deux autres équipes de chercheurs sont NOCE (Nouveaux Outils pour la Coopération et l'Education) et OPEN (Ingénierie des formations ouvertes). L'équipe MEGADIPE est placée sous la responsabilité de Paul DEMUNTER.

Des productions ont été réalisées, en particulier deux Cahiers d'Etudes du CUEEP[1]. L'un est relatif au « Travail social et travailleurs sociaux »[2], l'autre propose des « *Lectures en travail social et en formations d'adultes* »[3]. L'appropriation de ces deux ouvrages, mettant en lumière les évolutions du travail social, les professionnalités des travailleurs sociaux, leurs pratiques, leurs besoins de formation, s'est enrichie des lectures de mémoires et de thèses réalisés au CUEEP de l'Université des sciences et technologies de Lille[4].

Les banques de données des universités de Lille 2 (Ulysse) et de Lille 3 (Horizon) ont également été consultées afin de dresser un état des lieux le plus complet possible des ouvrages non seulement consacrés aux interactions du droit et du travail social au niveau des pratiques et des formations, mais également en rapport avec notre cadre conceptuel et les techniques de recherche pour lesquelles nous avons opté. Les ouvrages centraux ont fait l'objet de fiches de lecture, notamment ceux de Lucien Sève, Jean-Marie Brohm, Marta Harnecker, Ernest Mandel, Paul Demunter, Pierre Bourdieu, Bernard Lahire, Madeleine Grawitz, Jean-Marie Barbier, Charles Hadji, Jean Houssaye, Jacques Hédoux, Paul Orianne, André Tarby, Marcel Lesne, Gérard Malglaive, Claude Dubar & Pierre Tripier, Jeannine Verdès-Leroux, Christine Rater-Garcette, Michel Autès[5].

Les documentalistes des centres de formation au travail social de la région Nord/Pas-de-Calais ont apporté un concours précieux pour affiner les recherches sur les formations et les pratiques des travailleurs sociaux. Ces recherches ont été facilitées par l'utilisation de la banque de données bibliographiques PRISME, spécifique au secteur social et médico-social. Elles ont été régulièrement renouvelées, notamment par la voie électronique avec le portail du travail social OASIS. Pour retracer l'histoire des activités juridiques des travailleurs sociaux,

---

[1] sous la coordination de Jacques HEDOUX et de Christine CAPELANI.

[2] *Travail social et travailleurs sociaux*, Les Cahiers d'études du CUEEP, n°39-40, 1999, 207p.

[3] *Lectures en travail social et en formation d'adultes*, Les Cahiers d'études du CUEEP, n°45-46, 2001, 259p.

[4] Eric MARTEAU, *Enjeux de la professionnalité des éducateurs spécialisés*, Mémoire de DEA en sciences de l'Education, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 1997, 121p. ; Armelle THIERRY, *Les besoins de formation des éducateurs spécialisés et la recherche-action de type stratégique*, Mémoire de DEA en sciences de l'Education, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 1997, 227p. ; Thérèse LEVENE, *Les travailleurs sociaux : représentations et position de classe*, Mémoire de DEA en sciences de l'Education, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 1998, 123p. ; Corine BRICHE, *L'évolution de la professionnalité dans le travail social*, Thèse de doctorat en sciences de l'Education, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 2000, 310p. ; Sylvie COTHENET, *Maltraitance infantile : la formation des compétences individuelles et collectives des professionnels*, Thèse de doctorat en sciences de l'Education, Université de sciences et technologies de Lille, CUEEP, 2001, 299p.

[5] Lucien SEVE, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Editions sociales, 1980, 717p. ; Jean-Marie BROHM, *Qu'est-ce que la dialectique*, Savelli, 1977, 150p. ; Marta HARNECKER, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, l'Harmattan, 1992, 320p. ; Ernest MANDEL, *Introduction au marxisme*, La Brèche, 1983, 207p. ; Paul DEMUNTER, *Comprendre la société*, L'Harmattan, 2002, 407p. ; Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Minuit, 1980, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Minuit, 1992, 670p., *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Minuit, 1987, 279p. ; *Questions de sociologie*, Minuit, 1984, 277p. ; Bernard LAHIRE, *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu*, La Découverte, 1999, 257p. ; Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, 1993, 870p. ; Jean-Marie BARBIER & Marcel LESNE, *L'analyse des besoins en formation*, Jauze, 1986, 228p. ; Jean-Marie BARBIER, *L'évaluation en formation*, Puf, 1994, 309p. ; Charles HADJI, *L'évaluation, règles du jeu. Des intentions aux outils*, ESF, 1993, 191p. ; Jean HOUSSAYE, *La pédagogie : une encyclopédie pour aujourd'hui*, ESF, 1993, 352p. ; Jacques HEDOUX, *Se former à la pédagogie. Guide méthodologique en formation*, Lamarre, 1996, 261p. ; Paul Orianne, *Apprendre le droit. Eléments pour une pédagogie juridique*, Frison-Roche, 1990, 330p. ; André TARBY, *L'incontournable relation formation et droit*, L'Harmattan, 1990, 384p. ; Marcel LESNE, Travail pédagogique et formation d'adultes, L'Harmattan, 1994, 185p. ; Gérard MALGLAIVE, *Enseigner à des adultes*, Puf, 1998, 285p. ; Claude DUBAR & Pierre TRIPIER, *Sociologie des professions*, Armand Colin, 1998, 256p. ; Jeannine VERDES-LEROUX, *Le travail social*, Minuit, 1978, 259p. ; Christine RATER-GARCETTE, *La professionnalisation du travail social. Action sociale, syndicalisme, formation 1880-1920*, L'Harmattan, 1996, 210p. ; Michel AUTES, *Les paradoxes du travail social*, Dunod, 1999, 313p.

nous nous sommes rendue au Musée social à Paris qui possède des archives sur le travail social. Des documents anciens, numérisés[1], appartenant à la bibliothèque nationale de France ont apporté des éclairages supplémentaires.

Certaines revues ont été régulièrement dépouillées, notamment dans le but de mettre à jour nos connaissances. Il s'agit de Droit et Société, de la Revue de droit sanitaire et social, d'Informations sociales, Travail social actualités, la Revue française de sociologie, Education permanente, Actualité de la formation permanente, Formation emploi, Esprit. Nombre d'articles de Pierre Bourdieu publiés dans les Actes de la recherche en sciences sociales ont facilité la compréhension des concepts de champ et de capital.

L'étude socio-historique des activités juridiques des travailleurs sociaux a entraîné des recherches dans des documents anciens, recueillis auprès de centres d'archives comme la Bibliothèque nationale ou le Musée social ainsi que dans les travaux contemporains ayant pour objet l'histoire du travail social. Les ouvrages centraux ont fait l'objet d'une lecture attentive comme « Les métamorphoses de la question sociale » de Robert Castel[2], ou « *La professionnalisation du travail social* » de Christine Rater-Garcette[3].

Le souci constant d'appréhender l'objet de la recherche dans son contexte socio-politique nous a amenée à consulter des rapports publics portant sur l'accès au droit et à la justice, les fonctions des travailleurs sociaux, leurs formations. Certains d'entre eux ont été particulièrement utiles : le rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux[4], le schéma national des formations sociales 2001-2005[5], le bilan des trois premières années d'application de la loi relative à l'aide juridique[6], le rapport de la commission de réforme de l'accès au droit et de la justice[7].

Pour vérifier le niveau de reconnaissance sociale des activités juridiques des travailleurs sociaux, plusieurs types de documents ont été exploités. L'analyse de la reconnaissance politique s'est appuyée sur les textes législatifs et réglementaires régissant les fonctions des travailleurs sociaux. Pour établir le degré de reconnaissance administrative, nous nous sommes basée sur les répertoires d'emplois ou métiers[8] prenant en compte les professions sociales. L'établissement de la reconnaissance professionnelle a reposé sur la lecture des textes relatifs aux trois fonctions publiques, des principales conventions collectives applicables au travail social et des contrats de travail de travailleurs sociaux. Une dizaine de contrats ont été recueillis auprès de travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés et assistants de service social, intervenant dans les trois grands secteurs du travail social : l'enfance, le handicap et l'exclusion.

---

[1] Sur le site GALLICA.

[2] Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995, 490p.

[3] Christine RATER-GARCETTE, *La professionnalisation du travail social, action sociale, syndicalisme, formation 1880-1920*, L'Harmattan, 1996, 210p.

[4] *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, 1995, 267p.

[5] *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, Ministère de l'emploi et de la solidarité, 2001, 138p.

[6] *Bilan des trois premières années d'application de la loi relative à l'aide juridique*, La Documentation française, 1995, 110p.

[7] *Rapport de la commission de réforme de l'accès au droit et de la justice*, La Documentation française, 2001, 156p.

[8] Ceux de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) et de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi).

Enfin, l'analyse des conditions socio-économiques dans lesquelles les travailleurs sociaux remplissent leurs activités juridiques a reposé sur l'exploitation de plusieurs types de documents s'intéressant au phénomène d'exclusion. Il s'agit de documents descriptifs, statistiques, produits par des organismes enquêteurs comme l'INSEE, l'IGAS ou encore l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. A cela s'ajoutent les textes juridiques et les ouvrages de réflexion consacrés à ce phénomène comme Rober Castel[1], Serge Paugam[2] ou Martine Xiberras[3].

Pour terminer, des documents internes des centres de formation au travail social de la Région Nord/Pas-de-Calais ont été recherchés afin de connaître les dispositifs pédagogiques relatifs à la formation juridique. Ceux qui ont fourni le plus d'indications ont été les projets pédagogiques, pour ce qui est de la formation initiale, les plaquettes de formation, pour ce qui est de la formation continue.

§2. LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS

La pénurie de travaux consistants sur les activités et les compétences juridiques des travailleurs sociaux ainsi que sur leur formation juridique nous a poussée à enquêter sur le terrain. Comme il s'agissait de saisir des pratiques et des représentations d'acteurs, en lien avec une problématique définie au départ, nous avons fait le choix des entretiens semi-directifs. Nous n'avons pas procédé à des entretiens exploratoires. Visant à *« mettre en lumière les aspects du phénomène auxquels le chercheur ne peut penser spontanément »*[4], il paraissait inutile d'y recourir dans la mesure où nous étions déjà en possession de précieuses informations tirées de l'expérience professionnelle, formalisées dans l'introduction générale.

L'enquête a été menée dans la région Nord/Pas-de-Calais en 1999. Quarante entretiens ont été effectués, vingt auprès de travailleurs sociaux, vingt auprès de formateurs en droit intervenant dans la formation des travailleurs sociaux.

➢ La constitution des échantillons

L'enquête par entretiens a nécessité la constitution de deux échantillons. Le premier échantillon se compose d'éducateurs spécialisés et d'assistants de service social, l'autre, de formateurs permanents ou responsables de la formation juridique et de formateurs vacataires en droit auprès des éducateurs spécialisés et des assistants de service social.
Pour constituer le premier échantillon, nous nous sommes servie du Fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) ainsi que l'annuaire général des établissements et services spécialisés pour personnes handicapées ou inadaptées du CREAI Nord/Pas-de-Calais. Le deuxième échantillon a été défini à partir du répertoire de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) et du répertoire de la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS).

---

[1] Robert CASTEL, *De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle*, pp.137-168, in Jacques DONZELOT (sous la direction de), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Esprit, 1991, 227p.
[2] Serge PAUGAM, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, op. cit.
[3] Martine XIBERRAS, *Les théories de l'exclusion*, Armand Colin, 1998, 242p.
[4] Alain BLANCHET & Anne GOTMAN, *L'enquête et des méthodes : l'entretien*, Nathan Université, 1996, 125p. ; p. 43.

Le premier échantillon comprend des éducateurs spécialisés et des assistants de service social. La sélection s'est opérée selon plusieurs critères : la possession du diplôme (élimination des éducateurs spécialisés et des assistants de service social faisant fonction) ; étant donné la réforme de 1990 portant sur la formation des éducateurs spécialisés qui modifie de façon substantielle les conditions d'enseignement du droit, la date d'obtention du diplôme, impliquant de choisir autant d'éducateurs spécialisés diplômés avant 1990 qu'après) ; l'absence de diplôme complémentaire donnant droit à l'exercice d'une fonction supérieure (chef de service, directeur); la participation à des stages juridiques dans le cadre de la formation permanente.
Cette partie de l'enquête concernant les activités juridiques des éducateurs spécialisés et des assistants de service social, l'objectif était de rechercher les structures sociales et médico-sociales, publiques et privées, les plus à même de développer ce type d'activités. Pour ce faire, une classification des établissements sociaux privés par secteur a été opérée, à laquelle doivent être ajoutés les services publics.
Le secteur de l'enfance délinquante n'a pas été retenu dans la mesure où il n'emploie pas les travailleurs sociaux auxquels nous nous intéressons, mais des éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse.

Structures sociales et médico-sociales

Secteurs	Structures
Handicap mental sensoriel moteur	Enfants et adolescents : *SESSD/SESSAD (Service d'éducation spéciale et de soins à domicile) *CAMSP (Centre d'action médico-social précoce) Adultes : *MAS (Maison d'accueil spécialisée) *Foyer d'hébergement *CAT (Centre d'aide par le travail) *AP (Atelier protégé)
Déficiences Intellectuelles (mineurs)	*IME (Institut médico-éducatif) *IMP (Institut médico-pédagogique) *IMPro (Institut médico-professionnel)
Déficiences motrices et sensorielles	*Centres d'éducation motrice *Institut d'éducation sensorielle
Troubles de la personnalité	*IRP (Institut de rééducation psychothérapique) *Hôpital de jour *CMPP (Centre médico-psycho-pédagogique)
Troubles de la conduite et du comportement Cas sociaux	*MECS (Maison d'enfants à caractère social) *Village d'enfants *Foyer de l'enfance *SAEMO (Service d'action éducative en milieu ouvert)
Enfance délinquante	*CAE (Centre d'action éducative) *SEAT (Service éducatif auprès des tribunaux pour enfants)
Prévention et animation spécialisées	*Club de prévention
Hébergement et/ou réinsertion des personnes en difficulté d'adaptation sociale	*CHRS (Centre d'hébergement et de réadaptation sociale) *Foyer d'hébergement *FJT (Foyer de jeunes travailleurs) *FJTM (Foyer de jeunes travailleurs migrants) *Service d'aide aux victimes *Service logement *Entreprise intermédiaire *Centre maternel

Source : Annuaire général. Organismes, services et établissements spécialisés pour personnes handicapées ou inadaptées région Nord/Pas-de-Calais, CREAI, 1996, 288p.

Les personnes interviewées, au nombre de vingt, ont également été choisies en respectant la parité 59/62 et la parité secteur public/secteur privé à proportion des effectifs répartis dans chacun d'eux. En effet, les assistants de service social travaillent surtout dans le secteur public, à l'inverse des éducateurs spécialisés qui travaillent, eux, essentiellement dans le secteur privé.

Répartition des emplois sociaux par secteurs d'activité au 1er janvier 1996

	Etablissements de santé public et privés	Etablissements sociaux	Conseils généraux	Entreprises	Etat	Organismes de protection sociale	Etablissements d'hébergement pour personnes âgées	Total des emplois
Assistant de service social	3984	3659	15312	1585	4635	4471	112	33758
Educateur spécialisé		38208	3121	2206	3708	478		47721

Source : SESI, Documents statistiques n°301, avril 1998, p.10.

L'échantillon est le suivant :

ECHANTILLON DES TRAVAILLEURS SOCIAUX INTERVIEWES

	Profession	Date du diplôme	Fonction	Secteur	Employeur	Structure	Département
E1	Assistant de service social	1991	Assistant socio-éducatif	Public	Conseil général	Circonscription d'action sociale / polyvalence de secteur	59
E2	Educateur spécialisé	1979	Educateur spécialisé	Privé	Caisse d'allocations familiales	Foyer de jeunes travailleurs	59
E3	Assistante de service social	1994	Assistante socio-éducative	Public	Conseil général	Unité territoriale / polyvalence de secteur	62
E4	Educateur spécialisé	1996	Educateur de rue	Privé	Association de 1901	Club de prévention	59
E5	Assistante de service social	1984	Assistante sociale d'aide aux émigrants	Privé	Association de 1901	Service social d'aide aux émigrants	62
E6	Educateur spécialisé	1984	Educateur spécialisé	Privé	Association de 1901	Service AEMO	59
E7	Assistante de service social	1990	Assistance socio-éducative	Public	Conseil général	Circonscription d'action sociale / polyvalence de secteur	59
E8	Assistante de service social	1992	Assistante socio-éducative	Public	Conseil général	Circonscription d'action sociale / polyvalence de secteur	59
E9	Educateur spécialisé	1993	Educateur spécialisé	Privé	Association de 1901	Foyer de l'enfance	59
E10	Assistante de service social	1970	Assistante sociale d'entreprise / SSTRN	Privé	Entreprise	Service social du travail	59
E11	Educateur spécialisé	1987	Délégué à la tutelle	Privé	Association de 1901	Service de tutelles majeurs	59
E12	Educateur spécialisé	1970	Chef de service socio-éducatif	Public	Conseil général	Unité territoriale d'action sociale / service de l'ASE	62
E13	Assistante de service social	1979	Assistante sociale scolaire	Public	Education nationale	Lycée professionnel	62
E14	Educatrice spécialisée	1989	Educatrice spécialisée	Privé	Association de 1901	Centre d'hébergement et de réadaptation sociale	62
E15	Assistante de service social	1970	Assistante socio-éducative	Public	Conseil général	Unité territoriale d'action sociale / polyvalence de secteur	62
E16	Educatrice spécialisée	1992	Assistante socio-éducative	Public	Conseil général	Circonscription d'action sociale / service de l'ASE	59
E17	Educatrice spécialisée	1982	Assistante socio-éducatif	Public	Conseil général	Circonscription / service de l'ASE	59
E18	Assistante de service social	1984	Assistante socio-éducative	Public	Conseil général	Unité territoriale d'action sociale / polyvalence de secteur	62
E19	Educatrice spécialisée	1976	Educatrice spécialisée	Privé	Association de 1901	Institut médico-éducatif	59
E20	Educatrice spécialisée	1998	Responsable du service social	Privé	Association de 1901	Centre d'amélioration du logement	62

Le second échantillon se compose de personnes enseignant le droit[1] dans les centres de formation initiale d'éducateurs spécialisés et d'assistants de service social ainsi que dans les centres de formation continue proposant des stages de formation juridique aux travailleurs sociaux, y compris les éducateurs spécialisés et les assistants de service social.
Dans la région, cinq centres, au total, assurent la formation initiale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social.

Les centres de formation initiale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social de la région Nord/Pas-de-Calais

Centres de formation initiale	Filière éducateurs spécialisés	Filière assistants de service social
Institut Régional du Travail Social (IRTS) Loos Arras Dunkerque	X	X
Ecole d'Educateurs Spécialisés (EES) Lille Maubeuge Saint-Omer	X	
Centre de Formation des Personnels de l'Enfance Inadaptée (CFPEI/CEMEA) Arras	X	
Institut Universitaire de Technologie B (IUT-B) Carrières sociales Tourcoing	X	
Institut Social Lille Vauban (ISLV) Lille		X

(Source : la DRASS)

Concernant les centres de formation permanente ou continue assurant, dans la région, des stages juridiques s'adressant à des éducateurs spécialisés et des assistants de service social, ils ne sont que quatre. Sont exclus de l'échantillon les organismes proposant des formations juridiques dont l'objectif est l'exercice d'une profession juridique.

Les centres de formation proposant des stages juridiques

Centres de formation continue	Stages juridiques proposées en 1999/2000
La Vie Active Formation Arras	*Les responsabilités civiles et pénales dans le secteur socio-éducatif *Application de la législation sociale...au travers des CCN du 15 mars 1966 et du 31 octobre 1951 *Le secret dans les pratiques professionnelles entre déontologie et obligation légale, que faire ? *Pratiques institutionnelles et droit des mineurs *Les mesures de protection des personnes incapables majeures. Aspects juridiques et sociaux *La pratique tutélaire *Préparation à la retraite *Approche juridique de la violence
Groupement Régional d'Education Permanente (GREP/ARTS) Loos	*Responsabilités juridiques et le secret professionnel dans le travail social *Droit et handicap
Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS) Lille	*Embauche et fin des relations contractuelles *Structurer ses connaissances en droit du travail
ISVL Formation continue Lille	*Réactualisation des connaissances juridiques : le crédit, le surendettement et l'accompagnement des familles *Réactualisation des connaissances juridiques : droit de la famille

Sources : le répertoire de l'ONISEP et les catalogues de formation des centres

[1] Appelées formateurs ou intervenants en droit

Une fois les centres de formation localisés et ayant obtenu leur accord, les personnes interviewées, au nombre de vingt, ont été choisies en fonction du respect d'un certain nombre de critères ou variables, permettant d'obtenir la plus grande diversité de pratiques et de conceptions des pratiques.
La sélection s'est effectuée dans le respect de l'équilibre entre intervenants en formation initiale et intervenants en formation continue et d'une typologie de formateurs distinguant entre les juristes ne travaillant pas dans le champ du travail social, les juristes travaillant de manière permanente dans le champ du travail social et les non juristes travaillant de manière permanente dans le champ du travail social.
A côté des intervenants en droit, qui ont un statut vacataire, se présentent les responsables de la formation juridique initiale ou formateurs permanents qui assurent ou non l'enseignement du droit. Dans le cadre de la formation juridique continue, les responsables n'assurent pas cet enseignement, qui revient à des intervenants extérieurs ou permanents.

L'échantillon est le suivant :

Responsables de la formation juridique initiale	*Le responsable EES Lille Maubeuge *Le responsable EES Saint-Omer *Les deux responsables CFPEI/CEMEA *Le responsable ISLV
Intervenants en droit en formation initiale et continue	Juristes ne travaillant pas de manière permanente dans le champ du travail social : *Un intervenant ISVL FI/FC *Un intervenant EES ; IUT ; IRTS ; ISLV FI/FC ; GREP) *Un intervenant ISVL FI *Un intervenant IUT-B *Un intervenant CFPEI/CEMEA Juristes travaillant de manière permanente dans le champ du travail social : *Un intervenant EES ; IUT-B ; IRTS ; ISVL FI *Un intervenant La Vie Active Formation *Un intervenant IUT-B Non juristes travaillant de manière permanente dans le champ du travail social : *Un intervenant ISVL FI *Un intervenant CFPEI/CEMEA ; EES ; IRTS *Un intervenant La Vie Active Formation ; CFPEI/CEMEA ; IRTS *Un intervenant CFPEI/CEMEA ; EES ; IRTS ; IUT-B ; GREP *Un intervenant EES *Un intervenant EES

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
Responsable pédagogique	X			X		X						X		X		X	X			X
Formation initiale	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X
Formation continue			X		X			X	X	X		X	X		X				X	
Juriste		X	X		X			X		X	X	X			X					X
Travailleur social				X			X		X				X	X		X	X	X	X	

Tous les interviewés ont été contactés, dans un premier temps, par téléphone. Cet entretien téléphonique a servi à exposer les raisons de la demande d'interview, l'objet de la recherche

ainsi que les conditions de mise en œuvre de l'interview, relatives à l'enregistrement, la durée d'environ une heure, une heure et demi, au respect de l'anonymat.
Presque toutes les personnes contactées ont donné leur accord de principe. Des contraintes administratives, liées à la nécessité d'obtenir l'autorisation écrite de la hiérarchie, sont intervenues pour certains centres de formation et pour les travailleurs sociaux du secteur public, ce qui a contribué à allonger les délais de constitution des échantillons.
Un refus catégorique est intervenu de la part d'un centre de formation, disant qu'il ne pouvait accueillir dans de bonnes conditions une démarche telle que celle que je proposais. Les tentatives d'infléchissement de la décision n'ont pas abouti.

Hormis quelques reports en raison de changements dans l'emploi du temps, les interviews se sont déroulés dans des délais raisonnables. Etalés sur quatre mois, de mars à juin 1999, ils ont eu lieu, principalement sur le lieu de travail des interviewés, parfois à leur domicile ; ce fût notamment le cas pour les formateurs vacataires qui n'exercent que cette fonction et ne disposent pas de bureau personnel dans les centres de formation, ou chez moi, dans deux cas. Deux personnes ont été interviewées à mon domicile, l'une (assistante sociale d'entreprise) pour préserver l'anonymat, l'autre (formatrice vacataire en droit) parce qu'elle ne disposait pas de local.

En dépit de deux situations où la parole ne s'est pas complètement libérée, tous les autres interviewés ont participé avec densité à l'exercice. Plusieurs d'entre eux ont même souhaité connaître les résultats des travaux par la suite. L'ambiance était conviviale, détendue. Boire un café marquait l'entrée dans l'échange ou sa clôture.

➢ Des grilles aux guides d'entretien

Pour élaborer les guides d'entretien, nous sommes partie des questions et des hypothèses de notre problématique de recherche. La première question porte sur le contenu des activités juridiques des travailleurs sociaux ; l'hypothèse étant que les travailleurs sociaux remplissent des activités juridiques transversales. La troisième question s'intéresse aux compétences juridiques des travailleurs sociaux ; l'hypothèse étant que les travailleurs sociaux, dans l'exercice de leurs activités juridiques, développent des compétences techniques permettant de répondre aux attentes des pouvoirs publics, mais ne permettant pas de répondre aux besoins de reconnaissance des travailleurs sociaux et aux besoins d'émancipation des usagers.
La troisième question concerne la formation juridique des travailleurs sociaux ; l'hypothèse étant que la formation juridique, telle qu'elle est dispensée aujourd'hui, développe chez les travailleurs sociaux des compétences techniques favorables aux intérêts des pouvoirs publics, au détriment des compétences stratégiques favorables aux intérêts des travailleurs sociaux et des usagers.

Trois grilles d'entretiens ont été construites. Les thèmes de la première grille étaient la présence du droit dans l'activité globale des travailleurs sociaux, la part des activités juridiques, les différents types d'activités juridiques remplies. Il fallait, ensuite, faire parler les travailleurs sur tout ce qui se rapportait à leur capital juridique, à savoir leurs réseaux, les documents juridiques qu'ils mobilisent, leurs représentations du droit, leurs modes d'actions juridiques, leurs manières de s'exprimer en droit. Enfin, les formateurs en droit allaient être interrogés sur les objectifs de la formation juridique, le contenu enseigné, les modes de travail pédagogique mobilisés, les évaluations effectuées.

Puis, ces grilles ont été converties en guides d'entretien. Chacun des deux guides réalisés reposait sur un nombre limité de questions centrales, permettant d'octroyer un temps de parole maximum aux personnes interviewées. La première question était simple, destinée à enclencher le discours. Les questions de relance n'étaient pas préparées. Elles ont été posées en respectant le rythme et le contenu de l'entretien. La dernière question était ouverte, laissant à la personne interrogée la possibilité de s'exprimer sur leurs visions de l'avenir ou encore de faire des propositions.

La grille d'entretien des travailleurs sociaux était la suivante :
Pouvez-vous me parler de votre parcours professionnel ?
En quoi consiste votre travail ?
Faites-vous appel au droit dans certaines situations de travail?
Comment faites-vous pour traiter ces situations ?
Avez-vous quelque chose à ajouter ?

La grille d'entretien des formateurs en droit était la suivante :
Pouvez-vous me parler de votre parcours professionnel ?
A quoi la formation juridique sert-elle ?
Qu'est-ce que vous enseignez ?
Comment la formation se déroule-t-elle ?
Qu'est-ce que le public retire de la formation ?
Si vous aviez la possibilité de changer la formation, quel changement feriez-vous ?

➢ La réalisation de l'entretien

L'ordre des questions n'a pas été respecté systématiquement. Nous avons choisi de suivre le rythme imposé par les personnes interrogées pour éviter de briser la cohérence et la spontanéité de leur discours. Nous n'avons pas interrompu les propos hors sujet. Dans ce cas, nous nous sommes contentée de poser les questions sur les thèmes non traités. La manière de mener l'entretien a dépendu de la personnalité de chaque interviewé.

Les entretiens ont duré chacun, en moyenne, 1 heure 30, ce qui a représenté environ 500 pages de retranscription.

Ils ont été retranscrits à partir de bandes magnétiques. Ils l'ont été dans leur intégralité. Seules les répétitions de mots et les onomatopées ne figurent pas. Les citations qui apparaissent tout au long de notre travail de recherche sont issues des retranscriptions.

➢ L'analyse des entretiens

Les 40 entretiens réalisés et retranscrits ne sont pas restés à l'état brut. En effet, « *La posture sociologique la plus féconde et la plus légitime face à des productions langagières n'est ni la démarche illustrative puisant dans les paroles transcrites comme dans un réservoir d'exemples à l'appui de ses propres croyances, ni la démarche restitutive consistant à livrer des entretiens comme des matériaux parlant d'eux-mêmes, mais une démarche analytique permettant de mettre à jour le processus interactif d'appropriation de formes sociales et son caractère toujours provisoire et inachevé* »[1]. La démarche analytique que nous

[1] Didier DEMAZIERE & Claude DUBAR, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Nathan, 1997, 350p. ; p.38.

avons adoptée a permis de découper les entretiens en un certain nombre de thèmes, en relation avec les hypothèses de recherche. Ces thèmes ont ensuite été classés par catégories[1]. Trois grilles d'analyse ont ainsi été élaborées.

Rappelons les hypothèses de recherche, dont la vérification repose sur l'analyse thématique des entretiens. Elles sont au nombre de trois :

- les activités juridiques sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans les activités typiques ou spécifiques des travailleurs sociaux qui sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques ;
- dans l'exercice de leurs activités juridiques, les travailleurs sociaux mobilisent un capital juridique, composé d'un réseau juridique, d'une culture juridique et d'un langage juridique, suffisant pour répondre à la demande de droits des exclus mais insuffisant pour satisfaire le besoin de reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit et le besoin d'émancipation des usagers ;
- la formation juridique actuelle développe, chez les travailleurs sociaux, des capacités techniques permettant le traitement de la demande de droits des exclus au détriment des compétences stratégiques indispensable à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation des exclus.

A partir de ces hypothèses quatre grilles d'analyse[2] ont été construites. Elles portent successivement sur les activités juridiques et le capital juridique des travailleurs sociaux, les objectifs pédagogiques et les modes de travail pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux.

La première grille concerne les activités juridiques des travailleurs sociaux.
La transversalité du droit aux activités des travailleurs sociaux est le thème central. A l'issue d'une première lecture des entretiens, ces activités ont été classées en quatre catégories : les activités sociales, les activités économiques, les activités administratives et les activités politiques. Ensuite, chacune de ces catégories a fait l'objet d'une deuxième classification prenant en compte les différentes formes d'activités concernées. De cette manière, nous sommes parvenue à isoler :

- huit formes d'activités sociales : l'accompagnement, l'évaluation, l'information/conseil, le dialogue, l'orientation, l'animation/formation, la médiation, l'organisation de la vie sociale ;
- cinq formes d'activités économiques : la distribution d'aides financières, la gestion des ressources financières, la recherche d'emploi, la formation économique, la recherche de financement du travail social ;
- deux formes d'activités administratives : l'instruction des dossiers (demandes de droits sociaux), la gestion des actions sociales ;
- trois formes d'activités politiques : le militantisme institutionnel, le militantisme syndical, le militantisme associatif.

La grille se compose, au final, de quatre grandes catégories en référence à la transversalité du droit aux activités sociales, économiques, administratives et politiques, de 16 sous-catégories prenant en compte la transversalité du droit aux différentes formes d'activités. Elle comptabilise 38 thèmes.

---

[1] « *La catégorisation est une opération de classification d'éléments constitutifs d'un ensemble par différenciation puis regroupement par genre (analogie) d'après des critères préalablement définis* », Laurence BARDIN, *L'analyse de contenu*, PUF, 1989, 291p. ; p.150.
[2] En annexe.

BU LILLE I

La seconde grille porte sur le capital juridique des travailleurs sociaux. Nous nous sommes basée sur les structures du capital proposées par Pierre Bourdieu pour classer les items. La structure économique a été écartée dans la mesure où les travailleurs sociaux ne retirent pas de revenus spécifiquement liés à leurs activités juridiques. Il reste donc trois structures, sociale, culturelle et symbolique. Les trois grandes catégories de la grille les représentent. Il s'agit du réseau juridique, de la culture juridique et du langage juridique. En fonction des propos tenus par les travailleurs sociaux, chacune de ces catégories a fait l'objet d'un découpage particulier.
En ce qui concerne le réseau, quatre sous-catégories sont apparues : son étendue, ses conditions d'entrée, ses caractéristiques et sa finalité. L'étendue du réseau inclut la reconnaissance du travail en réseau et le contenu du réseau juridique avec la distinction entre les professionnels du droit et les autres juristes. En effet, les professionnels du droit sont en position dominante par rapport aux autres juristes et le poids de chaque type de juristes dans le réseau détermine la valeur de celui-ci. A la lecture des entretiens, trois conditions d'entrée dans le réseau juridique ont été relevées : les compétences, l'accessibilité et l'affinité. Pour établir les caractéristiques du réseau, les travailleurs sociaux étant peu loquaces voire silencieux sur cette question, nous avons retenu celles sur lesquelles Pierre Bourdieu insiste : la durabilité et l'institutionnalisation. Enfin, en ce qui concerne sa finalité, deux objectifs ont été distingués : l'amélioration de la qualité de l'intervention sociale et la délimitation des territoires professionnels, celui du travailleur social et celui du juriste dans le domaine de l'aide à l'accès au droit.
Pour connaître le niveau de culture juridique des travailleurs sociaux, cinq thèmes principaux ont été choisis en relation avec les trois états du capital culturel : objectivé, institutionnalisé et incorporé. La documentation juridique est le premier thème ; elle comprend la documentation spécialisée et les documents vulgarisés. Le second thème est la qualification juridique des travailleurs sociaux, garantie par la détention d'un diplôme en droit. Les trois derniers thèmes illustrent l'aspect incorporé du capital juridique, c'est-à-dire la manière dont les travailleurs sociaux conçoivent le droit. Les discours ont fait apparaître des représentations à la fois sur la définition du droit, sur les actions et sur les valeurs juridiques. La définition du droit s'articule autour des sources du droit, de ses propriétés et de ses finalités. Les actions juridiques sont envisagées dans quatre directions : l'accès au droit, la justice, la sauvegarde de la loi et la socialisation juridique. Les valeurs juridiques sont évoquées par les travailleurs sociaux sous deux angles différents : les droits des usagers et les qualités éthiques professionnelles.
Enfin, la troisième grande catégorie, le langage juridique des travailleurs sociaux, est explicitée en deux thèmes : l'appartenance et la valeur. Les typologies exposées par Gérard Cornu[1], dans son ouvrage consacré à l'étude du langage juridique, ont servi d'outils de classification, où les mots juridiques sont soit des mots de double appartenance (sens juridique et sens commun), soit des mots d'appartenance exclusive (sens uniquement juridique), et le vocabulaire juridique se répartit en quatre catégories : le vocabulaire de la norme, le vocabulaire du pacte, le vocabulaire de l'action, le vocabulaire du dénouement.
Ainsi, trois grandes catégories, réseau juridique, culture juridique et langage juridique, divisées en 11 sous-catégories, et 25 thèmes constituent l'armature de la grille d'analyse du capital juridique des travailleurs sociaux.

La troisième grille est centrée sur les objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux.
L'analyse des besoins de formation a permis l'élaboration des catégories. Celles-ci se fondent, en conséquence, sur la position sociale des travailleurs sociaux, déterminée par le contexte

[1] Gérard CORNU, *Linguistique juridique*, Montchrestien, 2000, 443p.

socio-économique dans lequel ils interviennent juridiquement et par le capital juridique qu'ils détiennent.
Des quatre besoins de formation identifiés, répondre aux demandes juridiques des usagers, leur permettre d'être des acteurs juridiques, rendre les travailleurs sociaux des salariés stratégiques, faire de ces derniers des professionnels reconnus de l'aide à l'accès au droit, sont nées sept catégories de capacités. Il s'agit de la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers, la capacité à mener une intervention juridique, la capacité à se doter d'un réseau juridique, la capacité à s'exprimer dans un langage juridique, la capacité à s'approprier de la documentation juridique, la capacité à agir comme un salarié stratégique, la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur.
Chacune de ces capacités a ensuite été déclinée en savoirs théoriques, savoirs procéduraux, savoirs pratiques, selon la classification proposée par Gérard Malglaive[1]. Pour terminer, nous avons réparti dans chaque type de savoirs les items correspondants, issus des discours des formateurs en droit, regroupés par thèmes, au nombre de 83.

La quatrième grille s'intéresse aux modes de travail pédagogique. Pour la construire, nous nous sommes basée sur la distinction que Marcel Lesne[2] opère entre le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP1), le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP2), le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP3). Ceux-ci constituent les trois grandes catégories de la grille.
Toujours en suivant la typologie de cet auteur, nous avons décliné chaque mode de travail pédagogique en six points devenus des sous-catégories : le point d'ancrage du travail pédagogique, le rapport au savoir, la logique du travail pédagogique, les agents du dispositif pédagogique, le rapport au pouvoir et les effets sociaux.
Les propos des formateurs en droit ont pu, de cette manière, être classifiés, donnant naissance à 76 thèmes.

§3. L'OBSERVATION DIRECTE

Le champ de la recherche, la formation juridique des travailleurs sociaux, est abordé dans une dimension pédagogique. C'est à ses objectifs pédagogiques, ses modes de travail pédagogique que nous nous intéressons. Ceux-ci ont été définis, en partie, sur la base des documents pédagogiques des centres de formation et des discours des formateurs en droit. En effet, il reste à définir l'autre partie, celle qui ne se raconte pas ou qui ne s'écrit pas. Un décalage peut d'ailleurs survenir entre ce qui est écrit ou dit et ce qui est réalisé. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'observer dix séquences pédagogiques, pour savoir finalement quelles sont les méthodes pédagogiques effectivement mises en oeuvre par les formateurs en droit. Il existe deux manières de le faire. L'observation participante consiste à étudier un groupe social durant une longue période en participant à la vie collective de ce groupe. Or, le but n'était pas d'en savoir plus sur la vie des étudiants ou sur celle des formateurs et les délais de l'enquête étaient courts. En revanche, l'observation directe qui, « *consiste à être le témoin des comportements sociaux d'individus ou de groupes dans les lieux mêmes de leurs activités ou de leurs résidences sans en modifier le déroulement ordinaire* »[3], permettait de connaître les rapports entre le formateur en droit et les travailleurs sociaux en formation. Elle porte sur un groupe de personnes déterminé, saisi à moment de son

[1] Gérard MALGLAIVE, *Enseigner à des adultes*, PUF, 1998, 285p.
[2] Marcel LESNE, *Travail pédagogique et formation d'adultes*, L'Harmattan, 1994, 185p.
[3] Henri PERETZ, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, La Découverte, 1998, 124p. ; p.14.

fonctionnement. L'observateur ne participe pas à la vie de ce groupe, il en est un élément extérieur. C'est cette seconde forme d'observation qui a donc été retenue.

➢ Le choix de l'unité d'observation

Le sujet, les méthodes pédagogiques mises en oeuvre par les formateurs en droit dans le cadre de la formation juridique, initiale et contenue, des travailleurs sociaux, a conduit à choisir comme unités de formation des séquences pédagogiques les réunissant. Nous avons assisté à dix séances de formation juridique initiale ou permanente mettant en rapport plusieurs des formateurs en droit interviewés et des éducateurs spécialisés et des assistants de service social.
Un certain équilibre au niveau des caractéristiques des formateurs a été recherché. La parité entre les formateurs juristes et les formateurs travailleurs sociaux est respectée. Ils sont, pour la plupart, vacataires. Cette dominante s'explique par le fait que l'enseignement du droit est majoritairement assuré par des vacataires, au détriment des formateurs permanents.
Quant à l'inégalité entre les séquences de la formation juridique initiale et celles de la formation juridique continue se justifie par la fréquence et la durée très réduite de ces dernières.
Finalement l'échantillon obtenu est le suivant :

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10
Formateur permanent	X	X	X							
Formateur vacataire				X	X	X	X	X	X	X
Formation initiale	X	X	X		X	X	X	X		X
Formation continue				X					X	
Juriste	X	X			X	X		X		
Travailleur social			X	X			X		X	X

S'intégrer dans les « interventions » n'a pas posé de problèmes dans le cas où nous connaissions le formateur. Dans le cas contraire, c'est le responsable du centre de formation qui fut contacté et informé du contexte de l'observation. Nous n'avons essuyé aucun refus. La raison de notre présence a été expliquée aux apprenants à chaque début de séance.

➢ La collecte des données

« Dans l'observation directe, l'observateur s'intéresse à une situation où il se trouve en relation plus ou moins explicite avec le(s) sujet(s) observé(s). Pour l'appréhension de cette situation, il procède à un recueil de données portant sur un certain nombre de composantes du contexte et sur des informations relatives aux comportements et aux processus vécus »[1].
Les données ont été recueillies, sous forme de notes, sur l'organisation matérielle, les objectifs et les contenus de la séquence, les comportements des apprenants et des formateurs, les outils ou supports utilisés.

[1] Ruth Canter KHON & Pierre NEGRE, *Les voies de l'observation: repères pour les pratiques de recherche en sciences humaines*, Nathan, 1991, 239p. ; p.105.

➢ **L'analyse des données**

L'analyse des données recueillies repose sur la typologie des modes de travail pédagogique de Marcel Lesne, déjà mobilisée pour l'analyse des entretiens des formateurs. Elle comprend les catégories suivantes :

- Le lancement du travail (point d'ancrage pédagogique)
- Le contenu des échanges
- La logique du travail pédagogique
- La qualité des intervenants
- Le rapport au pouvoir.

Chaque catégorie fait l'objet d'une classification en trois modes de travail pédagogique : le MTP1 de type transmissif à orientation normative, le MTP2 de type incitatif à orientation personnelle, le MTP3 de type appropriatif centré sur l'insertion sociale.

CONCLUSION DU CHAPITRE

De cette présentation, nous dégageons quatre points importants.

Tout d'abord, pour saisir les besoins actuels de formation juridique des travailleurs sociaux, nous avons choisi de mobiliser trois techniques : la recherche bibliographique et documentaire, les entretiens et l'observation directe.

Nous avons ensuite décidé que la première technique sera utilisée tout au long de la recherche. Mais certaines parties seront étudiées uniquement sur la base de cette technique, à commencer par le cadre conceptuel, mais aussi l'évolution des activités juridiques des travailleurs sociaux ou la reconnaissance sociale de ces activités.

Ensuite, grâce aux entretiens, la saisie des pratiques des travailleurs sociaux, à travers leurs discours, permettra de connaître ce que sont aujourd'hui leurs activités juridiques, d'identifier les compétences sur lesquelles ils s'appuient pour mener ces activités (le capital juridique). Des entretiens de formateurs en droit intervenant dans la formation des travailleurs sociaux seront également effectués afin de découvrir leurs perceptions de la formation juridique et, à partir de là, d'élaborer un modèle de formation juridique répondant aux besoins des travailleurs sociaux.

Enfin, une troisième technique, l'observation directe, donnera des informations sur la mise en oeuvre pédagogique de cette formation en vue d'effectuer l'évaluation de la formation juridique telle qu'elle est dispensée.

En se basant ce qui est écrit, ce qui est dit et ce qui est fait, en cherchant des explications à ce triple niveau nous escomptons avoir un outillage suffisant pour le travail de vérification de l'hypothèse centrale et des sous-hypothèses.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Dans cette première partie, nous avons cherché à définir un cadre conceptuel et méthodologique cohérent, répondant aux exigences de la dialectique, afin d'expliquer les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux et de porter un jugement critique sur les pratiques existantes dans le cadre d'une problématique.

Au terme du premier chapitre consacré aux lectures théoriques, ces besoins sont apparus comme le produit d'une totalité de phénomènes en interaction, en particulier le droit et le travail social que nous avons analysés comme des champs, mais aussi comme le produit de conceptions et de pratiques tantôt concurrentes, tantôt contradictoires liées à la recherche de capital.

Le second chapitre portant sur les techniques de recherche était destiné à trouver les outils pertinents de recueil et de traitement des données permettant de déterminer les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux. C'est dans cette perspective que nous avons centré la démarche d'enquête à la fois sur la recherche documentaire, les entretiens et l'observation directe.

L'analyse peut donc commencer. Elle consistera, tout d'abord à définir les activités juridiques des travailleurs sociaux sans lesquelles la question des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux ne se poserait pas, puis à procéder à l'analyse des besoins, et enfin à évaluer la formation juridique telle qu'elle se déroule aujourd'hui.

DEUXIEME PARTIE : LES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

L'existence des activités juridiques des travailleurs sociaux conditionne la validité elle-même de la problématique. En effet, comment et pourquoi chercher des explications à un phénomène, les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux en l'occurrence, si celui-ci n'est pas enraciné dans les faits ? C'est la raison pour laquelle ces activités juridiques sont questionnées en priorité. Elle le sont dans trois directions : les conditions historiques de leur apparition, leur contenu actuel et le degré de leur reconnaissance sociale.
Rappelons les trois sous-hypothèses qui vont nous guider.
La première est que les activités juridiques des travailleurs sociaux sont nées à la fin du 19ème siècle en raison de l'interaction de trois phénomènes, le paupérisme, la justice sociale et la professionnalisation du travail social. Autrement dit, le besoin de répondre à la question sociale du paupérisme a poussé l'Etat à attribuer aux pauvres, par la voie légale, des droits (droits sociaux ou droits-créances) dont la distribution, au nom de la justice sociale, a été confiée à des personnes qui intervenaient déjà auprès des pauvres.
La seconde sous-hypothèse consiste à dire que les activités juridiques sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans les activités typiques ou spécifiques des travailleurs sociaux qui sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques.
Ainsi, le droit, tout en étant présent dans l'ensemble des activités, traditionnelles et nouvelles, spécifiques aux travailleurs sociaux, n'a pas son propre espace dans le travail social ; ce qui donne aux activités juridiques leur caractère transversal.
Nous soutenons, dans une troisième hypothèse que, aujourd'hui, les activités juridiques des travailleurs sociaux, si elles ne sont pas reconnues de manière explicite par les institutions politiques et par les employeurs, elles le sont, en revanche, par les institutions administratives chargées de classifier les emplois ou métiers.
En effet, nous avançons que ni l'Etat, ni les employeurs, pour des raisons stratégiques, relatives au monopole des professions juridiques, aux statuts des travailleurs sociaux, n'ont intérêt à faire de ces derniers des professionnels de l'aide à l'accès au droit reconnus alors qu'ils ont tout intérêt à leur faire endosser ce rôle de manière implicite. Les institutions administratives ont, en revanche, intérêt à mentionner expressément les activités juridiques des travailleurs sociaux dans les référentiels des activités professionnelles pour faire reconnaître l'efficience de ces référentiels.
Pour vérifier ces sous-hypothèses, nous nous baserons sur l'analyse d'ouvrages et de documents diversifiés ainsi que sur l'analyse de contenu des entretiens réalisés auprès des travailleurs sociaux.

Il ne reste plus, dès lors, qu'à suivre leur ordre chronologique. L'évolution des activités juridiques des travailleurs sociaux fera l'objet du premier chapitre. Dans le second chapitre, nous essaierons de déterminer les activités juridiques actuelles. C'est à leur reconnaissance sociale que nous nous intéresserons dans un troisième et dernier chapitre.

CHAPITRE III : L'EVOLUTION DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

La méthode dialectique, que nous avons choisie de suivre, impose de prendre en compte les conditions historiques qui entourent l'apparition des activités juridiques des travailleurs sociaux.

Deux questions fondamentales se posent. A quel moment de l'histoire l'activité juridique des travailleurs sociaux apparaît-elle ? Pour quelles raisons naît-elle à ce moment-là ?

Nous avançons l'hypothèse que les activités juridiques des travailleurs sociaux sont nées à la fin du 19ème siècle, et que cette naissance résulte de la combinaison de trois phénomènes : le paupérisme, la justice sociale et la professionnalisation du travail social. En effet, selon nous, la transformation du paupérisme en question sociale conduit les pouvoirs publics à poser les jalons d'une justice sociale dont la mise en oeuvre est attribuée à une catégorie nouvelle d'agents : les « travailleurs sociaux »[1]. C'est ainsi que démarrent les activités juridiques des travailleurs sociaux, qui consistent à distribuer des droits-créances aux pauvres.

Pour étayer notre propos, nous nous appuierons sur un corpus d'ouvrages retraçant l'histoire du travail social ainsi que sur des documents anciens permettant de cerner les enjeux de la question sociale à cette époque. Certains d'entre eux ont fait l'objet de lectures approfondies comme *Les métamorphoses de la question social, une chronique du salariat* de Robert Castel[2], *La professionnalisation du travail social, action sociale, syndicalisme, formation 1880-1920* de Christine Rater-Garcette[3].

Nous partirons à la découverte du contexte socio-historique dans lequel ces activités sont apparues, avant d'en déterminer le contenu à la fin du 19ème siècle. De la sorte, le chapitre se structure en deux parties : l'émergence des activités juridiques des travailleurs sociaux d'une part, les caractéristiques originelles de ces activités d'autre part.

---

[1] L'utilisation du terme « travailleur social » date des années 60.

[2] Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, op. cit.

[3] Christine RATER-GARCETTE, *La professionnalisation du travail social, action sociale, syndicalisme, formation 1880-1920*, op. cit.

§ 1. L'EMERGENCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILEURS SOCIAUX

Introduction

Notre hypothèse est que les activités juridiques des travailleurs sociaux trouvent leur origine dans la combinaison, ou plus exactement, dans l'enchaînement de trois phénomènes : le paupérisme qui a engendré la justice sociale qui, elle-même, a engendré la professionnalisation du travail social. Le paupérisme, par la menace qu'il représente pour la classe dominante, pousse l'Etat à l'ériger en question sociale et à instaurer une politique de justice sociale, dont l'exécution est confiée aux travailleurs sociaux.

Les trois conditions historiques de l'émergence des activités juridiques des travailleurs sociaux feront l'objet de développements séparés. Le premier sera consacré au paupérisme en France, le second à la justice sociale en France et le troisième à la professionnalisation du travail social en France.

1.1. Le paupérisme en France

L'habitude prise dans les discours, communs ou scientifiques, d'utiliser indistinctement les notions de paupérisme, de pauvreté et d'exclusion montre qu'il ne serait pas superflu de prendre le temps de définir ces différentes notions afin de voir ce qui les rapproche comme ce qui les éloigne et, finalement, de tracer des frontières entre elles.

➢ Le concept de paupérisme

La proximité fréquemment introduite entre le paupérisme et la pauvreté justifie la tentative d'étude comparée de deux phénomènes qui s'éclairent mutuellement.
Ceux-ci paraissent se distinguer au moins sur deux points essentiels : l'origine et la réaction qu'ils provoquent.

Les rapports de domination sont à l'origine de la pauvreté, tandis que ce sont les rapports de production capitalistes qui donnent naissance au paupérisme.

Dès que l'homme a cherché à dominer autrui, par la richesse, il a créé les conditions favorables à l'existence de la pauvreté.
La pauvreté existe parce que la richesse existe. Elles sont indissociables. Elles évoluent proportionnellement l'une en rapport de l'autre, ainsi que le relève Eugène Buret : *« misère* [que nous considérons ici comme synonyme de pauvreté] *suppose richesse* [...] *la misère étant essentiellement un fait de relation, un contraste, ce contraste devra être d'autant plus frappant, que le second terme fera une plus vive opposition avec lui. La richesse est comme la lumière, qui ne crée point les objets, mais qui ne fait que les manifester : plus elle est intense, plus les objets sont visibles, plus l'ombre qu'ils projettent est épaisse »*[1]. Plus l'un prend à l'autre, plus il est riche et plus il rend l'autre pauvre.

[1] Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paulin, 1840, p.118.

C'est un « jeu » auquel les hommes participent depuis qu'ils vivent en communauté. *« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes »*[1], la lutte opposant riches et pauvres.
Parce qu'elle est le produit de la lutte des classes, la pauvreté est un phénomène durable.

Or, nombre de sociologues lui attribuent, au contraire un caractère variable et, pour cette raison, se déclarent dans l'incapacité de le circonscrire. Certains vont jusqu'à affirmer que le caractère conjoncturel de la pauvreté l'empêche d'accéder au statut de concept et contribue à la maintenir à l'état de notion, voire de prénotion[2], quasi insaisissable. Leur impuissance attestée face au phénomène les conduit même parfois à en adopter une conception réductrice, fondée sur le plus petit dénominateur commun. Ainsi, pour Michel Autès, *« la seule définition minimum sur laquelle chacun peut tomber d'accord, est celle où il y a intervention d'un tiers dans la vie privée. Le tiers c'est le travailleur social en tant que représentant des institutions qui l'emploient »*[3].

L'universalité de la pauvreté étant rejetée en sociologie, la recherche d'une définition y est compromise. C'est à l'historien qu'on la doit, en particulier à Michel Mollat qui, dans son ouvrage, *Les pauvres au Moyen Age*, écrit que le pauvre est *« celui qui, de façon permanente ou temporaire, se trouve dans une situation de faiblesse, de dépendance, d'humiliation, caractérisée par la privation de moyens, variables selon les époques et les sociétés, de puissance et de considération sociale: argent, relations, influence, pouvoir, science, qualification technique, honorabilité de la naissance, vigueur physique, capacité intellectuelle, liberté et dignité personnelles »*[4].
Il souligne, avec pertinence, que ce qui varie, ce n'est pas la pauvreté elle-même, mais ses modalités d'expression.

Le paupérisme, en revanche, est un phénomène spécifique à la société industrielle capitaliste. Robert Castel[5] a extrait du *Dictionnaire d'économie politique* (1892) de L. Say et J. Chailley une définition significative : *« le paupérisme est un état nouveau aussi bien par ses causes que par son caractère. Son origine est due à l'organisation industrielle de notre époque contemporaine ; elle réside dans la manière d'être et de vivre des ouvriers de manufacture [...]. Il suppose un anéantissement du moral, un abaissement et une corruption des facultés mentales ».*

Le paupérisme est le produit des rapports de production de la société capitaliste. Il est issu du processus d'industrialisation[6].
Parce qu'il y a la richesse, il y a la pauvreté, et, parce qu'il y a la pauvreté, il y a le paupérisme. Il y a pauper, c'est-à-dire pauvre sans emploi, parce qu'il y a prolétaire, c'est-à-dire pauvre en situation d'emploi, et réciproquement.

Le pauper était, avant de se trouver sans emploi, un prolétaire, un ouvrier pauvre. Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx déclare que : *« L'ouvrier moderne* [...] *loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, déchoit de plus en plus au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. L'ouvrier devient pauper, et le paupérisme s'accroît plus rapidement*

---

[1] Karl MARX, *Le Manifeste du parti communiste*, op.cit., p.30.
[2] Chez Serge PAUGAM.
[3] Michel AUTES, *Travail social et pauvreté*, Syros, 1992, 313p. ; p.27
[4] Michel MOLLAT, *Les pauvres au Moyen Age*, Editions Complexe, 1984, 389p. ; p.14.
[5] Robert CASTEL *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p.222.
[6] *« Le processus de l'industrialisation engendre un monstre, le paupérisme »*, Id., p.213.

encore que la population et la richesse »[1]. Au chômage, en raison de la mécanisation croissante de la production selon Marx, l'ouvrier, devenu pauper, fait désormais partie de l'armée de réserve industrielle.
Inversement, l'ouvrier pauvre existe parce qu'il y a cette armée de réserve industrielle. Celle-ci permet de maintenir l'ouvrier dans un état de pauvreté, en fixant les salaires aux niveaux les plus bas.

Pauvreté et paupérisme finissent par déboucher sur une nouvelle catégorie, une classe d'exclus, capable de prendre conscience d'elle-même, donc, de s'organiser, et, à partir de là, de modifier l'état des rapports de domination. En effet, le pauvre, qui sait qu'il peut sombrer à tout moment dans le paupérisme, se révolte contre cet état de fait, et, par là même contre l'ordre établi. Ainsi, le paupérisme apparaît comme l'élément destructeur de la classe dominante. Autrement dit, la richesse contient en elle l'élément de sa propre destruction : le paupérisme. C'est lui qui permet le dépassement de la contradiction entre la pauvreté et la richesse.

Tandis que le pauvre doit exister parce qu'il conditionne l'existence du riche, en revanche, le pauper, parce qu'il constitue une menace pour le riche, doit être éliminé.

La pauvreté est un phénomène intégré par le corps social. Considéré comme une nécessité, il ne constitue pas une menace pour l'ordre établi. Même dans les moments de forte augmentation de la pauvreté en raison de la détérioration des conditions économiques et sociales, il n'est pas question pour les riches de la détruire, mais de la maîtriser.
L'histoire le démontre. Ainsi, du 10ème au 13ème siècle, période faste en croyance religieuse et en échanges marchands, le riche fait l'éloge de la pauvreté parce qu'il en a les moyens et parce qu'elle assure son salut. Faire acte de charité est, pour lui, l'occasion de racheter ses péchés. Pauvreté et richesse coexistent, le pauvre étant fait pour le riche. En période de crise, comme ce fût le cas aux 14ème et 15ème siècles, en raison de la guerre, de la peste et de la famine, les pauvres sont toujours intégrés à la société, mais la classe dominante ressent le besoin de les contrôler en raison de leur nombre croissant. La mise au travail apparaît comme le meilleur moyen de parvenir à ce résultat. Cette parenthèse historique, bien que succincte, démontre que la pauvreté est un phénomène reconnu, dont les modalités de traitement, tantôt libres, tantôt prescrites, diffèrent en fonction des conditions matérielles et relationnelles d'une société géographiquement et historiquement déterminée.

Un changement fondamental, dont le paupérisme pourrait être regardé comme héritier, survient avec l'apparition du « travail obligatoire ». Le pauper vit en marge de la société parce qu'il ne possède pas de travail, qui sert de fondement aux rapports sociaux. Il apparaît, de ce fait, comme un élément incontrôlable.

« L'armée de réserve » grossissante constitue une menace pour la classe dominante, chez qui le sentiment d'insécurité grandit. Les paupers forment une classe dangereuse. En quelques phrases Giovanna Procacci fait comprendre le danger qu'ils représentent : *« sous la catégorie de paupérisme surgit une population composite, aux contours flous, et en cela seulement plus dangereuse, qui assiège pour ainsi dire l'ordre social en son centre : les villes, les agglomérations industrielles, etc. Dans ce magma indistinct se confondent et s'amplifient pratiquement tous les dangers que court l'ordre social. Insoumis par définition, le paupérisme n'offre guère de prise et semble échapper à toute tentative de subordination. Il donne même le sentiment de malaise et d'une menace indéfinie que provoque la foule épaisse*

[1] Karl MARX, *Le Manifeste du parti communiste*, op. cit, p.49.

et anonyme qui le constitue. La catégorie du paupérisme et, par conséquent, la ligne de démarcation par rapport à un degré normal de pauvreté se définissent moins par le niveau effectif des ressources que par des traits « moraux » : son opacité, son indistinction, son caractère désordonné et inconstant, autant de traits qui le rendent impossible à maîtriser. Contre nature, le paupérisme est au fond essentiellement antisocial »[1].

Le pauper symbolise la dégénérescence de l'espèce humaine. Marx lui-même compare le paupérisme à *« cette pourriture passive des couches inférieures de la vieille société »*[2]. Il ne lui reconnaît de positif que sa propension à déclencher la conscience de classe des prolétaires, nécessaire à la révolution. Mais son rôle s'arrête là. Ce sont les prolétaires, non les paupers, dépourvus de l'énergie nécessaire[3], qui sont susceptibles de faire la révolution. Le pauper *« peut se trouver, çà et là, entraîné dans le mouvement par une révolution prolétarienne ; cependant, ses conditions de vie le disposeront plutôt à se vendre et se livrer à des menées réactionnaires »*[4]. Il ne faut donc pas confondre les « relevables » (pauvres) et les « irrelevables » (paupers). *« Les irrelevables sont tous, à un degré quelconque, victimes du vice, le leur et celui de leurs parents : on trouve les imprévoyants, les faibles de volonté, les débiles intellectuels ou les anormaux psychiques, les déchets sociaux ou les individus anti et asociaux, les dégénérés moraux. Pour ceux-là, il n'y a rien à faire, ils font partie de ces tarés qui seront malheureusement abandonnés à leur triste sort parce que nous n'avons pas encore de centre de redressement social. Les cas relevables, ce sont les familles nombreuses, les victimes du désordre ménager et les déclassés »*[5]. Le tri est d'ailleurs soigneusement effectué par les travailleurs sociaux.
La dangerosité de cette population vivant en marge du rapport salarial provient, si l'on se base sur le discours dominant de l'époque, surtout de l'état de délabrement moral dans lequel elle a sombré et dont elle ne peut sortir.

La pauvreté et le paupérisme sont par conséquent des phénomènes qui se distinguent en ce qu'ils n'ont pas la même cause et qu'ils ne produisent pas les mêmes effets, ainsi que le tableau récapitulatif suivant se propose de le résumer.

Pauvreté et paupérisme

	PAUVRETE	**PAUPERISME**
Origine du phénomène	Rapports de domination	Rapports de production capitaliste
Caractéristiques du phénomène	• Présent dans toute société • Phénomène intégré : reconnu ou ignoré	• Présent dans la société capitaliste • Phénomène rejeté, combattu

➢ L'histoire du paupérisme en France

Comme Robert Castel et Michel Mollat le démontrent, les premiers signes du paupérisme se manifestent en France durant le 14ème siècle.

---

[1] Giovanna PROCACCI, *Gouverner la misère. La question sociale en France 1789-1848*, Seuil, 1993, 357p. ; p.211.
[2] Karl MARX, *Le Manifeste du parti communiste*, op. cit., p.47.
[3] *« Le paupérisme est la situation du seul prolétariat ruiné, le dernier degré où tombe le prolétaire qui a cessé de résister à la pression de la bourgeoisie et que seul est un pauper le prolétaire dépouillé de toute énergie »*, Karl MARX, *L'idéologie allemande*, op. cit., p.229.
[4] Id.
[5] Extraits de témoignages de l'époque, Jeannine VERDES-LEROUX, *Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social*, Actes de la recherche en sciences sociales, 1976, pp.152-172 ; p.164.

Ils sont liés à la naissance de la société capitaliste, favorisée par la combinaison simultanée de plusieurs phénomènes : l'émergence de l'Etat moderne, l'arrivée au pouvoir des bourgeois et l'adoption de la doctrine mercantiliste[1]. La valorisation du gain et de la réussite économique plonge alors les pauvres dans le « travail obligatoire », permettant à la classe dominante de les assujettir. La classe des (pauvres) travailleurs se forme, à côté de celles, privilégiées, qui prient et qui combattent et qui n'ont pas, elles, l'obligation de travailler. La pauvreté continue d'exister, mais le degré de sollicitude que la société manifeste vis-à-vis d'elle est désormais étroitement lié à la valeur travail. Une scission s'opère entre le bon pauvre, qui travaille ou qui ne travaille pas parce qu'il en est incapable et le mauvais pauvre qui ne travaille pas alors qu'il en est capable. Robert Castel[2] souligne l'hypocrisie de cette distinction par le fait que, bien qu'étant capable de travailler et le voulant, le pauvre est de toute façon mis dans l'impossibilité de le faire en raison de sa mobilité géographiquement réduite par la répression du vagabondage et professionnellement limitée par l'interdiction du travail libre.
Qu'advient-il donc des pauvres qui peuvent mais soi-disant ne veulent pas travailler, autrement dit des paupers ? Ils sont livrés à eux-mêmes, n'étant pas dignes d'être secourus. Bien plus, ils sont pourchassés. La répression de la mendicité et du vagabondage exprime la volonté d'anéantir les victimes du paupérisme.

Selon Robert Castel, le paupérisme se transforme en véritable question sociale en France en 1830. La question du paupérisme se pose *« au moment essentiel que celui-là, lorsque le divorce est apparu quasi total entre un ordre juridico-politique fondé sur la reconnaissance des droits des citoyens et un ordre économique qui entraîne une misère et une démoralisation de masse »*[3].

En fait, le divorce ne s'établit pas entre ces deux ordres, mais entre la bourgeoisie et le monde ouvrier. Le paupérisme en est la cause.
En effet, la politique et le droit sont des instruments au service du mode de production, donc, de l'économie. Par conséquent, ils ne se contredisent pas. Ils suivent le même objectif. Et l'objectif n'est pas la reconnaissance de droits aux citoyens, mais l'enrichissement de la bourgeoisie, de la classe au pouvoir qui, logiquement, défend ses intérêts et non pas ceux des citoyens/ouvriers avec lesquels ils entrent en contradiction.

En réalité, le paupérisme s'érige en question sociale parce que les bourgeois prennent conscience en 1831 de cette arme dirigée contre eux. Cette année là, la révolte des canuts le leur fait craindre comme l'élément qui éveille la conscience de classe des ouvriers, le facteur déclenchant des insurrections.

Jean-Pierre Rioux, dans son ouvrage intitulé *La révolution industrielle 1780-1880*[4], consacre un passage à cet événement : *«...le premier mouvement insurrectionnel surgit en 1831 à Lyon, symbole d'un mouvement ouvrier naissant. Ici, pas de violences sur les machines : c'est l'ensemble du système qui est attaqué. Réduits à la misère par la crise, les 9000 compagnons-canuts, dominés par les maîtres-tisserands et les 750 « soyeux », ces industriels et commerçants qui distribuent le travail à façon et fixent les salaires, se sont regroupés en une association de secours, le Devoir mutuel. Par son intermédiaire, et sous l'œil bienveillant du préfet, ils négocient l'élaboration d'un tarif minimal avec leurs employeurs. Lorsque nombre de ces derniers refusèrent de l'appliquer, l'insurrection éclata et, drapeaux noirs au vent, la*

[1] Qui veut que la richesse d'un royaume se mesure à la masse d'argent qu'il possède.
[2] Robert CASTEL, *De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle*, op. cit.
[3] Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit, p.18.
[4] Jean-Pierre RIOUX, *La révolution industrielle 1780-1880*, Editions du Seuil, 1971, 248p.

Croix-Rousse s'empare de Lyon et y fait régner l'ordre, sans violence et sans pillages. La reprise en main de la ville par le maréchal Soult et 26000 hommes, les condamnations, les 10000 expulsions consacrent la défaite des canuts. Mais l'exemple est formidable : par leur sacrifice, ils ont démontré la maturité d'une masse ouvrière qui a choisi la négociation et l'organisation, prouvé la valeur de l'opposition de classe, force contre force ; démasqué le rôle véritable des pouvoirs publics qui, désormais refuseront systématiquement d'aller à l'encontre des intérêts patronaux »[1].

En effet, les différents régimes politiques qui se succèdent, de la Monarchie au second Empire en passant un très court instant par la II^{ème} République, n'altèrent pas la continuité des fins de la bourgeoisie au pouvoir, fondées sur un libéralisme économique tout-puissant.

C'est donc à partir du moment où les ouvriers s'interposent de façon collective et organisée que les pouvoirs publics déclenchent l'alarme, en répandant un discours xénophobe à l'encontre des victimes de l'industrialisation, comme il le fît jadis pour les vagabonds[2]. Il transparaît dans les œuvres des auteurs contemporains comme Alexis de Tocqueville avec son *Mémoire sur le paupérisme* de 1835, Eugène Buret qui écrit *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France* en 1840, Louis Chevalier avec *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du 19ème siècle*, ou encore Emile Laurent et son étude de 1865 sur *Le paupérisme et les institutions de prévoyance.*

Tous contribuent à donner du pauper l'image d'un barbare, un criminel-né appartenant à une sous-espèce humaine, dépourvu de toute moralité. Ainsi, Emile Laurent écrit : *« La misère et la subversion de l'intelligence, la pauvreté et l'abaissement de l'âme, l'affaiblissement et la décomposition de la volonté et de l'énergie, la torpeur de la conscience et de la personnalité, l'élément moral en un mot, sensiblement, souvent même mortellement atteint. Voilà le caractère essentiel, fondamental et absolu nouveau du paupérisme »*[3].
Le paupérisme est une tare dont la société, si elle veut survivre, doit se débarrasser. Eugène Buret se montre explicite : *« Il faut ou trouver un remède efficace à la plaie du paupérisme, ou se préparer au bouleversement du monde »*[4]. Comme il n'est pas question pour la classe dominante de voir la société capitaliste disparaître, c'est dans la recherche d'un remède qu'elle se lance dont l'effet attendu est le désamorçage de toute tentative de rébellion contre l'ordre établi.

Les autorités publiques font alors un retour en arrière en remettant au goût du jour l'idée révolutionnaire d'une justice sociale.

1.2. La justice sociale en France

Pour résoudre la question sociale du paupérisme, l'Etat décide de mettre en place une nouvelle politique : la justice sociale. Qu'est-ce que la justice sociale ? C'est une question à laquelle nous allons essayer de répondre avant de retracer les étapes historiques de sa constitution en France.

---

[1] Id., pp.183-184.
[2] *« Cette construction d'un paradigme négatif du vagabond est un discours du pouvoir »*, Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p.103.
[3] Emile LAURENT, *Le paupérisme et les institutions de prévoyance*, Guillaumin, 1865, p.13.
[4] Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en France et en Angleterre*, op. cit., p.98.

➢ Le concept de justice sociale

Il y a ceux qui se posent la question de savoir ce que la justice des hommes devrait être, comment intervenir pour faire en sorte qu'elle soit juste. Et puis, il y a ceux qui ne se la posent pas parce qu'elle est par essence juste et qui rejettent, par conséquent, toute forme d'intervention visant à la modifier.
Pour les seconds, il n'est pas besoin de rechercher le fondement d'une justice juste puisqu'il existe déjà du fait même de l'homme pour les uns, du fait de l'économie de marché pour les autres.

Les partisans de l'utilitarisme considèrent que la justice des hommes est juste parce que les hommes, pour le plus grand nombre d'entre eux, sont naturellement bons.

Friedrich Von Hayek (1899-1992) et Robert Nozick (1938-2002) estiment que la justice est juste dans la mesure où elle est régie par le libéralisme économique. Elle ne l'est qu'à la condition qu'elle obéisse uniquement à l'économie de marché, dont les mécanismes sont neutres, donc intrinsèquement justes, faisant du capitalisme le rempart contre la tyrannie. Toute intervention volontaire en matière de justice, en particulier celle de l'Etat, pour corriger l'équilibre des rapports sociaux, engendrerait, selon eux, le totalitarisme. *« C'est pourquoi* [les libertariens] *s'opposent à une fiscalité redistributive comme moyen de mettre en pratique les théories libérales de l'égalité »*[1].

Par conséquent, pour les utilitaristes comme pour les libertariens, non seulement la justice ne nécessite pas, pour être juste, d'intervention volontaire, mais encore elle n'est juste que tant que cette intervention est exclue. Laisser la justice naturellement juste s'accomplir est donc la meilleure chose à faire. Concevoir une justice sociale est une hérésie.

Ce n'est ni notre posture, ni celle adoptée par ceux qui s'interrogent sur l'éthique de la justice et les valeurs qu'elle représente. Pour ces derniers, l'idée a déjà fait son chemin que la justice n'est pas naturellement juste lorsque qu'une telle interrogation surgit.
La reconnaissance de l'inégalité juridique mais surtout la considération qu'elle est inacceptable constituent, en effet, le point de départ de la réflexion philosophique autour de la justice. Cette réflexion conduit à proposer l'élaboration d'une justice dont l'objet est la correction de ces inégalités.

C'est le parti que prend John Rawls lorsqu'il écrit *A Theory of Justice* en 1971.
Selon lui, pour être juste, la justice doit reposer sur des principes déterminés indépendamment des intérêts particuliers propres à chaque individu. L'impartialité est garantie par le « voile de l'ignorance » porté par les structures de base, qui disent ce que sont les droits et les devoirs de chacun et qui sont chargées de redistribuer les ressources.

Les principes et règles qui fondent une justice juste sont, à son avis, les suivants :

« Premier principe : toute personne a un droit égal à l'ensemble le plus étendu de libertés fondamentales égales pour tous qui soit compatible avec le même ensemble de libertés pour tous.

Deuxième principe : les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à :

a) fonctionner au plus grand bénéfice des défavorisés ;

---

[1] Will KYMLICKA, *Les théories de la justice. Une introduction*, La Découverte, 1999, 363p. ; p. 109.

b) être attachées à des fonctions et à des positions ouvertes à tous dans des conditions de juste égalité des chances.

Première règle de priorité (la priorité de la liberté) : les principes de justice obéissent à un ordre lexicographique en vertu duquel la liberté ne peut être limitée qu'au nom de la liberté.

Deuxième règle de priorité (la priorité de la justice sur l'efficacité et le bien-être) : le deuxième principe de justice est lexicographiquement prioritaire par rapport au principe d'efficacité et à celui de maximisation de la somme des avantages ; et la juste égalité des chances est prioritaire par rapport au principe de différence »[1].

L'idée centrale sur laquelle se base la théorie de la justice de John Rawls est que : *« Tous les biens sociaux premiers, la liberté et les opportunités, le revenu et la richesse, et les bases sociales du respect de soi, doivent être distribués de façon égalitaire, sauf si une inégale distribution de l'ensemble de ces biens ou de l'un d'entre eux bénéficie aux plus défavorisés »*[2]. La justice, c'est donc faire de la discrimination positive, reconnaître une inégalité compensatrice.

Le principal défaut de cette conception de la justice sociale est de s'appuyer sur une théorie pure. Elle ne part pas d'une analyse pratique de la société, mais de la référence à un idéal-type de société, fondé sur le mythe du contrat social. C'est une conception qui ne résiste pas à l'épreuve des faits.
Sur le fond, elle propose une justice sociale qui n'a pas pour objet de réduire les inégalités sociales, mais de tendre vers une égalité juridique, non pas pratique mais théorique, des individus en attribuant plus de droits à ceux qui en ont le moins. Le but poursuivi est donc le consensus sociétal construit sur la base de l'égalité en droits. Notre critique s'appuie sur l'idée que l'égalité (fictive) en droits ne doit pas cacher le véritable combat qui porte sur les inégalités sociales (concrètes).

La conception de la justice de John Rawls est cependant intéressante en ce qu'elle donne un contenu théorique à la justice sociale et facilite, en cela, sa définition.
La justice sociale consiste à reconnaître, au bénéfice des plus défavorisés, une inégalité compensatrice qui se traduit par la distribution de droits-créances, dont l'effet est de maintenir la cohésion sociale.

Cette définition théorique doit maintenant subir l'épreuve de la confrontation avec la réalité.
L'analyse matérialiste dialectique peut permettre de dire ce qu'est la justice sociale. La justice sociale est à l'image d'une société donnée à un moment donné. Pure fiction, croyance, elle n'est jamais que le reflet de la réalité. Les structures sur la base desquelles la société est organisée et le jeu de domination des acteurs et des institutions qui la font fonctionner sont les déterminants de la justice sociale.

Tout d'abord, la justice sociale se trouve aux mains des pouvoirs publics. Elle sert à circonscrire le paupérisme. Les paupers, public-cible de la justice sociale, qui n'en sont que les destinataires, se trouvent cantonnés dans un rôle de consommateurs de droits-créances. *« Le pauper ne possédant pas de moyen de production [...] tend à des degrés divers à tirer de sa subsistance de subsides drainés de la plus-value globale et plus ou moins centralement redistribués »*[3]. Il est donc inéluctablement aliéné à la cause de la justice sociale, dépendant de ceux qui la dispensent, devenant contrôlable.

---

[1] Id., pp.302-303.
[2] Id., p.303.
[3] Gérard BENSUSSAN & Georges LABICA, *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1999, 1240p ; p.674.

Ensuite, l'idée de l'égalité juridique ne saurait engendrer une égalité sociale réelle. D'ailleurs, ce n'est pas le but recherché. Il n'empêche que cette idée qui, contrairement à ce que prétend John Rawls, ne peut être impartiale, constitue un véritable danger car elle est susceptible de faire croire à une égalité réelle. Comme le souligne Serge Paugam, en évoquant la pensée marxienne, *« les droits-libertés ne sont que des fictions tant que la pauvreté est synonyme de servitude pour une grande partie de la population »*[1]. Attribuer plus de droits-créances aux pauvres pour les rendre égaux en droits-libertés aux riches ne peut faire disparaître les inégalités réelles qui les séparent, mais aide à y faire croire. C'est en cela que la justice sociale constitue un terreau riche en capital symbolique. En fait, cette justice distributive ou réparatrice revient *« à traiter inégalement des individus inégaux »*[2], sans remettre en question le fondement même des inégalités.

C'est précisément l'effet recherché de la justice sociale, à savoir la cohésion ou la paix sociale. *« C'est par essence ce qui doit permettre la mise en œuvre du processus d'inclusion, c'est ce qui doit permettre l'élaboration du contrat social, de la cohésion sociale »*[3].
La justice sociale, faite par et pour la classe dominante, est un obstacle à la remise en question de l'ordre établi. C'est un obstacle d'autant plus élevé qu'il est pacifique, non coercitif parce qu'il ne soulève pas la contestation. Ainsi, *« les revendications intempestives et le réformisme redistributif que [la justice sociale] engendre peuvent durablement détourner la classe ouvrière des pays capitalistes de leur rôle historique dans la révolution »*[4].

La justice sociale se révèle donc être un instrument privilégié de légitimation des rapports de domination. En France, elle est érigée en politique sociale à un moment où les inégalités atteignent leur paroxysme.

➢ La justice sociale en France

La justice sociale se met en place à la fin du 19ème siècle pour régler la question sociale du paupérisme, posée en 1841.

Mais l'idée de la justice sociale est une idée révolutionnaire. En 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen affirme dans son article premier que *« les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit »*. Elle consacre, de cette manière, l'égalité juridique des hommes qui disposent des mêmes droits-libertés. Cette première étape dans la construction théorique de la justice sociale est bientôt suivie d'une seconde, au terme de laquelle les plus démunis se voient attribuer des droits sociaux ou droits-créances.
Dès 1791, le Comité pour l'extinction de la mendicité propose d'en adopter le principe. Il s'exprime en ces termes : *« cette vérité fondamentale de toute société, et qui réclame impérieusement une place dans la Déclaration des droits de l'homme, a paru au Comité être la base de toute loi, de toute institution politique qui se propose d'éteindre la mendicité. Ainsi, chaque homme ayant droit à sa subsistance, la société doit pourvoir à la subsistance de tous ceux de ses membres qui pourront en manquer, et cette secourable assistance ne doit pas être regardée comme un bienfait, elle est, sans doute, le besoin d'un cœur sensible et humain, le vœu de tout homme qui pense, mais elle est le devoir strict et indispensable de tout homme qui n'est pas lui-même dans la pauvreté, devoir qui ne doit point être avili, ni par le nom, ni*

---

[1] Serge PAUGAM, *Assistance et insertion : à propos du droit des pauvres*, in *Normes juridiques et régulation sociale*, op. cit., p.207.
[2] Maurice GAILLARD, *L'intelligence du droit*, Les Editions d'Organisation, 1992, 256p. ; p.33.
[3] Colette BEC, *L'assistance en démocratie*, Belin, 1998, 254p. ; p.25.
[4] Claude GAMEL, *Economie de la justice sociale. Repères éthiques du capitalisme*, Cujas, 1992, 135p. ; p.16.

par le caractère de l'aumône ; enfin, elle est pour toute société une dette inviolable et sacrée »[1].

Le droit de tout homme à sa subsistance ainsi que son droit au travail sont formalisés dans la Constitution du 24 juin 1793 qui précise dans son article 21 : *« Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit assistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler ».*
Droit au secours pour les indigents invalides, droit au travail pour les indigents valides.
Il est prévu que ces droits sont assurés par le gouvernement issu de la souveraineté populaire et que, chaque année, l'Assemblée vote une somme pour les secours.
L'ensemble de ces dispositions ne verront pas le jour. Elles seront entraînées dans la chute de la Première République.

Les principes de la justice sociale ne refont surface qu'un siècle plus tard, à l'appui du solidarisme qui se présente comme le mode de règlement de la question sociale du paupérisme.
Cette doctrine de la fin du 19ème siècle, qui se situe dans le courant de la philosophie de la solidarité développée par Alfred Fouillée notamment, est promue par Léon Bourgeois. Au cours de son discours prononcé en 1902 à l'occasion de la création de la Société de secours mutuels de France, celui-ci déclare : *« Ce n'est pas le bonheur qui est, qui peut être le but de la société. Ce n'est pas non plus l'égalité des conditions... C'est la justice que nous devons à tous nos semblables »*[2].
Le solidarisme repose sur la notion de dette sociale. Au terme du contrat tacite auquel il adhère dès qu'il vient au monde, faisant de lui l'héritier des ressources accumulées précédemment, l'individu est le débiteur de la société. Sa dette est à la mesure des ressources dont il hérite. Plus elles sont nombreuses, plus elle est élevée. Le produit de cette dette est redistribué à ceux qui sont dépourvus de ressources.

La mise en œuvre de la justice sociale se traduit par l'adoption de plusieurs lois à l'origine du droit à l'assistance, notamment celles de 1851 sur l'assistance judiciaire[3], de 1892 sur le travail des femmes et de enfants, de 1893 sur l'assistance médicale gratuite, de 1894 sur les habitations à bon marché, de 1898 sur les accidents du travail, de 1902 sur la protection de la santé publique, de 1904 sur l'assistance aux enfants, de 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. Elles institutionnalisent un véritable « droit social ».
Les pouvoirs publics commencent alors à s'interroger sur la manière d'organiser de façon plus cohérente l'application de ce droit social. Or, la cohérence recherchée passe par la reconnaissance d'une catégorie de travailleurs spécifiquement chargés de l'attribution des droits aux plus démunis.

1.3. La professionnalisation du travail social

La question de la professionnalisation du travail social intervient dans un contexte de développement des droits sociaux alors que les institutions politiques cherchent à en organiser la distribution. Pour ce faire, ils se tournent vers des personnes qui oeuvrent déjà en faveur

---

[1] Extrait du « Plan de travail » cité par Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p.184.
[2] Cité par Robert CASTEL, Id., p.279.
[3] Bernard SCHNAPPER, De la *charité à la solidarité, l'assistance judiciaire française 1851-1972*, pp.435-487 in *Voies nouvelles et histoire du droit*, PUF, 1991.

des pauvres. Avant de retracer les étapes de l'appropriation étatique de ces activités sociales, nous allons faire le point sur la notion de professionnalisation.

➢ La professionnalisation : de quoi parle-t-on ?

Les sociologues fonctionnalistes sont les premiers à s'être posés la question de l'origine des professions : comment une activité devient-elle une profession ? Comment la transformation s'opère-t-elle ?

Pour Alexander M. Carr-Saunders (1886-1966), qui s'est intéressé aux professions médicales et juridiques, une activité devient une profession à partir du moment où elle repose sur une formation prolongée et formalisée, et implique la mise en oeuvre d'une technique intellectuelle spécialisée et d'un service efficace à la communauté.

Talcott Parsons (1902-1979) considère que les professions « *forment des communautés unies autour des mêmes valeurs et de la même éthique de service et que leur statut professionnel s'autorise d'un savoir scientifique et pas seulement pratique* »[1]. L'éthique de la pratique et la scientificité du savoir apparaissent comme les critères déterminants de la profession.

Robert King Merton[2] (1910) qui a centré sa recherche sur le passage de la médecine de l'état d'activité à l'état de profession, considère la professionnalisation comme « *un processus historique par lequel une activité devient une profession du fait qu'elle se dote d'un cursus universitaire qui transforme des connaissances empiriques acquises par expérience en savoirs scientifiques appris de façon académique et évalués de manière formelle, sinon incontestable* »[3]. Dans cette définition, la formation universitaire apparaît comme le facteur fondamental qui fait basculer l'activité vers la profession, bien que celle-ci comprenne d'autres éléments constitutifs.

Ainsi, chez les fonctionnalistes, l'existence d'une profession découle d'une formation scientifiquement reconnue, d'un monopole d'exercice de l'activité, d'une auto-organisation et du contrôle de cette activité par des pairs à l'appui d'une déontologie.

Mais la conception fonctionnaliste de la professionnalisation présente au moins deux limites. Le modèle de la profession libérale qui sert de fondement au concept de professionnalisation est critiquable d'une part, en ce qu'il ignore la référence à d'autres modèles, par exemple celui du fonctionnaire. D'autre part, réduire la professionnalisation à une étape unique est insatisfaisant.

Par la suite, H Wilensky[4], un des représentants du mouvement interactionniste, dégage des étapes supplémentaires.
Selon lui, la professionnalisation passe par une série de transformations : la transformation de l'activité bénévole en activité rémunérée, la transformation de l'exercice spontané de l'activité en exercice organisé, la transformation d'une éthique personnelle en déontologie, à coté desquelles la transformation du savoir pratique en savoir formalisé subsiste et qui continue d'être reconnue comme le moment clé de la professionnalisation.

---

[1] Cité par Claude DUBAR & Pierre TRIPIER, *Sociologie des professions*, Armand Colin, 1998, 256p.
[2] Robert King MERTON, *The student Physician. Introductory studies in the sociology of medical education*, Harvard University Press, 1957.
[3] Claude DUBAR & Pierre TRIPIER, op. cit., pp.89-90.
[4] H. WILENSKY, *The professionalization of everyone ?*, American Journal of Sociology, 1964.

A Abbott[1] va encore plus loin dans cette logique, en déterminant l'ordre chronologique de ces transformations : « *Les professions commencent quand les gens consacrent tout leur temps à faire ce qu'ils désirent. Mais la nécessité de se former se fait vite sentir, sous la poussée des recrues ou des clients. Des écoles sont créées. Les nouvelles écoles, si ce n'est pas déjà le cas, s'affilient à l'université. Inévitablement, elles imposent des exigences élevées, une longue formation, un engagement précoce dans la formation et un groupe d'enseignants à plein temps. Alors, les enseignants professionnels, avec leurs premiers diplômés créent une association professionnelle. La vie professionnelle plus active, encouragée par l'association, conduit à une réflexion sur soi, un possible changement de nom et une séparation entre compétents et incompétents. La réflexion sur l'activité principale conduit la profession à déléguer des tâches secondaires à des para-professionnels. Cela conduit à des conflits entre la jeune génération formée officiellement et les vieux formés sur le tas aussi bien qu'à des confrontations violentes avec les exclus. Cette période est marquée par des efforts de l'association pour s'assurer la protection de l'Etat, ce qui n'est pas acquis dans tous les cas et pour toutes les professions. Finalement, les règles d'admission générées par ces événements éliminent la compétition interne ainsi que les charlatans et garantissent la protection du client cristallisée dans un code éthique formalisé* »[2].

Six étapes successives conduisent à la naissance d'une profession :

Les étapes de création d'une profession

1ère étape	Emergence d'une activité
2ème étape	Création d'écoles
3ème étape	Formation universitaire
4ème étape	Création d'une association professionnelle
5ème étape	Instauration d'un monopole
6ème étape	Création d'une déontologie

Toutefois, pas plus que l'interactionnisme, le fonctionnalisme ne parvient à expliquer véritablement la naissance d'une profession. Tous deux posent la question du comment mais ne posent pas la question du pourquoi. Ce sont des approches qui décrivent le phénomène sans chercher à comprendre les rouages de sa constitution. Elles s'attachent à isoler les étapes successives d'un processus en dehors du contexte même dans lequel ce processus évolue. Elles ne s'intéressent pas aux conditions sociétales d'émergence d'une profession. Autrement dit, elles se contentent d' « *entériner les critères de reconnaissance des professionnels socialement et juridiquement admis, sans se donner les moyens de saisir les fondements sociaux de l'existence du fait professionnel* »[3].

C'est dans les années 70, 80 que la sociologie des professions connaît un second souffle, amorcé par Everett C. Hughes, de l'école de Chicago, qui rejette la distinction entre profession et occupation ou métier dans laquelle il ne voit aucun intérêt.

La profession est désormais perçue comme un outil de légitimation de privilèges spécifiques. Pour Catherine Paradeise[4], qui voit dans la profession un marché du travail fermé, la professionnalisation est un processus de reconnaissance d'une activité, ponctué de mesures de

[1] A. ABBOTT, *The system of professions. An essay on the division of expert labor*, The university of Chicago Press, 1988.
[2] Cité par Claude DUBAR & Pierre TRIPIER, op. cit. ; p. 90.
[3] Catherine PARADEISE, *Les professions comme marchés du travail fermés*, Sociologie et société, vol. XX, 1988, pp.35-46; p.11.
[4] Id., pp.9-21.

clôture ce marché. Ces mesures sont par exemple la restriction du nombre de postes de travail, l'exigence de certaines qualités pour exercer l'activité, l'institution d'un monopole d'exercice. C'est un processus actionné par trois types d'agents ou institutions : l'Etat qui joue un rôle prépondérant, les employeurs et les travailleurs qui agissent selon des intérêts distincts. Les travailleurs cherchent à délimiter leur activité de façon à être protégés de l' « invasion » d'autres travailleurs et à accéder à certains privilèges au niveau du salaire et de la formation. Les employeurs, eux, en permettant aux travailleurs de se former, bénéficient d'une main d'œuvre qualifiée, capable de répondre à un besoin particulier. Quant à l'Etat, par la reconnaissance d'un diplôme ou l'attribution d'un monopole, érige une activité en profession afin de la contrôler.

Terry Johnson[1], dans une approche marxienne, soutient l'idée *« qu'on assiste partout au déclin d'une forme de professionnalisme fondée sur l'auto-contrôle au profit d'une forme nouvelle qu'il appelle « protection corporative (corporate patronage) et qui constitue, selon lui, un des mécanismes essentiels du contrôle, exercé par l'Etat, sur un certain type d'activités crucial : les services »*[2].
La professionnalisation apparaît comme le processus de dépassement de la contradiction entre des travailleurs qui se veulent indépendants et l'Etat qui cherche à les contrôler. L'octroi du statut de profession est un moyen pour l'Etat de contrôler un ensemble de travailleurs réunis en association ou syndicat et de développer son capital sur la base des services fournis par ces travailleurs. Il est, pour les travailleurs, un moyen d'accéder au pouvoir, au capital et de conserver une relative autonomie dans le processus de reproduction de la profession.

Ainsi, ce système conduit à une séparation entre travailleurs reconnus par l'Etat, répondant à ses intérêts, associés au pouvoir, formant une profession, et travailleurs non reconnus, exclus du pouvoir, n'accédant pas au rang de profession.
Claude Dubar et Pierre Tripier concluent à propos de cette conception marxienne de la professionnalisation que *« la distinction entre professions et occupations, si structurante de la Sociology of the Professions, remplit cette fonction, ainsi que l'espoir entretenu par les organisations corporatives de travailleurs de se faire reconnaître un jour comme professions. Celles-ci remplissent donc bien une fonction décisive dans la reproduction des rapports de pouvoir qui caractérisent le capitalisme moderne et l'Etat corporatiste qui lui permet de se développer »*[3]. Ainsi, l'espoir d'accéder au pouvoir maintient les travailleurs dans une aliénation symbolique vis-à-vis de l'Etat qui, de cette façon, accroît ses capacités de développement.

Finalement, la professionnalisation peut être regardée comme le terrain d'un jeu d'acteurs dont l'enjeu est l'appropriation d'une activité comme réponse à un besoin. Mais ce jeu ne s'instaure pas seulement entre les travailleurs, les employeurs et l'Etat, il s'instaure également entre les professionnels en devenir eux-mêmes dans le cadre d'une lutte des classements.
En effet, la future profession fonctionne selon des règles qui lui sont propres, qu'elle s'est progressivement fixées, finissant par s'inscrire dans un habitus spécifique. Ces règles et cet habitus, sur lesquels repose la transmission du capital, économique, social, culturel, symbolique, favorisent le passage à l'état de profession, et assurent par la suite sa reproduction.

En définitive, la professionnalisation est déclenchée par la volonté commune ou séparée de l'Etat, de l'employeur et/ou des travailleurs qui cherchent à résoudre la contradiction de leurs

[1] Terry JOHNSON, *Professions and power*, Macmillan, 1972.
[2] Claude DUBAR & Pierre TRIPIER, op. cit., p.128.
[3] Id., p.129.

intérêts. Cette volonté intervient à un moment où ces travailleurs produisent suffisamment de services pour être considérés facteurs de gains par l'employeur et par l'Etat, comme la source du capital indispensable à leur survie.
Ce sont les contradictions d'intérêts entre l'Etat, les employeurs et les travailleurs qui font de la professionnalisation un processus toujours inachevé, en constante évolution, ainsi que l'exprime Catherine Paradeise : « *Parce qu'une identité ne se produit ni ne se reproduit d'elle-même, parce que les marchés des produits sont mouvants, parce que les technologies sont mobiles, parce que les valeurs de besoin sont évolutives, les ressources et les contraintes des acteurs de la relation de travail sont variables. Tout au plus peut-on affirmer que l'institutionnalisation d'un marché du travail tend à se stabiliser. Le travail de clôture est en perpétuel recommencement, les monopoles de marché du travail sont toujours précaires, et d'autant plus que les systèmes d'opportunités des acteurs de la relation de travail sont moins verrouillés par les normes institutionnelles* »[1]. Les contours d'une profession sont donc obligatoirement flous, en raison de la remise en question incessante des solutions trouvées aux conflits d'intérêts entre les agents et institutions impliqués.

Les travailleurs sociaux constituent une semi-profession, du fait d'une tutelle publique omniprésente et d'une inorganisation professionnelle latente, dont les contours sont aujourd'hui tout particulièrement difficiles à saisir. Pour Chantal Labruyère[2], cela s'explique par la « crise » qu'elle traverse depuis les années 80, « *en proie à une déstabilisation de ses frontières externes et internes* ».
Mais, pour le moment, il convient de rechercher pour quelles raisons, en France, l'activité des travailleurs sociaux s'est professionnalisée.

➢ La professionnalisation du travail social en France

Résoudre la question de la professionnalisation du travail social oblige à se demander, dans un premier temps, pourquoi le travail social est amené à se professionnaliser, et, dans un deuxième temps, quelles étapes jalonnent le passage du travail social de l'état d'activité vers l'état de semi-profession.

L'activité des assistants de service social et celle des éducateurs spécialisés ont suivi un processus distinct, comme le constate Michel Chauvière[3], « *Contrairement aux assistantes sociales du début du siècle, nées d'un « processus missionnaire » hors de la famille bourgeoise et pour la reproduction en direction des couches « relevables » des modes dominants, l'éducateur ou le cadre-rééducateur prend forme, lui, de la nécessité et de l'occurrence fournie par le régime de Vichy à quelques groupes professionnels majeurs, de travailler ensemble à la rééducation de l'enfance* »[4].
Pour cette raison elles feront chacune l'objet d'une étude.

✓ La professionnalisation des assistants de service social

La professionnalisation des assistants de service social est, en France, conjointement actionnée par l'Etat et par les prétendants au titre parce que, à un moment donné, qui se situe

---

[1] Catherine PARADEISE, op. cit., p.17.
[2] Chantal LABRUYERE, *Professionnalisation : de quoi parlent les chercheurs ? que cherchent les acteurs ?*, Formation emploi n°70, 2000, pp.31-42.
[3] Michel CHAUVIERE, *Enfance inadaptée : l'héritage de Vichy*, Les Editions ouvrières, 1980, 235p.
[4] Id., p.253.

à la fin du 19ème siècle, elle représente pour chacun d'eux un moyen d'accroître, de façon substantielle, leur capital[1] respectif.

Pour l'Etat, la professionnalisation présente l'intérêt de faire des travailleuses sociales[2], une fois placées sous son contrôle, des agents d'exécution de la justice sociale.
Elle exige l'accomplissement de deux opérations fondamentales. La première est l'appropriation étatique du travail social. La seconde vise à rendre le travail social conforme à un modèle professionnel, choisi pour répondre efficacement aux attentes de l'Etat. Cette opération de « normalisation » s'applique non seulement aux travailleuses sociales, mais également, par ricochet, aux usagers de la justice sociale.

Comment l'Etat français s'est-il approprié le travail social ? Deux voies ont été utilisées : la laïcisation du travail social et l'élévation du travail social au rang de politique sociale.

Le paupérisme est, à la fin du 19ème siècle, au cœur des préoccupations de l'Eglise, qui, depuis des siècles, par ses œuvres de charité, règle, presque à elle seule, le sort des pauvres. L'Encyclique Rerum Novarum du 15 mai 1891 est l'expression de la volonté de l'Eglise de participer activement au règlement de cette question sociale. Tout en rappelant l'unité dialectique du riche et du pauvre dans la société capitaliste, le capital ne pouvant exister sans le travail, Léon XIII voit dans la réconciliation des classes une solution. Cette réconciliation repose sur le respect, par les patrons, de la dignité des ouvriers tant au niveau des conditions de travail qu'au niveau de salaires, ainsi que sur la reconnaissance de la qualité de citoyens à ces derniers.
Ce discours, qui, jadis, aurait été accueilli favorablement, est, sous la IIIème République, sévèrement critiqué. L'Etat, anticlérical, sous l'emprise de la franc-maçonnerie[3], athée depuis 1877, une hérésie que l'Eglise a condamnée dès 1738, se montre farouchement opposé à l'intervention des congrégations. Il veut régler la question du paupérisme à sa manière, conformément à ses intérêts dont il n'entend pas céder une parcelle au bénéfice des ouvriers.
Plusieurs lois[4] ,dont l'objectif est de limiter le champ d'action dans la vie publique[5] des congrégations, sont votées. Elles annoncent le divorce entre l'Eglise et l'Etat, qui intervient en 1905, au terme d'une loi du 9 décembre. Cette loi pose comme principes que *« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public »* et que *« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes ».*

La séparation de l'Eglise et de l'Etat permet de dégager le travail social de l'emprise catholique. Elle amorce le recul de la religion dans la gestion des affaires sociales. Cependant, si l'Eglise n'est plus un acteur reconnu, elle demeure, en coulisses, une instigatrice. L'investissement prudent et limité de l'Etat dans le domaine social donne une large marge de manœuvre à l'initiative religieuse.

L'Etat, qui a choisi de faire de la solidarité son cheval de bataille contre le paupérisme, produit un ensemble lois lui donnant de la consistance. Des dispositions sont adoptées en

---

[1] Capital économique, social, culturel, symbolique.
[2] A cette époque, le travail social est exécuté par des femmes.
[3] Christine RATER-GARCETTE précise qu'en 1895, 9 des 11 ministres sont francs-maçons, in *La professionnalisation du travail social*, op. cit.., p.31.
[4] De 1884, 1895, 1901 et 1903.
[5] L'instruction est le terrain de chasse privilégié des ecclésiastiques.

faveur des malades (loi du 15 juillet 1893), des ouvriers (loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail), des enfants (loi du 27 juin 1904), des vieillards, infirmes et incurables (loi du 14 juillet 1905). Elles marquent la naissance du service public d'assistance. La mise à l'écart de l'Eglise dans le registre de la charité, laisse dorénavant le champ libre à l'élaboration d'une politique de justice sociale, axée sur la solidarité.

« La politique sociale républicaine qu'elle se traduise dans le cadre de la relation de travail ou qu'elle s'adresse à des catégories spécifiques d'individus déshérités, est mue par une seule stratégie : agir afin que les dysfonctionnements produits par l'inégalité des pouvoirs à l'œuvre dans la liberté du travail, ou dus à des handicaps personnels hypothéquant l'accès même au travail, n'atteignent pas un seuil irréversible de dangerosité »[1]. L'objectif n'est pas, comme l'Eglise l'a préconisé de réconcilier les classes, mais de se garantir contre le risque que représente la classe laborieuse...classe dangereuse.

Pour cette raison, l'assistance demeure un service public minimum, destinée à apporter beaucoup plus qu'elle ne coûte, autrement dit donner l'assurance d'une tranquillité sociale contre la distribution de quelques droits strictement délimitée. Le discours prononcé par le comte de Laguinais à la Chambre des députés en 1903 est significatif de ce point de vue : *« Dans un pays véritablement libre, le rôle de l'Etat devrait se borner, à très peu de choses près, aux fonctions pour lesquelles il a été créé, c'est-à-dire à assurer la paix extérieure et intérieure, le reste n'est pas de son domaine, et j'estime en particulier que tous les problèmes concernant l'assistance publique seraient résolus d'une manière beaucoup plus satisfaisante, et en même temps beaucoup moins onéreuse, si leur résolution était abandonnée aux petites collectivités, c'est-à-dire aux communes et aux départements et surtout à l'initiative des associations et des particuliers »*[2].
Si l'Etat pratique la politique du minimum, il ne laisse pas, pour autant, d'autres que lui agir librement dans le domaine de l'action sociale. Le besoin de contrôle porte notamment sur des actrices incontournables : les « travailleuses sociales ».

De quel type de travailleuses sociales l'Etat a-t-il besoin pour exécuter sa politique de justice sociale ? Deux modèles sont en concurrence.

Le premier modèle, progressiste, est représenté par les travailleuses sociales œuvrant dans les Maisons sociales.
Les Maisons ou Résidences sociales, settlements à la française, sont apparues en 1896, portées par un mouvement féministe laïc au sein de la noblesse, représenté par Marie Gahéry. Elles ont pour objet *« la fusion des classes, la régénération morale du peuple, la réconciliation de pauvre avec le riche et l'apaisement si vainement tentés jusqu'ici »*[3]. Pour parvenir à un « rééquilibrage » des classes, les travailleuses sociales proposent aux membres des familles ouvrières des séances d'éducation et de formation dans des domaines aussi variés que la médecine, le droit, l'entretien physique, l'entretien ménager, les arts, les loisirs, sous forme de cercles d'études, de conférences ou de consultations.
Les Maisons sociales disparaissent subitement, en 1909, à la suite d'un scandale, et avec elles, s'effondre un modèle d'intervention sociale avant-gardiste. Laisser des femmes travailler en toute indépendance tant vis-à-vis de la classe bourgeoise que vis-à-vis de l'Eglise, n'est pas tolérable surtout lorsque se trouve en jeu la question sociale du paupérisme, déterminante pour le pouvoir temporel comme pour le pouvoir spirituel. Or, ni l'un ni l'autre ne souhaitent

[1] Colette BEC, op. cit., p.114.
[2] Extrait cité par Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., pp.284-285.
[3] Contenu d'une brochure cité par Roger-Henri GUERRAND & Marie-Antoinette RUPP, *Brève histoire du service social en France 1896-1976*, op. cit., p.21.

une action sociale visant à l'émancipation de la classe ouvrière. L'affaire Bassot[1], qui n'est au départ qu'une querelle intrafamiliale, est l'occasion rêvée de mettre un terme au modernisme dangereux développé par les Maisons sociales. Accusées de servir d'écran à une congrégation clandestine, les maisons sociales perdent tout crédit, au sens propre comme au sens figuré, et sont contraintes de fermer leurs portes. Le comité des Maisons sociales prononce en 1909 la dissolution de l'association et la fermeture des maisons sociales, en précisant qu'il « *rejette la responsabilité de l'effondrement de cette Oeuvre essentiellement populaire sur les calomniateurs et exprime à la classe ouvrière des cinq quartiers de Paris où étaient établies des Maisons sociales, sa douleur d'abandonner les garderies d'enfants et de la priver de ces centres de réunion et de travail* »[2].
Cet épisode de l'histoire du service social est, ensuite, soigneusement effacé des mémoires[3].

Le second modèle, conservateur, paternaliste, est représenté par les infirmières visiteuses et les surintendantes d'usine, issues pour la plupart de la bourgeoisie catholique.
En ouvrant en 1905 une maison-école (privée) d'infirmières, Léonie Chaptal permet à une nouvelle catégorie de travailleuses sociales de s'imposer. Les infirmières visiteuses, dont l'intervention s'inscrit dans le courant hygiéniste[4], ont pour mission de lutter contre la tuberculose et la mortalité infantile, de dépister les maladies et les tares. Comme son nom l'indique, l'infirmière visiteuse se rend au domicile des familles ouvrières, avant tout, pour y observer, à des fins de classement, les conditions de vie tant sur le plan de l'hygiène que sur le plan de la moralité. Cette enquête sert à distinguer les « relevables » des « non relevables ». *« Les irrelevables sont tous, à un degré quelconque, victimes du vice, le leur et celui de leurs parents : on trouve les imprévoyants, les faibles de volonté, les débiles intellectuels ou les anormaux psychiques, les déchets sociaux ou les individus anti et asociaux, les dégénérés moraux. Pour ceux-là, il n'y a rien à faire, ils font partie de ces tarés qui seront malheureusement abandonnés à leur triste sort parce que nous n'avons pas encore de centre de redressement social. Les cas relevables, ce sont les familles nombreuses, les victimes du désordre ménager et les déclassés »*[5]. Ensuite, un diagnostic social est dressé dont la finalité est la réintégration, la réadaptation des « relevables ».

Les surintendantes d'usine naissent pendant la première guerre mondiale, alors que les hommes sont au front et les femmes au travail. Le taux élevé de mortalité infantile et les conditions lamentables de travail dans les usines conduisent à une diminution de la production. Pour cette raison, il apparaît nécessaire de mettre en place une aide et un suivi auprès des ouvrières françaises. L'action de la lady superintendent dans les manufactures royales britanniques sert de modèle. La première école des surintendantes de France ouvre ses portes en 1917.
Elles ont pour mission, de s'occuper du bien-être physique et moral des ouvrières, le plus souvent sur la base de contrôles de l'hygiène. Il s'agit d'éduquer des femmes « affaissées » dans leur moralité, en leur transmettant ce message : *« la femme doit se gêner, s'oublier,*

---

[1] Un père avait fait enfermer dans une clinique psychiatrique sa fille, Marie-Jeanne Bassot, travaillant alors dans une maison sociale, parce qu'elle refusait le mariage « arrangé » qui lui était proposé. Ayant réussi à s'évader, celle-ci traduisit ses parents en justice pour séquestration arbitraire. La mauvaise influence « religieuse » des Maisons sociales en la personne de Madame Le Fer de La Motte fut dénoncée par l'avocat des Bassot. L'affaire terminée, Madame Le Fer de la Motte se retira au Manoir du Ris ; tandis que Marie-Jeanne Bassot, accompagnée de Mathilde Girault et Apolline de Gourlet, persévéra en créant la Résidence sociale de Levallois-Perret.
[2] Cité par Roger-Henri GUERRAND & Marie-Antoinette RUPP, op. cit., p.35.
[3] Christine RATER-GARCETTE souligne que l'histoire des résidences n'est enseignée que pendant très peu de temps dans les études de service social, op. cit., p.93.
[4] Le premier dispensaire d'hygiène sociale est ouvert à Lille par Albert Calmette en 1901.
[5] Extraits de témoignages de l'époque, Jeannine VERDES-LEROUX, *Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social*, op. cit., p.164.

souffrir, se donner, se dévouer, se sacrifier »[1]. L'objectif de la surintendante est de faire de la femme une bonne ouvrière, qui travaille sans se plaindre, ni de la discipline, ni de son salaire.

Le fossé idéologique qui la sépare de la travailleuse sociale apparaît notamment au cours de la Conférence internationale de service social qui se tient à Paris en 1928. Marie-Jeanne Bassot défend l'idée que les travailleuses sociales ont pour objectif d'émanciper la classe ouvrière, de l'aider à gérer « son affaire » tout en favorisant sa situation matérielle et spirituelle. Face à elle, Juliette Delagrange, surintendante, s'inscrit en faux contre un tel dessein. Pour elle, il s'agit de contenter les patrons, non les ouvriers.

Les infirmières visiteuses et les surintendantes d'usine, en plus d'agir indépendamment de l'Eglise, ne cherchent donc pas à bousculer l'ordre établi, au contraire. Elles emportent, par conséquent, l'adhésion des pouvoirs publics. Jeannine Verdès-Leroux relève, qu'à cette époque, *« le gouvernement délègue dans les assemblées de l'Association [des surintendantes] un représentant qui vient exprimer son admiration et sa gratitude pour le travail accompli : en écartant les mauvais ouvriers, en signalant les prétendus accidents, les maladies simulées, en empêchant le sabotage, le gaspillage, les malfaçons, les surintendantes ont permis d'augmenter la production ouvrière »*[2]. L'Association reçoit même, en 1925, un prix de l'Académie française qui confirme la surintendante dans son rôle de « *meilleur agent de liaison, la marraine élue de la paix sociale* ».
Ces travailleuses sociales, nées de l'initiative privée, parce qu'elles sont les représentantes d'un modèle normalisateur favorable aux intérêts des pouvoirs publics, sont choisies pour exécuter la politique de justice sociale.

Pour les travailleuses sociales, la professionnalisation de leurs activités ouvre, tout d'abord, la voie de la reconnaissance, permettant d'occuper un territoire professionnel. C'est, ensuite, le moyen de pérenniser cette occupation, en assurant par elles-mêmes la transmission des savoirs et des valeurs (éthique) constitutifs d'un habitus professionnel.

La loi de séparation de l'Etat et de l'Eglise, qui ne peut effacer d'un coup la mission ancestrale de cette dernière dans le domaine social, aboutit finalement à la mise en place d'une action exercée, non pas par des religieux, mais par des travailleuses sociales, éclairées par la foi. Elle sert de pierre d'achoppement à la professionnalisation des travailleuses sociales qui, en se dédouanant de l'image de charité, peuvent désormais exprimer leur prétention à être traitées comme de véritables professionnelles. A partir de là, les termes de technique, compétence, profession se répandent dans les discours. Ils témoignent de la volonté de faire reconnaître que les activités des travailleuses sociales exigent la mise en œuvre de savoirs spécifiques.

Christine Rater-Garcette cite deux extraits de discours qui illustrent bien cette volonté.
Le premier est tiré du discours prononcé par l'abbé Thellier de Poncheville aux Semaines sociales en 1911 : *« Chaque misère trouve en elle plus qu'une sympathie désireuse de se donner, une compétence prête à soulager. Les délicatesses de la charité traditionnelle s'allient en sa conduite aux ingéniosités de la technique moderne. Pour être cela, pour faire tout cela, il faut beaucoup savoir. La charité est une conseillère insuffisante, le sentimentalisme, un guide téméraire. Malheur à l'amour social qui ne s'inspirera pas d'un peu de sciences ! »*[3].

---

[1] Extraits d'ouvrages de l'époque consacrés à l'enseignement ménager cités par Jeannine VERDES-LEROUX, op.cit., p.159.
[2] Id., p.161.
[3] Christine RATER-GARCETTE, op. cit., p.111.

L'extrait des propos tenus par le pasteur Doumergue est tout aussi explicite : *« Qu'est-ce que le service social ? Le service social est dit social parce qu'il est rendu par la société à ses membres comme tels : la société organise aujourd'hui les secours aux citoyens qui chancellent, qui perdent pied ou qui sombrent ; mettre en mouvement, en action, avec à propos, en temps voulu, parmi l'ensemble telle ou telle force, telle ou telle ressource, c'est faire du service social. Si donc le service social exige encore et toujours de la bonté, du dévouement, du cœur, il nécessite en même temps du savoir et beaucoup, une formation technique. Il reste une vocation mais il est devenu une profession ».*

Avec ce type de discours, les travailleuses sociales font d'une pierre deux coups. Elles posent les bases de leur profession, non seulement en disant détenir des savoirs spécifiques, mais encore en s'octroyant une éthique.

Reste à assurer la transmission de ces savoirs et de cette éthique.
Pour ce qui est des savoirs, des écoles se mettent en place rapidement. L'école pratique de formation sociale est créée en 1907, l'école libre d'assistance privée en 1908, l'école normale sociale en 1911, l'école pratique de service social en 1913.
Pour ce qui est de l'éthique, elle est transmise par les associations, telles que l'association des infirmières visiteuses (1914), l'association des surintendantes (1917), l'association des travailleuses sociales (1922), l'union catholique des services sociaux et de santé (1922).

✓ La professionnalisation des éducateurs spécialisés[1]

Au début du 20ème siècle, c'est dans une certaine anarchie que les magistrats, les médecins spécialisés, les instituteurs et les oeuvres privées interviennent auprès des enfants déficients et en danger moral. Fin des années 20 début des années 30, sur fond de crise économique, la volonté de rendre plus cohérente la prise en charge, dispersée, de ces enfants, se manifeste dans les diverses tentatives de rapprochement avec les deux secteurs dominants du droit et de la médecine (hygiène mentale). Un Comité national pour la protection des enfants traduits en justice est créé. Toutefois, comme le souligne Michel Chauvière, dans son ouvrage consacré aux origines de l'éducation spécialisée, *« Près d'un siècle d'initiatives privées dans toutes les directions ne définissent pas de territoire de l'enfance à protéger, mais composent un inextricable puzzle d'institutions jalouses de leur « liberté » et avides des subsides de l'Etat au nom du service rendu à la collectivité. Enfin, la rééducation est encore un mot vide, sans théories ni réalisations unifiées ou simplement dominantes »*[2].

C'est sous le régime fasciste de Laval, avec tout ce qu'il comprend de régression sociale, que, paradoxalement, naît et progresse le secteur de l'enfance inadaptée.

Malgré l'échec des classes de perfectionnement, placées sous l'autorité du ministère de l'Instruction publique, le régime national d'après-guerre n'a pas balayé la volonté de redresser la jeunesse en difficulté. Seulement, elle s'inscrit désormais dans une politique de liquidation des valeurs et traditions républicaines, au nombre desquelles la laïcité occupe la première place, et de retour en force de l'Eglise. L'instituteur est montré du doigt comme le *« corrupteur et responsable de la défaite »*[3].

---

[1] Eric MARTEAU, *Enjeux de la professionnalité des éducateurs spécialisés. Approche socio-historique des héritages, des conjonctures : la recherche-action de type stratégique comme perspective socio-politique et socio-pédagogique en formation initiale ?*, Mémoire de DEA en sciences de l'Education, Lille I, octobre 1997, 122p.
[2] Michel CHAUVIERE, op. cit., p.28.
[3] Id., p.27.

Avec ses bataillons de scouts, son Mouvement compagnons et ses Chantiers de jeunesse, Pétain croit, sur la base d'un ordre moral et religieux, entouré de ses « *socio-clercs* »[1], sortir la jeunesse de la délinquance et la rendre porteuse de l'idéal-type de la famille de demain, droite et unie[2]. Les prisons, aux mains des Allemands, étant pleines, ne se résolvant pas à la condamner au vagabondage, le régime voit dans le scoutisme une solution possible. Des expériences sont menées à Kergoat et à Montesson. L'abbé Plaquevent apparaît comme l'homme providentiel, capable de sauver la situation. Il propose en 1941 un plan de protection et de sauvegarde pour les enfants en danger moral, délinquants ou aux portes de la délinquance.

Le tournant que Michel Chauvière date du 19 avril 1942, lorsque le fascisme prend les commandes en la personne de Laval, ne fait qu'accélérer ce processus, en le débarrassant du cléricalisme.

Les tribunaux pour enfants et les Centres d'observation et de triage sont créés. Les lois relatives à l'enfance déficiente et en danger moral se multiplient. Le besoin d'unifier et de contrôler les actions qui s'y attachent se fait sentir. Dès 1942, les Associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA) sont instituées à cet effet, uniquement bâties à partir de statuts types et de circulaires ministérielles. Instruments du régime, les ARSEA deviennent les relais incontournables auxquels les associations doivent obligatoirement adresser leur demande de subvention. Dans le même temps, un Conseil technique de l'enfance déficiente et en danger moral[3] est mis en place. Il est chargé d'assurer le dépistage, l'observation et la rééducation des enfants inadaptés. L'appel aux médecins spécialisés et aux médecins est réitéré.

Le contrôle discrétionnaire de la puissance publique sur le secteur de l'enfance inadaptée, qui est relayé par des « institutions écrans », fait nécessairement naître un besoin en personnel. Les premières écoles d'éducateurs font leur apparition dès la fin de l'année 1942. L'école technique de rééducateurs ouvre ses portes à Toulouse le 14 octobre, sous la responsabilité de l'abbé Plaquevent. A Montpellier, l'institut régional et à Montesson, l'école-pilote du ministère proposent également de former les éducateurs.

Les cadres rééducateurs deviennent les agents moteurs de la politique du régime en matière d'enfance inadaptée, « *les éléments indispensables à la suture du dispositif* »[4]. Avec eux, c'est l'image de l'éducateur technicien[5] qui triomphe sur la rééducation « *consacrée* », prônée par les « socio-clercs » depuis entrés en disgrâce, et la rééducation « *sublime* », capable de produire l'homme nouveau grâce au scoutisme. Il apparaît comme « *celui qui assure sur un mode familial, pour les plus jeunes, ou selon les méthodes des Mouvements de jeunesse pour les plus âgés, un encadrement continu des inadaptés* »[6].

Mais les cadres formés à l'école d'Uriage, produits du régime de Vichy, finissent par se retourner contre leur créateur et l'Occupant, en prenant les armes et en entrant dans la Résistance. La rébellion permet le dépassement de la contradiction opposant la contrainte imposée par le régime et la libre adhésion voulue par les éducateurs.

---

[1] Au détriment des notables : médecins, magistrats et instituteurs.
[2] Le divorce est alors interdit.
[3] Créé par un arrêté du 25 juillet 1943.
[4] Michel CHAUVIERE, op. cit., p.109.
[5] Placé sous la double autorité du juge pour enfants et du médecin neuropsychiatre spécialisé.
[6] Michel CHAUVIERE, op. cit., pp.112-113.

Après la Libération, l'heure est à la reconstruction, à la restauration des valeurs républicaines. Le secteur de l'enfance inadaptée, pour lequel s'entame une période de consolidation, tant du point de vue de son institutionnalisation que du point de vue de sa professionnalisation, fait simultanément marche arrière en s'ouvrant à nouveau aux oeuvres privées. Les efforts antérieurs de « nationalisation » sont réduits à néant. L'Etat s'en remet au secteur privé par la voie de la contractualisation.

L'enfance déficiente et en danger n'est pas au centre des préoccupations, contrairement à l'enfance délinquante qui s'en distingue dorénavant, en faisant l'objet d'une ordonnance du 2 février 1945. La « débrouillardise » n'est plus tolérée. Pour la canaliser, les magistrats et les éducateurs rattachés à la Direction de l'éducation surveillée interviennent de plus en plus en prenant en compte la personnalité des jeunes délinquants. La prise en charge de ces jeunes est financièrement assurée par la Sécurité sociale[1]. Selon Michel Chauvière, « *Force est de constater que les années de Libération fournissent un terrain plus favorable encore à cette avancée socio-technicienne entamée de longue date, et que la Sécurité sociale amplifie à l'évidence ce processus en inscrivant l'économie générale des transferts sociaux* »[2].
Les ARSEA[3], dotées cette fois d'une mission de coordination, restent en place. La prolongation de leur existence s'inscrit dans la continuité du mouvement d'institutionnalisation.

Le recrutement et la formation des éducateurs se développent. Les écoles sont labellisées, les conditions de sélection et le système d'enseignement précisés.
Les professionnels se rassemblent et s'organisent au sein de l'Association nationale des éducateurs de jeunes inadaptés (UNAJI)[4] et de l'Union nationale des assistants et éducateurs de l'enfance (UNAEDE), chargées de défendre collectivement les intérêts des éducateurs et de faire la police dans leurs rangs. Des revues spécialisées[5] sont éditées.
Le processus de professionnalisation engagé sous Vichy arrive à son terme. Michel Chauvière considère les années 1947-1948 comme celles de la clôture du territoire professionnel de l'enfance inadaptée.

Conclusion

Au terme de cette investigation, les activités juridiques des travailleurs sociaux apparaissent effectivement comme le résultat de la conjonction, à la fin du 19ème siècle, de trois phénomènes :

- l'apparition et le développement du paupérisme jusqu'à ce qu'il constitue une menace majeure pour le pouvoir en place ;
- l'instauration d'une justice sociale conçue comme le remède au fléau du paupérisme devenu « la » question sociale de la société française du milieu du 19ème siècle ;
- le déclenchement du processus de professionnalisation de travailleurs sociaux désignés et reconnus par les pouvoirs publics comme les garants de la rétribution en droits sociaux des plus démunis.

[1] Au titre de l'assurance maladie.
[2] Michel CHAUVIERE, op. cit., p175.
[3] Au nombre de 17 en 1947.
[4] Elle est née en juillet 1947 de l'initiative d'éducateurs occupant des postes de direction, de personnalités du scoutisme et des magistrats.
[5] Notamment Sauvegarde de l'enfance, Cahiers de l'enfance inadaptée.

A notre avis, les activités juridiques consistent à assurer aux plus démunis le bénéfice de droits sociaux ou d'aides, dans le respect des critères arrêtés par les pouvoirs publics. Pour en avoir la confirmation, voyons si les documents qui traitent de ces activités, les définissent de cette manière.

§ 2. LES CARACTERISTIQUES ORIGINELLES DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

En quoi consistaient, précisément, à la fin du 19ème siècle, les activités juridiques des travailleurs sociaux ?

Pour répondre à cette question, nous avons exploré divers travaux, qu'ils soient anciens ou contemporains. Très peu en parlent. D'où la difficulté à énumérer dans le détail les différentes tâches accomplies par les travailleurs sociaux dans le cadre de ces activités. Ce silence peut d'ores et déjà être interprété comme une absence de reconnaissance sociale des travailleurs sociaux en tant qu'acteurs juridiques. Ce n'est bien entendu qu'une hypothèse que nous aurons l'occasion de vérifier ultérieurement.

Au regard des quelques informations recueillies, il apparaît, néanmoins, que deux types d'activités juridiques doivent être distingués. Les premières concernent l'accès des pauvres à la justice, les secondes visent l'accès des pauvres aux droits (les droits-créances constitutifs de la justice sociale).

2.1. L'accès des pauvres à la justice : une affaire d'avocats

L'activité liée à l'attribution de droits-libertés est plus ancienne que celle portant sur les droits-créances ou droits sociaux, initiée par la justice sociale. Elle n'est pas mise en oeuvre par les travailleurs sociaux, qui n'existent pas encore, mais par des professionnels du droit. C'est au 14ème siècle, en effet, au même moment, d'ailleurs, que le paupérisme, qu'apparaissent les « avocats des pauvres ». Ceux-ci assurent alors, à leurs frais, la défense des pauvres accusés de crimes. Ils agissent sous l'égide d'une ville ou d'une fondation.

Pourquoi les avocats s'assignent-ils cette mission ? Sur le plan pécuniaire, elle ne présente aucun intérêt. En revanche, elle apporte à la profession toute entière une image de générosité, d'esprit de justice et d'équité propre à améliorer sa position vis-à-vis d'autres professions. En ce sens, « *le désintéressement peut être analysé comme une valeur payante, comme un gain symbolique susceptible, le cas échéant, de compenser des gains économiques moindres* »[1]. Ce gain symbolique prendra la forme d'une loi sur l'assistance judiciaire, pouvant être regardée comme la marque de reconnaissance de l'Etat.

Bernard Schnapper précise que « *Le système le plus perfectionné mis en place à Chambéry à partir de 1379 avait été étendu à d'autres villes de Savoie au 17ème siècle, plus tard à tout le royaume de la Sardaigne. Encore en vigueur dans la première moitié du 19ème siècle, il éblouit en 1847 le procureur français Du Beux, l'instigateur de la loi de 1851 sur l'assistance*

[1] Anne BOIGEOL, *De l'idéologie du désintéressement chez les avocats*, Sociologie du travail, 1985, pp.78-85, p.80.

judiciaire »[1]. Par conséquent, entre le 14ème et le début du 19ème siècle, la pratique des avocats des pauvres s'exerce librement, jusqu'à ce que la puissance publique décide de se l'approprier, précisément au moment de l'instauration de la justice sociale.

Déjà, elle avait interpellé les Révolutionnaires, à la recherche d'une égalité juridique entre les hommes, qui en font une véritable institution.

Marat, dans son *Plan de législation criminelle* de 1790, propose d'installer dans chaque ville un avocat des pauvres.
Lacroix présente à l'Assemblée constituante (1789-1791) un *Mémoire à nos seigneurs des l'Assemblée nationale sur les juges de paix et sur la défense gratuite des pauvres en matière criminelle*[2]. Il y préconise :

- « *que dans chaque tribunal et même dans chaque canton, le peuple nommera un ou plusieurs défenseurs pour les pauvres et que ce ministère sera gratuit ;*
- *que personne ne pourra monter aux places dans les tribunaux de district, de département et de cours suprêmes qu'après avoir exercé pendant deux années le ministère de défenseur des pauvres, par le choix et la nomination du peuple* ».

Ces propositions ne seront pas suivies d'effet.

Jusque 1851, la demande juridique des plus démunis, conditionnée par l'offre qui se limite à la défense des pauvres dans les procédures pénales, est traitée de façon volontariste par les avocats des pauvres qui, en contrepartie du manque à gagner qu'elle entraîne, fait la renommée de la profession, ainsi qu'en témoigne les propos de Lacroix : « *Heureux le citoyen qui consacre sa plume et son zèle à sauver l'innocence ! Le fruit de ses travaux est dans lui-même, par les sensations douces et agréables qu'il éprouve sans cesse dans son cœur. En courant la carrière des Cicéron et Démosthène, il acquiert la même célébrité. Ce n'est pas un mortel, c'est un Dieu. C'est en sauvant l'innocence qu'on s'élève jusqu'à la divinité même* »[3].

Au début de l'année 1851, le législateur institue l'assistance judiciaire, en s'inspirant du modèle des avocats des pauvres qu'il légalise. Sans que cela lui coûte, il légitime ainsi un contrôle sur la pratique sociale du droit des avocats. En ordonnant à tous « *ceux qu'une indigence réelle met dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits* »[4], l'Etat élabore les premiers contours de la justice sociale, destinée à renforcer son capital symbolique, mais aussi pose une mainmise sur les services juridiques rendus aux plus démunis dont les prestataires ont acquis, au fil des siècles, un grand pouvoir qu'il convient de canaliser.

L'assistance judiciaire se présente comme un instrument de gestion du paupérisme, ainsi que le relève Bernard Schnapper : « *L'intérêt ou plutôt l'inquiétude au sujet des pauvres se réanimait. A cela de nombreuses raisons. La première phase de l'industrialisation détruisait des pans entiers de l'économie traditionnelle, jetait au chômage des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, un chômage qu'on ne savait pas distinguer encore de la pauvreté traditionnelle. En outre, on savait la misère facteur de criminalité ; déjà le code pénal réprimait le vagabondage et la mendicité. La société, pour prévenir la délinquance, était conduite à traiter la pauvreté* »[5]. Les avocats des pauvres, chargés de l'assistance judiciaire, représentent donc bien pour l'Etat, un moyen de réprimer les pauvres, délinquants,

[1] Bernard SCHNAPPER, op. cit, p.438.
[2] Auquel on peut accéder par le site Internet de la Bibliothèque nationale : Gallica.
[3] Id.
[4] Extrait de la loi du 22 janvier 1851.
[5] Bernard SCHNAPPER, op. cit., p.446.

malfaisants, tout en légitimant cette répression par la reconnaissance des droits de la défense comme droit fondamental. Ainsi, parce qu'il est défendu par un avocat, l'inculpé est plus à même d'accepter la sentence.

L'entrée en vigueur de la loi entraîne une explosion de la demande qui triple en vingt-cinq ans. Cette demande vise surtout les séparations et les divorces en matière civile et la défense des pauvres impliqués dans des affaires pénales.

Il n'en demeure pas moins que l'accès à l'assistance judiciaire est très restreint. En effet, trois conditions doivent être remplies : le pauvre doit être de nationalité française, il doit être dépourvu de ressources[1] et son recours doit être fondé. Elles sont laissées à la libre appréciation des bureaux d'assistance judiciaire, implantés dans chaque arrondissement et composés d'anciens magistrats, d'avoués, d'avocats, du représentant du préfet et du délégué du directeur de l'enregistrement.
L'assistance judiciaire apparaît, de ce fait, davantage comme une faveur que comme un droit. « *Elle n'est pas ouverte aux associations charitables ni aux hospices, ne fonctionne pas pour les ordonnances des présidents de tribunaux en juridiction gracieuse, n'est accessible ni aux parties civiles, ni aux indigents étrangers...Surtout, elle s'arrête avant la mise à exécution des jugements* »[2].

La crise de l'assistance judiciaire survient en même temps que la montée du conservatisme, à la fin des années 1870. Le divorce, jugé responsable de la diminution de la natalité et de l'affaiblissement de la famille, est condamné. Les demandes d'assistance judiciaire chutent. L'Etat, qui ne peut que constater l'essoufflement du dispositif mis en place en 1851, décide alors d'adopter une stratégie interventionniste, sous couvert du solidarisme. Plusieurs lois d'assistance sont votées, qui constituent le socle de la justice sociale en France.

2.2. L'accès des pauvres aux droits : une affaire de « travailleuses sociales »

Ce ne sont pas les professionnels du droit, mais des travailleuses sociales qui se sont assignées la mission de promouvoir les droits-créances des pauvres, mission avalisée par la suite par les pouvoirs publics.

Toutefois, au départ, il semble que, dans les Résidences sociales, les travailleuses, soucieuses d'émanciper sur le plan juridique les ouvriers, interviennent également dans le champ jusque-là réservé aux avocats, celui des droits-libertés. Les témoignages peu nombreux ne permettent pas de donner une idée précise de la pratique sociale du droit des travailleuses sociales. Il apparaît cependant que celle-ci repose sur deux types d'opérations juridiques.

Les premières prennent la forme de consultations juridiques individuelles, proposées aux parents. Christine Rater Garcette[3] en fait mention au moment de l'énoncé des activités de la Résidence sociale de Montrouge. Sylvie Fayet-Scribe[4] le confirme en reproduisant le programme de la Résidence de Levallois-Perret, qui comprend des consultations juridiques à l'intention des parents le premier lundi du mois entre 21 et 22 heures.

---

[1] L'insuffisance des ressources est prouvée par un certificat de non imposition délivré par le percepteur et par une déclaration d'indigence énumérant les moyens d'existence du demandeur et certifiée par le maire.
[2] Bernard SCHNAPPER, op. cit., p.472.
[3] Christine RATER-GARCETTE, op. cit., p.60.
[4] Sylvie FAYET-SCRIBE, op. cit., p.123.

Les secondes constituent des « causeries » de droit qui se déroulent dans un cadre collectif. Elles sont menées par les travailleuses sociales de la Résidence Levallois-Perret. « *Ainsi, dès les tous débuts, Marie-Jeanne Bassot crée le « cercle des bonnes voisines » qui s'adresse aux femmes, de 14 heures à 16 heures le lundi. Il s'agit, en tricotant ou en cousant, d'écouter une « causerie ». Madame Kramer-Bach se souvient d'être venue régulièrement à la résidence sociale, de 1927 à 1935, où elle donnait une causerie de droit usuel nommée « ce que toute femme doit savoir » : Je leur expliquais les lois qui les intéressaient : loi sur les régimes patrimoniaux, sur la famille, je leur disais combien il fallait se prémunir à l'avance et être au courant. Environ une trentaine de femmes étaient présentes* »[1]. Le libre choix des usagers des lois à expliquer et la volonté de faire que le droit constitue un outil de maîtrise de la situation sont des indices d'une démarche socio-juridique progressiste, propre aux Résidences sociales.

Cette démarche est rapidement supplantée par une autre de type normalisateur, diligentée cette fois par les infirmières-visiteuses et les surintendantes d'usine. Les propos employés sont significatifs : « *Réfléchir pour la femme, c'est l'amener à connaître ses droits, résumés en un seul : faire son devoir* »[2]. L'instruction juridique des femmes ne sert plus à promouvoir leur citoyenneté, mais à les contraindre au respect des lois.

Toujours est-il que, dès la fin du 19ème siècle, les ancêtres des assistants de service social s'approprient une fonction socio-juridique se situant au croisement du droit et du travail social. Elle est implicitement reconnue dans les programmes de formation qui comprennent tous un enseignement du droit.

La formation à l'école d'action sociale « Pro Gallia » s'appuie sur des cours d'éducation sociale générale : le citoyen dans l'Etat, dans la cité, dans la famille mais aussi des cours sur les droits sociaux (droit syndical) et les devoirs sociaux (la législation du travail).
L'école normale sociale (1912), dans le cadre de la préparation aux carrières sociales, propose une formation de base comprenant des cours quotidiens de décembre à mai sur la législation sociale, des notions de droit civil, droit pénal, droit administratif et droit constitutionnel.
A l'école pratique de service social (1913), l'enseignement théorique se compose notamment de 15 à 20 leçons sur l'ABC du citoyen.
L'école technique des surintendantes d'usine (1917) dispense des cours sur la législation du travail et des assurances sociales ainsi que des éléments de droit civil.

Les enseignements juridiques sont dispensés par des professeurs de droit. Ils traduisent l'existence d'un double modèle émancipateur et normalisateur de l'intervention juridique des travailleurs sociaux : l'apprentissage de la citoyenneté d'un côté, la connaissance de la loi d'un autre côté.

La présence du droit dans la formation des travailleurs sociaux est telle qu'en 1924, à l'occasion d'une réunion du Conseil supérieur de l'assistance publique, consacrée à l'élaboration d'un projet de diplôme national de service social, il est affirmé par certains de ses membres que « *c'est le diplôme de licencié en droit qui est le véritable diplôme* », ou encore que « *les meilleures assistantes sociales sont celles qui sont instruites en droit constitutionnel* »[3]. La frontière entre le droit et le travail social n'est pas clairement tracée.

---

[1] Id., p.128.
[2] Propos de Madame de Diesbach portant sur l'enseignement ménager cités par Jeannine VERDES-LEROUX in *Pouvoir et assistance : 50 ans de service social*, op. cit., p.159.
[3] Cités par Roger-Henri GUERRAND et Marie-Antoinette RUPP in *Brève histoire du service social en France 1896-1976*, op. cit.

Volontairement puisque le droit est la science sur laquelle le travail social prend appui pour être reconnu. Jeannine Verdès-Leroux affirme de ce point de vue : *« De cette tentative [de faire reconnaître la scientificité du travail social] faite par les médecins et les universitaires, l'avancée la plus marquante fut l'enseignement de Prévoyance et assistance sociales, assuré au Collège de France par Edouard Fustier, de 1917 à 1935 »*[1]. Or, celui-ci était juriste de formation. Son enseignement comprenait principalement l'étude de la famille ouvrière et des modes de protection sociale dans les pays européens.

Il apparaît que, par la suite, c'est la science médicale et para-médicale (psychologie) qui va prévaloir sur le droit.

Conclusion

Dès leur apparition dans les années 1890, les travailleuses sociales, dans le cadre d'une politique de justice sociale, ont rempli des activités juridiques.

Ce sont des activités qui comprennent à la fois des aspects normalisateurs dominants et des aspects émancipateurs dominés.
Elles visent donc prioritairement à faire respecter la loi et, subsidiairement, à permettre à la classe ouvrière de s'émanciper par le droit.
Concrètement, elles prennent deux formes possibles. La première est le conseil juridique individuel apporté dans le cadre de consultations. La seconde est la réunion collective, appelée « causerie », où des échanges autour de questions juridiques entre travailleuses sociales et usagers ont lieu.

La pratique sociale du droit porte autant sur les droits-libertés que sur les droits-créances même si les travailleuses sociales sont appelées à promouvoir surtout ces derniers, au nom de la justice sociale.
Elle entraîne la mise en place d'un enseignement du droit dans la formation des travailleurs sociaux.

[1] Jeannine VERDES-LEROUX, op. cit., p.162.

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'objet de ce chapitre était d'identifier les conditions historiques de l'apparition des activités juridiques des travailleurs sociaux et de définir le contenu de ces activités à ce moment-là.

Du point de vue des conditions historiques, il apparaît que les ancêtres des travailleurs sociaux, dont l'existence remonte à la fin du 19ème siècle, développent des activités juridiques liées à la mise en oeuvre de la justice sociale, conçue comme une solution à la question sociale du paupérisme.

Du point de vue du contenu de ces activités, deux orientations sont à considérer. Elles consistent, tout d'abord, à distribuer les droits sociaux que l'Etat décide d'accorder aux pauvres afin de maintenir la paix sociale. La visée normalisatrice recherchée par le pouvoir légitime est concurrencée par une autre attente, émanant des « distributeurs » de la justice sociale, de type émancipateur ou progressiste. En effet, les activités juridiques prennent également la forme de conseils et d'informations juridiques permettant aux pauvres, aux ouvriers d'accéder à la connaissance du droit.

En effet, la sous-hypothèse que nous avons exposée dans l'introduction de chapitre est fondée. Nous avons établi, d'une part, que c'est la conjonction des trois phénomènes, paupérisme, justice sociale et professionnalisation du travail social, qui est à l'origine des activités juridiques sociales. D'autre part, nous avons montré que ces activités reviennent la plupart du temps à attribuer aux pauvres des droits-créances légalement institués. Mais nous avons découvert que ces activités comportent, en outre, une « face cachée », progressiste, introduite par les travailleurs sociaux eux-mêmes. Celle-ci les conduit à transmettre aux pauvres des connaissances en droit sous la forme d'initiation, de sensibilisation collective au droit. Ce type d'activités subversives favorise, chez les usagers/citoyens, une prise de conscience du rôle du droit dans la régulation des rapports sociaux de domination et l'utilisation stratégique du droit envisagé comme un moyen d'émancipation sociale. Il s'oppose aux activités conservatrices de type normalisateur où les usagers se trouvent dans une posture passive, reproduisant, par leurs représentations et leurs comportements, le droit légitime ou en vigueur.

La question qui se pose maintenant est de savoir si ces activités juridiques ont perduré et quel est leur contenu actuel. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE IV : LES ACTIVITES JURIDIQUES ACTUELLES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

Que sont devenues les activités juridiques des travailleurs sociaux ? En quoi consistent-elles aujourd'hui ? Quelles évolutions ont-elles subies en cent ans ? Notre première intuition, celle d'une praticienne, était que ces activités avaient évolué positivement aussi bien en terme de volume qu'en terme de structure. Autrement dit, nous pensions alors qu'elles occupaient une part plus importante dans le travail social et qu'elles s'étaient diversifiées.

Le processus de problématisation dans lequel nous nous sommes engagée, par la suite, a permis de transformer cette intuition en hypothèse. Nous soutenons, désormais, que les activités juridiques que les travailleurs sociaux remplissent, sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans leurs activités typiques ou spécifiques que sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques.

Pour en apporter la preuve, étant donné l'absence de travaux antérieurs, nous avons réalisé vingt entretiens en vue de faire parler les travailleurs sociaux sur leurs activités professionnelles. Les propos recueillis ont fait l'objet d'une catégorisation thématique. De cette manière, les quatre types d'activités ont pu tout d'abord être classifiés. Ainsi, les activités sociales regroupent l'accompagnement, l'évaluation, l'information/conseil, le dialogue, l'orientation, l'animation, la médiation, l'organisation de la vie sociale. Les activités économiques sont la distribution d'aides financières, la gestion des ressources financières, la recherche d'emploi, la formation économique, la recherche de financement du travail social. Les activités administratives comprennent l'instruction des dossiers des usagers et la gestion des actions sociales. Les activités politiques sont le militantisme institutionnel, le militantisme syndical et le militantisme associatif. Nous avons, ensuite, vérifié la présence du droit dans chacune de ces activités.

Le découpage de ce chapitre, consacré aux activités juridiques actuelles des travailleurs sociaux, suit notre démarche méthodologique.
Ainsi, la transversalité du droit sera étudiée successivement par rapport aux activités sociales, par rapport aux activités économiques, par rapport aux activités administratives et, enfin, par rapport aux activités politiques.

§1. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES SOCIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Le droit traverse-t-il les activités sociales des travailleurs sociaux ? Si oui dans quel type d'activité et dans quelle proportion ?

Les activités sociales sont la base du travail social. Le travail social est ici entendu comme « *un ensemble d'activités sociales conduites par des personnes qualifiées, dans le cadre de missions autorisées et/ou légales au sein de structures publiques ou privées, en direction d'individus ou de groupes en difficulté, afin de contribuer à la résolution de leurs problèmes* »[1].
Les travailleurs sociaux mènent à la fois des activités sociales traditionnelles ou anciennes qui sont l'accompagnement, l'évaluation, l'information/conseil, l'orientation, l'organisation de la vie sociale, ainsi que des activités nouvelles, moins nombreuses qui sont l'animation/formation et la médiation.

Ces activités, au nombre de huit, sont par ordre décroissant d'importance : l'accompagnement (19/20), l'évaluation (18/20), l'information/conseil (18/20), le dialogue (16/20), l'orientation (15/20), l'animation/formation (12/20), la médiation (12/20), l'organisation de la vie sociale des usagers (9/20).

Les pouvoirs publics rangent dans un ordre différent les activités sociales des travailleurs sociaux. La loi du 2 janvier 2002[2] rénovant l'action sociale et médico-sociale les classe comme suit[3] : l'évaluation, l'information/conseil, l'orientation, la formation (animation), la médiation, l'accompagnement, les actions de développement social et culturel (organisation de la vie sociale).

La différence de hiérarchisation des activités sociales selon qu'elle est effectuée par les travailleurs sociaux ou par les pouvoirs publics appelle d'ores et déjà un certain nombre de commentaires.
Tout d'abord, l'activité de dialogue n'est pas mentionnée alors que c'est sur elle que l'ensemble des autres activités peuvent se déployer. Pouvons-nous pour autant considérer que c'est une activité en voie de disparition ? En tout cas, il est certain que le développement de la conception gestionnaire du travail social la met à mal. Dans le cadre de cette conception, en effet, l'obligation de résultat se substituant à l'obligation de moyens fait que le temps d'échange se réduit au profit d'un temps d'administration technique. Le silence de la loi sur l'activité de dialogue n'est pas anodin. Il révèle l'existence d'un processus de transformation du travail relationnel en travail techniciste.
C'est un constat qui se renforce au regard de la prédominance de l'évaluation, déjà placée au second rang par les travailleurs sociaux eux-mêmes. Portée par l'idéologie managériale, c'est aujourd'hui « la » nouvelle activité des travailleurs sociaux. A l'aide de sa « *mallette d'outils* »[4], le travailleur social est censé s'appliquer à rationaliser les prises en charge.
L'accompagnement, en revanche, qui, chez les travailleurs sociaux, occupe le sommet, chute à la sixième place. C'est ici que le terme de « rénovation » prend tout son sens. L'Etat

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, p.409.
[2] Loi n°2002-2, JORF du 03-01-2002.
[3] Article 5.
[4] Lise DEMAILLY, op. cit., p.5.

manifeste la volonté de redéfinir le travail social en balayant littéralement ses fondements antérieurs, dont l'accompagnement social constitue l'un des piliers.

Après ces quelques remarques préliminaires, nous allons envisager la part du droit dans les différentes activités sociales des travailleurs sociaux.

1.1. La transversalité du droit à l'accompagnement

Nous constatons tout d'abord que l'accompagnement est l'activité sociale la plus courante, exercée par la quasi totalité des travailleurs sociaux (19 sur 20).
Ces derniers y voient une assistance, apportée régulièrement à l'usager dans la réalisation de démarches matérielles ou intellectuelles et qui s'organise dans le cadre d'un projet individualisé formalisé.

« *Ce qu'on propose c'est un accompagnement, un suivi dans les démarches que le jeune peut faire, jeune et moins jeune parce que nos critères sont aussi fluctuants par rapport à la situation du bassin. Chaque action, chaque projet mené avec une personne est un projet individualisé à tous les coups* » (E2).

« *On a proposé à cette famille de l'accompagner, de nous recevoir, de voir avec l'école comment ça se passait un petit peu plus. Donc, là, ça présage un suivi très régulier au niveau de la famille* » (E7).

« *On essaie de les accompagner à la fois dans des projets individuels qu'ils pourraient mettre en place autour des loisirs, d'apprentissages, de choses de cet ordre là* » (E19).

Nous relevons, ensuite que le projet, qui sert donc de support à l'accompagnement social, est formalisé dans un contrat par environ un tiers des travailleurs sociaux.

« *C'est ce qu'on appelle le contrat de projet. Suite à l'évaluation initiale quand la personne arrive, on étage les différents objectifs du projet et donc ça, après, ça apparaît dans un document qui s'appelle le contrat de projet, et de là, chaque personne s'engage, donc, le directeur en tant que chef d'établissement s'engage à ce que le projet soit mené à terme, la personne s'engage à effectuer les démarches, et l'éducateur s'engage à accompagner la personne. Dans la mesure où y a eu cet engagement là, après on suit ça de près. C'est revu régulièrement. Si y a des écarts, on revoit ça ensemble, on fait des mises au point* » (E14).

Enfin, nous notons qu'en ce qui concerne le contenu même de l'accompagnement, douze travailleurs sociaux reconnaissent apporter une assistance dans les démarches juridiques des usagers.
Ces démarches sont au nombre de quatre : la rédaction d'actes juridiques, la prise de contact avec les juristes, le montage de dossiers assurant la défense des usagers, le déplacement au tribunal.

« *J'ai accompagné un jeune aux Prud'hommes. J'ai pas été moi, mais j'étais en contact avec son avocat. J'ai été aussi amené à côtoyer ce monde là. Deux fois, j'ai fait les Prud'hommes, je me souviens maintenant. La première fois, j'ai fait ça via Droit des jeunes. J'étais là, j'ai soutenu, j'ai fait la lettre de démission, je suis rentré en contact avec l'avocat, l'employeur* »
(E4).

« *Il voulait que je l'accompagne, que ce soit moi qui le représente. A partir de là, on a préparé son dossier pour la commission de séjour pour l'avocat* » (E5).

« *Pour une demande de divorce, si la personne est capable d'aller au tribunal chercher son dossier d'aide juridictionnelle, elle le fera seule. Sinon, on l'accompagnera, on prendra la voiture et on ira avec elle* » (E14).

« *Elle, en tant qu'artisan, elle s'était trouvée dans une situation abracadabrante de liquidation judiciaire. Je l'avais un peu accompagnée et on était allé au tribunal de commerce et puis, ensuite, voir l'administrateur qui avait été désigné* » (E15).

Quelle analyse faisons-nous de ces constats ?

L'accompagnement, tout d'abord, qui est l'activité historique du travailleur social, consiste à assister l'usager dans l'accomplissement de tous types de démarches servant à améliorer sa situation, sociale, familiale, professionnelle, etc.

C'est l'accompagnement social « personnalisé », centré sur l'individu qui est aujourd'hui mis à l'honneur. Il prend appui sur un « projet » individuel, c'est-à-dire l'énoncé d'un ensemble d'objectifs que l'usager est censé atteindre dans un temps déterminé.

Ce projet est formalisé dans un contrat. En ce sens l'accompagnement peut être regardé comme « *un processus méthodologique d'une relation contractuelle d'insertion entre un agent spécialisé et un usager d'un service ou d'un dispositif d'action sociale* »[1]. Le contrat sert donc de fondement à la relation d'accompagnement qui s'instaure entre le travailleur social et l'usager.

Le droit a pris la place de la psychologie et de la psychanalyse, (sur)mobilisées dans les années 1950 à 1970.

Durant cette période, la relation entre le travailleur social et l'usager était organisée selon la technique du casework, importée des Etats-Unis, également appelée « aide psychosociale individualisée ». Celle-ci visait à la fois « *à aider l'assistante à connaître son moi pour mieux s'en servir dans la relation, à permettre une compréhension plus profonde de l'autre, une meilleure écoute du client, ce qu'il dit, ce qu'il dissimule, ce qu'il a refoulé. La demande (matérielle) du client est toujours comprise comme demande d'autre chose, d'un autre ordre, plus profond, et peut ainsi être écartée* »[2].
Elle consistait par conséquent, pour le travailleur social, à faire prendre conscience à l'usager de ses problèmes psychologiques et de la nécessité de mobiliser sa force intérieure pour les résoudre. L'usager était placé dans la situation de quelqu'un qui est responsable de ce qui lui arrive et qui détient en lui les clés du changement.

L'individualisation des rapports sociaux et la responsabilisation des usagers qui déterminaient l'aide psychosociale individualisée sont aujourd'hui les deux axes autour desquels le projet s'articule. Le contrat sur lequel il s'appuie permet, en effet, de définir une relation interindividuelle et de lier l'usager par des objectifs.

---

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, p.16.
[2] Jeannine VERDES-LEROUX, *Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social*, op. cit., p.170.

Une distinction est à opérer entre l'organisation et le contenu de l'accompagnement. D'un côté, l'accompagnement est organisé sur un modèle juridique : le contrat. D'un autre côté, il s'effectue dans le domaine juridique.

Le contrat est devenu le moyen par excellence de mise en oeuvre de l'accompagnement social.

Le contrat a commencé à être utilisé, en France, à la fin des années 70, sur le modèle anglo-saxon. Cristina De Robertis[1] fait remonter les premières utilisations du contrat à l'année 1977 par une association humanitaire bien connue : ATD Quart-Monde. « *Cette association utilisait systématiquement un contrat écrit avec les familles relogées temporairement en cité de promotion familiale. Ces contrats, d'une durée de six mois, étaient renouvelables et les termes pouvaient être modifiés* »[2]. Il est intéressant de constater que l'introduction du contrat dans le travail social n'est le fait, ni des pouvoirs publics, ni des institutions sociales ou médico-sociales, ni des travailleurs sociaux, mais d'une association caritative.

Mais peu de temps s'écoule jusqu'à ce que les institutions du travail social s'emparent de l'outil, et ce, pour des motifs éloignés de ceux des associations d'aide aux plus démunis. Les impératifs de rationalisation du travail social, en liaison avec la politique européenne de réduction des dépenses publiques, se substituent à des finalités humanistes, de progrès social. Les contrats se multiplient alors dans le champ du travail social : le contrat d'aide pour jeunes majeurs, le contrat d'insertion dans le cadre du RMI, le contrat d'hébergement, le contrat de séjour.

Aujourd'hui, c'est un contrat de séjour « nouvelle formule » que les pouvoirs publics souhaitent voir mettre en place de manière généralisée dans les établissements accueillant des personnes en difficultés. Pour le moment, en effet, le contrat de séjour, introduit par une loi du 6 juillet 1990, était un contrat souscrit par des personnes âgées hébergées dans des résidences, non habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale et non conventionnées au titre de l'aide personnalisée au logement (APL).
La loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale[3] précise que « *Un contrat de séjour est conclu ou un document individuel de prise en charge est élaboré avec la participation de la personne accueillie ou de son représentant légal. Ce contrat ou document définit les objectifs et la nature de la prise en charge ou de l'accompagnement dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet d'établissement. Il détaille la liste des prestations offertes ainsi que leur coût prévisionnel. Le contenu minimal du contrat de séjour ou du document individuel de prise en charge est fixé par voie réglementaire selon les catégories d'établissements et de personnes accueillies* »[4].

La position d'infériorité de l'usager conduit certains à soutenir que le contrat en travail social n'est pas un contrat juridique, mais un contrat symbolique ou pédagogique. Pour Olivier Cousin[5], « *C'est un outil de travail et non un véritable contrat dans la mesure où un contrat se passe entre égaux et où les usagers n'ont guère à offrir dans le contrat* »[6]. Pour Yves le

---

[1] Cristina DE ROBERTIS (sous la direction de), *Le contrat en travail social*, Bayard, 1993, 266p.
[2] Id., p.58.
[3] Op. cit.
[4] Article 8 b).
[5] Olivier COUSIN, Les *mutations du travail social*, Sociologie du travail n°2, 1996, pp.141-161.
[6] Id., p.151.

Duc[1], « *la notion de contrat juridique conclu librement entre deux personnes physiques n'a pas de sens dans le travail social car le droit de l'aide et de l'action sociales est fondé sur la notion de besoin et non sur l'engagement libre des volontés des cocontractants* »[2].
Ce sont des arguments qui ne résistent pas à la réalité. En effet, la conception idéaliste du contrat, ici exposée, selon laquelle pour qu'un contrat existe les parties doivent être en situation d'égalité et de liberté, est en opposition radicale avec la réalité des rapports contractuels qui sont toujours inégalitaires et conditionnés par des besoins contradictoires. En effet, parmi les cocontractants, il y a en a toujours un ou plusieurs qui dominent ; ce sont ceux qui, généralement, rédigent le contrat, et qui font prévaloir leurs propres besoins sur ceux des autres partenaires.

En droit, l'existence d'un contrat repose sur le consentement des parties dont la capacité à contracter constitue la première condition de validité du contrat. « L'exclu » est-il capable de contracter ? Les personnes considérées comme incapables et, de ce fait, protégées par la loi, sont les enfants mineurs et les adultes frappés d'une altération des facultés mentales ou corporelles[3]. Ceux qui sont placés sous tutelle ou curatelle sont généralement des personnes handicapées physiques ou mentales. Or, l'exclu n'est pas, a priori, une personne handicapée. Par conséquent, elle dispose d'une pleine capacité qui lui donne, entre autres, le droit de passer des contrats.
Si le consentement est vicié, le contrat est nul. Les vices du consentement sont au nombre de trois : l'erreur, le dol et la violence[4]. Si nous pouvons admettre que le consentement de l'usager n'est pas totalement libre dans la mesure où, pour continuer à exister socialement, celui-ci est contraint de passer le contrat, pour autant, il n'y a pas vice du consentement. En effet, l'usager connaît l'objet du contrat, son obligation : atteindre des objectifs, et son droit : obtenir une aide. Ses partenaires n'ont pas besoin d'engager de manœuvres dolosives pour le faire adhérer à un contrat qui est vital pour lui. Pour le même motif, ils n'ont pas besoin de recourir à la violence.
Pourtant, d'une certaine manière, l'usager est victime de violence. Mais c'est d'une violence symbolique qu'il s'agit, c'est-à-dire une violence autorisée, légitime, qui ne porte en rien atteinte à la validité d'un contrat. Pourquoi l'usager signe le contrat sans sourciller, sans débattre ? Non seulement parce qu'il a besoin de l'aide proposée, mais aussi parce qu'il a cette confiance naïve dans le travailleur social, perçu comme quelqu'un qui, à défaut de lui faire du bien, ne peut lui faire de mal[5].
Ainsi, même si le consentement de l'usager est tronqué en raison du rapport de forces qui lui est nettement défavorable, il est donné par une personne capable au regard du droit et n'est pas vicié. Le contrat est donc parfaitement valable sur le plan juridique.

---

[1] Yves LE DUC, *Guide d'initiation au droit*, Dunod, 1988, 360p.
[2] Id., p.282.
[3] Article 490 du code civil : « *Lorsque les facultés mentales sont altérées par une maladie, une infirmité ou un affaiblissement dû à l'âge, il est pourvu aux intérêts de la personne par l'un des régimes de protection prévus aux chapitres suivants [tutelle, curatelle, sauvegarde de justice]. Les mêmes régimes de protection sont applicables à l'altération des facultés corporelles, si elle empêche l'expression de la volonté. L'altération des facultés mentales ou corporelles doit être médicalement établie* ».
[4] Article 1109 du code civil : « *Il n'y a point de consentement valable si le consentement n'a été donné que par erreur ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol* ».
[5] « *Sans confiance, sans accord, point de contrat et aussi point de relation d'aide. L'aide forcée ou imposée est perçue par le client comme une intrusion, comme une humiliation, elle devient alors totalement inefficace* », Christina DE ROBERTIS, op. cit., p.59.

Du point de vue du contenu, y a-t-il à redire ? Certes, le contrat en travail se présente sous une forme pré-rédigée, transmise aux travailleurs sociaux par l'administration[1]. Dans ces conditions l'usager n'exerce aucune influence sur le contenu du contrat. Certes, il pourrait demander à y inscrire ses prétentions, mais sa position sociale, son niveau de culture juridique l'en empêchent. Le travailleur social lui-même se contente de remplir le contrat préétabli.
Cette mise à l'écart systématique de l'usager de la définition du contenu du contrat aurait pu continuer sans l'intervention du Sénat. Dans le cadre de la navette parlementaire, en effet, celui-ci a introduit un amendement au projet de loi rénovant l'action sociale et médico-sociale, prévoyant la participation de la personne accueillie ou de son représentant légal dans l'élaboration du contrat de séjour.
Mais, pour le moment, cette participation n'est pas prévue pour les autres contrats en travail social. Or, si les autorités administratives se réservent le droit de rédiger le contrat, à partir du moment où il n'est pas interdit à l'usager d'en modifier les clauses, la relation contractuelle est conforme au droit.

Yves Le Duc soutient encore qu'il ne peut y avoir contrat au sens juridique du terme parce que « *seul l'établissement ou le service social engage sa responsabilité dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée* »[2]. Au contraire, celui qui s'engage réellement, ce n'est ni le travailleur social, ni l'institution sociale, mais bien l'usager.

A la lecture de n'importe quel contrat en travail social, l'usager s'engage à atteindre des objectifs en contrepartie de quoi il obtient un accompagnement. Le travailleur social s'engage à effectuer l'accompagnement et l'institution à le financer en échange de l'accomplissement par l'usager des objectifs fixés. Dans ce contrat tripartite, où il y a réciprocité de droits et de devoirs, le déséquilibre provient des conditions de résiliation.
Qu'advient-il, en effet, du contrat si l'une des parties ne respecte pas son obligation ?
Si l'institution ne finance plus l'accompagnement, si le travailleur social n'assure pas ou incorrectement l'accompagnement, l'usager a-t-il la possibilité de rompre le contrat ?
L'initiative de la rupture appartient communément à l'usager et à l'institution. Par exemple, dans le modèle de contrat de séjour, il est prévu que l'initiative peut provenir du résident et que le directeur de l'établissement peut décider la résiliation du contrat en cas d'incompatibilité avec la vie en collectivité ou d'inadaptation de l'état de santé aux possibilités d'accueil de l'établissement.
Toutefois, quand bien même l'usager détiendrait-il expressément le droit de résilier, en a-t-il vraiment la possibilité ? Nous pensons que non. En effet, quelle personne démunie, pleine de bon sens aurait la volonté de dénoncer un contrat porteur d'un gain ?
Il aurait tout à perdre. Tandis que le travailleur social et l'institution, eux, n'ont pas à désespérer grand-chose de la rupture du contrat, mais plutôt à y gagner le coût de l'accompagnement, en temps et en argent. Or, le coût de l'action sociale est une préoccupation prédominante aujourd'hui.
Encore une fois, c'est en lisant entre les lignes qu'il est possible de constater que, si le contrat est juridiquement équitable en ce qu'il prévoit la possibilité pour chacun des contractants de mettre un terme au contrat, il est, dans la pratique, inique dans la mesure où l'usager est dans l'impossibilité de renoncer à la satisfaction d'un besoin élémentaire.

---

[1] Par exemple, le contrat de séjour reposant sur la loi du 6 juillet 1990, conclu entre l'établissement et le résident, a fait l'objet d'un modèle, adopté par le Conseil national de la consommation, publié au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du 29 juillet 1994. Il existe également un contrat d'insertion type remis à tout instructeur.
[2] Yves LE DUC, op. cit., p.282.

La réciprocité (inégale) de droits et d'obligations fait du contrat en travail social un contrat juridique[1]. Il s'agit de contrats d'adhésion tripartites[2], conclus entre l'usager, le travailleur social « référent » ou accompagnateur, et l'institution responsable de l'accompagnement, comprenant une réciprocité de droits et de devoirs.
Le contrat se présente désormais comme le support de l'accompagnement social sur lequel les pouvoirs publics comptent pour, économiquement, rationaliser le travail social, symboliquement, faire accepter de façon pacifique par les usagers leur propre mise à l'écart, tout cela sous fond d'un discours consensuel de développement du droit des usagers.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, s'il veut rééquilibrer le rapport de force à son profit, l'usager a tout intérêt à se prévaloir du caractère juridique du contrat. Le droit, comme il peut servir les intérêts du partenaire dominant, peut également servir ceux du partenaire dominé. Ce qui est déterminant c'est l'appropriation des clés d'écriture et de lecture du contrat.

Si le droit occupe le premier plan dans l'organisation de l'accompagnement, sa place est plus réduite du point de vue de son contenu.

L'accompagnement, qui est une assistance globale et régulière apportée aux usagers, est une activité lourde, prenante. Il semble que les travailleurs sociaux ne tiennent pas à l'alourdir davantage et prennent le parti de réduire son champ d'application notamment sur le plan juridique. Aussi n'acceptent-ils pas systématiquement d'accompagner les usagers dans les démarches juridiques.

1.2. La transversalité du droit à l'évaluation

Nous observons, dans un premier temps, que l'évaluation est une activité sociale menée par dix-huit travailleurs sociaux.
C'est une activité d'enquête qui consiste à rassembler les éléments constitutifs de la situation des usagers et à les soupeser. Ils la pratiquent aussi bien au domicile personnel des usagers qu'à l'extérieur, par exemple lors des permanences.

« *Alors là, ces personnes, j'étais passé plusieurs fois en visite à domicile pour voir un peu où en était la situation. Et là, ils m'avaient téléphoné pour qu'on se voit hier, pour m'expliquer un peu l'évolution de leur situation* » (E1).

« *On a des missions d'évaluation dans des situations, par exemple, de déplacement d'enfant, de conflit familial, de familles qui vivent en fait, des couples divorcés, un en France, un en Allemagne avec des problèmes d'autorité parentale, de garde d'enfant etc. Et là, c'est dans le cadre du service social international qu'on peut être mandaté pour faire des enquêtes* » (E5).

« *Je fais également des visites à domicile, notamment pour les problèmes d'absentéisme, pour voir ce qui se passe à la maison, en cas de difficultés relationnelles* » (E13).

« *J'ai fait une évaluation...une fois que j'ai fait mon travail d'évaluation initiale, on présente...le directeur est en entretien avec la personne. C'est l'occasion de faire*

[1] « *Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose* », article 1001 du code civil.
[2] Le contrat d'insertion est conclu en trois exemplaires par le bénéficiaire du RMI, l'instructeur, le représentant de la Commission locale d'insertion.

connaissance avec la personne, et puis de lui faire part de la situation. Moi, je synthétise la situation et on voit sur quel projet ça peut déboucher » (E14).

« *En fin d'après-midi, j'emmenais des parents dans une maison d'enfants pour faire le point par rapport au placement de leur enfant dans la structure d'accueil* » (E16).

Dans un deuxième temps, il s'avère que, pour mener à bien l'évaluation, quatorze travailleurs sociaux procèdent à des actes juridiques unilatéraux et six passent des contrats.
Les actes juridiques unilatéraux, qui n'engagent que son auteur, sont d'une part, les saisines des juridictions, en particulier le juge des enfants et le juge des tutelles, si les résultats de l'évaluation font émerger un danger ou un besoin de protection, d'autre part, les rapports adressés aux magistrats qui comprennent un état de lieu de la situation, y compris juridique, des usagers.

« *Au bout de l'échéance de 6 mois ou d'un an, on fait un rapport au magistrat pour faire état de la situation et pour, éventuellement, faire des propositions de prolonger ou pas, d'aller ou non vers le placement de l'enfant, ou autre orientation* » (E6).

« *On doit saisir les autorités judiciaires que ce soit pour des carences au niveau de la santé, de l'hygiène, au niveau éducatif* » (E7).

« *Je cherche un foyer, ce qui n'est pas évident. Je voudrais bien qu'elle reste pas trop loin. Y a un foyer à Nœux, à Lillers. Mais, d'après les informations que j'ai pu avoir, y aurait pas de place avant septembre. Mais le gros avantage de l'un ou l'autre, c'est qu'elle pourrait poursuivre sa scolarité sur Malraux, c'est qu'elle pourrait venir voir sa grand-mère le week-end. Donc, voilà, je suis en train de prospecter par rapport à ces foyers, et je vais refaire une note au juge, mais j'attends d'être un peu plus avancée dans mes recherches pour dire au juge : voilà, j'ai telle possibilité* » (E15).

Les contrats[1] passés entre les travailleurs sociaux et les usagers servent également d'outil d'évaluation. Ils comprennent un engagement mutuel, pour l'usager d'effectuer des démarches, pour le travailleur social d'assurer l'accompagnement social. Régulièrement, le travailleur social examine si les démarches ont été effectuées et, de cette manière, vérifie l'évolution de la situation de l'usager contractant.

« *Moi, je monte avec lui un dossier d'aide juridictionnelle. Je m'engage auprès d'un avocat avec lui. Si, au bout de 3 fois, il vient plus, bon, voilà...C'est une question de survie du réseau, mais c'est aussi une question de confiance. La confiance, c'est la base 1ère de notre travail. Mais, il faut que ça repose sur un minimum de contractualisation aussi. Sinon, on le fait plus. On le fait une fois, on se fait prendre une fois, après, on le fera plus. Et puis, bon, c'est pas très éducatif. Donc, c'est ça, le contrat minimum, ce que moi j'appelle le contrat minimum. Tu me fais confiance, je te fais confiance. J'ai des choses à te dire, je te les dis. Mais, si tu veux plus qu'on travaille ensemble, tu me le dis. Tu me laisses pas végéter 2, 3 semaines sans nouvelle, et que je me retrouve en difficulté avec la personne que j'ai contactée. Voilà, c'est ça le contrat minimum* » (E4).

« *On passe une espèce de contrat avec les parents en leur disant : voilà, nous, on va prendre en charge votre enfant, nous, on s'engage à ça, à lui assurer la santé, la sécurité et vous, vous*

[1] Les contrats d'insertion, les contrats d'hébergement par exemple.

vous engagez à ça, ça et ça. Y a une espèce de contrat qui n'est pas...enfin, moi je l'écris, je sais pas s'il a une valeur juridique » (E12).

« *C'est ce qu'on appelle le contrat de projet. Suite à l'évaluation initiale quand la personne arrive, on étage les différents objectifs du projet et donc ça, après, ça apparaît dans un document qui s'appelle le contrat de projet, et de là, chaque personne s'engage, donc, le directeur en tant que chef d'établissement s'engage à ce que le projet soit mené à terme, la personne s'engage à effectuer les démarches, et l'éducateur s'engage à accompagner la personne. Dans la mesure où y a eu cet engagement là, après on suit ça de près. C'est revu régulièrement. Si y a des écarts, on revoit ça ensemble, on fait des mises au point* » (E14).

Voici, à présent, l'analyse que nous faisons de ces données.
L'évaluation prend une part également importante dans l'activité sociale. C'est une activité qui se déploie dès le démarrage du travail social.

D'ailleurs, Elian Djaoui[1] considère l'évaluation comme une activité spontanée du travailleur social. Elle est spontanée, selon lui, dans le sens où, à tout moment, le travailleur social, sans qu'il s'en aperçoive et même parfois en le niant, produit des jugements de valeurs. L'usager est inéluctablement « jugé » par le travailleur social. Pour l'auteur, « *le travail social est une intervention sur des individus, des groupes, des communautés, des organisations. Celle-ci est déterminée par des politiques sociales définies par des élus. Ceci signifie qu'elle est, par essence, fondée sur des valeurs : on vise le « bien » pour les personnes ou pour la société* »[2]. Le travailleur social évalue les usagers principalement en fonction des critères qui lui sont inculqués par les politiques sociales. Mais, même si c'est à titre secondaire, il les évalue également en fonction de ses propres valeurs.

L'évaluation conduit le travailleur social à classifier l'usager, comme cela a toujours été le cas, soit dans la catégorie de ceux qui sont capables de s'en sortir (les « relevables »[3] de jadis), soit dans la catégorie de ceux qui sont incapables de s'en sortir (les « irrelevables). Sont considérés comme incapables de s'en sortir ceux qui ne constituent pas de menace pour les pouvoirs publics : les pauvres. Ceux-là, qui gonflent les rangs du quart-monde, sont laissés aux bons soins des associations humanitaires. Tandis que les exclus, qui représentent, eux, un danger pour la cohésion sociale, peuvent, grâce l'intervention des travailleurs sociaux, s'en sortir.

En ce qui concerne l'évaluation, le droit apparaît sous forme d'outil et sous forme de sanction. Nous ne reviendrons pas sur le contrat dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent.

Pour ce qui est de la sanction, au regard de l'incapacité de l'usager à assumer ses responsabilités ou si celui-ci ne se conforme pas aux comportements définis par la loi, le travailleur social saisit le juge, le plus souvent le juge des enfants, le juge des tutelles. C'est ainsi que la décision de justice peut clôturer la procédure d'évaluation au terme de laquelle l'usager est (déjà) jugé capable ou incapable, non déviant ou déviant par le travailleur social.

C'est l'occasion de souligner les liens étroits qui se sont tissés entre les travailleurs sociaux et les juges. Ce sont, en effet, deux catégories de professionnels qui poursuivent le même but,

---

[1] Elian DJAOUI, *Les organisations du secteur social*, Editions ASH, 2000, 115p.
[2] Id., p.28.
[3] Expression empruntée à Jeannine VERDES-LEROUX, op. cit. Alors que la classe ouvrière, ignorante et vicieuse, est le public-cible des travailleurs sociaux chargés de la relever par l'éducation et la moralisation, les indigents, qui ne représentent aucun danger pour la classe dominante, sont abandonnés à la charité.

qui sont investis de la même mission : faire appliquer les lois, du moins dans l'esprit des pouvoirs publics. Pour ce faire, ils complètent leur action. En tout cas, les pouvoirs publics les y encouragent.

Cette collaboration a démarré au moment même où les travailleurs sociaux sont devenus des agents d'exécution de la politique de justice sociale. Déjà en 1912[1], le législateur était intervenu pour créer des services sociaux auprès des tribunaux pour enfants et adolescents[2]. Mais c'est dans les deux ordonnances de 1945 sur l'enfance délinquante et de 1958 sur l'enfance en danger qu'elle s'est profondément ancrée.

Mais ces professionnels ne travaillent ensemble seulement parce que l'Etat le leur impose. Ils le font également parce qu'ils en retirent avantage en terme de professionnalité. En effet, en oeuvrant pour la même cause aux côtés des magistrats, les travailleurs sociaux gagnent en reconnaissance. Les magistrats, eux, en autorisant les travailleurs sociaux, d'une certaine manière, à vivre dans l'ombre de leur prestige, se fabriquent des serviteurs liés par mandat judiciaire. Voilà un échange de bons procédés malgré lequel, toutefois, chacun sauvegarde prudemment son territoire. Le juge ne doit pas être un travailleur social et inversement sinon les identités professionnelles seraient menacées et les relations entre les deux professions compromises. En parlant des magistrats, Jacques Faget[3] fait cette remarque que « *pour préserver leur capital symbolique, et chacun sait qu'ils y sont tous très attachés, ces professionnels « sociaux » du droit sont contraints de renforcer leur spécificité, la maîtrise sur la définition et l'application du droit légitime, bref, d'opérer un repli stratégique, de regagner leur palais et de revendiquer à nouveau ce savoir juridique qu'ils ont eux-mêmes contribué à démythifier* »[4]. Pour que les professions trouvent leur compte (capital symbolique) dans leurs relations bilatérales, la barrière qui les sépare doit nécessairement être posée.

Ces relations se sont, par ailleurs, développées en raison de la juridicisation ainsi que le relève Valérie Schmidt-Kerhoas[5] : « *la conquête d'un statut de partenaires privilégiés auprès de la justice est liée plus généralement à l'évolution du travail social, évolution qui prend en compte la présence de plus en plus sensible du droit à travers les nouveaux paramètres : décentralisation, revenu minimum d'insertion, politique de la ville, droits des usagers et leurs rapports avec l'administration, émergence de la notion de contrat, traitement informatique d'informations confidentielles* »[6]. La juridicisation entraîne, en effet, un autre phénomène : la judiciarisation ou encore la multiplication des contentieux qui donne aux travailleurs sociaux de nombreuses occasions de communiquer avec les juges sur les situations des usagers.

1.3. La transversalité du droit à l'information/conseil

On constate que dix-huit travailleurs sociaux ont une activité d'information/conseil. Ils répondent à toute demande d'information ou de conseil formulée par les usagers. Lorsqu'elle n'est pas expresse, les travailleurs sociaux informent ou conseillent les usagers quand même dans la mesure où ils estiment que cette activité satisfait leurs besoins.

---

[1] Loi du 22 juillet 1912.
[2] Ce sont aujourd'hui les services éducatifs auprès des tribunaux (SEAT).
[3] Jacques Faget, *Justice et travail social, le rhizome pénal*, Erès, 1992 , 208p.
[4] Id., p.194.
[5] Valérie Schmidt-Kerhoas, *Les travailleurs sociaux et le droit pénal*, L'Harmattan, 1998, 332p.
[6] Id., p.55.

« *Quand je fais de l'information, je fais en sorte de continuer après. Quand je continue pas après, je fais pas d'information* » (E4).

« *Notre tâche, c'est d'essayer d'aider la famille, leur donner conseil pour essayer d'éviter le placement et puis faire évoluer la situation positivement* » (E6).

« *On a des missions de protection de l'enfance, des missions d'information, d'accueil de tous publics d'un secteur géographique de la circonscription* » (E7).

« *Je fais une information en disant à la personne : je crois que là, vous allez pas vous en sortir, il vaudrait peut-être mieux aller déposer un dossier en banque de France* » (E10).

« *Y a beaucoup de familles qui viennent simplement pour un conseil, et qui se débrouillent* » (E15).

« *C'est vrai que les gens font appel à nous pour beaucoup de choses, et il faut avoir une très très grande ouverture au niveau des renseignements, des informations qu'on peut donner* » (E18).

On relève également que, à une exception près, ils donnent tous des informations ou des conseils juridiques aux usagers dans des domaines aussi divers que la famille, la procédure, le travail, les aides ou l'immigration.

« *Ce matin, j'ai encore eu une dame qui allait, sur mes conseils, demander une mesure de tutelle* »... « *j'ai reçu beaucoup de personnes pour des aides financières, pour des conseils, des couples qui se séparent qui demandent conseil* »... « *dans nos réponses par rapport aux usagers, tout ce qui a trait à l'autorité parentale, c'est toujours hyper important* » (E1).

« *On utilise le droit au service des situations sociales et à nous, quelquefois, de nous mettre en retrait quand les gens n'ont plus de demande juridique a priori qui serait pas...ce serait pas à nous d'y répondre en tant que telle. Le plus difficile pour moi, aujourd'hui, c'est de trouver cet équilibre là. Et même quelquefois, les travailleurs sociaux nous le renvoient, parce qu'on a l'impression d'être presque que des conseillers juridiques, sur des procédures* » (E5).

« *Il y a des familles aussi qui nous demandent parfois un appui ou un conseil sur ces démarches là, sur l'exercice des droits de visite, les parents divorcés, le paiement de la pension alimentaire* » (E6).

« *On a des demandes d'information des mamans : est-ce qu'il a des droits par rapport aux enfants ? Est-ce qu'il a l'autorité ?, aussi au niveau des divorces : quels sont les différents types de divorce qui existent ? Les procédures ? La séparation ? C'est informer par rapport à ces droits-là* » (E7).

« *Tout ce qui est de l'acquis au niveau de l'appartement, le loyer, le respect des voisins etc., c'est aussi à eux à gérer ça aussi. Donc, on les informe quand même sur ces droits là* » (E9).

« *Quand je me sens limitée dans mon information, en tout cas au niveau du droit, je demande que les personnes aillent voir un conseil juridique* » (E13).

« *Les gens viennent aussi quelquefois pour des difficultés familiales, des problèmes de couple,*

de séparation. Donc là, on essaie de les conseiller. C'est pas seulement un conseil juridique d'ailleurs, parce qu'après, de toute manière, y a quand même l'avocat qui doit jouer son rôle » (E15)

« *J'ai reçu quelqu'un qui voulait des informations sur la séparation de corps et de biens. Je savais en gros la renseigner* » (E18).

En interprétant ces données, nous pouvons dire que les travailleurs sociaux se présentent comme les interlocuteurs premiers des personnes en difficultés. Elles vont, prioritairement, s'adresser à eux pour obtenir tout type d'information. C'est également une activité de base du travailleur social.

Le droit représente une part également très importante dans l'information ou le conseil que les travailleurs sociaux dispensent aux usagers dans la mesure où, de plus en plus, la demande des usagers inclut une dimension juridique.

C'est une activité directement liée au phénomène de juridicisation qui touche non seulement la France mais également l'ensemble des sociétés occidentales industrialisées. La juridicisation, c'est une *« extension du droit et des processus juridiques à un nombre croissant de domaines de la vie économique et sociale »*[1]. Le droit est un instrument de violence symbolique que ces sociétés ont développé pour réguler de façon pacifique des relations sociales de plus en plus inégalitaires, contradictoires.

Le travail social n'a pas échappé à ce phénomène. Au contraire, c'est l'un des champs les plus exposés dans la mesure où, en raison des enjeux de paix sociale qui s'y jouent, il est fortement réglementé par les pouvoirs publics.
Le besoin de droit se fait donc particulièrement ressentir dans le travail social, lieu privilégié d'expression des inégalités.

Pour gérer l'exclusion, l'Etat a développé une justice sociale qui, concrètement, repose sur la distribution de droits sociaux. Mais l'accroissement de l'exclusion l'a mis dans l'obligation de multiplier les droits jusqu'à ce qu'il ressente la nécessité de tout rassembler dans une loi, pour redonner un peu de cohérence à cette justice sociale.
Comme l'offre produit la demande, en développant les droits sociaux, l'Etat a indirectement généré un accroissement de la demande de droits des plus démunis.

Or, les exclus ont vocation à être des usagers du travail social. Il suit de là que les travailleurs sociaux, qui sont les interlocuteurs privilégiés des plus démunis, se trouvent inévitablement confrontés à une demande de droits accrue et, de ce fait, amenés à donner des informations sur ces droits.

1.4. La transversalité du droit au dialogue

On note que seize travailleurs sociaux sur vingt nouent le dialogue avec des usagers.
Le dialogue se construit en deux temps : le temps de l'écoute et le temps de la discussion.

« *J'ai reçu une personne que j'avais déjà reçue à plusieurs reprises pour des problèmes financiers, et aussi des problèmes relationnels avec ses enfants. Et puis, cette dame est un peu*

[1] *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, LGDJ 1993.

débordée, un peu survoltée, c'est-à-dire ayant tendance à se disperser un petit peu, à avoir un débit de paroles hyper rapide, à ne pas tenir en place. Outre les problèmes financiers, y a un problème de logement, logement quasi insalubre, très limite concrètement. Antérieurement, je lui avais proposé d'envisager, éventuellement, un départ en vacances avec toute sa famille, pris en charge par le Conseil général. On a rediscuté de ça. Je lui ai filé le catalogue. On a parlé un petit peu » (E1).

« *On a fait le travail de rue. Moi, j'appelle ça bonjour bonsoir. On est sur le quartier et on dit bonjour bonsoir. On discute avec les jeunes du quartier quand ils ont envie de discuter* » (E4).

« *C'est un jeune qui va pas bien dans sa tête. Il est le sauveur du quartier, sauveur de tout. Il a toujours des copines. Donc, il vient parce qu'il a besoin de raconter ce qu'il fait* » (E7).

« *Il m'arrive de me rendre au domicile des personnes pour discuter avec eux* »... « *Une de nos spécificités, c'est l'écoute* » (E13).

« *Je crois qu'on vient voir l'AS avant tout pour se confier. Régulièrement, elles arrivent en pleurant. Elles ont besoin de s'asseoir, de commencer à pleurer, et puis, tout doucement, elles parlent et ça, c'est la 1ère étape* » (E18).

Par ailleurs, neuf travailleurs sociaux sur vingt attribuent une dimension juridique à cette activité.
Elle s'enracine dans l'écoute et la discussion autour de la situation juridique de l'usager. Le travailleur social essaye d'expliquer à l'usager en termes juridiques simples, voire simplifiés, les tenants et les aboutissants juridiques de sa situation.

« *J'ai reçu un monsieur qui avait un problème d'autorité parentale et de conflit. A savoir que monsieur n'a jamais vécu avec madame. Ils ont eu un enfant ensemble. Tout s'est toujours bien passé. Mais, madame a un amant et refuse que monsieur voie son fils. Et alors, monsieur a reconnu l'enfant à la mairie, et a fait toutes les démarches. Mais alors, il venait me demander ce qu'il y avait lieu de faire, si je ne pouvais pas intervenir auprès de madame pour faire en sorte que monsieur puisse voir son fils, tout en menaçant d'aller tout casser s'il trouvait pas de solution directe et immédiate, tout en faisant pas mal de délation à l'égard de son ex-copine, sur sa manière de vivre, sur l'usage théorique d'alcool, sur une attitude de va-et-vient, d'instabilité et autres. Donc là, le travail a consisté à essayer de le calmer, à lui repréciser la règle en l'état, et à lui repréciser aussi sa position, donc, la différence entre reconnaissance en mairie et autorité parentale, et à le conseiller à prendre un avocat, avocat qu'on ne peut pas choisir à sa place, et lui expliquer un petit peu le principe de l'aide judiciaire gratuite, pas la procédure* »... « *On vulgarise le droit. On explique le droit pour que l'usager puisse le comprendre* » (E1).

« *Cette semaine, ça sera pas pareil, puisque ce couple je vais le revoir pour lui faire lire le rapport que j'ai fait. Je vais leur expliquer leurs droits, parce que là aussi, ils me demandaient...c'est une jeune qui veut être placée, c'est une adolescente, elle est en fugue, les parents sont à bout. Ils se plient à la demande leur fille mais, en même temps, ils m'ont demandée l'endroit, est-ce que leur fille va rester près de chez eux, s'ils auront un droit de visite, est-ce qu'ils gardent l'autorité parentale. Donc, tout ça, y a fallu leur expliquer. Ça a pris du temps* » (E8).

« *Je pense qu'on est peut-être plus à la portée des gens par rapport à un avocat. Donc, on a*

peut-être plus l'habitude de parler simplement, enfin, je sais pas. Les gens viennent nous voir, tout en allant voir l'avocat, pour redemander des choses, pour réfléchir avec eux sur ce qu'ils peuvent faire » (E15).

« *En général, quand les familles reçoivent le jugement ou l'ordonnance de placement, c'est sûr qu'y a des termes qu'elles ne comprennent pas toujours, donc, elles viennent avec la notification et puis nous demandent des explications. Par exemple, il peut y avoir un droit d'hébergement réservé où c'est pas évident de savoir la signification. Au niveau des termes juridiques...* » (E16).

« *Je crois qu'on vient voir l'AS avant tout pour se confier. Régulièrement, elles arrivent en pleurant. Elles ont besoin de s'asseoir, de commencer à pleurer, et puis, tout doucement, elles parlent et ça, c'est la première étape. Après, pour tout ce qui est plus concret, comme cette dame, hier, qui voulait plus de renseignements concrets par rapport à la séparation de corps et de biens, parce que, par rapport à tout ce qui était biens, je maîtrisais plus trop, y a eu cette 1ère étape où elle est venue se confier, ça a duré un moment, elle est restée à peu près une heure, et après, elle voulait des renseignements bien précis, mais, par la suite, elle allait aller à cette permanence. Mais, je crois que d'emblée aller à une permanence juridique, y a pas ce côté relationnel, et y a pas ce côté où on peut s'installer et se confier. Et c'est complémentaire. Mais, ça passe souvent par nous quand même. Même par téléphone, j'ai souvent des appels concernant des demandes de divorce, parce que c'est toujours douloureux* » (E18).

Quel retour réflexif pouvons- nous faire à partir de ces éléments d'information ?
Ecouter les personnes et dialoguer avec elles est, dans l'ordre chronologique, la première activité des travailleurs sociaux. Elle permet d'enclencher ou de réenclencher le lien social.
C'est sur la base de ce travail préliminaire que le travailleur social pourra poursuivre ses activités.

Dans l'échange qu'il développe avec l'usager, le travailleur social s'exprime régulièrement dans un langage juridique. L'utilisation régulière du vocabulaire juridique dans cet échange est consécutive à la présence accrue des expressions juridiques dans les discours des usagers.
En effet, le fait pour l'usager de s'exprimer dans un langage juridique, certes non conventionnel, dont il ne maîtrise pas la teneur, incite néanmoins le travailleur social lui-même à le faire, contraint de se mettre à la hauteur des exigences langagières de l'usager.

En 1995, à propos des demandes juridiques des usagers, Jacques Faget[1] souligne que « *ces demandes sont rarement construites, davantage formulées en termes d'insatisfaction, de révolte ou de crainte qu'en termes de catégories juridiques. En raison de leur polymorphisme, leur but est difficile à objectiver. Mais qu'il s'agisse d'un problème réellement juridique ou d'un problème social ou psychologique, elles expriment presque toujours un désarroi, l'absence d'emprise sur la réalité quotidienne et rarement le souci d'utiliser le droit de manière stratégique* »[2]. Il remarque également que, au lieu d'utiliser une grille juridique d'interprétation, le travailleur social va, dans la plupart des cas, utiliser une grille psychosociale ou psychologique.
Quelques années plus tard, il semble que la juridicisation ait fait son oeuvre et que, de plus en plus, le travailleur social doive faire face à une demande juridique explicite et, en conséquence, se trouve dans l'obligation de procéder à une lecture et à proposer une réponse juridique au regard des faits qui lui sont soumis.

---

[1] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, op. cit., pp.367-378.
[2] Id., p.375.

Lorsque le travailleur s'exprime dans un langage juridique auprès de l'usager, il mobilise des expressions simples, vulgarisées afin qu'elles soient comprises de quelqu'un qui, a priori, ne connaît pas le sens des notions de droit qu'il utilise. Ce souci d'appropriation par les usagers du vocabulaire juridique apparaît aujourd'hui de façon prédominante dans le discours des travailleurs sociaux. D'ailleurs, ils consacrent beaucoup de temps à cette activité d'échange juridique appropriatif.

1.5. La transversalité du droit à l'orientation

Des entretiens on dégage que les trois-quarts des travailleurs sociaux remplissent une activité d'orientation.
En fonction de la nature de la demande de l'usager, le travailleur oriente vers le professionnel compétent pour la traiter.

« *La mission d'accueil se limite pas à donner ou refuser une chambre, mais c'est octroyer une chambre selon la capacité de la personne, ou réorienter la personne vers un service plus adapté à sa situation* » (E2).

« *Se posait souvent le problème des plus de 25 ans qu'on recevait, en disant c'est hors de la compétence du dispositif. Mais, vers qui réorienter ?* » (E5).

« *Pour des petits problèmes de tous ordres, on peut tout nous demander à nous aux services sociaux. Si on sait pas répondre, on va être une plaque tournante pour orienter* » (E10).

« *C'est pas facile quand on arrive et qu'on a pas de projet en cours, donc, elle était prête à repartir chez elle. Donc, là, on a vu au niveau professionnel, l'orienter vers la mission locale, l'orienter le psychologue, l'orienter au niveau médical* » (E14).

De plus, la quasi totalité d'entre eux (quatorze sur quinze) oriente vers les professionnels du droit, en priorité les avocats et les magistrats mais également, accessoirement les juristes d'associations, de syndicats ou d'établissements publics.

Le renvoi est systématique lorsque la demande de droit des usagers exige une réponse pointue ou lorsque qu'une procédure juridictionnelle est à engager ou est déjà engagée.

« *Généralement lorsqu'il s'agit d'une procédure, on renvoie sur l'avocat très régulièrement* » (E1).

« *Quand les gens ont déjà commencé des démarches avec un avocat, je renvoie sur l'avocat* » (E3).

« *Une demande sur le droit du travail, tu orientes sur les syndicats ou sur la permanence de l'Inspection* » (E4).

« *Il s'agit quelquefois, d'une orientation vers avocat, par exemple pour une procédure à engager* » (E5).

« *De plus en plus j'ai des renseignements : qu'est-ce que je peux faire. Alors ça, je ne vais pas jusqu'au fond de la démarche. Je dis qu'il existe des personnes mieux renseignées que moi et dont c'est le métier. On a un conseiller juridique dans l'entreprise, qui vient deux fois*

par mois, et là, je leur demande de s'adresser à ce conseiller juridique » (E10).

« *Quand je me sens limitée dans mon information, en tout cas au niveau du droit, je demande que les personnes aillent voir un conseil juridique. Je fais part des consultations juridiques gratuites au niveau du tribunal. Je les oriente aussi sur des avocats* » (E13).

« *On ne nous demande pas quand même d'être des spécialistes du droit. Je crois que, ce qu'on nous demande, c'est de savoir réorienter correctement* » (E15).

« *Y a des gens qui sont venus me voir pour des licenciements qu'ils estimaient abusifs. Après, je renvoie les gens aux Prud'hommes ou à l'Inspection du travail* » (E18).

L'analyse de ces données fait ressortir les points suivants.
Les travailleurs sociaux représentent un guichet. Ils orientent les usagers vers les agents ou institutions compétents pour intervenir sur leur situation problématique.

L'orientation très fréquente vers les professionnels du droit n'est pas surprenante au regard du réseau juridique[1] étendu dont les travailleurs sociaux sont pourvus.

Elle constitue la contrepartie de la participation des juristes à l'accomplissement de leur mission, une sorte de renvoi d'ascenseur. C'est le moyen par lequel les assistants de service social et les éducateurs spécialisés leur assurent leur reconnaissance. L'orientation apparaît donc comme une des conditions de survie du réseau juridique des travailleurs sociaux.

L'orientation est aussi le moyen pour le travailleur social de sortir de l'impasse lorsqu'il ne maîtrise pas la question de droit inhérente à la situation à laquelle il est confronté.
Mais, les situations problématiques des usagers sont, du point de vue du droit, la plupart du temps similaires et simples à résoudre. Par conséquent, le renvoi vers l'avocat ou le magistrat ou le notaire est plus une activité qui sert à manifester le respect du travailleur social envers le professionnel du droit qu'à mettre l'usager en relation avec celui-ci.

En ce sens, c'est une activité dont la finalité principale est de développer le capital symbolique des travailleurs sociaux, c'est-à-dire leur reconnaissance sociale, en tant qu'agents juridiques, par les professionnels du droit.

1.6. La transversalité du droit à l'animation

On constate, tout d'abord, que l'animation est une activité sociale de portée collective évoquée par douze travailleurs sociaux.
Elle s'adresse aussi bien aux usagers qu'aux partenaires. Il s'agit d'animer des groupes de travail ou de réflexion, des journées d'information ou de sensibilisation, des programmes d'intervention.

« *L'après-midi, je suis allée, ça, c'est aussi autre chose, dans une école primaire. En fait, le Département du Pas-de-Calais a mis en place, ça fait deux ans maintenant, un programme de prévention des abus sexuels dans les classes de CM2. Donc, y a des animateurs. Donc, c'est avec l'Education nationale. Y a quelqu'un du Conseil général, une AS ou un médecin de PMI,*

[1] Voir la troisième partie, chapitre VII de la thèse pp.245-257.

et puis, quelqu'un de l'Education nationale, un médecin scolaire ou une infirmière scolaire. Donc, ce binôme là travaille dans une classe pour présenter le programme aux élèves. Donc, moi, je fais ça avec une infirmière scolaire depuis l'année dernière » (E3).

« *On essaye, pas à la Baltique, mais ici, de mener des petits groupes de réflexion. C'est pas évident. C'est même quasiment impossible. On a réussi l'année dernière à animer deux, trois groupes sur des thèmes tels que la mort, la vie, le religion aussi. On fait ça aussi à la Baltique* » (E4).

« *Il faut dire aussi que je fais partie d'un comité local de maltraitance sur Béthune que je coanime avec une collègue du département, mis en place depuis 92* » (E13).

« *Je suis également amenée à animer un groupe de soutien d'assistantes maternelles* » (E17).

Il apparaît, ensuite, qu'un quart des travailleurs sociaux, lorsqu'ils exercent leurs fonctions d'animateur, abordent la question du droit.

« *Le samedi, on a organisé une réunion de pré-accueil où là, ça se passe collectivement. On a eu trois personnes, deux excusées. Le score est assez faible. Là, on fait de l'information d'accès aux droits, accès à la carte de séjour, à la Sécu., à la CAF, tout ça* » (E5).

« *Quand on fait la formation des délégués, on se rend compte qu'ils ont une méconnaissance totale par rapport à la loi. Et notre rôle, entant qu'éducateur, c'est bien de leur faire connaître ou de leur rappeler ce qu'ils savent déjà* » (E13).

Que pouvons-nous retirer de ces constats ? L'animation[1] est devenue une activité répandue chez les travailleurs sociaux. Issue de l'Education populaire et son courant de démocratisation du savoir, elle s'est développée, en France, dans les années 1960. Son élévation en politique, particulièrement par la création d'un ministère, marque la volonté d'appropriation de l'Etat qui enclenche le processus de professionnalisation.

Corine Briche voit dans l'animation « *la version professionnalisée de l'éducation populaire* »[2]. Pour l'Etat, professionnaliser les animateurs c'est faire main basse sur un ensemble d'activités jusque là destinées à émanciper les agents dominés que sont les ouvriers. Sont ainsi successivement créés le diplôme des cadres de l'éducation populaire (DECEP), le certificat d'aptitude aux professions d'animation socio-éducative (CAPASE), et en 1983, le diplôme d'Etat relatif aux fonctions d'animation (DEFA).

Mais, l'animation n'est pas, pour autant, devenue un territoire professionnel réservé aux animateurs socioculturels. D'autres travailleurs sociaux, comme les éducateurs spécialisés et les assistants de service social, ainsi que les résultats de l'enquête le démontrent, mènent ce type d'activité.

Au départ, elle consiste à organiser les loisirs des enfants et des adolescents en difficultés à des fins d'intégration ou de réintégration dans le cadre de la lutte contre la délinquance des mineurs. Son champ d'application s'est, depuis, fortement élargi, en raison de la montée du chômage et de l'apparition de l'exclusion.

---

[1] Corine BRICHE, *L'animation socioculturelle n'est pas une profession*, Thèse de doctorat en sciences de l'Education, Lille I, 2000, 310p.
[2] Id., p.42.

L'animation fait désormais partie des activités des travailleurs sociaux qui ont en point de mire la lutte contre l'exclusion. « *Dans les années 1985-1990, l'animation n'intervient plus spécifiquement sur les champs historiques de l'éducation populaire ni avec les mêmes procédés, même si, ça et là, les idéaux semblent perdurer. Les employeurs d'animateurs (associations et collectivités territoriales notamment) sont préoccupés prioritairement par l'insertion des exclus ou des marginaux de toute nature : chômeurs, minorités culturelles, handicapés, illettrés, personnes âgées, réfugiés politiques, toxicomanes* »[1].

Enfin, lorsqu'ils animent des groupes de travail, de réflexion etc., les assistants de service social et les éducateurs spécialisés introduisent rarement la question du droit.

Cela ne vient pas d'un manque de connaissance du droit, mais plutôt de la difficulté qu'ils rencontrent à construire une pensée juridique alors qu'un débat est la confrontation de pensées différentes.

1.7. La transversalité du droit à la médiation

Les trois-quarts des travailleurs sociaux interviennent en tant que médiateur, soit pour résoudre à l'amiable les conflits, en dehors des juridictions, soit pour réguler les relations sociales.

On relève, d'une part, que douze travailleurs sociaux favorisent le règlement amiable des litiges dans lesquels les usagers sont impliqués.
Ces litiges ont notamment pour objet : les impayés de loyers (expulsion du logement), l'exercice de l'autorité parentale, l'endettement, les violences conjugales, les troubles de voisinage, le séjour des personnes de nationalité étrangère, le licenciement. Ils comprennent toujours une dimension juridique.

« *Y a deux, trois familles où y a des problèmes d'alcoolisme, de violences conjugales. Donc là, y a tout un travail qui est fait pour voir comment le couple peut essayer de résoudre son problème, à savoir est-ce qu'ils restent ensemble et qu'est-ce qu'ils font pour que ça se passe bien, ou bien étudier une séparation* » (E6).

« *Je lui ait dit : par rapport à un tel fait, vous avez le droit de mettre le jeune trois jours à pied, ça c'est légal au niveau des Prud'hommes, parce que licenciement immédiat sans lettre recommandée, ça passera pas aux Prud'hommes, donc, ça c'est légal, vous le faites, et on arrête le contrat au 1er juillet... Là dessus le patron est d'accord. Donc, on a conclu un accord à l'amiable* » (E9).

D'autre part, on note que huit travailleurs sociaux sur vingt, par le biais de la médiation, participent également à la régulation pacifique des relations sociales dans lesquelles les usagers sont impliqués : relations familiales, relations scolaires...Parmi eux, plus de la moitié (cinq) mobilise le droit comme moyen de régulation.

« *Nous, on nous appelle ALS : acteurs de liaison sociale. A travers ce titre, on est censé faire la liaison entre le collège et le quartier, le collège et les partenaires associatifs du quartiers, et aussi entre les jeunes du collège et l'équipe pédagogique du collège parce qu'y a une incompréhension, aussi notamment, sur tout ce qui est sanction. Evidemment, la loi du*

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, op. cit., p.47.

collège est difficilement compréhensible pour des jeunes du quartier »... « A partir de là, je fais de la médiation. C'est un grand mot, mais, je travaille beaucoup avec certains professeurs. Parce qu'y a 25 profs, et pour l'instant, je travaille avec 6 profs. Donc, c'est pas beaucoup. Ou on fait des rendez-vous tripartites, entre lui, le jeune et moi-même. Et, je fais de la médiation, notamment par rapport aux sanctions qui sont très mal comprises » (E4).

« *Il m'arrive de me rendre au domicile des personnes pour discuter avec eux, pour voir si on peut pas trouver un point d'accord entre eux et puis le jeune. Oui, ça, ça arrive assez souvent. Et quelquefois, il suffit qu'un tiers intervienne pour qu'on mette le doigt sur un dysfonctionnement et que tout le monde se mette à réfléchir, et qu'après ça aille mieux. Dans certaines situations, il faut pas grand chose pour renouer le dialogue* » (E13).

L'analyse de ces données montre que la médiation est une activité « nouvelle » des travailleurs sociaux qui fait aujourd'hui partie de leur quotidien professionnel.

Nous retiendrons la définition de Jean-Pierre Bonafé-Schmitt[1] pour qui « *La médiation est un processus le plus souvent informel par lequel un tiers impartial tente à travers l'organisation d'échanges entre les parties de permettre à celles-ci de confronter leurs points de vue et de rechercher avec son aide une solution au conflit qui les oppose* »[2].

La médiation est apparue, en France, dans les années 80, dans le sillage de la politique de la lutte contre l'exclusion. Bernard Lory[3] la considère alors comme une des quatre fonctions de l'action sociale. Pour lui, les travailleurs sociaux sont les intermédiaires entre les institutions de protection sociale et les usagers pour favoriser l'exercice de leurs droits, mais aussi entre la population et les décideurs administratifs.

Elle est née d'expériences, fondées sur le modèle américain, engagées par des associations. Par exemple, la médiation pénale a été initiée par des associations d'aide aux victimes, la médiation familiale par des associations familiales. Ces expériences ont engendré une forte convoitise. Aussi bien les pouvoirs publics, les professionnels que les associations ont cherché à s'approprier la médiation, pour les uns par des stratégies de conservation, pour les autres par des stratégies de subversion. Car, comme nous le rappelle Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, « *la médiation n'est pas une technique neutre ; elle peut être utilisée par des acteurs pour la réalisation de leurs objectifs* »[4], objectifs qui peuvent être différents voire opposés.

La médiation a pour objet de favoriser le règlement amiable des conflits interindividuels d'une part, et de réguler les rapports sociaux collectifs d'autre part.
C'est, par conséquent, pour la puissance publique, le moyen à la fois de désengorger les tribunaux sans augmenter le pouvoir des juges, et de réguler pacifiquement les conflits sociaux. Il est d'autant plus intéressant qu'il ne coûte pas cher : la médiation est mise en oeuvre soit par des professionnels du droit ou du travail social expérimentés dont l'activité de médiation est tout simplement ajoutée sans contrepartie financière au nom de la « polyvalence », soit par des médiateurs en tant que tels, directement rémunérés par les parties[5], soit par des salariés précaires du secteur privé ou public[1]. En référence à l'article du

[1] Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, *La médiation : une justice douce*, Syros Alternatives, 1992, 259p. ; Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, *La médiation en France et aux Etats-Unis*, LGDJ, 1998, 141p.
[2] Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, *La médiation en France et aux Etats-Unis*, op. cit., p.24.
[3] Bernard LORY, *La politique d'action sociale*, Privat, 1979, 302p.
[4] Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, *La médiation : une justice douce*, op. cit., p.228.
[5] La rémunération du médiateur judiciaire est fixée librement par le juge. Il n'existe pas de tarification dans ce domaine. En principe, les parties règlent le médiateur à la fin de la procédure. Il est possible toutefois qu'elles aient à verser une provision initiale.

Monde du 12 avril 1997, intitulé *Les médiateurs sociaux tentent d'établir un dialogue dans les quartiers*, Dominique Bondu[2] note que « *ces emplois nouveaux sont trop souvent des postes « au rabais » et à statut précaire : emplois-ville, contrats rémunérés à durée déterminée, voire contrats emploi solidarité ou même appelés du contingent* »[3].

En raison des bienfaits qu'elle procure pour la classe dominante et son rapport qualité/prix défiant toute concurrence, il n'est pas étonnant que la médiation ait « envahi » si rapidement tous les champs de la vie sociale : la famille[4], la justice, la culture, etc. laissant derrière elle la sensation d'une « mise à toutes les sauces ». La prise d'assaut dont la médiation fait l'objet n'est pas seulement le fait de l'Etat mais aussi celui d'un certain nombre de professionnels, qui y voient le moyen de maintenir ou de développer leur territoire d'intervention.

C'est une activité qui n'appartient pas en propre aux travailleurs sociaux. Elle entre en concurrence avec celle des professionnels du droit (magistrats, avocats, notaires), des professionnels de la santé (psychologues, psychanalystes) et des nouveaux professionnels : les médiateurs. Les professionnels du droit, en particulier, défendent farouchement ce territoire qui, s'il était perdu, pourrait annoncer leur déclin. Aussi, même s'ils ne l'investissent pas ou peu, pour autant, ils ne veulent pas qu'ils tombent dans les mains d'autres professionnels.

Dans ce contexte, les travailleurs sociaux occupent une position plutôt favorable. Comme le remarquent Benoît Bastard et Laura Cardia-Vonèche[5] pour ce qui est de la médiation familiale, les professionnels du travail social sont largement représentés qu'il s'agisse des assistants de service social, des éducateurs ou des conseillers conjugaux. Jean-Pierre Bonafé-Schmitt fait le même constat en matière de médiation pénale, où les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) occupent une place de choix.

Pour autant, le travailleur social est-il le médiateur par excellence, celui qui devrait détenir l'exclusivité de la régulation des rapports sociaux ? Jacques Trémintin se pose la question : « *Technicien de la relation, il maîtrise les méthodes de résolution des conflits et agit dans une perspective maïeutique « d'accoucheur d'hommes » ; il cherche avant tout à permettre aux diverses parties en présence de se comprendre et de définir elles-mêmes les accords mutuellement satisfaisants : prototype du nouveau travailleur social ?* »[6]. En d'autres termes, étant donné ses compétences techniques et les valeurs idéalistes qu'il défend, comme l'équité, la justice, le travailleur social n'a-t-il pas la légitimité nécessaire pour se voir attribuer le monopole de la médiation sociale ?

La médiation constitue sans nul doute un nouveau marché pour lequel deux catégories de professionnels entrent en rivalité. La première rassemble les professions anciennes, « installées » dans un territoire donné comme les professions du droit, de la santé, et les travailleurs sociaux « de base » comme les assistants de service social où les éducateurs, pour lesquels la médiation représente le moyen de renforcer la légitimité professionnelle. La seconde est faite des travailleurs précaires : emplois-jeunes, CES, etc., qui n'ont pas d'identité

---

[1] Les emplois-jeunes du ministère de la justice jouent aux apprentis-médiateurs en apportant leur assistance à la médiation judiciaire et à la médiation pénale.

[2] Dominique BONDU, *Nouvelles pratiques de médiation sociale. Jeunes en difficultés et travailleurs sociaux*, ESF, 1998, 219p.

[3] Id., p.15.

[4] Benoît BASTARD & Laura CARDIA-VONECHE, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Syros Alternative, 1990, 216p ; Annie BABU, *Médiation familiale, regards croisés et perspectives*, Erès, 1997, 272p.

[5] Id.

[6] Jacques TREMINTIN, *Le médiateur nouveau arrive*, Lien social n°455, 24-09-1998, p.4.

professionnelle et qui pourraient acquérir un statut grâce à la reconnaissance de leur activité de médiateur.

La « guerre » symbolique s'inscrit au cœur de trois objectifs :

- l'acquisition d'un nouveau territoire professionnel par l'exercice d'une compétence stratégique,
- le maintien et le renforcement de la cohésion sociale grâce à la régulation des rapports sociaux par le droit et le règlement amiable des conflits,
- l'accès au droit par les plus démunies.

Le droit constitue le fondement principal de l'activité de médiation des travailleurs sociaux qui vise soit à résoudre les conflits soit à les prévenir.
Il est surtout mobilisé pour régler les conflits, dans lesquels l'usager est partie, qui opposent l'usager aussi bien à l'Administration qu'à des personnes privées. La question qui se pose à cet instant est de savoir pourquoi le travailleur social joue un rôle aussi important dans la résolution amiable de litiges alors qu'il existe des professionnels spécifiquement chargés de cette mission : les médiateurs et les conciliateurs.

Le fait est que la personne en difficulté va d'abord s'adresser au travailleur social, facilement repérable sur le plan géographique, et très accessible sur le double plan économique et langagier. Or, la juridicisation, que nous venons d'évoquer, qui injecte de plus en plus de droit dans les relations sociales, fait que l'objet des conflits qui éclatent est très souvent de type juridique. Et, c'est très « naturellement » que les usagers apportent leurs conflits juridiques aux travailleurs sociaux qui, de facto, se retrouvent à jouer le rôle de médiateur.

Mais, l'activité de médiation du travailleur social ne s'arrête pas là. Il existe un autre volet qui consiste à désamorcer les conflits.
Dans cette perspective, il arrive que le travailleur social ait recours au droit. Le droit présente, en effet, la vertu symbolique de pacifier les relations sociales. La violence qu'il produit est légitimée parce qu'il est censé agir pour créer une société non-violente.
Pour Etienne Le Roy, « *La non-violence implique l'abolition de rapports de violence caractéristiques des relations entre les sexes, les générations, les communautés ou les catégories socioprofessionnelles. Le rôle de l'éducation y est considéré comme principal, ce qui nous ramène à la forme primaire de la médiation* ». Or, qui mieux que le travailleur social-éducateur est à même de jouer ce rôle ?

1.8. La transversalité du droit à l'organisation de la vie sociale

Des entretiens, on constate que neuf travailleurs sociaux sur vingt participent à l'organisation de la vie sociale des usagers, en particulier les loisirs et les vacances.

« *Ceux-là viennent nous voir pour ça, pour qu'on les aide à organiser leur voyage, leurs vacances* » (E4).

« *On est tenu de gérer avec la famille l'orientation scolaire, le suivi psychologique s'il y a, l'organisation des loisirs, oui, loisirs, travail, la gestion de la vie à la maison, voire des activités le mercredi après-midi ou le samedi* » (E6).

« *Je prépare également, avec les assistantes maternelles, tout ce qui est vacances etc., les week-ends de l'enfant, les loisirs de l'enfant* » (E17).

De plus, le tiers d'entre eux mobilise le droit pour organiser la vie sociale des usagers, en recourant aux prestations sociales proposées par la loi, et sollicitées par le biais de dossiers.

« *On effectue les demandes financières d'aide sociale à l'enfance, ça c'est de la prévention aussi puisque ce sont des aides financières centrées sur l'enfant, donc la plupart du temps, c'est pour des départs en colonie de vacances, des paiements de centres de loisirs pour dire de soulager certaines familles en difficultés et de permettre aux enfants d'avoir une autre ouverture. Ça, c'est au niveau de la direction de la famille et de l'enfance* » (E18).

L'analyse des données fait apparaître que les travailleurs sociaux interviennent à tous les étages de la vie privée des personnes en difficulté, y compris à celui des loisirs. Rien n'est laissé au hasard.

Alors que l'activité d'animation avait initialement pour objet les loisirs des enfants, aujourd'hui, l'activité d'organisation de la vie sociale s'étend à toute la famille.

Dans l'activité d'organisation de la vie sociale, le droit joue un rôle instrumental, voué à la satisfaction des besoins de vacances et de loisirs des usagers.
Le travail consiste uniquement à établir les dossiers nécessaires à l'obtention des aides financières, en d'autres termes à favoriser l'application du droit à.

Conclusion

Au terme de cette étape que dégager ? L'ensemble des activités sociales des travailleurs sociaux comprend une dimension juridique.
L'accompagnement, formalisé dans un contrat de projet, comporte une assistance dans les démarches juridiques. L'évaluation s'appuie également sur la passation de contrats et conduit à la saisine de juridictions. L'information ou le conseil porte sur des questions juridiques. L'entretien s'effectue, pour partie, autour du droit : écoute de la demande juridique de l'usager et échange à partir de cette demande. Les juristes font partie des professionnels vers lesquels les travailleurs sociaux renvoient pour traiter l'aspect de la situation de l'usager pour lequel ils se considèrent comme incompétents. L'organisation de la vie sociale des usagers suppose la constitution de dossiers de demande de droits-créances.
Ces résultats sont très importants puisqu'ils fondent l'existence d'une activité juridique dans les responsabilités des travailleurs sociaux.

Il convient maintenant de s'interroger sur la place qu'occupe le droit dans les activités économiques des travailleurs sociaux.

§2. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES ECONOMIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Sur les vingt travailleurs sociaux interrogés, seize décrivent la réalisation d'activités économiques.

Les activités économiques occupent la seconde place dans l'ensemble des activités des

travailleurs sociaux.
Les deux principales sont la distribution d'aides financières et la gestion des ressources des usagers. Des activités accessoires comme la recherche d'emploi, la formation économique et la recherche de financement viennent les compléter.
La transversalité du droit sera vérifiée pour chacune de ces activités.

2.1. La transversalité du droit à la distribution d'aides financières

On note que dix travailleurs sociaux s'occupent de distribuer aux usagers des aides financières comme les aides au logement (FSL, APL), les prestations familiales (allocations familiales, allocations parent isolé...), la Sécurité sociale, le RMI, les aides à la scolarité (bourses d'études, fonds social lycéen, l'aide pour les jeunes majeurs (APJM), fonds d'aides aux jeunes, aide médicale gratuite[1].

« *J'y allais un petit peu suite à la visite de préinscription, pour savoir si elle était OK ou pas pour cette scolarisation en internat, qui est très très chère, puisque ça fait 3.000f par mois, ce qui correspond au budget de la famille. Vanessa a accepté. Donc, on va faire une prise en charge au niveau du Département pour lui permettre de...ça revient moins cher qu'un établissement d'Aide sociale à l'enfance* » (E7).

« *Le gros des demandes c'est quand même des demandes financières. C'est quand même des gens qui sont en difficulté financière et qui viennent pour voir...Quelquefois, c'est simplement une demande de secours ponctuelle. On se rend bien compte que les gens, c'est tout, veulent un secours parce qu'ils savent que ça existe et puis on s'en tient à ça. Y a des gens qui demandent un conseil un peu plus vaste. Donc, en fonction de la difficulté financière, on peut avoir recours à certains dispositifs, qui est le FSL pour les retards de loyers* » (E15).

On remarque également que la moitié d'entre eux utilise le droit comme un outil de régulation des aides financières.
Cet outil prend la forme d'un contrat, un contrat d'insertion par l'économique tel que le contrat jeune majeur pour l'APJM ou le contrat d'insertion pour le RMI.

« *Elle a 18 ans, donc, elle voudrait être autonome. Là, je suis en pourparlers avec la collègue du Département pour envisager un contrat jeune majeur pour elle également. Donc, là aussi, je l'ai rencontrée. Elle avait eu son 3ème chèque de secours. Et puis, on a discuté de son projet professionnel pour voir si, effectivement, ça rentrait dans le cadre d'un contrat jeune majeur* » (E13).

« *On intervient aussi dans le RMI, l'insertion des bénéficiaires du RMI. On est censé les connaître tous, ce qui n'est pas tout à fait le cas quand même, puisque chaque bénéficiaire du RMI doit avoir un contrat d'insertion. Lui s'engage aussi à faire des démarches en vue de son insertion. Nous, on doit être aussi en mesure de l'aider dans ses démarches et de lui proposer des possibilités d'insertion* » (E15).

L'analyse de ces données met l'accent sur le recours aux contrats jeunes majeurs et aux contrats d'insertion. Celui-ci témoigne de la présence du droit dans la distribution des aides financières telles que l'APJM et le RMI.

[1] Devenue couverture maladie universelle.

Ce sont des contrats tripartites, signés par l'usager, le travailleur social-référent et le financeur, aux termes desquels l'usager s'engage à effectuer des démarches en contrepartie de l'aide apportée, le travailleur social à accompagner l'usager en échange du respect par celui-ci de ses engagements, le financeur (Etat, Conseil général) à verser l'aide tant que l'usager cherche à s'insérer conformément aux objectifs fixés dans le contrat.
Nous ne reviendrons pas sur le contrat en travail social auquel nous avons consacré un développement.

Simplement, force est de constater que c'est une activité de plus, inscrite dans le champ du travail social, qui se trouve marquée par le phénomène de contractualisation, lui même englobé dans le phénomène plus général de juridicisation.

2.2. La transversalité du droit à la gestion des ressources financières

Il ressort des entretiens que la moitié des travailleurs sociaux intervient dans la gestion des ressources financières, donc, le budget des usagers.
Pour ce faire, ils sont parfois amenés à contrôler les achats prévus par les usagers, à engager un plan de redressement en cas de surendettement ou encore à bloquer leurs comptes.

« *J'ai fait une visite chez une personne âgée qui avait la bagatelle de 18 crédits, et devait rembourser 6.200f par mois de mensualité, alors qu'elle gagne 5.000f par mois. Et, cette personne seule m'a été présentée par des voisins, qui avait pris en charge et qui nourrissait cette dame seule. Ça devenait beaucoup trop lourd. Ils avaient été négocier avec la banque un découvert etc. Mais finalement, ils ne s'en sortaient plus. Et donc, je suis allé mais avec la CESF qui travaille avec nous et qui est spécialisée dans la gestion des budgets et autres, pour envisager un plan de surendettement* » (E1).

« *J'avais une mesure à suivre d'un jeune majeur, qui avait une amende de 6.000 f qu'il devait au Trésor public, son argent de toute manière était au Trésor public, donc, y avait que deux guichets à traverser, y avait aucune coordination entre les deux guichets, donc, le jeune pouvait retirer l'argent qu'il voulait dépenser. Quand j'ai pris la mesure, je suis allé voir au guichet chèques. Le projet, c'était que le jeune puisse aller en chambre meublée, et suivre une formation. Or, pour moi, éducativement, il était inconcevable qu'il puisse retirer tout son argent, en faire ce qu'il veut, sans contrôle, et ne pas payer son amende, ce qui permettait d'être en chambre meublée. Donc, j'ai négocié avec le guichet, j'ai dit : je le mets en tutelle, sans passer par le juge des tutelles, j'ai fait bloquer son compte, ce qui normalement est illégal. J'étais dans un espace de non droit, en disant : moi je gère son compte, j'ai le droit d'accéder à son compte, de retirer l'argent et de lui donner et de payer en même temps ses amendes, ce qui a été toléré mais qu'on avait pas le droit* » (E9).

« *Je faisais des achats avec un autre personne, notamment l'achat d'un magnétoscope. Avec la personne, on va dans les magasins, on va voir des modèles, on détermine le choix en fonction du budget* » (E11).

De même, on constate que, dans le cadre de cette activité, cinq travailleurs sociaux sont amenés à informer le juge des tutelles en vue de l'instauration d'un régime de protection : tutelle ou curatelle, le plus souvent une tutelle aux prestations sociales ou familiales.

« *J'envisage quand même pour elle de faire une demande de tutelle aux prestations familiales. Elle n'est pas contre parce qu'elle se rend bien compte qu'elle arrive pas à se*

débrouiller » (E15).

« *On a recours bien sûr aux tutelles aux prestations familiales, quand les allocations familiales sont pas utilisées dans l'intérêt des enfants* » (E18).

« *On fait des demandes de tutelles aussi, pour les familles qui n'arrivent pas du tout à gérer* » (E20).

L'analyse des faits nous conduit à dire que le droit est également présent dans l'activité de gestion des ressources financières des usagers. En informant le juge des tutelles de l'incapacité des usagers à gérer, seuls, leur budget, les travailleurs sociaux participent à la protection juridique des personnes majeures.
Ici, c'est le phénomène de judiciarisation qui joue.

2.3. La transversalité du droit à la recherche d'emploi

Trois travailleurs sociaux font des démarches en vue de favoriser l'accès des usagers à un emploi.
Ils recherchent en particulier des contrats d'apprentissage, des contrats emploi solidarité (CES) ou même des stages.

« *On intervient aussi dans le dispositif TRACE, je sais pas si tu connais. Ça concerne l'insertion professionnelle des 16-25 ans. On intervient dans ce cadre là, notamment via le plateau technique. On met des jeunes en contrat CES* » (E4).

« *J'ai effectivement recherché des stages pour des jeunes, pour rechercher des contrats d'apprentissage* » (E9).

« *On a quand même réussi à mettre en place, dans le cadre d'un dispositif de droit commun pour des publics en difficultés, un stage d'insertion professionnelle de 10 mois pour une quinzaine d'adultes* » (E19).

Les travailleurs sociaux concernés ne recourent pas au droit dans l'exercice de cette activité.

2.4. La transversalité du droit à la formation économique

Deux travailleurs sociaux cherchent à former les usagers à la gestion de leur budget.

« *J'ai mis en place, depuis quelques années, une éducation budgétaire. Moi-même, j'ai fait des stages là dessus avec la Caisse d'épargne de Tourcoing, qui a organisé des choses pas mal faites du tout. On a des grilles etc., et j'essaye d'aider les personnes. J'ai voulu faire des informations collectives, et ça a pas été très bien perçu parce que c'était du volontariat, et ne venaient que les gens qui avaient des problèmes* » (E10).

Aucun d'eux ne mobilise l'outil juridique à cette occasion.

2.5. La transversalité du droit à la recherche de financement du travail social

Deux travailleurs sociaux engagent des actions de recherche de financement, élaborent des projets afin d'obtenir des moyens financiers supplémentaires.

« *On se heurte à des problèmes de financement, de structures, à qui faut présenter les projets, pires que les projets d'établissement, pour trouver des financements* » (E2).

« *On me demande aussi de monter des projets sociaux, dans des Communes où y a des logements, des structures à réajuster. Et maintenant, pour obtenir des subventions, il faut amener des projets sociaux. Donc, y a tout un travail à faire pour faire remonter le projet* » (E20).

En aucun cas, le droit n'est mentionné comme un élément du travail de recherche de financement.

Conclusion

L'introduction des activités économiques et leur développement sont liés à la « nouvelle » mission d'insertion des travailleurs sociaux.

C'est une mission que les travailleurs sociaux, eux-mêmes, se sont assignés lorsque, avec la crise économique et l'explosion du chômage, il a fallu faire face à une nouvelle catégorie d'usagers : les exclus, ces « *naufragés des mutations économiques, technologiques et sociales encore, naufragés d'une société salariale profondément ébranlée* »[1]. Pour tenter de les faire sortir du marasme économique et social dans lequel ils sont plongés en raison de leur mise à l'écart du monde du travail, les travailleurs sociaux décident de faire de l'insertion par l'économique. Des espaces de positions sont créés entre le marché du travail et le néant. Michel Autès[2] affirme que « *les travailleurs sociaux ont participé pleinement à l'essor de ce nouveau référentiel d'action et de ces nouvelles manières de faire (...) ; d'une certaine manière, ils en sont, quelque part, sinon toujours, les inventeurs, du moins les expérimentateurs* »[3].

Mais, très rapidement, les pouvoirs publics s'approprient ce référentiel pour en faire le fer de lance de la lutte contre le chômage. Le rapport Schwartz[4] l'érige en stratégie d'urgence. Il propose la mise en place de nouvelles qualifications adaptées à l'évolution des technologies, favorisant l'insertion professionnelle des jeunes.
Dans le même temps, la situation socio-économique s'aggrave. Les dispositifs se multiplient, sous la houlette des ANPE, des Missions locales, depuis les contrats emplois solidarité jusqu'au emplois-jeunes en passant par les contrats de retour à l'emploi et les contrats initiative emploi. L'année 1988 marque, avec l'adoption de la loi sur le RMI, le changement de perception de l'exclusion. Désormais, elle n'est plus regardée comme un passage mais comme un état.

---

[1] Robert CASTEL, *Du travail social à la gestion du non travail*, p.39, in *A quoi sert le travail social ? Chômage, précarité, insertion : la nouvelle donne. Anciennes professions, nouveaux métiers. De la tutelle à la médiation*, Esprit, 1998, 305p.
[2] Michel AUTES, *Les paradoxes du travail social*, op. cit.
[3] Id., 157
[4] Bertrand SCHWARTZ, *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes*, La Documentation française, 1981.

Le champ de l'insertion s'élargit également. Dans les années 90, la question de l'insertion sociale est posée. Aujourd'hui, l'insertion « *tend à devenir une notion transversale qui désigne la finalité ultime d'une démarche (emploi, soins, logement, culture, éducation...). Il s'agit d'un ensemble d'actions d'accompagnement personnalisé recherchant un effet global d'interventions croisées* »[1]. L'évolution de la définition de l'insertion a ainsi permis de couvrir les effets du chômage qui sont, en plus de la privation immédiate de produits économiques, la détérioration des réseaux, des conditions d'accès à la culture et l'adhérence d'une image stigmatisante.

Actuellement, les travailleurs sociaux mènent des activités d'insertion par l'économique : la recherche d'emploi, l'attribution d'aides financières, l'aide à la gestion des budgets des ménages... Peut-être espèrent-ils encore de cette manière enrayer l'exclusion, soutenus par un idéalisme à toute épreuve ? Robert Castel donne du travailleur social cette image du « *passeur qui s'apercevrait en cours de traversée qu'il n'y a plus de berge où conduire son passager* »[2].

Les activités économiques des travailleurs sociaux ne comprennent pas toutes une dimension juridique.
C'est le cas des activités accessoires pour la réalisation desquelles les assistants de service social et les éducateurs spécialisés ne mobilisent pas le droit.
En revanche, pour les activités économiques principales, le droit apparaît comme un réel instrument de travail.

Finalement, pas plus que les activités sociales, les activités économiques des travailleurs sociaux n'échappent à l'emprise croissante du droit dans le champ du travail social. La mobilisation de l'outil contractuel et de la justice dans presque la majorité des cas le démontre. Cette conclusion est fondamentale en ce sens qu'elle apporte un deuxième fondement à l'existence d'activités juridiques de la part des travailleurs sociaux.

§3. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES ADMINISTRATIVES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Des entretiens, on relève que douze travailleurs sociaux remplissent par ailleurs des activités administratives. Elles consistent à administrer des dossiers d'une part, et des actions sociales d'autre part.

La totalité administre des dossiers qui portent sur l'attribution le plus souvent de droits-créances, de droits-à.

« *Y a des dossiers qui doivent être faits par nous, toutes les demandes d'aide tant au niveau du Conseil général que les fonds d'aide aux jeunes, les FSL. C'est nous qui devons les instruire* » (E3).

« *On intervient ensuite, s'il faut monter le dossier de demande d'asile, des choses comme ça* » (E5).

« *Des personnes sont venues me voir ici parce qu'elles n'avaient toujours pas eu leurs bourses d'études. Y en a deux qui sont venues le matin. On fait des dossiers* » (E10).

---

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, op. cit., p.209.
[2] Robert CASTEL, op. cit., p.42

« *J'ai un dossier de succession que j'ai eu à traiter là* » (E11).

« *On gère tout ce qui est dossiers de surendettement* » (E18).

Seulement deux travailleurs sociaux endossent la responsabilité de l'administration d'actions sociales.

« *Une journée, je me suis entièrement occupée du don du sang. Deux fois par an, on fait venir un camion du don du sang dans l'entreprise, deux journées en avril et deux journées en septembre. Et c'est moi qui m'en occupe. Alors, c'est un peu bizarre parce qu'y a une infirmerie, mais ça a toujours été le service social. Pourquoi c'est comme ça, j'en sais rien. Chaque année, je dis : je vous le refilerais bien ; elle dit : non, tu fais ça bien, tu le gardes. C'est toute une organisation parce qu'il faut prendre contact avec l'organisme de Lille, le CRTS, trouver un emplacement. J'y ai passé ma journée et y a encore une journée demain. Donc, j'assure l'organisation de la collecte* » (E10).

« *On fait de la gestion de logements d'urgence* » (E20).

L'analyse de ces résultats amène à reconnaître que les activités administratives prennent, quantitativement, la troisième place dans l'emploi du temps des travailleurs sociaux.

Cette part importante résulte du développement de la justice sociale, donc, des droits-créances à distribuer, en réponse à la montée de l'exclusion. En effet, plus il y a de droits à attribuer, plus il faut constituer de dossiers de demandes de droits. Mais, en même temps, parce que la justice sociale est rationalisée, les dossiers sont de plus en plus complexes et longs à remplir. La multiplication des critères visant à restreindre la couverture de droits a pour effet d'allonger la tâche des travailleurs sociaux et à la rendre plus pénible.

Au point qu' « *on assiste à une sorte d'aspiration du social par l'administratif. Des profils de postes définis à travers un fort contenu social se trouvent de fait confrontés dans leurs conditions d'exercice à des obligations administratives qui vident de son sens le contenu social des postes. Les professionnels deviennent essentiellement des administrateurs du social. Et ceci aussi bien dans la gestion de situations individuelles que dans celle de projets à dimension collective. C'est, par certains aspects, une tension vécue par les personnels sociaux des Conseils généraux. Plus largement, on rencontre ici la différence entre le travail prescrit, voire les tâches répétitives, et le travail géré personnellement dans le cadre d'une certaine autonomie du professionnel au moins dans la gestion de son temps* »[1].

Il n'est pas étonnant de constater que ce sont les travailleurs sociaux du conseil général les plus touchés par le phénomène de bureaucratisation dans la mesure où, depuis la décentralisation, le Département est le principal débiteur des droits sociaux. D'ailleurs, au cours de notre enquête, nous avons constaté que, sur les six travailleurs sociaux qui qualifient le travail social d'administratif, cinq ont pour employeur le Conseil général.
La seule liberté laissée au travailleur social porte sur les conditions de mise en oeuvre de son travail qui, lui, est toujours prescrit. Mais, les travailleurs sociaux ne sont pas dupes de l'état d'aliénation dans lequel la bureaucratisation les place. Pour ceux qui se sont exprimés sur la question, le travail administratif les « noie », les « submerge » et les empêche finalement d'accomplir leur véritable mission, ce pourquoi ils existent : l'accompagnement social.

[1] Michel AUTES & Bernadette DELAVAL, op. cit., p.106.

Seule l'activité d'administration de dossiers comprend une dimension juridique. Cette dimension s'inscrit dans l'objet même de ces dossiers : les droits-créances.
Mais c'est d'un droit « pauvre » qu'il s'agit, c'est-à-dire un droit- consommation, un droit-à, bref, un droit totalement instrumentalisé. Ici, le droit ne produit pas de liberté, de citoyenneté, mais une aliénation aussi bien du côté de l'usager que du côté du travailleur social. Tous deux passent une bonne partie de leur temps à faire en sorte que le droit devienne créance.

Or, il existe « *deux facettes de la perception commune du droit. D'un côté le grand droit, instrument au service des puissants du moment, dont rien n'est attendre de bon, et, d'un autre côté, les petits droits auxquels on est prêt à s'accrocher farouchement...Derrière le mode spectaculaire, on distingue un droit aux enjeux économiques, politiques. Derrière le mode utilitaire, apparaissent des droits matériels et immédiatement saisissables, droits sans logique qui isolent chacun dans un face-à-face avec les conditions à remplir pour bénéficier de tel ou tel avantage* »[1]. C'est bien dans ce mode utilitaire que l'activité administrative des travailleurs sociaux s'inscrit.

§4. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES POLITIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

On remarque, tout d'abord, que dix travailleurs sociaux ont des activités politiques ou militantes dans un cadre syndical, associatif ou institutionnel.
La majeure partie d'entre eux (neuf)) est engagée dans un travail de représentation visant à la reconnaissance de l'institution dans laquelle ils travaillent.

« *Y a tout ce qui est de la représentation. Là, on était en réunion avec une des équipes de Circonscription dans le coin, pour resituer, recentrer l'accueil des APJM, parce qu'on ne veut pas devenir un établissement accueillant que des APJM* » (E2).

« *Nous avons participé, avec mes collègues, à un groupe qu'on appelle groupe sécurité. Alors ça, c'est un groupe qui est organisé par une conseillère municipale qui est aussi vice-présidente du Conseil régional, chargée de l'insertion et de la formation* » (E4).

Il s'avère également que deux travailleurs sociaux sont des militants syndicaux. L'un est investi dans la négociation du passage aux 35 heures, l'autre dans la défense des droits des personnes handicapées salariées.
Enfin, deux travailleurs sociaux également s'investissent dans le milieu associatif.

En guise d'analyse, nous avançons l'idée que les travailleurs sociaux ont une activité politique centrée sur l'institution.
Dans son enquête récente menée auprès des salariés de l'action sociale des Départements[2], Interco CFDT[3] fait valoir que les rapports entre ces salariés et la hiérarchie sont positifs. En effet, 47% qualifient de bons les rapports avec leurs chefs, 31% de moyens ; en tout 78% d'agents satisfaits. « *S'il a pu y avoir par le passé de la part des agents de l'action sociale des difficultés à admettre le rôle des élus définissant l'action sociale, elles sont désormais à ranger au magasin des accessoires. Les agents savent et souhaitent travailler pour mettre en oeuvre les décisions du Conseil général et permettre aux usagers d'accéder au service public de l'action sociale d'une manière égale, comme le leur impose leur statut de fonctionnaire*

[1] Pierre CAM & Alain SUPIOT, *Les dédales du droit social*, op. cit., p.73.
[2] Enquête par questionnaire. 7000 salariés de l'action sociale y ont répondu.
[3] INTERCO CFDT, *Les nouveaux acteurs du social*, op. cit.

des collectivités locales. Ce sont leurs employeurs. Ils ne souhaitent pas remettre en cause leur rôle »[1]. Le travailleur social se pose en exécutant du travail social défini par l'institution, sans que cette définition soit mise en cause. Pas étonnant dans ce climat consensuel, de confusion des intérêts, qu'il se désigne comme le représentant de l'institution.
Certes, l'enquête en question se limite aux travailleurs sociaux du Conseil général. Mais, nous constatons, dans nos résultats, que ce rôle de représentation est également investi par les travailleurs sociaux du secteur privé. La montée de l'idéologie managériale n'est pas étrangère à l'existence de cette posture qui tend à s'affermir pendant que la figure traditionnelle du militant, elle, disparaît.
Celle-ci est brièvement décrite par Elian Djaoui[2] pour qui le militant est dans une dynamique de changement social. « *Il s'agit de permettre à des personnes, et surtout à des groupes, principalement de catégories sociales défavorisées, de prendre conscience de leur aliénation et de lutter en entreprenant des actions collectives pour les rendre maîtres de leur propre destin* »[3]. L'auteur attribue ce positionnement, marginal, en particulier à certains éducateurs spécialisés, notamment post-soixante-huitard.
La crise de ce modèle est à mettre en relation avec le peu de résonance que rencontre le syndicalisme auprès des travailleurs sociaux. Nous avons recherché en vain des travaux permettant de connaître le taux de travailleurs sociaux syndiqués et les syndicats concernés. A la fin des années 70 déjà, Jean-Marie Geng[4] remarque des résistances chez les travailleurs sociaux à militer par la voie syndicale. Il les attribue à l'individualisation croissante du travail social. « *Là, en effet, les travailleurs sont souvent amenés à intervenir seuls, à payer de leur personne, à faire jouer, dans les contacts humains, des techniques de relation très individualisées. L'autonomie, la liberté d'initiative, la responsabilité que le travailleur social revendique dans le cadre de son travail, il l'exigera également dans celui de la lutte politique. Conscient de la menace que représente pour son identité l'investissement professionnel, il hésitera à risquer dans un appareil nivelant, au discours puissamment normalisé, aux structures « dépersonnalisantes »* »[5]. Or, l'individualisation étant, depuis, devenue l'une des valeurs fondamentales du travail social, le syndicalisme fait l'objet d'une forte désaffection. Sur les vingt travailleurs sociaux interrogés, seuls deux, des éducateurs spécialisés en l'occurrence, sont syndiqués.

Vu les résultats de notre enquête, la lutte syndicale, si elle est encore présente du côté des éducateurs spécialisés, elle est, en revanche, inexistante du côté des assistants de service social. La différence d'origine sociale des deux catégories de travailleurs sociaux y est peut-être pour quelque chose.
Une enquête de 1971[6] révèle que les assistants de service social en formation sont issus de famille d'agriculteurs pour 16,6%, d'ouvriers pour 16,6%, d'employés pour 18,6%, de cadres moyens pour 15,8%, de cadres supérieures et professions libérales pour 32,4%. Depuis leur apparition, les assistants de service social restent majoritairement des agents appartenant à la classe dominante.
En ce qui concerne les élèves éducateurs spécialisés, Jean-Marie Geng, qui se base sur cette enquête, révèle que « *l'on trouve un nombre relativement important d'enfants des classes possédantes* »[7].

---

[1] Id., p.91.
[2] Elian DJAOUI, *Les organisations du secteur social*, op. cit.
[3] Id., p.70.
[4] Jean-Marie GENG, *Mauvaises pensées d'un travailleur social*, op. cit.
[5] Id. pp.193-194.
[6] Citée par Jean-Marie GENG, op. cit., p.135.
[7] Id., p.136.

Vingt ans plus tard, Alain Vilbrod[1] fait le constat que tandis que les ouvriers sont sous-représentés, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires sont surreprésentés.
Il propose les deux tableaux suivants :

EVOLUTION DES PROFILS SOCIAUX DES EDUCATEURS EN FORMATION						
CSP du père	1943-1969	1970-1977	1975	1980	1985	1990-1992
Agriculteurs	6,8%	8,1%	6,6%	6,9%	5,2%	9,8%
Arti. Comm. Chefs d'entreprises	18,1%	11,1%	13%	8,3%	12%	9,8%
Cadres. Professions. Intellect. Sup.	16,2%	12,8%	16%	17,8%	16,5%	11,8%
Pro. inter	13,2%	14,5%	25,8%	20,3%	23,6%	26,6%
Employés	11,7%	12,4%	14,9%	16,5%	17,4%	16,1%
Ouvriers	25,3%	33,4%	23,7%	22,1%	24,7%	25,9%
Totaux	91,3%	92,3%	100%	91,9%	100%	100%

EVOLUTION DES PROFILS SOCIAUX DES EDUCATRICES EN FORMATION						
CSP du père	1943-1969	1970-1977	1975	1980	1985	1990-1992
Agriculteurs	12,5%	15,2%	11,2%	12%	10,3%	13,6%
Arti. Comm. Chefs d'entreprises	21,2%	14,2%	12,4%	12%	12,8%	15,8%
Cadres. Professions. Intellect. Sup.	22,9%	12,6%	12,7%	18,8%	17,8%	10,4%
Pro. inter	13,5%	14,9%	23,3%	19%	18,8%	27,3%
Employés	10,4%	11,6%	15%	12,3%	17,2%	13,6%
Ouvriers	14,6%	25,3%	23%	18,4%	22,6%	19,3%
Totaux	95,1%	93,8%	100%	92,5%	100%	100%

Les chiffres démontrent en effet une appartenance majoritaire des éducateurs et éducatrices en formation à la classe dominante, avec une montée en flèche des professions intermédiaires.

D'ailleurs, l'INSEE classe actuellement les travailleurs sociaux dans les professions intermédiaires qui comprennent également les instituteurs, les techniciens et les agents de maîtrise.

Le fait que les assistants de service social et les éducateurs spécialisés sont des professionnels issus pour la majorité d'entre eux de la classe dominante, et ceci, dès le départ de leur existence, n'a certainement pas favorisé leur attachement à la lutte syndicale.

Le vide syndical n'est pas compensé par un transfert du militantisme vers les associations. Ce qui semble signifier que les travailleurs sociaux ne sont pas des militants cherchant à défendre leurs droits ainsi que ceux des usagers. Ce sont, en revanche, des agents qui militent en faveur des intérêts de l'institution qu'ils représentent à l'extérieur.

Etant donné la pauvreté de l'engagement politique, le droit est utilisé de manière très résiduelle. Il s'inscrit uniquement dans le cadre du militantisme syndical. C'est le droit du travail qui est mobilisé.

[1] Alain VILBROD, *Devenir éducateur, une affaire de famille*, L'Harmattan, 1995, 302p.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Ce chapitre était consacré à la vérification de la sous-hypothèse selon laquelle les activités juridiques des travailleurs sociaux sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans les activités typiques ou spécifiques des travailleurs sociaux qui sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques.
En analysant les données dont nous disposions, nous avons vérifié que l'ensemble des activités des travailleurs sociaux comprend une dimension juridique dans que celle-ci soit pour autant constitutive d'un pôle indépendant, autonome. Cette dimension est plus ou moins importante selon le type d'activités concerné. Elle est prédominante dans les activités sociales et administratives. L'emprise du droit sur le travail social des assistants de service social et des éducateurs spécialisés est liée au phénomène de juridicisation et aux enjeux actuels de rationalisation du travail social.

La juridicisation, tout d'abord, qui fait du droit l'instrument de régulation par excellence des relations sociales, traverse inéluctablement le travail social et, par conséquent, les activités des travailleurs sociaux. Elle a pour effet de faire des travailleurs sociaux des professionnels de la relation juridique.
La rationalisation du travail social, ensuite, est favorisée par l'utilisation de l'outil de violence symbolique qu'est le droit. Elle entraîne le développement d'un certain nombre de techniques juridiques destinées à organiser la relation juridique avec l'usager. Le contrat est l'une des plus mobilisées.

L'hypothèse de l'existence d'activités juridiques et de leur caractère transversal se trouve donc pleinement confirmée.

Le caractère transversal des activités juridiques des travailleurs est étroitement lié à l'état de leur reconnaissance sociale. En effet, le fait que ces activités ne soient pas clairement repérables dans le travail social est de nature à les priver de statut. Autrement dit, l'illisibilité les maintient dans l'implicite.
C'est le degré de reconnaissance sociale des activités juridiques des travailleurs sociaux que nous proposons d'examiner. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE V : LA RECONNAISSANCE SOCIALE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

Nous avons montré dans les chapitres précédents l'émergence historique des activités juridiques des travailleurs sociaux ; puis, nous avons vérifié l'engagement actuel des travailleurs sociaux dans des activités juridiques spécifiques.
La question qui se pose maintenant est de savoir si les activités juridiques des travailleurs sociaux sont reconnues officiellement et juridiquement. L'approche dialectique que nous avons choisie nous amène à considérer plusieurs niveaux de reconnaissance : celui des institutions politiques, celui des institutions administratives, celui des institutions professionnelles et, pour terminer, celui des usagers.

En ce qui concerne ces derniers, toutefois, la question restera sans réponse par manque de travaux portant sur la reconnaissance par les usagers des activités juridiques des travailleurs sociaux. Cette pénurie est peut être liée au fait que les usagers ne sont pas en position de s'exprimer sur les services sociaux ou médico-sociaux qui leur sont proposés ou que leurs points de vue ne sont pas pris en compte. Tout récemment, il semblerait cependant qu'ils n'attendent plus d'être sollicités pour donner leurs avis. Une volonté collective de communiquer leurs préoccupations se fait jour. La création de l'Observatoire du droit des usagers en est le témoignage. Il reste que cet Observatoire n'a pas encore mené d'investigations sur les activités juridiques des travailleurs sociaux. Comme nous n'avons pas interrogé nous-même les usagers à ce propos, rien ne permet actuellement de vérifier l'hypothèse d'une quelconque reconnaissance de leur part. A qui les usagers s'adressent-ils pour formuler leurs demandes juridiques ? Qu'attendent-ils des prestations juridiques des travailleurs sociaux ? Sont-ils satisfaits du traitement de leurs demandes ? Ce sont des interrogations qui ouvrent des chantiers de recherche pour l'avenir.

Notre hypothèse est que les activités juridiques des travailleurs sociaux, si elles ne sont pas reconnues de manière explicite par les institutions politiques et par les institutions professionnelles, aussi bien les employeurs publics que privés, elles le sont, en revanche, par les institutions administratives chargées de classer les emplois ou métiers.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons procédé à l'analyse documentaire des textes législatifs et réglementaires régissant les fonctions des travailleurs sociaux, des référentiels d'emplois ou métiers[1] prenant en compte les professions sociales, des textes relatifs aux trois fonctions publiques, des principales conventions collectives applicables au travail social et

[1] Ceux de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), du CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) et de l'ANPE (Agence nationale pour l'emploi).

des contrats de travail de travailleurs sociaux. Une dizaine de contrats a été recueillie auprès de travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés et assistants de service social, intervenant dans les trois grands secteurs du travail social : l'enfance, le handicap et l'exclusion.

Nous proposons d'examiner l'état de la reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux tour à tour chez les institutions politiques, les institutions administratives, les institutions professionnelles qui occupent, par ordre décroissant, une position dominante dans le champ du travail social.

§ 1. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES INSTITUTIONS POLITIQUES

Introduction

La reconnaissance par l'Etat et les collectivités territoriales, autrement dit les institutions politiques est à déterminer en priorité du fait de la position dominante qu'elles occupent dans le champ du travail social. Ce sont, en effet, ces institutions qui détiennent le pouvoir de dire ce qu'est le travail social légitime.

Parce que les activités juridiques des travailleurs sociaux sont transversales, dans un premier temps, nous chercherons à déterminer le niveau de reconnaissance des activités sociales globales des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, et, dans un deuxième temps, la place que ces institutions attribuent aux activités juridiques.

1.1. La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions politiques

- **La reconnaissance politique des activités sociales des assistants de service social**

Elle démarre en 1932, par un décret du 12 janvier. Ce décret institue le « brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'assistant(e) de service social diplômé(e) d'Etat ».

A ce moment précis, l'Etat répond au besoin des assistantes sociales, nées en même temps[1] mais plus discrètement que les infirmières-visiteuses et les surintendantes d'usine, de délimiter un territoire professionnel spécifique. Cette demande de séparation entre le social et la santé ainsi que l'affaiblissement du rôle des surintendantes après la guerre encouragent les pouvoirs publics à faire du social une politique propre et des assistantes sociales ses agents d'exécution uniques. Ainsi, ils voient dans la spécification du social et l'uniformisation professionnelle des moyens de contrôle accru de la « question sociale ». Dans un contexte de crise économique et de montée du fascisme, l'augmentation du chômage devient très préoccupante, de sorte que, pour les institutions politiques, il est urgent de se donner les moyens en personnel de traiter en profondeur le paupérisme.

[1] Le premier service social prend place dans un hôpital en 1913.

Par une loi du 8 avril 1946, elles témoignent leur volonté de reconnaissance en attribuant à la profession un monopole d'exercice. En effet, au lendemain du vote de la loi, nul ne peut plus exercer la profession d'assistant de service social ni faire usage du titre sans le diplôme d'Etat.
Ce monopole figure actuellement à l'article L.411-1 du code de l'action sociale et des familles : « *Peuvent prendre le titre ou occuper un emploi d'assistant de service social les titulaires du diplôme d'Etat français d'assistant de service social* ».
Ce principe est néanmoins assorti d'exceptions liées au principe de libre circulation des travailleurs ressortissants des pays membres de l'Union européenne. Des équivalences de diplôme peuvent ainsi être attribuées aux ressortissants européens, leur permettant de travailler sur le territoire français.

Le processus de légitimation de la profession s'achève avec l'introduction, par cette même loi de 1946, d'une règle déontologique à laquelle les assistants de service social doivent se soumettre : le secret. Ainsi, « *Les assistants de service social et les étudiants des écoles se préparant à l'exercice de cette profession sont tenus au secret professionnel dans les conditions et sous les réserves énoncées aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal* »[1]. Le secret peut ou doit, toutefois, être levé afin d'assurer la protection des enfants en danger.

Il ressort que, par trois actes, la création du diplôme d'Etat d'assistant de service social, l'institution d'un monopole d'exercice de la profession et la soumission au secret professionnel, l'Etat a légitimé les fonctions des assistantes sociales, faisant d'elles une profession à part entière sur laquelle il escompte régner en maître.

➢ La reconnaissance politique des activités sociales des éducateurs spécialisés

Elle s'appuie sur un décret du 22 février 1967[2] qui crée le diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé. Aux termes de l'article 1er, « *Il est institué un examen public, organisé conjointement par le ministre de la justice, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de la santé publique et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, en vue de l'obtention du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé* ».

Ce texte est adopté au cœur des Trente Glorieuses, dans une période de progrès social porté par une économie florissante. C'est dans le cadre des conventions collectives, qui se multiplient, que les travailleurs profitent des retombées. Enfin, la question du paupérisme semble résolue et le processus d'intégration sociale de la classe ouvrière achevé.
Jacques Julliard constate qu'alors « *la distinction entre le travail directement productif et les autres formes de travail salarié est devenue largement caduque dans la pratique et n'a plus qu'une importance scolastique. Il est bien certain en tout cas que cette séparation n'est pas vécue par les travailleurs eux-mêmes : entre un fondeur dans la sidérurgie, une vendeuse de grand magasin et un employé des postes, il y a certes des différences ; la distinction entre travail manuel et travail intellectuel ou, mieux, entre travail musculaire et travail de bureau continue de marquer existentiellement et culturellement les auteurs de ces divers travaux. Mais il ne viendrait à l'idée de personne d'affirmer que les uns sont exploités, au sens technique du terme, tandis que les autres ne le sont pas* »[3].

---

[1] Article L.411-3 du code de l'action sociale et des familles.
[2] Décret n°67-138, JO du 23 février 1967 ; modifié par décret n°73-116 du 7 février 1973 (JO du 8 février), décret n°85-60 du 18 janvier 1985 (JO du 20 janvier), décret n°90-574 du 6 juillet 1990 (JO du 8 juillet).
[3] Cité par Georges DUBY, *Histoire de la France à nos jours*, Larousse, 652p., p.415.

Ainsi, ouvriers, employés, bref, métiers de base, forment désormais un même groupe professionnel, suffisamment pauvres pour être dominés, exploités, et suffisamment riches pour ne pas se révolter.

Les éducateurs spécialisés sont « récompensés » du rôle déterminant qu'ils ont joué dans ce processus. Du côté des employeurs, la récompense prend la forme d'une convention collective en date du 15 mars 1966, s'appliquant aux établissements et services pour les personnes inadaptées et handicapées. L'Etat peut alors difficilement faire autrement que de reconnaître, à son tour, les services rendus par les éducateurs et le fait par l'acte traditionnel de création d'un diplôme d'Etat.

Mais, les éducateurs spécialisés ne bénéficient toujours pas d'un monopole d'exercice. Cela signifie qu'une personne non diplômée peut occuper un emploi d'éducateur spécialisé et user du titre.

Ils ne sont pas liés non plus, par leur profession, au secret.
Une jurisprudence de 1971[1] a établi que les éducateurs de jeunes délinquants ou inadaptés ou éducateurs de prévention ne sont pas des confidents nécessaires, précisant que « *si ces personnes sont incontestablement tenues à une grande discrétion, seule compatible avec des fonctions très importantes et très délicates, si elles peuvent estimer, en conscience et pour des raisons d'efficacité professionnelle, ne pas devoir prendre l'initiative de révéler certaine faits parvenus à leur connaissance, elles n'en sont pas moins, comme tout citoyen, soumises à la loi et obligées de répondre aux questions que leur pose régulièrement le juge* ».

Les éducateurs spécialisés, qui ne sont donc pas tenus au secret professionnel, peuvent toutefois l'être en raison de leur mission ou de leur fonction. La mission d'aide sociale à l'enfance, en particulier, leur impose le secret ainsi que le prévoit le code de l'action sociale et des familles en son article L.221-6 : « *Toute personne participant aux missions du service de l'aide sociale à l'enfance est tenue au secret professionnel sous les peines et dans les conditions prévues par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal* ». S'il appartient à la fonction publique, qu'il s'agisse de la fonction publique d'Etat, la fonction publique territoriale ou hospitalière, l'éducateur spécialisé est soumis au secret. En effet, la loi du 13 juillet 1983[2] portant droits et obligations des fonctionnaires stipule que « *Les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel dans les cadre des règles instituées dans le code pénal* ».

Finalement, en attendant une éventuelle intervention du législateur ou, à défaut, du juge, il apparaît que les éducateurs spécialisés se doivent d'être discrets au regard du droit civil, à moins qu'ils n'exercent une mission (même temporaire) ou une fonction couverte par le secret au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Nous arrivons donc à ce constat que la reconnaissance politique de l'activité sociale des éducateurs spécialisés s'arrête à l'instauration d'un diplôme d'Etat. Les institutions politiques sont, pour le moment, restées silencieuses à propos du monopole et du secret professionnel. C'est en ce sens que le processus de légitimation de la profession d'éducateur spécialisé peut être considéré, contrairement à celle d'assistant de service social, comme incomplet.

Ainsi, les activités sociales des assistants de service social et des éducateurs spécialisés sont par conséquent reconnues par les institutions politiques. Cette reconnaissance prend la

[1] Cass. crim. 4-11-1971, JCP 1972, II, 17256.
[2] Loi n°83-634, JO du 14-07-1983.

forme d'un diplôme d'Etat, introduit plus tôt pour les assistants sociaux dans la mesure où ils sont apparus les premiers. Le fait que, contrairement à ce qui en est pour ces derniers, les éducateurs spécialisés ne sont pas tenus au secret professionnel ni détenteurs d'un monopole d'exercice de par la loi, montre que les assistants de service social bénéficient d'une reconnaissance politique accrue.

Examinons à présent si la dimension juridique des activités sociales de ces travailleurs sociaux est reconnue par les institutions politiques.

1.2. La reconnaissance de la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions politiques

La question de l'accès au droit et à la justice a retenu l'attention de l'Etat dès le milieu du 19ème siècle. Elle est alors traitée par l'assistance judiciaire, légalement instituée en 1851. A cette époque, alors que les travailleurs sociaux n'existent pas encore, ce sont les « avocats des pauvres » qui constituent la pierre angulaire de l'assistance judiciaire.
Depuis, cette question a évolué, s'est développée en adoptant des formes diversifiées, et les travailleurs sociaux sont apparus, occupant désormais cette zone située au croisement du droit et du social, une zone « socio-juridique ». Aussi, le législateur est réintervenu à deux reprises, en 1972 et en 1991, en vue de refondre l'assistance judiciaire, devenue l'aide juridique.

Aujourd'hui, ce qui nous importe de savoir c'est comment la loi en vigueur définit les activités juridiques entrant dans le domaine de l'aide à l'accès au droit et à la justice, d'une part, et, quels sont les professionnels reconnus comme les détenteurs légitimes de ces activités, d'autre part.

La première question nécessite l'examen de la loi du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique[1] modifiée par la loi du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits[2] et la loi du 23 juin 1999 renforçant l'efficacité de la procédure pénale[3], la seconde, celui de la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques modifiée par la loi du 31 décembre 1990[4].

L'aide juridique comprend trois volets :

- l'aide juridictionnelle,
- l'aide à l'accès au droit,
- l'aide à l'intervention de l'avocat au cours de la garde à vue et en matière de médiation pénale.

Seul le second volet retiendra notre attention dans la mesure où il n'exclut pas l'intervention des travailleurs sociaux[5]. En effet, les deux autres visent exclusivement les avocats ; l'aide juridictionnelle permettant aux personnes démunies d'être gratuitement défendues en justice par un avocat de leur choix.

---

[1] Loi n°91-647, JO du 13-07-1991.
[2] Loi n°98-1163, JO du 22 décembre : elle prévoit notamment l'accès des personnes en situation de très grande précarité aux droits fondamentaux, l'extension du champ d'application de l'aide juridictionnelle aux règlements amiables des conflits, et reconnaît l'existence des Maisons de justice et du droit qui ont pour mission de résoudre les litiges liés à la petite délinquance ou dont les enjeux sont mineurs.
[3] Loi n°99-515, JO du 24-06-1999.
[4] Loi n°90-1259, JO des4/5 janvier 1991.
[5] Les deux autres volets sont réservés aux avocats.

L'aide à l'accès au droit se situe dans la phase non contentieuse et vise en priorité les personnes les plus démunies, ainsi que le prévoit la circulaire du 8 août 1995[1].
Deux objectifs sont poursuivis, précisés par la circulaire du 15 mars 1999 relative à la mise en place des ressources humaines et des moyens financiers affectés à la politique d'aide à l'accès au droit[2] :

- « *mettre à la disposition des citoyens des lieux où ils puissent obtenir une information générale sur leurs droits et obligations ainsi qu'une assistance et un accompagnement personnalisé dans les démarches administratives, notamment pour briser la spirale de l'exclusion ;*
- *favoriser la diversification des modes de règlement des conflits et le développement de la justice négociée* ».

L'information juridique et le règlement amiable des conflits sont présentés comme des moyens juridiques privilégiés pour sortir de l'exclusion d'une part, et pour désengorger les juridictions d'autre part.

Dans la mesure où elle participe à la lutte contre l'exclusion, l'aide à l'accès au droit peut être considérée comme une politique sociale. L'ancrage du droit dans le social a été explicité par le Garde des Sceaux dans une circulaire du 4 septembre 2000[3]. Celui-ci déclare, en effet, que « *L'accès à la connaissance de ses droits est un élément fondamental du pacte social. La politique publique menée en la matière participe directement d'une citoyenneté effective, active et responsable. Elle constitue une priorité du Gouvernement et s'inscrit pleinement dans le cadre de la lutte contre l'exclusion* ».

Selon la loi[4], « *l'aide à l'accès au droit comporte :*

- *l'information générale des personnes sur leurs droits et obligations ainsi que leur orientation vers les organismes chargés de la mise en oeuvre de ces droits ;*
- *l'aide dans l'accomplissement de toute démarche en vue de l'exercice d'un droit ou de l'exécution d'une obligation de nature juridique et l'assistance au cours des procédures non juridictionnelles ;*
- *la consultation en matière juridique ;*
- *l'assistance à la rédaction et à la conclusion des actes juridiques* ».

L'aide à l'accès au droit se décline donc en cinq activités : l'information juridique ; l'orientation vers les institutions juridiques compétentes ; l'accompagnement dans les procédures juridiques en dehors d'un procès ; la consultation juridique ; l'aide à la production d'actes juridiques.

Deux activités, cependant, paraissent difficilement séparables. Comment distinguer, en effet, l'information de la consultation en matière juridique ? La circulaire du 8 août 1995 ne permet pas d'opérer une distinction basée sur le contenu. Et pour cause, le contenu ne varie pas. Comme le souligne Jérôme Dupré dans son mémoire ce DEA consacré à l'aide à l'accès au droit, « *si l'information juridique semble moins précise et moins complète que le conseil juridique, en pratique, le demandeur d'informations juridiques, surtout si elles doivent être « personnalisées », attend généralement une réponse à sa situation personnelle concrète* »[5].

---

[1] BO du ministère de la justice, juillet-septembre 1995.
[2] BO du ministère de la justice, janvier-mars 1999.
[3] BO du ministère de la justice, juillet-septembre 2000.
[4] Article 53.
[5] Op. cit., p.42.

Elle propose comme fondement de la distinction la responsabilité professionnelle : « *la consultation (...), susceptible d'entraîner la responsabilité professionnelle de son auteur, doit émaner nécessairement de membres des professions judiciaires et juridiques réglementées, de personnes qui répondent aux exigences du titre II de la loi du 30 décembre 1971 ou qui donnent des consultations à titre occasionnel ou non rémunéré* ».
Nous pouvons par conséquent en déduire que les renseignements juridiques fournis en rapport avec la situation personnelle du demandeur constituent, soit une consultation dès lors qu'ils émanent d'une personne habilitée par la loi de 1971 et engageant sa responsabilité professionnelle, soit une information dès lors qu'ils proviennent d'une personne non habilitée par la loi de 1971 et n'engageant pas sa responsabilité professionnelle.

Les modalités de mise en oeuvre des activités d'aide à l'accès au droit sont définies par les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD). Ces Conseils rassemblent l'Etat, le Département, l'Association départementale des maires, l'Ordre des avocats, la Caisse des règlements pécuniaires, la Chambre départementale des huissiers de justice, la Chambre départementale des notaires, la Chambre de discipline des avoués, une association oeuvrant dans le domaine de l'accès au droit désignée par le président du Tribunal de grande instance sur proposition du préfet.

Or, dans les faits, ainsi que les résultats de notre enquête le démontrent, les travailleurs sociaux remplissent l'ensemble de ces activités : l'information/conseil, l'orientation et l'accompagnement en droit ainsi que la passation de contrats. Pour autant, sont-ils reconnus par le législateur comme des professions juridiques ?

La loi de 1991 rappelle que l'exercice de l'aide juridique doit s'effectuer dans le respect des dispositions prévues par la loi du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

Or, un monopole est institué par celle-ci en faveur de certaines professions juridiques en ce qui concerne les consultations juridiques et la rédaction d'actes sous seing privé accomplies à titre habituel et onéreux. Les bénéficiaires sont les avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs, administrateurs judiciaires et mandataires-liquidateurs. Les travailleurs sociaux ne sont pas mentionnés comme des professionnels amenés à effectuer des consultations juridiques et à rédiger des actes juridiques.

D'autres professionnels sont toutefois autorisés à faire des consultations juridiques et à rédiger des actes juridiques :

- les juristes d'entreprise lorsque leur contrat de travail le prévoit et que les consultations juridiques et la rédaction des actes juridiques bénéficient exclusivement à l'entreprise qui les emploie ;

et, à la condition qu'elles possèdent une licence en droit ou un titre reconnu équivalent :

- les personnes exerçant une activité réglementée dès lors que les consultations juridiques et la rédaction d'actes sous seing privé constituent l'accessoire de leur activité principale ;
- les personnes exerçant une activité non réglementée à condition qu'elles présentent les qualifications requises et que consultations juridiques et la rédaction d'actes sous seing privé constituent l'accessoire de leur activité principale ;

et, à la condition supplémentaire à que les consultations juridiques et la rédaction d'actes sous seing privé répondent à leur objet :

- les organismes chargés d'une mission de service public ;
- les associations reconnues d'utilité publique, fondations reconnues d'utilité publique,

associations agréées de consommateurs, associations agréées exerçant leur activité dans les domaines de la protection de la nature et de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie et du logement, associations habilitées par la loi à exercer les droits de la partie civile devant la juridiction pénale, associations familiales régies par le code de l'action sociale et des familles, groupements mutualistes régis par le cade de la mutualité;

- les syndicats et associations professionnels.

Par conséquent, les assistants de service social et les éducateurs spécialisés, qui travaillent pour des organismes de service public ayant pour objet l'accès au droit, dès lors qu'ils sont titulaires d'une licence en droit ou d'un titre équivalent, peuvent régulièrement faire des consultations juridiques et rédiger des actes sous seing privé contre paiement.
Ils peuvent le faire librement à partir du moment où ces activités sont gratuites ou occasionnelles.

Ne tombe pas sous le coup du monopole des professions juridiques la diffusion en matière juridique de renseignements à caractère documentaire.
Ainsi, les travailleurs sociaux sont libres de donner des informations juridiques.

Les travailleurs sociaux, qui ne sont pas considérés comme des professionnels du droit par l'Etat, ne font pas partie des agents titulaires du droit exclusif de réaliser certaines prestations comme les consultations juridiques et la rédaction d'actes juridiques.
Cependant, dans le mesure où la loi ne réglemente pas les autres activités juridiques, nous pouvons en déduire que les travailleurs sociaux sont libres d'informer les usagers sur le plan juridique, de les orienter vers les institutions ou agents juridiques compétents et, le cas échéant, de les accompagner dans les procédures qui les concernent. Mais, en tout état de cause, la liberté d'action que le législateur laisse aux travailleurs sociaux dans un domaine juridique délimité ne saurait être assimilée à une reconnaissance de ces derniers comme une profession juridique.

Conclusion

Les activités sociales des assistants de service social et des éducateurs spécialisés sont indiscutablement reconnues par les institutions politiques. Il n'en va pas de même de leur dimension juridique qui, elle, n'est reconnue que de manière implicite.

L'Etat accorde une place aux activités juridiques des travailleurs sociaux parce qu'elles permettent de répondre à des demandes croissantes et auxquelles les professionnels du droit « traditionnels », en particulier les avocats, ont quelques difficultés à satisfaire pleinement.

En effet, le manque d'investissement des professions juridiques dans le domaine de l'aide à l'accès au droit des plus démunis qu'elles considèrent comme une mission de l'Etat d'un côté[1], et, le financement très limité de l'Etat accordé aux Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) de l'autre côté, laissent finalement la porte ouverte aux associations remplissant une mission de service public.

[1] Alors qu'il devait exister un CDAJ (conseil départemental de l'aide juridique), remplacé ensuite par le CDAD, par département, en 1995, seuls 14 Conseils étaient créés, qui sont passés à 26 en 1998. Au 31 mars 2001, leur nombre était de 50.

Impliquer ces associations dans la politique d'aide à l'accès au droit est une stratégie qui représente pour l'Etat un double avantage. Elle permet, d'une part, d'éviter la création de structures et d'augmenter par trop le financement des CDAD et, d'autre part, de faire travailler des professionnels en place doublement compétents au niveau social et au niveau juridique : les travailleurs sociaux.

Déjà, en 1995, dans son bilan des trois premières années d'application de la loi relative à l'aide juridique[1], l'Inspection générale des services judiciaires relevait l'existence, à côté des consultations juridiques fournies gratuitement par les professionnels du droit, de dispositifs d'information juridique mis en place par les services sociaux privés et publics. C'est à ce moment-là qu'émerge la question de la délimitation des compétences entre juristes et travailleurs sociaux.

En 1998, dans son discours d'introduction du projet de loi relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, le Garde Sceaux, en insistant sur la formation juridique des travailleurs sociaux[2], montre la volonté d'octroyer à ces agents un territoire professionnel spécifique dans le domaine socio-juridique.

Cette stratégie se confirme à la lecture du rapport de la Commission de réforme de l'accès au droit et de la justice[3] demandé par l'Etat et qui lui a été remis en 2000 par Paul Bouchet[4], dont la qualité de président de l'association ATD Quart-Monde n'est sans doute pas étrangère au choix d'en faire le président. La Commission insiste, notamment, sur les activités d'information et de conseil qui n'entrent pas dans le monopole des professions juridiques, et qui peuvent donc s'inscrire librement dans le service public. Au passage, une subtile distinction est proposée entre la consultation juridique qui, elle, fait partie du monopole, et l'information/conseil : « *L'information et le conseil visent à permettre à la personne concernée de connaître ses droits et d'être aidée pour les faire valoir ; la consultation a pour but de définir une stratégie en vue de la résolution d'un litige, que ce soit par la voie judiciaire ou par une autre voie, ou bien d'aboutir à la rédaction d'un acte juridique* »[5].

Selon le rapport, ce sont des activités qui appartiennent au champ de compétences des associations, en l'occurrence celles remplissant une mission de service public, et à certaines administrations comme les Centres communaux d'action sociale, les Caisses d'allocations familiales. Sont notamment mentionnés les Unions départementales des associations familiales et les Services sociaux d'aide aux émigrants, les Missions locales, les Centres sociaux qui sont des institutions professionnelles du travail social.

Enfin, le doute n'est plus permis lorsque la Commission affirme : « *Une grande partie des demandes suppose essentiellement un travail d'écoute, d'explication, de dédramatisation, d'orientation, en amont du conseil lui-même. Ce travail est d'autant plus important que l'on s'adresse à un public démuni, pour lequel a une grande importance le premier entretien généraliste, qui prend en compte la globalité de la situation de la personne, et démêle la part de démarches sociales ou administratives à effectuer, la part du médical, et la part éventuelle du juridique. Cette première étape est préférable à une orientation directe de la personne sur une permanence d'avocat, car il existe des « points aveugles » entre juristes et non-juristes :*

---

[1] Inspection générale des services judiciaires, *Bilan des trois premières années d'application de la loi relative à l'aide juridique*, La Documentation française, 1995, 110p.
[2] Gazette du Palais, 27-29 septembre 1998.
[3] Commission de réforme de l'accès au droit et à la justice, La Documentation française, 2001, 156p.
[4] Egalement ancien bâtonnier du barreau de Lyon et conseiller d'Etat honoraire.
[5] Commission de réforme de l'accès au droit et à la justice, op. cit., p.38.

l'avocat peut ne pas voir l'intérêt de la personne sur le plan social ; inversement, la personne qui effectue cet accueil et ce premier entretien doit être formée à repérer les problèmes juridiques, savoir orienter et travailler en partenariat avec des juristes, faute de quoi certaines difficultés de la personne ne pourront être prises en compte »[1].
Or, qui d'autre que les travailleurs sociaux fournissent auprès des personnes démunies ce travail global d'écoute et d'explication où le droit occupe une place transversale, travail socio-juridique qu'ils sont seuls capables de remplir en raison de leur double compétence héritée d'une formation à la fois sociale et juridique et de leur mission de service public ?

Ainsi, nous nous trouvons bien dans une période charnière où les travailleurs sociaux, en raison de la position stratégique qu'ils occupent dans le domaine de l'aide à l'accès au droit, sont sur le chemin de la reconnaissance politique du statut de professionnel chargé de répondre aux demandes juridiques des personnes démunies par le biais de l'information, du conseil, de l'orientation et de l'accompagnement.

Tout de suite après les institutions politiques, les institutions administratives interviennent de manière dominante dans la définition du travail social. C'est donc sur la reconnaissance qu'elles manifestent à l'égard des activités juridiques des travailleurs sociaux que nous allons maintenant nous attarder.

§ 2. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES

Introduction

Avant de vérifier la reconnaissance que les institutions administratives accordent ou non à la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux, nous examinerons, tout d'abord, comme cela a été le cas pour les institutions politiques, la place qu'elles attribuent à ces activités.

Les institutions administratives dont nous parlons sont celles chargées de donner la définition légitime des activités professionnelles en France, et qui font partie du système statistique public. La plus connue est l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

2.1. La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions administratives

Pour reconnaître une activité professionnelle quelle qu'elle soit, une institution administrative l'inscrit dans un référentiel d'activités professionnelles. Ce référentiel, défini dans le respect des orientations prescrites par les institutions politiques, est l'outil d'organisation légitime du champ professionnel.

[1] Id., p.39.

Il comprend :

- la description des activités que recouvrent les emplois susceptibles d'être occupés par les titulaires d'un diplôme professionnel en termes de fonctions, de tâches, de conditions d'exercice de l'activité,
- la description du champ d'activités et du contexte d'exercice professionnel[1].

Trois référentiels ont été retenus, celui de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), celui de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et, enfin celui du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ).
Un quatrième organisme, le Service des statistiques, des études et des systèmes d'information (SESI), parce qu'il produit de nombreuses statistiques sur les professions sociales et éducatives, aurait pu également être retenu. Cependant, le fait qu'il n'ait pas élaboré de référentiel a amené à l'écarter.

Le référentiel d'activités professionnelles de l'INSEE a été mobilisé en raison de sa notoriété. En effet, depuis sa création, l'INSEE collecte, produit et diffuse des informations sur l'économie et la société française qu'il met à la disposition des Administrations, des entreprises, des chercheurs et des particuliers. Il a élaboré plusieurs nomenclatures[2] dont celle des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS). Les travailleurs sociaux font partie de la catégorie socioprofessionnelle des professions intermédiaires de la santé et du travail social que nous prendrons le temps d'étudier.

Les deux autres référentiels ont été choisis parce qu'ils émanent d'institutions administratives de la statistique publique, le CEREQ et l'ANPE, qui se sont données comme objet de recherche le travail social et qui, par conséquent, se sont particulièrement attachées à définir l'activité professionnelle des travailleurs sociaux.

Le CEREQ, né au début des années 1970, établissement public autonome placé sous la double tutelle du ministère de l'Education nationale, de la Recherche et des Technologies et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, a, dans le cadre de sa mission d'analyse de la relation entre l'emploi et la formation, élaboré, en 1978, un référentiel des professions sociales.

En 1993, l'ANPE, établissement public d'Etat créé en1967, a produit une nomenclature[3], précisément dénommée Répertoire opérationnel des métiers et des emplois (ROME)[4]. En effet, en raison de la recomposition des professions liée à l'évolution du travail et aux mutations technologiques, l'ANPE a voulu se doter d'un outil de classification novateur.

La classification s'effectue :

- d'abord selon les catégories professionnelles (CP)[5], qui résultent du croisement du statut social (cadre, ouvrier, employé...) avec le milieu professionnel,
- puis selon les domaines professionnels (DOM)[6] qui renvoient à un champ de savoirs et de savoir-faire techniques qui nécessitent des connaissances et des compétences susceptibles d'être mises en oeuvre dans l'exercice de l'activité,

---

[1] *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, p.850.
[2] La nomenclature des activités françaises (NAF), le code des activités juridiques (CJ), le zonage en aires urbaines (ZAU).
[3] Révisée en 1996.
[4] ROME, La Documentation française, octobre 1993.
[5] Au nombre de 22.
[6] Au nombre de 61.

- et, enfin, selon les emplois/métiers (E/M) qui constituent l'unité de base de la nomenclature.

En tout, 466 fiches d'emplois/métiers ont été élaborées.

➢ La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel de l'INSEE

L'INSEE classe les travailleurs sociaux parmi les « professions intermédiaires » qui comprennent également les instituteurs et assimilés, le clergé religieux, les professions administratives et commerciales, les techniciens et les agents de maîtrise.

Ils appartiennent précisément à la catégorie des « professions intermédiaires de la santé et du travail social » (43). C'est une catégorie qui rassemble les personnels de niveau intermédiaire chargés de dispenser des soins ou une assistance aux personnes qui ont des problèmes de santé ou d'insertion sociale.
Le personnel soignant regroupe les cadres infirmiers et assimilés, les infirmiers psychiatriques, les puéricultrices, les infirmiers spécialisés, les infirmiers en soins généraux, les sages-femmes, les spécialistes de la rééducation et diététiciens, les techniciens médicaux, les spécialistes de l'appareillage médical, les préparateurs en pharmacie.
Parmi le personnel d'assistance figurent les travailleurs sociaux, dont les éducateurs spécialisés et les assistantes sociales. Les autres professions mentionnées sont les animateurs socioculturels et de loisirs et les conseillers familiaux.
Les travailleurs sociaux sont donc regardés comme des professionnels chargés d'assister les personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion sociale.

Dans la catégorie socioprofessionnelle des professions intermédiaires de la santé et du travail social, les assistantes sociales (4331) et les éducateurs spécialisés (4332) apparaissent comme des professions à part entière et distinctes. Ce sont des professions mères qui absorbent d'autres professions dites « assimilées ».
Ainsi, les professions assimilées aux assistantes sociales sont les assistantes de service social chefs ou classées cadres, les chefs du service social, les conseillers du travail, les coordinateurs sociaux, les élèves assistantes sociales, les intervenants d'action sociale, les surintendantes d'usine.
Derrière les éducateurs spécialisés se glissent les adjoints de probation, les aides-éducateurs, les animateurs-éducateurs, les chefs de service éducatif, les éducateurs auxiliaires ou stagiaires, les éducateurs de groupe, les éducateurs de jeunes enfants, les éducateurs de l'éducation surveillée, les éducateurs de l'enfance inadaptée, les éducateurs de loisirs, les éducateurs techniques, les élèves éducateurs, les instructeurs dans le travail social, les jardinières d'enfants, les moniteurs de centre d'aide par le travail, les moniteurs d'atelier, les moniteurs-éducateurs.

> ✓ Les assistants de service social sont définis comme des « *personnes chargées de faciliter l'insertion sociale de familles ou d'individus connaissant des difficultés économiques, professionnelles, de santé, de logement etc., par un soutien en général psychosocial plutôt que matériel* ».

Plusieurs critères peuvent être dégagés :
- la finalité de l'activité qui est l'insertion sociale,

- les moyens de travail mis en oeuvre, qui sont prioritairement le soutien psychosocial, accessoirement le soutien financier,
- le type de public visé qui rassemble les personnes, prises individuellement ou de manière collective en famille, rencontrant des difficultés d'insertion sociale.

✓ Les éducateurs spécialisés sont considérés comme des « *personnes chargées d'aider ou de conseiller des enfants ou des adolescents qui connaissent des difficultés psychologiques ou sociales, en vivant avec eux, soit en milieu ouvert, soit dans des institutions de type médico-éducatif* ».

Trois éléments fondamentaux apparaissent :

- les moyens de travail mis en œuvre qui sont l'aide et le conseil,
- le type de public visé : des enfants ou adolescents présentant des difficultés psychologiques ou sociales,
- les formes du travail, soit ouvertes, c'est-à-dire dans des institutions accueillant les usagers pendant la journée seulement, soit fermées, dans des institutions proposant un hébergement en internat.

Nous pouvons remarquer, tout d'abord, que la santé et le travail social sont associés dans une même catégorie socioprofessionnelle. Les liens historiques entre les deux champs sont peut-être à l'origine de cette association. Pourtant, les travailleurs sociaux, dès le début de leur existence, ont cherché et cherchent toujours à s'affranchir de la tutelle médicale pour affirmer leur professionnalité. Une contradiction nette apparaît donc entre la position des institutions dominantes, non seulement administratives, mais aussi politiques[1] de mêler étroitement santé et travail social et celle des travailleurs sociaux eux-mêmes qui rejettent toute parenté avec les infirmiers.

Ensuite, les travailleurs sociaux sont considérés comme faisant partie des professions intermédiaires. C'est une grande catégorie professionnelle qui se trouve « coincée », par le haut, par les chefs d'entreprises, les cadres et professions intellectuelles et, par le bas, par les employés et les ouvriers. Elle est représentative de la classe sociale moyenne. Par conséquent, les travailleurs sociaux ne sont pas admis, a priori, par les institutions administratives, dans la couche supérieure de la société.
Dans la réalité cependant, certains d'entre eux sont amenés à occuper des fonctions de cadre comme, par exemple, les chefs de service social ou socio-éducatif qui sont des éducateurs spécialisés ou des assistants de service social. Certes, l'INSEE reconnaît cet état de fait en mentionnant les chefs de service, mais il ne leur octroie pas le statut de profession à part entière, d'une part, et maintient leur affiliation à la catégorie intermédiaire d'autre part.

Quant à la définition des travailleurs sociaux comme des professionnels chargés d'assister les personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion sociale, certains de ses éléments prêtent à discussion. Premièrement, l'utilisation du verbe « assister » est en décalage avec la volonté actuelle, chez les institutions du travail social comme chez les travailleurs sociaux, de rompre définitivement avec l'assistanat. Les verbes aujourd'hui employés de façon récurrente dans les discours sont, au contraire, « autonomiser, émanciper, rendre citoyen ». Deuxièmement, poser l'insertion sociale comme unique objectif est réducteur dans la mesure où le travail social poursuit de multiples fins comme, entre autres, la protection, l'émancipation, la prévention.

[1] Notamment à travers la loi du 30 juin 1975 sur les institutions sociales et médico-sociales.

Il est intéressant, en outre, de relever que l'assistance sociale est considérée comme une profession féminine et l'éducation spécialisée comme une profession masculine. Or, si cette discrimination par le sexe était justifiée au démarrage des professions, elle est moins pertinente de nos jours. En effet, au regard des chiffres figurant dans le tableau ci-dessous, s'il apparaît que la profession d'assistant(e) de service social demeure une profession massivement féminine, la présence, mineure, des hommes a toutefois tendance à s'élargir. Pour ce qui est de l'éducation spécialisée, l'évolution est plus radicale puisque, désormais, ce sont les femmes qui sont en tête. La féminisation de la profession semble d'ailleurs se renforcer du fait que le nombre des femmes augmente plus vite que celui des hommes.
En 1990, la profession d'assistant(e) de service social se composait à 95,64% de femmes et à 4,36% d'hommes ; tandis que la profession d'éducat(rice)eur spécialisé(e) comptait 39,68% d'hommes et 60,32 de femmes.

	HOMMES			FEMMES			ENSEMBLE		
Profession	1982	1990	Evolution	1982	1990	Evolution	1982	1990	Evolution
Assistant social	1064	1596	50%	30200	35028	16%	31264	36624	17,1%
Educateur	32556	38616	18,6%	47904	58713	22,56%	80464	97329	21%

Source : recensements de la population 1982 et 1990.

Les données proposées par le Service des statistiques des études et des systèmes d'information (SESI) portant sur les effectifs des travailleurs sociaux en formation dans la France métropolitaine confirment ces tendances. Ainsi, en 1996, les assistant(e)s sociales en formation étaient pour 89,37% des femmes et pour 10,63% des hommes ; alors que les éducat(rices)eurs spécialisé(e)s en formation étaient pour 33,80 des hommes et 66,20% des femmes.

	Assistant(e)s de service social en formation	Educat(rices)eurs spécialisé(e)s en formation
Hommes	605	2579
Femmes	5084	5052
Total	5689	7631

Qu'est-ce qui fait la spécificité des assistantes sociales pour l'INSEE ? C'est leur mission d'insertion sociale, la population qu'elles touchent à savoir toutes les personnes en difficulté, et les moyens de travail qu'elles mettent en oeuvre sous la forme d'un soutien à la fois psychosocial et matériel. Outre le constat qu'elles ne cherchent pas seulement à insérer les personnes, comme nous venons de le rappeler à propos des travailleurs sociaux en général, les assistantes sociales, si, effectivement, elles ont une activité généraliste ouverte à toute demande, leurs supports de travail ne se limitent pas à l'aide financière et au soutien psychosocial. Elles ont également recours au contrat, au projet, à l'information, au conseil, l'animation, etc., ainsi que nous avons pu le constater dans notre enquête.

Pour ce qui est des éducateurs spécialisés, l'INSEE ne nous donne aucune précision sur la finalité de leur mission. De plus, la population auprès de laquelle ils interviennent ne se limite pas aux enfants et adolescents. C'est le cas notamment des éducateurs spécialisés, œuvrant dans les centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS), les Centres d'aide par le travail (CAT) ou les Clubs de prévention, qui ont affaire à des adules handicapés ou en difficultés. S'il est vrai qu'ils travaillent soit en milieu ouvert, soit en internat, cas le plus répandu, l'internat n'est pas l'apanage exclusif des institutions médico-sociales telles que les Instituts médico-éducatifs, les Institutions de rééducation, les foyers d'adultes handicapés,

mais concerne également les institutions sociales comme les Maisons d'enfants à caractères sociales (MECS), les Foyers de l'enfance ou encore les Foyers de jeunes travailleurs.

Enfin, le référentiel de l'INSEE reste muet sur les compétences ou capacités développées par les assistantes sociales et les éducateurs spécialisés. Il se contente d'offrir une définition assez approximative de la profession et de lister les professions assimilées et les professions exclues de la rubrique.

Le référentiel du CEREQ est-il plus proche de la réalité professionnelle des travailleurs sociaux, apporte-t-il des éléments d'information supplémentaires notamment sur les activités, les compétences ou capacités ? C'est la question à laquelle nous allons nous intéresser tout de suite.

➢ La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel du CEREQ

En 1978, le CEREQ a créé un répertoire français des emplois parmi lesquels figurent les emplois-types des activités sociales. Ce répertoire est la référence le plus mobilisée par les auteurs d'ouvrages ou de travaux portant sur les professions sociales.

MISSIONS DES PROFESSIONS SOCIALES	
PROFESSIONS	**DEFINITION**
1. PROFESSIONS D'AIDE ET D'ASSISTANCE	
Assistant de service social (assistante sociale)	Travailleur social chargé de faciliter l'insertion sociale de familles ou d'individus connaissant des difficultés...par un soutien psycho-social ou matériel
Délégué à la tutelle aux prestations sociales	Travailleur social aidant des individus ou des familles, faisant l'objet d'une mesure administrative ou judiciaire de tutelle aux prestations sociales, par examen de la situation budgétaire et l'établissement d'un plan de gestion des ressources permettant aux intéressés de recouvrer leur autonomie financière
Conseillère en économie sociale et familiale (conseillère ménagère, monitrice d'enseignement ménager)	Travailleur social qui concourt à l'information et à la formation individuelles et collectives des adultes pour leur permettre d'améliorer leurs connaissances de la vie pratique quotidienne et du milieu social environnant
Travailleuse familiale	Travailleur social qui assure à domicile des activités ménagères et familiales et contribue à maintenir ou à rétablir l'équilibre dans les familles où il intervient
Aide ménagère	Effectue ou aide à effectuer des activités de soins courants, d'éducation et de ménage au domicile des familles
2. PROFESSIONS EDUCATIVES	
Educateur spécialisé	Travailleur social chargé, en dehors des heures de classe ou d'atelier, de l'observation et de l'éducation des enfants présentant des déficiences physiques ou psychiques ou des troubles du caractère et du comportement
Moniteur-éducateur	Participe à la prise en charge d'un individu ou d'un groupe de personnes handicapées ou inadaptées devant développer leurs capacités d'évolution et d'autonomie
Educateur technique spécialisé (éducateur d'atelier, moniteur technique)	Dispense à un groupe de handicapés une formation professionnelle contribuant à leur insertion sociale et professionnelle

Educateur de jeunes enfants	Organise des activités éducatives personnalisées afin de favoriser le développement des jeunes enfants
Aide médico-psychologique	Intervient auprès d'un groupe d'enfants gravement handicapés dans une relation individualisé de maternage thérapeutique et d'assistance
3.PROFESSIONS DE L'ANIMATION	
Animateur socioculturel (animateur)	Conçoit, organise et encadre des activités d'animation ou de développement social pour répondre aux besoins d'un groupe ou d'une institution dans le cadre d'un projet défini par le partenaire employeur

Source : CEREQ, Répertoire français des emplois, 1978

Ce répertoire appelle quelques observations.

Tout d'abord, répartir dans deux catégories professionnelles distinctes l'assistant(e) de service social et l'éducateur spécialisé nous paraît obsolète dans la mesure où, de plus en plus, il s'agit de travailleurs sociaux amenés à remplir des fonctions communes, d'aide, d'assistance et d'éducation.

Ensuite, la définition de la profession d'assistant(e) de service social, dont nous pouvons remarquer au passage qu'elle est masculinisée, est quasiment la même que celle proposée par l'INSEE. Nous renvoyons donc le lecteur aux critiques émises dans le paragraphe précédent.

L'éducateur spécialisé, quant à lui, continue d'être considéré comme une profession spécifiquement masculine.
Ce qu'en dit le CEREQ est pour le moins évasif et restrictif. Evasif dans la mesure où rien n'est évoqué à propos des modalités d'exécution du travail et où les activités se limitent à l'observation et à l'éducation. Restrictif à partir du moment où non seulement l'éducateur spécialisé n'est pas admis à travailler en classe ou en atelier alors que, dans les faits, il est amené à le faire, mais aussi ne s'adresse qu'à un type particulier de population : les enfants, alors qu'il intervient également auprès d'adolescents et d'adultes.
Enfin, le silence persiste sur les compétences et les capacités liées aux deux professions.

Ces différentes remarques alimentent une insatisfaction qui nous conforte dans la quête de données plus riches, permettant de circonscrire les professions d'assistant(e) de service social et d'éducat(rice)eur spécialisé(e).
Peut-être que le répertoire de l'ANPE, plus récent, offre de telles données. C'est ce que nous allons vérifier dès à présent.

➢ La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel de l'ANPE

Dans le ROME, les travailleurs sociaux appartiennent à la grande entité des professions du tertiaire[1], dans les administrations ou les services et, en particulier à la catégorie

[1] Par opposition aux professions industrielles et techniques qui constituent la seconde grande entité, et qui regroupent le personnel de l'agriculture et de la pêche, le personne du BTP et de l'extraction, le personnel du transport et de la logistique, le personnel de la mécanique, électricité et électronique, le personnel des industries de process, le personnel de type artisanal, la maîtrise industrielle, les techniciens industriels, les cadres techniques de l'industrie, les agents de maîtrise techniciens et cadres techniques hors industrie.

professionnelle[1] des « Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et le l'emploi » (23).
Elle se décline en deux domaines professionnels[2], celui des professionnels de l'intervention sociale et culturelle et celui des professionnels de l'intervention socio-économique.
Chacun de ces domaines renvoie à des emplois/métiers, unités de base de la nomenclature, qui sont répertoriées de la façon suivante :

	PROFESSIONNELS DE L'INTERVENTION SOCIALE ET CULTURELLE
Action sociale	• Informateur social • Intervenant d'action sociale
Action socio-juridique	• Chargé de protection des biens et des personnes
Action socioculturelle et de loisirs	• Animateur généraliste de loisirs • Animateur spécialiste d'activités culturelles et techniques • Animateur spécialiste d'activités sportives
Sport professionnel	• Professionnels d'activités sportives
Action socio-éducative	• Educateur-intervenant éducatif

	PROFESSIONNELS DE L'INTERVENTION SOCIO-ECONOMIQUE
Développement local	• Conseiller en développement local
Conseil en emploi et insertion professionnel	• Conseiller en emploi et insertion professionnelle

Source : SESI, La formation aux professions sociales en 1996/97.

✓ Les assistant(e)s de service social sont considéré(e)s principalement comme des intervenant(e)s d'action sociale.

En effet, l'assistant(e) de service social est présenté(e) comme une des appellations principales du titre générique d'intervenant(e) d'action sociale, auxquelles s'ajoutent des appellations spécifiques réunissant les conseillers en économie sociale et familiale, les conseillers sociaux, les conseillers du travail et les coordinateurs sociaux. Ce qui n'empêche pas que l'assistant(e) de service social puisse apparaître sous un autre titre générique comme par exemple celui du chargé(e) de protection des biens et des personnes, emploi/métier vers lequel le ROME renvoie expressément dans la fiche. L'objectif recherché par l'ANPE est d'éviter que la personne se trouve enfermée dans un seul espace à l'heure de la mobilité et de la flexibilité du travail.

L'intervenant(e) d'action sociale est défini(e) comme une personne qui :

- « *aide à résoudre des problèmes divers d'ordre social, administratif, socio-économique, posés par différents publics une quête d'une meilleure insertion sociale (personnes, familles, salariés...)* ;
- *informe, conseille et propose les dispositifs d'aide existants les mieux adaptés* ;
- *analyse la situation et engage les interventions de médiation nécessaires (courriers, enquêtes, démarches, accompagnement...)* ;
- *peut être spécialisé sur des champs d'intervention ou des publics particuliers* ;
- *anime ou encadre dans certains cas une petite équipe (responsabilité fonctionnelle ou hiérarchique)* ;
- *peut aussi être amené à gérer une petite structure* ».

[1] Une catégorie professionnelle croise le statut social avec un milieu professionnel d'appartenance dominant.
[2] Au nombre total de 61 et qui permettent un repérage des emplois/métiers qui se sont développés ces dernières années.

Les éléments constitutifs de cette définition portent sur :

- la finalité de l'intervention sociale qui se résume à une meilleure insertion sociale des usagers ;
- le public-cible qui rassemble toutes les personnes ayant des problèmes de nature sociale, administrative et/ou socio-économique ;
- les moyens mis en œuvre : l'information, le conseil, l'accompagnement, l'évaluation, l'orientation vers les dispositifs d'aide adaptés et la médiation ;
- la spécialisation de l'intervenant d'action sociale qui est possible dans certains domaines ou par rapport à des publics particuliers ;
- les responsabilités éventuellement assumées dans la gestion d'une équipe ou d'une structure.

Donc, l'intervenant(e) d'action sociale apparaît comme un professionnel qui mène, de manière généraliste ou spécialisée, des activités diversifiées auprès d'une population en difficultés en vue de favoriser son insertion sociale et, le cas échéant, assume des responsabilités dans le cadre de la gestion d'une équipe ou d'une structure.

Le répertoire donne ensuite des indications sur les conditions générales d'exercice :
« *L'emploi/métier s'exerce généralement dans un bureau et comporte des déplacements sur une zone géographique déterminée (visites à domicile, démarches auprès d'organismes, tenue de permanences...). L'activité s'effectue principalement sous la forme d'une relation bilatérale mais qui s'inscrit de plus en plus dans un travail d'équipe à l'intérieur comme à l'extérieur de la structure (travail partenarial ou inter-institutionnel). Elle nécessite dans tous les cas d'observer des règles de discrétion et, selon les structures, de respecter le secret professionnel* ».

Trois conditions principales se dégagent :

- tenant au lieu de travail : soit à l'intérieur de la structure du travail social, soit à l'extérieur dans le cadre de permanences, de visites au domicile des usagers, de rencontres avec des organismes ;
- tenant à la nature du travail : un travail relationnel soit bilatéral, soit plurilatéral d'équipe ou de partenariat ;
- tenant à l'éthique professionnelle en raison de l'obligation de se plier si ce n'est au secret du moins à la discrétion.

Autrement dit, l'intervenant(e) d'action sociale remplit sa mission à l'intérieur comme à l'extérieur de son institution, sur la base d'un travail relationnel individualisé ou partenarial, couvert par la discrétion ou le secret.

La formation et l'expérience sont également précisées :
« *Cet emploi/métier est accessible généralement aux titulaires d'un diplôme d'Etat de travailleur social (DE d'assistant de service social, DE d'éducateur, DE de conseiller en économie sociale et familiale...). L'accès aux emplois d'assistant de service social est strictement réglementé par la possession du diplôme d'Etat (DEAS). Selon les structures, le type d'interventions ou de publics, les recrutements peuvent être élargis à d'autres itinéraires de formation (droit, psychologie...), à d'autres diplômes (infirmière, puéricultrice...), à d'autres expériences professionnelles (formation des adultes...). Dans le secteur public, l'emploi/métier est accessible par concours sur titre ou sous certaines conditions de recrutement et de niveau de formation* ».

L'intervenant(e) d'action sociale est, en principe, titulaire d'un diplôme d'Etat de travailleur social de niveau III. Il n'est cependant pas exclu que des personnes provenant d'horizons disciplinaires différents comme le droit ou la psychologie ou des personnes ayant de l'expérience professionnelle puissent devenir intervenant(e) d'action sociale.
Pour intégrer cet emploi/métier dans le secteur public, le candidat est soumis au concours sur titre.

Enfin, des informations complémentaires sont apportées sur les compétences communes et les spécificités.

Le ROME définit la compétence comme « *un ensemble de savoirs, savoir-faire et savoir-être qui sont manifestés dans l'exercice d'un emploi/métier dans une situation d'activités donnée* ».
Parmi les compétences communes, une distinction est opérée entre les compétences techniques de base, les compétences associées et les capacités liées à l'emploi.
Les compétences techniques de base, déclinées à partir des activités, « *se présentent sous la forme de compétences communes et indispensables pour exercer l'emploi/métier* »[1] et « *croisent des savoirs et des savoir-faire nécessaires pour exercer les activités qui constituent le noyau dur de l'emploi/métier* »[2].
Les compétences associées rassemblent « *des savoirs et des savoir-faire complémentaires acquis au cours de formations ou d'expériences précédentes qui représentent des atouts pour cheminer et progresser dans l'emploi/métier* »[3].

Les capacités liées à l'emploi désignent les savoir-être inhérents à l'emploi/métier. Elles s'entendent comme « *des compétences cognitives (analyser les causes de dysfonctionnement, anticiper une panne...) ou sociales (travailler en équipe, déléguer des tâches...) qui accompagnent les nouvelles situations de travail ou l'utilisation d'équipements automatisés* »[4].

Les spécificités essaient de rendre compte de la diversité des situations de travail que l'emploi/métier peut recouvrir sur le marché du travail. Elles renseignent sur les activités spécifiques, le lieu d'exercice des activités et les conditions de travail.

[1] ROME, 1993, p.7.
[2] Id.
[3] Id.
[4] Id.

COMPETENCES COMMUNES	SPECIFICITES
• **Compétences techniques de base** -identifier, analyser la nature du besoin exprimé -informer sur les données administratives et législatives (cadre réglementaire, circuits administratifs, dispositifs mis en place) -conseiller et proposer les démarches, moyens et interlocuteurs les plus appropriés à la résolution du problème fixé -engager des interventions de médiation entre les usagers et les organismes concernés (courriers, rapports, interventions téléphoniques, démarches...) -évaluer régulièrement l'évolution des situations et réajuster éventuellement les interventions • **Compétences associées** -posséder des connaissances en sciences humaines -posséder des connaissances en droit et en économie -comprendre et se faire comprendre dans une langue étrangère • **Capacités liées à l'emploi** L'emploi/métier requiert d'être capable de -réagir avec pertinence aux situations d'urgence -être à l'écoute des autres -analyser des données et déduire des interventions appropriées -savoir travailler en concertation et en complémentarité	• **Activités spécifiques** Champs d'intervention -protection de l'enfance et de l'adolescence -action médico-sociale (éducation sanitaire...) -accompagnement de l'insertion sociale et professionnelle (conditions de travail, préformation...) -intervention en économie sociale et familiale (aide éducative budgétaire, gestion de contentieux administratifs et budgétaires) -action en direction de l'habitat, du logement (démarches auprès des services spécialisés d'hébergement...) -participation à des actions de développement social local Modes d'intervention -entretien individuel -intervention auprès de groupes, de familles -entretien téléphonique -autres Responsabilités exercées -coordination d'équipes de travail -participation à la formation du personnel -gestion d'une petite structure • **Lieu d'exercice de l'activité** Localisation -service d'action sociale -organisme de protection sociale -centre d'accueil, d'hébergement, d'insertion -établissement de soins -organisme logeur -établissement scolaire, universitaire -agence matrimoniale -autres Type de secteur -public -privé -associatif

Source : le ROME

Les compétences de base de l'intervenant(e) d'action sociale portent sur l'analyse, l'information, le conseil, l'intervention et l'évaluation. Pour les mettre en oeuvre, des connaissances sont requises en sciences humaines, en droit et en langue étrangère. L'intervenant(e) d'action sociale doit être capable de faire face à l'urgence, d'écouter les autres, d'analyser et de résoudre une situation problématique et de travailler en équipe.
Les champs d'intervention de cet emploi/métier sont diversifiés, allant du social au médico-social en passant par le socio-économique.
L'intervention prend deux formes principales : l'entretien individuel et l'action collective.
C'est un métier/emploi qui peut comprendre des responsabilités de coordination, de formation du personnel et/ou de gestion d'une structure.

Il s'exerce soit dans le secteur public, soit dans le secteur privé (associatif) dans de multiples structures.

- ✓ Les éducat(rices)eurs spécialisé(e)s prennent la dénomination centrale d'éducat(rices)eurs-intervenant(e)s éducati (ves)fs.

Le métier/emploi d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f concerne principalement les éducateurs et les animateurs et, spécifiquement, les accompagnateurs d'insertion, les aides médico-psychologiques, les animateurs de chantier d'insertion, les chefs de service éducatif, les délégués à la probation et au contrôle judiciaire, les éducateurs d'action éducative en milieu ouvert, les éducateurs de jeunes enfants, les éducateurs de prévention spécialisée, les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, les éducateurs de rue, les éducateurs spécialisés, les éducateurs techniques, les moniteurs d'atelier, les moniteurs-éducateurs, les travailleurs sociaux de l'Administration pénitentiaire.

L'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f

- « *conduit une action éducative auprès de différents publics (enfants, jeunes, adultes, personnes âgées) ayant des difficultés d'origine sociale, culturelle ou individuelle (psychologique ou physique) dans le but d'éveiller et de développer leurs capacités et leur personnalité et de favoriser leur intégration dans la vie sociale ;*
- *agit en fonction des objectifs de la structure et de la législation en vigueur ;*
- *peut être spécialisé sur des champs d'intervention (soins, judiciaire, insertion professionnelle...) ou des publics particuliers* ;
- *coordonne dans certains cas l'équipe éducative* ;
- *peut être amené à gérer une petite structure* ».

C'est un métier/emploi qui se détermine en fonction :

- de la finalité de l'intervention éducative qui est l'intégration ou la réintégration sociale des personnes en difficultés ;
- de la population visée, regroupant des personnes de tous âges présentant des problèmes sociaux, culturels, psychologiques ou physiques ;
- des moyens mis en oeuvre, à savoir l'éveil, le développement des capacités et de la personnalité des usagers ;
- de la subordination aux objectifs de la structure et aux lois ;
- de la spécialisation dans certains domaines ou par rapport à des publics particuliers ;
- des responsabilités assumées de coordination du personnel et/ou de gestion d'une structure.

En d'autres termes, l'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f, par le biais de l'éveil et du développement des capacités de toute personne en difficultés ou d'un public particulier, cherche à l'intégrer ou la réintégrer dans le respect des objectifs de la structure et des lois et peut prendre la responsabilité de coordonner du personne et/ou de gérer une structure.

Les conditions générales d'exercice sont explicitées ainsi :
« *L'emploi/métier s'exerce généralement dans le milieu socio-éducatif, mais dans des lieux très divers (établissements éducatifs, pénitentiaires, ateliers de formation, de travail, service de prévention ou de protection judiciaire de la jeunesse, ou en milieu ouvert). L'activité s'effectue principalement sous la forme d'une relation bilatérale (élargie à l'entourage), mais s'inscrit de plus en plus dans un travail d'équipe à l'intérieur comme à l'extérieur de la structure (travail partenarial ou inter-institutionnel). Les déplacements sont nombreux* ».

Elles sont au nombre de deux, relatives :

- au lieu de travail : des structures diversifiées du champ socio-éducatif ;
- à la nature du travail : un travail relationnel soit bilatéral, soit plurilatéral d'équipe ou de partenariat nécessitant de nombreux déplacements.

Au niveau de la formation et de l'expérience, il est stipulé que :
« *Cet emploi/métier est accessible le plus souvent à partir de formations de niveau IV à II sanctionnées impérativement par un diplôme d'Etat (DEES, CAFETS, DEEJE). Dans les autres cas, l'accès est possible à partir de formations et d'expériences acquises dans le domaine sanitaire et social. Dans le secteur public l'emploi/métier est accessible par concours sur titre ou sous certaines conditions de recrutement et de niveau de formation* ».
Peut occuper l'emploi/métier d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f, une personne qui possède un diplôme d'Etat de travailleur social ou qui peut se prévaloir d'une expérience dans le champ du travail social. Pour travailler dans le secteur public, le passage d'un concours sur titre est obligatoire.

D'autres indications viennent détailler la fiche en termes de compétences communes et de spécificités.

COMPETENCES COMMUNES	SPECIFICITES
• **Compétences techniques de base** -évaluer la situation individuelle, familiale, sociale de la personne -créer une relation éducative personnalisée en utilisant différents supports (actes de la vie quotidienne, activités de loisirs, de travail...) -maintenir ou recréer les liens avec les familles et l'environnement social • **Compétences associées** -pratiquer un sport -savoir jouer d'un instrument de musique -posséder un permis de transport en commun -comprendre et se faire comprendre dans une langue étrangère • **Capacités liées à l'emploi** L'emploi/métier requiert d'être capable de -s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire (psychologue, psychiatre, médecins, paramédicaux, enseignants spécialisés) -réagir avec pertinence à des situations d'urgence, de conflit ou d'agressivité -se former en permanence pour s'adapter à l'évolution des pratiques éducatives	• **Activités spécifiques** **Champs d'intervention** -activités éducatives -aides aux soins et aux déplacements des personnes dépendantes -activités d'insertion professionnelle (formation, recherche d'emploi, initiation au travail...) -prévention spécialisée de la délinquance -prévention et médiation sociale -aide à l'intégration sociale -réalisation d'enquêtes sociales et de bilans psychologiques -animation d'un atelier (médiations artistiques...) -accompagnement de publics spécifiques **Publics concernés** -enfants -préadolescents -adolescents -adultes -personnes âgées **Difficultés rencontrées** -handicaps physiques, sensoriels -déficiences intellectuelles et troubles de la personnalité -inadaptations sociales (délinquance, marginalité...) **Responsabilités exercées** -coordination de l'équipe éducative -administration et gestion d'une petite structure • **Lieu d'exercice de l'activité** -établissement éducatif -structure légère d'hébergement (appartements, foyers éclatés...) -service d'intervention éducative et d'accompagnement en milieu ouvert et de reclassement -centre d'aide par le travail, atelier protégé -structure d'insertion -établissement et service du ministère de la justice -à domicile • **Conditions de travail** -travail de nuit -astreintes

Source : le ROME

L'emploi/métier d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f exige des compétences relationnelles et d'évaluation. Les compétences relationnelles peuvent se développer à partir de différents supports comme la musique ou le sport. L'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f doit être capable de travailler en équipe, faire face à l'urgence ou au conflit, d'évoluer dans ses pratiques éducatives.

Les champs d'intervention sont nombreux : l'insertion professionnelle, la délinquance, la toxicomanie. La médiation sociale en fait partie. Or, comme nous l'avons signalé à propos des intervenant(e)s d'action sociale chez qui la fonction de médiateur est également reconnue, la médiation, même sociale, comprend une dimension juridique.

L'intervention vise tous les publics, jeunes et adultes, handicapés physiques ou mentaux et/ou inadaptés sociaux.
Des responsabilités peuvent être attribuées dans le cadre de la coordination du personnel ou de la gestion d'une structure.
Les structures de travail sont diversifiées que ce soit en internat ou en milieu ouvert.
C'est un emploi/métier soumis à des conditions de travail particulières, liées au travail en internat : travail de nuit et astreintes.

Manifestement, le ROME prend en considération les évolutions des professions sociales, et, en particulier, celles d'assistant(e) de service sociale et d'éducat(rice)eur spécialisé(e).

L'utilisation du terme « intervention sociale » donne le ton. C'est une expression qui a vocation à se substituer à celle, traditionnelle, de travail social, prenant acte du passage d'une logique interventionniste à une logique libérale provoqué par la décentralisation. Elle attire l'attention sur l'existence d'un service social nouveau marqué par plusieurs phénomènes :

- la spécialisation ou la « taylorisation » dans la mesure où « *les interventions sont de plus en plus segmentées, spécialisées aussi bien entre les différentes institutions du social qu'à l'intérieur de chacune d'elles* »[1],
- la finalisation fondée sur l'existence d'une quasi-obligation de résultat,
- la prescription, définie par les institutions politiques, qui vient « cadrer » la mission du travailleur social,
- la technicisation qui participe de la démystification du social.

Mais, pour autant, le service social ancien n'a pas disparu. Il continue d'être représenté par les travailleurs sociaux d'hier[2] qui traînent derrière eux un passé lourd de croyances, de vocations, de dons de soi, un passé facteur de professionnalité qui leur permet de conserver une place dominante.
Les « professionnels de l'intervention sociale » sont par conséquent des travailleurs sociaux nouvelle génération, qui résout la contradiction entre les compétences et les qualifications professionnelles traditionnelles et les règles du jeu actuelles du travail social.

Si l'introduction de cette dénomination nous semble pertinente, en revanche, la distinction entre l'intervention sociale et culturelle et l'intervention socio-économique ne nous paraît pas fondée. L'intervention sociale n'est-elle pas, en effet, la base de travail de l'ensemble des professions sociales ? Dans l'affirmative, la classification s'effectuerait ensuite selon la spécialisation dans un domaine particulier : économique, culturel, juridique, faisant la

[1] Michel AUTES & Bernadette DELAVAL, *Du travail social à l'intervention sociale. Un nouvel épisode des aventures fabuleuses du mouvement immobile*, op. cit.
[2] C'est-à-dire les trois professions sociales de référence : les assistants de service social, les éducateurs et les animateurs.

distinction entre les professionnels socio-économiques, les professionnels socio-culturels et les professionnels socio-juridiques.

Force est de constater ensuite que le système de classification adopté par le ROME rend difficile le repérage des professions d'assistant(e) de service social et d'éducat(rice)eur spécialisé(e). Car ces professions ne sont pas mentionnées comme des emplois/métiers, mais comme des « appellations », soit principales, soit spécifiques.
C'est une démarche qui prend en compte les cas où ces travailleurs sociaux n'occuperaient pas le poste d'assistant(e) de service social ou d'éducat(rice)eur spécialisé(e) mais, par exemple, celui de délégué(e) à la tutelle, d'éducat(rice)eur de rue, chef de service social ou socio-éducatif.
L'inconvénient est qu'elle oblige à rechercher, pour chaque fiche, si l'assistant(e) de service social ou l'éducat(rice)eur spécialisé(e) est appelé(e) à exercer l'emploi/métier d'intervenant social. C'est justement pour ne pas nous perdre dans le dédale de classifications que nous nous sommes limitée aux appellations principales. Ainsi, l'assistant(e) de service social est principalement amené(e) à exercer l'emploi/métier d'intervenant(e) d'action sociale, l'educa(trice)eur spécialisé(e) l'emploi/métier d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f.

En ce qui concerne ces deux emplois/métier, le répertoire reconnaît, à juste titre, qu'ils sont exercés à la fois par des hommes et par des femmes, nonobstant l'existence d'inégalités entre les deux.

Mais le véritable apport du ROME réside dans la richesse des informations fournies. Il ne se contente pas de donner une définition de l'emploi/métier. Il diffuse d'autres informations, très importantes, sur les conditions générales d'exercice, la formation, les compétences, les capacités et les spécificités.

Certes, des critiques peuvent être faites.
Tout d'abord, le vocabulaire est utilisé parfois de façon approximative. Par exemple, pourquoi, en évoquant la finalité de l'intervention sociale, choisir le terme d'insertion chez l'intervenant(e) d'action sociale et d'intégration chez l'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f ? Quelle est la différence entre les deux ? Est-elle justifiée ? Pour quelles raisons, en définissant le type de secteur des intervenant(e)s d'action sociale, le privé est-il séparé de l'associatif, alors que l'associatif relève du domaine privé ? Est-ce parce qu'il s'agit du domaine non lucratif ?
Pareillement, à la lecture de la rubrique consacrée aux compétences communes, en plus du fait que compétences et capacités y sont maladroitement mélangées, des connaissances sont assimilées à des compétences, des compétences à des capacités, etc. La pratique d'un sport ou la possession d'un permis de transport en commun est-elle une compétence ? La médiation est-elle une compétence ou un champ d'intervention, ou les deux en même temps ?
Des lacunes peuvent ensuite être observées. Par exemple, rien n'est dit sur les conditions de travail des intervenant(e)s d'action sociale, ni sur les publics auprès desquels ils interviennent, ni sur les difficultés rencontrées. Toujours en ce qui concerne cet emploi/métier, l'entreprise comme lieu d'exercice de l'activité a été oubliée. De même, l'utilisation de la mention « autres » dans la rubrique « modes d'intervention » n'apporte rien. Chez les éducat(rices)eurs-intervenant(es) éducati(ves)fs, aucune disposition n'apparaît à propos de l'éthique professionnelle, en particulier la confidentialité ou sur le type de secteur d'activités.

Toutefois, en dépit de ses imperfections, le référentiel de l'ANPE est beaucoup plus précis et conforme à la réalité professionnelle des assistants de service social et des éducateurs spécialisés que celui de l'INSEE ou du CEREQ. C'est justement cet effort de précision qui

montre l'élargissement de la reconnaissance administrative dont les professions sociales font l'objet actuellement.
Cet élargissement vaut-il pour la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux ? La dimension juridique est-elle seulement reconnue dans les référentiels ?

2.2. La reconnaissance de la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions administratives

Ni le référentiel de l'INSEE, ni celui du CEREQ n'apportent d'éléments d'information à propos des activités juridiques des assistants de service social et des éducateurs spécialisés. Dans le ROME, en revanche, un certain nombre d'indices laissent apparaître une dimension juridique.

En ce qui concerne l'intervenant(e) d'action sociale, tout d'abord, une de ses activités consiste à aider à la résolution de problèmes d'ordre administratif. Or, les problèmes administratifs sont, par nature, des problèmes juridiques. En effet, l'Administration ayant pour fonction d'assurer l'application des normes en vigueur, les problèmes administratifs peuvent être assimilés à des problèmes de non respect des normes. Ainsi, l'intervenant(e) d'action sociale aurait une activité socio-juridique de résolution de problèmes administratifs visant à faire respecter les lois, les règlements, décrets, circulaires, arrêtés, etc.

La médiation est présentée comme une autre de ses activités. C'est une pratique qui est née dans les années 60 aux Etats Unis afin de régler des litiges en dehors des juridictions. Sa naissance est liée à la crise des systèmes judiciaires. Par la suite, la médiation a été entendue de façon extensive comme un mode de régulation sociale. Elle apparaît comme « *un processus souvent formel par lequel le tiers tente, à travers l'organisation d'échanges entre les parties, de permettre à celles-ci de confronter leurs points de vue et de rechercher une solution* »[1]. Or, à l'heure actuelle, dans un contexte de juridicisation, le droit se présente comme le moyen le plus approprié, le plus efficace pour résoudre les conflits d'intérêts qui opposent deux ou plusieurs personnes. Etienne Leroy attire notre attention sur le fait que « *nous succombons en France à un culte du droit qui fait que toute expérience de régulation ne peut être saisie qu'à travers son langage, ad majorem iuris gloriam* »[2]. Médiation sociale[3], médiation pénale[4], médiation culturelle, médiation familiale[5]... toutes sont des formes de régulation sociale par le droit, toutes visent à rendre la justice. Et, l'activité de médiation de l'intervenant(e) d'action sociale, pas plus que celle des autres médiateurs, n'échappe pas à l'influence dominante du droit.

Le droit traverse également les activités de l'intervenant(e) d'action sociale en ce que celle-ci est, selon le ROME, liée au secret ou à la discrétion professionnelle. C'est donc par le biais de l'ethos, « *ensemble objectivement systématique de dispositions à dimension éthique, de principes pratiques* »[6], spécialement du principe de confidentialité, qu'une fois de plus, le droit s'enracine dans la pratique sociale des travailleurs sociaux.

---

[1] *Dictionnaire critique d'action sociale*, p.237.
[2] Etienne LEROY, *La médiation mode d'emploi*, Droit et Société n°29, 1995, pp.39-55.
[3] Dominique BONDU, *Nouvelles pratiques de médiation sociale, jeunes en difficultés et travailleurs sociaux*, op. cit.
[4] Jean-Pierre BONAFE-SCHMITT, *La médiation pénale en France et aux Etat Unis*, op. cit.
[5] Benoît BASTARD & Laura CARDIA-VONECHE, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Syros Alternatives, 1990, 261p.
[6] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p.133.

Parmi les compétences techniques de base attribuées à l'intervenant(e) d'action sociale, (mais ne s'agit-il pas plutôt d'une activité ?) figure celle d'informer sur les données administratives et réglementaires. L'information juridique est, par conséquent, reconnue comme une activité fondamentale et qui, par ailleurs, est à relier à celle, également reconnue, de médiation.

Ces activités d'information juridique et de médiation nécessitent, à la lecture de la fiche, des connaissances en droit, dont l'importance est révélée par le fait qu'elles sont évoquées en second, juste après les connaissances en sciences humaines.

Ainsi, de nombreux indices attestent de la reconnaissance, par le ROME, d'une dimension juridique dans l'activité sociale des intervenant(e)s d'action sociale ?

En va-t-il de même pour les éducat(rices)eurs-intervenant(e)s éducati(ves)fs ?

Le droit apparaît à trois reprises dans la fiche de l'emploi/métier : la première fois lorsqu'il est précisé que l'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f agit en fonction de la législation en vigueur, la seconde fois à propos de sa possible spécialisation dans le champ de l'action judiciaire, la troisième fois quand la médiation sociale est désignée comme un champ d'intervention.

La référence à la loi est quelque peu surprenante dans la mesure où tous les emplois/métiers s'exercent, en principe, dans le respect de la législation. Pourquoi, dès lors, introduire en particulier cette constatation à l'égard des éducat(rices)eurs-intervenant(e)s éducati(ves)fs ?

En revanche, la mention de la spécialisation dans le champ de l'action judiciaire paraît justifiée en raison de la filiation historique reliant la justice à l'éducateur dans le domaine de l'enfance inadaptée.
En effet, d'une part, dans le cadre de l'ordonnance relative à l'enfance délinquante du 2 février 1945[1], les éducateurs apparaissent comme les professionnels chargés de la mise en oeuvre des mesures éducatives décidées par la justice pénale des mineurs.
D'autre part, ils ont vocation à exécuter les mesures d'assistance éducative décidées par le juge des enfants en application de l'article 375 du code civil[2].

Quant à la médiation sociale, elle a été insérée lors de la révision du répertoire en 1996. Alors que, dans la fiche d'intervenant(e) d'action sociale, elle est considérée comme une compétence technique de base, ici, elle figure dans les champs d'intervention. Cette différence de classement laisse perplexe.
Enfin, toujours est-il que l'introduction de la médiation sociale est révélatrice de l'ancrage progressif du droit dans les activités des travailleurs sociaux et de la mobilisation accrue du droit comme mode de régulation des relations sociales.

---

[1] Ordonnance n°45-174, JO du 4 février 1945.

[2] « *Si la santé, la sécurité ou la moralité d'un mineur non émancipé sont en danger, ou si les conditions de son éducation sont gravement compromises, des mesures d'assistance éducative peuvent être ordonnées par la justice à la requête des père et mère conjointement, ou de l'un d'eux, de la personne ou du service à qui l'enfant a été confié ou du tuteur, du mineur lui-même ou du ministère public. Le juge peut se saisir d'office, à titre exceptionnel. Elles peuvent être ordonnées en même temps pour plusieurs enfants relevant de la même autorité parentale. La décision fixe la durée de la mesure sans que celle-ci puisse, lorsqu'il s'agit d'une mesure éducative exercée par un service ou une institution, excéder deux ans. La mesure peut être renouvelée par décision motivée* ».

Le ROME reconnaît chez ces deux catégories de professionnels de l'intervention sociale des activités de type juridique.

Pourtant, de manière encore plus explicite, le répertoire attribue à une catégorie professionnelle spécifique, « l'action socio-juridique ».

Les titulaires de cette action sont les « *Chargé(e)s de protection des biens et des personnes* » que le ROME appelle principalement délégués à la tutelle[1] aux prestations familiales et sociales ou tuteurs, spécifiquement, curateurs ou intervenants incapables majeurs.

Par définition, le chargé de protection des biens et des personnes « *exerce, sur mandat d'un juge (juge de enfants, juge des tutelles) des mesures de tutelles aux prestations familiales (saisie des allocations familiales) ou sociales (allocations adultes, handicapés...) ou des curatelles d'Etat (gestion des biens et revenus de personnes juridiquement reconnues « incapables »). A ce titre, il intervient auprès des personnes ayant des difficultés matérielles et budgétaires dans le but de les protéger et de leur apporter une aide éducative* ».

Il est donc mandaté par le juge des tutelles ou le juge des enfants en vue de suppléer les personnes adultes incapables de se prendre en charge.

« *L'emploi/métier s'exerce le plus souvent dans des services de tutelle habilités par la justice, gérés par des associations (Unions départementales d'associations familiales UDAF). L'activité nécessite d'être en contact direct avec les personnes concernées. Elle peut occasionner des déplacements fréquents* ».

« *Cet emploi/métier est accessible à partir de formations et d'expériences professionnelles diverses dans les domaines budgétaire et socio-juridique. Les fonctions de délégué à la tutelle nécessitent une expérience dans un service de tutelle validée par un certificat national de compétence ou l'un des trois diplômes d'Etat de travailleur social : assistant de service social, éducateur spécialisé, conseiller en économie sociale et familiale. Tout délégué à la tutelle fait l'objet d'un agrément nominatif par la préfecture* ».

Par conséquent, il n'existe pas de diplôme de délégué à la tutelle, seulement un certificat national de compétence[2] délivré conjointement par le préfet de région et le délégué régional de la Protection judiciaire de la jeunesse à :

- des assistants de service social ou des éducateurs spécialisés ou des conseillers en économie sociale et familiale justifiant de trois années d'exercice dans la profession correspondante, ayant effectué un stage d'adaptation dans un établissement de formation agréé ;
- des travailleurs familiaux, âgés de plus de 30 ans, justifiant de cinq années d'exercice de cette profession et ayant effectué un stage de promotion professionnelle dans un établissement de formation agréé.

Ainsi, aucune formation juridique spécifique ne leur est dispensée pour exercer leur action socio-juridique. Le délégué doit donc s'appuyer à la fois sur les connaissances juridiques acquises au cours de sa formation initiale d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé ou de conseiller en économie sociale et familiale et sur son expérience professionnelle. Il est remarquable que les assistants de service social et les éducateurs spécialisés soient désignés

[1] Les délégués à la tutelle ont été institués en 1966, par une loi n°66-774 du 18 octobre, JO du 19 octobre.
[2] Arrêté du 30 juillet 1977, Jo du 13 août.

comme les travailleurs sociaux compétents pour exercer une telle action. C'est reconnaître qu'ils détiennent des compétences juridiques ou socio-juridiques.

Parmi les compétences communes des délégués à la tutelle, figurent les compétences de base qui sont :

- « *évaluer la situation matérielle, familiale et sociale de la personne faisant l'objet de la mesure,*
- *opérer les interventions administratives et techniques nécessaires à la préservation des intérêts de la personne,*
- *aider la personne à améliorer le mode de gestion de son budget,*
- *rendre compte à l'autorité judiciaire de l'exercice des mesures* ».

La seule compétence associée mentionnée est :

- « *posséder des connaissances en droit (droit privé, droit administratif)* ».

Par conséquent, les délégués à la tutelle réalisent des interventions socio-juridiques visant à défendre les intérêts sociaux et juridiques ou administratifs des usagers. Pour ce faire, ils mobilisent des connaissances juridiques assez larges, connaissances préalablement acquises lors d'une formation initiale.
Les données fournies par le référentiel se montrent proches de la réalité. En effet, à l'issue d'une étude portant sur « *L'évolution des pratiques et transformation de la professionnalité des délégués* »[1], il ressort que ces derniers développent « *des interventions nécessitant des connaissances approfondies dans le domaine juridique pour démêler des situations complexes en matière de patrimoine et d'héritage, assister les personnes dans les procédures de divorce, dans les procès où elles sont impliquées, rechercher les meilleures solutions dans des situations litigieuses en matière de droit de la consommation* »[2].

Quant aux capacités, elles consistent à :

- « *créer une relation de confiance dans le cadre de l'exercice d'une mesure judiciaire,*
- *travailler en réseau avec les autres intervenants sociaux,*
- *réagir avec pertinence à des situations de conflits ou d'agressivité* ».

C'est un emploi/métier qui présente des spécificités, tant du point de vue des activités remplies, du lieu d'exercice des activités que des conditions de travail.
En ce qui concerne les activités, les mesures exercées sont la tutelle aux prestations familiales, la tutelle aux prestations sociales, la curatelle d'Etat. Des responsabilités peuvent être assumées dans le cadre de l'animation et de la coordination d'équipes.
Les délégués à la tutelle travaillent dans des associations agréées et des services parajudiciaires.
Ils sont amenés à faire des déplacements.

Conclusion

En définitive, le ROME de l'ANPE se présente, aujourd'hui, comme l'unique référentiel d'emplois ou de métiers qui reconnaît une dimension juridique transversale aux activités sociales des travailleurs (intervenants) sociaux. Il apparaît, dans ce référentiel, que le poids du

[1] Isabelle BENJAMIN, François MENARD & Christophe ROBERT, *L'évolution des pratiques et transformation de la professionnalité des délégués,* Recherche sociale n°143, 1997, pp.3-89.
[2] Id. p69.

droit est plus important dans les activités des assistants de service social que dans celles des éducateurs spécialisés.

Mais c'est à un emploi/métier spécifique que le répertoire attribue finalement des activités dites socio-juridiques, celui des délégués à la tutelle. Or, ce sont justement les assistants de service social et les éducateurs spécialisés qui sont, de par leurs connaissances juridiques acquises au cours de la formation initiale, amenés à exercer cet emploi/métier.
Autrement dit, ces travailleurs sociaux sont reconnus comme des professionnels qui remplissent soit des activités traversées par le droit en tant qu'intervenant(e)s d'action sociale ou éducati(ves)fs, soit des activités typiquement socio-juridiques en tant que délégués à la tutelle.

Après avoir établi le degré de reconnaissance politique et administrative, nous allons examiner l'état de la reconnaissance professionnelle des activités juridiques des assistants de service social et des éducateurs spécialisés.

§ 3. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES EMPLOYEURS

Introduction

Les assistants de service social comme les éducateurs spécialisés peuvent avoir deux statuts professionnels, selon la qualité de la personne qui les emploie.

Le SESI propose une répartition des assistants de service social en France par secteur d'activités au 1er janvier 1996 comme suit :

SECTEUR D'ACTIVITE	Total : 34291	100%
Etablissements de santé (1)	3984	11,62
Etablissements sociaux (2)	3659	10,67
Etablissements d'hébergement pour personnes âgées (3)	112	0,33
Conseils généraux et services conventionnés (4)	15312	44,65
DDASS-Etat	533	1,55
Etat (5)	4635	13,52
UCANSS (6)	3225	9,4
Caisses de sécurité sociale des mines	89	0,27
Mutualité sociale agricole	1157	3,37
Entreprises (7)	1585	4,62

(1) enquête auprès des établissements de santé publics et privés au 31 décembre 1995.
(2) établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficultés au 31 décembre 1995.
(3) au 1er janvier 1995.
(4) au 31 décembre 1994.
(5) enquête auprès des agents de l'Etat (INSEE) au 31 décembre 1994.
(6) UCANSS : ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale au 31 décembre 1995.
(7) emplois estimés à partir de l'enquête structure des emplois (INSEE) au 31 décembre 1994.

Selon les chiffres, les assistants de service social travaillent majoritairement dans le secteur public, surtout pour les Conseils généraux et, mais aussi pour l'Etat, les hôpitaux publics et les Maisons de retraite publiques.
Ils sont moins nombreux à travailler dans le secteur privé, composé des établissements

sociaux, des cliniques privées, des maisons de retraite privées, des organismes de protection sociale et des entreprises.

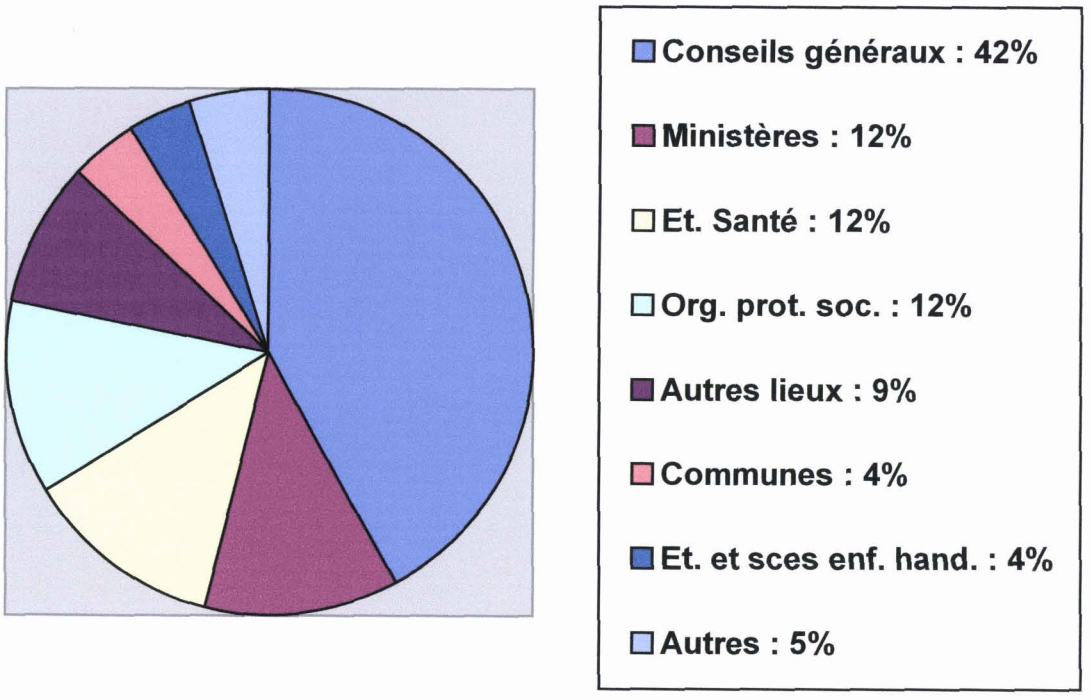
La tendance est inverse pour les éducateurs spécialisés, toujours selon les données du SESI datant du 1er janvier 1996.

SECTEUR D'ACTIVITE	Total : 45609	100%
Etablissements de santé (4)	nd	-
Établissements sociaux (1)	38208	83,77
Conseils généraux et services conventionnés	3121	6,84
DDASS-Etat et services conventionnés	162	0,36
UCANSS	478	1,05
Etat (3)	3640	7,98

nd : non disponible
(1) établissements et services pour enfants et adultes handicapés ou en difficulté.
(2) UCANSS : ensemble des organismes du régime général de la sécurité sociale
(3) enquête auprès des agents de l'Etat au 31 décembre 1994
(4) SAE 95

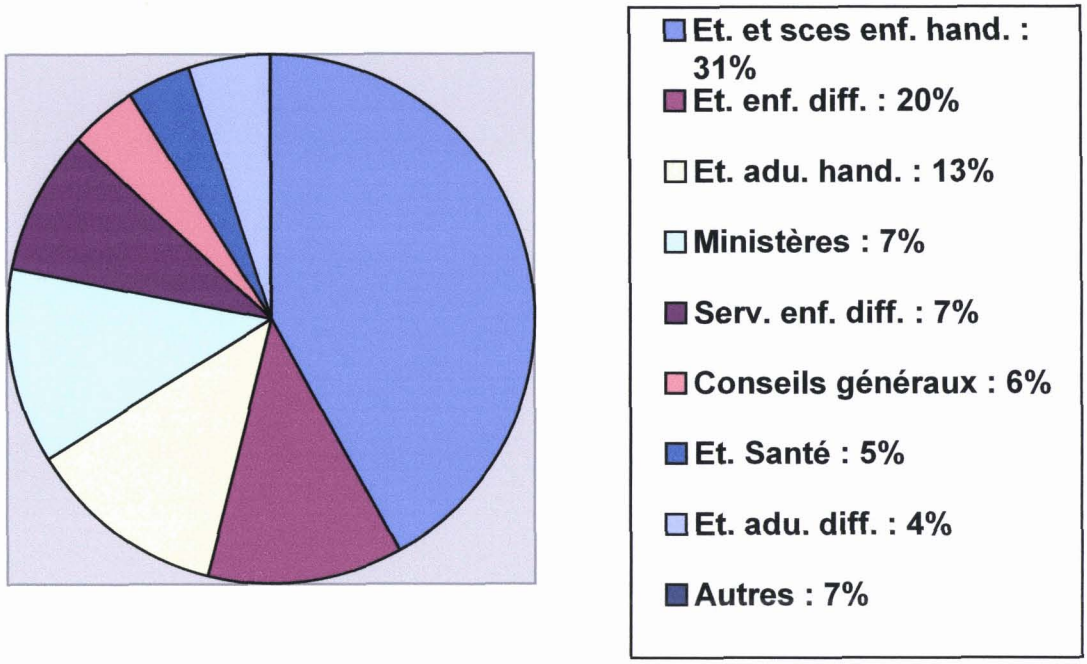
Ils sont beaucoup plus nombreux à exercer dans le secteur privé massivement représenté par les établissements sociaux des associations gestionnaires (loi de 1901), et de manière subsidiaire, par les organismes de protection sociale. Les personnes de droit public qui les emploient sont l'Etat et les Départements.
Cette tendance est confirmée par les chiffres plus récents que la Direction générale de l'action sociale (DGAS) nous apporte dans le cadre du *Schéma national des formations sociales 2001-2005*.

Les secteurs d'activité et employeurs des assistants de service social (38000 emplois)

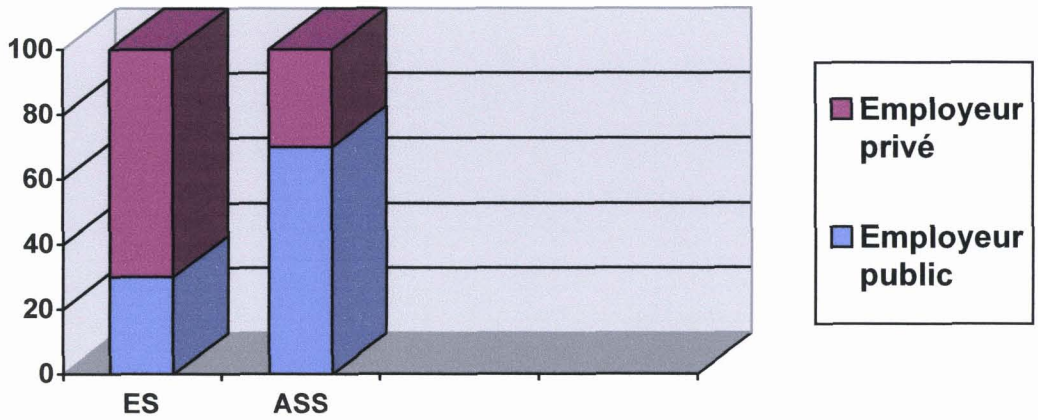


BU LILLE I

Les secteurs d'activités et employeurs des éducateurs spécialisés (55000 emplois)



Part des emplois publics et privés par profession au 1.1.1998



En raison de la dualité du statut professionnel chez ces deux catégories de travailleurs sociaux, nous étudierons séparément la reconnaissance des activités socio-juridiques par les employeurs publics et par les employeurs privés.

3.1. La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux par les employeurs publics

Le travail social ne constitue pas un service public spécifique. Les travailleurs sociaux, en tant qu'agents publics, sont soumis aux dispositions statutaires communes fixées dans la loi du 13 juillet 1983[1]. Cette loi précise les droits et obligations de l'ensemble des agents qu'ils relèvent de la fonction publique d'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction

[1] Loi n°83-634, JO du 14 juillet.

publique hospitalière. A titre indicatif, elle retient la liberté d'opinion, le droit syndical, le droit de grève, le droit à des conditions d'hygiène et de sécurité, le droit à la formation permanente, l'obligation de discrétion, le secret professionnel, l'obligation d'informer le public, l'obligation d'obéissance hiérarchique.

Les agents publics dépendent de l'une des trois fonctions publiques suivantes :

- la fonction publique d'Etat qui réunit les agents travaillant pour les ministères et les services déconcentrés comme par exemple les préfecture, les rectorats, en particulier les directions départementales ou régionales des affaires sanitaires et sociales (DDASS, DRASS) pour les travailleurs sociaux,

- la fonction publique territoriale qui concerne les agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les assistants de service social et les éducateurs spécialisés travaillant à l'Aide sociale à l'enfance (ASE), dans les Centres communaux d'action sociale (CCAS),

- la fonction publique hospitalière qui regroupe les agents des hôpitaux publics, des maisons de retraite, des établissements publics relevant des services départementaux de l'Aide sociale à l'enfance, des établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés, des centres d'hébergement et de réadaptation sociale publics.

L'agent titulaire est fonctionnaire. La loi considère comme des fonctionnaires d'Etat les personnes régies par les dispositions du statut général qui ont été nommées dans un emploi permanent à temps complet[1] et titularisées dans un grade de la hiérarchie de l'administration centrale de l'Etat, des services extérieurs qui en dépendent ou des établissements publics de l'Etat, ou dans un garde de la hiérarchie des Communes, des Départements, des Régions et de leurs établissements publics, des Offices HLM et des Caisses de crédit municipal, ou encore dans un grade de la hiérarchie des établissements hospitaliers.
L'agent non titulaire est contractuel, auxiliaire ou encore vacataire. Il fait partie de la fonction publique à partir du moment où il travaille pour un service public administratif et que ce service est géré par une personne publique.
Les fonctions publiques sont organisées en corps ou en grades d'emplois. Et les corps et cadres d'emplois sont classés en trois catégories : A, B et C. La catégorie A regroupe les emplois de direction, de conception et d'encadrement, la catégorie B les emplois d'application et de rédaction, la catégorie C les emplois d'exécution.

Les assistants de service social et les éducateurs spécialisés de la fonction publique territoriale ou hospitalière appartiennent au cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs. Ceux de la fonction publique d'Etat relèvent soit du corps des assistants de service social soit du corps des éducateurs spécialisés des instituts nationaux. Tous sont agents de catégorie B.

Maintenant que nous avons établi l'existence et l'importance des assistants de service social et des éducateurs spécialisés dans la fonction publique, il est l'heure d'analyser la manière dont les employeurs publics voient leurs activités et de considérer la place que le droit y occupe.

[1] Ou non complet dont la quantité de travail est égale au moins au mi-temps pour les fonctionnaires hospitaliers.

➢ **Au niveau de la fonction publique d'Etat**

Les assistants de service social et les éducateurs spécialisés de la fonction publique d'Etat travaillent soit au sein d'instances centralisées dépendantes du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, du ministère de l'Education nationale, du ministère de la Justice ou du ministère de la Santé, soit d'instances déconcentrées comme les DDASS ou les DRASS.

Des dispositions réglementaires distinctes s'appliquent aux deux catégories de travailleurs sociaux qui nous intéressent.

En vertu du décret du 1er août 1991 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'assistants de service social des Administrations de l'Etat[1], les assistants de service social « *exercent des fonctions visant à aider les personnes, les familles ou les groupes connaissant des difficultés sociales, à faciliter leur insertion et à rechercher les causes qui compromettent l'équilibre psychologique, économique ou social de ces populations. Ils mènent toutes actions susceptibles de prévenir et de remédier à ces difficultés dans le cadre de la politique d'action sanitaire et sociale du ministère dont ils relèvent* ».

Plusieurs activités peuvent être dénombrées : une activité d'aide, une activité de recherche des causes des difficultés d'insertion, une activité de prévention des difficultés d'insertion, une activité de résolution de ces difficultés.
Ces quatre activités ont pour finalité de favoriser l'insertion sociale, économique et psychologique des personnes.
Elles s'exercent dans le respect de la politique d'action sanitaire et sociale édictée par le ministère.

Selon le décret du 3 juin 1994 portant statut du corps des éducateurs spécialisés des instituts nationaux de jeunes sourds et de l'Institut national des jeunes aveugles[2], les éducateurs spécialisés « *assurent principalement des fonctions d'éducation, de prévention et de suite et des activités éducatives et parascolaires en faveur de jeunes déficients sensoriels, notamment par le développement de la communication et la compensation du handicap, l'accompagnement familial et l'intégration scolaire en milieu ordinaire, l'acquisition de l'autonomie et tout ce qui concourt à l'insertion sociale. Ils peuvent également exercer leur activité dans les services déconcentrés du ministère chargé des affaires sociales, en assurant des missions de protection, de soutien, d'information des personnes en difficulté et d'aide à leur réinsertion et leur autonomie* ».

Leurs activités consistent à éduquer, prévenir, accompagner, protéger, soutenir, informer.
Leur mission est d'insérer ou réinsérer de jeunes déficients sensoriels ainsi que toutes personnes en difficulté en favorisant leur autonomie.

A aucun moment, le droit n'apparaît de façon explicite comme un élément des activités des travailleurs sociaux. Force est de constater, qu'en tant qu'employeur, l'Etat ne reconnaît d'activités juridiques ni chez les assistants de service social, ni chez les éducateurs spécialisés.

Voyons à présent la position des collectivités territoriales sur cette question.

---

[1] Décret n°91-783, JO du 20août.
[2] Décret n°94-464, JO du 8 juin.

➢ **Au niveau de la fonction publique territoriale**

Les activités des assistants territoriaux socio-éducatifs, qui constituent le cadre d'emploi des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, sont définies par le décret du 28 août 1992[1] .

Celui-ci stipule qu'ils « *exercent des fonctions visant à aider les personnes, les familles ou les groupes connaissant des difficultés sociales, à restaurer leur autonomie et à faciliter leur insertion. Dans le respect des personnes, ils recherchent les causes qui compromettent leur équilibre psychologique, économique ou social. Ils conçoivent et participent à la mise en oeuvre des projets socio-éducatifs de la collectivité territoriale ou de l'établissement public dont ils relèvent* ».

Trois types d'activités se détachent : une activité d'aide à la résolution des problèmes rencontrés par les usagers, une activité d'évaluation des causes de ces problèmes, une activité de concrétisation des projets socio-éducatifs définis par l'employeur.

De plus, il est précisé que les assistants de service social « *ont pour mission de conseiller, d'orienter et de soutenir les personnes et les familles connaissant des difficultés sociales, de les aider dans leurs démarches et d'informer les services dont elles relèvent pour l'instruction d'une mesure d'action sociale. Ils apportent leur concours à toute action susceptible de prévenir les difficultés sociales ou médico-sociales rencontrées par la population et d'y remédier* ».

Leur mission consiste donc à mener, auprès de toute personne, d'une part des actions de prévention des difficultés sociales, d'autre part, des actions visant au règlement de ces difficultés.

Quant aux éducateurs spécialisés, « *ils ont pour mission de participer à l'éducation des enfants ou adolescents en difficulté d'insertion et de soutenir les personnes handicapées, inadaptées ou en voie d'inadaptation. Ils concourent à leur insertion scolaire, sociale et professionnelle* ».

Leur mission revient à insérer d'un côté les enfants mineurs, d'un autre côté les adultes handicapés ou inadaptés.

Alors que les assistants de service social travaillent auprès de toute personne, les éducateurs spécialisés, eux, sont censés intervenir auprès de populations très ciblées. La mission de prévention des assistants de service social les place en amont des situations sociales problématiques tandis que, par leur mission d'insertion, les éducateurs spécialisés se situent plutôt en aval.

Dans tous les cas, aucune dimension juridique n'apparaît dans la définition des activités des travailleurs sociaux. Pas plus que l'Etat, donc, les collectivités territoriale ne reconnaissent une quelconque activité juridique des assistants de service social et des éducateurs spécialisés.

[1] Décret n°92-843, JO du 28 août.

Peut-être que la définition proposée par les textes de la fonction publique hospitalière comporte une telle activité ?

- **Au niveau de la fonction publique hospitalière**

Le statut des assistants socio-éducatifs[1] de la fonction publique hospitalière est réglementé par le décret du 26 mars 1993[2].

Celui-ci précise que « *Les assistants socio-éducatifs ont pour mission d'aider les personnes, les familles ou les groupes qui connaissent des difficultés sociales à retrouver leur autonomie, et de faciliter leur insertion. Dans le respect des personnes, ils recherchent les causes qui compromettent leur équilibre psychologique, économique ou social. Ils participent à l'élaboration et à la mise en oeuvre du projet d'établissement dont ils relèvent ainsi que des projets sociaux et éducatifs. Ils participent à l'élaboration du rapport d'activité du service socio-éducatif* ».

La mission de l'assistant hospitalier socio-éducatif est définie dans les mêmes termes que celle de son homologue territorial. Une activité a cependant été ajoutée : l'élaboration du rapport d'activité.

Pour ce qui est des assistants de service social, ils « *ont pour mission de conseiller, d'orienter et de soutenir les personnes accueillies et leurs familles, de les aider dans leurs démarches et d'informer les services dont ils relèvent pour l'instruction d'une mesure d'action sociale. Ils apportent leur concours à toute action susceptible de prévenir les difficultés sociales ou médico-sociales rencontrées par la population ou d'y remédier. Ils assurent, dans l'intérêt de ces personnes, la coordination avec d'autres institutions ou services sociaux et médico-sociaux. Certains d'entre eux exercent les mêmes fonctions au bénéfice des personnels de l'établissement* ».

Ici, la formulation du décret du 28 août 1992 est reprise, complétée par deux phrases supplémentaires : les deux dernières.

Autrement dit, l'activité de l'assistant de service social consiste à mener auprès de toute personne, y compris membre du personnel de l'institution (employeur), des actions de prévention et de résolution des problèmes sociaux et à coordonner ses actions avec celles des institutions professionnelles du travail social.
L'activité supplémentaire est donc la constitution d'un capital social ou réseau ; ce qui s'explique de par l'intervention de multiples professionnels dans le règlement d'une même situation problématique. Plus surprenante est la mise à disposition de l'assistant de service sociale auprès des membres du personnel.

En ce qui concerne les éducateurs spécialisés, ils « *participent en liaison avec les familles, à l'éducation des enfants ou adolescents en difficulté d'insertion et sont chargés du soutien des personnes handicapées, inadaptées ou en voie d'inadaptation. Ils concourent à leur insertion scolaire, sociale et professionnelle au moyen de techniques et activités appropriées* ».

---

[1] Dans la fonction publique hospitalière, les assistants de service social et les éducateurs spécialisés entrent dans le cadre d'emploi des assistants socio-éducatifs.
[2] Décret n°93-652, JO du 28 mars.

Des éléments viennent compléter la définition de base empruntée au décret du 28 août 1992 : la liaison avec les familles et la mise en œuvre de techniques et activités appropriées. L'introduction de ces éléments vient certainement de la volonté de travailler de plus en plus avec les familles, en collaborant avec elles, faisant d'elles des partenaires ainsi que de faire des éducateurs (et autres travailleurs sociaux d'ailleurs) des techniciens.

Mais, finalement, la lecture des définitions des activités des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière n'apporte aucun indice de présence du droit.

Par conséquent, les employeurs publics, sans exception, restent silencieux sur l'existence d'une quelconque activité juridique des travailleurs sociaux.
Nous allons maintenant essayer de découvrir ce qu'en disent les employeurs privés.

3.2. La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux par les employeurs privés

Rappelons, en introduction, que la qualité de salarié de droit privé est attribuée au travailleur social à deux conditions :

- l'employeur est une personne privée comme par exemple une entreprise ou une association de la loi du 1er juillet 1901,
- un salaire est versé en contrepartie de la prestation de travail fournie selon les termes du contrat ; ce qui exclut les bénévoles.

L'employeur est en mesure de définir les activités de ses salariés dans deux occasions : l'élaboration d'une convention collective, la passation du contrat de travail. C'est donc en analysant le contenu de ces deux types de document que nous espérons trouver trace d'une dimension juridique des activités sociales des assistants de service social et des éducateurs spécialisés.

➢ La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux dans les conventions collectives

Si les salariés de droit privé sont principalement régis par le code du travail, de nombreuses dispositions résultent de conventions collectives.

La convention collective est un contrat écrit entre des organisations syndicales de salariés et d'employeurs, dont l'objet est la création de dispositions plus favorables aux salariés que celles des lois et règlements en vigueur.

Or, le champ du travail social est traversé par des dizaines de conventions collectives.

Les assistants de service social et les éducateurs spécialisés, salariés de droit privé du secteur social et médico-social, bénéficient spécialement des effets de l'une des deux conventions collectives suivantes :

- la convention collective d'hospitalisation privée à but non lucratif du 31 octobre 1951,
- la convention collective des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966.

La convention collective de 1951 a été conclue entre la Fédération des établissements

hospitaliers et d'assistance privée à but non lucratif (FEHAP) d'une part, et, d'autre part, la Fédération de la santé et de l'action sociale, la Fédération nationale des syndicats de services de santé et service sociaux CFDT, la Fédération des personnels des services publics et des services de santé Force ouvrière (FNAS-FO), la Fédération française de la santé et de l'action sociale CGC, la Fédération nationale des syndicats chrétiens des personnels actifs et retraités des services de santé et services sociaux CFTC.

Elle s'applique aux établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif et aux sièges sociaux des organismes gérant ces établissements lorsque leur activité est en grande partie consacrée à la gestion de ceux-ci. Les activités visées sont celles répertoriées sous les codes NAF de la nomenclature INSEE, comme par exemple :

- l'accueil et l'hébergement des personnes âgées en hospices, maisons de retraite, logements-foyers, résidences temporaires, résidences expérimentales,
- l'hébergement de personnes âgées en familles d'accueil,
- l'accueil, l'hébergement et la rééducation de mineurs handicapés,
- l'accueil, l'hébergement et la rééducation de mineurs protégés par suite d'une décision de justice, socialement en difficulté,
- les activités des établissements de la Protection judiciaire de la jeunesse,
- les activités des maisons maternelles,
- les crèches, garderies et halte-garderies,
- l'accueil, l'hébergement et la réadaptation d'adultes handicapés,
- l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement social de personnes ou de familles sans ressources et sans abri : errants, expulsés, réfugiés, sortants de prison, d'hôpital psychiatrique, d'établissement de désintoxication, etc.,
- les activités des centres d'aide par le travail (CAT), des centres de rééducation professionnelle (CRP) et des ateliers protégés.

C'est la seule convention collective du secteur social à avoir été étendue, par un arrêté du 27 février 1961[1], dont l'effet a été de rendre la convention obligatoire pour l'ensemble des employeurs compris dans son champ d'application. Mais, le texte contractuel initial, support de l'arrêté d'extension, a pratiquement disparu. Selon le Ministère chargé de l'Emploi, celui-ci est devenu caduc en application de l'article L.133-15 du code du travail[2]. Il s'en suit que la convention collective est opposable aux seuls établissements adhérents à la FEHAP.

Depuis 1951, elle a fait l'objet de très nombreux accords et avenants non étendus, dont les derniers ont porté sur la cessation anticipée d'activité[3], les salaires[4] et l'aménagement et la réduction du temps de travail[5].

Les signataires de la convention collective de 1966 sont, pour les syndicats employeurs, le Syndicat général des organismes privés sanitaires et sociaux à but non lucratif (SOP), le Syndicat national des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales (SNAPEI), le Syndicat national des associations pour la sauvegarde de l'enfant à l'adulte (SNASEA), pour les syndicats salariés, la CFTC-Santé sociaux, la FNAS-FO, la CGT-Santé et action sociale, la CFDST-Santé sociaux et la CGC du secteur sanitaire et social.

---

[1] JO du 14 mars 1961.

[2] En vertu duquel : « *L'arrêté d'extension d'une convention ou d'un accord devient caduc à compter du jour où la convention ou l'accord susvisé cesse d'avoir effet* ».

[3] Accord du 22-12-1995.

[4] Avenant du 19-05-1998.

[5] Accord du 01-04-1999.

Elle s'applique aux :

- organismes locaux d'action sociale et organismes sociaux à compétence générale assumant la responsabilité d'établissements et services pour l'enfance protégée, handicapée ou inadaptée assurant leur accueil, hébergement et rééducation,
- établissements ou services de protection des enfants maltraités et moralement abandonnés,
- établissements ou services d'éducation et d'enseignement spécialisé des mineurs déficients auditifs ou visuels,
- établissements ou services habilités à recevoir des mineurs délinquants ou en danger, placés par décision de justice,
- établissements de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux,
- établissements et services pour l'enfance inadaptée ayant passé convention pour recevoir des mineurs au titre de l'aide sociale aux infirmes, aveugles et grands infirmes,
- clubs et équipes de prévention,
- établissements pour adultes handicapés comprenant l'accueil, l'hébergement et, éventuellement, la réadaptation, l'insertion sociale et professionnelle.

Cette convention est également assortie de plusieurs avenants, notamment relatifs à la formation professionnelle, la cessation anticipée d'activité dans le secteur sanitaire, médico-social et social sans but lucratif, la création d'emplois par l'aménagement et la réduction du temps de travail.

En ce qui concerne l'assistant de service social, la convention collective de 1951 se contente de préciser qu'il appartient à l'un des groupes suivants :

- assistant social – assistant social polyvalent,
- assistant social responsable de service – assistant social moniteur – assistant social principal,
- assistant social chef – assistant social chef de circonscription – assistant social chef départemental.

Le classement dépend apparemment du niveau de responsabilités assumé.

Les éducateurs spécialisés, quant à eux, font partie du personnel éducatif, spécialement du groupe E2.

C'est tout ce que nous apporte la convention. Aucune information n'est donnée sur les activités de ces travailleurs sociaux.

Dans la convention collective de 1966, les éducateurs spécialisés et les assistants de service social font partie du personnel éducatif, pédagogique et social.

Est considéré comme éducateur spécialisé celui qui « *justifie :*

- *de la reconnaissance d'une qualification obtenue au titre des articles 6, 10 ou 11 des accords nationaux de travail ARSEA/ ANEJI du 16 mars 1958,*
- *d'un diplôme d'éducateur spécialisé délivré par une des écoles de formation d'éducateurs spécialisés figurant sur la liste annexée à la présente convention (annexe 3A),*
- *du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé*
- *du certificat national de qualification d'éducateur spécialisé régulièrement délivré*

par le CTNEAI au titre de l'action d'adaptation ».

La profession d'éducateur spécialisé n'étant pas sous le coup d'un monopole, d'autres que les diplômés d'Etat peuvent l'exercer.

Le statut d'assistant de service social est attribué à celui qui est diplômé d'Etat.
Une distinction est à faire entre l'assistant social spécialisé enfance et l'assistant social chef dont il est précisé qu'il a sous sa responsabilité technique jusqu'à trois assistants sociaux[1].

Finalement, pas plus que celle de 1951, la convention collective de 1966 ne précise le contenu des activités des assistants de service social et des éducateurs spécialisés.

Les activités juridiques des travailleurs sociaux, qui ne sont pas reconnues par les institutions professionnelles, dans les conventions collectives, le sont peut-être dans les contrats de travail.

➢ La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux dans les contrats de travail

La loi ne donne pas de définition du contrat de travail, dont la constitution repose sur le libre consentement des parties. C'est un contrat synallagmatique au sens du code civil[2], par lequel deux contractants, l'employeur et le salarié s'obligent réciproquement.

Ceux-ci ont donc, en principe, toute latitude pour faire figurer dans le contrat de travail les clauses de leur choix, à l'exception de celles qui sont contraires aux dispositions d'ordre public. C'est notamment le cas des clauses restreignant la liberté syndicale, de célibat, prévoyant une rémunération inférieure au SMIC.
D'une manière générale, le contrat de travail stipule la date de l'engagement, la fonction, la classification et le coefficient hiérarchique, l'horaire de travail, le lieu d'exercice de l'activité, le montant du salaire, la durée de la période d'essai, la durée des congés payés, le rattachement à la convention collective applicable, la durée du préavis.

Toutefois, dans les contrats de travail à durée déterminée, la liberté des parties est réduite. En effet, des clauses doivent nécessairement apparaître ainsi que l'article L.122-3-1 le prévoit, précisant le nom et la qualification du salarié remplacé, la date d'échéance du terme, la durée minimale du contrat, la désignation du poste de travail, l'intitulé de la convention collective applicable, la durée de la période d'essai, le montant de la rémunération et de ses différentes composantes, le nom et l'adresse de la caisse de retraire complémentaire ainsi que, le cas échéant, ceux de l'organisme de prévoyance.

Dans la mesure où les contrats de travail, peuvent ou doivent, selon qu'ils sont à durée indéterminée ou déterminée, comporter des informations sur l'activité des salariés, c'est en lisant ceux des travailleurs sociaux que nous pourrons attester de la reconnaissance professionnelle ou non de leurs activités juridiques.

---

[1] Au delà de trois assistants sociaux, le classement se fait par référence au classement fonctionnel des directeurs d'établissements et services.

[2] Article 1102 du code civil : « *Le contrat est synallagmatique ou bilatéral lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres* ».

Nous avons recueilli une dizaine de contrats de travail d'assistants de service social et d'éducateurs spécialisés, choisis en fonction du secteur d'activités, de façon à ce que les trois grands secteurs, enfance, handicap et exclusion soient équitablement représentés.

L'ensemble des contrats de travail précise la durée du contrat (durée déterminée, durée indéterminée), le temps de travail (temps plein, temps partiel), les conditions de rémunération.

Il y est fait mention :

- dans 90% des cas, de la convention collective applicable, du lieu d'exercice ou de l'affectation, de la fonction, des horaires de travail ;
- dans 70% des cas, de l'ancienneté, de la période d'essai, des congés et des obligations professionnelles. Celles-ci consistent à respecter le secret professionnel ou la discrétion professionnelle, le règlement intérieur, et, dans un cas, le principe de non discrimination ;
- dans 50% des cas, du régime de retraite et de prévoyance, de la rupture ou de la résiliation du contrat de travail ;
- dans 30% des cas, du renouvellement du contrat de travail, du remboursement des frais.

Lorsque la fonction est abordée, c'est généralement de façon très succincte. Le travailleur social est engagé comme éducateur spécialisé, comme assistant de service social ou comme délégué à la tutelle.
Seuls deux contrats apportent des précisions. Dans le premier, il est écrit que le travailleur social est « *engagé pour un travail de prévention spécialisée auprès des jeunes en difficultés d'insertion sociale et professionnelle* » ; dans le second qu'il est engagé « *pour apporter toute l'aide et l'accompagnement requis pour la fonction dans le souci constant du respect des intérêts et de l'autonomie des personnes concernées* ».
Il en résulte qu'aucun des contrats de travail ne fait état d'une quelconque activité juridique.

Force est de constater, que les employeurs ne reconnaissent, ni dans les conventions collectives, ni dans les contrats de travail, les activités juridiques des travailleurs sociaux.

CONCLUSION DU CHAPITRE

L'objet de ce chapitre était de montrer l'existence ou non de la reconnaissance sociale des activités socio-juridiques des assistants de service social et des éducateurs spécialisés. Dans le respect d'une démarche dialectique, nous avons pris en compte les positions, aussi bien dominantes que dominées, des différents acteurs du travail social, à savoir les institutions politiques, les institutions administratives, les institutions professionnelles.

En ce qui concerne les institutions politiques, autrement dit l'Etat, tout d'abord, il apparaît que, sans attribuer expressément aux travailleurs sociaux le territoire socio-juridique, celui de l'aide à l'accès au droit des personnes en difficultés, elles leur ouvrent des perspectives d'appropriation de ce territoire.
En effet, en tant qu'agents, investis d'une mission de service public de lutte contre l'exclusion, dotés d'un capital juridique retiré en partie de leur formation initiale, les assistants de service social et les éducateurs spécialisés sont aujourd'hui les mieux placés pour traiter les demandes juridiques des exclus.
Mais aucun texte juridique contraignant n'attribue, pour l'instant, aux travailleurs sociaux la mission de l'accès au droit des personnes démunies. Le monopole des activités juridiques que le législateur a accordé aux professions juridiques l'interdit.

Il n'empêche que, tout en ménageant les susceptibilités des juristes dont il a besoin pour légitimer l'exercice de la violence symbolique, l'Etat cherche à dégager la question de l'accès au droit de leur emprise, légalement justifiée. La solution trouvée est subtile. Tout en reconnaissant aux professionnels du droit la compétence exclusive de faire des consultations juridiques et de rédiger des actes sous seing privé, il estime, en revanche, que les activités d'information, d'orientation et d'accompagnement juridiques peuvent être partagées avec d'autres professions.
Certes, il ne dit pas de quelles professions il s'agit, mais il fait faire de nombreux rapports qui mettent en lumière le rôle déterminant joué par les services sociaux publics et privés.
L'investiture tacite des travailleurs sociaux à laquelle l'Etat est en train de procéder représente pour lui le double avantage, d'une part, de contourner les réticences des professions juridiques libérales à participer à la mission de service public d'accès au droit sans éveiller leur mécontentement, et, d'autre part, de satisfaire une demande juridique croissante des victimes de l'exclusion sans investissement supplémentaire.
C'est, finalement, une période plutôt propice à la reconnaissance politique des activités juridiques des travailleurs sociaux. Encore faut-il qu'ils la revendiquent.
Le jeu actuel de l'Etat favorise, en effet, la mise en oeuvre, par les travailleurs sociaux eux-mêmes, de stratégies subversives visant à délimiter un territoire professionnel socio-juridique qui appartiendrait à des non-juristes, des professionnels en possession d'un double capital professionnel, articulant des compétences sociales et juridiques : les assistants de service social et les éducateurs spécialisés.

En ce qui concerne les institutions administratives ensuite, c'est-à-dire les organismes publics statistiques chargés de définir les activités professionnelles en France, nous en avons retenu trois : l'INSEE, le CEREQ et l'ANPE, ceux-là mêmes qui s'intéressent aux travailleurs sociaux.
Sur les trois référentiels d'activités professionnelles proposés, un seul finalement met en lumière la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux. Il s'agit du Répertoire opérationnel des métiers et des emplois, le plus récent et le plus novateur.
Les assistants de service social et les éducateurs spécialisés sont des appellations qui figurent dans trois emplois/métiers, à titre principal dans l'emploi/métier d'intervenant(e) d'action

sociale ou d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f, et, à titre subsidiaire dans celui de chargé(e) de protection des biens et des personnes.
Chacun de ces trois emplois/métiers comprend une dimension juridique, « éparpillée » dans divers endroits de la fiche, aussi bien dans la définition, les conditions générales d'exercice, les compétences que dans les spécificités.
Dans la fiche de l'intervenant(e) d'action sociale, il est précisé :

- qu'il a pour mission d'aider les usagers à régler des problèmes d'ordre administratif, de les informer sur les données administratives et législatives, d'engager des interventions de médiation entre les usagers et des organismes ;
- qu'il travaille dans le respect des règles de discrétion ou du secret professionnel ;
- qu'il mobilise des connaissances en droit

Il ressort de tout cela que c'est un emploi/métier où le droit occupe une place importance tant du point de vue du contenu des activités : médiation, information juridique, résolution de problèmes administratifs, que du point de vue du cadre juridique des activités elles-mêmes : discrétion, secret.
Ainsi, le ROME reconnaît que l'intervenant(e) d'action sociale mène des activités juridiques obéissant au principe éthique ou déontologique de la confidentialité.
Pour ce qui de l'emploi/métier d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f, l'angle juridique est également abordé à la fois dans la définition et dans les champs d'intervention.
C'est un professionnel qui mène des activités judiciaires et/ou de médiation sociale dans le respect de la législation en vigueur. Autrement dit, le droit est présent tant dans le contenu que dans le cadre des activités.
Quant à l'emploi/métier de chargé(e) de protection des biens et des personnes, c'est-à-dire, plus simplement, de délégué(e) à la tutelle, susceptible d'être exercé tant par les assistants de service social que par les éducateurs spécialisés, il représente de façon spécifiquement l'articulation du droit et de l'intervention sociale.
Le délégué à la tutelle, mandaté par le juge, exécute des mesures de tutelle ou de curatelle visant à protéger la personne, sur le triple plan économique, social et juridique, en s'appuyant sur des connaissances en droit privé et en droit administratif.
C'est le professionnel type de l'action socio-juridique.
Les activités juridiques des travailleurs sociaux sont, en conséquence, clairement reconnues par l'institution administrative qu'est l'ANPE.
D'un côté, le droit est présenté comme transversal aux activités sociales des travailleurs sociaux dans les emplois/métiers d'intervenant(e) d'action sociale et d'éducat(rice)eur-intervenant(e) éducati(ve)f.
D'un autre côté, le droit est présenté comme inhérent aux activités globales des travailleurs sociaux exerçant l'emploi/métier de délégué à la tutelle.
Ce sont des activités ignorées par l'INSEE et par le CEREQ.

Les institutions professionnelles, qu'elles soient publiques ou privées, adoptent une position similaire vis-à-vis des activités juridiques des travailleurs sociaux, en demeurant silencieuses. Le silence des employeurs publics, qui ne sont autres que l'Etat et les collectivités territoriales, n'est pas étonnant dans la mesure où ce sont en même temps des institutions politiques dont nous avons pu constater qu'elles préféraient, pour le moment, demeurer dans l'implicite à l'égard des activités juridiques des travailleurs sociaux.

Nous pouvons finalement conclure que les activités juridiques des travailleurs sociaux ne sont reconnues expressément ni par l'Etat, ni par les employeurs mais que, cependant, elles le sont par l'ANPE. Nous arrivons donc à une vérification partielle de notre sous-hypothèse, du moins en ce qui concerne les instances administratives. En effet, si nous nous plaçons de ce côté, la reconnaissance des activités juridiques fait l'objet de réponses contradictoires. Nous

rencontrons tout aussi bien des positions positives (ANPE) que des positions négatives (INSEE, CEREQ). Globalement, les réponses sont en tension dialectique entre un pôle positif (la reconnaissance) et un pôle négatif (le silence).

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Cette deuxième partie a permis de démontrer l'existence des activités juridiques, et même leur développement depuis leur apparition que nous avons pu situer à la fin du 19ème siècle, en lien avec la résolution de la question du paupérisme par la justice sociale. Elle a aussi servi à mettre en exergue leur caractère transversal et les limites de la reconnaissance sociale dont elles font l'objet, ces deux aspects étant étroitement liés.

Il apparaît donc que les travailleurs sociaux remplissent effectivement des activités juridiques depuis que L'Etat a cherché à assurer la distribution des droits sociaux par des professionnels. Ces activités traversent le travail social dans ses différentes branches (sociale, économique, administrative, politique). Si elles sont reconnues c'est, pour le moment, essentiellement de manière implicite ; mais nous avons donné des éléments du contexte politique apparemment favorables à cette reconnaissance.

Toujours est-il que l'existence et le développement de ses activités sont à même de faire naître des besoins de formation aussi bien dans le domaine des compétences techniques pour ce qui concerne le traitement des demandes juridiques, que dans le domaine des compétences stratégiques pour ce qui concerne la reconnaissance de ces activités, leur orientation vers des objectifs d'émancipation des usagers. Ainsi, la médiation juridique, l'orientation des usagers vers les professionnels du droit compétents, les recours aux contrats pour réguler les relations du travail social, la transmission individuelle ou collective d'informations et de conseils juridiques, la distribution des droits sociaux reposent sur des compétences que la formation juridique des travailleurs sociaux a vocation à promouvoir aussi bien dans le cadre initial que dans le cadre permanent.

Ces compétences sont à envisager à la lumière de la position que les travailleurs sociaux occupent au croisement du droit et du travail social. C'est cette position que nous allons tenter de déterminer non seulement en fonction du contexte socio-économique lié à l'aide à l'accès au droit mais aussi en fonction du capital juridique et de ses limites que les travailleurs sociaux en exercice manifestent dans leurs actions.

TROISIEME PARTIE : L'ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

Quels sont les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux ? Ces besoins peuvent-ils être directement déduits des activités juridiques telles qu'elles sont remplies actuellement par les travailleurs sociaux ? Nous ne le pensons pas. En effet, pour développer le capital juridique des travailleurs sociaux et, indirectement celui des usagers, autrement dit pour en faire de véritables acteurs juridiques stratégiques, la formation juridique devrait les doter de capacités à la fois techniques et stratégiques. Or, non seulement les activités juridiques reposent sur la mise en oeuvre de capacités essentiellement techniques, mais encore elles ne permettent pas de connaître les enjeux sous-jacents de l'élévation du travailleur social au rang de professionnel de l'aide à l'accès au droit, enjeux dont il n'a pas systématiquement conscience. Notre sous-hypothèse consiste à dire, en effet, que les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux sont au croisement d'une triple série d'enjeux correspondant à la configuration des acteurs évoquée dans notre questionnement. La prise en compte de ces enjeux implique l'existence chez les travailleurs sociaux de capacités juridiques stratégiques qu'il reste à établir, en plus de capacités techniques dont le contenu des activités juridiques contient des éléments de définition.

Finalement, la définition de ces besoins repose sur une analyse permettant, à la fois de connaître les enjeux des activités juridiques des travailleurs sociaux aujourd'hui, et de la position sociale que ces derniers occupent en tant que professionnels de l'aide à l'accès droit. La connaissance des enjeux dépend de l'étude du contexte socio-économique dans lequel les activités juridiques sont réalisées. Cette étude sera principalement de nature documentaire. Quant à la position des travailleurs sociaux, sa détermination découle du capital juridique qu'ils possèdent, de ses limites mais aussi de ses possibilités de développement. Ce capital sera isolé à partir des résultats de l'analyse de contenu des entretiens réalisés auprès de vingt travailleurs sociaux.
C'est donc à partir de ces enjeux et de cette position que nous allons dégager les besoins de formation juridique.

Le premier chapitre sera consacré à l'analyse socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, le second au capital juridique des travailleurs sociaux.

CHAPITRE VI : LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

La question des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux peut légitimement être posée du fait que ces derniers remplissent des activités juridiques, ainsi que nous l'avons démontré dans le cadre du quatrième chapitre.

Leur définition dépend, en partie, du contexte social, économique, juridique et politique dans lequel ces activités s'inscrivent. Comme l'avertit Paul Demunter, « *une simple enquête auprès des personnes concernées ne suffit pas pour identifier les besoins. En effet, ces personnes peuvent avoir une représentation de leurs besoins médiatisée et déformée par l'idéologie dominante ou par la prégnance du modèle pédagogique dominant, ce qui, dans un sens, revient au même. C'est par une analyse socio-économique rigoureuse, menée de manière critique, qu'on peut espérer dire quelque chose de sensé à propos des besoins* [objectifs] »[1]. C'est à partir de cette observation que la cinquième sous-hypothèse a été élaborée. Nous soutenons que le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, la montée de l'exclusion et le développement des droits des exclus, mettent surtout l'accent sur un enjeu d'insertion juridique des exclus au nom de la paix sociale, laissant derrière les enjeux de professionnalité juridique des travailleurs sociaux et l'émancipation sociale par le droit des exclus.

Pour vérifier la pertinence de ces propos, un certain nombre de documents ont été analysés, à la fois des documents statistiques permettant, notamment, de mesurer l'exclusion et des textes de lois régissant les droits des exclus ou de ceux des usagers du travail social. En ce qui concerne l'émancipation sociale des usagers, ce sont les discours des vingt travailleurs sociaux interviewés qui ont servi de référence.

La relation entre l'exclusion et les droits fera l'objet des premiers développements. Puis, nous verrons comment les travailleurs sociaux, impliqués dans la lutte contre l'exclusion, se sont retrouvés face à des demandes croissantes de droits et on été amenés à développer des activités juridiques. Enfin, le dernier paragraphe permettra de déduire du contexte dans lequel ces activités se réalisent les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux.

[1] Paul DEMUNTER, *Comprendre la société*, op. cit., p.324.

§1. DE L'EXCLUSION AUX DROITS

Introduction

Dans quelle mesure l'exclusion a-t-elle joué le rôle de détonateur dans la production des droits ? Pour répondre à cette question, il est, tout d'abord, nécessaire de faire le point sur la notion d'exclusion. Traversant l'ensemble des discours, dotée d'une dimension universelle, celle-ci reste difficile à cerner. C'est seulement après l'avoir étudiée d'un point de vue conceptuel, que nous la considèrerons telle qu'elle se présente dans les faits.

1.1. L'exclusion

➢ L'exclusion, une notion difficile à cerner

L'exclusion, qui apparaît à la fin des années 70, marquées par la crise économique en Europe, est un terme flou, dépourvu d'une définition communément admise.
La multiplication des notions destinées à rendre compte de l'exclusion contribue à épaissir le brouillard autour de celle-ci.

Michel Autès retient trois notions, « *les trois figures de l'innommable* » : la disqualification, la désinsertion et la désaffiliation.

La disqualification est une notion que l'on doit à Serge Paugam[1]. Pour lui, *« dans les sociétés modernes, la pauvreté [la nouvelle pauvreté, c'est-à-dire l'exclusion] n'est pas seulement l'état d'une personne qui manque de biens matériels, elle correspond également à un statut spécifique, inférieur et dévalorisant, marquant profondément l'identité de ceux qui en font l'expérience »*[2].
Partageant en cela l'opinion de Georg Simmel[3], il soutient qu'un individu est disqualifié à partir du moment où il est assisté. L'assistance, qu'il compare à « une cérémonie de dégradation statutaire », serait l'instrument de reconnaissance de l'infériorité sociale d'une personne.
A partir de là, il dégage trois catégories de « disqualifiés » qui se distinguent par le degré de leur engagement dans l'assistance, depuis l'entrée jusqu'à la sortie. Les « fragiles » ne sont pas encore définitivement entrés dans l'assistance, n'y faisant appel que de façon ponctuelle. Les « assistés », eux, y sont engagés de façon permanente, vivant des produits de la protection sociale. Quant aux « marginaux », ils tentent d'en sortir en adoptant un mode de vie différent.

La désinsertion, notion introduite par Vincent de Gauléjac et Isabel Taboada Léonetti[4], met l'accent sur l'aspect symbolique de l'exclusion.

---

[1] Serge PAUGAM, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, op. cit.
[2] Id., p.15.
[3] *« C'est à partir du moment où ils sont assistés, peut-être même lorsque leur situation pourrait normalement donner droit à l'assistance, même si elle n'a pas encore été octroyée, qu'ils deviennent partie d'un groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne reste pas unifié par l'interaction entre ses membres, mais par l'attitude collective que la société comme totalité adopte à son égard »* (1908), Georg SIMMEL, *Les pauvres*, PUF, 1998, 102p.
[4] Vincent de GAULEJAC & Isabel TABOADA-LEONETTI, *La lutte des places : insertion et désinsertion* EPI, 1994, 286p.

La mise à l'écart de la société, enclenchée par la perte d'emploi ou la rupture de relations, est renforcée par le regard que les autres portent sur l'exclu. Celui-ci apparaît aux yeux des personnes « insérées » comme un élément non conforme aux normes sociales établies, déclassé. Cette représentation négative engendre un perte progressive des liens sociaux, familiaux, amicaux, professionnels. Une véritable opération de retrait d'identité, de dépersonnalisation se déroule alors. C'est comme si la personne était effacée du monde social.

La désaffiliation[1], notion utilisée par Robert Castel, repose sur l'absence de travail et sur l'isolement social d'un individu, qui aboutissent respectivement à une non intégration et à une non insertion.
L'auteur repère quatre zones dans l'espace social dans lesquels les individus peuvent être classés en fonction de leur situation matérielle et relationnelle. Les frontières entre ces zones sont étanches, la situation étant susceptible d'évoluer soit positivement, soit négativement.

Voici schématiquement comment Robert Castel découpe l'espace social :

	ESPACE SOCIAL			
Degré de cohésion	Zone d'intégration	Zone de vulnérabilité	Zone de désaffiliation	Zone d'assistance
	Garanties d'un travail permanent Supports relationnels solides	Précarité du travail Fragilité relationnelle	Absence de travail Isolement social	Absence de travail Supports relationnels solides

Ces trois notions éclairent partiellement le phénomène d'exclusion, mais n'en donnent pas une vision d'ensemble, même additionnées. Cependant, elles présentent au moins l'avantage de faire avancer vers une définition globale.
Elles permettent de concevoir l'exclu comme un individu dépourvu de capital matériel et relationnel et regardé comme tel.
Mais, pour autant, les exclus constituent-ils une classe ? C'est une question qui, pour le moment, reste en suspens.
Il n'existe pas une définition de l'exclusion. Beaucoup traitent de l'exclusion sans la définir, soit parce qu'ils ne la considèrent pas comme un concept, soit parce qu'ils n'en voient pas l'intérêt. Très fréquemment, à tort, la pauvreté est assimilée à l'exclusion.
La tâche est donc ardue que de vouloir approcher avec exactitude et rigueur le phénomène de l'exclusion, comme le souligne Julien Freund dans sa préface à l'ouvrage de Martine Xiberras sur *Les théories de l'exclusion*[2] : *« En fin de compte, la notion d'exclu est en train de subir le même sort de la plupart des termes qui ont été consacrés de nos jours par la médiocrité des modes intellectuelles et universitaires : elle est saturée de sens, de non-sens, et de contresens ; finalement, on arrive à lui faire dire à peu près n'importe quoi, y compris le dépit de celui qui ne peut obtenir tout ce à quoi il prétend »*[3].

[1] Robert CASTEL, *De l'indigence à l'exclusion, la désaffiliation. Précarité du travail et vulnérabilité relationnelle*, pp.137-168 in Jacques DONZELOT (sous la direction de), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, op. cit.
[2] Martine XIBERRAS, *Les théories de l'exclusion*, op. cit.
[3] Id., p.11.

Martine Xiberras pense que le processus de l'exclusion commence *« par une défaite des futurs exclus qui seront peu à peu rejetés pour leur non-conformité au modèle des vainqueurs »*[1].
L'exclusion est considérée comme le produit des rapports de domination, entre vainqueurs et vaincus d'une part, et qu'elle rejetée par le corps social d'autre part.
La réaction de rejet du corps social réapparaît dans la définition de l'exclu, *« celui qui est rejeté hors de nos espaces, de nos marchés matériels et/ou symboliques, hors de nos valeurs »*[2][à nous, les occidentaux qui représentons le modèle dominant].

L'origine de l'exclusion et la réaction qu'elle provoque étant qualifiées, Martine Xiberras propose de délimiter son champ d'application. Selon elle, l'exclusion porte sur les espaces, les marchés matériels, les marchés symboliques et les valeurs. Ce qui fait de l'exclu une personne rejetée physiquement, géographiquement, matériellement et relationnellement, à commencer par l'Etat. Le Conseil économique et social voit dans l'exclusion « *l'absence d'une ou plusieurs des sécurités, notamment celles de l'emploi, permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs obligations professionnelles, familiales et sociales et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives. Elle conduit à la plus grande pauvreté quand elle affecte plusieurs domaines de l'existence, qu'elle devient persistante, qu'elle compromet les chances de réassumer ses responsabilités et de reconquérir ses droits pat soi-même dans un avenir prévisible* ». C'est sur les deux caractéristiques de l'exclusion, insécurité et déresponsabilisation, que s'enracine la défiance de l'Etat.

Ces quatre niveaux correspondent aux quatre types de capital dégagés par Pierre Bourdieu : le capital économique (marchés matériels), le capital culturel (valeurs), le capital social (espaces) et enfin, le capital symbolique.

Finalement, l'exclu peut être considéré comme un individu qui est privé de capital économique (absence de revenus en raison du chômage), social (rupture des relations avec les membres de la société, des réseaux[3]), culturel (absence de diplômes, de qualifications, de biens culturels), et symbolique (privation d'une reconnaissance sociale). Contrairement au pauvre qui est doté d'une petite quantité de capital, l'exclu en est dépourvu. C'est, en quelque sorte, le pauper du 19ème siècle. Tel est le point de vue de Robert Castel, *« De même que le paupérisme du 19ème siècle était inscrit au cœur de la dynamique de la première industrialisation, de même la précarisation du travail est un processus central, commandé par les nouvelles exigences technologico-économiques de l'évolution du capitalisme moderne. Il y a bien là de quoi poser une « nouvelle question sociale » [celle de l'exclusion] qui a la même ampleur et la même centralité que celle que le paupérisme soulevait dans la première moitié du 19ème siècle, à l'étonnement des contemporains »*[4]. Autrement dit, le paupérisme était au capitalisme d'hier ce que l'exclusion est au capitalisme d'aujourd'hui : une question sociale, c'est-à-dire « *une aporie fondamentale sur laquelle une*

---

[1] Id., p.17.
[2] Id., p.21.
[3] Pierre GESLOT met l'accent sur le rôle de la destruction des réseaux dans l'exclusion. Selon lui, celle-ci provient de la rupture des liens faibles (objets, argent) et des liens forts (famille, amis). La rupture des liens faibles est due à l'impossibilité pure de l'échange (chômage=mise au ban des marchés), mais surtout son irréversibilité tient à l'impossibilité de garantir la confiance par la présentation d'objets conventionnels. La rupture des liens forts résulte d'une mise à l'épreuve : la situation de précarité fait peser sur eux la charge de la survie de l'exclu, ce qui est au mieux qu'une de leurs fonctions secondaires (la famille n'a pour but d'assurer la survie de l'individu que jusqu'à un certain âge), in *Une analyse économique des processus d'exclusion*, L'Harmattan, 1997, 220p.
[4] Robert CASTEL, *Les métamorphoses de la question sociale*, op. cit., pp.409-410.

société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture ; un défi qui interroge, remet en question la capacité d'une société à exister comme un ensemble lié par des relations d'interdépendance »[1].

Pour neutraliser les effets nocifs de l'exclusion (les rébellions, les émeutes), la classe dominante a élaboré un système de distribution de droits sociaux dont la dernière grande manifestation publique est, en France, la loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions[2] dont l'objet est de « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* »[3].

➢ L'exclusion en France

La guerre que les Etats Unis déclarent à la pauvreté dans les années 1960 fait naître, en France, dans les années 70, sur fond de crise économique, l'idée d'une nouvelle question sociale : comment éliminer la pauvreté ? Toute l'action sociale s'organise désormais autour de la thématique de l'exclusion, considérée comme le résidu du progrès social. Elle s'est d'abord concentrée sur les jeunes en favorisant la formation et les stages d'insertion, puis, au cours des années 80, au chômage de longue durée, en pleine croissance. Depuis, la situation ne s'est guère améliorée. Au contraire, non seulement plus d'un actif sur dix se trouve au chômage, mais les emplois précaires se sont développés, plaçant leurs titulaires dans une exclusion potentielle.

Pourtant, les dispositifs de lutte contre le « chômage d'exclusion » se sont multipliés. Mais, ni l'instauration d'un revenu minimum d'insertion (RMI) en 1988, ni les mesures d'aide à l'emploi et à la formation professionnelle n'en sont venues à bout. Pire, le chômage des jeunes s'est aggravé, encourageant l'Etat à prendre des mesures drastiques à la fin des années 90 sur la base du programme *Nouveaux services – nouveaux emplois* dits *Emplois-jeunes*. En 1998, la loi contre les exclusions[4] vient renforcer les moyens[5] consacrés à l'emploi, dans le cadre du programme gouvernemental de prévention et de lutte contre les exclusions. Si les effets de cet effort financier se sont faits ressentir, avec notamment une baisse des effectifs du RMI, il n'en demeure pas moins, ainsi que le bilan d'application de la loi contre les exclusions[6] le relève, que de nombreuses personnes restent touchées. Celui-ci conclut, en effet, que « *les réponses de terrain restent encore insuffisantes, même si de nouvelles initiatives sont prises* », qu' « *il reste encore à approfondir le traitement de facteurs sociaux lourds de l'exclusion* », que « *c'est à ces conditions, et en s'appuyant sur des acquis très substantiels, qu'on pourra le mieux répondre à la demande d'un pacte national contre l'exclusion* »[7]. Ces recommandations préfigurent à un second programme qui portera une attention particulière à deux catégories de personnes, exclus d'entre les exclus : les SDF et les étrangers.

---

[1] Id., p.18.
[2] Loi n°98-657, JORF du 30-07-1998
[3] Article 1er alinéa2.
[4] Loi n°98-657 du 29-07-1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, JORF du 31-07.
[5] 33,5 milliards sur trois ans.
[6] IGAS, *Premier bilan de la mise en oeuvre de la loi relative à la lutte contre les exclusions*, La Documentation française, 2000, 175p.
[7] Id., p.142.

La persistance de l'exclusion est également pointée par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Dans son rapport 2001-2002[1], il fait état d'une stabilité de l'exclusion monétaire, résultant de l'insuffisance des ressources, depuis la fin des années 90.7% des ménages, soit 4,5 millions de personnes, seraient sous le seuil de pauvreté[2]. 11 à 12% connaissent, un jour ou l'autre, des difficultés majeures surtout en matière de logement et d'endettement. Si la reprise économique a permis la diminution du nombre de bénéficiaires du RMI ou de l'allocation spécifique de solidarité en 2000, ce phénomène n'a pas enrayé l'évolution de l'exclusion. Certaines catégories de personnes sont apparues aux frontières de l'exclusion. Il s'agit des salariés précaires, en contrat à durée indéterminée, en intérim et/ou en temps partiel. D'autres encore sont venues grossir les rangs, dépourvues de toutes ressources, en particulier les familles étrangères et les demandeurs d'asile. Dans le même temps, les discours sécuritaires se durcissent. La répression de la mendicité[3] fait son grand retour. Elle représente un indicateur du niveau de seuil de tolérance de l'exclusion. Déjà, plusieurs arrêtés municipaux interdisaient de mendier sur la voie publique. Aujourd'hui, c'est sur le plan national et par la voie pénale que sa condamnation s'organise. Le projet de loi pour la sécurité intérieure incrimine (à nouveau) la mendicité lorsqu'elle est exploitée par des filières mafieuses ou lorsqu'elle prend la forme de demandes de fonds sous contrainte, notamment sous la menace d'animaux dangereux. Dans ce dernier cas, le délit est puni de 6 mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende.

Les inégalités tendent donc sinon à s'accroître du moins à se cristalliser. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot[4] portent à notre connaissance que, sur le plan économique, l'écart entre les riches et les exclus tend à se creuser. En se basant sur les statistiques du Conseil des impôts et de l'INSEE, ils montrent l'existence d'une concentration de la fortune. Les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus fortes que les inégalités de revenu : « *Alors que les écarts de niveaux de vie entre les 10% les plus pauvres et les 10% les plus aisés sont dans un rapport de 1 à 4 environ, les écarts de patrimoine brut entre les 10% les plus riches et les 10% les moins pourvus sont de l'ordre de 1 à 80* »[5]. Elles sont renforcées dans certaines parties du territoire. Ainsi, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, dans son rapport 2001-2002, met en avant la pénalisation du nord et du sud de la France. Selon lui, ces deux régions souffrent d'un problème majeur qui est la faiblesse de l'emploi disponible. Les villes de Marseille, Toulouse et Lille sont montrées du doigt.

Dans le Nord/Pas-de-Calais, secteur choisi pour mener notre enquête, les situations d'exclusion sont plus dégradées qu'ailleurs. En effet, selon une étude de l'INSEE[6], c'est une région particulièrement touchée, le Pas-de-Calais étant plus sinistré encore que le Nord. Les revenus des habitants sont inférieurs à la moyenne nationale, le chômage supérieur à cette moyenne et le nombre de bénéficiaires des minima sociaux ne cesse de croître.
En 1992, le revenu annuel moyen net imposable d'un foyer fiscal du Nord/Pas-de-Calais est de 74000f contre 84000f pour la moyenne française. Plus d'un ménage sur deux bénéficie d'une prestation CAS et 40% d'entre eux sont dans une situation financière en dessous du seuil de pauvreté. Fin 1994, cette région compte près de 186000 allocataires de minima sociaux (RMI, AAH, API...). Au 31 décembre 1994, 274000 personnes sont inscrites à

---

[1] Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, Rapport 2001-2002, La documentation française, 127p.
[2] En 2001, 564 euros ou 3700f par mois pour une personne ; 1184 euros ou 7700f pour un couple avec deux enfants.
[3] Depuis 1994, date de refonte du code pénal, la mendicité n'était plus une infraction.
[4] Michel PINÇON & Monique PINÇON-CHARLOT, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2000, 121p.
[5] Id., p.12.
[6] INSEE du Nord/Pas-de-Calais, *Pauvretés dans le Nord/Pas-de-Calais*, Profils n°43, 1996, 31p.

l'ANPE. La progression est de 22% depuis 1987, mais deux fois plus importante pour les chômeurs de longue durée.

Depuis quelques années, la volonté de faire des exclus un public-cible prioritaire pour les services sociaux et médico-sociaux s'est accentuée. Dans le cadre de la préparation du XI[ème] Plan[1], le rôle central de l'Etat dans le maintien de la paix sociale est réaffirmé à travers son engagement dans la lutte contre l'exclusion : « *La prévention et le traitement de l'exclusion s'inscrivent dans la continuité d'un système de protection sociale et de services publics sociaux qui garantit le plus grand nombre contre les risques d'exclusion* ». Initialement combattue par l'économique, l'exclusion est, par la suite devenue, la proie du juridique.

1.2. Des droits en réponse à l'exclusion

En France, l'exclu est le sujet d'un droit à la subsistance. Le préambule de la Constitution stipule que « *la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement* »[2]. Il s'agit de satisfaire ses besoins essentiels en matière de santé, de logement, de travail etc., en lui attribuant des droits.
S'il est un usager du travail social, ce qui est souvent le cas, l'exclu est, en outre, l'objet de dispositions visant à garantir le respect d'un certain nombre de droits et de libertés.
La notion d'exclu est donc plus vaste que celle d'usager. En effet, tous les exclus ne sont pas des usagers du travail social alors que tous les usagers du travail social sont des exclus. En tous cas, chacune de ces deux catégories, exclus et usagers, fait l'objet de droits que nous allons exposer successivement.

➢ Les droits des exclus

En avril 1997, le projet de loi cadre pour le renforcement de la cohésion sociale fut abandonné en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale et du changement consécutif de majorité parlementaire. Plus d'un an après, une loi d'orientation relative à la loi contre les exclusions a été adoptée. Considérant la lutte contre les exclusions comme un « *impératif national fondé sur le respect de l'égale dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation* », elle vise à favoriser l'accès aux droits des personnes exclues. Ainsi, aux termes son article 1[er], « *La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance* ». Désormais, les exclus se voient allouer, de par leur statut même, des droits spécifiques (qui leur sont attribués parce qu'ils sont exclus).

L'insertion professionnelle des jeunes repose sur plusieurs dispositifs : le Trajet d'accès à l'emploi (TRACE) dont l'objectif est de faire accéder à un emploi durable les jeunes en grandes difficultés sociales et familiales, les emplois-jeunes, la formation en alternance visant des jeunes sans qualification ou à très bas niveau de qualification. Les conditions d'accès aux contrats de qualification sont élargies, notamment aux demandeurs d'emploi depuis plus de 6 mois et de plus de 26 ans. Les contrats emploi-solidarité (CES) font l'objet d'un recentrage autour des publics prioritaires et peuvent être prolongés par des contrats emploi-consolidé

[1] *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion. Préparation au XI[ème] Plan*, La Documentation française, 1993, 266p.
[2] Alinéa 10.

(CEC). Des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) sont mis en place afin de réunir autour d'une ville, d'un bassin d'emploi ou d'un syndicat de communes, tous les partenaires concourrant à la politique de l'emploi. Le secteur de l'insertion par l'économique (associations intermédiaires, entreprises d'insertion) est réorganisé dans un souci de dynamisation.
En outre, le cumul des minima sociaux (revenu minimum d'insertion, allocation de parent isolé etc.) avec une activité professionnelle est autorisé.
La procédure de surendettement est réformée afin de permettre réellement aux personnes concernées de sortir de leur situation. L'allongement du rééchelonnement des dettes et l'extension du moratoire sont préconisés.

L'accès au logement implique, selon la loi, un réaménagement des plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées, une harmonisation des fonds de solidarité pour le logement, un développement de l'offre de logements disponibles pour les personnes défavorisées, une réforme des conditions d'attribution des logements HLM et, enfin, un renforcement de la mixité sociale et géographique du parc social, une politique de prévention des expulsions.

En ce qui concerne les soins, le dispositif repose sur un ensemble de mesures comme la création des Programmes régionaux pour d'accès à la prévention des soins (PRAPS), des Programmes d'accès aux soins de santé (PASS). Il prévoit également l'universalité et la continuité des droits à la couverture maladie, la mise en place d'une couverture complémentaire pour les plus démunis, l'élargissement des missions du service public hospitalier, la réaffirmation du rôle de la Sécurité sociale dans le cadre des conventions d'objectifs signées avec l'Etat et de son action sanitaire et sociale.

En matière d'éducation et de culture, il s'agit de relancer les Zones d'éducation prioritaires (ZEP), de développer une politique de soutien scolaire en direction des élèves défavorisés. Une place importante est donnée à la lutte contre l'illettrisme, frappant notamment les détenus, les bénéficiaires de minima sociaux, les chômeurs et les salariés fragilisés par une formation de base faible.

Quant à l'exercice de la citoyenneté, il est facilité pour les SDF, pour lesquels sont prévues l'exonération du droit de timbre pour la carte d'identité, l'inscription sur la liste électorale d'une commune, l'attribution de l'aide juridictionnelle. Il est également question d'étendre les Conseils départementaux d'aide juridique, de développer les Maisons de justice et du droit, de mieux assurer l'accompagnement et la représentation des chômeurs.
A cela s'ajoutent des mesures complémentaires comme, par exemple, la création d'un Observatoire des phénomènes de pauvreté et d'exclusion, l'amélioration de la formation des travailleurs sociaux.

L'inégalité compensatrice en droits ou le fait pour les exclus d'avoir plus de droits que les non exclus, reconnue par la loi contre les exclusions, s'est trouvée renforcée, depuis, par d'autres dispositions. Citons celles portant sur la Couverture maladie universelle (CMU)[1] ou encore celles relatives à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits[2].
Cependant, l'adoption de dispositions multiples ne semble pas empêcher la progression du moins l'installation de l'exclusion. L'IGAS, dans son bilan d'application de la loi contre les exclusions, souligne la persistance de nombreux obstacles à l'exercice effectif des droits. Ses recommandations, qui sont de mieux répondre à l'urgence sociale, de mettre en oeuvre un

[1] Loi n°99-641 du 27-07-1999, JORF du 28-07.
[2] Loi n° 98-1163 du 18-12-1998, JORF du 22-12.

droit aux soins, de réaliser le droit au logement, d'améliorer le droit à des moyens d'existence, de garantir l'accès à l'éducation et à la culture, d'affirmer l'accès à l'emploi, de renforcer la participation des plus démunis au débat démocratique, montrent toute l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir.

Pendant ce temps, la surenchère des droits se poursuit, notamment auprès des usagers du travail social qui font partie de la classe des exclus.

➢ Les droits des usagers

Les droits des usagers du travail social s'articulaient jusqu'à récemment autour de quelques textes épars comme la loi du 6 juin 1984 relative aux droits des familles dans leurs rapports avec les services chargés de la protection de l'enfance ou la loi du 27 juin 1990 relative aux droits et à la protection des personnes hospitalisées en raison de troubles mentaux et à leurs conditions d'hospitalisation.
Dans le souci de leur donner une assise globale, le législateur a introduit dans la loi de rénovation de l'action sociale et médico-sociale du 2 janvier 2002[1] un volet spécifiquement consacré aux droits des usagers. Tous les groupes sociaux bénéficiaires de l'action sociale et médico-sociale sont visés. La loi mentionne, de façon non exhaustive, les personnes et les familles vulnérables, en situation de précarité ou de pauvreté, les personnes handicapées, les personnes âgées. Au total, c'est 1,2 million de personnes qui sont concernées, dont 130000 enfants handicapés, 202000 adultes handicapés, 52000 enfants en danger, 38000 personnes en difficultés, 650000 personnes âgées[2].
La loi énonce les garanties d'exercice des droits et libertés des usagers ainsi qu'un certain nombre d'instruments destinés à en assurer le respect.

L'article L.311-3 du code de l'action sociale et des familles affirme que « *L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux* ».
L'usager du travail social est respecté dans sa dignité, son intégrité, sa vie privée, son intimité et sa sécurité. Or, ce sont des droits qui figurent dans le code civil[3] depuis plus de trente ans, d'ailleurs, s'agissant de la protection de la vie privée.
Le principe du libre choix entre les prestations offertes dans le cadre d'un service à domicile ou dans celui d'une admission au sein d'une structure spécialisée est également posé. Ce droit s'applique toutefois sous réserve du pouvoir discrétionnaire du juge en matière de protection des mineurs en danger.

---

[1] Loi n°2002-2 du 02-01-2002, JORF du 03-01.
[2] Rapport de l'Assemblée nationale n°2881, janvier 2001, Hammel, p.11.
[3] « *Chacun a droit au respect de sa vie privée. Les juges peuvent, sans préjudice de la réparation du dommage subi, prescrire toutes mesures, telles que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée ; ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé* », article 9 ; « *La loi assure la primauté de la personnes, interdit toute atteinte à la dignité de celle-ci et garantit le respect de l'être humain dès le commencement de sa vie* », article 16 ; « *Chacun a droit au respect de son corps. Le corps humain est inviolable. Le corps humain, ses éléments et ses produits ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial* », article 16-1 ; « *Il ne peut être porté atteinte à l'intégrité du corps humain qu'en cas de nécessité thérapeutique pour la personne. Le consentement de l'intéressé doit être recueilli préalablement hors le cas où son état rend nécessaire une intervention thérapeutique à laquelle il n'est pas à même de consentir* », article 16-3 ; « *Nul ne peut porter atteinte à l'intégrité de l'espèce humaine. Toute pratique eugénique tendant à l'organisation de la sélection des personnes est interdite. Sans préjudice des recherches tendant à la prévention et au traitement des maladies génétiques, aucune transformation ne peut être apportée aux caractères génétiques dans le but de modifier la descendance de la personne* », article 16-4.

Le troisième principe est le droit à une prise en charge et à un accompagnement individualisé de qualité favorisant le développement de l'usager, son autonomie et son insertion.
La confidentialité est également érigée en droit général. Elle impose la non révélation des informations concernant l'usager. Celle-ci est déjà garantie par plusieurs dispositions, à commencer par l'article 226-13 du code pénal en vertu duquel « *La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende* ».
Un droit d'accès à toute information ou document relatif à sa prise en charge est reconnu à l'usager. Il s'inscrit dans un dispositif juridique en vigueur sur l'accès aux documents administratifs.
Il a droit à une information sur ses droits fondamentaux, les protections et les voies de recours dont il peut avoir l'usage.
Enfin, le dernier principe est celui de la participation, directe ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en oeuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui le concerne.

Pour assurer la mise en oeuvre de ces droits et libertés, et de prévenir ainsi tout risque de maltraitance, un dispositif est créé, comprenant des documents remis aux usagers et des instances à leur service.
Parmi ces documents se trouve le livret d'accueil. Celui-ci est remis aux usagers lors de leur admission. Il est constitué de la charte des droits et libertés de la personne accueillie (dépourvue de valeur juridique) ainsi que le règlement de fonctionnement, qui définit ses droits et ses obligations.
Le contrat de séjour est un document qui sera remis à l'usager à son entrée dans l'établissement social ou médico-social. Il manifeste la volonté croissante de juridiciser des rapports entre les usagers du travail social, les « distributeurs » de droits et les travailleurs sociaux. « *Ce contrat définit les objectifs et la nature de la prise en charge ou de l'accompagnement dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet d'établissement* »[1].
L'usager peut faire valoir ses droits devant le médiateur. Celui-ci, choisi sur une liste établie conjointement par le préfet et le président du Conseil général, est chargé de résoudre les conflits relatifs au non respect des droits des usagers.
Afin d'associer les usagers au fonctionnement de la structure d'accueil, l'usager est invité à s'exprimer au sein du Conseil de la vie sociale.

On en arrive finalement à se poser la question de l'intérêt de ces dispositions redondantes pour la plupart. Pourquoi, en effet, s'ingénier à rappeler des droits déjà existants ? La prévention du risque de maltraitance est l'objectif officiellement avancé. Il existe cependant d'autres objectifs liés à des enjeux de rationalisation et de professionnalité du travail social.
Les institutions politiques du travail social misent sur une réduction du coût des prestations du travail social. C'est d'ailleurs pour donner à cette réduction du coût un effet global que les droits des usagers ont été inscrits dans la loi rénovant l'action sociale et médico-sociale. En reconnaissant à l'usager du travail social des droits, mais aussi des obligations contractuelles (par exemple des obligations de faire dans le cadre du contrat d'insertion : faire des recherches d'emploi, se rendre à l'ANPE, etc.) les institutions politiques cherchent à l'émanciper du travail social, c'est-à-dire à faire en sorte qu'il s'en sorte tout seul sans l'aide d'un travailleur social : première économie. Le discours de présentation du projet de loi rénovant l'action sociale et médico-sociale prononcé par Madame Guigou, ministre de

[1] Article 311-4 du code de l'action sociale et des familles.

l'emploi et de la solidarité, le 31 janvier 2001, est, de ce point de vue sans équivoque : « *Depuis 25 ans, l'aspiration à une meilleure intégration des personnes vulnérables, handicapées, ou en situation d'exclusion, a formidablement progressé ; les modalités d'accompagnement, de soutien, d'insertion ont été profondément redéfinies ; la volonté de se prendre soi-même en charge, de devenir responsable de son destin, s'est affirmée. Ces évolutions nous imposent de rénover la loi* ».
Pour celui qui demeurerait « inaffranchissable », c'est-à-dire incapable de s'émanciper, des techniques, permettant de l'écarter du travail social, sont prévues. Ainsi en est-il du contrat qui, dans le cas où il ne serait pas respecté par l'usager, entraînerait sa résiliation et donc, la fin de la prestation : deuxième économie. La rationalisation du travail social passe en partie par la légitimation des droits des usagers.

Conclusion

L'exclusion et les droits sont étroitement liés. Ils sont interdépendants. En effet, d'un côté, pour enrayer l'exclusion ou, à tout le moins, pour la contrôler, des droits sont attribués aux exclus. En ce sens, on peut dire que l'exclusion produit des droits. Mais, d'un autre côté, les droits, en donnant un statut juridique d'exclu, produisent de l'exclusion.

L'inflation de textes juridiques créant des droits pour les exclus et la montée de l'exclusion, sont les conséquences de cette relation dialectique. L'augmentation des exclus et l'augmentation des droits font que les travailleurs sociaux se trouvent face à des usagers de plus en plus nombreux et de plus en plus demandeurs de droits.

§2. LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE AUX DEMANDES JURIDIQUES DES EXCLUS

Introduction

Les travailleurs sociaux, en tant que professionnels chargés de traiter les situations des exclus, jouent un rôle moteur dans les dispositifs la lutte contre l'exclusion. Pour développer leur rôle dans ce domaine, au début des années 90, le commissariat général au Plan prévoit de « *réorganiser l'action sociale, redéfinir le travail social* »[1], notamment en modifiant l'organisation de l'action sociale au niveau territorial, les formations ainsi que les statuts des travailleurs sociaux. Si, au départ il s'agissait surtout d'intervenir au niveau économique, de l'emploi, aujourd'hui, il s'agit aussi d'intervenir au niveau des droits.
En conséquence, les travailleurs sociaux, en tant qu'interlocuteurs privilégiés des exclus, sont très logiquement amenés à traiter les demandes juridiques que ces derniers formulent sur la base des nombreuses dispositions qui, aujourd'hui, leur reconnaissent des droits.

Nous allons tout d'abord chercher à en savoir plus sur les demandes juridiques que les usagers formulent auprès des travailleurs sociaux. Nous essaierons de cerner, ensuite, à partir des activités juridiques des travailleurs sociaux, c'est-à-dire leurs manières de répondre à ces demandes, les enjeux qu'elles représentent pour les différents acteurs de l'aide à l'accès au droit.

---

[1] *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion. Préparation au XI*ème *Plan*, op. cit., pp.72-87.

2.1. Les demandes juridiques des exclus

L'offre de droits a fait naître, chez les exclus, usagers du travail social, des demandes juridiques. Peu de recherches s'y sont intéressées, et les questions restent nombreuses quant à leurs origines, leur contenu, leurs modalités d'expression, etc...

Jacques Faget[1] est un des rares chercheurs à les avoir observées. Il a commencé à élaborer une définition, en dressant une typologie des auteurs de ces demandes, dont il reconnaît qu'elle aurait besoin d'être affinée.
Les catégories de personnes qui formulent des demandes juridiques sont, selon lui, au nombre de trois :

- les personnes qui ont un capital juridique moyen, « *plus ou moins insérées socialement mais du fait de l'évolution socio-économique en situation de vulnérabilité sociale* »[2], et qui, de ce fait, sont capables d'exprimer leur demande dans un langage juridique commun ;
- les personnes en voie de marginalisation, qui ont un capital juridique très limité, et qui, pour cette raison, n'arrivent pas à exprimer leur demande dans un langage juridique mais qui, toutefois, sont capables d'introduire leur demande dans le langage courant ;
- les personnes marginalisées incapables d'exprimer une demande de droit encore moins dans le langage juridique que dans le langage courant.

Sur les demandes en elles-mêmes, l'auteur précise que « *Elles sont polymorphes et présentées pêle-mêle par les déçus du conseil juridique traditionnel, les désorientés du système judiciaire, les égarés du royaume kafkaïen des tracasseries administratives, les victimes imaginaires ou réellement traumatisées. Ces demandes sont rarement construites, davantage formulées en termes d'insatisfaction, de révolte ou de crainte qu'en termes de catégories juridiques. En raison de leur polymorphisme, leur but est difficile à objectiver. Mais qu'il s'agisse d'un problème réellement juridique ou d'un problème social ou psychologique, elles expriment presque toujours un désarroi, l'absence d'emprise sur la réalité quotidienne et rarement le souci d'utiliser stratégiquement le droit* »[3]. Il s'agit donc de demandes complexes en ce qu'elles cumulent des problèmes diversifiés, dont éventuellement des problèmes juridiques, et en ce qu'elles sont présentées dans un langage non juridique de nature à dissimuler la présence du droit.

En 1996, Florence Ovaere, alors chargée de mission auprès du Secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a mené une enquête sur les demandes juridiques des personnes en difficultés. Bien que cette enquête n'ait pas été publiée, les quelques informations qu'elle a pu transmettre dans le cadre d'un article[4] permettent d'en savoir un peu plus.
Parmi les « *personnes en situation de grande précarité* », figurent les personnes insérées mais fragilisées, les personnes en phase de rupture et les personnes très désocialisées et en situation très précaire pour lesquelles un traitement différencié est nécessaire.
Au terme de son enquête, la sociologue remarque que les demandeurs n'ont pas conscience de la dimension juridique, pourtant centrale, des problèmes qui jalonnent leur situation sociale. Ils ignorent leurs droits. Ils ont une représentation du droit plutôt négative, répressive, qui suscite de la peur et de la méfiance voire de la défiance. Quand bien même ils sauraient la surmonter, et chercheraient à mobiliser des juristes, ils ne savent pas, la plupart du temps, à

---

[1] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeu sociaux*, op. cit.
[2] Id., p.374.
[3] Id., p.375.
[4] Florence OVAERE, *Les besoins juridiques des personnes en situation de grande précarité*, Revue juridique des barreaux, 1998, pp.33-67.

qui s'adresser. Il arrive fréquemment qu'ils se trompent d'interlocuteur et perdent, ainsi, du temps dans des démarches infructueuses.
Les problèmes juridiques touchent en priorité la famille (divorce, protection des mineurs et des majeurs, autorité parentale, succession...) le travail, le logement et le surendettement. Ils se posent également mais dans une moindre mesure par rapport aux statuts des étrangers (titre de séjour, nationalité, regroupement familial), et dans l'hypothèse de commission d'infractions. En règle générale, ce sont des problèmes qui se cumulent, d'où la complexité des demandes juridiques des exclus.
La satisfaction de ce type de demandes repose sur un triple travail : un travail d'écoute et de décryptage ; un travail de conseil au terme duquel « *le juriste évalue la situation avec le client, recherche son intérêt à court et à long terme, présente souvent une alternative et met ainsi la personne en situation de décider une fois les possibilités clairement exprimées* »[1] ; un travail d'intervention ou d'accompagnement.

Les travailleurs sociaux sont-ils en position de satisfaire les demandes juridiques des exclus ? C'est une question à laquelle nous allons nous intéresser maintenant.

2.2. Les activités juridiques des travailleurs sociaux

Nous avons pu établir, au terme du quatrième chapitre, que les travailleurs sociaux remplissent des activités juridiques s'inscrivant dans leurs activités globales qu'elles soient sociales, administratives, économiques ou politiques.

Nonobstant leur caractère transversal, ces activités juridiques sont importantes et diversifiées. L'information ou le conseil juridique, la médiation, la passation et le suivi de contrats, l'accompagnement dans les démarches juridiques sont des exemples de fonctions que ces professionnels de l'aide à l'accès eu droit remplissent au quotidien. Elles représentent actuellement des enjeux de paix sociale pour les pouvoirs publics, de professionnalité pour les travailleurs sociaux et d'émancipation pour les usagers/exclus.

➢ L'insertion par le droit, un enjeu de paix sociale

Pour Michel Autès[2] une mutation du social s'opère du milieu des années 1970 au début des années 1990. Elle introduit la question sociale de l'exclusion et un travail social « nouveau », chargé de la régler en se montrant bon gestionnaire. La nouvelle conception du social, marquée par le libéralisme économique, entre en conflit avec l'ancienne, basée sur une politique interventionniste. Et, de ce conflit, émerge une nouvelle catégorie : l'insertion, qui se présente comme l'instrument privilégié de dépassement des contradictions. L'insertion désigne en même temps « *un processus et un état qui conduit un sujet à trouver une place reconnue dans un système* »[3]. Elle prend des formes différentes. On parle d'insertion professionnelle, d'insertion sociale, etc.
L'insertion est une invention des travailleurs sociaux eux-mêmes. Les insuffisances de la réinsertion pratiquée dans les années 1960-70, liées au rétrécissement du marché de l'emploi, sont à l'origine de sa création. En effet, conscients de l'impossibilité de réinsérer les personnes dans le monde du travail, les travailleurs sociaux se tournent logiquement vers l'insertion par l'économique. Aussitôt (et comme à l'accoutumée), les pouvoirs publics

[1] Id., p.47.
[2] Michel AUTES, *Les paradoxes du travail social*, op. cit.
[3] *Dictionnaire critique d'action sociale*, op. cit., p.208.

s'emparent de cette création empirique et s'empressent de la formaliser. Le rapport Schwartz fait de l'insertion une stratégie d'urgence, un moment, un passage. C'est la loi sur le RMI qui l'érige en politique. Ainsi, l'insertion est dorénavant le référentiel de l'action sociale, qui s'inscrit dans la thématique de l'exclusion.

C'est la voie de l'insertion par l'économique qui est alors privilégiée. Elle repose sur des dispositifs dont l'objectif est de donner du travail pour une durée déterminée à des personnes exclues de l'emploi « ordinaire ». Les entreprises d'insertion et les associations intermédiaires en sont les principaux acteurs, tandis que les entreprises « ordinaires » contribuent dans une moindre mesure à l'insertion des sans-emplois à coup de CES[1] et de CRE[2]. Un monde parallèle, situé entre le monde du travail et le monde du chômage, se met progressivement en place, un monde qui ne va cesser de s'agrandir. C'est une véritable avalanche de textes[3] qui tombe, depuis la circulaire 44 de 1979 jusqu'à la loi contre les exclusions presque 20 ans plus tard. Durant cette période, ont été notamment créés les entreprises et les associations intermédiaires (1985/1987), les CES, les CRE (1988/1992), les contrats initiative-emploi (1995), les emplois-jeunes (1997).

L'insertion par l'économique traduit une « bifurcation » du social vers le libéralisme. Celle-ci s'accompagne d'une disqualification du travail social. En effet, le travail social « traditionnel » qui, dès le début des années 1970, fait l'objet de critiques sévères quant à son efficacité, est notamment jugé incapable de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des usagers par défaut de maîtrise des outils nécessaires (partenariat, proximité). Aussi, les travailleurs sociaux « traditionnels », qui courent le risque d'être détrônés par de, nouveaux professionnels apparus à la périphérie du social, managers et entrepreneurs sociaux, peuvent difficilement camper sur leur position, et se trouvent désormais dans l'obligation de s'adapter à la logique du marché.

Aujourd'hui, les travailleurs sociaux sont confrontés à une autre voie : l'insertion par le droit. En effet, c'est le triptyque Emploi-Logement-Citoyenneté, mis en exergue par le Bilan de la loi contre les exclusions, qui constitue désormais le fer de lance de la lutte contre l'exclusion. Insérer par le droit revient à faire en sorte qu'une personne, a priori exclue de la société, occupe un statut de par les droits qui lui sont collectivement reconnus, comme par exemple le droit à un revenu minimum, le droit à un logement décent etc. Elle se voit alors attribuer une identité juridique qui lui permet de s'inscrire quelque part dans le monde social.
Le recours croissant à l'insertion par le droit induit chez les travailleurs sociaux des compétences juridiques nouvelles qui traduisent des besoins de formation juridique.

➢ Les activités juridiques, un enjeu de professionnalité

Comme nous avons pu le constater précédemment, les travailleurs sociaux ne retirent pas de profit économique de leurs activités juridiques. Ils ne bénéficient ni d'un revenu spécifique, par exemple sous la forme d'une prime, ni d'une majoration de salaire liée à ces activités. Cela tient à ce que les activités juridiques ne se distinguent pas des autres activités, raison pour laquelle d'ailleurs nous les avons qualifiées de transversales. Elles se fondent dans les activités globales du travailleur social. Ce sont ces activités globales qui sont rémunérées. Aucune distinction n'est faite entre le service officiellement exigé et rendu, et le service supplémentaire non officiellement attendu mais néanmoins produit. Les activités juridiques

[1] Contrat emploi solidarité.
[2] Contrat de retour à l'emploi.
[3] Estimés à 740 en 20 ans !

font partie du service supplémentaire. Elles représentent un « *surtravail* »[1] dont les pouvoirs publics accaparent directement (lorsqu'ils sont employeurs des travailleurs sociaux) ou indirectement (lorsque les travailleurs sociaux sont employés par des organismes privés investis d'une mission de service public) le produit.
La non-rémunération du surtravail, donc des activités juridiques entre autres, porte considérablement atteinte au développement du capital économique des travailleurs sociaux.

Dès leur entrée sur la marché du travail, les travailleurs sociaux sont promis à un enrichissement économique limité. Ils font officiellement partie des travailleurs intermédiaires au salaire moyen.
Leur évolution économique est difficile, pour ne pas dire impossible, pour plusieurs raisons.

Leur diplôme constitue le premier frein. Le diplôme d'éducateur spécialisé ou d'assistant de service social n'est pas prometteur d'un salaire élevé. De niveau III, reconnu bac + 2, il débouche sur des emplois intermédiaires du ressort de la classe moyenne. Pourtant, la tendance à la baisse du nombre de diplômés de niveau III au profit des diplômés de niveau V (professions de l'aide à domicile) dans le champ du travail social pourrait faire croire à une revalorisation de ces formations. Ce serait admettre que ce qui fait la valeur économique d'un diplôme c'est sa rareté sur le marché du travail. Autrement dit, plus l'offre de travailleurs sociaux diplômés est réduite et la demande élevée, plus le diplôme deviendrait rare et donc, plus celui-ci prendrait de la valeur économique. En réalité, il n'en est rien.

En effet, dans le cadre du Schéma national des formations sociales 2001-2005[2], la Direction générale de l'action sociale (DGAS) a évalué le rapport entre l'offre et la demande de travailleurs sociaux sur la période 1994-1998.
La demande en assistants de service social se situe entre 2100 et 2300 par an, alors que l'offre oscille entre 1450 et 1700. Le déficit de l'offre d'assistants de service social diplômés est estimé à 37%.
La demande en éducateurs spécialisés varie de 2220 à 2400 par an, tandis que l'offre tourne autour de 1700 – 1800. Le déficit de l'offre d'éducateurs spécialisés diplômés est de 25%.
Il y aurait donc, au regard de ces chiffres, une rareté relative d'éducateurs spécialisés et d'assistants de service social diplômés. En tout cas, c'est une rareté qui ne semble pas être amenée à grandir. La DGAS prévoit dans ses orientations la nécessité d'accroître les effectifs en formation initiale. Elle précise que « *même si l'offre de formation ne peut être conçue en adéquation totale avec les besoins, une augmentation substantielle des effectifs en formation initiale paraît d'autant plus indispensable que l'insertion des diplômés est tout à fait satisfaisante et risque de laisser la place à une véritable pénurie de main d'œuvre dans le secteur* »[3]. Pour les pouvoirs publics, donc, pas question de laisser la rareté des travailleurs sociaux diplômés s'installer.

Toujours est-il que, quand bien même les travailleurs sociaux diplômés seraient rares, même relativement, ils ne prennent pas systématiquement de la valeur. L'explication à ce phénomène réside dans le fait que, à l'exception des assistants de service social qui bénéficient d'un monopole d'exercice, tous les autres exercent une fonction qui peut être remplie par des travailleurs non diplômés. C'est notamment le cas des éducateurs spécialisés diplômés qui ne sont pas les seuls à pouvoir remplir la fonction éducative. Celle-ci peut être

---

[1] Cf Paul DEMUNTER, *La forme capitaliste de l'exploitation : le salariat*, pp. 85-90, in *Comprendre la société*, op. cit.
[2] Direction générale de l'action sociale, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, Ministère de l'emploi et de la solidarité, mai 2001, 138p.
[3] Id., p.81.

également supportée par d'autres travailleurs non diplômés, comme les emplois jeunes, aides-éducateurs, par exemple, qui présentent l'avantage de coûter moins cher.
Il apparaît, finalement, que c'est seulement à la condition de détenir un monopole d'exercice que les travailleurs sociaux diplômés, chaque catégorie mise à part, peuvent se mettre en position de valoriser leur travail d'un point de vue économique.

Le second frein à la progression économique des travailleurs sociaux est enraciné dans leurs représentations qui les conduisent à adopter une conception négative de la rentabilité économique.
Les entretiens réalisés auprès des éducateurs spécialisés et des assistants de service social mettent en évidence l'existence d'une conception idéaliste de la profession qui exclut la dimension économique. Le travailleur social apparaît comme le sauveur de l'humanité. Un sauveur de l'humanité peut-il être salarié ? C'est vrai seulement pour deux des vingt travailleurs sociaux interrogés.
Ainsi, la conception idéaliste, mystique, des travailleurs sociaux les amène à occulter le salaire comme critère de détermination d'une profession. Par un effet d'autocensure, ils s'interdisent de poser la question du salaire. Il est dès lors logique qu'ils ne développent pas de stratégies visant à améliorer leur situation économique, comme le révèle notre enquête. En effet, les revendications ne portent à aucun moment sur la rémunération.

Les travailleurs sociaux sont pauvres au niveau économique. Et leurs perspectives de développement sont compromises en raison d'une part, de la production en quantité suffisante de travailleurs sociaux diplômés pour répondre à la demande et de l'arrivée sur le marché du travail de professionnels remplissant la même fonction à moindre coût, et, d'autre part, de leur habitus qui leur interdit d'engager des stratégies d'accumulation du capital économique.

Des perspectives de développement peuvent être directement déduites des phénomènes qui génèrent le maintien de la pauvreté économique des travailleurs sociaux. Elles reposent sur :

- la rareté du diplôme des travailleurs sociaux qui nécessite l'existence d'une offre de travailleurs sociaux inférieure à la demande,
- la non-concurrence avec des professionnels non diplômés, ce qui implique la reconnaissance d'un monopole d'exercice qui n'existe, pour le moment, que pour les assistants de service social,
- un habitus professionnel dialectique conduisant les travailleurs sociaux à adopter des stratégies d'accumulation du capital économique.

Dans ce contexte, les travailleurs sociaux ont plus de mal que les juristes à s'affirmer comme des professionnels de l'aide à l'accès au droit.

Les avocats qui traitent les demandes juridiques des exclus sont, selon Jacques Faget, ceux qui se situent en bas du classement. Pour lui, « *même s'il subsiste des défenseurs viscéraux et parfois brillants de la veuve et de l'orphelin, on remarque que ce sont les plus jeunes et les moins qualifiés qui occupent ce champ professionnel avant d'émigrer, s'ils le peuvent, vers des cieux plus prospères* »[1]. Ce sont donc les avocats qui débutent leur carrière ou les avocats peu renommés qui s'approprient les demandes juridiques des exclus.
Les travailleurs sociaux aussi sont confrontés à ces demandes et sont amenés à les traiter. Deux catégories le sont particulièrement en raison non seulement de leur fonction généraliste mais aussi de leur formation : les éducateurs spécialisés et les assistants de service social.

[1] Jacques FAGET, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, op. cit., p.373.

Le traitement des demandes juridiques des exclus exige la mise en oeuvre d'une double compétence sociale et juridique, socio-juridique pourrait-on dire.

Jacques Faget dégage quatre cas de figure schématisés de la façon suivante[1] :

	Juridique	Non juridique
Juridique	1. droit	2. décodage droit/social
Non juridique	3. décodage droit/social	4. social

1. *La demande est formulée en termes juridiques. Elle est effectivement de nature juridique et son traitement judiciaire semble opportun. L'intervention d'un technicien s'avère nécessaire.*
2. *La demande est formulée en termes juridiques. Elle n'est pas ou n'est que secondairement juridique. Une activité de décodage s'impose que beaucoup de juristes ne considèrent pas comme de leur ressort et pour laquelle, même si leurs qualités personnelles le leur permettent parfois, leur formation est peu adéquate.*
3. *La demande n'est pas formulée en termes juridiques. Mais une opération de décodage révèle qu'elle est juridique. Les professionnels du droit n'auront pas de difficultés à y procéder mais les professions sociales devront avoir une formation juridique de base pour le percevoir. Le fait que la demande soit juridique ne signifie pas pour autant qu'il soit pertinent de la traiter judiciairement. Les arguments de stratégie institutionnelle comme les arguments psychologiques interviendront dans un processus délibératoire dont on voit qu'il est pluridisciplinaire.*
4. *La demande n'est pas formulée en termes juridiques. De fait, elle n'est pas juridique ou ne peut faire l'objet d'un traitement juridique profitable. On reste dans le domaine de la relation d'aide.*

Les deux cas de figure, 2 et 3, qui concernent des situations comprenant simultanément des éléments sociaux et des éléments juridiques, nécessitent la mise en oeuvre de compétences à la fois sociales et juridiques. Jacques Faget estime que « *les personnes les plus compétentes pour effectuer les activités de décodage sont celles qui possèdent un double regard technique et social sur la situation-problème* »[2].

La question est de savoir s'il existe actuellement des professionnels qui possèdent ce double regard.

En ce qui concerne les juristes, ils ont suivi une formation universitaire, sélective et de longue durée. C'est une formation exclusivement théorique. Les étudiants en droit sont formés aux diverses techniques d'expression du discours juridique, à partir d'un fractionnement du droit en branches : droit privé, droit public...Chaque branche est étudiée de façon autonome, séparée. La pédagogie de l'enseignement du droit est, quant à elle, inchangée depuis le 19ème siècle. Les cours magistraux comme les travaux dirigés, même si ces derniers sont censés dégager des aptitudes procédurales, un savoir-faire juridique chez les étudiants, sont dispensés selon les règles du positivisme qui consiste « *à ne concevoir le droit que par le fait qu'il est en vigueur* »[3]. La connaissance des lois en vigueur, seul et unique objectif, est transmise selon une méthode exégétique. Il existe certes des séminaires proposant un enseignement sociologique ou philosophique du droit, qui permettraient de quitter les sentiers battus du droit

[1] Id., pp.375-376.
[2] Id.
[3] Denis ARDISSON, *Observations sur la recherche, l'enseignement et les pratiques du droit*, Droit et Société n°23/24, p.146.

positif, mais ils ne sont proposés qu'en toute fin de cursus. Et l'adhésion à la conception dominante du droit a bien eu le temps de se réaliser.
Dans ces conditions, à la fin de sa formation universitaire, le juriste connaît la loi certes, mais se trouve dans l'incapacité de faire le lien entre le droit et la société, en raison de l'abstraction du phénomène social tout au long de la formation. A cet égard, Denis Ardisson, magistrat, conseille aux professionnels du droit de « *cesser de réifier la vie sociale dans les codes et mesurer ce que leurs actions et leurs positions doivent aux forces sociales afin de déplacer le substantialisme de la forme vers celui du fond* »[1].

Ce n'est finalement qu'au moment de la formation professionnelle, qui fait suite à la formation universitaire, que les juristes peuvent acquérir une dimension pratique, qui vient s'ajouter à la dimension théorique du droit. Ce sont les praticiens du droit, comme les magistrats ou les avocats, se distinguant des théoriciens, qui finalement sont les seuls à pouvoir se prévaloir d'une pratique du droit. Mais cette pratique du droit ne joue, pour les magistrats, qu'à l'égard des justiciables, pour les avocats, à l'égard de leurs clients. Les personnes défavorisées sont rarement l'un ou l'autre, souvent ni l'un ni l'autre. Aussi échappent-elles régulièrement aux services juridiques des juges et des avocats.

Le point de vue de Jacques Faget à propos des avocats est qu' « *on voit mal comment déjà surchargés, prisonniers d'une logique du chiffre du fait de l'évolution de leur formation précipitée par la fusion avec les conseils juridiques et l'européanisation des cabinets, ils pourraient être plus disponibles qu'ils ne le sont actuellement pour la défense des plus démunis* »[2].

Pour ce qui est des magistrats, leur pratique est limitée en principe au cadre contentieux. Néanmoins, avec l'apparition des Maisons de justice et du droit[3], leur rôle tend à se diversifier. C'est désormais aussi comme « médiateurs » qu'ils sont susceptibles d'intervenir, afin de « *permettre à l'institution judiciaire de mieux approcher les problèmes qu'elle traite, et au justiciable d'aller avec moins d'appréhension à la rencontre d'une justice plus humaine parce que plus accessible* »[4].

Il s'en suit que, pour le moment, les juristes ne détiennent pas la double compétence sociale et juridique. Pour y accéder il serait nécessaire de remettre en question la formation universitaire et donc, dans une certaine mesure, la conception dominante qui y a cours, le positivisme, et autour de laquelle elle s'articule.
Pour ceux qui ont suivi une formation professionnelle, les avocats et les magistrats, même s'ils sont plus à même de détenir cette double compétence en raison de l'acquisition d'une pratique du droit, ils ne sont pas « naturellement » amenés à traiter la demande sociale de droit. Les avocats, professions libérales, qui sont soumis à la loi de la rentabilité, ne sont pas attirés par la demande des personnes défavorisées, qui sont bénéficiaires de l'aide juridique et qui, par conséquent, sont les clients les moins rentables.
Les magistrats, eux, offrent certes un service public, mais ont leur champ d'intervention limité aux procédures juridictionnelles, même si la médiation, voie de règlement non juridictionnel, tend à se développer. D'ailleurs, si la médiation prenait le pas sur le procès, la profession serait menacée. En outre, la médiation, qui repose sur la mise en oeuvre de compétences

---

[1] Id., p.150.
[2] Jacques FAGET, *L'accès au droit: logiques de marché et enjeux sociaux*, op. cit., p.373.
[3] Loi n°95-125 du 8 février 1995, JORF du 9 février.
[4] Rapport Haenel Arthuis.

sociales et juridiques, répond-elle à la demande sociale de droit ? C'est une question qui mérite d'être posée mais à laquelle il est impossible de répondre pour le moment.

Toutefois, le traitement des demandes juridiques des exclus n'en demeure pas moins un enjeu de poids pour les juristes. Il représente, en effet, le moyen de développer leur capital juridique.
L'aide juridique, qui sous-tend cette demande, constitue une source de revenus pour une partie des avocats, ceux qui débutent et ceux qui n'ont pas une clientèle importante. Mais c'est surtout au niveau symbolique que l'enjeu se situe. Le fait de porter secours aux personnes défavorisées contribue à développer chez les juristes une image positive qui, finalement, ne fait que renforcer leur légitimité et donc, leur position dominante, vis-à-vis des autres agents juridiques, que ce soit les clients ou les travailleurs sociaux. C'est la position que Jacques Faget adopte lorsqu'il voit dans l'accès au droit un enjeu professionnel. Pour lui, « *les intérêts financiers des professions juridiques sont remarquablement défendus par la loi du 10 juillet 1991. L'élargissement de la population ayant accès à l'aide juridictionnelle, celui du champ des contentieux, la couverture « sociale » de toutes ces activités non juridictionnelles qui relevaient pour beaucoup du tribut que la profession payait à son image humaniste représentent un capital non négligeable pour cette fraction de plus en plus réduite des avocats qui se consacre à la défense des personnes* ». Par ailleurs, cette image, dont quelques avocats sont les producteurs, profite à l'ensemble de la profession.
L'aide juridique permet aux plus démunis d'accéder à la justice et donc, dans une certaine mesure contribue à augmenter l'intervention des juges. Le capital symbolique de ces derniers s'en trouve ainsi augmenté, dans la mesure où leur intervention apparaît indispensable dans le traitement juridictionnel de la demande sociale de droit.

Pour les juristes, donc, pas besoin de réformer la formation pour asseoir leur légitimité, la loi leur attribuant le monopole du traitement de la demande sociale de droit.

La formation des travailleurs sociaux, en particulier des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, est une formation professionnelle, comprenant un enseignement théorique et un enseignement pratique sous forme de stages. Elle s'appuie sur une pédagogie de l'alternance, c'est-à-dire « *l'interaction constante entre un milieu professionnel visant à faire acquérir aux stagiaires un métier, et un centre de formation chargé, à partir de problématiques, d'éclairer et de permettre, grâce aux apports théoriques dispensés par les formateurs compétentes, de réfléchir et d'analyser les pratiques* »[1]. Les assistants de service social et les éducateurs spécialisés sont donc pourvus de connaissances théoriques et pratiques.
Brièvement, en ce qui concerne l'enseignement de droit, il est essentiellement de type théorique. C'est un enseignement qui se déroule dans le cadre d'une unité de formation, dénommée « cadre institutionnel de l'action sociale » dans la formation des assistants de service social, « unité juridique » dans celle des éducateurs spécialisés. L'unité est construite en fonction d'un contenu réglementaire, établi sous l'influence d'une conception positiviste du droit. De ce fait, l'enseignement du droit consiste à faire connaître aux travailleurs sociaux en formation les lois qui traversent le champ du travail social...et elles sont nombreuses.
L'approche pratique du droit, basée sur le principe de l'alternance, n'est pas réalisée. Les stages ne permettent pas de faire le lien entre la théorie et la pratique du droit. D'où la difficulté que les travailleurs sociaux rencontrent ultérieurement, à l'occasion de leur exercice professionnel, à transposer le droit dans des situations sociales réelles.

[1] Circulaire n°93-30 du 10 septembre 1993, BOMASSV du 18 novembre.

Par conséquent, les assistants de service social et les éducateurs spécialisés ont une double compétence sociale et juridique. mais, pour ce qui est de la compétence juridique, elle est exclusivement théorique. C'est avec ces compétences qu'ils sont amenés à traiter, en interlocuteurs privilégiés, les demandes juridiques des exclus.

L'enjeu sera, pour ces travailleurs sociaux, d'une part, de faire reconnaître ces compétences, d'autre part, de faire entrer l'aide juridique, en particulier l'aide à l'accès au droit et à la justice, dans le champ du travail social. Dans les ouvrages consacrés au travail social, l'aide juridique est désormais considérée comme une politique du travail social. Son statut de politique du travail social est justifié, pour Elie Alfandari[1], par le fait qu'elle est une prestation fournie sans versement de cotisations préalables, pour Michel Borgetto et Robert Lafore, par le fait qu'elle s'adresse à des personnes en difficultés sociales.
La reconnaissance des compétences socio-juridiques des travailleurs sociaux passe par la formation. Celle-ci devrait permettre l'acquisition de ces compétences qui, ensuite, déboucherait sur des référentiels qui les reconnaîtraient. Enfin, c'est après que ces deux étapes soient passées, qu'une troisième, la reconnaissance légale de la participation des travailleurs sociaux à l'aide juridique, pourrait être réalisée.

➢ Les activités juridiques, un enjeu d'émancipation sociale

Ce n'est pas parce que les exclus bénéficient d'une inégalité compensatrice en droits, c'est-à-dire plus de droits que ceux auxquels un citoyen non exclu peut prétendre, qu'ils vont sortir de leur état, à la faveur d'une égalité sociale. Au contraire, à partir du moment où ils entrent dans le statut juridique d'exclu, les chances d'y échapper par la suite sont minces. En ce sens, les droits produisent de l'exclusion. C'est des droits sociaux ou des droits-créances dont on parle ici, c'est-à-dire des droits à quelque chose qui font entrer les bénéficiaires dans une relation de dépendance matérielle et symbolique. Leur subsistance et leur identité y sont, en effet, totalement liées.

Pourtant le droit n'a pas pour unique effet d'enfermer les personnes. Il peut, à certaines conditions, être libérateur aussi. Pour ce faire, la personne doit entrer dans la peau d'un acteur juridique stratégique, capable de construire et de mener des actions fondées sur le droit à des fins de développement de son capital. Le droit dont il est question possède une dimension émancipatrice dont sont dépourvus les droits-à. C'est donc ce droit que les exclus ont intérêt à manœuvrer. Son appropriation repose non seulement sur sa connaissance mais également sur la conscientisation des enjeux qui l'entourent. La conscience juridique est envisagée comme l'« *appréciation qu'ont les individus de la situation générale du droit socialement définie, jusqu'à sa conception dans sa généralité comme un tout abstrait en conformité avec la situation de classe* »[2]. Elle permet de comprendre le rôle du droit dans la hiérarchisation des positions sociales ainsi que dans les changements au sein de la hiérarchie.

Les travailleurs sociaux, en tant qu'agents de socialisation juridique, sont-ils à même de transmettre aux exclus cette connaissance et cette conscience du droit ? Cela paraît impossible s'ils limitent leurs activités à la sphère des droits-à où c'est la normalisation qui prévaut. Il

---

[1] Elie ALFANDARI, *Action et aide sociales*, Dalloz, 1989, 755p.
[2] *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, op. cit., p.98-101 ; « *La conscience juridique est une forme de la conscience sociale, et comme cette dernière conditionne la conscience individuelle, elle affecte obligatoirement la conscience juridique (...). La société (moderne) suppose un ordre juridique et des consciences juridicisées. Société, système juridique, conscience juridique s'appellent les uns les autres, se définissent les uns par les autres, sans jamais s'annihiler ni se confondre* », p.100.

semble nécessaire que les travailleurs sociaux aient eux-mêmes une connaissance et une conscience dialectiques du droit pour qu'ils puissent être considérés comme des professionnels de l'aide à l'accès au droit émancipateurs. Leur formation juridique s'en trouve directement interrogée. A-t-elle tendance à produire des travailleurs sociaux plutôt émancipateurs ou plutôt normalisateurs ? Quelle type de formation permettrait de d'en faire des acteurs juridiques émancipateurs ?

Conclusion

De cette partie d'analyse, il ressort que les demandes juridiques des exclus sont ce que l'offre de droits leur permet d'être, c'est-à-dire un agrégat de désirs de droits-à qu'ils cherchent désespérément à obtenir pour exister, voire pour survivre. C'est à ces demandes que les travailleurs sociaux sont confrontés. Les activités juridiques que ces derniers mènent sont au cœur de plusieurs enjeux.
La lecture des enjeux des besoins de formation correspond à la configuration des acteurs présentée dans notre questionnement de départ. Elle nous situe dans la relation dominants-dominés. Son intérêt est de nous donner des pôles de référence. Ces pôles sont l'insertion juridique répondant à l'exigence de paix sociale de l'Etat, la professionnalité juridique des travailleurs sociaux leur permettant de s'affirmer comme des spécialistes de l'aide à l'accès au droit, et l'émancipation sociale des exclus en leur transmettant les connaissances juridiques nécessaires à l'acquisition du statut d'acteur juridique.
Cette lecture fournit des premières indications concernant les besoins de formation. Mais elle ne nous permet pas d'identifier le contenu de ces besoins, ni leur structuration en termes de capacités. Pour cela, il nous faut descendre dans les activités juridiques des travailleurs sociaux à travers le prisme des capacités « déclarées » mais surtout « requises ». C'est l'objet du point suivant.

§3. LES DIFFERENTS POLES DES BESOINS DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLLEURS SOCIAUX

Introduction

Les enjeux d'insertion, de professionnalité et d'émancipation, dont les activités juridiques des travailleurs sociaux sont l'objet, interrogent les capacités de ces derniers. En effet, dans quelle mesure peuvent-elles les prendre en compte simultanément et dialectiquement ? Quelles sont les capacités juridiques qui permettent à la fois d'insérer et d'émanciper les exclus, de placer les travailleurs sociaux en position de professionnels de l'accès au droit ?
C'est à cette question que nous allons tenter de répondre maintenant.

3.1. Les capacités juridiques repérées et requises pour répondre aux demandes juridiques des usagers

L'Etat attend donc des travailleurs sociaux qu'ils mobilisent le droit en vue d'insérer les exclus. Les activités juridiques consistent, dès lors, à assurer la distribution des droits-créances à ceux qui répondent aux critères d'attribution.
Nous avons défini notre posture idéologique et politique dans les propos introductifs. Face à la configuration des acteurs, le chercheur se range du côté des acteurs dominés, les

travailleurs sociaux et les usagers du travail social, tout en tenant compte des exigences des acteurs institutionnels avec lesquels les travailleurs sociaux entretiennent des relations juridiques et hiérarchiques. Cela ne signifie pas que nous nous laissons enfermer dans les exigences des acteurs dominants ; cela ne signifie pas non plus que nous allons les ignorer.

Pour répondre aux demandes juridiques des usagers, les travailleurs sociaux effectuent un ensemble d'opérations.
Un certain nombre d'étapes précède le choix du mode de réponse, de l'activité juridique à réaliser.

Elles sont au nombre de quatre :

- le découpage de la demande sociale de l'usager et l'extraction de la demande juridique éventuellement présente. Le tiers des travailleurs sociaux fait part de l'opération de « décodage » qu'ils sont obligés d'effectuer en raison du caractère caché et confus de la dimension juridique présente dans la situation sociale exposée par l'usager ;
- la relecture de la situation sociale de l'usager à la lumière du droit. La moitié des travailleurs sociaux essaie de définir juridiquement la situation sociale de l'usager. Par exemple, en ce qui concerne un enfant mineur, il s'agira de connaître sa filiation, s'il a été émancipé, qui exerce l'autorité parentale. Pour ce qui est d'une personne de nationalité étrangère, la recherche se situera au niveau de la nationalité, du titre de séjour, de son autorisation à travailler. « *On est amené, normalement, à connaître ou à découvrir, un petit peu, les aspects juridiques dans les situations familiales, donc, tout ce qui tourne autour du divorce, de la séparation, des droits de l'enfant* » E6 (290) ; « *La situation juridique de l'enfant, c'est la 1ère chose qu'on rappelle au début d'un rapport parce que notre action sera pas la même si c'est un enfant en garde ou si c'est un enfant en accueil provisoire. De toute façon, la base, c'est quand même la situation juridique de l'enfant et, à partir de ça et en fonction de sa situation juridique, y a telle et telle choses qui seront possibles, et telle et telle choses qui seront pas possibles* » E12 (323) ; « *Il faut savoir quelle est la filiation de l'enfant, est-ce qu'y a que la mère qui exerce l'autorité parentale, est-ce qu'y a aussi un père, auquel cas il faut l'informer* » E15 (398).
- l'identification du ou des problèmes de droit qui se posent.
- le choix du mode(s) de réponse adapté(s) au(x) problème(s) de droit identifié(s).

La procédure ainsi mise en oeuvre repose sur plusieurs capacités :

- la capacité de discerner dans la situation sociale exposée par l'usager la ou les dimensions juridiques.
- la capacité à définir juridiquement la situation sociale de l'usager, c'est-à-dire à transposer dans une situation donnée des éléments de droit,
- la capacité à identifier les problèmes de droit liés à cette situation,
- la capacité à adopter le mode d'intervention juridique le plus adapté pour résoudre le problème de droit.

Dans la deuxième partie de notre travail, nous sommes arrivée à la conclusion que les travailleurs sociaux mènent différentes activités juridiques :

- l'information/conseil juridique
- l'orientation vers le professionnel du droit compétent en cas de demande exigeant une réponse pointue ou lorsqu'une procédure juridictionnelle est engagée ou à engager,
- la médiation juridique en cas de conflit sur une question de droit,
- l'accompagnement juridique ou le suivi contractuel à partir du moment où la situation problématique de l'usager nécessite une assistance durable,

- la saisine de la justice dans l'hypothèse où la situation ne peut plus être traitée autrement que judiciairement.

Or, chacune d'elles exige la mise en oeuvre d'une capacité particulière :

- la capacité à donner des informations ou conseils juridiques en rapport avec une situation sociale donnée,
- la capacité à identifier le professionnel du droit compétent pour répondre à la demande de l'usager,
- la capacité à utiliser le droit comme mode de régulation amiable des conflits dans lesquels l'usager est partie,
- la capacité à développer un rapport contractuel avec l'usager,
- la capacité à déterminer le moment à partir duquel la juridiction compétente doit être saisie pour statuer sur la situation sociale de l'usager.

3.2. Les capacités repérées et requises pour évoluer sur le plan professionnel

Les travailleurs sociaux sont des professionnels qui ont intérêt à améliorer leur position individuelle dans la hiérarchie du travail social, à sauvegarder voire à repousser de manière collective les frontières de leur territoire professionnel.
C'est donc, dans un angle double, individuel et collectif, qu'ils sont amenés à développer des stratégies conservatrices (de défense du territoire existant) ou subversives (d'agrandissement du territoire).

Les préoccupations des travailleurs sociaux à l'égard de leur travail se situent à plusieurs niveaux : la tutelle, les conditions de travail et la responsabilité professionnelle.

C'est quasiment à l'unanimité qu'ils reconnaissent leur situation de tutelle ou de subordination ou de domination. Il n'agissent pas librement mais soit sur mandat soit en vertu de « consignes » des supérieurs hiérarchiques ou des élus. Le mandat peut être administratif, le mandant étant le Conseil général ou le Service social international, ou judiciaire, le mandant étant alors le juge des tutelles ou le juge des enfants.

Ils dénoncent aussi les conditions dans lesquelles ils travaillent, en particulier la surcharge de travail et les risques qu'ils courent quotidiennement.

Selon eux, la surcharge de travail résulte de l'effet combiné de trois phénomènes : le manque de moyens, le nombre élevé d'usagers et l'attribution de missions supplémentaires.
Les moyens qui font défaut sont essentiellement des moyens en personnel qualifié ou des financements, et, dans une moindre mesure, des infrastructures (institutions sociales ou médico-sociales) ou des fonds documentaires.
Le nombre croissant d'usagers est également présenté comme une source de surcharge. Les travailleurs sociaux du Conseil général reçoivent en moyenne 15 à 20 personnes en l'espace de trois heures. Ceux qui travaillent en établissement scolaire ou en entreprise ont à faire face à 3000 usagers, salariés ou élèves. D'autres encore disent s'occuper de 500 érémistes ou de 50 familles.
Enfin, se pose le problème d'attribution de missions supplémentaires comme la mission d'insertion ou la mission de promotion des droits des usagers.

La surcharge consécutive de travail a deux conséquences principales : la rationalisation du travail social d'une part, la détérioration des conditions de travail d'autre part. La

rationalisation du travail social s'opère à deux niveaux, quantitatif et qualitatif. Sur le plan quantitatif, tout d'abord, les travailleurs sociaux cherchent à se soulager d'une partie de la charge de travail en filtrant les demandes des usagers, en fixant des rendez-vous et en mettant en attente les mesures. Sur le plan qualitatif, ensuite, ils reconnaissent revoir à la baisse leurs missions, en réduisant l'accompagnement ou le suivi social. Quant à la dégradation des conditions de travail, elle repose à la fois sur le nombre élevé d'heures de travail effectuées, le fait de n'avoir « pas d'heures » et sur le stress que les travailleurs sociaux ressentent face à la pression que représente la demande des usagers.
Ces difficultés véhiculent une vision négative du travail social qui peut, à la longue, porter préjudice au développement des professions sociales. En effet, si le travail social apparaît comme un travail peu intéressant et difficile, il risque d'attirer de moins en moins de candidats ou, parmi ses futurs agents, des éléments de niveau médiocre, peu motivés.
C'est la raison pour laquelle les travailleurs sociaux, en défendant la qualité de leur travail, sont amenés à promouvoir une image attractive du travail social nécessaire au développement quantitatif et qualitatif du territoire professionnel.

Une part importante des travailleurs sociaux interrogés estime courir des risques dans l'exercice de leurs fonctions. Ils évoquent l'origine de ces risques ainsi que les actions entreprises visant à les faire diminuer.
Ils s'accordent à penser que c'est l'usager qui, par son comportement potentiellement agressif, verbalement ou physiquement, représente un risque. Leur « envie de tout casser », leur « rage » font craindre parfois même pour leur vie. Certains, en effet, parlent du décès de collègues suite à des agressions d'usagers. L'un d'eux affirme avoir reçu des menaces de mort. Les travailleurs sociaux estiment que l'usager devient violent lorsque sa demande n'est pas immédiatement satisfaite.
Ils s'interrogent sur les moyens mis en place pour limiter les risques. Un seul d'entre eux pense que le remplacement de l'accès libre des usagers à la permanence par l'entretien sur rendez-vous constitue un facteur de sécurité. Pour tous les autres, il n'existe pas de moyens préventifs. C'est seulement après coup, qu'une action judiciaire est engagée à la suite d'un dépôt de plainte de la part du travailleur social victime d'agression.
La prise de risque, qui tend à augmenter, oblige les travailleurs sociaux à s'interroger sur la définition de leur fonction, de leur statut, de leur salaire. Est-ce qu'il entre dans leur fonction de gérer le climat de violence ? Si oui, peuvent-ils prétendre à une prime de risque ? En cas de dommages, qui est responsable ?

Pour autant, les dysfonctionnements dénoncés n'entraînent pas systématiquement, de la part des travailleurs sociaux, des actions visant à les éliminer ou même les atténuer. Ils sont plus nombreux à déclarer « ne pas se plaindre », « ne pas avoir le choix », « être obligés ». Lorsqu'ils se dressent contre de tels dysfonctionnements, ils utilisent des voies diversifiées. Ils font appel aux syndicats, à la hiérarchie ou à un groupement de salariés, une « coordination » par exemple.
Ces stratégies attestent leur capacité à mobiliser les instances de défense des droits des salariés individuellement ou collectivement.

Pour résumer, les capacités des travailleurs sociaux à faire évoluer leur position professionnelle existent mais sont insuffisamment développées. Elles pourraient s'étendre, notamment d'un point de vue stratégique, par le repérage des moments favorables à la promotion professionnelle, personnelle ou collective.

3.3. Les capacités juridiques repérées et requises pour émanciper les usagers

Il ressort des entretiens réalisés auprès des travailleurs sociaux que ces derniers mènent des activités juridiques dans le double but contradictoire de normaliser et d'émanciper les usagers.

Par conséquent et dans une démarche dialectique, avant de considérer précisément ce qu'ils font pour émanciper les usagers et les capacités qu'ils mettent en oeuvre, nous allons examiner rapidement ce qu'ils font pour les normaliser.

➢ La normalisation des usagers par le droit

L'ensemble des travailleurs sociaux a pour mission de conformer les comportements des usagers à la loi en vigueur, conformément aux attentes de l'Etat.
Les assistants de service social sont légèrement plus actifs que les éducateurs spécialisés pour atteindre cet objectif prépondérant.

Plusieurs voies sont empruntées qui, d'ailleurs, peuvent se cumuler :

- l'insertion,
- l'enrayement de la dégradation de la situation,
- l'intervention sur les comportements déviants,
- la protection
- la pacification des relations sociales.

✓ L'insertion

Tous les travailleurs sociaux estiment avoir à insérer les usagers tant sur le plan professionnel que sur le plan social. L'insertion professionnelle passe par l'accès à un emploi stable, durable. L'insertion sociale repose sur la restauration ou le développement des relations familiales, le relogement ou le maintien dans le logement, l'apprentissage de la langue française, les loisirs.

Dix-sept des vingt travailleurs sociaux interrogés considèrent que le respect du droit est facteur d'insertion. Aussi, ne ménagent-ils pas leurs efforts pour faire en sorte que les usagers remplissent leurs obligations, qu'elles soient légales (obligation alimentaire) ou contractuelles et qu'ils se soumettent aux décisions de justice dont ils ont fait l'objet.

✓ L'enrayement de la dégradation de la situation

Quatorze travailleurs sociaux sur vingt s'assignent comme but de lutter contre la détérioration de la situation sociale des usagers. L'accompagnement est privilégié en tant qu'outil de résolution des difficultés matérielles et relationnelles que ces derniers peuvent rencontrer. Il s'exerce la plupart du temps dans le cadre d'une intervention éducative à domicile (IEAD).

La moitié d'entre eux recourt au droit pour « geler » la situation, voire l'améliorer. En diffusant des informations juridiques, en distribuant les droits-créances et en intervenant au niveau juridictionnel, que ce soit par exemple auprès du juge de l'exécution en cas de saisie ou d'expulsion, ou auprès du juge des enfants en cas de danger, ils ralentissent ou stoppent le processus de l'exclusion.

✓ L'intervention sur les comportements déviants

Sept travailleurs sociaux sur vingt tentent de supprimer les comportements déviants des usagers. C'est une action qui s'exerce à l'échelle individuelle ou collective dans le cadre de campagnes d'information. Les origines de la déviance se trouvent dans la consommation d'alcool, de drogue, le dysfonctionnement de la cellule familiale, mais également dans le non respect de la loi. Le droit est un critère parmi d'autres de détermination des comportements déviants.

✓ La protection

Chez sept travailleurs sociaux, la protection de l'usager apparaît comme un moyen de le normaliser, de le faire entrer dans un cadre juridique.
En général, c'est une protection de type judiciaire, ordonnée par le juge des enfants pour les mineurs, par le juge des tutelles pour les majeurs.

✓ La pacification des relations sociales

Sur les huit travailleurs sociaux sur vingt qui s'investissent dans la pacification des relations sociales, cinq mobilisent l'outil juridique, en faisant un rappel à la loi, en faisant intervenir le juge, ou encore en jouant le rôle de médiateur pour régler à l'amiable les conflits.

Même si la normalisation par le droit n'est pas le but premier que nous avons fixé, les capacités développées par les travailleurs sociaux dans cette perspective sont à prendre en considération en raison du poids de l'environnement institutionnel.
Elles sont complétées par les capacités mobilisées en vue de l'émancipation des usagers, qui est l'objectif prioritaire. Par conséquent, c'est aussi et surtout à partir des activités juridiques émancipatrices effectivement remplies que des objectifs dérivés seront définis.

Rappelons, en effet, que dans le cadre de la démarche dialectique qui est la nôtre, les objectifs de normalisation et d'émancipation sont indissociables, mais qu'en même temps, afin de transformer les rapports de force au bénéfice des acteurs dominés, travailleurs sociaux et usagers, il est indispensable de faire prévaloir l'émancipation de ces derniers.

➢ **L'émancipation des usagers par le droit**

Dix-huit travailleurs sociaux sur vingt engagent des activités juridiques dans le but d'émanciper les usagers. Les éducateurs spécialisés se montrent plus entreprenants que les assistants de service social.
L'émancipation juridique revient à placer les usagers en situation d'agents juridiques, dotés d'un minimum de capital juridique leur permettant de prendre position dans le champ juridique et d'activer un habitus sous forme de stratégies subversives, de nature à accroître leur capital et donc, à les faire progresser socialement.

Trois directions sont mobilisées :

- La prise de responsabilité
- l'identité
- la mise en réseau

✓ La prise de responsabilité

La prise de responsabilité est un objectif que se fixent seize travailleurs sociaux sur vingt. En rupture avec l'assistanat, qu'ils décrient, elle consiste à faire de l'usager une personne capable de se prendre en charge, d'assumer ses responsabilités.
Les trois-quarts d'entre eux voient dans le droit un support d'autonomisation.

Le contrat tout d'abord, apparaît, chez eux, comme le moyen de promouvoir chez l'usager, qui acquiert le statut de contractant, une prise de responsabilité, un comportement citoyen.

« *Alors, la dynamique d'autonomisation moi, je l'inscris dans le sens où la réponse à la demande n'est peut-être pas forcément la réponse directe. Elle s'accompagne aussi par des actions menées par la famille. A savoir, c'est beaucoup le développement de la notion de contrat, qu'on va déjà mettre en place. A savoir, vous faites quelque chose, je veux bien vous aider à la faire, mais 1°/je vais pas le faire à votre place et 2°/on va amener les moyens si vous vous prenez en charge. Ça veut dire aussi, a contrario, de pas avoir peur de dire : je fais rien. Et, ça dynamise la personne. Ça l'oblige à se prendre en charge* » (E1).

« *Donc, il va falloir demander un contrat APJM, mais qui n'exclut pas ses responsabilités. En fait, il demande une aide éducative, mais il est quand même obligé d'assumer les capacités d'un jeune majeur. L'APJM n'est pas un contrat en diminution de responsabilités, ça ils l'oublient un peu trop souvent* » (E9).

« *Elle a 18 ans, donc, elle voudrait être autonome. Là, je suis en pourparlers avec la collègue du Département pour envisager un contrat jeune majeur pour elle également* » (E13).

Ce comportement citoyen peut également résulter du fait de mettre les usagers en situation de faire valoir eux-mêmes leurs droits.

« *Deux fois, j'ai fait les Prud'hommes, je me souviens maintenant. La 1ère fois, j'ai fait ça via Droit des jeunes. J'étais là, j'ai soutenu, j'ai fait la lettre de démission, je suis rentré en contact avec l'avocat, l'employeur. Quand je dis je suis rentré en contact, c'est lui qui l'a fait. Ça je l'ai pas dit, mais moi, j'essaye, enfin, quand je peux, j'accompagne jamais. Je vais jamais avec eux. Ils y vont. On prépare avant. Je suis pas un pro de l'accompagnement. Je crois que ça sert pas à grand chose, des fois mêmes, ça dessert le jeune* » (E4).

« *Alors, nous, on leur dit que si, vraiment, ils sont pas d'accord ou si ça se passe mal, ils peuvent toujours faire appel à un avocat. Mais souvent, ça suit pas. Et puis, nous, on peut pas non plus forcément les aider directement dans ces démarches-là. Ça, ça doit être leurs démarches à eux. Donc, on arrive aussi à leur laisser une autonomie et une indépendance par rapport à leurs décisions* » (E6).

« *Il faut aussi demander l'aval du jeune, si on a le droit de le faire, parce qu'on doit lui rendre son droit, pour qu'il puisse devenir ensuite un citoyen* » *(E9).*

Mais, la responsabilisation de l'usager, sur la base d'un contrat ou de la revendication de droits, peut être considérée comme source d'émancipation seulement dans la mesure où la volonté du travailleur social est bien de lui donner les moyens d'engager des stratégies de développement de capital lui permettant de sortir de sa condition sociale dominée. En revanche, si l'objectif est de faire peser sur l'usager la responsabilité de ce qui lui arrive,

l'autonomisation devient un instrument de légitimation de l'état de domination dans lequel il se trouve.

✓ L'identité

Huit travailleurs sociaux insistent sur la nécessité de préserver l'identité sociale de l'usager.

Ils sont trois à se positionner en faveur de la protection de l'identité juridique, en particulier la filiation.

« *Dernièrement, sa maman, pour faire chier son mec, a demandé une dépaternisation, qui est intervenue en novembre 98. C'est la maman qui a demandé que son fils reporte son nom, alors que son gamin, depuis 87, porte le nom de son père. Ça pose beaucoup de problèmes parce que le jeune n'a pas été concerté, ça a été fait derrière son dos, et il désire conserver le nom de son père. Donc, actuellement, on est en train de faire des démarches, en lien avec le SDJ soutenu par les avocats, où on est prêt à aller jusqu'à casser le procès pour déjà négligence au niveau de la forme, parce que le jeune n'a pas été entendu, et que l'intérêt du jeune, au delà de pouvoir conserver son nom, c'est aussi toute la conception de sa personnalité qui est remise en jeu. Ce jeune a un nom italien, a construit toute son identité sur le nom italien, alors que sa mère a un nom alsacien, et ça le perturbe énormément. Donc, on est en train de faire ça actuellement* » (E9).

« *On a les outils à prendre par rapport à ça, pour aider cette personne à se réhabiliter dans ce qu'elle peut être. J'essaie de faire en sorte que les enfants préservent une identité. C'est compliqué, c'est pas simple. Mais, j'essaie qu'elles préservent au moins leur identité, leur père, leur mère* » (E17).

L'identité juridique est la condition sine qua non pour qu'une personne se situe comme un acteur juridique. Sans identité juridique, pas de capital, pas d'habitus en droit, donc, pas de possibilités d'évoluer. Par conséquent, lorsque le travailleur social protège l'identité juridique de l'usager, il lui permet de se construire un habitus juridique qui peut éventuellement déboucher sur la mise en oeuvre de stratégies émancipatrices.

✓ La mise en réseau

Six travailleurs sociaux contribuent au développement des réseaux des usagers, en tout cas de ceux qui peuvent leur permettre de ne plus être exclus et même parfois d'améliorer leur statut social.

« *Le but du travail c'est de réinsérer à l'extérieur. Donc, on évite de faire de l'enfermement. On essaye au maximum que les jeunes soient sur l'extérieur. Le travail c'est sur l'extérieur, les loisirs c'est sur l'extérieur. On accompagne ou pas les jeunes dans leurs loisirs. On les oblige à se rendre à des clubs, de voir les Maisons de quartier pour qu'ils créent leur propre réseau. Un jeune en appartement, on demande qu'il aille voir dans la Maison de quartier ce qui se passe etc., pour qu'il soit inséré dans le tissu social. ça sert à rien de les accompagner et de les tirer par la main parce que, de toute manière, après Starter, c'est fini* » (E9).

« *On aura plus une fonction de chef d'orchestre, de centralisateur, en essayant de faire jouer tout ce qui est autour du majeur, y compris de manière élargie sa famille, son réseau relationnel dans le sens large, ses amis ou ses voisins etc., de manière à créer autour du majeur une stabilité, un réseau relationnel fiable. Voilà, c'est un peu ça. C'est un peu flou, abstrait, mais en gros c'est ça. Notre mission va d'abord être celle-là* » (E11).

Seul un travailleur social participe à la constitution d'un réseau juridique propre à l'usager.

« *On travaille aussi avec le centre d'hygiène alimentaire, avec un médecin en alcoologie qui vient participer à des réunions sur l'alcool en général. Ou alors, nous, nous allons là bas, donc, j'essaye de rassembler un certain nombre de personnes ici. Et bien souvent, au travers de cette information générale, on voit qu'après, ça peut déboucher sur des suivis individuels. Après, les personnes vont plus facilement rencontrer cette personne (médecin). Et une fois qu'elles l'ont vu, elles se rendent compte que c'est quelqu'un d'accessible à qui on peut parler. Donc, par le biais d'interventions collectives, on arrive à effectuer des suivis individuels. Et, quelquefois même si c'est pas cette année là, ça peut être deux ans après, les personnes disent : quand j'étais au foyer, je vous ai rencontré. Donc, on fait ça sur l'alcool. On le fait aussi avec le centre de planification familiale sur tout ce qui est contraception. On le faisait aussi au niveau droit, y avait un avocat qui venait pour voir toutes les questions que les personnes se posaient tous azimuts au niveau du droit. Après, on le faisait avec un juriste du CIDF* » (E14).

Les travailleurs sociaux favorisent la constitution et le développement du capital social des usagers. Les relations qu'ils font entrer dans le réseau des usagers appartiennent au champ du travail social comme par exemple les professionnels des Maisons de quartier, des Missions locales, des centres de planification familiale. Or, ce type de relations n'est pas de nature à favoriser l'émancipation les usagers mais, au contraire, à maintenir un lien de dépendance étroit avec l'assistance.
Alors que l'intégration de relations juridiques dans le réseau des usagers peut permettre cette émancipation, nous constatons que c'est de façon rarissime que les travailleurs sociaux s'y emploient ; ce qui est d'autant plus frappant que ces derniers disposent d'un réseau juridique développé qui pourrait être transmis, au moins en partie, aux usagers.

Conclusion

Compte tenu du triple enjeu d'insertion, d'émancipation de et professionnalité, les activités juridiques des travailleurs sociaux impliquent la mobilisation de capacités à deux niveaux, un niveau technique et un niveau stratégique.

Pour insérer les exclus par le droit, c'est-à-dire répondre aux demandes juridiques résultant de l'offre de droits, des capacités juridiques techniques sont nécessaires comme décoder les demandes, qualifier juridiquement les faits, donner une information juridique adaptée etc.
En complémentarité, en lien avec les enjeux d'émancipation et de professionnalité, d'autres capacités de type stratégique cette fois sont à considérer. Pour s'affirmer comme un professionnel de l'accès au droit, le travailleur social doit se comporter comme un salarié capable de défendre ses droits, son territoire, d'optimiser les risques du travail. Pour répondre aux besoins d'émancipation des exclus, les capacités juridiques consistent à transmettre des connaissances juridiques, à susciter chez eux une prise de conscience de la force du droit, à faciliter leur entrée dans le droit, notamment en les mettant régulièrement en relation avec des juristes.

CONCLUSION DU CHAPITRE

Face à l'exclusion qui représente une menace grandissante, l'Etat a multiplié les droits des exclus en vue de favoriser leur insertion juridique, et donc, sociale. L'augmentation de ces droits a provoqué une montée en puissance des demandes juridiques. Celles-ci sont devenues le pain quotidien des travailleurs sociaux. Preuve en est l'importance et la diversité des activités juridiques qu'ils remplissent aujourd'hui. Autour de ces activités des enjeux se sont noués, un enjeu d'insertion des exclus pour les pouvoirs publics, un enjeu de professionnalité pour les travailleurs sociaux, un enjeu d'émancipation pour les exclus. Les besoins de formation juridique des travailleurs sociaux s'inscrivent dans ce contexte aux enjeux concurrents et contradictoires. Il en résulte un besoin pour ces professionnels de se doter de capacités à la fois techniques et stratégiques.

Ainsi, la sous-hypothèse posée en introduction peut être considérée comme vérifiée, à savoir que le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, la montée de l'exclusion et le développement des droits des exclus, mettent surtout l'accent sur un enjeu d'insertion juridique des exclus au nom de la paix sociale, laissant derrière les enjeux de professionnalité juridique des travailleurs sociaux et l'émancipation sociale par le droit des exclus.

Ainsi, nous disposons d'une première représentation des besoins de formation. Ils émergent de trois points d'ancrage : le contenu des activités juridiques des travailleurs sociaux, telles que nous pouvons les observer aujourd'hui dans l'espace géographique que nous avons délimité ; le contexte socio-économique de ces activités centré sur le phénomène d'exclusion ; les enjeux liés à la position de chacun des acteurs ayant des intérêts différents dans la formation juridique des travailleurs sociaux.
Au cours de ces démarches, nous avons gardé la même posture. Notre questionnement s'est inscrit dans une tension dialectique entre les exigences des pouvoirs publics, acteurs dominants, et les besoins des acteurs dominés, les travailleurs sociaux et les usagers/exclus.

A présent, nous entendons pousser plus loin l'investigation des besoins de formation en allant dans la direction des acteurs dominés, et particulièrement celle des travailleurs sociaux, de leur professionnalité, du renforcement de leur position, de leur légitimité et de leur reconnaissance sociale par les employeurs et les professionnels du droit avec lesquels ils entrent en concurrence dans le domaine de l'aide à l'accès au droit. L'enjeu est de taille. Tout renforcement de la position des travailleurs sociaux rejoint les intérêts des usagers eux-mêmes. En développant leur légitimité et leur position, les travailleurs sociaux exercent un pouvoir d'influence au sein du jeu d'acteurs et déploient des capacités prioritairement, mais non exclusivement de type progressiste, c'est-à-dire centrées sur l'émancipation des usagers. Ce sera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE VII : LE CAPITAL JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

Quelle position les travailleurs sociaux occupent-ils dans le champ de l'aide à l'accès au droit ? Dans la mesure où cette position sociale est également déterminée par le niveau de capital possédé, la question se pose dans ces termes : quel capital juridique les travailleurs sociaux possèdent-ils ?

Nous supposons que, dans l'exercice de leurs activités juridiques, les travailleurs sociaux mobilisent un capital juridique limité, tant du point de vue de son volume que de sa structure, qui les place en position d'acteurs dominés dans le champ de l'aide à l'accès au droit ; que ce capital juridique repose principalement sur le réseau ; leur niveau de culture et de langage juridiques ne leur permettant pas de rivaliser avec les juristes.

Pour vérifier cette sous-hypothèse, nous nous basons sur les vingt entretiens réalisés auprès d'assistants de service social et d'éducateurs spécialisés. Ceux-ci ont été classifiés, selon la typologie de Pierre Bourdieu, en trois structures, après que la structure économique ait été exclue en raison de l'absence, chez les travailleurs sociaux, de revenus spécifiquement liés à leurs activités juridiques. Il s'agit du capital social, du capital culturel et du capital symbolique en droit.

Les développements de ce chapitre seront donc consacrés successivement au réseau juridique des travailleurs sociaux, à leur culture juridique et à leur langage juridique.

§1. LE CAPITAL SOCIAL EN DROIT OU LE RESEAU JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Est-ce que les travailleurs sociaux disposent d'un « *ensemble de ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations* [juridiques] *plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance* »[1] ?

[1] Pierre BOURDIEU, *Le capital social, notes provisoires*, op. cit.

Pour nous, les travailleurs sociaux possèdent un réseau durable et étendu de relations juridiques qu'ils se constituent eux-mêmes, selon leurs propres critères, peu institutionnalisé, destiné, consciemment ou non, à procurer des gains matériels et symboliques.

Cette affirmation conduit à appréhender le réseau dans quatre dimensions : son étendue, ses conditions d'entrée, ses caractéristiques et sa finalité. Nous établirons, d'abord, des constats qui feront, ensuite, l'objet d'une analyse.

1.1. L'étendue du réseau juridique

Nous notons que dix-huit travailleurs sociaux sur vingt qualifient expressément le travail social de travail en réseau ou en partenariat.

« *Ça passe beaucoup par un travail en réseau. Moi, si j'ai pas de réseau, je peux rien faire* »... « *Comme tout éducateur qui se respecte, on a des réseaux* » (E4).

« *On a beaucoup de partenaires parce que c'est indispensable pour qu'on fonctionne* » (E11).

« *Je crois qu'on ne peut pas travailler autrement qu'en partenariat, on a besoin des uns des autres* » (E13).

« *C'est un travail de partenariat, énormément* » (E16).

« *Je crois que c'est aussi important le réseau* » (E19).

Concernant les deux travailleurs sociaux qui n'en parlent pas, l'un travaille dans un foyer de l'enfance, l'autre est chef de service socio-éducatif dans une Unité territoriale. Bien que le terme de réseau ou de partenariat n'apparaisse pas expressément dans leur langage, ils évoquent des relations de travail.
Dans ce réseau, qui comprend, en outre, les travailleurs sociaux extérieurs, les professionnels de la santé, les élus locaux, les enseignants, les bénévoles et les bailleurs sociaux, figurent les juristes. En effet, à l'unanimité, les travailleurs sociaux reconnaissent travailler en relation avec ces derniers. De qui s'agit-il ? Ils peuvent être classés en deux catégories : les professionnels du droit et les associations ou les administrations ayant pour objet de diffuser des informations juridiques.

Les professionnels du droit sont les magistrats, avocats, notaires, greffiers, médiateurs, huissiers, administrateurs ad hoc, les forces de l'ordre : policiers, gendarmes. Les plus cités sont les magistrats par 17 travailleurs sociaux ,62 fois et les avocats par 15 travailleurs sociaux, 17 fois.

Les associations ou administrations chargées de promouvoir l'information juridique sont évoquées par tous les travailleurs sociaux. Il s'agit :

- pour les administrations de : la Direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) , l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) , la Caisse d'allocations familiales (CAF), l'Inspection académique, le Centre interministériel de renseignements administratifs (CIRA), le Conseil général ;
- pour les associations de : l'Union régionale interfédérale des oeuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS), le Service droit des jeunes (SDJ), l'AVIJ62 association d'aide aux victimes, la Cimade service d'entraide oecuménique, le Service

sociale d'aide aux émigrants (SSAE), la Mission locale, le Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), le Centre d'information des droits de la femme et de la famille (CIDF).

Le CIRA est de loin l'organisme le plus mobilisé, par 65% des travailleurs sociaux.

« *Le premier numéro de téléphone qu'on donne à tout jeune professionnel, c'est celui du CIRA* » (E1).

« *Quand je sais pas j'appelle le CIRA systématiquement* » (E4).

« *Souvent ce qu'on utilise maintenant, c'est le CIRA* » (E6).

« *Je sollicite beaucoup d'abord de manière générale le CIRA* » (E11).

Les agents juridiques faisant partie du réseau des travailleurs sociaux

PROFESSIONNELS DU DROIT	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
Tribunal / juge	xxx		xxx			xxx	x	xxx	xx	x	xx	x	xxx	x	xx		x	x		x
Juge des enfants	xxxx					xxx	xx					x		xx	x	x	xxxx	x		
Juge d'application des peines		x																		
Juge des tutelles						x			xx									xx		x
Juge d'instruction											x						x	x		
Juge aux affaires familiales						x														
Greffier										x										
Procureur ou substitut du procureur							x	x					xxx				x			
Médiateur			x	x																
Huissier	x														x					x
Avocat	xx	x	x	x	x	x		x	x	x	x		x		x	x	x			
Avocat pour enfants													x							
Maison des avocats								x										x		
Notaire	x									xx	x						x			x
Administrateur ad hoc																x				
Juriste													x						x	
Antenne de justice			xx																	
Gendarme	x	x								x			xx							
Policier				x			x						xx							
ASSOCIATIONS/ADMINISTRATIONS	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
CIRA	xx	xx		xx		x	xx		x	x	xx	x	x	x	x			x		
CIDF														x				x		
SDJ				x	xx	x		x												
GISTI					xx															
Cimade				x																
DDTE									x											
URIOPSS																				x
AVIJ62																				x
CAF		x	x		xx	x		x		xx					xxxx					x
Mission locale				xxxx																
Association								x								x			x	x
Inspection académique													x							
Conseil général (service juridique)								x				xx								
ANPE																		x		
SSAE																	x	x		

Quelle analyse faisons-nous de ces constats ?
La très grande majorité des travailleurs sociaux reconnaît travailler en réseau ou en partenariat.
En fait, ceux-ci possèdent plusieurs réseaux de relations aussi bien dans le domaine de la santé, de l'enseignement, du logement, de la politique locale que dans le tissu associatif bénévole.
Ils possèdent également un réseau de relations juridiques.

Ce réseau occupe une place importante, d'abord, parce que l'ensemble des travailleurs sociaux interrogés fait état de relations avec des juristes.
Il l'est, ensuite, de par sa diversité. En effet, les juristes qui le composent sont non seulement des professionnels du droit reconnus comme les magistrats, avocats, notaires, huissiers, policiers, gendarmes mais aussi des associations ou administrations dont l'objet est de diffuser des informations juridiques. Mais tous ne possèdent pas le même niveau de capital juridique. Ainsi, les professions juridiques disposent d'un capital plus élevé que les juristes des administrations ou associations concernées. Les professions juridiques, elles-mêmes, sont hiérarchisées ; et cette hiérarchie s'impose au sein de chaque profession.
Or, l'étendue ou l'importance du réseau de relations juridiques des travailleurs sociaux dépend du volume et de la structure du capital des juristes qui le constituent. Si le premier rang est occupé par des juristes peu dotés en capital, comme les associations ou les administrations, le réseau aura moins de valeur que s'il est occupé par des professionnels du droit fortement dotés en capital, comme les magistrats ou les avocats.

Afin de connaître la valeur du réseau juridique des travailleurs sociaux, le poids de chaque membre est donc à déterminer.
Au regard des données récoltées, il apparaît que si les travailleurs font tous appel aux professionnels du droit et aux associations et administrations, l'appel aux professionnels du droit est beaucoup plus fréquent.
Ce sont les magistrats les plus mobilisés, par 85% des travailleurs sociaux. Ils sont cités à 62 reprises dans les interviews en tant que partenaires ou membres du réseau. Le juge des enfants et le juge des tutelles y occupent une place privilégiée.
La position dominante des juges dans le réseau est liée au voisinage étroit de la justice et du travail social. Travailleurs sociaux et juges sont, en effet, amenés à collaborer régulièrement, en particulier dans des affaires de protection des mineurs (juges des enfants, juges aux affaires familiales) ou des majeurs (juges des tutelles).
75% des travailleurs sociaux intègrent les avocats dans leur réseau, presque autant que les juges. Un écart important intervient cependant au niveau de la fréquence de la collaboration : les avocats ne sont mentionnés que 17 fois.
En ce qui concerne les associations et les administrations, celles qui occupent une place dominante sont le CIRA, que 65% des travailleurs sociaux déclarent avoir contacté à 18 reprises, et la CAF, considérée à hauteur de 40% comme un partenaire. Le Service droit des jeunes arrive en troisième position (20%).

1.2. Les conditions d'entrée dans le réseau juridique

Nous relevons que les personnes qui forment le réseau sont choisies par les travailleurs sociaux eux-mêmes, selon leurs propres critères.

« *On fait son petit réseau soi-même. En fait, c'est un travail artisanal complètement* » (E13).

« *Moi, j'ai mon petit réseau* » (E14).

« *Il faut se constituer un réseau* » (E20)

De cette manière, pour entrer dans le réseau, le « candidat » doit remplir un certain nombre de conditions alternatives qui sont les suivantes :

- les compétences

L'ensemble des travailleurs sociaux s'accordent à saisir les juristes en raison de leurs compétences tenant au niveau et à la nature des connaissances juridiques.

« *Je pense faire appel au GISTI parce que c'est eux qui ont les compétences. Et à qui je fais appel de temps en temps quand même, c'est au SDJ par rapport à tout ce qui est droit de la famille* » (E5).

« *On est obligé de toute manière de demander secours au niveau des avocats parce qu'ils ont, eux, accès à des dossiers. Ils connaissent le droit mieux que nous de toute manière* » (E9).

« *C'est pas notre boulot non plus que de remplacer la personne qui est spécialisée en droit, le juriste*»... « *C'est une juriste de formation qui nous est d'un grand secours quand on a des problèmes comme ça au niveau législatif* » (E13).

« *On va aussi vers l'association parce qu'ils ont des juristes, ils ont un certain nombre de gens qui sont en capacité de répondre* » (E19).

A contrario, le recours à l'agent juridique est exclu lorsque ses compétences n'entrent pas dans le champ du travail social.

« *Le reste, c'est plus des trucs de type divorce du ressort du JAF. Là, avec le JAF, on a jamais de contact puisqu'on a rien à voir. C'est pas notre champ de compétences* » (E1).

- l'accessibilité

A chaque fois, les travailleurs sociaux se tournent vers des juristes accessibles, c'est-à-dire joignables rapidement, par téléphone.
40% d'entre eux excluent du réseau les juristes qui ne sont pas accessibles sur le plan financier.

« *En plus je crois pas qu'ils* [les avocats] *aient fort envie de se voir embouteiller par nous. Quand on les appelle, on va pas leur donner 200f. Nos professions sont assez incompatibles. Ils ont une logique libérale qui est très forte. J'ai rien contre eux, mais...* » (E1).

« *Y a très peu de personnes qui peuvent nous renseigner gratuitement. Si on engage des frais d'avocat et puis que ça nous coûte la peau des fesses, c'est pas la peine* » (E9).

« *On a affaire à des gens qui travaillent chez nous, prennent un avocat, qui versent une provision de 2500f. Alors, je travaille pas toujours pour les avocats...je dis quelquefois : réfléchissez et ne vous engagez pas comme ça* » (E10).

« *On aurait bien voulu qu'un huissier vienne nous...mais il va pas venir gratuitement* »... « *La plupart des familles où on est amené à intervenir, y a l'aide juridictionnelle. Donc, on les encourage toujours à prendre un avocat lorsqu'on sait que ça va être gratuit* » (E15).

Mais ce n'est pas une condition sine qua non. Des dérogations sont possibles, fondées sur les compétences.

« *Alors, il est paradoxal, enfin, scandaleux de constater qu'un avocat qui travaille sous aide juridictionnelle ne travaille pas de la même manière. Ça c'est clair, il s'en fout complètement* » (E1).

« *Souvent, ils ont pas envie de passer par des avocats commis d'office, ce qui est logique parce que, quand y a des problèmes de trafic de drogue, ils peuvent pas faire grand chose* » (E4).

- la proximité (confiance)

Quatre travailleurs sociaux sur vingt choisissent les juristes dont ils se sentent proches, en qui ils ont confiance.

« *Parfois, on se téléphone avec certains avocats. Mais parfois, on a tendance à se faire utiliser* » (E1)

« *J'ai téléphone à un avocat que j'avais rencontré au cours d'une formation* » (E8).

« *J'ai une copine qui est greffier...elle m'aide aussi* » (E10).

« *Ça m'arrive aussi d'appeler des avocats que je connais* »... « *Je crois qu'on doit travailler en collaboration, mais que pour ce faire, il faut aussi mieux se connaître* » (E13).

En analysant ces données, nous pouvons remarquer qu'une personne n'appartient pas à un réseau en dehors de sa volonté. Au contraire, c'est elle qui crée son réseau, de manière individuelle. Le travailleur social définit donc lui-même son réseau de relations juridiques. Il impose des conditions d'entrée. Pour entrer, le candidat est soumis à trois épreuves qui ne se cumulent pas forcément.

L'épreuve des compétences est systématiquement imposée. Les travailleurs sociaux recherchent des juristes compétents à la fois en droit et en travail social, dotés de connaissances en droit de la famille, en droit des étrangers ou encore en droit pénal des mineurs.

Le seconde épreuve est celle de l'accessibilité. Tout d'abord, le juriste doit être joignable rapidement, par téléphone si possible. Les travailleurs sociaux, en effet, sont confrontés à des situations d'urgence qui réclament un traitement rapide. Aussi, lorsqu'un besoin d'information juridique se fait sentir, la réponse est attendue dans les délais les plus brefs.
Le coût des services juridiques est quelquefois également pris en considération. Moins il sera élevé, plus le juriste aura de chance d'appartenir au réseau.
Il n'est pas étonnant de ce fait que les travailleurs sociaux s'adressent en priorité aux juges dont les services, liés à l'exercice d'un service public, sont gratuits.
S'agissant des professions libérales, les avocats « gratuits », c'est-à-dire ceux qui acceptent l'aide juridictionnelle, sont particulièrement recherchés. Ce choix s'explique par le bas niveau des ressources des usagers du travail social qui les oblige à se tourner vers ce type d'avocats. Cependant, certains sont parfois écartés. Subissent ce sort ceux qui sont considérés comme incompétents et ceux qui « s'en fichent ».

Enfin, il arrive que les membres potentiels passent l'épreuve de la proximité. Contrairement aux critères précédemment évoqués, qui sont de nature objective, ici, la subjectivité joue un rôle central. En effet, cette fois, le privilège est accordé au juriste en qui le travailleur social a confiance. Cette confiance n'est attribuée qu'au terme d'une re-connaissance.

1.3. Les caractéristiques du réseau juridique

Dans les faits, la relation avec des juristes apparaît régulière chez 12 travailleurs sociaux.

« *On a des contacts avec des huissiers aussi, assez régulièrement* »... « *Le juge des enfants a l'habitude de travailler avec les services sociaux* » (E1).

« *On va pas recréer ce qui existe déjà à l'extérieur. Autant mettre en place un réseau partenarial fiable et évolutif, que d'aller créer un bidouillage qui tiendra pas la route* » (E2).

« *Souvent, ce qu'on utilise maintenant c'est le CIRA* » « *On a des contacts réguliers avec les magistrats* »(E6).

« *Je sollicite beaucoup d'abord de manière générale le CIRA* » (E11).

« *Avec la justice, on travaille de plus en plus pour tous les problèmes de délinquance* »... « *Le juge...on est en relation tout le temps* » (E12).

« *Souvent, on fait appel aux avocats* » (E14).

« *Il m'arrive fréquemment de téléphoner directement au substitut quand j'ai une situation qui me pose problème* »... « *Avec la justice, on travaille de plus en plus pour tous les problèmes de délinquance* » (E13).

« *Je travaille beaucoup avec le CIDF* » (E18).

On peut en déduire que le réseau juridique des travailleurs sociaux est un réseau durable, basé sur une grande régularité des relations avec les agents juridiques.

En revanche, c'est un réseau qui reste inorganisé sur le plan collectif. Aucun indice n'apparaît dans le discours des travailleurs sociaux qui permet de penser à une institutionnalisation du réseau. Il y a institutionnalisation, en principe, à partir du moment où un agent est mandaté pour représenter le réseau, défendre ses intérêts.

1.4. Les finalités du réseau juridique

Nous constatons que les travailleurs sociaux retirent deux avantages à la mobilisation du réseau.

- l'amélioration de la qualité de leur intervention

Les partenaires du réseau sont considérés par l'ensemble des travailleurs sociaux comme pouvant les aider.

« *On a pas la science infuse, c'est aussi les partenaires qui viennent nous épauler* » (E2).

« *C'est vrai que quelquefois, on en a marre l'une ou l'autre : ça fait des années qu'on suit cette famille. Ecoute, je peux plus, t'y vas parce que moi, je peux plus. Donc, c'est ma collègue de la CAF qui a repris* » (E10).

« *Je crois qu'y a qu'en travaillant en partenariat qu'on peut vraiment venir en aide au jeune* »... « *On a maintenant une avocate pour enfants qui s'est jointe à notre comité local, avec laquelle ont fait un travail superbe* » (E13).

« *Je pense qu'on a besoin de relais, ça c'est clair, sur des situations particulières où on sait pas quoi faire, où on a une vision pas très claire des choses* » (E17).

Précisément, l'intérêt du réseau juridique est d'obtenir rapidement des informations juridiques précises et justes.

« *Vaut mieux s'adresser au CIRA que de dire une connerie parce qu'il suffit pas de répondre, faut que ça soit juste* » (E2)

« *Y a des médiateurs de justice qui font aussi des permanences. Ils nous renseignent : ça dépanne* » (E3).

« *Ils te prennent pas la tête sur des questions plus personnelles. Tu poses la situation, ils te donnent les informations, point. Donc, le CIRA , ça marche assez régulièrement* » (E4).

« *Je pense contacter le GISTI pour essayer de savoir est-ce qu'on peut rebondir sur ce refus, sur cette absence de motivation du refus ou pas* » (E5).

« *...Des règles comme ça qui parfois ont changé. On est pas toujours vraiment informé des nouveautés, donc on pose la question* » (E6).

« *Y a tellement de situations particulières qu'on sait plus trop. Donc, pour pas se tromper, on appelle le CIRA* » (E7).

« *Je suis tout à fait conscient des lacunes dans certains domaines, et pas seulement en matière de droit d'ailleurs, mais je comble ces lacunes. J'essaie en tout cas de les combler en allant chercher ailleurs, et après de professionnels, les réponses à mes questions* » (E11).

« *Je contacte éventuellement un avocat, un notaire pour affiner ma réponse ou compléter éventuellement les informations que j'ai pu glaner ici et là...Quelqu'un qui a fait du droit ou qui connaît bien ces réponses ira beaucoup plus vite que moi, ira droit au but* » (E11).

« *J'ai les moyens de m'informer, des moyens aisés d'obtenir des informations. A la limite, si je suis vraiment emmerdé, j'appelle le juge* » (E12).

« *Ça m'arrive aussi d'appeler des avocats que je connais pour me renseigner quelquefois sur des questions un petit peu pointues au niveau juridique* » (E13).

« *Le CIRA, là, c'est par téléphone. Je les ai appelés aussi pour des choses assez précises* » (E18)

« *Ça nous est arrivé de contacter AVIJ 62 pour avoir une réponse sur une situation qu'on maîtrisait pas* » (E20).

- la délimitation d'un territoire professionnel

La moitié des travailleurs sociaux attend du réseau juridique qu'il leur permette de tracer les limites de leur territoire dans le domaine de l'aide à l'accès au droit, autrement dit, que chaque juriste qui le constitue, reconnaisse au travailleur social une sphère d'intervention lui appartenant en propre.
L'action de partage du territoire comprend deux étapes : d'abord la reconnaissance par le travailleur social des compétences spécifiques du juriste, ensuite, la déduction des compétences spécifiques du travailleur social.
Les juristes qui servent de repères aux travailleurs sociaux sont les avocats et les juges.

S'agissant des avocats, tout d'abord, leur légitimité est attestée dans les termes suivants :

« *On est pas l'avocat, donc, on est pas susceptible d'enclencher la procédure, ni de représenter l'usager et de plaider quoi que ce soit* » (E1).

« *Par rapport à des points un peu plus sensibles comme la dépaternisation, on est obligé de toute manière de demander secours au niveau des avocats parce qu'ils ont, eux aussi, accès à des dossiers. Ils connaissent le droit mieux que nous et aussi la manière dont on peut aborder le dossier* » (E9).

« *C'est vrai que connaître les réseaux des personnes vers qui ont peut aller en cas de doute ou parce que c'est des questions pointues qu'on peut pas aborder, ça me semble important. Après tout, c'est pas notre boulot non plus de remplacer la personne qui est spécialisée en droit, le juriste* » (E13).

« *On ne fait rien à la place de. De toute façon, pour pas mal de procédures l'avocat est obligatoire ; si c'est une demande de divorce* » (E15)

Les compétences des travailleurs sociaux se distinguent de celles des avocats comme suit :

« *Déjà les usagers viennent nous voir, c'est gratuit. On est présent sur le secteur, on est repéré sur le secteur. Et pour peu qu'on soit d'un abord relativement accueillant, ils ont le réflexe. Et puis ils savent pas toujours où s'adresser. Alors ça c'est une chose. La deuxième chose, le réflexe de l'avocat, c'est pas entrer dans les mœurs et puis c'est de l'argent* »... « *Nous on est intervenu en amont, c'est à la demande de l'usager. Et puis après, une fois que l'affaire est dans les mains de l'avocat, tout ce que je peux constater c'est un retour* » ... « *On est quand même plus accessible que l'avocat, plus disponible et plus à l'écoute* »... « *Nos professions sont assez incompatibles. Ils [les avocats] ont une logique libérale qui est très très forte* »... « *Parce que nous, nous pouvons donner une réponse théorique du droit, mais les gens qui pratiquent le droit, ils ont aussi leur réponse qui n'est absolument pas la même que la nôtre. Quand on voit la différence qu'il peut y avoir entre les conseils du travailleur social par rapport à un divorce et le travail de l'avocat qui oublie de parler des crédits lors du jugement, ça m'est arrivé aussi ça* » (E1).

« *Quand on est plus dans le curatif de personnes qui sont sans droit de séjour, qui ont eu des rejets et des choses comme ça, on renvoie vers des services d'avocats où, là, la demande, elle est purement...Je pense qu'on se situe plus au niveau de la prévention* » (E5).

Souvent, on fait appel aux avocats. Ça permet d'avoir leur point de vue, de connaître les démarches à accomplir, de renseigner la personne. On se rend compte que nos propres connaissances ne sont pas suffisantes. On donne les informations de base et après, on oriente la personne » (E14).

« *Je pense qu'on est peut-être plus à la portée des gens par rapport à un avocat. On a peut-être plus l'habitude de parler simplement. Les gens viennent nous voir, tout en allant voir l'avocat, pour redemander des choses, pour réfléchir avec eux sur ce qu'ils peuvent faire* » ... « *Un avocat, il fait des choses pour son client, nous, on conseille, on fait qu'accompagner...S'il a un papier qu'il ne comprend pas, on essaye de lui expliquer* » (E15).

« *Comme cette dame hier, qui voulait des renseignements concrets par rapport à la séparation de corps et de biens parce que, par rapport à tout ce qui est biens je maîtrisais pas trop, y a eu cette 1ère étape où elle est venue se confier, ça a duré un moment, elle est restée à peu près une heure, et après, elle voulait des renseignements bien précis, par la suite, elle allait à cette permanence* [Maison des avocats]. *Mais je crois que d'emblée aller à une permanence juridique, y a pas ce côté relationnel et y a pas ce côté où on peut s'installer et se confier. Et c'est complémentaire. Mais ça passe souvent par nous quand même* » (E18).

Les juges sont également reconnus.

« *On ne peut pas se substituer aux procédures* » (E1).

« *Tout ce qui tourne autour de l'exercice du droit de visite, ça doit être vu et traité par le juge aux affaires familiales* » (E6).

« *C'est le juge qui décide* » (E8)

« *Ce qu'on leur demande c'est d'être des juges, de dire la loi* »... « *C'était au tribunal de dire : écoutez la loi nous oblige à prendre une mesure...* » (E12).

« *Y a un cadre juridique avec un juge des enfants qui va pouvoir recadrer, resituer la loi* »... « *Le magistrat, il est là pour statuer* » (E16).

Toutefois, les travailleurs sociaux occupent une place à leurs côtés :

« *On prend notre temps avec eux parce qu'on va envoyer le rapport, mais c'est le juge qui décide. On propose mais c'est le procureur et le juge qui décident des suites* » (E8).

« *Dans la plupart des cas, le juge nous laisse toute latitude pour gérer les droits de visite* »... « *Y a un certain nombre de situations pour lesquelles on a demandé au juge de recevoir à nouveau des parents* »... « *Ce qu'on leur demande c'est d'être des juges, de dire la loi, pas de faire de l'entretien d'aide avec le gamin qu'ils reçoivent. Chacun son boulot, moi je n'ai pas à dire la loi aux gens* » (E12).

« *Après, dans la protection de l'enfance, quand on a atteint nos limites qui sont : le travail de prévention n'est plus possible, y a danger, on le signale au juge* » (E15).

« *On va rendre compte au magistrat de l'évolution de l'enfant...en fait, donner des éléments au magistrat pour qu'il puisse juridiquement protéger l'enfant* »...« *Le magistrat, il est là*

pour statuer ; à nous de lui renvoyer les bons éléments pour lui permettre de bien évaluer, de prendre les bonnes décisions juridiques » (E16).

« *C'est pas pour rien qu'on vient voir une assistante sociale. C'est qu'on recherche autre chose qu'une information. Sinon les gens s'adressent directement au tribunal* » (E18).

Comment interpréter ces résultats ?
On peut en conclure que les travailleurs sociaux possèdent un réseau de relations juridiques parce qu'ils en retirent des gains.

Tout d'abord, le réseau présente l'avantage pour le travailleur social d'obtenir rapidement des informations juridiques précises et fiables, lui permettant de résoudre la situation problématique à laquelle il se trouve confronté.
Le réseau de relations juridiques est considéré comme « une *caisse à outils* » (E2), expression qui révèle la nature instrumentale de sa finalité.
Il représente un gain à la fois sur le plan matériel, en termes de temps, et sur le plan symbolique puisque qu'il prouve son efficacité tant vis-à-vis des usagers que de ses pairs à régler des problèmes de dimension juridique.

Deuxième avantage, le réseau permet de tracer les limites du territoire occupé. Ni les juristes, ni les travailleurs sociaux n'ayant, séparément, la légitimité suffisante pour occuper exclusivement la zone d'interaction entre le droit et l'action sociale où la demande sociale de droit et la pratique sociale du droit ont cours, ils s'unissent par la reconnaissance mutuelle dans un réseau dont l'objet est de défendre les frontières extérieures de la zone, en même temps qu'ils se distinguent pour délimiter les territoires internes de cette zone.
L'action de délimitation du territoire s'effectue vis-à-vis des avocats et des juges, qui sont les professions juridiques les plus « envahissantes », sur la base de contradictions.
En ce qui concerne les avocats, les contradictions relevées sont : la gratuité/la cherté, la disponibilité/l'indisponibilité, la logique libérale/la logique de service public, le curatif/le préventif, la technicité/la relation, la complexité/la simplicité du langage C'est à partir de ces contradictions que le partage du territoire est réalisé :

Territoire du travailleur social	Territoire de l'avocat
Service public gratuit s'adressant à des personnes démunies (usagers du travail social)	Service privé onéreux s'adressant à des clients solvables
Service à tout moment	Service sur rendez-vous
Travail en amont, préventif , en dehors d'une procédure juridictionnelle	Travail en aval, curatif, lié à l'engagement d'une procédure juridictionnelle
Travail relationnel d'écoute, d'explication destiné à accompagner l'usager dans sa démarche juridique	Travail technique consistant à donner des renseignements juridiques précis et à plaider devant les juridictions
Utilisation du langage courant	Utilisation du langage juridique

En ce qui concerne les juges, les contradictions sont les suivantes : juger/ne pas juger, accompagner/ne pas accompagner, prévention/répression.

Territoire du travailleur social	Territoire du juge
Le travailleur social ne juge pas, il donne des informations au juge	Le juge statue, juge, dit la loi
Le travailleur social accompagne l'usager, l'aide	Le juge n'accompagne pas l'usager
Travail de prévention	Travail de répression, de sanction

Conclusion

Les travailleurs sociaux possèdent, grâce à la formation et à leur expérience, un réseau juridique parce qu'il représente une double utilité : développer leurs capacités à répondre aux demandes juridiques des usagers, d'occuper légitimement un territoire spécifique, le territoire socio-juridique (de l'aide à l'accès au droit) se situant à l'intersection du droit et du travail social.

Les juristes qui le composent, lorsqu'ils sont choisis par les travailleurs sociaux (ce n'est pas toujours le cas), le sont sur la base de critères objectifs tenant aux compétences et à l'accessibilité et d'un critère subjectif d'affinité.
Ce sont des professionnels du droit mais aussi des juristes qui travaillent au sein d'associations ou d'administrations destinées à informer les usagers sur le plan juridique.
Dans la mesure où ceux qui occupent une place privilégiée dans le réseau juridique sont des professionnels du droit, en particulier des magistrats et des avocats, deux professions dominantes, c'est un réseau qui peut être regardé comme solide.
Toutefois, le fait qu'il ne soit pas institutionnalisé peut être considéré comme une limite.
On peut conclure en affirmant que les travailleurs sociaux détiennent un capital social en droit élevé, qui pourrait l'être davantage encore s'ils institutionnalisaient le réseau.

Le fait que les travailleurs sociaux possèdent un réseau juridique, et que ce réseau comporte des limites apporte des éléments d'information à la question des besoins de formation. Des capacités peuvent déjà être évoquées : la capacité à construire un réseau, la capacité à entrer en relation avec des juristes, surtout dominants, en vue de les intégrer dans le réseau, la capacité à institutionnaliser ce réseau.

§2. LE CAPITAL CULTUREL EN DROIT OU LA CULTURE JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Les travailleurs sociaux ont-ils une culture juridique ? Nous supposons que les travailleurs sociaux ont une culture juridique limitée, de base.

Sachant que le capital culturel comprend trois états[1] : l'état objectivé, sous forme de biens matériels ; l'état institutionnalisé représenté par le titre scolaire ou « *brevet de compétence culturelle qui confère à son porteur une valeur conventionnelle, constante et pratiquement garantie sous le rapport de la culture* »[2] et l'état incorporé, c'est-à-dire les représentations, les trois composantes de la culture juridique des travailleurs sociaux que nous étudierons seront la documentation juridique, le diplôme attestant des compétences juridiques et les représentations juridiques.

En conduisant les travailleurs sociaux à s'exprimer sur les documents juridiques utilisés dans leurs pratiques professionnelles, sur leurs compétences juridiques, et sur leur capacité à se cultiver eux-mêmes en droit, nous espérions trouver des réponses favorables à cette sous-hypothèse.

---

[1]Pierre BOURDIEU, *Les trois états du capital culturel*, ARSS, 1979, pp.3-6.
[2] Id., p.5.

2.1. La documentation juridique des travailleurs sociaux

Le premier constat qui s'impose est que dix-sept travailleurs sociaux sur vingt ont en leur possession de la documentation juridique.

Il s'agit essentiellement des textes de lois et des codes (code civil, code pénal, etc.), très exceptionnellement, des ouvrages de droit, et jamais de revues juridiques spécialisées.

« *On a pas un abonnement juridique, non, à ma connaissance non, ou simplement des articles sur ce qui se passe dans le monde, dans le secteur social* » (E6).

Il arrive, parfois, que des travailleurs sociaux, ayant suivi une formation universitaire en droit, fait en lui-même inhabituel, conservent leurs cours de droit.

« *Je suis retournée à des notes, mais qui viennent de la fac de droit* » (E5).

Les textes de lois forment les trois-quarts du corpus de documents juridiques. Ils portent sur des questions intéressant le travail social. Ainsi, sont régulièrement citées les lois relatives au RMI, au logement (loi Besson), à la lutte contre les exclusions ou contre la maltraitance, à la décentralisation, à la délinquance des mineurs, aux institutions sociales et médico-sociales. Sur les cinq travailleurs sociaux qui n'en possèdent pas, quatre sont des éducateurs spécialisés.

« *Les textes de lois, je les ai, je les ai toujours gardés* » (E7).

« *Y a une nouvelle loi qui est passée au niveau du RMI, donc là, on a eu les documents* » (E8).

Ils ne sont que cinq à posséder un ou deux codes, le code civil le plus souvent. Les travailleurs sociaux concernés sont ceux qui sont régulièrement exposés à des demandes juridiques de populations pour lesquelles les droits sont déterminants comme les étrangers, les majeurs protégés, les jeunes travailleurs.
Ceux qui n'en possèdent pas s'en plaignent parfois.

« *Ici, y a pas de code pénal au sein de la circonscription...c'est ennuyeux* » (E1).

« *Pour te dire, on prétend faire du droit, on a même pas un code civil ici* » (E5).

Par ailleurs, onze des vingt travailleurs sociaux interrogés ont à leur disposition des documents socio-juridiques, principalement sous forme de revues et de guides.

Les deux revues que les travailleurs sociaux possèdent sont *Actualités sociales hebdomadaires* (ASH) et *Lien social*.

« *J'ai une pochette ASH où je reprends pas mal de trucs dans les ASH* » (E4).

« *On a des canards comme le Lien social, des trucs spécialisés, mais qui traitent un petit peu de tout ; on a, par exemple, les ASH* » (E6).

« *Je suis abonnée à deux bouquins, je dirais d'assistante sociale, c'est les ASH et Lien social* » (E10).

« *Au bureau on a réussi à préserver certains documents ; on est abonné aux ASH. Déjà, rien que ça, c'est complet, condensé* » (E20).

Parmi les guides, celui qui se dégage est le *Guide familial*.

« *On a le Guide de droit familial où là, on a des fiches synthétiques qui résument un petit peu tout ce qui tourne autour de l'exercice de l'autorité parentale, de la pension alimentaire, là, on a des fiches qui sont simplifiées* » (E6).

« *On a le Guide familial qui est mis à jour régulièrement, qui est sur tout ce qui est droit de la famille* » (E15).

« *Je regarde dans le Guide familial qui est très précieux, qui est un document très bien constitué* » (E18).

Un seul travailleur social (E3) déclare avoir conservé ses cours de droit, écrits au cours de sa formation initiale.

La documentation juridique des travailleurs sociaux

DOCUMENTS JURIDIQUES	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
Ouvrages de droit							x			x										
codes																				
Code civil		x									x	x	x							
Code pénal													xxx							
Code du travail		x																		
Code marocain de la famille					x															
Les textes de loi	xxxx		xx		x		x	xx	xx		x	xx	x		x	x	x	x	x	x
Liaisons sociales										x										
Cours de droit (Fac)					x		x													
DOCUMENTS SOCIO-JURIDIQUES	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
ASH	x	x		x		x				x					x					x
Lien social		x				x				x										
50 millions de consommateurs										x										
Guide social	x																			
Guide des 16-25 ans				x																
Guide familial						x							x		x			xxxx		
Guide pratique du droit														x						
Guide « spécialisé »						x														
Cours de droit (FI du TS)			x																	

L'analyse de ces données fait ressortir les points suivants.
Les documents juridiques que les travailleurs sociaux possèdent, en quantité importante, sont des textes de lois et des codes. Ceux qui en possèdent le plus sont des travailleurs sociaux particulièrement exposés à des demandes juridiques, formulées par des personnes dont le statut social repose essentiellement sur le droit comme les étrangers, les travailleurs, les majeurs protégés.
Il ne s'agit pas de tous les textes de lois et de tous les codes, mais seulement de ceux qui concernent le travail social, comme la loi contre les exclusions ou sur le RMI, comme le code civil ou le code pénal, par exemple, dont ils ont besoin pour travailler.

En revanche, ils ne possèdent pas, ou de façon rarissime, d'ouvrages et de revues juridiques, c'est-à-dire des documents qui développent une réflexion sur le droit, une pensée du droit. La raison à cela est qu'ils se sentent incapables de les lire ou qu'ils n'en voient pas l'intérêt. C'est la capacité d'appropriation qui détermine le choix de posséder ou non le document. De ce point de vue, il est intéressant de constater que les travailleurs sociaux, qui ont suivi une formation universitaire en droit, ont conservé leurs cours. Ils les ont conservés parce qu'ils les ont appropriés.

Ainsi, si les travailleurs sociaux ont des documents juridiques, la qualité de ceux-ci contribue à restreindre l'étendue de leur capital culturel objectivé.
Certes, en compensation, les travailleurs sociaux acquièrent des documents socio-juridiques, c'est-à-dire des guides ou revues, comme par exemple Actualités sociales hebdomadaires, Lien social, Informations sociales, qui traitent du droit. Cependant le fait qu'ils le traitent dans une forme simplifiée, vulgarisée, leur confère une valeur inférieure à celle des ouvrages ou revues juridiques spécialisées.

Tout ceci fait apparaître des besoins de formation au niveau de la lecture et de l'appropriation non seulement des documents juridiques vulgarisés mais également, dans une moindre mesure, des documents juridiques spécialisés ou scientifiques. Des capacités à lire et à interpréter le droit sont ici concernées.

2.2. La reconnaissance par le diplôme des compétences juridiques des travailleurs sociaux

On remarque, tout d'abord, que trois assistants de service social ont suivi une formation juridique universitaire de premier cycle.
Mais aucun n'a dépassé le stade de la première année, et donc n'a pu obtenir de diplôme : soit un DEUG de droit, soit une Capacité en droit.

« *J'ai quand même fait une petite année de droit, avant d'aller faire ma formation d'AS. J'ai suivi, honnêtement, comme ça parce que j'ai fait ça en attendant. C'était à l'époque où il fallait...J'ai passé une 1ère fois le concours d'AS où il fallait pas avoir le bac pour passer le concours. Disons que le concours avait lieu en mars, et je passais mon bac en juin. Et, j'avais 17 ans. On m'a refusée parce qu'on m'a dit que j'étais trop jeune par rapport à la maturité. Donc, j'ai du repasser le concours l'année suivante. Et l'année suivante, de toute manière, il fallait être titulaire du bac pour passer le concours. Donc, j'ai du faire une année de droit en attendant. Cette année de droit, je l'ai pas faite avec vocation de la poursuivre. Donc, je l'ai suivie comme ça* » (E5)

« *Ça s'est bien passé puisque j'ai eu ma 1ère année. Mais je souhaitais pas poursuivre en cycle universitaire. C'était pas quelque chose qui me convenait. C'est vrai que j'ai jamais beaucoup apprécié toutes les informations qu'on pouvait avoir au niveau juridique* » (E7).

« *Quand j'étais dans l'enseignement, j'avais fait la première année de capacité en droit qui était pas mal du tout. La capacité, c'est vraiment quelque chose de pratique, c'est vraiment des connaissances qu'on vous donne, c'est pas philosophique. Y avait du droit civil, du droit administratif, du droit constitutionnel, du droit commercial. J'ai fait que la première année* » (E15).

On relève également que huit travailleurs sociaux soulèvent le problème de la reconnaissance de leurs compétences juridiques.

« *On fait du droit sans en avoir l'air, sans en avoir les moyens* »... « *Curieusement, ça prend une proportion considérable dans notre travail. Faudrait reprendre le rapport d'activités, mais ça, on pourrait peut-être t'en ressortir un sur les répartitions de types d'activités dans les services, mais je pense que c'est au moins 50%, ce travail là, d'information, de recherche, d'expertise, alors qu'en fait, c'est pas ciblé en terme de mission proprement dit. Au contraire, on aurait tendance à nous dire : vous n'êtes pas des juristes, c'est pas votre travail, mais tâchez de le faire* » (E5).

« *Y a depuis trois mois une personne qui a une formation quand même importante en droit puisqu'elle a une maîtrise de droit. Mais elle travaille en qualité d'agent administratif... Y a quelque chose d'un peu contradictoire de toute façon. On veut embaucher des personnes ayant d'autres qualifications et sur un plan technique plus au point que le serait un travailleur social et, en même temps, quand on les embauche, on les maintient dans des fonctions ou des emplois qui sont similaires* » (E11).

« *On était dans le cadre d'une mesure de protection et il fallait que le gamin ait son statut. En plus, il avait plus de liens là bas, donc, ça me paraissait quand même dur de le renvoyer en Algérie. Et, ça a abouti, mais dès l'instant où c'était une professionnelle qui avait lu tous les articles, qui, techniquement, maîtrisait la chose, qui a pu convaincre les autres. Moi, de ma petite tête, c'était pas entendable alors que j'avais les articles. Et c'est là où je me suis dit : on peut pas être entendu dès lors qu'on est pas reconnu dans ce qu'on fait* » (E17).

De ces résultats, ont peut déduire que les travailleurs sociaux n'ont pas de diplôme en droit, diplôme par excellence qui atteste des compétences juridiques d'une personne.

Si, quelques-uns ont fait des études de droit, c'est par « accident », dans l'attente d'être admis à suivre la formation d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé. Dans ces conditions, ils ne dépassent pas le stade de la première année et donc, ne parviennent pas à décrocher le diplôme de 1er cycle : le DEUG de droit.

Le diplôme d'Etat d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé n'apparaît pas comme un diplôme attestant des compétences juridiques des travailleurs sociaux.

En effet, lorsque ces derniers parlent du problème de la reconnaissance de leurs compétences juridiques, ils ne le font jamais en relation avec leur diplôme. Le fait que le lien ne soit pas établi entre les deux démontre que leurs compétences juridiques ne sont pas reconnues par le diplôme qu'ils possèdent.

Quelle conclusion tirer de tout cela en lien avec les besoins de formation ? D'une part, il semble que tous les travailleurs sociaux n'ont pas les mêmes besoins de formation juridique. En effet, ceux qui ont fait des études de droit ne sont pas dans la même situation de besoins que ceux qui n'en n'ont pas fait. D'autre part, un besoin fort se fait sentir chez les travailleurs sociaux de conscientiser leurs compétences juridiques, leurs dispositions de futurs acteurs juridiques, spécialistes de l'aide à l'accès au droit, en relation directe avec leur diplôme.

2.3. Les représentations juridiques des travailleurs sociaux

Les représentations juridiques des travailleurs sociaux, qui révèlent la ou les postures de départ des apprenants, peuvent également traduire des besoins de formation.
Elles ont été classées en cinq catégories, correspondant à cinq questions : Qui fait le droit ? Comment est-il ? A quoi sert-il ? Comment est-il pratiqué ? Quel est le sens du droit ? Il s'agit des sources, des caractères, des fonctions, des effets et des valeurs du droit. Chacune de ces catégories a ensuite fait l'objet de subdivisions. Ainsi, les sources du droit comprennent les lois, les coutumes, les jurisprudences. Les caractères sont au nombre de sept : accessible / inaccessible, source d'obligations / source de droits, concret / abstrait, évolutif / non évolutif, présent / absent, intéressant / intéressant, juste / injuste. Le découpage des discours des travailleurs sociaux interrogés a fait apparaître sept fonctions : la fonction de domination, la fonction de balisage, la fonction de socialisation, la fonction de protection, la fonction d'éducation, la fonction de transformation, la fonction de promotion. Il a également permis de distinguer quatre effets : l'égalisation, la justice, la sauvegarde de la loi et la socialisation. Les valeurs du droit ont été divisées en deux sous-catégories qui sont les droits des usagers et l'éthique professionnelle.

➢ Les sources du droit

Il apparaît, en premier lieu, que l'ensemble des travailleurs sociaux fait constamment référence aux lois écrites.
Pour eux tous, la loi est un texte adopté par les institutions de la République (Parlement, Gouvernement, Collectivités territoriales) et qui figure dans les codes.
Les codes concernés sont le code civil, le code pénal, le code de l'action sociale et des familles et le code du travail.
Les lois les plus souvent citées sont la loi contre les exclusions, la loi sur le RMI, la loi sur les institutions sociales et médico-sociales, la loi en faveur des personnes handicapées, la loi sur l'IVG.
Un quart des travailleurs sociaux considère la loi comme un contrat, un accord de volonté entre une ou plusieurs parties.
Les contrats régulièrement mentionnés sont le contrat d'insertion, le contrat APJM, le contrat de placement, le contrat éducatif et le contrat de projet.

En second lieu, un quart des travailleurs sociaux interviewés souligne l'existence de lois non écrites.
Ce sont des lois dont le champ d'application est limité à un groupe de personnes, comme par exemple, la loi du quartier pour les habitants du quartier, ou encore la loi de la cité pour les membres de la cité.

« *Avec certains jeunes, c'est peut-être un peu plus difficile parce qu'ils n'ont pas de notion de droit. Ils ont comme repère que le droit de leur cité à eux. Ils se sont vite aperçus que la loi de leur cité n'est pas la loi réelle* » (E9).

« *Ici, sur le bassin minier, les gens ont l'habitude d'être pris en charge... La mentalité, c'est ce qu'il y a de plus dur à changer. Ce qui est effarant, c'est que les jeunes, maintenant jeunes parents qui ont 25 ans, ont encore cette mentalité. C'est pas évident parce que quand on a été élevé comme ça, avec des règles... !* » (E3).

Enfin, trois travailleurs sociaux sur vingt mentionnent la jurisprudence comme source de droit.

Notre analyse est que, chez les travailleurs sociaux, la source principale du droit est la loi écrite, en tant que « *règle impérative à caractère général, émanant du détenteur de l'autorité dans un groupe sociale, imposée à l'homme de l'extérieur et sanctionnée par la force publique* »[1].
Tandis qu'une minorité d'entre eux reconnaît néanmoins l'existence d'un droit non écrit, émanant du corps social.

Une autre source, également écrite, apparaît : le contrat. Ici, une distinction s'opère entre les contrats régis par les pouvoirs publics, comme le contrat d'insertion, et les contrats qui résultent de la volonté des parties, en l'occurrence le contrat éducatif, passé entre le travailleur social et l'usager. Les premiers étant cités plus souvent que les seconds, la source privilégiée du droit demeure la loi, au sens qui vient d'être précisé.

Par conséquent, la conception du droit qui domine est le positivisme dans la mesure où l'Etat est unanimement légitimé dans son rôle de producteur du droit. Elle s'accompagne cependant d'une conception dialectique, qui occupe une place secondaire, fondée sur la reconnaissance d'autres producteurs, comme le travailleur social lui-même ou l'usager.

➢ Les caractères du droit

Au regard de leurs discours, les travailleurs sociaux attribuent au droit différents caractères.

✓ Le droit accessible / inaccessible

Les travailleurs sociaux sont unanimes pour reconnaître au droit un caractère inaccessible. Pour treize d'entre eux, le droit est inaccessible dans son langage. Les termes les plus fréquemment utilisés pour le désigner sont : compliqué, complexe, rébarbatif, barbant, rebutant.

« *Pour quelqu'un qui n'est pas habitué à lire du droit, c'est un peu rébarbatif et un peu complexe* » (E9).

« *Le droit est quand même assez rébarbatif, déjà dans son vocabulaire* » (E16).

[1] *Dictionnaire de encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, p.352.

Ils estiment que le langage juridique rend le droit inaccessible tant à eux-mêmes qu'aux usagers du travail social.

« *Je me suis lancée dans un truc juridique un peu compliqué, non pas que moi j'ai donné des informations, mais j'ai voulu en savoir pour moi aussi un peu plus, et le gars comprenait pas grand chose quand même. C'est pas évident du tout* » (E10).

Selon, eux, le langage juridique est l'apanage de spécialistes comme le législateur au sens large, les enseignants en droit, les magistrats et les avocats.

« *Les avocats, par définition, tiennent des propos...j'ai déjà rencontré des avocats qui discutaient avec des jeunes du quartier, qui est difficile à comprendre* » (E4).

« *Y a un jargon ; il faut avoir l'habitude de manier ce jargon et d'utiliser le droit* » (E18).

Tous disent rencontrer des difficultés d'accès aux connaissances juridiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, tous, se constituent un réseau de relations juridiques[1].
La majorité d'entre eux estime que les usagers rencontrent également ce type de difficultés, qu'ils ne connaissent pas ou peu le droit.

« *Ils ont plein d'idées fausses par rapport à certaines procédures, notamment la reconnaissance. Quand on leur explique que reconnaître un enfant, n'importe qui peut le faire : ils tombent des nues. Quand on leur explique que ça leur donnera que des obligations et non pas des droits : ils tombent aussi des nues* »..... « *Les règles de droit apparaissent et sont méconnues de la population* » (E1).

« *Mais, je dirais, les trois-quarts des gens, c'est ça qui est un petit peu grave et qui fait qu'ils sont sous-informés, c'est que souvent, tu leur dis : y a pas de droit, merci madame* » (E5).

« *Au niveau du droit du travail, les jeunes connaissent mal leurs droits et pensent toujours que les patrons les roulent au niveau des heures* » (E9).

« *Les jeunes ne sont pas assez au courant de leurs droits, non seulement de leurs droits mais de leurs obligations par rapport à la loi. Je trouve qu'ils n'ont pas assez d'information* » (E13).

« *Ils* [les usagers] *ignorent complètement leurs droits... Pour moi, c'est des gens qui ignorent la plupart de leurs droits et de leurs devoirs* » (E20).

Toutefois, trois travailleurs sociaux remarquent que les usagers du travail social ont accès aux connaissances juridiques. Les sources d'information sont, selon eux :

- la famille : les parents transmettent des connaissances juridiques à leur enfant,
- l'école : les enseignants transmettent ces connaissances aux élèves, en particulier au moment de la formation des délégués de classe,
- le tribunal, au moyen de plaquettes d'information.

« *Maintenant, les jeunes, ils savent qu'on a plus le droit de les frapper. Donc, ils sont informés, aussi bien le maître, l'enseignant, le père* » (E6).

---

[1] Voir le capital social en droit des travailleurs sociaux, pp.245-257.

« *Sinon, les gens s'adressent plus directement au tribunal, ils passent pas forcément par une AS pour avoir l'information, ou alors des brochures parce qu'y a pas mal de choses maintenant. Maintenant, au niveau des tribunaux, y a pas mal de petites plaquettes d'information* » (E18).

40% des travailleurs sociaux considèrent que le droit est matériellement inaccessible, qu'il représente un coût élevé.

s'il est rendu plus accessible aux usagers du travail social, notamment par le biais de l'aide juridictionnelle, il n'en demeure pas moins, selon eux, que l'avocat « gratuit » fait, a priori, du moins bon travail que l'avocat « payant ».

« *Le réflexe de l'avocat, c'est pas rentrer dans les mœurs et puis, c'est de l'argent. Alors, faut leur expliquer qu'on peut saisir un avocat sans argent. Mais là aussi, on est mal à l'aise parce qu'on sait très bien que le travail sera pas le même. Un avocat qui travaille sous AJ ou un avocat qui est payé, il va faire un autre travail* » (E1).

✓ Le droit, source d'obligations / de droits

Les trois-quarts des travailleurs sociaux voient dans le droit, un ensemble d'obligations.
Deux types d'obligations se distinguent :

- les obligations de faire,
- les obligations de ne pas faire ou interdictions.

En ce qui concerne les interdictions, si elles frappent avant tout les usagers, une minorité de travailleurs sociaux estime qu'elles s'appliquent également à eux-mêmes.
Ainsi, les travailleurs sociaux considèrent qu'il est interdit aux usagers d'agir librement, de voir leur enfant quand ils le veulent, de saccager, de maltraiter, de voler et de fuguer.

« *On est la aussi pour rappeler le droit, de plus en plus. Des personnes qui travaillent pas, qui vont voler à Auchan, des dames qui reviennent avec des sous-vêtements volés, il faut leur rappeler que c'est du vol, ce qu'elles encourent* » (E14).

Ils s'interdisent d'agir librement et de dévoiler un secret.

« *Quand on me parle de mon code de déontologie et de mon secret professionnel, particulièrement de mon secret professionnel, je me réfère aussi au code pénal puisqu'il fait partie du code pénal. Je rappelle aussi ce qu'on encourt quand on dévoile ce qu'on a pu nous confier à nous spécialement* » (E13)

En ce qui concerne les obligations de faire, les travailleurs sociaux énoncent surtout celles des usagers et, accessoirement, celles leur incombant.
Les obligations de faire des usagers sont : l'obligation alimentaire, l'obligation de surveillance (des enfants mineurs), l'obligation de résultat (atteindre les objectifs) figurant dans le contrat d'insertion, le respect d'autrui, le paiement du loyer, la souscription d'une assurance, l'obligation de se soigner.

« *C'est un contrat, oui, puisqu'il est signé par l'usager. Il est examiné par la commission locale d'insertion. L'usager s'engage quand même à faire des choses. Le non respect du*

contrat peut entraîner, dans un 1er temps, une mise en garde, mais ça peut aller jusqu'à la suspension du RMI » (E15).

Les travailleurs sociaux s'assignent deux obligations : celle de protéger les enfants mineurs et celle de dénoncer les mauvais traitements.

Neuf travailleurs sociaux précisent que le non respect des obligations de faire et de ne pas faire entraîne des sanctions, qui prennent essentiellement deux formes :

- la condamnation par un tribunal répressif,
- la suspension des aides sociales : RMI, APJM, etc.

Ils sont également neuf à attribuer au droit un caractère rétributif, en ce qu'il donne des droits. Les droits cités dont des droits aux aides sociales, aides au logement, aides médicales, aides aux jeunes, bourses d'études, prestations familiales, Sécurité sociale....

✓ Le droit concret / abstrait

Quatorze travailleurs sociaux sur vingt qualifient le droit de concret ou de pratique dans la mesure où il influence la réalité sociale des personnes.

« *Il me semble que ce qu'il faut faire passer, c'est que ça a des implications concrètes, c'est pas abstrait le droit, que c'est pas des trucs comme ça en l'air, mais qu'y a toujours au bout du compte qui est visé par ce qui est dit là, et qui va soit en subir les conséquences, qui va pouvoir ou utiliser les droits qui lui sont donnés* » (E19).

Le caractère concret du droit prend des significations différentes selon les personnes concernées.
En ce qui concerne les usagers, le droit est concret parce qu'il répond à leurs besoins, en l'occurrence leurs besoins d'aides sociales.
En ce qui concerne les travailleurs sociaux, le droit est concret parce qu'il leur permet de remplir de leurs activités professionnelles.
Enfin, le droit est concret pour les praticiens du droit.

Douze travailleurs sociaux attribuent au droit un caractère abstrait, théorique ou encore symbolique.
Le droit abstrait est le droit écrit.

« *On remarque quand même qu'y a pas mal de différence entre les bouquins, nos interventions, notre regard et le regard de la vie de tous les jours* » (E1).

Le droit abstrait est un symbole : la justice

« *La loi, il faut qu'elle soit dite quelque part et dans un cadre très particulier. C'est pas n'importe où, c'est au tribunal, dans le cabinet du juge que c'est dit. Sur le plan symbolique, c'est important* » (E12).

✓ Le droit évolutif / figé

La moitié des travailleurs sociaux estime que le droit est évolutif. Pour eux, d'une part le droit évolue, d'autre part, il fait évoluer.
Selon eux, à partir du moment où il prend appui sur la société, et que la société évolue, le droit est amené à évoluer.

« *Les lois évoluent, changent complètement. Dernièrement, au niveau de l'AAH, avant il fallait être Français, maintenant c'est ouvert à la population d'origine étrangère* » (E8).
« *Le droit, quand je l'ai appris, actuellement, c'est plus comme ça, ça a changé* » (E9).

« *La loi a été pensée, conçue, votée à une époque où y avait, en 68, où y avait pas ces problèmes là. Il est nécessaire aujourd'hui, tout le monde en est d'accord, que ce soit les juges, les associations, y a lieu de repenser la loi, de la modifier de manière à ce qu'elle prenne en compte ces réalités là* » (E11).

« *Regardez au niveau des lois, ça change continuellement. Nos missions évoluent. Là, on a changé en 91. Qui sait si on en changera pas aussi d'ici peu. Moi, je crois qu'il faut évoluer aussi avec l'évolution de la société, avec le changement qui s'exerce auprès des jeunes, des difficultés nouvelles que rencontrent les jeunes, qui n'étaient pas comme ça avant* » (E13).

Les travailleurs sociaux estiment que le droit fait évoluer non seulement leurs pratiques professionnelles, mais également les situations des usagers favorablement, c'est-à-dire dans le sens d'un respect plus grand par les travailleurs sociaux des droits des usagers, et d'une résolution des problèmes que ces derniers rencontrent.

« *C'est peut-être sur l'histoire des droits de l'enfant où les choses ont tout de même bien bougé. Donc, c'est vrai qu'on est amené à s'affronter à une parole de l'enfant qui se libère plus facilement qu'avant en termes de violence, d'agression de la part des parents* » (E6).

« *C'est la question qu'on renvoie, nous, assez souvent au juge. Quand il prononce une mesure, quelle est l'idée, le but, qu'est-ce qu'il envisage comme évolution* » (E11).

« *Quand y a eu la décentralisation, tous les textes qui ont suivi, on a planché dessus pendant 2 ans. On les connaît par cœur, c'était notre livre de chevet, puisque ça a transformé les pratiques. Ça aussi, c'est sûrement une des raisons qui font...Tout à l'heure, vous me demandiez pourquoi est-ce que vous êtes plus soucieux du droit des parents, mais la décentralisation a fait aussi que, les choses n'étant plus gérées par l'Etat qui était très très loin, mais par les élus qui sont nos patrons, qui reçoivent dans leur mairie toutes les semaines, qui ont des parents qui viennent et qui disent : notre t'chiot est placé et on le voit pas, l'élu écrit, il faut répondre, il est pas question de mettre ça à la poubelle. Donc, un des effets de la décentralisation c'est peut-être aussi ça, c'est qu'étant plus proche des gens, on est forcément plus proche de leurs droits. Et, on a bien été obligé de respecter plus le droit qu'il ne l'était auparavant* » (E12).

« *La connaissance d'un certain nombre de textes aujourd'hui sur la place de la famille dans les établissements doivent aider les éducateurs à prendre conscience que ce partenaire là, il a aussi des droits, et qu'il a droit au respect. Quelque part, ça peut nous aider aussi à modifier nos pratiques. Enfin, on l'a vu avec les Annexes 24 dans le champ du handicap. Ça a obligé les établissements à modifier un certain nombre de leurs pratiques* » (E19).

Le droit peut aussi aggraver la situation des usagers.

« *La plupart, c'est des demandes d'aides financières. Soit des gens qui n'ont pas du tout de revenu pendant une période parce qu'ils changent de statut, soit ils avaient l'ASSEDIC, ils ont fait une demande de RMI, donc, le temps que tout ça soit débloqué, y a une période où ils n'ont pas d'argent* » (E3).

Il arrive parfois que les travailleurs sociaux reconnaissent que le droit est incapable de faire évoluer favorablement les situations des usagers en raison notamment du contexte économique.

« *Y a le fonds de solidarité logement qui apporte des aides pour l'accès au logement et pour le maintien du logement quand y a une dette. C'est un dispositif qui existe depuis quelques années. On a des familles qui ont déjà été aidées, donc, on a évité l'expulsion, et puis qui, à nouveau, se trouvent en difficulté parce que leur situation financière ne s'est pas améliorée. Donc, à nouveau, y a dettes, et menace d'expulsion. Alors, je sais pas trop ce qu'on peut leur proposer. Parce que le FSL, si y a pas de changement dans la situation, c'est pas évident qu'il intervienne une 2ème fois* » (E15).

« *Et le RMI, j'y crois plus, à part dans certaines petites communes où on arrive vraiment à suivre les gens, et où on a du résultat* » (E18).

✓ Le droit présent / absent

La moitié des travailleurs sociaux remarque une présence accrue du droit dans la société, y compris dans le travail social.

« *Le droit nous entoure partout. Si tu plantes un arbre haut comme ça, à 30 cm de la limite de terrain, tu peux avoir un conflit après avec ton voisin. Tout est question de droit* » (E2).

« *En fait, moi, je me rends compte, tout notre travail, il est centré sur des choses, de toute façon notre vie en fait, qui tournent autour des lois* » (E3)

« *On est confronté tous les jours à ça* [le droit]. *Déjà au niveau du droit du travail, c'est vrai qu'il faut l'utiliser. Les collègues l'utilisent aussi le droit dans la relation avec leur famille* »... « *Le droit de la famille touche aussi à ça en fait, un jeune lorsqu'il se met en couple, en concubinage, quels sont les droits du couple en concubinage par rapport au couple marié etc. C'est des lois qu'ils méconnaissent et auxquelles on est obligé de faire face de plus en plus* » (E9).

« *On est, dans le quotidien, confronté à des questions d'ordre juridique* » (E11).

« *Je crois que le social ne peut pas faire sans le droit, et que, tous les jours, au quotidien, on a à gérer ce problème là* » (E13).

« *C'est quand même quelque chose qui va planer au dessus de ce qu'on fait tous les jours, c'est quand même un cadre* » (E18).

Quatre travailleurs sociaux soulignent l'absence du droit dans certaines « zones » ou certains « espaces ». Les zones de non droit sont occupées par les usagers du travail social, en

particulier les adultes handicapés mentaux, les enfants mineurs, les personnes de nationalité étrangère.

« *Ça, c'est notre spécificité première de traiter la demande de l'usager. Mais, quand on gratte un peu, au travers des entretiens, on s'aperçoit que souvent c'est un problème de droit ou de non droit* » (E1)

« *C'est incroyable, aujourd'hui, pour lire un visa...Je t'assure que pour cette situation là, je l'ai rappelée à la préfecture, elle me disait : on vient d'apprendre au ministère que c'est pas comme ça, mais c'est comme ça. Mais, c'est des informations orales du ministère que la préfecture a. Et, c'est à partir de ça, que la préfecture applique un droit ou un non droit* »... «*Nous, c'est facile d'avoir le réflexe de papiers, on est confronté à ça au quotidien. 90% des situations, c'est des problèmes de papiers, pas en termes de non droit, mais au moins en termes de les obtenir, ou comment, ou quelle procédure* » (E5).

« *Ils sont mineurs, donc, ils sont dans un état de non droit entre guillemets, et ils passent, à 18 ans à la majorité, dans un état de droit total, même s'ils sont placés dans un foyer* »... « *On se rend compte que les jeunes passant d'un état de non droit à un état de droit* »... « *J'étais dans un espace de non droit, en disant : moi je gère son compte, j'ai le droit d'accéder à son compte, de retirer l'argent et de lui donner et de payer en même temps ses amendes, ce qui a été toléré mais qu'on avait pas le droit* » (E9).

« *Avec ce type de public* [adultes handicapés mentaux], *par contre, on a du mal à ce que eux s'emparent d'une revendication du droit. C'est difficile. Ils vivent dans des zones de non droit. Qui est responsable : le parent, l'enfant, comme c'est un adulte, mais qu'en même temps...* » (E19).

✓ Le droit intéressant / inintéressant

Huit travailleurs sociaux sur vingt estiment que le droit ne présente pas d'intérêt. Il apparaît que, parfois, c'est la formation juridique initiale qui a suscité leur désintérêt pour le droit.

« *On a des problèmes avec les filiations. Ici, des enfants illégitimes, on en connaît beaucoup. Y a des couples qui se forment, ça, ça va, après, les reconnaissances en paternité, machin, bidule...on commence à connaître. Mais là, j'appelle Eric, parce que c'est pas ma tasse de thé* »... « *La formation de droit chez les travailleurs sociaux c'est quand même relativement limite. C'est très basé sur l'enfance, mais quand t'es pas dans le secteur de l'enfance, ça te rase* » (E2).

« *C'est vrai que, quand on démarre la formation d'éducateur, faut avouer qu'on est plus intéressé par l'aspect psychologique, sociologique, enfin ces domaines. Le droit, ça passe beaucoup plus en dernier* »... « *C'était pas les cours où y avait une motivation prégnante* » (E16).

« *Droit du travail, ça m'a laissé un très mauvais souvenir, parce que je trouvais ça très rébarbatif, et puis je crois que ça ne m'intéresse pas trop* » (E18).

« *Le droit, c'est pas une discipline non plus qui est attrayante d'emblée, à part certaines personnes qui aiment bien ça* » (E19).

Six travailleurs sociaux jugent le droit intéressant, à partir du moment où il traverse leurs activités comme par exemple le droit des personnes, le droit de la famille. La moitié d'entre eux déclare avoir retiré cet intérêt de la formation juridique initiale.

« *Moi, j'aimais bien parce qu'on avait un magistrat qui faisait des vacations à l'école. Il était vraiment passionnant...J'aimais bien, c'était passionnant* »... « *C'est vrai que c'est quelque chose* [le droit] *qui m'attire* »... « *Dans le domaine social, vous comprenez, plus du droit de la famille, tout ça, oui, ça m'attire beaucoup* » (E3).

« *Je me souviens que, quand je suis sortie de l'école, moi, j'avais trouvé très intéressante la formation juridique...Quand on sort de l'école, c'est intéressant ce qu'on a comme approche* » (E10).

« *Je suis assez demandeur de droit, mais je le suis...ça m'intéresse que si c'est relié à mon travail* » (E11).

« *Tout ce qui est droit civil, oui, bien sûr, puisque ça nous concerne davantage dans notre travail. Droit pénal aussi, c'est intéressant* » (E18).

« *Là où j'ai pris conscience de l'importance du droit, c'est à partir du droit du travail. Là, j'ai pu mettre en pratique l'importance qu'on avait de bien se saisir des choses et les faire bouger. C'est à partir de là que mon intérêt s'est construit par rapport au droit* » (E19).

- ✓ Le droit juste / injuste

Neuf travailleurs sociaux considèrent que le droit est injuste.
Le droit de la famille, souvent cité, apparaît injuste dans la mesure où il organise une répartition inéquitable des droits et des obligations entre les parents et les enfants, au détriment de ces derniers.

« *Le droit des enfants, j'aimerais bien qu'on en parle aussi parce que, quelquefois, au nom du droit des parents, on fait vivre aux enfants des choses qu'ils n'ont pas à vivre. Je voudrais qu'il y ait un juste équilibre entre le droit des parents et le droit des enfants. Parce que je crois qu'on oublie un petit peu l'enfant là-dedans et que, au nom du droit des parents, on a quelquefois été loin* » (E12).

Les travailleurs sociaux estiment que la justice, en tant qu'organisation judiciaire, commet des injustices, notamment lorsqu'elle ne protège pas les enfants en danger et lorsqu'elle ne punit pas les délinquants, auteurs des mauvais traitements.

Deux travailleurs sociaux voient dans le droit un outil de justice qui permet de lutter contre l'arbitraire et contre la maltraitance.

Voici à présent l'interprétation de ces données que nous proposons.

Le fait que les travailleurs sociaux considèrent, à l'unanimité, que le droit est inaccessible tant sur le plan langagier que sur le plan financier, montre leur adhésion à une vision fermée du

droit. Un des travailleurs sociaux interviewés[1] parle d'un « *monde hermétique, carré, qui va toujours dans le même sens* ».

Selon eux, seules les personnes qui maîtrisent le langage juridique, qui ont de l'argent et un réseau de relations juridiques peuvent accéder au droit. Voilà les conditions d'entrée dans le champ juridique. A partir de là, les travailleurs sociaux estiment que seuls les juristes les remplissent et en détiennent les clés. Alors qu'ils se considèrent comme partiellement exclus, partiellement seulement dans la mesure où ils possèdent un réseau juridique et une connaissance minimale du vocabulaire juridique, et qu'ils regardent les usagers comme des exclus du droit. Les propos de E1 sont, de ce point de vue, tellement significatifs, que nous allons les citer : « *On en arrive à trois regards : la population qui ignore beaucoup du droit, les gens qui s'y intéressent et qui sont pas vraiment des professionnels du droit et les juristes qui font le droit* ». Les trois catégories d'agents sont présents : ceux qui définissent le champ du droit : les juristes, ceux qui essaient de participer à la définition du droit, en l'occurrence les travailleurs sociaux, et ceux qui sont incapables d'y participer : les usagers.

Cette façon de voir le droit, comme un monde exclusivement réservé aux spécialistes du droit, impossible à pénétrer pour les profanes, est bien de nature positiviste.

Les trois-quarts des travailleurs sociaux perçoivent, ensuite, le droit comme un ensemble de commandements, d'obligations de faire et de ne pas faire, des obligations qui incombent à la fois aux usagers et à eux-mêmes. Ils trouvent normal que celui qui ne respecte pas ses obligations, connues à l'avance, soit sanctionné. Le non respect de ces obligations équivaut soit à une infraction, entraînant des poursuites devant les juridictions répressives, et, en cas de culpabilité, des peines pénales, soit à une faute passible de sanctions administratives comme la suspension des aides sociales.
Moins de la moitié d'entre eux voit dans le droit un ensemble de droits. Encore s'agit-il, lorsqu'ils parlent de droits, de droits-créances, c'est-à-dire de droits aux aides sociales, et non de droits-libertés. Ainsi, le droit n'est à aucun moment regardé comme une ensemble de droits de faire, mais plutôt comme un ensemble de droits à...la justice sociale.

C'est en cela que la conception positiviste prédomine encore, ayant sous sa coupe une vision de justice sociale teintée d'idéalisme.

Le droit se voit également attribuer, de façon massive, une double dimension, pratique et théorique. Le droit de tous les jours, qui régit la vie quotidienne, est pratique en ce qu'il influence la réalité sociale. Le droit, tel qu'il apparaît dans les écrits, en tant que symbole de justice est, lui, théorique.

La reconnaissance de cette double dimension contradictoire entre dans le champ de la conception dialectique.

Les travailleurs sociaux considèrent que le droit est en évolution constante parce qu'il est le produit d'une société elle-même en perpétuel mouvement. Pour eux, il fait évoluer la société. Cette évolution est plutôt positive que négative. Elle favorise davantage le développement et le respect des droits des usagers qu'elle ne contribue à l'aggravation de la situation des usagers.

[1] E17.

En ce sens, le parti pris est celui de la dialectique, qui attribue à toute chose, et en particulier au droit, un caractère évolutif, dynamique.

Le constat d'une présence accrue du droit dans la société en général, dans le travail social en particulier, montre la sensibilité des travailleurs sociaux au phénomène de juridicisation, c'est-à-dire une « *extension du droit et des processus juridiques à un nombre croissant de domaines de la vie économique et sociale* »[1].
La juridicisation fait que les relations sociales jusqu'alors laissées à l'arbitrage du corps social au moyen des usages ou des coutumes, sont désormais placées sous l'autorité de la loi. La légalisation des relations sociales entraîne plusieurs conséquences : la prolifération des juristes, le verrouillage du droit qui devient illisible en raison de la masse des textes de lois adoptée, la judiciarisation des conflits, autrement dit le recours accru aux tribunaux.

Si les travailleurs sociaux reconnaissent ce phénomène, ils ne le critiquent pas. Au contraire, ils relèvent l'existence de zones ou d'espaces de non droit qui leur paraît néfaste. Ce sont des zones où circulent les usagers et où la loi n'a pas cours.

Le droit apparaît donc comme quelque chose de cohérent et de contraignant, qui a vocation à faire entrer dans la légalité l'ensemble des relations sociales. C'est une manière de voir le droit conforme au positivisme.

Les travailleurs sociaux portent de l'intérêt au droit, en situation de travail, à partir du moment où il produit des effets concrets, immédiats dans leurs activités professionnelles. En revanche, dès lors qu'il n'a pas d'incidences pratiques, comme c'est le cas dans le cadre de la formation initiale théorique, ils s'en désintéressent.

Le fait de s'intéresser au droit parce qu'il est source d'avantages concrets est une démarche dialectique.

Enfin, les travailleurs sociaux assimilent le droit à la justice. Pour eux, le droit est injuste alors qu'il devrait être juste. Ici, ils se situent bien dans un idéalisme juridique.

➢ Les fonctions du droit

On constate l'existence de plusieurs fonctions du droit dans les propos des travailleurs sociaux.

✓ La fonction de domination du droit

Pour les trois-quarts des travailleurs sociaux, la connaissance du droit est un outil de domination.

« *C'est vrai qu'il faut jouer des coudes avec les employeurs. J'ai la chance de pouvoir connaître un peu plus le droit que l'employeur. Si j'étais tombé sur un employeur qui était beaucoup plus calé que moi, il m'aurait peut-être battu. Moi je lui ait dit : attention, c'est pas légal ce que vous faites, vous pouvez avoir les prud'hommes, là, il s'est arrêté par méconnaissance du droit, mais d'autres employeurs plus calés que moi m'auraient dit : non,*

[1] *Dictionnaire permanent de théorie et de sociologie du droit*, p.320.

c'est légal, on a le droit de faire ça. Par rapport à chaque branche professionnelle, j'essaye de connaître la convention collective, et être en force pour négocier » (E9).

Au regard de ce que disent les travailleurs sociaux, ce moyen de pression est mobilisé dans quatre types de rapports de force, entre le travailleur social et l'usager, entre le travailleur social et le spécialiste du droit ou juriste, entre le travailleur social et l'administration, entre le travailleur social et son employeur.
En principe, c'est le travailleur social qui, au moyen du droit, fait pression sur l'usager.

« *Une chose est sûre, c'est que, quand elle nous a vus arriver, elle savait qu'on allait venir, j'avais pris rendez-vous et tout, et puis les voisins lui avaient dit qu'ils m'avaient interpellé, elle voulait pas entendre parler de tutelle. En larmes...alors, ça fait tout drôle de voir une mamie d'une soixantaine d'années en larmes : surtout pas de tutelle ! je veux pas que ma fille le sache. Voilà. Donc, on va s'en sortir sans tutelle parce que, pour le reste, elle est partante* » (E1).

« *On rappelle qu'y a une obligation scolaire, qu'il risque d'y avoir une suspension au niveau des bourses. Mais, ils ont pas de crainte par rapport à ça* » (E7).

« *On est dans l'article 375 du code pénal, donc, dans la protection de l'enfant avec le respect de son intégrité, le respect de tout ce qui est santé, éducation etc. Et c'est vrai qu'on utilise pas suffisamment ça pour dire aux parents : où est-ce que vous en êtes vous, au niveau de votre autorité parentale, qu'est-ce que vous faites pour que les choses bougent ? Est-ce que vous voulez vraiment un changement ?* » (E17).

Toutefois, il arrive que, parce l'usager connaît le droit, ses rouages, le travailleur social rencontre des limites à l'exercice de cette pression.

« *Quand on leur parle signalement, juge des enfants, c'est pareil, c'est pas quelque chose qui fait peur. Aller au tribunal, voir le juge, c'est vraiment pas...Ça fait pas réagir. Des fois, on se dit : tiens, tant pis, je vais parler du juge, ça va les...Mais, non...non (rires). La plupart du temps, non. Ils y vont vraiment très sereinement* » (E3).

« *Ils* [les usagers] *sont très attentifs. Faut qu'il fasse attention le juge, parce que tout ce qu'il dit...S'il a le malheur de dire un truc dans son bureau...* » (E12).

« *Je suis contente de voir à Douai, même si ça fait drôle quand même, ils ont tous leur avocat. On a une cour d'appel, ici à Douai, donc, forcément, ils ont tous leur avocat. Je trouve que c'est intéressant quand même, même si c'est parfois pour nous...on aimerait bien aussi avoir notre avocat !* »... « *Les parents, eux aussi, commencent à s'approprier ça, comme quelque chose qui leur appartient en termes de droit, c'est le droit des familles aussi. Et puis, y a des moments, on se dit : et les droits des travailleurs sociaux ?* » (E17).

Pour asseoir sa domination sur l'usager, le travailleur social utilise deux moyens de pression principaux :

- le contrat : qui met l'usager en position de débiteur d'actes vis-à-vis du travailleur social créancier comme, par exemple, le contrat d'insertion, où, s'il ne produit pas d'actes, il peut être sanctionné par le retrait du RMI,

« *C'est un contrat qui n'a rien de... c'est du donnant donnant. Oui, je peux vous aider, oui, on peut faire ceci, cela, oui, c'est possible, mais, vous, qu'est-ce que vous allez faire, vous, qui êtes en demande ? C'est ça, c'est un échange* » (E1).

- la justice : la menace de saisir le juge que le travailleur social adresse à l'usager pousse ce dernier à s'exécuter. Les deux juges que le travailleur social menace de saisir sont le juge des tutelles pouvant prononcer une mesure de protection (tutelle ou curatelle) et le juge des enfants pouvant sanctionner les défaillances des représentants légaux par une mesure de placement ou d'AEMO.

« *Ça fait deux mois que je lui ai dit de prendre un rendez-vous à l'hôpital. Y a toujours des promesses, toujours des promesses. Il ne le fait pas, c'est tout, je vais pas aller prendre rendez-vous à sa place. On va aller en discuter devant le juge* » (E1).

« *Et, votre autorité parentale monsieur, il faudrait que je dise au juge que vous n'êtes pas capable d'exercer votre autorité parentale, que ce garçon ne vous écoute pas, qu'il est capable de se marginaliser, c'est pas possible qu'il retourne chez vous* » (E17).

Le droit apparaît également comme un moyen de lutte entre le travailleur social et le juriste. Dans les trois-quarts des cas, le travailleur social est dominé. Cette domination est alimentée par :

- la peur du juge répressif, accrue en raison de la mise en cause plus fréquente de la responsabilité pénale des travailleurs sociaux,

« *Ce qui nous a fait beaucoup de tort aussi, c'est les AS qui se sont retrouvées au tribunal pour tout ce qui était non-assistance à personne en danger. Moi, j'ai assisté au procès. Ça a été très difficile à vivre pour nous parce que, justement, pendant quelques années, je crois qu'on a été traumatisé par ça, et on a plus réussi à travailler avec cette notion de risque* »... « *Y a eu toute une période de phobie de se retrouver au tribunal* » (E18).

- les connaissances étendues des avocats, qui, de ce fait, arrivent, à « manipuler » les travailleurs sociaux,

« *Parfois, on a tendance à se faire utiliser. Je prends l'exemple du divorce pour faute, certains avocats demandent aux usagers de prendre une attestation ici comme quoi ils sont bien suivis par les services. Alors que c'est sans objet. Ou, ils demandent au service de prendre position pour ou contre la personne. Ils essayent de nous manipuler les juristes, parfois, enfin, les avocats. Ça, c'est une partie du droit* » (E1).

Le droit s'inscrit, en outre, au cœur des relations conflictuelles entre le travailleur social et l'administration. La plupart du temps, c'est l'administration qui a le dernier mot.

« *On a que l'école au niveau du secteur. Y a rien. C'est vrai que c'est un secteur qui est très pauvre. On a pas de structures, par exemple de centre social. Y a vraiment que l'école qui existe. C'est pour ça que ça nous paraissait important de faire quelque chose au niveau du quartier, parce que c'est vrai qu'on a aussi tout un quartier HLM où les jeunes ont aucune activité. Donc, hors période scolaire, ils vont pas bien. Ils commettent des actes de dégradation. Ils ont récemment brûlé la salle des fêtes parce qu'ils savaient pas quoi faire. Donc, la municipalité a le projet de mettre en place un comité de prévention de la délinquance, mais c'est pas dans l'objectif de faire quelque chose pour un jeune. Ils voient*

plus le côté répression. C'est : ils nous ont brûlé la salle des fêtes, donc y est pas question qu'on mette du fric pour un centre social » (E7).

Il existe néanmoins un cas où le travailleur social arrive à inverser la tendance, lorsqu'il parvient à contrer les abus de pouvoir des administrations, en utilisant les textes juridiques.

« *Je pense, par exemple, à l'accès à la couverture sociale des gens qui arrivent, soit par regroupement familial, soit des conjoints français. Quasiment systématiquement, on demande aux gens, les CPAM exigent 3 mois, 6 mois de présence en France, sur quelles bases ? Je l'ignore. A ma connaissance, à chaque fois que je suis intervenue à la CPAM pour ça, je leur envoyais le texte de loi en leur demandant s'ils avaient un autre texte. J'ai jamais eu de retour. Donc, je sais pas sur quoi ils se basent. Mais, je veux dire, des choses comme ça, c'est tellement arbitraire. Systématiquement, quand je fais l'accueil des familles qui arrivent par le regroupement familial, ou quand je vois des conjoints de Français, y a une explication et je leur remet le texte quelquefois* »... « *Si la préfecture nous répond : non, y a pas de droit pour telle raison, systématiquement on va retourner au texte. On peut pas se contenter d'une réponse de l'administration comme ça. On va vérifier. Au besoin, on va réattaquer avec le texte* » (E5).

Le droit régule les relations entre le travailleur social et l'employeur.

« *Quelquefois, ça peut paraître des contraintes, mais c'est aussi souvent présenté comme ça, quelquefois par la hiérarchie, ce qui est un peu dommage, c'est-à-dire que la réglementation est contraignante et qu'elle empêche...alors que, si on s'en saisit bien, elle peut aussi faire bouger les choses, quelque part, c'est aussi ce qui peut permettre aux personnes de travailler en sécurité* » (E19).

✓ La fonction de balisage du droit

Treize travailleurs sociaux voient dans le droit un moyen de poser des limites. Ces limites sont regardées tantôt positivement, tantôt négativement.
Les limites positives sont les « repères » qui balisent l'intervention des travailleurs sociaux. Il s'agit de l'article 375 du code civil, la loi sur le RMI, la loi de 1975 en faveur des personnes handicapées, l'ordonnance du 2 février 1945, la loi de 1989 sur la maltraitance, le code pénal, la loi contre les exclusions.
Ces repères sont censés empêcher le travailleur social de « s'égarer », de se détourner du « droit chemin », c'est-à-dire du respect des droits des usagers.

« *Je pense que c'est un balisage. Il faut qu'on sache dans quel cadre on travaille. A la fois, ça pose des limites, et des limites, on arrête pas de le dire dans le travail éducatif, c'est structurant, donc a priori aussi par rapport au... Ça montre aussi qu'on est pas dans une espèce de toute-puissance, de pouvoir sur les publics. Je crois que, c'est normal, qu'y a des limites. A la fois, ça ouvre des possibilités, des droits au public* » (E19).

Les limites négatives sont vécues par les travailleurs sociaux comme une contrainte, un « carcan », une privation de liberté.

« *Ils* [des travailleurs sociaux] *nous reprochent notre liberté. Ce qui est faux parce qu'on a aucune liberté. On est régi par la même loi qu'eux. T'as obligation de signaler quand il faut*

signaler. Donc, de fait, on se doit aussi de rendre compte quand il faut rendre des comptes » (E4).

« *La loi, c'est quand même très précis, et qui peut être un carcan aussi si on l'utilise de manière un peu rigide. Le travailleur social est quelqu'un qui aime pas la rigidité et qui aime même parfois pas beaucoup la rigueur (rires). Et quand il peut s'en défendre, il s'en défend bien*»(E17).

« *Nous les travailleurs sociaux, je sais pas pourquoi, on est allergique aux lois. On aime pas trop ça.... On est peut-être pas des gens très...rigoureux, c'est pas vraiment le terme. On aime pas tout ce qui est carcan* » (E18).

Un travailleur social considère que le droit peut porter atteinte à la liberté d'action des usagers. C'est le cas de la protection des majeurs, en particulier la tutelle qui apparaît comme une atteinte à la liberté de la personne.

« *C'est tout le débat sur la tutelle c'est quelque chose qui est privatif de droits, qui institue un statut mineur puisqu'on est incapable majeur* » (E19).

✓ La fonction de socialisation du droit

Onze travailleurs sociaux sur vingt attribuent au droit une fonction de socialisation.
Le droit sert d'indicateur de citoyenneté. Il permet de tracer la frontière entre les « bons », qui respectent le droit et qui, pour cette raison, sont admis à vivre à l'intérieur de la société, et les « mauvais », qui ne le respectent pas et qui en sont par conséquent écartés, notamment au terme d'une décision de justice.

« *Donc, j'ai signifié que je saisissais le juge pour enfants de la situation, et que monsieur est très content que je lui ai dit parce que, comme ça, il pourra aller demander des attestations comme quoi c'est un bon père. C'est un peu la réaction de monsieur. En fait, il n'était absolument pas question de lui dire que c'est un mauvais père. Je ne lui disais pas ça non plus pour qu'il prépare une défense parce ce que c'est pas une mise en accusation. Aller devant le juge, c'est essayer de lui faire prendre conscience des défaillances et trouver une mesure la plus adaptée possible pour que ça aille mieux pour les enfants* » (E1).

« *On ne passe pas en appartement un jeune qui n'est pas capable de respecter son voisinage, parce qu'il se fera exclure de la cité* » (E9).

C'est ainsi que la place de chacun, à l'intérieur ou à l'extérieur, se trouve déterminée.

« *Y a cette difficulté par rapport à la loi qui est...c'est vrai que chacun est à sa place* » (E17).

« *Ça permet aussi de resituer tout le monde à sa place* » (E19).

✓ La fonction de protection du droit

Pour la moitié des travailleurs sociaux, le droit sert à protéger.

« *Ça* [le droit] *peut être aussi protecteur pour nous que pour l'enfant* » (E17).

Les enfants mineurs sont protégés par l'assistance éducative, les adultes par la tutelle ou la curatelle.

« *Aujourd'hui, y a une position aujourd'hui qui est de mettre pratiquement tout le monde sous tutelle. La mise sous tutelle est quasi systématique. Ça aussi c'est interrogeant. En gros, c'est dire : on protège, c'est toujours sous l'aspect de la protection* » (E19).

Le droit protège les travailleurs sociaux non seulement contre les usagers mais également contre eux-mêmes, en termes de responsabilités.

« *On l'a tellement intégré qu'on retourne au texte plus dans une démarche pédagogique auprès des personnes. Soit une démarche pédagogique pour les personnes pour leur donner les textes de référence, pourquoi faut faire telle ou telle chose, quelquefois aussi, pour se protéger. Parce que, quand on explique aux gens qu'ils n'ont pas de droit, il suffit pas de les regarder dans les yeux et puis, leur dire vous avez pas de droit. Faut retourner au texte pour leur expliquer, voilà quel est le texte et voilà pourquoi je vous dis que vous n'avez pas de droit. Donc, je pense que c'est un peu pour nous protéger aussi, à ce moment là* » (E5).

« *On engage quand même notre responsabilité. On fait des actes, il faut savoir dans quel cadre on les pose, on fait pas n'importe quoi. C'est important, déjà pour nous couvrir nous, pour pas nous mettre en porte-à-faux* » (E9).

« *La loi, elle nous protège nous aussi contre un espèce de volonté de toute puissance non seulement à l'égard des enfants mais aussi à l'égard des parents* » (E12).

✓ La fonction d'éducation du droit

Pour neuf travailleurs sociaux, le droit remplit une fonction d'éducation. Il constitue un « support » éducatif.

« *Ça nous permet d'avoir un support éducatif supplémentaire qui est le contrat CES* » (E4).

« *J'ai préféré insister davantage sur le droit, qui me paraissait essentiel dans l'accompagnement de jeunes qui allaient devenir adultes par la suite* » (E9).

« *Y a une dimension éducative très clairement affichée, très précise dans la loi* » (E11).

« *Je pense qu'on ne peut pas faire de l'éducatif si on ne pose pas la loi au départ* »... « *Si on clarifiait l'aspect juridique, peut-être que ça nous permettrait d'être plus éducatifs* » (E17).

✓ La fonction de transformation du droit

Six travailleurs sociaux regardent le droit comme un moyen de transformer les relations sociales.
Cette fonction de transformation joue à trois niveaux :

- au niveau de la société : le droit est une réponse aux fléaux de la société, par exemple la loi contre les exclusions,
- au niveau des usagers du travail social : le droit favorise la résolution des situations problématiques, ainsi en est-il de la loi sur la protection des majeurs qui favorise

l'intégration sociale des personnes handicapées mentales et des droits de l'enfant qui permettent à ce dernier d'évoluer du statut d'objet à celui de sujet de droit,

- au niveau des travailleurs sociaux : le droit, en l'occurrence les lois de la décentralisation, a fait évoluer les pratiques des travailleurs sociaux dans le sens d'un plus grand respect des droits des usagers.

✓ La fonction de promotion du droit

Un cinquième des travailleurs sociaux considère que le droit remplit une fonction promotionnelle. Le droit apparaît comme une source de promotion sociale et professionnelle ; promotion sociale dans le sens où « tout le monde vous écoute ».

« *Je me souviens, à la cour d'appel de Douai, je me suis retrouvée à devoir défendre l'ASE. Je me suis dit : mon Dieu, qu'est-ce que ça veut dire, moi, petit travailleur social qui débarque là, alors qu'y avait un avocat superbement éloquent, et moi, j'étais amenée à devoir reprendre....bon, y avait pas de vice de forme, donc, tout allait bien. C'est quand même pas rien de se retrouver dans ce genre de contexte alors qu'on a aucune formation à ce niveau là. Et puis, prendre la parole devant tout le monde et puis devoir se lever, j'étais enceinte à l'époque, ça je savais pas par exemple, des choses comme ça toutes bêtes. Moi, j'étais assise et y a le...je sais plus, c'est l'assesseur, le monsieur qui passe et qui demande à ce que les gens se lèvent ?* » (E17).

Il y a promotion professionnelle dans la mesure où il permet :

- d'accéder à un poste de travail ou de monter dans la hiérarchie des postes.

« *Y a des collègues qui ont des ambitions professionnelles autres, de chef, de responsable, d'avoir plus de maîtrise. On peut avoir plus de maîtrise quand on sait en plus le droit dans notre métier* » (E1).

« *J'avais jamais travaillé dans le logement, mais le FSL je l'avais vu en droit. Donc, j'avais déjà une notion. Les mesures, on les avait vues. Déjà ça, ça cadre, on est pas ignorant. Les références à la loi Besson...c'est primordial. Ça, c'est dans chaque activité, dans le droit de l'enfant...on a toujours un cadre de référence. La première chose, quand je suis allée me présenter, j'ai revu le cadre FSL, j'ai ressorti mes documents sur le FSL. Ça a été un plus. Je crois que c'est ça aussi qui m'a fait avoir le poste* » (E20).

- de se valoriser par rapport aux avocats.

« *On est amené à faire pas mal de notes, de notes éducatives. Des fois c'est marrant l'avocat commis d'office, même une fois un avocat qui était pas commis d'office, ils utilisent la note dans leur réquisitoire. C'est intéressant, c'est un peu jouissif aussi* » (E4).

Finalement, nous aboutissons à cette analyse que, pour les travailleurs sociaux, le droit sert avant toute chose à dominer autrui. Pour ce qui les concerne, eux qui sont dotés d'une quantité restreinte de capital juridique, la domination sur l'usager est assurée par l'ignorance en droit de ce dernier. La peur de la sanction, directement retirée de la méconnaissance de la loi, sanction administrative ou judiciaire, est largement exploitée : « faites ceci sans quoi vous serez sanctionné comme cela ». D'où l'intérêt des travailleurs sociaux à faire en sorte que les usagers continuent d'ignorer la loi afin de maintenir leur position dominante vis-à-vis d'eux.

La tendance s'inverse carrément dans les rapports avec les juristes, où les travailleurs sociaux sont dominés. La peur de la sanction pénale et le niveau limité de leurs connaissances en droit constituent les piliers de la domination des juristes qui ont des connaissances en droit pointues et qui, dans la mesure où ce sont eux qui le mystifient, sont capables de démystifier le droit, de le dédramatiser.
Le rapport de force est moins tranché face à l'administration et à l'employeur. Ici, le travailleur social arrive à rivaliser en mobilisant le maximum de ses connaissances juridiques, même si la lutte est âpre en raison des pouvoirs exorbitants de l'administration et du pouvoir hiérarchique de l'employeur.
En considérant le droit comme un instrument de domination, les travailleurs sociaux reconnaissent l'existence d'intérêts contradictoires et, par là, adhèrent à une conception dialectique.

Mais le droit est également destiné à poser des limites. Les travailleurs s'en servent comme d'une balise qui les guide dans l'exécution de leurs missions. Ce sont des missions en effet définies par la loi, qu'il convient de ne pas outrepasser au nom d'une « *espèce de toute-puissance* ».
C'est une balise qui est parfois vécue tantôt comme une sécurité qui libère l'action, tantôt comme un carcan qui l'emprisonne.
Le respect de l'ordre établi est la fin recherchée, fin qui est propre au positivisme juridique.

La majorité des travailleurs sociaux estime que le droit vise à socialiser les bons usagers, les usagers-citoyens, respectueux de la loi, et à désocialiser les mauvais qui la violent.
Ainsi, le droit attribue à chacun une place, bonne ou mauvaise, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la société.
Ils ont par conséquent une approche positiviste de la socialisation juridique où la capacité à respecter le droit est le critère de socialisation, d'entrée et de maintien dans la société. Alors que, dans une approche dialectique, le critère est la capacité d'appropriation du droit.

Dans une même proportion, ils considèrent que le droit sert à protéger et à se protéger. Mais quand ils affirment que le droit protège les usagers, c'est d'une protection-sanction qu'il est question. En effet, l'objectif de l'assistance éducative pour les enfants mineurs ou de la tutelle, la curatelle pour les majeurs est bien de pallier l'incapacité de l'usager à conformer ses actes à la loi, et donc, en réalité, de protéger la société contre des agissements potentiellement illicites.
Le droit protége les travailleurs contre les réactions violentes des usagers. Le droit est alors utilisé comme un moyen de pacification des relations sociales. En effet, dès lors que c'est la loi qui dit qu'il n'a pas de droit, l'usager se plie.
Il est rarissime que le travailleur social regarde le droit comme un instrument de protection contre lui-même. Dans cette hypothèse, il est destiné à l'empêcher de déraper, c'est-à-dire de contourner la loi.
La finalité du positivisme juridique apparaît de façon très éloquente. Si la protection est l'objectif recherché, c'est en tout état de cause, au bénéfice de l'ordre établi, par le respect des lois en vigueur.

Pour une partie assez importante de travailleurs sociaux, le droit vise à éduquer les usagers. Ils l'utilisent comme un support éducatif en vue d'apprendre à ces derniers à respecter la loi.
Une telle conception de la dimension éducative du droit s'inscrit, une fois de plus, dans le positivisme.

Lorsqu'un nombre limité d'entre eux reconnaît au droit la faculté de transformer la société, quel type de transformation est visé ?
En transformant par la loi la société grâce à l'élimination de ses fléaux, l'exclusion en tête, c'est le maintien de la paix sociale qui est en fait recherché, une finalité strictement positiviste.
En revanche, en transformant, toujours par la loi, la situation des usagers en la rendant plus juste, plus équitable, c'est un objectif idéaliste que les travailleurs sociaux s'assignent.

Pour terminer, une minorité se sert du droit pour progresser socialement et professionnellement. Les travailleurs sociaux concernés le mobilisent afin d'être reconnus comme des acteurs juridiques. Cette reconnaissance leur permet d'accéder au monde juridique, mais aussi de monter dans la hiérarchie.

➢ Les effets du droit

Plusieurs constats peuvent être faits

✓ L'égalisation

L'ensemble des travailleurs sociaux prétend mener une action tendant à favoriser l'égalisation des usagers grâce à l'accès au droit. D'après ce qu'ils disent, soit ils traitent directement la demande sociale de droit, soit ils orientent son auteur vers les professionnels du droit compétents.
Dans tous les cas, les travailleurs sociaux, au terme d'un travail de décodage, affirment repérer dans les propos de l'usager les problèmes de type juridique.

« *On décode. Notre travail c'est de saisir le fondement de sa demande. C'est tout ce qu'on appelle le traitement de la demande. Ça, c'est notre spécificité première de traiter la demande de l'usager. Mais, quand on gratte un peu, au travers des entretiens, on s'aperçoit que souvent c'est un problème de droit ou de non droit* » (E1).

Ensuite, dix-sept travailleurs sociaux estiment qu'ils donnent à l'usager des informations juridiques, limitées, dans un langage vulgarisé afin qu'elles soient comprises de ce dernier.

« *On a eu le cas d'un licenciement abusif. Y a fallu tout mettre tout en branle pour répondre très très vite au jeune, qui se désespérait, qui ne comprenait pas. Alors, après, je te parle pas des exploitations...Je vais devoir interpeller les boîtes d'intérim parce que les taux horaires sont pas les bons. Ce que demande essentiellement le jeune quand il vient nous voir, c'est une réponse très rapide* » (E2).

« *Au niveau du droit du travail, les jeunes connaissent mal leurs droits et pensent toujours que les patrons les roulent au niveau des heures. Donc, il faut constamment rechercher l'information au niveau de l'Inspection du travail, donner l'information aux jeunes, et expliquer ce que c'est que le monde du travail* » (E9).

Les informations juridiques portent le plus souvent sur la famille (divorce, séparation, autorité parentale, filiation, concubinage, succession), le travail (licenciement, horaires, reclassement), le logement et la procédure.

« *On a des demandes d'information des mamans : est-ce qu'il a des droits par rapport aux enfants ? Est-ce qu'il a l'autorité ? Aussi au niveau des divorces : quels sont les différents types de divorce qui existent ? Les procédures ? La séparation ? C'est informer par rapport à ces droits là* » (E7).

« *Tout ce qui est de l'acquis au niveau de l'appartement, le loyer, le respect des voisins etc., c'est aussi à eux à gérer ça aussi. Donc, on les informe quand même sur ces droits là* » (E9).

Lorsqu'ils ne traitent pas eux-mêmes la demande de droit des usagers, quatorze travailleurs sociaux sur vingt déclarent orienter ces derniers vers les professionnels du droit compétents et favoriser le contact avec ceux-ci. Les professionnels du droit concernés sont les avocats et les juges.
L'orientation a lieu si le problème juridique est pointu ou si une procédure est déjà engagée ou va être engagée.

« *Généralement lorsqu'il s'agit d'une procédure, elle se résume bien souvent au fait de dire d'aller voir un avocat. On renvoie sur l'avocat très régulièrement* » (E1).

« *Même quand il s'agit quelquefois d'une orientation vers avocat, par exemple pour une procédure à engager, suite à un refus de séjour, on peut faire ce travail préalable de préparation avec la personne* » (E5).

« *Maintenant, quand ce sont des questions beaucoup plus pointues, j'oriente les personnes au niveau des conseils juridiques, au niveau du tribunal* » (E13).

Les travailleurs sociaux pensent faciliter la mise en relation de l'usager avec le professionnel du droit, en prenant contact avec celui-ci ou en lui transmettant la demande de l'usager.

« *La semaine dernière, concrètement, y en a un qui est venu me voir. Il voulait que je le conseille par rapport à un avocat. C'est vrai qu'on a des liens avec certains avocats. Donc, ça facilite la prise en compte, ça facilite le premier contact. Donc, il me demande ça. Moi, je monte avec lui un dossier d'aide juridictionnelle. Je m'engage auprès d'un avocat avec lui* » (E4).

« *Une des enfants a demandé à me voir après, en disant qu'elle avait des demandes à faire auprès du juge. Notamment, elle disait qu'elle avait besoin de voir son père. Donc, comme y a eu, au cours du jugement...le magistrat pour enfants avait dit que, de toute façon, il était difficile pour le service de pouvoir accéder à certaines demandes au niveau du tribunal, donc, elle avait demandé à ce qu'un avocat qui prenne la défense des enfants. Là, moi je vais lui écrire pour qu'elle puisse répondre à la gamine* » (E17).

✓ La justice

A une exception près, tous les travailleurs sociaux se considèrent investis dans une action de justice. Celle-ci s'exerce dans quatre directions :

- la défense des droits des usagers,
- le règlement amiable des conflits,
- la distribution des droits-créances,
- l'aide à la décision de justice.

Les trois-quarts des travailleurs sociaux se posent en défenseur des droits de usagers : le droit de l'enfant de s'exprimer, le droit au logement du locataire, le droit de séjour de l'étranger...

« *On est, dans le quotidien, confronté à des questions d'ordre juridique, je vais prendre plusieurs exemples, que ce soit des questions de succession, d'héritage, de choses comme ça. Ça fait appel effectivement à une connaissance du droit ou, en la matière, des particularités liées au droit etc. On peut avoir les mêmes questions pour les personnes confrontées à un divorce, un certain nombre de questions comme ça, qui sont des questions du quotidien, mais qui font appel, pour les orienter, pour les conseiller au mieux, pour défendre leurs intérêts, qui font appel à une connaissance un peu plus pointue et précise du droit qu'on a pas toujours* »... « *Notre intervention vise quand même en priorité, c'est le but, à gérer les ressources du majeur, à obtenir d'abord ou à faire valoir ses droits, de faire en sorte qu'il puisse bénéficier de tous ses droits* » (E11).

Douze travailleurs sociaux se présentent comme des médiateurs capables de favoriser le règlement amiable des conflits. Ils limitent leurs interventions aux litiges dans lesquels les usagers sont impliqués. Ces litiges ont notamment pour objet : les impayés de loyers, l'exercice de l'autorité parentale, l'endettement, les violences conjugales, les troubles de voisinage.

« *Nous, on nous appelle ALS : acteurs de liaison sociale. A travers ce titre, on est censé faire la liaison entre le collège et le quartier, le collège et les partenaires associatifs du quartier, et aussi entre les jeunes du collège et l'équipe pédagogique du collège parce qu'y a une incompréhension, aussi notamment, sur tout ce qui est sanction. Evidemment, la loi du collège est difficilement compréhensible pour des jeunes du quartier* »... « *A partir de là, je fais de la médiation. C'est un grand mot, mais, je travaille beaucoup avec certains professeurs. Parce qu'y a 25 profs, et pour l'instant, je travaille avec 6 profs. Donc, c'est pas beaucoup. Où, on fait des rendez-vous tripartites, entre lui, le jeune et moi-même. Et, je fais de la médiation, notamment par rapport aux sanctions qui sont très mal comprises* » (E4).

« *Y a deux, trois familles où y a des problèmes d'alcoolisme, de violences conjugales. Donc là, y a tout un travail qui est fait pour voir comment le couple peut essayer de résoudre son problème, à savoir est-ce qu'ils restent ensemble et qu'est-ce qu'ils font pour que ça se passe bien, ou bien étudier une séparation* » (E6).

« *Je lui ait dit : par rapport à un tel fait, vous avez le droit de mettre le jeune 3 jours à pied, ça c'est légal au niveau du prud'hommes, parce que licenciement immédiat sans lettre recommandée, ça passera pas aux prud'hommes, donc, ça c'est légal, vous le faites, et on arrête le contrat au 1er juillet... Là dessus le patron est d'accord. Donc, on a conclu un accord à l'amiable* » (E9)

« *Il m'arrive de me rendre au domicile des personnes pour discuter avec eux, pour voir si on peut pas trouver un point d'accord entre eux et puis le jeune. Oui, ça, ça arrive assez souvent. Et quelquefois, il suffit qu'un tiers intervienne pour qu'on mette le doigt sur un dysfonctionnement et que tout le monde se mette à réfléchir, et qu'après ça aille mieux. Dans certaines situations, il faut pas grand chose pour renouer le dialogue* » (E13).

Onze travailleurs sociaux se considèrent comme des acteurs de justice sociale en assurant la distribution des droits-créances. Après avoir vérifié que l'usager remplit les conditions requises pour bénéficier du « droit à », ils l'aident à former sa demande auprès des autorités compétentes. Les droits en question sont les aides au logement, les prestations sociales, la

Sécurité sociale, le RMI, l'allocation parent isolé, les bourses d'études, l'aide médicale (aujourd'hui la couverture maladie universelle).

Enfin, la majorité des travailleurs sociaux s'assigne le rôle de « conseiller » auprès du juge des enfants, du juge des tutelles ou encore du juge aux affaires familiales.
Ils donnent au juge les éléments d'information sur la situation de l'usager nécessaires à la prise d'une « bonne » décision. La transmission des informations s'effectue au moyen de rapports et de notes.

« *Au bout de l'échéance de 6 mois ou d'un an, on fait un rapport au magistrat pour faire état de la situation et pour, éventuellement, faire des propositions de prolonger ou pas, d'aller ou non vers le placement de l'enfant, ou autre orientation* » (E6).

« *Et là, j'avais trois dossiers qui étaient arrivés à terme. Et donc, y avait un rapport établi pour demander le renouvellement. Et donc, y a audience pour déterminer si oui ou non on prolongeait ces TPSA. Donc ça, c'était pour trois dossiers. Et j'avais également audience pour deux mainlevées, deux personnes qui demandaient des mainlevées. J'étais audiencé pour donner notre position concernant ces deux demandes de mainlevée* » (E11).

« *Souvent aussi, on est amené à aller au tribunal, pour voir les situations avec le juge des enfants, des demandes de placement* » (E14).

« *Il faut donner les éléments au magistrat pour qu'il puisse juridiquement protéger l'enfant »... « Pour moi, le magistrat, il est là pour statuer. A nous de lui renvoyer les bons éléments pour lui permettre de bien évaluer, de prendre les bonnes décisions juridiques. J'ai eu rarement des situations où ça a posé problème* » (E16).

✓ La sauvegarde de la loi

Dix-sept travailleurs sociaux sur vingt déclarent veiller au respect de la loi par les usagers.

« *Une première visite pour un absentéisme scolaire de deux mois pour un enfant de 14 ans signalé par le collège. On s'est retrouvé face à une maman très très limitée intellectuellement, qui voit pas pourquoi y a une obligation scolaire puisque, de toute façon, elle a pas compris qu'y avait une obligation scolaire (rires)... On rappelle qu'y a une obligation scolaire, qu'il risque d'y avoir une suspension au niveau des bourses » ... « Mon action par rapport à elle, c'était de mettre sur la table qu'est-ce qu'elle avait envie de faire, et d'intervenir auprès du père au titre de l'obligation alimentaire, puisqu'il est salarié et que c'était son devoir de participer aux besoins de sa fille. Donc, on a obtenu qu'il verse une somme de 2.400f par mois, ce qui lui permettait largement de faire face à ses besoins* » (E7).

« *On a un travail à faire au niveau du droit des jeunes et du droit de la famille, et dire : attention, y a un jugement qui a été rendu, effectivement, il est placé chez nous, mais vous avez encore l'autorité parentale, vous avez encore des droits sur l'enfant au niveau de l'autorité parentale, vous n'avez plus le droit de garde et les attributs qui vont avec, mais vous avez toujours le droit d'hébergement le week-end, le droit d'alimentation, le droit d'éducation, le regard sur ça. Et souvent, il faut retravailler avec la famille et les obliger* » (E9).

✓ La socialisation

Onze travailleurs sociaux pensent favoriser la socialisation juridique des usagers en leur faisant prendre conscience du droit d'une part, et en leur facilitant son appropriation, d'autre part.

« *Je trouve qu'ils n'ont pas assez d'information. On parle beaucoup de citoyenneté en scolaire maintenant. C'est le thème à la mode en ce moment. Mais, la citoyenneté, ça passe aussi par la loi, par les obligations du citoyen, par ses droits. Moi, je trouve qu'ils n'ont pas assez de connaissances par rapport à tout ça. Quand on fait la formation des délégués, on se rend compte qu'ils ont une méconnaissance totale par rapport à la loi. Et notre rôle, en tant qu'éducateur, c'est bien de leur faire connaître ou de leur rappeler ce qu'ils savent déjà* » (E13).

Notre analyse est la suivante. L'action juridique la plus répandue des travailleurs sociaux consiste à favoriser l'accès au droit des usagers. Elle se décline en trois étapes successives : le décodage de la demande sociale de droit, l'information juridique et la mise en relation avec les juristes.

Le travailleur social se place, de cette manière, dans une position intermédiaire entre l'usager, dépourvu de capital juridique, et le juriste, spécialiste du droit. Il permet à l'usager de défendre ses droits, à l'avocat de récupérer des clients, peu attractifs du point de vue de leur solvabilité mais intéressant au niveau du capital symbolique qu'ils apportent, au magistrat de statuer sur des affaires qui, sans lui, lui échapperaient, et à lui-même de devenir un professionnel incontournable dans le traitement de la demande sociale de droit.

C'est donc une action qui satisfait communément les agents concernés. Elle permet notamment aux usagers d'entrer dans le champ juridique et aux travailleurs sociaux d'améliorer leur position, en apparaissant comme des agents juridiques incontournables dans le traitement de la demande sociale de droit. Ce qui entraîne des changements dans l'ordonnancement juridique.

Mais, dans le même temps, parce qu'elle renforce la légitimité de l'intervention des juristes, avocats et magistrats, l'action d'accès au droit favorise le maintien de l'ordre juridique.

L'autre action juridique prédominante est l'action de justice. Elle comprend la défense des droits de usagers, le règlement amiable des conflits, la distribution des droits-créances et l'aide à la décision de justice.

Lorsqu'il fait valoir les droits des usagers, en même temps qu'il met en valeur l'usager en tant que sujet de droits, le travailleur social se met lui-même en valeur tant vis-à-vis de l'usager, que vis-à-vis des juristes. En ce sens, la défense des droits de usagers apparaît comme un moyen d'évolution du statut juridique des usagers et des travailleurs sociaux.

Lorsqu'il règle à l'amiable des conflits, il répond à la fois à la demande de l'usager, considéré comme partie à part entière, et à celle de l'adversaire dans le cadre d'un compromis. Il se hisse au rang de médiateur dans le champ du droit. Par cette action, il favorise en également la régulation pacifique des conflits.
Les travailleurs sociaux assurent, en outre, la distribution des droits-créances et, de ce fait, l'accomplissement de la justice sociale. Ils se valorisent tant vis-à-vis des usagers dont

l'exigence de droits-à est remplie, que des pouvoirs publics auxquels ils assurent la paix sociale.
Enfin, ils donnent aux magistrats les informations nécessaires à leur prise de décision et se posent en véritables « conseillers judiciaires ». En agissant de la sorte, ils deviennent indispensables aux yeux des magistrats, dont la mission se trouve facilitée, et qui, en les reconnaissant dans ce rôle, leur permettent d'améliorer leur position d'agents juridiques.

La troisième action juridique des travailleurs sociaux, également importante, consiste à faire respecter la loi. Elle intéresse évidemment les pouvoirs publics qui produisent la loi et qui, en la faisant appliquer, se réservent le droit de la définir.

La dernière action juridique, menée partiellement par les travailleurs sociaux auprès des usagers, revient à leur faire prendre conscience de l'existence du droit et à leur faire connaître le droit. Seulement, la prise de conscience et la connaissance portent sur le droit tel que le travailleur social se le représente, c'est-à-dire majoritairement de manière positiviste et, secondairement, de manière dialectique.

Les actions juridiques des travailleurs sociaux

	Actions juridiques normalisatrices	**Actions juridiques émancipatrices**
Action d'accès au droit	Favorise l'application de la loi, assurée par les magistrats et les avocats	Fait entrer l'usager dans le champ juridique Améliore la position du travailleur social (TS) dans le classement des agents juridiques
Action de justice	• la médiation : régulation pacifique des conflits • la distribution des droits créances : maintien de la paix sociale • l'aide à la décision de justice : sanction du non respect de la loi	• la défense des droits des usagers : l'usager devient sujet de droit, le TS défenseur juridique • la médiation : l'usager devient partie, le TS médiateur • la distribution des droits-créances : l'usager devient créancier juridique, le TS distributeur de droits • l'aide à la décision de justice : le TS devient conseiller judiciaire
Action de sauvegarde de la loi	Conforte la position des agents dominants qui détiennent le monopole de la définition du droit	
Action de socialisation juridique	Consiste à transmettre aux usagers une conception positiviste du droit	Aide les usagers à prendre position dans le champ du droit et à progresser

Les actions juridiques des travailleurs sociaux ont une double dimension, de poids relativement égal, normalisatrice et émancipatrice.

➢ Les valeurs du droit

Les travailleurs sociaux s'interrogent sur les valeurs du droit dans deux cas, à propos des droits des usagers et de l'éthique[1] professionnelle. Pour qu'ils en parlent, nous avons interrogé les travailleurs sociaux sur leurs relations avec les usagers. Un certain nombre de constats s'imposent.

[1] L'éthique est la morale organisée, conscientisée, « *système intentionnellement cohérent de principes explicites* », Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p.133.

✓ Les droits des usagers

Dix-huit travailleurs sociaux sur vingt évoquent l'existence des droits des usagers. Ceux-ci sont apparus, selon eux, pour trois raisons :

- la légalisation du droit des usagers,

« *En 84, les familles ont eu des droits. Il faut donc connaître ces droits là. Il faut que les usagers puissent connaître leurs droits, et les enfants aussi ont des droits qu'ils ont le droit de connaître aussi* » (E9).

- la décentralisation, qui a permis un rapprochement des élus et des usagers, dont les exigences en termes de droit sont davantage prises en considération,

« *Tout à l'heure, vous me demandiez pourquoi est-ce que vous êtes plus soucieux du droit des parents, mais la décentralisation a fait aussi que, les choses n'étant plus gérées par l'Etat qui était très très loin, mais par les élus qui sont nos patrons, qui reçoivent dans leur mairie toutes les semaines, qui ont des parents qui viennent et qui disent : notre t'chiot est placé et on le voit pas, l'élu écrit, il faut répondre, il est pas question de mettre ça à la poubelle. Donc, un des effets de la décentralisation c'est peut-être aussi ça, c'est qu'étant plus proche des gens, on est forcément plus proche de leurs droits* » (E12).

- la judiciarisation qui a pour effet de transformer les usagers en justiciables, revendiquant devant les tribunaux le respect de leurs droits par les travailleurs sociaux.

« *Les gens vont au tribunal. Et puis, on leur dit leurs droits aussi au tribunal. Les juges n'ont pas toujours été tendres avec le département quand ils ont découvert des pratiques de certaines personnes à l'égard des parents. Les juges ont aussi rappelé aux parents qu'ils avaient des droits. Donc, on a fini par le poser comme un impératif* » (E12).

La classification des discours des travailleurs sociaux sur les droits des usagers a permis de dégager six catégories : le droit à la liberté de consentement, le droit à la dignité, le droit à l'intimité, le droit à une décision motivée, le droit à l'égalité de traitement, le droit de recours.

Le droit au libre consentement est évoqué par treize travailleurs sociaux. C'est le droit pour les usagers d'accepter ou de refuser, en toute liberté, l'intervention du travailleur social.

« *On intervient quand il y a risque de danger et dans le cadre strict d'accord des parents* » (E1).

« *On travaille avec la Maison des avocats sur Douai. Je leur passe un petit coup de fil en accord avec la famille, soit ils peuvent me répondre directement, ou alors faut prendre un rendez-vous* » (E8).

« *Je leur dis à ce moment là : est-ce que je peux prévenir votre chef ? S'il me dit non, c'est tout, s'il me dit oui, je le fais, c'est toujours en accord avec la personne* » (E10).

« *Si le majeur, par rapport à ces propositions-là de prises en charge médico-psychologiques est réticent voire même opposant, on peut rien faire* » (E11).

« *On peut ne pas avoir à joindre la famille, notamment pour des élèves majeurs qui ne souhaitent pas* » (E13).

« *Y a quand même un accord avec la famille. Si elle est pas d'accord avec ce qu'on fait là, on arrivera jamais à engager un travail* » (E20).

Il arrive que le travailleur social, qui se trouve dans l'impossibilité d'obtenir l'accord de l'usager, soit se substitue de façon arbitraire à l'usager, soit menace ce dernier d'une sanction, éventuellement judiciaire (juge des tutelles, juge des enfants). Il agit de la sorte parce qu'il pense que c'est pour le bien de l'usager, ou parce que la loi l'y oblige (obligation de signalement).

« *J'essaie de le sauver malgré lui. J'essaye avec lui de trouver un contrat d'apprentissage en boulangerie. Ce qui est intéressant parce que la boulangerie est, par définition, un milieu où t'as pas le droit à l'erreur. Le contrat d'apprentissage, t'as rarement le droit à l'erreur, mais alors en boulangerie, c'est encore moins le droit à l'erreur. En tout cas, même quand tu travailles la nuit, tu dois aussi rentabilité, rentabilité. Donc, lui, comme il est stagiaire, il est quand même mineur, il commence à 6 heures du matin. Il prend son vélo, ce qui est assez sympathique* » (E4).

« *Le projet, c'était que le jeune puisse aller en chambre meublée, et suivre une formation. Or, pour moi, éducativement, il était inconcevable qu'il puisse retirer tout son argent, en faire ce qu'il veut, sans contrôle, et ne pas payer son amende, ce qui permettait d'être en chambre meublée. Donc, j'ai négocié avec le guichet, j'ai dit : je le mets en tutelle, sans passer par le juge des tutelles, j'ai fait bloquer son compte, ce qui normalement est illégal* » (E9).

« *Je reçois également des mineurs qui me disent : je suis venu vous parler de mes difficultés, mais je ne souhaite pas que vous appeliez mes parents. Alors, je leur dis d'emblée que, si les problèmes ne le mettent pas en danger, bien sûr j'appellerai pas les parents, maintenant, si je sens qu'y a un danger, je lui expliquerai que mon rôle aussi c'est de le protéger et d'intervenir différemment* » (E13).

Le droit à la dignité implique de respecter les usagers en tant qu'êtres humains. Six travailleurs sociaux considèrent les usagers comme des sujets de droit.

« *L'enfant est une personne au niveau du droit alors qu'avant on avait pas ça* » (E17).

Mais il est très fréquent que les travailleurs sociaux donnent des usagers une image de sous-individus, des « personnes intellectuellement limitées », en particulier les personnes handicapées mentales, vues comme des « débiles ».

« *J'étais très vigilant à deux choses quand je suis arrivé ici, c'est de ne pas tomber dans le travers qu'on a beaucoup en tant que travailleur social, quand on sort du secteur handicap, de traiter un petit peu tout le monde comme le débile de service* » (E2).

« *On s'est retrouvé face à une maman très très limitée intellectuellement, qui voit pas pourquoi y a une obligation scolaire puisque, de toute façon, elle a pas compris qu'y avait une obligation scolaire (rires). Si son enfant veut pas aller à l'école, c'est tout, elle le garde à la maison* »... « *On profite peut-être un peu trop souvent des limites des familles, des limites intellectuelles* » (E7).

Le droit à l'intimité, évoqué par six travailleurs sociaux sur vingt est le droit le moins respecté. En effet, la quasi totalité d'entre eux s'estime détentrice du droit de s'immiscer dans la vie privée des usagers.

« *On dit aux parents : faites ce que vous voulez, vous vivez avec qui vous voulez, buvez si vous voulez, mais n'empêche que, si vous le faites et que vous êtes parents d'enfant mineur, nous, on est concerné parce qu'on a un droit de regard sur la vie des enfants* » (E6).

« *D'abord, il faut pouvoir entrer dans la famille, instaurer des relations des confiance. Ça prend beaucoup de temps, avant que les gens osent parler de leurs difficultés* » (E18).

« *Il faut se faire accepter. Il faut s'immiscer dans les budgets, dans les dettes. C'est pas facile. Y a des gens qui nous cachent la moitié de leurs dettes* »... « *Je lui ai expliqué pourquoi j'intervenais, que je voulais pas m'immiscer dans sa vie, mais qu'en fait, il fallait que je vois des choses parce qu'y avait une dette de loyers* » (E20).

Le droit à une décision motivée est énoncé par trois travailleurs sociaux. Il oblige le travailleur social à préciser à l'usager les raisons pour lesquelles une aide ne peut lui être attribuée ainsi que les voies de recours.

« *Quand y a pas de droit, c'est vrai qu'il faut justifier aux gens sur quoi tu te bases pour dire qu'y a pas de droit* » (E5).

L'égalité de traitement, abordée par deux travailleurs sociaux, est considérée comme le fait de ne pas traiter différemment les personnes en fonction de leurs origines et de leur niveau culturel.

« *Quand on a des familles qui sont culturellement plus élevées, ça arrive aussi, on se retrouve en difficulté parce qu'on aborde pas les choses de la même façon : pourquoi ? on a pas à avoir cette différence d'intervention* » (E7).

Enfin, le droit de recours n'est cité que par deux travailleurs sociaux.

« *Lorsque vous faites un rapport de signalement, normalement, les familles peuvent faire appel dans un délai de 15 jours, ça, moi, je le dis dès le départ. C'est un droit. Donc, je l'applique, et en l'appliquant je pense que le droit permet de continuer à travailler avec la famille* » (E8).

« *On leur rappelle très souvent que si elles ne sont pas d'accord avec la position du service, à elles de s'en référer au magistrat* » (E16).

Que pouvons-nous déduire de ces éléments d'information ?

Les travailleurs sociaux reconnaissent que les sources des droits des usagers leur sont extérieures. Ces droits ne sont pas nés de leur initiative, mais de celle du législateur, de l'élu et du juge.

Pour légitimer leur intervention à l'égard des usagers, les travailleurs sociaux se fondent sur leur accord. Lorsque cet accord ne peut être obtenu, il est rarissime que les travailleurs sociaux abandonnent la partie. Soit ils décident et agissent à la place des usagers, soit ils extorquent, sous la contrainte, leur consentement, et ce, pour sauver les usagers ou pour se

sauver eux-mêmes des responsabilités encourues, par exemple, en cas de non dénonciation des mauvais traitements.
Le droit au consentement ne peut donc être considéré comme source d'émancipation de l'usager que dans la mesure où le travailleur social, qui est confronté au refus de son intervention, s'abstient d'intervenir, sans chercher à transformer ce refus en acceptation ou à se substituer à l'usager.

Encore peu de travailleurs sociaux considèrent les usagers comme des personnes à part entière. D'une part, si quelques-uns parlent d'eux comme des sujets de droit, c'est souvent comme débiteurs d'obligations plutôt que comme créanciers de droits, d'autre part, ils sont nombreux à les dévaloriser. Les personnes handicapées mentales en sont les premières victimes.
Le droit à la dignité des usagers est donc peu reconnu et respecté par les travailleurs sociaux en raison du regard d'être supérieur à être inférieur qu'ils portent sur eux.

Les travailleurs sociaux portent régulièrement atteinte à la vie privée des usagers. Cette atteinte est, selon eux, légitime, dans le mesure où elle permet de résoudre leurs difficultés. Mais en réalité l'objectif est de faire en sorte que les usagers aient une vie qui correspond aux standards de la société, une existence « honorable », sans alcoolisme, sans dettes...
Dans ces conditions, il est normal que le droit à l'intimité soit bafoué.

La motivation des décisions prises dans le cadre du travail social à l'égard des usagers est loin d'être un réflexe. Une infime minorité des travailleurs sociaux interrogés reconnaît le droit des usagers à une décision motivée.

Il en va de même concernant l'égalité de traitement. C'est un droit qui n'est pas intégré dans les pratiques professionnelles.

Pour ce qui est du droit de recours des usagers, rarement attribué, l'est à partir du moment où il présente une contrepartie qui est la légitimation de l'intervention du travailleur social et où le travailleur social sait que l'usager ne l'exercera pas.

- ✓ L'éthique professionnelle

L'ensemble des travailleurs sociaux mentionne les qualités éthiques du travailleur social, qui sont l'objectivité / la neutralité / l'impartialité, le recul / l'extériorité, la transparence / la franchise / l'honnêteté, le secret / la discrétion / la confidentialité, la réflexion / la remise en question / l'esprit critique, l'équité / la justice, le sang-froid / l'impassibilité.

Pour treize travailleurs sociaux, le travailleur social doit rester objectif ou neutre. Cette neutralité vise trois types de rapports : les rapports entre le travailleur social et les usagers, les rapports entre le travailleur social et l'Etat, les rapports entre le travailleur social et les partenaires.
Lorsque les travailleurs sociaux abordent les rapports entre les usagers et eux-mêmes, c'est pour affirmer qu'ils se montrent tantôt neutres, tantôt partiaux vis-à-vis des usagers, et ce, dans la même proportion.

« *Si vous êtes remonté contre la famille, si vous avez envie que...c'est pas la peine, vous serez pas objectif* » (E8).

La neutralité repose sur l'égalité de traitement des usagers, quels que soient leurs origines et leur niveau culturel, le respect de la présomption d'innocence notamment à l'égard de la personne soupçonnée d'avoir commis des mauvais traitements (signalement), le respect du libre-arbitre des usagers.
Le défaut de neutralité se manifeste dans deux cas :

- lorsque les usagers sont considérés soit comme intellectuellement ou culturellement limités, comme les usagers d'origine maghrébine par exemple, soit comme « mauvais » parce qu'ils n'ont pas respecté la loi (exemple du père qui est réputé maltraiter son enfant),
- lorsque le travailleur social noue des relations affectives avec un usager (« sympathise »)

Les travailleurs sociaux se considèrent majoritairement comme dépendants, minoritairement comme indépendants des pouvoirs publics.

« *La deuxième difficulté, c'est les enjeux politiques qui sous-tendent l'intervention de l'éducateur de rue. Ici, on vit avec le réseau. Et le réseau associatif, comme tout réseau, est fort influencé par le politique, notamment ici, où c'est le fief de Martine Aubry* » (E4).

L'indépendance du travailleur social vis-à-vis de l'Etat repose sur l'absence de mandat. Elle se concrétise par son refus de remplir certaines missions comme la gestion de la misère ou la dénonciation.
La « tutelle » de l'Etat s'exerce à travers l'obligation qui pèse sur le travailleur social de signaler ou « d'acculturer » les populations.

Il en va de même, enfin, concernant les rapports des travailleurs sociaux avec les partenaires ou les membres de leur réseau. Tantôt ils apparaissent comme neutres, l'exemple le plus significatif étant celui du refus du travailleur social de faire de la publicité aux avocats, tantôt comme partiaux lorsque, par exemple, le travailleur social se retrouve juge et partie dans l'hypothèse de la sélection des assistantes maternelles et de la collaboration qui s'ensuit avec le travailleur social « sélectionneur ».

« *On est dans plein de contradictions avec elles, d'autant qu'on nous dit également qu'elles sont collègues puisqu'on essaie de faire la même chose qu'avec les établissements dans l'accompagnement des enfants, et, dans le même temps, on est à l'embauche des assistantes maternelles. Vous voyez un petit peu ce que ça peut faire, une position pas toujours évidente* » (E17).

« *Je vais jamais conseiller un avocat plutôt qu'un autre, je reste très en retrait par rapport à ça* » (E18).

L'extériorité est présentée par onze des travailleurs sociaux comme une qualité éthique.
Elle réside dans le fait, pour le travailleur social, de ne pas se substituer à l'usager, de ne pas « porter » sa situation problématique et, par conséquent, de ne pas faire les démarches ni prendre les décisions nécessaires pour la régler à sa place.

« *Alors, faire aussi prendre conscience à la personne qui est en face, donc l'usager, que c'est sa propre situation, et que c'est pas la nôtre de situation. Donc, ça sert à rien de nous demander de la prendre en charge comme si c'était la nôtre. On va pas la porter* » (E1).

Elle vise à « autonomiser » ou « responsabiliser » les usagers.

« *Nous, on peut pas non plus forcément les aider directement dans ces démarches là. Ça, ça doit être leurs démarches à eux. Donc, on arrive aussi à leur laisser une autonomie et une indépendance par rapport à leurs décisions* » (E6).

« *On est pas là pour faire toutes les choses à leur place. Faut aussi les responsabiliser, leur dire : vous allez aller faire vos démarches* » (E20).

En majorité, ils disent faire preuve d'extériorité. Quelques-uns reconnaissent, au contraire, un manque de recul, décider et agir à la place des usagers pour leur « bien ».

« *Pour eux, recevoir le RMI, c'est une fin en soi. Ils en demandent pas plus. Il faut y croire des fois ! Mais bon, il faut aussi se mettre à leur place* » (E3).

« *A la limite, on va décider pour eux : si, ça, faut faire ça, parce que c'est bien* » (E7).

La transparence ou l'honnêteté est une qualité éthique également pour onze travailleurs sociaux.
La transparence consiste, selon eux, à expliquer aux usagers les raisons pour lesquelles ils sont amenés à intervenir.

« *Il faut leur expliquer, parce que, souvent, ils signent la demande d'accompagnement social, ils ne savent même pas...ils se souviennent même pas l'avoir signée quelquefois. Donc, faut être clair avec eux. Moi, je leur dis ce qui figure sur le document. Je pense qu'ils doivent être informés pourquoi on est là* » (E20).

Elle s'appuie également sur la transmission d'informations portant sur leur situation, par exemple en lisant à la famille concernée le rapport de signalement.

« *Je préviens la famille, et je vais leur lire le rapport quand j'ai rédigé le rapport. Je pense que c'est important qu'ils aient connaissance de ce qui va être dit* » (E7).

« *J'ai bien fait de faire lire le rapport à la famille parce qu'ils étaient dans leurs droits* » (E8).

La transparence sert à légitimer leur intervention et donc à « engager et continuer le travail » avec les usagers.

« *J'ai toujours été transparente avec les familles, quand même, les gens, ils sont pas idiots, si on va les voir c'est qu'y a quelque chose qui va pas, alors, aller tourner autour du pot, ne pas dire à la famille, ça veut dire quoi ça ? L'enfant, il fait bien partie de la famille. C'est quand même les personnes qui sont les responsables légales de leurs enfants, quand même. Alors, faut pas tricher avec eux* » (E13).

Si, la plupart des travailleurs sociaux exprimés affiche la volonté d'être transparent, certains estiment que c'est une volonté difficile à tenir.

« *Expliquer pourquoi on lui refuse la chambre, ça, c'est pas toujours le plus évident dans la profession, c'est le point le plus sensible dans le travail qu'on peut faire* » (E2).

En outre, ils reconnaissent parfois un manque d'honnêteté de leur part, voire même, dans les cas extrêmes, une volonté délibérée de manipulation des usagers, soit en niant auprès de ces

derniers leur mission de contrôle, soit en les menaçant de saisir le juge alors qu'ils savent l'impossibilité de cette saisine.

« *On exagère peut-être un peu, c'est peut-être pas très honnête : c'est le juge qui a décidé, si vous souhaitez une autre décision, il faut d'abord solliciter une nouvelle audience, donc, dans un cadre précis, et il faut faire valoir telle et telle choses et puis le juge vous donnera la réponse, celle qui vous sera signifiée. C'est vrai que la plupart des gens acceptent bien que les choses soient posées comme ça. Après, vous avez les caractériels habituels qui disent : le juge, je vais lui retourner son bureau. En fait, ils sont pas si nombreux que ça* » (E12).

La moitié des travailleurs sociaux se considère comme des confidents, des professionnels que les usagers choisissent pour se confier, « dire des choses ». Le respect du secret ou de la discrétion est fondamental dans la mesure où il est source de crédit, de légitimité. En cas de fuites d'informations, le travailleur social risquerait d'être « grillé » auprès des usagers et donc, ne pourrait plus intervenir dans de bonnes conditions.

« *J'ai toujours refusé de faire un cahier de liaison. L'information qui passe c'est une information directe d'un collègue à l'autre. Si y a quelque chose qui a pas été dit, c'est que ça devait pas être dit. Et je crois que ça, c'est important pour que les gens puissent se sentir chez eux* » (E2).

« *Souvent, ça fonctionne comme ça : le mec, tu lui dis un truc, le jeune, tu lui dis quelque chose, il va en parler à son copain, qui va en parler à son copain qui va en parler à son copain, et si, à un moment donné, y a un copain des copains qui va savoir que tu as dit une bêtise, ça va remonter et puis, alors là, t'es foutu. C'est comme l'anonymat, si sur un quartier, on sait que t'as parlé ou que t'as dit des choses qu'il fallait pas dire, ça pose des problèmes après* » (E4).

« *On est pas là pour dénoncer, on est là pour les aider. Même si y a des faits délictueux, répréhensibles, tant que ça concerne pas les enfants, moi, ça me pose pas de problème. Je ne peux que conseiller, mais je suis pas du tout dans la délation. De toute façon, je pense qu'on se grille au niveau des familles si on révèle des choses. Et, on a pas à le faire de toute façon* » (E7).

Deux travailleurs sociaux, assistants de service social, font toutefois une distinction entre les éducateurs spécialisés qui, du fait qu'ils ne sont redevables que d'une simple discrétion, sont plus en proie à révéler des informations qui leur sont confiées, et les assistants de service social, tenus au secret professionnel, donc plus soucieux de ne pas révéler.

« *Je pense qu'on a pas, en tant qu'AS, les mêmes rapports à la loi que peut avoir un éduc. Nous, c'est vrai qu'on est très...Moi, j'accorde énormément d'importance à ma déontologie, à mon secret professionnel qui est pas une obligation par rapport à un éduc puisqu'ils n'ont qu'une obligation de discrétion* » (E7).

Il arrive que le secret soit levé dans trois circonstances :

- le partage d'informations concernant l'usager entre le travailleur social et des collègues ou des partenaires (gendarmerie, directrice de foyer) dans le cadre d'un travail de « concertation » ou de « liaison », que ce partage s'effectue par voie orale, écrite ou même informatisée,

« *Tous les ans, on est tenu de remettre à la gendarmerie nom, prénom, date de naissance et lieu de naissance de tous les résidents qui sont passés dans l'année* » (E2).

« *Y a des familles qui vont frapper à toutes les portes. Quand on leur dit : y a 8 jours vous m'avez dit ça, et puis à ma collègue vous avez dit autre chose. Il faut de temps en temps...et ça passe pas toujours bien : vous avez pas le droit, vous êtes tenu au secret* » (E10).

- la dénonciation des mauvais traitements,
- le témoignage en justice, par exemple dans des affaires de viols ou de stupéfiants.

Huit travailleurs sociaux regardent la capacité de développer un questionnement comme une qualité éthique, productrice d'un sens des valeurs.

« *On est dans une routine, on est dans le quotidien et on se pose pas forcément assez de questions sur : qu'est-ce qu'on est en train de dire ? Quelle information on a besoin de dire et qui est nécessaire dans la transmission ? Moi, j'ai une inquiétude par rapport à tout ce qui est informatisation : pourquoi informatiser ? Qu'est-ce que ça va donner ? Tout ce qui est aussi système de fichiers signalétiques, ficher une famille parce qu'elle est maltraitante, ça pose question. Il faut à un moment donné pointer les choses, mais cette fiche, elle va bien quelque part. L'éthique, c'est comme ça que ça me pose question* » (E7).

« *Faut savoir comment vous vous situez. Si c'est pour aller en audience pour faire valoir que vous avez raison sur le rapport, c'est pas la peine. Faut toujours se positionner : pourquoi on va à l'audience, quel intérêt ça représente* » (E8).

« *C'est vrai que les travailleurs sociaux se posent aussi beaucoup de questions par rapport secret professionnel : est-ce que c'est un secret qui peut être partagé ou pas. On se pose encore beaucoup de questions* » (E13).

Le sens de la justice ou l'équité est important pour six travailleurs sociaux.
Il les amène à prendre un certain nombre de décisions ou de mesures :

- ne pas faire de contrat d'insertion dans la mesure où celui-ci est, en réalité, un contrat inique au terme duquel le bénéficiaire se retrouve dans l'obligation d'atteindre des objectifs inatteignables dans l'état actuel du contexte socio-économique,

« *Si à l'origine, on disait que c'était une mise à disposition d'un travailleur social pour le bien-être du bénéficiaire, là, par effet politique dans le sens gestion, ça devient une carotte avec le bâton qui va avec. Raison pour laquelle, moi, le RMI, je veux pas en entendre parler. Ça n'engage que moi* » (E1).

- répartir de façon équilibrer les droits et les devoirs, notamment entre les parents et les enfants,

« *Nous on doit le gérer aussi dans le cadre de l'AEMO : entendre l'expression des jeunes mais en même temps, comme je disais tout à l'heure, faire l'équilibre entre les droits de l'enfant et ses devoirs* » (E6).

« *Je voudrais qu'il y ait un juste équilibre entre le droit des parents et le droit des enfants* » (E12).

- ne pas signaler un situation de maltraitance s'il apparaît que cela desservirait l'intérêt de la victime.

Quatre travailleurs sociaux retiennent l'humilité comme qualité éthique. Ils estiment qu'ils doivent faire preuve d'humilité, en acceptant leur impuissance et les échecs.
« *On peut faire aussi des constats d'échec ; ça nous arrive, très régulièrement d'ailleurs* » (E11).

« *Y a toujours ce cadre là qui est là, et qui nous empêche aussi de faire n'importe quoi pare qu'on pourrait tomber dans l'abus de pouvoir. Donc, la loi, elle nous protège nous aussi contre une espèce de volonté de toute puissance non seulement à l'égard des enfants mais aussi à l'égard des parents* » (E12).

Deux travailleurs sociaux évoquent la nécessité de se maîtriser. Pour eux, les travailleurs sociaux ne doivent jamais s'énerver ou s'emporter face aux usagers.

« *Là, y a une reproduction, un gâchis total, mais ça sert à rien de m'énerver* » (E7).

« *Quand je sens que ça risque de pas se passer bien, soit je demande à la personne qu'on reporte l'entretien, soit je sors cinq minutes, je bois un café ou autre, et je respire un bon coup avant de repartir. C'est une méthode que j'ai trouvée. Je sais que ça m'est arrivée une fois, c'est ici, dans cette circonscription, où je me suis emportée contre une dame. Je l'ai rappelée à son domicile pour lui présenter mes excuses* » (E8).

Que retirer de ces constats ?

Les travailleurs sociaux retiennent l'objectivité comme qualité éthique fondamentale. Rester neutre affectivement, politiquement, professionnellement est une préoccupation importante. Toutefois, les atteintes à ce principe sont fréquentes en raison des jugements de valeur que les travailleurs sociaux portent sur les usagers, des relations affectives ou amicales qu'ils développent avec eux, de leur mission d'exécution des politiques sociales sous couvert d'un mandat et de recrutement des assistantes maternelles.
Ainsi, étant donné la position des travailleurs sociaux, tant comme confidents des usagers que comme agents des pouvoirs publics (l'Etat ou les collectivités territoriales), rester objectif ressemble fort à une gageure.

Les travailleurs sociaux considèrent qu'il faut prendre du recul par rapport aux situations qu'ils rencontrent. C'est une qualité qui, selon eux, permet aux usagers de se responsabiliser. Mais, en même temps, elle constitue un moyen pour les travailleurs sociaux eux-mêmes de se dégager du poids d'une démarche interventionniste.
Il n'en demeure pas moins que certains, qui ont une conception idéaliste, humanitaire du travail social, continuent de se substituer aux usagers pour leur bien.

La transparence avec les usagers, à laquelle les travailleurs sociaux se disent attachés, est un principe respecté à partir du moment où il constitue un moyen de légitimation de leur intervention. Le fait, pour le travailleur social, d'expliquer à l'usager la raison se son intervention, favorise en effet l'assentiment de ce dernier. Lorsqu'elle ne présente pas cet intérêt, la volonté de transparence est abandonnée.

La confidentialité est retenue par la moitié des travailleurs sociaux interrogés comme une qualité éthique dont l'objet est de donner aux usagers la confiance nécessaire à la divulgation d'informations les concernant.

C'est une qualité à laquelle les assistants de service social paraissent plus attachés que les éducateurs spécialisés. L'explication réside dans le fait que seuls les assistants de service social sont tenus ès profession au secret. Tandis que les éducateurs spécialisés, une jurisprudence de 1971[1] a établi qu'ils ne sont pas des confidents nécessaires : « *si ces personnes sont incontestablement tenues à une grande discrétion, seule compatible avec des fonctions très importantes et très délicates, si elles peuvent estimer, en conscience et pour des raisons d'efficacité professionnelle, ne pas devoir prendre l'initiative de révéler certains faits parvenus à leur connaissance, elles n'en sont pas moins, comme tout citoyen, soumises à la loi et obligées de répondre aux questions que leur pose régulièrement le juge* ».
L'état du droit explique par conséquent pourquoi les assistants de service social se montrent plus rigoureux sur la question du secret que les éducateurs spécialisés.
Le secret est cependant levé en cas d'infractions à la loi : mauvais traitements, atteintes sexuelles, trafic de stupéfiants.
Notons également que, parmi les dix travailleurs sociaux qui ne font pas référence à la confidentialité, cinq travaillent dans une Unité territoriale d'action sociale. On peut en déduire que ce sont des professionnels amenés à transmettre des informations à caractère secret. C'est en effet le cas en ce qui concerne les faits de maltraitance dont ils doivent obligatoirement transmettre la connaissance au Président du Conseil général.

Moins de la moitié des travailleurs sociaux s'interroge sur les valeurs qui gouvernent leurs actions. Le fait qu'ils soient engagés dans une éthique comme les éducateurs spécialisés, ou dans une déontologie comme les assistants sociaux, favorise le développement de questionnements, donc, d'un esprit critique. Chez les travailleurs sociaux, les interrogations principales portent sur le partage des informations confidentielles et sur le « positionnement » vis-à-vis des usagers, c'est-à-dire sur les intérêts qu'ils défendent.

Un tiers environ des travailleurs sociaux, aussi bien des assistants sociaux que des éducateurs spécialisés, développe un sens aigu de l'équité. Sur les six concernés, cinq travaillent dans une Unité territoriale.
L'équité les amène à rechercher un équilibre entre les droits et les devoirs des usagers. Elle les pousse parfois à refuser une intervention jugée injuste et, donc, à se mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la commande publique.

Peu de travailleurs sociaux font preuve d'humilité en acceptant les limites de leur intervention.

L'impassibilité ou le sang-froid est la dernière qualité retenue par une petite minorité des travailleurs sociaux.

Pour synthétiser, nous proposons le tableau suivant portant sur les valeurs juridiques des travailleurs sociaux

[1] Cass. crim. 4-11-1971, JCP 1972, II, 17256.

Les valeurs juridiques des travailleurs sociaux

	Valeurs normalisatrices	Valeurs émancipatrices
Droit des usagers		
Consentement libre	Le TS tente d'infléchir la décision de refus de l'usager ou agit à sa place **Dominant**	Le refus de l'usager oblige le TS à s'abstenir d'intervenir
Dignité	Le TS dévalorise l'usager L'usager est considéré comme un sujet d'obligations **Dominant**	L'usager est considéré comme un sujet de droits et d'obligations
Intimité	Le TS s'immisce dans la vie privée de l'usager	
Motivation des décisions		Le TS motive auprès de l'usager les décisions qui sont prises à son égard
Egalité de traitement	Le TS traite de manière différente les usagers en fonction de leur culture et de leurs origines **Dominant**	Le TS traite de façon égale les usagers
Recours	Le TS informe rarement l'usager de son droit de recours et quand c'est le cas, il le fait en sachant qu'il ne sera pas exercé	
Qualités éthiques		
Objectivité	L'intervention du TS est politiquement, affectivement marquée comme agent d'exécution des politiques sociales et confident de l'usager **Dominant**	Le TS intervient de façon neutre.
Extériorité	Le TS se déresponsabilise en faisant peser sur l'usager ce qui lui arrive Le TS agit à la place de l'usager pour son bien **Dominant**	Le TS fait en sorte que l'usager agit lui-même afin d'être maître de son destin
Transparence	Le TS justifie son intervention auprès de l'usager pour que celui-ci l'accepte	
Confidentialité	Le TS divulgue les informations que l'usager lui transmet si elles recèlent des éléments constitutifs d'une infraction	Le TS ne divulgue pas les informations à caractère secret que l'usager lui transmet Dominant
Questionnement		Le TS s'interroge sur les valeurs morales qui gouvernent son intervention
Equité		Au nom de l'équité, le TS interprète ou viole la loi
Humilité	Le TS accepte les limites de son intervention	
Impassibilité	Le TS se montre impassible face aux usagers	

Les valeurs juridiques des travailleurs sociaux apparaissent comme principalement normalisatrices et, accessoirement, comme émancipatrices.

Parmi les conceptions du droit, le positivisme est présenté comme celle qui prédomine actuellement dans les sociétés modernes occidentales.
Le droit positif se définit comme :

- *un ensemble de règles, qui sont des commandements, un produit de la volonté humaine, de l'autorité,*

- *ces commandements émanent du Souverain ou de l'Etat,*
- *ils sont assortis de sanctions, qui garantissent l'application du droit par la force*
- *ils forment un système fermé, complet et cohérent,*
- *l'activité des juges est une activité logique car toute décision peut être déduite des règles préalablement établies par le Souverain, sans référence à des fins sociales ou des règles morales*[1].

Le droit apparaît donc comme un système, composé de règles générant des obligations, décidées par l'Etat, qui, dès lors qu'elles ne sont pas respectées, entraînent logiquement des sanctions prononcées par des juges.
L'idéalisme est une autre façon de voir le droit. Ici, le droit n'est pas une production humaine. Il émane d'une Idée, Dieu, la Morale ou encore la Raison. Il s'exprime à travers des principes immuables, des lois universelles propres à créer une société juste et équitable.

Le droit peut enfin être considéré dialectiquement, comme une totalité, un champ[2]. Dans ce cas, le droit naît des contradictions d'intérêts des personnes et apparaît comme la solution, toujours temporaire, à ces contradictions.

Les représentations du droit

	Positivisme	**Idéalisme**	**Dialectique**
Sources du droit	Etat	Idée	Contradictions d'intérêts des personnes
Caractères du droit	Contraignant Fermé Cohérent Répressif	Immuable Universel Juste	contradictoire Evolutif
Finalités	Respect de l'ordre établi	Créer une société juste et équitable	Résoudre les contradictions

L'analyse qui vient d'être faite laisse apparaître deux modèles de perceptions et d'actions juridiques chez les travailleurs sociaux.
Le premier est le modèle normalisateur. La normalisation consiste à rendre conformes les comportements des personnes à la loi de manière à faire respecter l'ordre juridique établi.
Le second est le modèle émancipateur. L'émancipation est un processus par lequel une personne est capable de devenir un agent juridique. Elle le peut en prenant conscience de sa propre position et de celle des autres agents, et en mettant en oeuvre des stratégies lui permettant de progresser dans le champ du droit, en augmentant sa quantité de capital juridique. Or, dès lors qu'un agent progresse, un autre régresse : l'ordre juridique s'en trouve par conséquent bousculé.

Entrent dans le modèle normalisateur les représentations positiviste et idéaliste du droit qui ont toutes deux pour objet de conserver la structure du champ juridique telle qu'elle est, par la loi et la justice sociale, ainsi que les actions juridiques favorisant le maintien de l'ordre juridique.
Entre dans le modèle émancipateur la représentation dialectique du droit dont l'objet est la transformation constante de la structure du champ juridique en s'appuyant sur les contradictions d'intérêts des agents dont les actions conduisent à la remise en question de l'ordre juridique.

---

[1] *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, p.461.
[2] Voir le champ du droit, première partie, chapitre I de la thèse, pp. 59-70.

Si le modèle normalisateur prévaut sur le modèle émancipateur du point de vue des représentations, en revanche, les deux modèles se valent du point de vue des actions juridiques.

Les travailleurs sociaux développent des dispositions à dominante normalisatrice mais aussi émancipatrices qui les conduisent à adopter des représentations du droit en priorité de type positiviste, ainsi que de type idéaliste ou dialectique accessoirement, et à engager des actions juridiques de maintien et de remise en question de l'ordre juridique.

Conclusion

En définitive, que dégager de cette investigation concernant le capital juridique de type culturel des travailleurs sociaux ?

Les travailleurs sociaux ont, à l'état objectivé, une culture juridique limitée en raison du peu de valeur des biens juridiques qu'ils possèdent.
Leur culture juridique n'est pas reconnue, institutionnalisée. En effet, non seulement ils ne possèdent pas de diplôme de droit qui attesterait systématiquement de leurs compétences juridiques mais encore celles-ci ne sont pas reconnues par leur diplôme d'Etat d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé.
Ils ont des représentations juridiques contradictoires, principalement normalisatrices mais aussi émancipatrices. Ils sont amenés le plus souvent à rendre leurs actes et leurs pensées juridiques conformes à la loi édictée, de façon à maintenir l'ordre juridique établi par les pouvoirs publics et, plus rarement, à penser et à agir le droit de manière à faire d'eux-mêmes et des usagers des acteurs juridiques capables de monter en puissance et ainsi, de bousculer l'ordre juridique.

C'est donc une culture juridique de base, dominée, dont les travailleurs sociaux peuvent se prévaloir, minimum à l'état objectivé, inexistante à l'état institutionnalisé et à dominante normalisatrice à l'état incorporé.
Pour la développer, il serait nécessaire, tout d'abord, d'accroître pas tant la quantité de leurs biens juridiques, que la qualité, notamment en acquerrant des ouvrages et des revues de droit.
Ensuite, les travailleurs sociaux, qui ne sont pas des juristes et, par conséquent, n'ont pas vocation à être diplômés en droit, auraient intérêt à faire reconnaître leurs compétences juridiques par leur diplôme d'Etat d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé.
Il faudrait enfin que les représentations de type émancipateur deviennent dominantes.

Quels sont les apports utiles à la connaissance des besoins de formation juridique ?
Il apparaît que les travailleurs sociaux ont besoin de développer plusieurs capacités, en l'occurrence la capacité à s'approprier des documents juridiques nécessaires à la construction d'une pensée juridique, la capacité à faire une lecture transdisciplinaire du droit et des sciences sociales, la capacité à élaborer des actions juridiques émancipatrices dans le cadre d'une conception dialectique du droit.

BU
LILLE I

§3. LE CAPITAL LINGUISTIQUE EN DROIT OU LE LANGAGE JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Le capital symbolique est le crédit qu'un acteur retire de la reconnaissance de son capital. Ce qui importe, ce n'est pas tant de posséder du capital que de faire croire en sa possession. Pour faire croire aux autres qu'il possède du capital, qui est, rappelons-le, spécifique à chaque champ, l'acteur utilisera le langage qui a cours dans ce champ.

La question qui se pose maintenant est donc de savoir si les travailleurs sociaux s'expriment dans un langage juridique leur permettant de faire croire aux autres, les juristes, les clients-usagers, qu'ils possèdent du capital juridique.

Notre hypothèse est que si la « médiocrité » du langage juridique des travailleurs sociaux n'empêche pas la reconnaissance par les usagers, qui ne savent pas s'exprimer en droit, de l'importance de leur capital juridique, en revanche, elle s'oppose à celle des juristes qui ont une parfaite maîtrise du langage juridique.

Afin d'évaluer la qualité du langage juridique des travailleurs sociaux, nous avons choisi de relever l'ensemble des mots ou termes juridiques utilisés au cours des entretiens.
Avant de définir le type de langage juridique utilisé par les travailleurs sociaux, nous allons rechercher le poids du vocabulaire juridique dans le discours global des travailleurs sociaux. Pour Gérard Cornu[1], « *le vocabulaire juridique est l'ensemble des mots qui ont, dans la langue française, un ou plusieurs sens juridiques* »[2].

3.1. Le vocabulaire juridique des travailleurs sociaux

Au total, 365 mots juridiques différents ont été relevés, sur plus de 10000 existants[3]. En se basant sur ce premier chiffre, la mobilisation du vocabulaire juridique paraît réduite. Cependant, c'est le poids des mots juridiques dans le discours global des travailleurs sociaux, qu'il nous paraît important de connaître. Celui-ci se compose en moyenne de 10462 mots[4]. La moyenne de mots juridiques par travailleur social est de 375 (7489 : 20). Le vocabulaire juridique représente donc en moyenne moins de 4% du discours global des travailleurs sociaux.

Quelques précisions peuvent être apportées.
Les assistants de service social s'expriment davantage en droit que les éducateurs spécialisés, la moyenne des mots juridiques prononcés étant de 418 pour les premiers et 338 pour les seconds.
De même que les travailleurs sociaux travaillant en milieu fermé (CHRS, FJT, IME) ont un vocabulaire juridique beaucoup moins étoffé que ceux travaillant en milieu ouvert, la moyenne de mots juridiques utilisés étant de 233 pour les premiers et de 410 pour les seconds.

---

[1] Gérard CORNU, *Linguistique juridique*, Montchrestien, 2000, 443p.
[2] Id., p.59.
[3] Chiffre avancé par Gérard CORNU, Id., p.59.
[4] E1 : 11478 mots ; E2 : 6919 ; E3 : 6576 ; E4 : 10200 ; E5 : 13258 ; E6 : 10432 ; E7 : 10134 ; E8 : 7622 ; E9 : 7935 ; E10 : 10329 ; E11 : 10045 ; E12 : 9684 ; E13 : 11358 ; E14 : 3313 ; E15 : 10628 ; E16 : 6762 ; E17 : 9545 ; E18 : 11073 ; E19 : 8790 ; E20 : 8186.

Afin d'identifier la qualité du langage juridique des travailleurs sociaux, nous nous baserons sur deux critères : l'appartenance et la valeur.

Tout d'abord, certains mots n'ont de sens qu'en droit (appartenance exclusive) alors que d'autres ont à la fois un sens juridique et un sens courant (double appartenance).

Les premiers, peu nombreux[1] et inconnus des profanes, ne constituent pas, malgré leur haut degré de technicité et leur ancienneté, le cœur du langage juridique[2]. En voici une liste non exhaustive, telle qu'elle est proposée par Gérard Cornu[3].

CLASSEMENT DES MOTS JURIDIQUES D'APPARTENANCE EXCLUSIVE PAR MATIERE

Procédure	Théorie générale	Succession	Crédit et sûretés	Contrats spéciaux	Autres
Ampliatif	Acquéreur	Ad Intestat	Acquit	Affermage	Angarie
Assertoire	Acquisitif	Adition d'hérédité	Anatocisme	Amodiation	Anomie
Audiencer	Adminicule	Cancellation	Antichrèse	Bailleur	Anticonstitutionnel
Audiencier	Aliénabilité	Codicille	Cambiaire	Colon partiaire	Arretiste
Attraire	Aliénable	Coïndivisiare	Cautionnement	Colonage	Cautèle
Colitigant	Aliénateur	Colicitant	Cédule	Colonat	Constitutionnaliser
Comparant	Arrérages	Comourant	Chirographaire	Emphytéose	Constitutionnellement
Compéter	Captatoire	Délibation	Cofidejusseur	Emphytéote	Contrestarie
Compromissoire	Cédant	Deshérence	Collocation	Emphytéotique	Contresurestarie
Conciliatoire	Cessibilité	Dévolutif	Contre-passation	Exponse	Contumace
Condamnatoire	Cessible	Donataire	Crédit-bail	Location	Contumax
Décisoire	Cessionnaire	Donateur	Crédirentier	Louage	Correctionnalisation
Déclinatoire	Codébiteur	Dotal	Créditeur	Loyer	Cotitularité
Céclaratif	Coéchangiste	Dotalibé	Débirentier		Criminalisation
Déport	Collusoire	Exhérédation	Délaissement		Criminaliste
Emender	Commettant	Fideicommis	Dettier		Débudgétisation
Ester	Consomptible	Hoirie	Domiciliataire		Décriminalisation
Estoppel	Contreprestation	Indivisaire	Fidejusseur		Dénationalisation
Exequatur	Contreseing	Légataire	Fiduciant		Défends
Expertal	Coobligé	Nuncupatif	Fiducie		Dévolutaire
Extradition	Courtage	Olographe	Hypothécaire		Dispache
Greffier	Créancier	Paraphernal	Moratoire		Drogman
Inquisitoire	Dation	Pétition d'hérédité	Nantissement		Ducroire
Inquisitorial	Débiteur	Préciput	Pignoratif		Expectant
Interjeter	Délictuel	Préciputaire	Prôtet		Extranéité
Interlocutoire	Délictueux	Quotité	Séquestre		Extrapatrimonial
Intimation	Dirimant	Réservataire	Stellionat		Filiériste
Intimé	Dirimer	Saisine	Stellionataire		Flagrance
Irrépétible	Distrat	Successible	Warrant		Franchisage
Judicatoire	Dol	Testateur			Franchiseur
Juratoire	Dolosif				Garnissement
Licitation	Fongible				Hétéronomie
Liciter	Illégal				Légitimant
Litispendance	Illégalité				Légitimation
Monumenter	Illicéité				Multipropriété
Pétitoire	Illicite				Obligatoriété
Possessoire	Impenses				Ombudsman
Procureur	Inaliénabilité				Parère

[1] 400 au plus selon Gérard CORNU, op. cit., p.69.

[2] « *Ce corpus très corsé de termes d'appartenance juridique exclusive ferait-il battre le cœur du droit ? Ce carré pur et concentré serait-il comme un symbole de la chose juridique ? Il n'en est nullement ainsi. Ce lot compte des termes utiles et intéressants. Mais il n'est pas représentatif du système juridique, car il ne regroupe pas les termes qui désignent les choses essentielles du droit* », Id., p.74.

[3] Gérard CORNU, op. cit., pp.69-71.

Postulation	Inaliénable				Plurilégislatif
Pourvoi	Incessibilité				Placier
Processualiste	Incessible				Récriminatoire
Processuel	Instrumentaire				Salarial
Promissoire	Irréfragable				Surestaries
Prud'homal	Licéité				Sursurestarie
Prud'homie	Licite				Staries
Prud'hommes	Nue-propriété				Titularité
Réassignation	Pollicitation				Tontine
Réceptice	Procuration				
Recréance	Reddition				
Reconventionnel	Rescision				
Récursoire	Stipulation				
Rescisoire	Subrogation				
Supplétoire	Synallagmatique				
	Usucapion				

Ce sont, au contraire, les mots de double appartenance, « *porteurs des notions fondamentales du droit* »[1], clairs et chargés d'expérience sociale, qui donnent les clés d'entrée dans le champ juridique. Le même auteur nous soumet un ensemble de mots-clés qui sous-tendent le système juridique.

MOTS-CLES JURIDIQUES DE DOUBLE APPARTENANCE			
Vocabulaire de base	**Vocabulaire judiciaire**	**Actes juridiques**	**Autres**
Droit	Juge	Contrat	Patrimoine
Justice	Juger	Convention	Héritage
Loi	Jugement	Promesse	Usufruit
Autorité	Juridiction	Clause	Privilège
Règle	Tribunal	Dette	Divorce
Règlement	Compétence	Paiement	Héritier
Gouvernement	Contestation	Aliénation	Cohéritier
Equité	Contentieux	Acquisition	Tutelle
Autorisation	Avocat	Rente	Délit
Permission	Arbitre	Donation	Préjudice
Interdiction	Arbitrage	Don	
Sanction	Audience	Testament	
Prérogative	Magistrat	Legs	
Dérogation	Magistrature	Gage	
Valable	Requête	Garantie	
Valide	Plaideur	Emprunt	
Légitime	Plaidoirie	Prêt	
	Témoin	Caution	
	Témoignage		
	Procès		
	Procédure		
	Débat		
	Sursis		
	Transaction		
	Sentence		
	Statuer		
	Recevable		
	Juste		

[1] Gérard CORNU, op. cit., p.77.

Ensuite, les mots juridiques ont un sens différent selon leur finalité. S'ils ont pour fonction d'établir la règle de droit, ils font partie du langage de la norme. Ils appartiennent au langage du pacte dans la mesure où ils sont destinés à manifester une volonté créatrice. Les mots qui traduisent le comportement conforme ou non conforme au droit forment le langage de l'action. Ceux qui désignent le règlement du conflit, le rétablissement de la paix constituent le langage du dénouement.

90 mots juridiques d'appartenance exclusive sont prononcés 1127 fois par les travailleurs sociaux. Ils représentent un quart (90 : 365) des mots juridiques, et un quinzième (1127 : 7489) du discours juridique[1]. Les trois-quarts du temps, le mot est utilisé par moins de cinq travailleurs sociaux. C'est notamment le cas pour assignation, ayant-droit, concubinage, contractualisation, échéancier, éthique, illégal, incarcération, intercommunalité, législateur, maritalement, prud'homal, rogatoire, saisine, syndicaliste.
Les mots les plus souvent mentionnés sont : allocation, bailleur, circonscription, concubin, curatelle, employeur, huissier, judiciaire, juridique, juriste, magistrat, mairie, mari, RMI, salarié.
C'est, par conséquent, de façon exceptionnelle que les travailleurs sociaux s'expriment dans un langage juridique technique, de haute précision. Si cela ne porte pas ipso facto atteinte à leur possibilité d'entrée dans le champ du fait que les mots juridiques d'appartenance exclusive ne sont pas représentatifs du langage juridique, cela démontre, en tout cas, que les travailleurs sociaux ne sont pas des spécialistes du droit. Seuls ces derniers emploient de façon régulière des mots juridiques d'appartenance exclusive.

Le discours juridique des travailleurs sociaux est à 85% composé de mots juridiques de double appartenance (275 mots répétés 6362 fois)[2].
Les travailleurs sociaux détiennent un vocabulaire de base comprenant les mots-clés : droit, justice, loi, autorité, règle, règlement, sanction, dérogation. Leur vocabulaire judiciaire est fait des mots-clés : juge, juger, jugement, juridiction, tribunal, avocat, audience, magistrat, procès, procédure.
Les actes juridiques courants sont également désignés par les mots-clés : contrat, convention, dette, paiement, testament.
D'autres mots-clés portant sur les personnes et les biens sont présents : divorce, tutelle, héritier, héritage...

Ainsi, le fait qu'ils s'expriment rarement avec des mots juridiques techniques n'empêchent pas les travailleurs sociaux, que nous pouvons, dès lors, considérés comme des non spécialistes du droit, d'entrer dans le champ juridique en raison de l'utilisation régulière de mots juridiques clés. Celle-ci leur permet, en tout cas, de se positionner comme des acteurs juridiques.

3.2. La valeur du langage juridique des travailleurs sociaux

Mais la quantité de vocabulaire juridique possédé ne rend pas complètement compte du capital linguistique en droit des travailleurs sociaux. Il est également déterminé par sa qualité. Celle-ci repose sur la valeur des mots juridiques employés ainsi que l'usage qui en est fait.

Il apparaît que les travailleurs sociaux emploient quatre types de vocabulaire :

- le vocabulaire de la norme,

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu du langage juridique des travailleurs sociaux.
[2] Id.

- le vocabulaire du pacte,
- le vocabulaire de l'action,
- le vocabulaire du dénouement.

Le vocabulaire de la norme rassemble des mots qui désignent l'établissement (légalisation, abrogation...) des règles de droit (loi, décret, règle, norme...) par les autorités compétences (législateur, juge...). Les travailleurs sociaux en emploient 142, 3922 fois, ce qui représente plus de 50% du discours juridique.
Les plus importants, c'est-à-dire ceux qui sont prononcés par au moins 10 travailleurs sociaux, au moins 30 fois sont : administratif, allocation, autorité parentale, circonscription, conseil général, département, domicile, droit, juge, juridique, justice, logement, loi, majeur, mesure, mineur, placement, placer, responsabilité, ressource, RMI, texte, tribunal, tutelle[1].

Le vocabulaire du pacte fait référence à la manifestation de volonté des personnes (parties, contractants, associés) de faire (déclaration, manifestation, expression...) un acte juridique (contrat, société, obligation...). Les travailleurs sociaux en font usage à raison de 87 mots répétés 1654 fois, soit moins d'un quart du discours juridique. Il se fonde sur plusieurs mots-clés : accord, association, civil, commission, congé, contrat, démarche, droit, employeur, établissement, loyer, mari, obligation, salarié[2].

Le vocabulaire de l'action désigne les actions des personnes (meurtre, vol...) qui sont soit conformes (bonne foi, accomplissement, application...), soit contraires (abusif, fautif, délictuel...) à la règle de droit et qui peuvent entraîner un conflit. Il fait partie du vocabulaire juridique des travailleurs sociaux, exprimé en 43 mots, formulés 561 fois, autrement dit 7,5% du discours juridique.
Au cœur de ce vocabulaire de l'action se trouvent les mots suivants : divorce, maltraitance, responsable, violence[3].

Le vocabulaire du dénouement comprend les mots relatifs au règlement du conflit, au rétablissement de la paix. Les travailleurs sociaux le mobilisent à travers 94 mots, exprimés 1352 fois, ce qui fait 18% du discours juridique. Il s'articule autour de mots fondamentaux, comme audience, avocat, dossier, enquête, judiciaire, plainte, procédure, rapport, signalement, signaler[4].

Les trois-quarts du langage juridique des travailleurs sociaux sont par conséquent consacrés à l'établissement du droit. Cette tendance est globalement plus prononcée chez les assistants de service social que chez les éducateurs spécialisés. Elle est prédominante chez les éducateurs spécialisés travaillant en milieu fermé et/ou intervenant auprès des personnes handicapées.
Le fait que les travailleurs sociaux s'expriment la plupart du temps sur le droit établi montre, chez eux, une prise en considération forte du droit comme mode d'organisation des rapports sociaux. Le mode normatif, contraignant est tout particulièrement présent chez les assistants socio-éducatifs territoriaux. Les travailleurs sociaux qui s'expriment le plus fréquemment dans le langage du pacte sont des salariés du secteur privé.

Le droit apparaît, secondairement, comme un mode de règlement des conflits. Cette finalité du droit est prégnante dans le discours des travailleurs sociaux travaillant en milieu ouvert.

---

[1] Id
[2] Id.
[3] Id.
[4] Id.

Les travailleurs sociaux privilégient le rétablissement de la paix par la voie juridictionnelle (juge, judiciaire, audience), au détriment de la voie amiable (arbitrage, conciliation, médiation).

Enfin, c'est de manière tout à fait résiduelle qu'ils s'expriment sur les comportements des personnes au regard du droit établi. Ce sont, loin devant les éducateurs spécialisés, les assistants de service social qui emploient le plus le langage de l'action.
Mais lorsqu'ils le font c'est, dans la majorité des cas, pour faire valoir la non conformité de ces comportements (maltraitance, délinquance, violence, responsable). Le droit est alors utilisé comme un instrument de mesure de la « normalité » des usagers.

Dotés des mots-clés du droit, manipulant plusieurs types de langage juridique, les travailleurs sociaux sont-ils, pour autant, des utilisateurs avertis ?
Des erreurs de langage ont été relevées.

E1	• Il existe d'autres contrats qui sont beaucoup plus formels et beaucoup plus *juridiques* (76) (contraignants)* • toutes les procédures administratives qui sont *codifiées* dans le guide social (77) (inscrites) • C'était de tout faire pour le maintenir dans son logement, éviter *l'invasion* de l'huissier (188) (expulsion) • lui expliquer un petit peu le principe de l'aide *judiciaire* gratuite (203) (juridictionnelle) • on reprend la réglementation *juridique* (345) (supprimer)
E2	• Ici, des enfants *illégitimes*, on en connaît beaucoup (258) (naturels) • les reconnaissances *en paternité*, machin, bidule...on commence à connaître (259) (d'enfant naturel) • qu'il a rompu *avec son patron* de façon classique (292) (son contrat de travail)
E3	• Je ne sais pas comment ça s'appelle, les termes exacts, une *dénonciation* de paternité (211) (contestation) • il a fait des démarches au niveau du JAF pour avoir des droits de visite, d'hébergement *sur* l'enfant (212) (à l'égard)
E4	• ils ont positionné 30 jeunes en *contrats* CES (163) (supprimer) • on a mis 4 jeunes en *contrats* CES (165) (supprimer) • c'est marrant l'avocat commis d'office, même une fois un avocat qui était pas commis d'office, ils utilisent la note dans leur *réquisitoire* (396) (plaidoirie)
E5	• on fait appel à des connaissances juridiques, *juridiques ou administratives* (457) (supprimer) • Quelquefois, on a les textes, mais on a pas les circulaires *d'application* (482) (supprimer)
E6	• y a une ordonnance qui a été *jugée* par un juge des enfants (30) (prise) • j'ai découvert aussi tout un aspect juridique que je connaissais pas, sur la désignation d'avocat de l'enfant qui est différent des parents, et puis les droits du mineur *jusque la* Cour d'assises (294) (en) • j'ai une autre famille qui a reçu une *indemnité* suite au viol de l'enfant (329) (dommages et intérêts) • On savait pas trop si le père était vraiment déchu des *droits parentaux* (370) (autorité parentale) • la famille n'a plus complètement la *responsabilité* de l'autorité parentale (392) (supprimer) • Y a eu des débats, de savoir si on doit *interpeller* le juge ou pas (478) (saisir)
E7	• le SAT travaille avec *le substitut des mineurs au niveau du procureur de la République* (117) (substitut du Procureur)
E8	• J'ai vu deux personnes qui avaient *quitté* leur employeur *volontairement* (183) (démissionné) • J'avais demandé...c'était pour une jeune au niveau de...la *subsistance* ? comment on appelle ça ? (299) (entretien)
E9	• on passe devant un *tribunal d'adultes* où les peines sont *jugées* beaucoup plus *ferme* (73) (tribunal de droit commun, peines plus sévères) • C'est un jeune qui est né 1982, qui a été *reconnu par le mariage* de son beau-père en 1987 (139) (légitimé) • sa maman, pour faire chier son mec, a *demandé* une *dépaternisation*, qui est intervenue en novembre 98 (140) (introduit une demande de contestation de paternité) • on est prêt à aller jusqu'à *casser* le procès pour déjà *négligence* au niveau de la forme (144) (pourvoi en cassation pour vice de forme) • c'est sa maman qui a demandé qu'il soit *déchu* du nom de son père (150) (changement de nom) • il faut de toute manière *aller* au *tribunal de grande instance* pour casser le procès (152) (saisir la cour de cassation) • Or, un mineur n'a pas le droit d'avoir une ligne téléphonique. Donc, il faut qu'une personne *morale* puisse être

	garante de sa ligne téléphonique (158) (majeure) • C'est un jeune qui, au moment de sa majorité a désiré avoir son *capital* d'héritage (208) (supprimer) • Lorsqu'on a eu un jugement avec dommages et intérêt, il faut demander un *commandement de payer* à un huissier (231) (son exécution) • vous n'avez plus le droit de garde et les attributs qui vont avec, mais vous avez toujours le droit d'hébergement le week-end, le *droit d'alimentation*, le droit d'éducation (270) (obligation alimentaire) • ça a été le cas pour un jeune ici, qui était mineur, qui avait 16 ans, qui allait devenir papa. Sa copine était dans un autre foyer sur Douai, un foyer filles mères. Rien n'avait été expliqué sur la manière dont on pouvait *déclarer* un enfant (280) (reconnaître) • c'est vrai que par rapport à des points un peu plus sensibles comme la *dépaternisation*, on est obligé de toute manière de demander secours au niveau des avocats (303) (contestation de paternité) • on a eu le cas du licenciement *immédiat* (327) (sec) • depuis la décentralisation, la *séparation* de l'Etat avec le département (331)
E10	• C'est fou tous les gens qui *mettent* au tribunal pour... (160) (saisissent) • Je doute que la cour *réforme* la décision prise par le juge aux affaires familiales (369) (infirme)
E11	• un dossier de succession que j'ai eu à traiter là. Je le trouvais un petit peu délicat parce qu'on demandait au majeur et à son représentant, en l'occurrence au délégué, de renoncer à des *poursuites* ou de questions ultérieures concernant cette succession (425) (recours) • y a aussi des actes qui nécessitent de *requêter* (454)
E12	• le suivi des enfants confiés au département à différents titres : les enfants, alors c'est plus *en garde*, en termes juridiques c'est plus en garde, confiés au service de l'ASE (7) (sous la garde du département) • Je pense à des situations où on avait des gamins qui étaient *en garde*, et pour lesquels y avait plus de lien du tout avec la famille *naturelle* (288) (sous la garde du département, biologique) • Dans une situation d'enfant *en garde*, on a pas les mêmes pouvoirs (333) (sous la garde du département) • Les droits des enfants, je sais bien que ça n'est qu'une *charte* qui n'a pas de valeur (397) (convention internationale) • Pour ça, il est déchu de ses *droits* d'autorité parentale (408) (supprimer)
E13	• Là, il doit passer en jugement *correctionnel* (368) (devant le tribunal correctionnel) • C'est quand même les personnes qui sont les *responsables* légales de leurs enfants (454) (représentants) • dans les cas d'inceste où, effectivement, on nous demande de ne pas intervenir auprès des familles. Et, c'est normal parce qu'on pourrait *mettre une entrave* au processus policier et judiciaire (457) • Ils écrivent facilement au juge pour enfants quand ils ont envie d'être *en garde* chez le parent qui n'a pas eu leur garde (524) (sous la garde du)
E15	• On utilise peut-être plus la *législation sociale*, tout ce qui est CAF, sécu (400) (législation portant sur les droits sociaux)
E16	• on est l'intermédiaire et le lien entre la famille *naturelle*, l'enfant confié, le juge des enfants et l'établissement ou la famille d'accueil où il est accueilli (7) (biologique) • Voir aussi au niveau du deuil de l'enfant *naturel*, s'il est fait ou s'il est pas fait. Ça arrive, quand les personnes nous disent : je peux pas avoir d'enfant, mais, de toute façon, un enfant adopté, ce sera la même chose que si c'était mon enfant, y a toute une démarche qui n'a pas été faite (57) (biologique) • On va en visite à domicile, c'est une situation professionnelle, où on est confronté à la famille *naturelle* qui est en difficulté avec son environnement, son contexte (162) (biologique) • chaque travailleur social a une demi-journée de permanence, bien sûr communiquer aux familles *naturelles*, enfin, à toutes les personnes, familles *naturelles*, intervenants etc. (223) (biologiques) • je me souviens bien du *texte 375* (293) (article 375 du code civil)
E17	• On est dans l'article 375 du code *pénal*, donc, dans la protection de l'enfant (55) (civil) • c'était pas mon père quand il m'a *incestée* (73) (agressée sexuellement) • le père a *incesté* la gamine (113) (agressée sexuellement) • Le père dont je parle, qui a *incesté* ses 5 enfants (147) (agressé sexuellement) • si on arrive pas à savoir qui est le père, pourquoi on ferait pas une *demande* de...truc...de *paternité* (168) (demande de recherche de paternité) • bien l'accompagnement du gamin dans son intérêt, avec tout le cadre de la *loi 375* (201) (article 375 du code civil) • j'étais assise et y a le...je sais plus, c'est *l'assesseur*, le monsieur qui passe et qui demande à ce que les gens se lèvent ? (248) (greffier) • Le SSAE m'avait bien expliqué que le code de la nationalité de 45 avait été modifié par des *décrets d'application* (407) (lois)
E18	• mais c'est vrai que le droit, c'est pas quelque chose qu'on appréciait, à part le *droit des familles*, le droit civil (389) (droit de la famille)

E19	• Là, y a une famille qui posait un problème par rapport à un adulte dont le père souhaiterait qu'il vienne travailler dans son entreprise, mais, en même temps, il peut pas le *salarier* complètement E19 (364) (embaucher à temps plein) • C'est tout le débat sur la tutelle c'est quelque chose qui est privatif de droits, qui institue un *statut mineur* puisqu'on est incapable majeur (392) (régime de protection)
E20	• La 1ère année, on a fait du droit constitutionnel, du *droit commun* (158)

(*) correction proposée

A l'exception d'un travailleur social, celui dont le discours est le plus court, tous les autres ont commis des erreurs de langage. Les éducateurs spécialisés en commettent plus que les assistants de service social.
Des confusions apparaissent au niveau du vocabulaire de l'établissement. Le mot circulaire est employé à la place de décret, décret à la place de loi, loi à la place d'article, etc. Le droit n'est pas clairement distingué de l'obligation ou du devoir.
La majorité d'entre eux, lorsqu'elle parle de la famille, n'utilise pas le vocabulaire juridique adéquat. Par exemple, le mot naturel est employé pour désigner la famille biologique, alors qu'un enfant naturel est, en droit, un enfant dont les parents ne sont pas mariés. La filiation repose sur des mots qui ne sont pas maîtrisés comme la reconnaissance, la contestation de paternité, la légitimation ou encore le changement de nom.
Le langage de la procédure fait également parfois défaut. Le mot saisir est souvent remplacer par d'autres termes : interpeller, aller au tribunal, requêter, demander.

Conclusion

Les travailleurs sociaux s'expriment dans un langage juridique constitué de mots-clés, qui leur permet d'entrer dans le champ juridique.

Toutefois, tant d'un point de vue quantitatif que d'un point de vue qualitatif, ils ne peuvent rivaliser ou entrer dans une concurrence « loyale » avec les spécialistes du droit, les juristes dont la position dominante est ainsi préservée.

Les travailleurs sociaux eux-mêmes ne se situent pas tous au même niveau. D'une manière générale, les assistants de service social sont mieux pourvus en vocabulaire juridique et en font un meilleur usage que les éducateurs spécialisés. Dans ces conditions, leur position dans le classement des travailleurs sociaux intervenant dans le champ juridique est certainement la plus élevée.

Les différents types de vocabulaire juridique utilisés et la fréquence de leur utilisation par les travailleurs sociaux laissent apparaître chez ces derniers la reconnaissance d'une triple fonction du droit.
La première, à une écrasante majorité, est l'organisation des rapports sociaux. La seconde est le règlement pacifique des conflits. La troisième est la distinction entre les citoyens, respectueux du droit établi, et les délinquants, en situation d'infraction.

Ces trois fonctions s'inscrivent dans une conception positiviste du droit. Or, en employant un langage juridique positiviste, donc normalisateur, les travailleurs sociaux hypothèquent leur chance d'évoluer dans le classement. En effet, l'évolution des travailleurs sociaux dans le classement des professionnels du champ socio-juridique dépend des stratégies subversives engagées, nécessairement fondées sur l'utilisation d'un langage juridique émancipateur.

CONCLUSION DU CHAPITRE

La question était de savoir si les travailleurs sociaux possèdent un capital juridique et, dans l'affirmative, en fonction de ses éléments constitutifs, de savoir s'il est solide ou non.
Au regard des résultats obtenus sur leur réseau, leur culture et leur langage juridiques, il apparaît que les travailleurs sociaux ont en leur possession un capital juridique. Mais c'est un capital qui est limité pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les travailleurs sociaux n'ont pas, pour le moment, chercher à institutionnaliser leur réseau juridique, ce qui le rend fragile.
Ensuite, leur culture juridique à dominante normalisatrice les empêche de développer des stratégies subversives, à dominante émancipatrice, visant à développer leur capital.
Enfin, s'ils utilisent un langage juridique, celui-ci ne fait pas illusion auprès des juristes, ceux-là mêmes qui détiennent les clés du champ juridique et dont il est nécessaire d'obtenir la reconnaissance.

C'est le contenu lui-même du capital juridique ainsi que ses points faibles qui peuvent se traduire en besoins de formation des travailleurs sociaux.

➢ Le renforcement du réseau juridique

En ce qui concerne le réseau juridique, tout d'abord, les travailleurs sociaux s'en constituent systématiquement un dans le double objectif d'y puiser des connaissances juridiques et une reconnaissance sociale de la part des agents et institutions juridiques : juristes, administrations et associations. Leur réseau est étoffé et diversifié. C'est la composante la plus solide de leur capital.

Cependant, la mise à l'écart des professionnels du droit qui n'interviennent pas directement dans le cadre de l'aide à l'accès au droit, notamment au titre de l'aide juridictionnelle, porte atteinte à la qualité du réseau. Ce qui fait la qualité d'un réseau, c'est sa teneur en agents ou institutions forts en capital.

Or, les professionnels du droit qui ne prennent pas l'aide juridictionnelle sont plus riches que ceux qui la prennent. Ils n'ont pas besoin de compter sur le médiocre revenu qu'elle propose parce qu'ils ont réussi économiquement. Ils cherchent à se dégager de l'image du juriste incompétent ou malchanceux qu'elle véhicule, en se distinguant de leurs pairs moins bien classés, tout en profitant de l'image qu'elle produit vis-à-vis des clients qui voient les professionnels du droit comme les défenseurs de la justice.

Par conséquent, bien qu'ils ne réalisent pas concrètement l'aide à l'accès au droit et à la justice des plus démunis, ce sont eux qui occupent le sommet de la hiérarchie et qui détiennent le pouvoir d'en déterminer le contenu. Ils siègent dans les Conseils départementaux de l'aide à l'accès au droit (CDAD), chargés de définir une politique locale en la matière[1]. Rappelons à cet égard que chaque Conseil comprend les représentants de l'Ordre des avocats, de la Caisse des règlements pécuniaires du barreau, de la Chambre

[1] « *Dans chaque département, il est institué un conseil départemental de l'accès au droit, chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées. Le conseil est saisi, pour information, de tout projet d'action préalablement à sa mise en oeuvre et, pour avis, de toute demande de concours financier de l'Etat préalablement à son attribution. Il procède à l'évaluation de la qualité et de l'efficacité des dispositifs auxquels il apporte son concours. Il peut participer au financement des actions poursuivies. Il établit chaque année un rapport sur son activité* », article 54 de la loi n°98-1163 du 18-12-1998.

départementale des huissiers de justice et des notaires, la Chambre de discipline des avoués près la cour d'appel. Quant aux exécutants de l'aide, ils ne sont pas membres d'office et sont, dans tous les cas, sous-représentés. Seule une association oeuvrant dans le domaine de l'accès au droit peut y entrer sur proposition du préfet sur laquelle statuent conjointement le président du tribunal de grande instance du chef lieu du département, le représentant du département, l'ordre des avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation.
Ce sont ces notables, également, qui, à un niveau national, ont le pouvoir de tracer les grandes lignes de l'évolution de l'aide à l'accès au droit. Ils font alors partie de la Commission de réforme de l'accès au droit et à la justice. Celle qui a siégé dernièrement comptait comme président Paul Bouchet, ancien bâtonnier du barreau de Lyon, conseiller d'Etat honoraire, et comme membres, Dominique Charvet, président de chambre à la cour d'appel de Paris, Bertrand Fragonard, conseiller-maître à la cour de comptes, Tiennot Grumbach, ancien bâtonnier du barreau de Versailles, Florence Ovaere, consultante en développement social, et, comme rapporteur, Pascale Fombeur, maître des requêtes au conseil d'Etat.
Ce sont vers ces « *personnalités reconnues pour leurs compétences et pour leur intérêt pour la justice* »[1] que le Garde des Sceaux s'est tourné afin d'obtenir des propositions d'amélioration ou de refonte du système d'aide à l'accès au droit.

Etant donné le monopole que ces personnalités exercent sur la définition de l'aide à l'accès au droit, il est fondamental que les travailleurs sociaux les intègrent dans leur réseau. Pour ce faire, l'abandon d'une conception idéaliste du droit et de critères de sélection subjectifs (la confiance, l'honnêteté, etc.) s'impose, laissant la place à une conception dialectique et des critères de sélection objectifs (position sociale, compétence).

Ce qui fait également la qualité d'un réseau est son niveau d'institutionnalisation. Or, actuellement, les travailleurs sociaux construisent leur réseau de façon individuelle. Leurs relations avec les autres agents et institutions du champ juridique ne sont pas fédérées, ni structurées. Ils gagneraient à les mettre en commun et à les structurer en créant des instances officielles.
Les juristes, eux, l'ont déjà fait. En 1995, est née l'association Droits d'urgence[2]. Elle rassemble plus de 350 professionnels du droit (avocats, magistrats, notaires...) engagés dans l'accès au droit des plus démunis. C'est elle qui gère le réseau de relations avec les associations, les pouvoirs publics, les entreprises, etc. La reconnaissance sociale de l'association ne s'est pas faite attendre puisque, dès 1996, le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence lui a confié la mission d'analyser les besoins juridiques des plus démunis.

Pour conclure, il nous semble que, pour améliorer leur réseau juridique, les travailleurs sociaux ont intérêt à :

- y faire entrer des professionnels du droit dominants en nombre limité pour empêcher la diffusion du positivisme juridique, mais suffisant pour favoriser la légitimation du travailleur social en tant qu'agent juridique. Ces professionnels n'ont pas vocation à être mobilisés par les travailleurs sociaux pour l'accomplissement de leurs activités juridiques émancipatrices, idéalement dominantes, mais uniquement, pour les tâches purement techniques,
- lui donner une forme juridique comme par exemple une association.

Cela traduit des besoins de formation, en termes de capacités à entrer en relation avec des juristes dominants, à dialoguer avec eux, et à organiser le réseau juridique.

---

[1] Lettre de mission du Garde des Sceaux du 11-12-2000.
[2] Droits d'urgence a son propre site Internet : http://www.ddu-asso.org/.

➢ Le développement de la culture juridique des travailleurs sociaux

La culture juridique objectivée des travailleurs sociaux est, d'un point de vue qualitatif, très insuffisante.

Les documents juridiques bruts qu'ils possèdent, comme les codes ou les textes de lois, ne sont pas de nature à développer leur reconnaissance comme agents juridiques. Ce qui compte, en effet, dans le champ juridique, ce n'est pas tant de connaître la loi, que de détenir les clés de son interprétation. Or, ces clés, idéologiques, éthiques, sont énoncées dans des documents développant une pensée juridique.

Qu'est-ce que la pensée juridique ? C'est la manière dominante de concevoir le droit. Pour Pierre Bourdieu, la pensée juridique est de deux ordres : pratique et théorique. Les producteurs privilégiés de la pensée juridique théorique, ceux qui sont « *voués à la construction doctrinale* »[1], sont les professeurs de droit. Ceux qui développent la pensée juridique pratique sont principalement les magistrats et les avocats. Elle s'exprime dans le cadre de la jurisprudence, dans des ouvrages ou des revues juridiques spécialisées[2].
C'est elle qui, finalement, détermine l'adoption de telle ou telle loi. « *Les producteurs de lois, de règles et de règlements doivent toujours compter avec les réactions, et parfois les résistances de toute la corporation juridique* »[3] qui s'inscrivent dans la pensée juridique.
Le fait d'avoir en mains ces revues est le signe d'une capacité de compréhension du sens du droit. Symboliquement, parce que la personne a en sa possession de tels documents, elle apparaît comme capable elle-même de construire une pensée juridique. Toutefois cette présomption de compétence ne joue qu'à l'égard des agents qui sont déjà considérés comme des spécialistes du droit. Le non spécialiste, dans l'hypothèse où il tiendrait un ouvrage de droit, hypothèse en soi peu probable, ne serait pas pour autant regardé comme quelqu'un qui sait penser le droit parce qu'il n'apparaît pas comme un connaisseur. Ainsi, il ne lui sert à rien d'acquérir des documents juridiques qui développent une pensée juridique tant qu'il n'a pas démontré aux yeux des spécialistes sa capacité à construire cette pensée. Par conséquent, il ne lui suffit pas, comme les juristes, de posséder ces documents, encore faut-il qu'il se les approprie. Pierre Bourdieu insiste sur l'idée que, pour intégrer le champ du droit, il est impératif que non seulement l'agent détienne les clés du langage juridique mais encore sache « *opérer la conversion de tout l'espace mental* »[4].

La chance de reconnaissance semble encore amoindrie du fait que le diplôme d'éducateur spécialisé ou d'assistant de service social ne rend pas compte des compétences juridiques de son titulaire.

Pierre Bourdieu nous explique que « *Le diplôme tend à empêcher que la mise en relation de la relation patente entre le diplôme et le statut professionnel avec la relation plus incertaine entre la capacité et le statut fasse surgir la question de la relation entre la capacité et le diplôme et conduise ainsi à une mise en question de la fiabilité du diplôme, c'est-à-dire de tout ce que légitime la reconnaissance de la légitimité des diplômes : ce sont les principes mêmes sur lesquels reposent leur organisation et leur hiérarchie que défendent les bureaucraties modernes lorsqu'elles semblent contredire à leurs intérêts les plus patents en s'abstenant d'éprouver la teneur technique des titres scolaires de leurs agents, parce qu'elles ne pourraient soumettre des individus certifiés par le diplôme à des épreuves capables de les*

---

[1] Pierre BOURDIEU, *La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique*, op. cit., p.6.
[2] La semaine juridique, La gazette du palais, le Dalloz...
[3] Pierre BOURDIEU, *La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique*, op. cit., p.6.
[4] Id., p.9

mettre en péril sans mettre aussi en péril la légitimité du diplôme et de toutes les hiérarchies qu'il légitime »[1]. Le diplôme garantit l'acquisition d'un statut professionnel. Mais il ne garantit pas l'acquisition de capacités dans la mesure où, si tel était le cas, le contrôle des diplômés qui devrait être effectué pour le vérifier, remettrait en question les critères de sélection choisis par la hiérarchie et, par là, tout le système de classement préétabli. Les critères en question ne sont pas des critères objectifs, portant sur des capacités techniques, mais des critères subjectifs, par exemple liés à la culture générale. Impossible, en effet, de dire ce qu'est la culture générale et donc, impossible de la mesurer. Finalement, le professionnel est considéré comme compétent pour remplir une fonction seulement parce qu'il est diplômé, et non pas parce qu'il détient objectivement les capacités techniques pour l'exécuter.

Or, le diplôme ne fait pas du travailleur social un agent juridique compétent. Cela ne remet pas en cause l'existence de capacités juridiques techniques acquises au cours de la formation, qui, de toute façon, ne seront jamais vérifiées[2]. Cela démontre la volonté manifeste de ne pas faire reconnaître socialement ces capacités et de cantonner l'éducateur spécialisé ou l'assistant de service social diplômé dans un statut de travailleur social compétent sur tout en général et sur rien en particulier. De ce point de vue, le diplôme en travail social apparaît comme un des plus laxistes du point de vue des capacités techniques, et des plus exigeants du point de vue de la culture générale[3] parce que les enjeux de classement y sont les plus aigus.
Il est de l'intérêt des décideurs de faire du travailleur social un professionnel dont les capacités techniques ne peuvent être démontrées, non pas parce qu'elles n'existent pas, mais parce qu'elles bousculeraient l'ordre des choses. En effet, si le diplôme permettait aux éducateurs spécialisés et aux assistants de service social d'apparaître comme des acteurs juridiques compétents, les agents et les institutions dominants du champ juridique seraient en danger, en particulier les pouvoirs publics du point de vue de la rétribution économique et symbolique du service juridique, les professionnels concurrents du point de vue de leur professionnalité. Le fait de faire planer un doute, de cultiver une ignorance sur l'effectivité des compétences juridiques, permet la réalisation d'un service juridique à moindre coût et aux juristes de maintenir leur position dominante qu'ils détiennent en grande partie de leur diplôme. Contrairement au diplôme en travail social, le diplôme en droit semble reposer sur une formation non pas pluridisciplinaire, mais interdisciplinaire. C'est toujours le droit qui est étudié même en relation avec d'autres discipline comme l'histoire, la sociologie, l'économie, la politique, etc. (histoire du droit, sociologie du droit...) . Cette caractéristique fait du juriste un professionnel compétent en droit, ce qui écarte toute suspicion sur ses capacités réelles, même si celles-ci ne sont pas prouvées.
La pluridisciplinarité est une « *approche de l'enseignement centrée sur quelques disciplines ou matières parallèles* »[4]. Elle résulte de l'addition de plusieurs disciplines. L'interdisciplinarité, quant à elle, est une approche plus poussée conduisant à une articulation entre les disciplines. C'est une « *approche de l'enseignement autour d'un thème ou d'un projet servant à l'étude de quelques ou plusieurs disciplines intégrées* »[5], ou encore « *la recherche de ce qui est commun entre plusieurs disciplines ou de ce que leur rapprochement peut faire surgir* »[6]. Elle s'est développée dans les années 70, période de recherche d'un

[1] Pierre BOURDIEU, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement,* op. cit., p.203.
[2] L'évaluation finale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social en formation initiale porte sur des questions juridiques de culture générale qui ne permettent pas de dire si le travailleur social est capable d'agir le droit.
[3] La formation initiale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social est une formation pluridisciplinaire, additionnant l'étude de la psychologie, la pédagogie, l'économie, la sociologie, la philosophie, le droit, etc.
[4] *Dictionnaire actuel de l'Education*, Ed.2000, 1993.
[5] Id.
[6] *Dictionnaire de pédagogie*, Bordas, 1996, 287p.

nouveau mode d'enseignement. En l'état actuel des choses, elle est davantage considérée comme une voie de travail que comme une voie d'apprentissage.

Tant que la formation initiale du travailleur social ne sera pas centrée sur une discipline, le diplôme en travail social ne pourra pas attester (sans preuve) d'une compétence spécifique, comme la compétence juridique. A notre avis, l'émergence d'une compétence propre au travailleur social dépend d'une approche transdisciplinaire qui repose sur le fusionnement, le décloisonnement des disciplines. L'émergence d'un savoir juridique repose sur le fusionnement des sciences sociales et du droit.
La transdisciplinarité est un niveau d'approche de l'enseignement qui dépasse celui de la disciplinarité, la pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité. Elle se situe au delà des disciplines. C'est une « *approche pédagogique qui, préconisant des principes et des concepts généraux applicables dans toute situation pédagogique, focalise prioritairement ses intentions sur le développement intégral du sujet au delà des visées centrées essentiellement sur les contenus scolaires* »[1]. Elle est apparue à Bassarab Nicolescu, qui lui a consacré un ouvrage[2], comme le moyen de révolutionner la pensée. Pour lui, il n'est pas utopique de croire que l'homme sera capable, un jour, de dialoguer dans n'importe quelle discipline. C'est dans le cadre d'une démarche transdisciplinaire que le monde peut être compris de manière globale.

Concernant les représentations juridiques des travailleurs sociaux, elles comprennent deux dimensions : une dimension normalisatrice dominante et une dimension émancipatrice dominée. Mais de plus près, il apparaît que les travailleurs pensent plus qu'ils n'agissent comme des acteurs juridiques normalisateurs ou, a contrario, qu'ils agissent plus qu'ils ne pensent en acteurs juridiques émancipateurs. Dans la mesure où l'action précède la pensée, nous pouvons en déduire que la conception émancipatrice du droit est amenée à progresser.

Comme nous pensons que c'est là l'intérêt des travailleurs sociaux et des usagers, qui constituent le pôle dominé dans le champ juridique, c'est un processus à favoriser. C'est, dans ce sens, que nous centrons notre attention sur les actions juridiques de type émancipateur. Nous avons relevé l'existence de quatre actions : l'action d'accès au droit, l'action de justice, l'action de sauvegarde de la loi et l'action de socialisation juridique.

A l'exception de l'une d'elles, l'action de sauvegarde de la loi qui vise uniquement le maintien de l'ordre juridique, les autres actions ont, en outre, pour objet la remise en question de l'ordre établi. Ainsi, l'action d'accès au droit favorise la reconnaissance de l'usager comme agent juridique, et le renforcement de la reconnaissance du travailleur social lui-même comme agent juridique. L'action de justice, qui comprend la défense des droits des usagers, la médiation, la distribution des droits-créances et l'aide à la décision de justice, place l'usager et le travailleur social en position d'acteurs juridiques : sujet de droit, créancier juridique, partie au conflit en ce qui concerne l'usager, praticien social du droit[3], médiateur, conseiller judiciaire en ce qui concerne le travailleur social. L'action de socialisation juridique permet à l'usager de prendre position dans le champ juridique et de progresser dans le classement.

---

[1] Dictionnaire actuel de l'Education, op. cit., p.1369 ; citation de H. GRAVEL (1980) : « *La transdisciplinarité (...) est le degré le plus élevé de l'intégration de l'apprentissage ; c'est l'intégration totale qui présuppose une forme d'unification des méthodes d'enseignement tout en respectant les méthodes didactiques spécifiques ; c'est l'interdisciplinarité organisée de telle façon que les matières ou les disciplines autrefois séparées ne puissent pas prendre le pas les unes sur les autres ; c'est l'intégration qui tend progressivement vers le décloisonnement complet des disciplines impliquées* ».

[2] Bassarab NICOLESCU, *La transdisciplinarité, Manifeste*, Ed. du Rocher, 1996, 231p.

[3] La pratique sociale du droit étant « *l'usage des règles de droit et de procédure dans la perspective de défendre et promouvoir les droits des personnes et des groupes sociaux qui n'ont généralement pas accès aux services de professionnels du droit* », Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit, op. cit., p.311.

C'est autour de ces trois actions juridiques que les travailleurs sociaux ont intérêt à se mobiliser parce qu'elles véhiculent une conception émancipatrice du droit, parce que, au bout du compte, si les travailleurs sociaux agissent et pensent le droit dialectiquement, non seulement ils pourront eux-mêmes évoluer mais ils pourront aussi faire évoluer les usagers.
Mais la promotion de telles actions ne peut s'effectuer sans la référence à des principes éthiques eux-mêmes émancipateurs. Or, l'éthique des travailleurs sociaux est actuellement dominée par le modèle normalisateur. Des opérations de développement des dispositions éthiques émancipatrices pourraient être engagées. Ces dispositions porteraient aussi bien sur le droit des usagers (consentement libre, dignité, intimité, motivation des décisions, égalité de traitement, recours) que sur les qualités éthiques des travailleurs sociaux (objectivité, extériorité, transparence, confidentialité, questionnement, équité).

En conclusion, le développement de la culture juridique des travailleurs sociaux dépend de :

- l'appropriation d'ouvrages et de revues de droit permettant de construire une pensée juridique de type dialectique, c'est-à-dire globale (penser le droit comme un tout), ancrée dans les contradictions et en évolution constante (historicité),
- la mise en oeuvre d'actions juridiques de type émancipateur, de nature à transformer le modèle de perception du droit,
- la mise en place d'une formation transdisciplinaire avec un ancrage dans les sciences sociales.

Ces remarques sont susceptibles d'enrichir la problématique des besoins de formation. On peut, en effet, en déduire un certain nombre de capacités comme la capacité à s'approprier des documents juridiques, à construire de manière dialectique un raisonnement juridique, à appréhender le droit en relation avec les sciences sociales.

➢ L'amélioration du langage juridique

Les résultats obtenus dans le chapitre précédent font apparaître que les travailleurs sociaux s'expriment dans un langage juridique commun ou « de base ». Ce langage, qui s'articule autour des mots qui constituent l'armature symbolique du droit, leur permet d'occuper une place d'agents dans le champ juridique.

Il s'agit tout d'abord d'une place d'acteurs non spécialistes du droit.

En effet, les travailleurs sociaux ne maîtrisent pas ou très peu le langage juridique technique, celui qui donne de la hauteur aux juristes qui l'emploient et qui, finalement, trace la frontière entre les spécialistes et les non spécialistes. Ils se montrent, la plupart du temps, incapables de nommer les actes juridiques techniques, en particulier ceux qui touchent à la filiation comme la reconnaissance d'un enfant naturel, la contestation de reconnaissance, le désaveu de paternité, la légitimation, le changement de nom.

Ils commettent également cette erreur, fréquente chez les non spécialistes, d'utiliser dans leur discours juridique des mots de double appartenance dans leur sens commun, ce qui provoque des malentendus. L'expression « famille naturelle » est l'exemple le plus frappant. Rappelons-le, en droit, l'enfant naturel est un enfant dont les parents ne sont pas mariés. Or, les travailleurs sociaux utilisent le terme naturel dans le sens de biologique, tombant ainsi dans le piège des « faux amis ».

Le défaut de connaissance du langage juridique technique et la « *discordance posturale* »[1] provenant de l'utilisation de mots juridiques dans leur sens ordinaire, contribuent à disqualifier les travailleurs sociaux. Bien qu'ils ne soient pas des profanes, ils se trouvent reléguer à un rang inférieur dans l'échelle des professionnels intervenant dans le champ juridique, très loin derrière les juristes.

Il s'agit, ensuite, d'une place d'acteurs juridiques normalisateurs.

Les travailleurs sociaux utilisent, prioritairement, un vocabulaire juridique positiviste, fait de mots exprimant le pouvoir du législateur, les obligations des citoyens et les sanctions en cas de violation de la loi. En promouvant, par ce vocabulaire, l'exclusivité, la prédominance et la force de la loi normative ou contractuelle, ils assurent au droit en vigueur une position dominante dans l'ordre des modes de régulation sociale.

Ils font également un usage répété de mots juridiques exprimant le rétablissement de la paix. En revenant régulièrement, dans leur discours, sur l'idée que tout conflit peut se régler de manière pacifique par l'intervention d'un tiers, juge ou médiateur, ils désamorcent, chez les usagers du droit, les violences qui pourraient naître du conflit.

Enfin, en mettant des mots juridiques sur le « bien » et sur le « mal », beaucoup plus sur le mal que sur le bien d'ailleurs, ils font le tri entre les bons usagers (les citoyens) et les mauvais (les délinquants). En mettant l'accent sur les comportements délictueux ou fautifs, les travailleurs sociaux participent au développement du discours sécuritaire selon lequel parmi les usagers du travail social, il existe des délinquants qui constituent une menace pour la paix sociale.

Etant donné le type de vocabulaire juridique utilisé, les travailleurs sociaux se présentent comme des agents de promotion et d'exécution du droit établi. Leur discours laisse transparaître une volonté forte de normalisation des usagers par le droit.

Dans ces conditions, le langage juridique des travailleurs sociaux sert d'instrument de légitimation de la violence symbolique exercée par l'Etat. Il ne profite pas à ses utilisateurs. Au contraire, il les enferme dans des modes d'action et de perception conservateurs, propres à geler l'état des rapports de forces et donc à cristalliser leur position dominée.

Les questions qui surgissent alors se posent dans ces termes : le langage juridique peut-il être un outil au service des intérêts des travailleurs sociaux ? Si oui, quelle forme prendrait-il ?

S'il existe un langage juridique normalisateur, il existe un langage juridique émancipateur, l'un ne pouvant exister sans l'autre. Le langage juridique émancipateur est un ensemble de mots qui, d'une part, feraient croire, à ceux qui ont le pouvoir de dire ce qu'est le droit, que les travailleurs sociaux « s'y connaissent » en la matière, et, d'autre part, traduiraient la participation des agents juridiques dominés à la (re)définition du droit.

Pour devenir un spécialiste dans le champ juridique, le travailleur social doit être capable de s'exprimer dans un langage juridique, tant simple que technique, c'est-à-dire avec des mots juridiques d'appartenance exclusive et des mots de double appartenance dans leur sens juridique. Pour autant, il n'est pas nécessaire qu'il parle comme un notaire, un huissier, ou un avocat d'affaire. L'important, c'est qu'il prononce les mots juridiques en rapport avec son

[1] Pierre BOURDIEU, *La force du droit*, op. cit., p.9.

travail juridique. Celui-ci s'enracine autour de plusieurs « branches » spécialisées du droit : la famille, la justice, le logement, le travail, la consommation, la délinquance. Par conséquent, ce sont les mots juridiques, mots savants et mots-clés, qui les circonscrivent que le travailleur social doit s'approprier.

Mais être spécialiste, c'est aussi savoir adapter son discours en fonction de l'interlocuteur afin d'être compris. Le travailleur social, dans la mesure où il s'adresse à des groupes d'agents différents, est, en principe, amené à jongler entre plusieurs niveaux d'expression du droit.

Face à un spécialiste du droit, le langage juridique devra être concis, débarrassé de tout malentendu, et technique seulement si nécessaire, au point que le juriste et le travailleur social en viennent à se comprendre à demi-mot. L'économie de mots est, en effet, la preuve de l'existence de la communauté de langage[1].

Face à un non spécialiste du droit, un autre travailleur social, par exemple, le besoin d'avoir recours à des mots juridiques compliqués se fait beaucoup moins ressentir bien que leur usage puisse servir de moyen de distinction entre les membres d'un même groupe professionnel. C'est sur le sens, soit juridique, soit ordinaire, des mots ou des expressions utilisés que la précision s'impose. La maladresse linguistique n'entraînera pas la nullité du message, comme ce serait le cas face à un juriste, mais exigera des opérations d'interprétation délicates.

Face à un profane, l'usager en l'occurrence, qui, par définition, est incapable de parler en droit, le travailleur social, s'il cherche à se faire comprendre, devra s'exprimer dans un langage juridique composé de mots juridiques clés. Le travailleur social est l'un des seuls, sinon le seul agent qui peut destiner son action à la transmission de connaissances aux usagers. C'est, par conséquent, seulement à la condition que le travailleur social s'adresse à l'usager dans des termes juridiques que, à son tour, l'usager utilisera ces mêmes termes et, de cette manière, s'appropriera les clés du langage juridique. Cette appropriation repose sur l'explication que le travailleur social fournira à l'usager sur le sens du mot juridique mentionné.

Le langage juridique des travailleurs sociaux est normalisateur dans la mesure où il s'appuie sur des mots faisant état de la norme comme mode de régulation sociale, de la nécessité de la respecter au nom de la paix sociale, et de la légitimité de la sanction prononcée en cas de violation.

Le langage juridique émancipateur réunit des mots qui traduisent :

- l'existence d'autres sources du droit que la norme comme modes de régulation sociale à l'égard desquelles les travailleurs sociaux ou les usagers ne se contenteraient pas d'être une simple courroie de transmission pour les premiers, des bénéficiaires pour les seconds mais, au contraire, joueraient un rôle actif de producteurs. Le vocabulaire de la production comprend des mots juridiques comme : contrat, convention, avenant, clause, coutume, pratique, charte, accord, association, syndicat, règlement, projet, conseil, comité, commission, contractant, partie, citoyen, sujet de droit, représentant légal, vote, suffrage, électeur, élection, justiciable, saisir, ester, établir, apprécier, requête, légitimité etc.
- la fonction de médiation du droit. La multitude d'oppositions d'intérêts que le droit fait naître, engendre un besoin de compromis que le droit lui-même peut organiser. Le

[1] Gérard CORNU, op. cit., p.233.

vocabulaire de la médiation repose sur un ensemble de mots tels que : droit/obligation, usager/prestataire, locataire/bailleur, débiteur/créancier, demandeur/défendeur, consommateur/producteur, vendeur/acheteur, conflit, litige, différend, médiation, conciliation, arbitrage, résolution, amiable, équité, négociation, compromis, entente, etc.

- l'énergie transformatrice du droit. Le droit ne servirait plus à distinguer les « bons » des « mauvais », mais à ouvrir des perspectives de changement de situation non seulement aux usagers mais aussi aux travailleurs sociaux eux-mêmes. Le droit ne serait plus un instrument de répression, mais un outil de promotion sociale. Le vocabulaire de la transformation rassemble les mots suivants : promotion, hiérarchie, émancipation, compétence, qualification, habitus, liberté, revirement, abrogation, etc.

En guise de conclusion, les points sur lesquels repose l'amélioration du langage juridique des travailleurs sociaux sont :

- l'appropriation de mots juridiques techniques dans les domaines de la famille, la consommation, le logement, la délinquance, la justice, le travail,
- l'utilisation des mots juridiques clés de double appartenance dans leur sens juridique,
- l'adaptation du langage juridique en fonction de la qualité de l'interlocuteur, spécialiste du droit, agent juridique non spécialiste ou profane,
- l'acquisition d'un langage juridique émancipateur.

Dans la perspective de définition des besoins de formation, ces différents points amènent à isoler des capacités : la capacité à s'exprimer dans un langage juridique technique, la capacité à utiliser de façon pertinente les termes juridiques, la capacité à s'exprimer dans le langage juridique de son interlocuteur, la capacité à déployer un langage juridique de type émancipateur.

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

L'analyse socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux a permis de cerner les enjeux liés à ces activités ainsi que le niveau du capital juridique possédé par les travailleurs sociaux. Elle a été source de connaissances autant globales pour ce qui concerne le champ de l'aide à l'accès au droit, que spécifiques pour ce qui concerne la position sociale des travailleurs sociaux dans ce champ.
C'est à partir des enjeux de paix sociale, de territoire professionnel, d'émancipation sociale, du contenu et des insuffisances du capital juridique des travailleurs sociaux que des besoins de formation juridique ont émergé.
Il est apparu que les travailleurs sociaux mobilisent un réseau juridique pour remplir leurs activités juridiques. De ce fait, ils ont besoin de savoir constituer un réseau, choisir les membres de se réseau, d'entrer en relation avec des juristes, de les fidéliser, de mutualiser ce réseau avec celui d'autres travailleurs sociaux.
Ils s'appuient également sur des connaissances juridiques, à la fois objectives fondées sur de la documentation juridique, et subjectives résultant des représentations juridiques. Dans la mesure où il s'agit essentiellement de documents de vulgarisation et où c'est la conception normalisatrice, positiviste du droit qui prédomine, des besoins de formation se font sentir au niveau de l'appropriation d'une documentation juridique spécialisée et du développement d'une conception dialectique, donc, émancipatrice, du droit.
Pour réaliser leurs activités juridiques, enfin, les travailleurs sociaux s'expriment dans un langage qui permet d'entrer dans le champ juridique en tant qu'acteurs mais qui ne leur permet pas de rivaliser avec les juristes. Ces lacunes traduisent aussi des besoins. Non seulement les travailleurs sociaux doivent savoir s'exprimer en droit, mais encore faut-il qu'ils sachent employer des mots techniques et des mots qui véhiculent d'autres valeurs que la norme.
En outre, ils doivent savoir insérer les exclus par le droit. C'est une « commande » des pouvoirs publics qui recherchent le maintien de la paix sociale par tous les moyens aujourd'hui. Cette commande, même si elle ne nous paraît pas répondre aux besoins d'émancipation professionnelle ou sociale des acteurs dominés que sont les travailleurs sociaux et les exclus, chacun dans leur catégorie, il n'empêche qu'elle doit être prise en considération par le fait même qu'elle existe et qu'elle émerge du sommet de la hiérarchie. L'insertion par le juridique implique essentiellement de savoir répondre aux demandes juridiques des exclus, autrement dit de savoir distribuer les droits-créances dans les conditions déterminées par la loi.
Mais, parce que les activités juridiques représentent le moyen pour les travailleurs sociaux d'élargir leur champ de compétence et, par là, de repousser les frontières de leur territoire professionnel, d'autres besoins de formation apparaissent, qui se situent à la fois au niveau des connaissances et au niveau des stratégies en matière de droit du travail, sur les statuts, les salaires, etc.
L'émancipation sociale des exclus par le droit, dernier enjeu des activités juridiques des travailleurs sociaux, suppose que ces derniers développent une représentation dialectique, émancipatrice du droit, qu'ils sachent transmettre aux exclus les outils juridiques nécessaires à la mise en oeuvre de stratégies émancipatrices.

Au final, l'objectif central de la formation juridique des travailleurs sociaux, répondant aux besoins des travailleurs sociaux eux-mêmes et des usagers du travail social, est quadruple. Il s'agit de faire des travailleurs sociaux des professionnels juridiques socialement reconnus (compétents), capables de répondre à la demande juridique, de défendre, en s'appuyant sur le droit, leur professionnalité et de rendre les usagers acteurs du droit. Un certain nombre d'objectifs dérivés en découlent et que nous proposons de synthétiser dans ce tableau.

OBJECTIF CENTRAL ET OBJECTIFS DERIVES			
Répondre aux demandes juridiques des usagers	Faire des travailleurs sociaux des spécialistes de l'aide à l'accès au droit	Faire des travailleurs sociaux des salariés stratégiques	Rendre les usagers acteurs du droit
• discerner dans la situation sociale exposée par l'usager la dimension juridique • définir juridiquement la situation sociale de l'usager • identifier les problèmes de droit liés à cette situation • identifier le professionnel du droit compétent pour répondre à la demande de l'usager • déterminer le moment à partir duquel la juridiction compétente doit être saisie pour statuer sur la situation de l'usager • adopter le mode d'intervention juridique le plus adapté pour résoudre le problème de droit • donner des informations ou conseils juridiques en rapport avec une situation sociale donnée • utiliser le droit comme mode de régulation amiable des conflits dans lesquels l'usager est partie • développer un rapport contractuel avec l'usager	• construire un réseau juridique comprenant des professionnels du droit dominants et prenant la forme d'une institution • s'approprier des mots juridiques techniques dans les domaines de la famille, la consommation, le logement, la délinquance, la justice, le travail • promouvoir l'utilisation des mots juridiques clés de double appartenance dans leur sens juridique • adapter le langage juridique en fonction de l'interlocuteur • s'exprimer dans un langage juridique émancipateur • s'approprier les documents juridiques nécessaires à la construction d'une pensée juridique • faire une lecture transdisciplinaire du droit et des sciences sociales • construire des actions juridiques émancipatrices dans le cadre d'un conception dialectique du droit	• se situer dans la hiérarchie professionnelle • repérer les instances de défense des droits des salariés • utiliser le droit comme un outil de promotion professionnelle personnelle • utiliser le droit comme un moyen de développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux • réunir et lire les document permettant de définir son statut et sa fonction • repérer les moments favorables à l'évolution de sa carrière professionnelle • repérer les moments favorables au développement du territoire professionnel	• constituer ou augmenter le capital juridique de l'usager tant au niveau de son réseau que de sa culture • faire en sorte que l'usager prenne conscience de son identité juridique • mettre l'usager en situation d'acteur juridique (contractant, justiciable) capable d'engager des stratégies de transformation sociale

Les frontières entre ces quatre catégories d'objectifs ne sont pas hermétiques. Ce sont des dominantes que nous avons cherché à dégager. Par exemple, les capacités relatives au réseau juridique, identifier la professionnel du droit compétent pour répondre à la demande de l'usager et construire un réseau juridique performant, servent non seulement à répondre aux demandes juridiques des usagers mais aussi à faire des travailleurs sociaux des spécialistes de l'aide à l'accès au droit

Il reste désormais à convertir ces objectifs de formation juridique des travailleurs sociaux en objectifs pédagogiques. Cette conversion va s'opérer au moment de la construction de l'idéal-type de formation juridique, première étape nécessaire à l'évaluation de la formation juridique des travailleurs sociaux. Ce sera l'objet de la quatrième partie.

QUATRIEME PARTIE : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

La dernière question qui se pose est celle de savoir si la formation juridique des travailleurs sociaux, telle qu'elle dispensée aujourd'hui, est entièrement adaptée ou inadaptée, ou partiellement adaptée à leurs besoins.
La réponse provisoire est que, en l'état actuel des choses, la formation juridique développe chez les travailleurs sociaux, des compétences techniques permettant le traitement des demandes juridiques des exclus au détriment des compétences stratégiques, indispensables à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme spécialistes de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation sociale des exclus. De ce fait, elle serait partiellement inadaptée.

La vérification de la pertinence de cette réponse repose sur l'évaluation de la formation juridique des travailleurs sociaux.
L'évaluation est « *l'acte par lequel on formule un jugement de « valeur » portant sur un objet déterminé (individu, situation, action, projet, etc.) par le moyen d'une confrontation entre deux séries de données qui sont mises en rapport* »[1], celles qui concernent l'objet réel et qui constituent le référé, et celles qui concernent les intentions et qui constituent le référent. Ainsi, pour juger la valeur de la formation juridique des travailleurs sociaux, il est nécessaire de confronter les éléments de la formation juridique actuelle des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, le référé, avec ceux d'une formation juridique idéale, le référent. Pour effectuer cette évaluation, nous mobiliserons des concepts issus d'ouvrages de pédagogie, ainsi que les résultats obtenus dans le cadre d'une enquête sur le dispositif existant de la formation juridique des travailleurs sociaux. Celle-ci repose sur des interviews de formateurs en droit et des observations de séquences pédagogiques.

Dans un premier temps, il s'agira d'élaborer, à partir des objectifs de formation, définis à l'issue de l'analyse des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux, le référent (CHAPITRE VIII). Celui-ci permettra, dans un deuxième temps, d'évaluer le référé c'est-à-dire la formation juridique en vigueur (CHAPITRE IX).

[1] Charles HADJI, *L'évaluation, règles du jeu. Des intentions aux outils*, ESF, 1993, 191p. ; p.25.

CHAPITRE VIII : UN IDEAL – TYPE DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

Parce que le référé est jugé en fonction du référent, c'est sur la définition de ce dernier que nous allons centrer nos premiers efforts.
L'objet de cette partie est donc de construire le référent ou idéal-type, à ne pas confondre avec une formation utopique parce que idéalisée, mais à assimiler à une formation qui permettrait d'atteindre les objectifs qui ont été fixés au terme de l'analyse des besoins et, donc, de la définition du contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux et du capital juridique de ces derniers.

A la fin des années 1970, deux auteurs, Jean-Marie Barbier et Marcel Lesne[1], ont décidé de questionner les pratiques d'analyse des besoins en formation. Il s'agit de « *mettre en place un processus au terme duquel seront produites des expressions de besoins* »[2] dont l'analyse permettra d'extraire des objectifs. Ce sont des objectifs généraux qui ne relèvent pas de la formation, mais qui ont vocation à se réaliser dans le cadre de la formation. Précisément, ce sont des « *objectifs relatifs aux compétences, qualifications, capacités mises en oeuvre par les individus concrets dans les activités sociales quotidiennes. Ex : réaliser une soudure, cuisiner, prendre la parole dans un groupe* »[3]. De ces objectifs généraux, peuvent ensuite être déduits des objectifs de formation et des objectifs pédagogiques.
La manière de déterminer ces « objectifs inducteurs de formation » varie selon le type d'expressions mis en valeur : l'expression des exigences de fonctionnement des organisations, l'expression des attentes ou encore l'expression des intérêts des groupes sociaux dans les situations de travail. Le choix de l'une d'elles oriente la procédure et les résultats obtenus. Il traduit également une posture idéologique.
De cette lecture de l'analyse des besoins en formation, ces auteurs déduisent trois modes de détermination d'objectifs inducteurs de formation, à partir des exigences et des attentes institutionnelles et/ou à partir des intérêts des groupes sociaux d'appartenance des individus en demande de formation. La présentation synoptique de ces modes se trouve dans la page suivante.

[1] Jean-Marie BARBIER & Marcel LESNE, *L'analyse des besoins en formation*, Robert Jauze, 1977, 255p.
[2] Id., p.23.
[3] Id., p.246

MODES DE DETERMINATION DES OBJECTIFS INDUCTEURS DE FORMATION

	Détermination des objectifs inducteurs de formation à partir de la définition des exigences de fonctionnement des organisation	**Détermination des objectifs inducteurs de formation à partir de l'expression des attentes (approche de type humaniste)**	**Détermination des objectifs inducteurs de formation à partir de la définition des intérêts des groupes sociaux dans les situations de travail**
Opération dominante et matériaux privilégiés	*Moment-clé : évaluation de la personne à former. *Référent : compétences requises dans les situations professionnelles (prise en compte des exigences de fonctionnement de l'entreprise). *Référé : compétences effectives ou performances des personnes à former.	« *Opération d'exploration appliquée dans un contexte donné à la situation particulière d'expression par les intéressés, de leurs aspirations, désirs,* attentes » p.59. *Expression préalable à l'analyse. *Nécessité d'aménager et d'interpréter cette expression faussée en raison des rapports de pouvoir dans lesquels la personne à former est impliquée, ex : mise en place de structures de participation.	« *Elaboration de projets concrets d'action individuels ou collectifs, professionnels et humains dans le domaine des qualifications* » p74. Appréciation réaliste des possibilités de changement de situations. *Prise en compte des données des situations de travail : contenu des tâches, conditions de travail, perspectives d'emploi ; des données extra-professionnelles : contexte social, histoires personnelles des intéressés. *Prise en compte des positions des groupes sociaux : de la conception qu'ils ont de leurs intérêts.
Caractéristiques du dispositif	*Dispositif sans intervention des personnes à former : l'évaluation est faite par les hiérarchiques ex : étude de poste. *Dispositif associant les intéressés : par questionnaires ou entretiens.	Mise en place de situations nouvelles, de lieux libérateurs de la parole.	*Le dispositif est localisé en fonction des lieux de confrontation des intérêts : syndicats, associations. *Instrument privilégié : le travail en groupes homogènes.
Rôle des différents agents impliqués dans le dispositif	*Responsables hiérarchiques : rôle principal, apprécient les conséquences des exigences de fonctionnement et des objectifs de l'entreprise sur les situations professionnelles des agents. *Personnes à former : agents de fonctionnement de l'entreprise. *Service de formation : évalue ou joue le rôle d'intermédiaire entre la direction de l'entreprise et ceux qui font l'évaluation.	*Animateur : « *créateur discret des conditions favorables à la libération des aspirations* » p.65. *Intéressés : rôle d'acteurs.	*Animateur : rôle de proposition et de soutien technique, son expérience est mise à la disposition des intéressés. *Intéressés : rôle dominant.

A partir du moment où nous avons décidé de nous positionner du côté des intérêts des travailleurs sociaux et des usagers, tout en tenant compte des exigences des institutions, la détermination des objectifs de formation s'effectuera non seulement à partir de la définition des intérêts des travailleurs sociaux en situation de travail, confrontés aux demandes juridiques des usagers, mais aussi à partir de la définition des exigences de fonctionnement des institutions politiques, administratives et professionnelles.

Deux types de compétences juridiques se dégagent des objectifs :

- Des compétences juridiques techniques nécessaires à la réalisation d'activités juridiques dans un cadre professionnel ;
- des compétences juridiques stratégiques destinées rendre son détenteur capable d'engager les stratégies nécessaires au développement de son capital, et par voie de conséquence, à l'amélioration de sa position sociale dans un champ donné. Ces compétences stratégiques peuvent également, de manière connexe, être mobilisées au bénéfice d'autres acteurs, les usagers en l'occurrence, qui appartiennent eux aussi au pôle dominé.

En effet, il ne suffit pas de considérer les compétences uniquement du point de vue des situations rencontrées par les travailleurs sociaux (résoudre les problèmes que rencontrent les usagers), il s'agit également de viser, dans la formation, à les outiller pour qu'ils se construisent eux-mêmes comme groupe professionnel spécialiste de la question de l'aide à l'accès au droit, et à les doter des compétences juridiques favorisant l'émancipation sociale des usagers.

De quelles « compétences » le travailleur social aurait-il besoin dans ces conditions ? Cette question interroge les compétences. Elle appelle un survol du débat sur la distinction entre compétence et qualification. La qualification est une notion apparue dans les années 1970. Par la suite, en raison des mutations des relations de travail, elle s'est progressivement effacée au profit d'une autre notion : la compétence. A la fin des années 90, Richard Wittorski[1] remarque que « *les discours actuels sur le travail et les nouvelles formes d'organisations opèrent un glissement très net de la notion de qualification à celle de compétence* »[2]. Ce glissement provient, selon lui, de l'apparition et du développement de la flexibilité du travail.
L'intérêt de la distinction n'est pas d'ordre intellectuel ou abstrait. Il ne s'agit pas de chercher à fabriquer des concepts. L'intérêt réside, au contraire, dans la possibilité de saisir, à un moment donné, les pratiques des acteurs du travail dont les aspirations entrent en contradiction et la conception du travail qu'elles véhiculent. C'est l'idée que défend Claude Dubar[3] lorsqu'il affirme que « *comme celui de la qualification, le terme de compétence est d'abord, pour le sociologue, un mot du débat social, une catégorie utilisée par certains acteurs, dans certaines circonstances, pour rationaliser et argumenter leur stratégie et exprimer leur croyance* »[4]. Ils constituent un langage qui symbolise les rapports de force du champ du travail entre des salariés qui cherchent à faire prévaloir auprès des employeurs leur droit au travail et à la formation, à obtenir un salaire le plus élevé possible, et des employeurs dont les aspirations de rentabilité et de profit de leur entreprise s'appuient sur le travail performant et le moins coûteux possible des salariés.
A la lecture de quelques uns des nombreux travaux consacrés à l'étude de ces deux notions, il semble que la qualification et la compétence se différencient au moins en deux points.

---

[1] Richard WITTORSKI, *De la fabrication des compétences*, Education permanente n°135, 1998, pp.57-69.
[2] Id., p.57.
[3] Claude DUBAR, *La sociologie du travail face à la qualification et à la compétence*, Sociologie du travail, 1996, pp.179-193.
[4] Id., p.191.

D'un côté, la qualification est considérée comme la capacité à réaliser une tâche précise et limitée dans le temps, tandis que la compétence se définit comme la capacité à appréhender une situation problématique dans la globalité et sur le moyen terme.
D'un autre côté, alors que la compétence s'exprime à travers la mise en oeuvre de capacités générales de type technique ou relationnel, la qualification, elle, s'enracine dans les titres scolaires. Une personne est considérée comme qualifiée à partir du moment où elle est dotée de la formation nécessaire à l'accomplissement d'une tâche déterminée. Elle est compétente à condition qu'elle sache faire preuve de qualités personnelles ou tirées de l'expérience.

Pierre Bourdieu considère la compétence comme la capacité socialement reconnue de faire des choses. La reconnaissance sociale apparaît comme un critère déterminant, selon lequel un acteur ne devient compétent qu'à partir du moment où les autres lui allouent le droit de l'être. « *Avoir de la compétence, c'est être en droit et en devoir de s'occuper de quelque chose* »[1]. C'est l'adoubement du corps social qui préfigure donc à l'attribution de toute compétence.
Pour Pierre Bourdieu, chaque champ est un lieu de luttes pour l'acquisition de compétences spécifiques. Par exemple, les compétences scientifiques constituent l'enjeu du champ scientifique. La compétence scientifique est « *la capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée) en matière de science, qui est socialement reconnue à un agent déterminé* »[2]. Il en va de même pour les compétences juridiques, objet de convoitise propre au champ juridique. Elles sont centrées sur « *la capacité socialement reconnue d'interpréter (de manière plus ou moins libre ou autorisée) un corpus de textes consacrant la vision légitime, droite du monde social* »[3].
La compétence est le pouvoir de dire ce qu'est le droit ou la science légitime à travers l'action et le langage. En parlant de la compétence juridique, Pierre Bourdieu affirme qu'elle est « *un pouvoir spécifique qui permet de contrôler l'accès au champ juridique en déterminant les conflits qui méritent d'y entrer et la forme spécifique qu'ils doivent revêtir pour se constituer en débats proprement juridiques* »[4].
Une telle approche conduit à regarder la compétence juridique comme un objet de lutte spécifique au champ juridique, qui confère à son titulaire, socialement reconnu par les agents et les institutions du champ dominants, le pouvoir de dire ce qu'est le juridique à travers ses actions et son langage (l'expression de sa pensée).

En conséquence, l'objectif qui consiste à satisfaire les demandes juridiques, telles qu'elles sont formulées aujourd'hui par les usagers, repose sur le développement de capacités[5] de type technique. Elles s'inscrivent dans trois dimensions : relationnelle, culturelle, langagière.
Le travailleur social, dans l'exercice de ses fonctions juridiques, s'appuie sur un réseau qui, pour être créé et entretenu, exige des compétences relationnelles. Il a besoin de développer ses connaissances juridiques en s'appropriant de la documentation spécialisée et en privilégiant une conception dialectique du droit. Enfin, il est essentiel qu'il s'exprime en droit, ce qui implique une compétence linguistique. Pierre Bourdieu la considère comme la capacité à s'exprimer dans le langage qui correspond à la situation sociale de l'interlocuteur. « *A quelqu'un qu'on estime important, on s'efforce de s'adresser dans le français le meilleur possible* »[6]. Or, le travailleur social a plusieurs interlocuteurs : les usagers, les juristes qui s'expriment différemment, y compris à l'intérieur de leur propre groupe ; ce qui implique plusieurs niveaux de langage juridique.

---

[1] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p.240.
[2] Pierre BOURDIEU, *Le champ scientifique*, op. cit., p.89.
[3] Pierre BOURDIEU, *La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique*, op. cit., p.4.
[4] Id., p.11.
[5] Qui deviendront des compétences à partir du moment où elles seront socialement reconnues.
[6] Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, op. cit., p.107.

Un autre objectif est de faire du travailleur social un salarié stratégique. Il est de son intérêt d'engager des stratégies fondées sur le droit (droit du travail) dont le but est, non seulement, d'améliorer sa position dans la hiérarchie professionnelle, mais aussi, de protéger ou agrandir le territoire des travailleurs sociaux à propos de l'aide à l'accès au droit.

Le troisième objectif, à savoir l'émancipation sociale des usagers par le droit, nécessite de revenir sur le contenu des activités juridiques des travailleurs sociaux. Actuellement, elles consistent, pour l'essentiel, à donner des informations ou des conseils juridiques de base, ou, à défaut, à orienter l'usager vers des juristes, à accompagner les usagers sur la base d'un contrat, à favoriser le règlement amiable des conflits, et à assurer la distribution des droits-créances. Il s'agit, par conséquent, d'activités qui visent à faire connaître et respecter le droit en vigueur. Elles conduisent les usagers à se renseigner sur les droits auxquels ils peuvent prétendre, et à les faire exécuter.
Si le but recherché est qu'ils formulent une autre demande, non plus de consommation du droit, mais d'appropriation, les activités juridiques des travailleurs sociaux ne seraient plus les mêmes. Pour que les usagers puissent s'émanciper par le droit, il est nécessaire que les travailleurs sociaux soient en capacité de mener des activités juridiques émancipatrices.

L'accomplissement du dernier objectif, qui est de faire du travailleur social un spécialiste de l'aide à l'accès au droit, ne dépend pas seulement de la mise en oeuvre de compétences qui ne peuvent préexister, mais aussi du degré de reconnaissance sociale. Or, un agent est reconnu socialement en fonction de la position sociale qu'il occupe dans le champ. Plus cette position est élevée, plus l'agent gagne en reconnaissance. Et cette position est déterminée par le capital possédé par l'agent. Autrement dit, l'acquisition par le travailleur social du statut de spécialiste dépend, au départ, du volume et de la structure du capital juridique qu'il possède et qui lui attribuent une certaine place, dominante ou dominée, dans l'échelle des institutions et des acteurs juridiques. C'est donc bien par l'accumulation de capital juridique que le travailleur social peut parvenir à être reconnu comme un spécialiste de l'aide à l'accès au droit.

Ces quatre objectifs, progressivement dégagés, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, favorables aux intérêts des travailleurs sociaux et des usagers, et qui prennent en compte les attentes des acteurs institutionnels dominants, constituent le fondement des objectifs de la formation juridique des travailleurs sociaux.

C'est à partir de ces objectifs de formation que nous allons définir d'abord les objectifs pédagogiques, puis, les modes de travail pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux.

§1. LA DEFINITION DES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

1.1. La définition des objectifs pédagogiques généraux et spécifiques

Daniel Hameline[1] distingue deux catégories d'objectifs pédagogiques : l'objectif général et l'objectif spécifique ou opérationnel.

[1] Daniel HAMELINE, *Les objectifs pédagogiques*, ESF, 1998, 223p.

L'objectif général est « *un énoncé d'intention pédagogique décrivant en termes de capacités de l'apprenant l'un des résultats escomptés d'une séquence d'apprentissage* »[1]. C'est par exemple : à l'issue de la formation, l'apprenant sera capable de lire une décision de justice.
L'objectif spécifique ou opérationnel est « *issu de la démultiplication d'un objectif général en autant d'énoncés rendus nécessaires pour que quatre exigences « opérationnelles » soient satisfaites :*

- *décrire de façon univoque le contenu de l'intention pédagogique,*
- *décrire une activité de l'apprenant identifiable par un comportement observable,*
- *mentionner les conditions dans lesquelles le comportement souhaité doit se manifester,*
- *indiquer à quel niveau doit se situer l'activité terminale de l'apprenant et quels critères serviront à évaluer le résultat* »[2].

Pour illustration, nous proposons comme objectif spécifique : à l'issue du cours de méthodologie du droit, l'apprenant sera capable d'identifier, à partir d'une jurisprudence donnée, la juridiction qui a pris la décision, les parties au procès, les faits, les moyens soulevés, les motifs de la décision.

Nous avons utilisé cette définition des objectifs pédagogiques pour relire le tableau énonçant les objectifs généraux et dérivés de la formation juridique répondant aux besoins des travailleurs sociaux. Cette relecture nous a amenée à abandonner certains objectifs intraduisibles sur le plan pédagogique et à en regrouper d'autres en un seul objectif pédagogique.
Finalement, nous sommes parvenue à la formulation de sept objectifs pédagogiques généraux :

- la capacité à saisir la demande juridique des usagers du travail social,
- la capacité à mener une intervention juridique efficace,
- la capacité à se doter d'un réseau juridique performant,
- la capacité à s'exprimer dans un langage juridique,
- la capacité à s'approprier de la documentation juridique,
- la capacité à se comporter comme un acteur juridique stratégique,
- la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur.

Chacun de ces objectifs se décline en une série de savoirs. La typologie proposée par Gérard Malglaive[3] sert de référence. Elle présente, tout d'abord, l'intérêt de reconnaître non seulement l'existence de savoirs issus de la théorie, mais également l'existence de savoirs provenant de la pratique. Elle fait, ensuite, l'objet d'une lecture dialectique au terme de laquelle la théorie formalise la pratique et la pratique investit la théorie.
C'est une articulation qui trouve sa cohérence dans ce que l'auteur appelle le « savoir en usage ». Celui-ci réunit de manière interactive trois catégories de savoirs : les savoirs théoriques, les savoirs procéduraux, les savoirs pratiques, par l'effet combiné desquels une quatrième catégorie apparaît : les savoir-faire, « *actes humains disponibles pour avoir été appris (de quelque manière que ce soit) et expérimentés* »[4].

Les savoirs théoriques renvoient à la connaissance abstraite, conceptuelle d'un objet ou d'une réalité donnée, ses fondements, les règles de son fonctionnement et de son évolution. Cette

---

[1] Id., p.98.
[2] Id., p.100.
[3] Gérard MALGLAIVE, *Enseigner à des adultes*, PUF, 1998, 285p.
[4] Id., p.82.

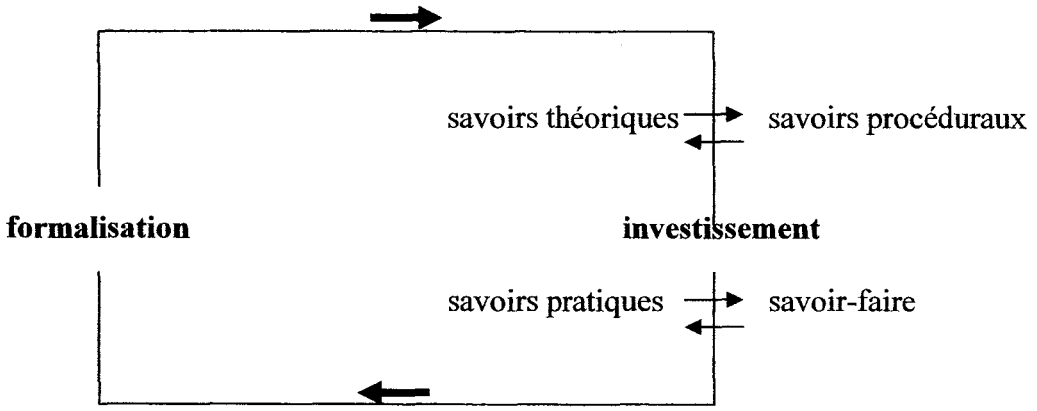
connaissance a pour effet d'éclairer la démarche d'action de son détenteur. Autrement dit, ce dernier a peu de chance de concevoir, de manière construite, son intervention s'il en est dépourvu.

Les savoirs théoriques sont, par conséquent, le préalable indispensable à la définition des modèles d'intervention. Celle-ci repose sur la mobilisation des savoirs procéduraux. Ils démontrent la capacité d'une personne à élaborer des plans d'action pour atteindre le but recherché. Comme le souligne Gérard Malglaive, ils s'expriment dans un cadre théorique : « *toutes les procédures permettant d'agencer le réel en vue d'une fin donnée peuvent, en effet, être réalisées d'abord dans la pensée avant de l'être dans la réalité* »[1].

Mais ces deux types de savoirs ne deviennent opérationnels qu'à partir du moment où ils subissent l'épreuve de la réalité. Leur efficience dépend, non pas de leur application, en raison même de leur théoricité, mais de leur investissement dans la pratique. « *Une théorie ne s'applique pas sans la pratique : elle s'y investit en devenant l'objet (de connaissance) qui permet d'agir plus efficacement sur le réel en agissant sur sa représentation pensée* »[2]. Le succès de cet investissement repose sur la mise en oeuvre de savoirs pratiques.

La pratique est, en effet, elle-même source de savoirs. Les savoirs pratiques sont des « *savoirs directement issus de l'action, de ses réussites et de ses échecs, de ses contraintes et de ses aléas* »[3]. Ils assurent la transposition concrète du plan d'action prédéfini. Les savoirs pratiques sont donc conditionnés par les savoirs théoriques et procéduraux. Ils représentent l'avantage de pouvoir écarter les effets non désirés de l'action engagée.

L'interdépendance de ces différents savoirs est schématisée de la façon suivante[4] :



Selon l'approche que nous avons choisie d'adopter, les sept capacités générales relevées sont explicitées à partir d'un ensemble articulé de savoirs théoriques, procéduraux et pratiques.

➢ La capacité à saisir les demandes juridiques des usagers

La capacité à saisir les demandes juridiques des usagers synthétise au plan pédagogique les six objectifs de formation, qui consistent à discerner dans la situation sociale exposée par

[1] Id., p.71.
[2] Id., p.71.
[3] Id., p.78.
[4] Id., p.90.

l'usager la dimension juridique ; à définir juridiquement la situation sociale de l'usager et à identifier des problèmes de droit liés à cette situation ; identifier le professionnel du droit compétent pour répondre à la demande de l'usager ; déterminer le moment à partir duquel la juridiction compétente doit être saisie pour statuer sur la situation de l'usager[1].

Elle suppose l'acquisition de savoirs théoriques (contenus) sur l'origine de cette demande, son contenu, ses caractéristiques, sur son évolution dans un contexte de juridicisation des relations sociales et de judiciarisation des conflits, ainsi que sur le statut juridique des usagers.

D'autres savoirs de type procédural s'ajoutent à ces savoirs théoriques. En effet, la capacité à saisir la demande juridique s'appuie également sur la connaissance de la procédure permettant de l'extraire et de s'en saisir. Pour l'extraire, deux opérations sont nécessaires : la qualification juridique de la situation-problème, l'identification des problèmes de droit.
Pour s'en saisir, le travailleur social, au regard des spécificités de la demande, selon qu'elle est simple ou complexe, qu'elle débouche ou non une procédure juridictionnelle, prend l'une ou l'autre des deux voies. Soit il oriente l'usager vers d'autres professionnels, compétents pour traiter la demande, soit il intervient directement sur un mode de son choix (information, médiation, accompagnement, attribution de droits).

Enfin, se pose la question des savoirs pratiques. Dans la réalité, le travailleur social peut se heurter à plusieurs obstacles : l'invisibilité de la demande juridique, la mauvaise évaluation des problèmes de droit, l'épuisement de l'usager dans un dédale de démarches inutiles ou infructueuses, ou encore son refus d'employer les moyens susceptibles de résoudre ses problèmes.
Pour que la demande juridique soit effectivement saisie, il incombe, dans la pratique, au travailleur social de déployer des efforts visant à détecter la présence du droit dans la demande globale, à amener l'usager à s'exprimer le plus possible sur les problèmes de droit, à motiver auprès de l'usager la nécessité de traiter les problèmes juridiques, à établir le contact entre l'usager et le professionnel du droit vers qui il est orienté.

- **La capacité à mener une intervention juridique efficiente**

Par intervention juridique efficiente, nous entendons une intervention prenant en compte les attentes des pouvoirs publics en terme de normalisation (respect de la loi en vigueur), mais centrée sur les besoins des usagers en terme d'émancipation (augmentation du capital juridique). Cette capacité s'articule autour des quatre objectifs de formation préalablement définis : adopter le mode d'intervention juridique le plus adapté pour résoudre le problème de droit ; donner des informations ou conseils juridiques en rapport avec une situation sociale donnée ; utiliser le droit comme mode de régulation amiable des conflits dans lesquels l'usager est partie ; développer un rapport contractuel avec l'usager[2].

Cette capacité, de nature à résoudre la situation-problème de l'usager, implique cette première exigence de maîtriser, au niveau des savoirs théoriques, les politiques et les acteurs de l'aide sociale qui encadrent le travail social, en particulier celles et ceux de l'aide à l'accès au droit, les règles de passation et de fonctionnement du contrat en travail social, les dispositifs de médiation.

[1] Voir tableau p.318, 1ère colonne.
[2] Id.

Chaque type intervention repose sur des savoirs procéduraux spécifiques dont la connaissance est incontournable.
La médiation place le travailleur social dans l'obligation de repérer le conflit, de s'imposer comme le tiers capable de le régler, de proposer une solution équitable au conflit, de favoriser l'adoption de cette solution.
L'accompagnement juridique repose sur des impératifs techniques : choisir un type de contrat qui corresponde à la situation de l'usager, rédiger ou remplir le contrat, en assurer l'exécution.
En ce qui concerne l'attribution de droits sociaux, il s'agit de rechercher le type d'aide auquel l'usager peut prétendre, l'informer des conditions d'octroi de l'aide et des voies de recours en cas de refus, formuler ou aider l'usager à formuler la demande d'aide.
Enfin, l'information/conseil juridique s'effectue en deux étapes : l'identification du besoin d'information/conseil juridique, la dispensation d'une information/conseil juridique permettant de satisfaire ce besoin.

La procédure applicable à ces quatre types d'intervention juridique ne peut toutefois réussir sans le respect d'un certain nombre de savoirs issus de la pratique professionnelle.
Ainsi, la médiation n'a de chance d'aboutir que si le travailleur social parvient à se faire accepter par les parties en tant que médiateur, à nouer et développer le dialogue entre elles et à les convaincre de l'équité de la solution proposée.
De même, le succès de l'accompagnement juridique dépend de sa manière d'amener l'usager à passer un contrat, de l'informer de sa portée juridique et de définir des obligations contractuelles en rapport avec la capacité de l'usager à les remplir.
En ce qui concerne l'attribution des droits sociaux, il s'agit de faire prendre conscience à l'usager de son droit à bénéficier d'une aide, de motiver ou de l'aider à motiver la demande d'aide, de lui expliquer les raisons du refus d'attribution.
Pour terminer, l'information juridique ne sera efficace qu'à partir du moment où le travailleur social l'aura donnée dans un langage accessible à l'usager ou, en cas de doute, l'aura différée.

- **La capacité à se doter d'un réseau juridique performant**

Deux objectifs de formation, qui sont identifier le professionnel du droit compétent pour répondre à la demande de l'usager[1] et construire un réseau juridique comprenant des professionnels du droit dominants et prenant la forme d'une institution, ont servi de référence à la définition de cette capacité[2].

Elle est étroitement liée à la connaissance des relations juridiques. Il s'agit non seulement de connaître l'identité des acteurs juridiques, mais également leur classification, selon la quantité de capital juridique qu'ils possèdent. Ce sont les savoirs théoriques préalables indispensables à l'acquisition de cette capacité.

En ce qui concerne les savoirs procéduraux, ils sont de trois types. Le premier type consiste à repérer les acteurs juridiques les mieux placés pour donner les informations recherchées ou de la valeur au réseau. Le second type de savoir procédural revient à intégrer ces acteurs dans le réseau. Enfin, mutualiser le réseau avec celui d'autres travailleurs sociaux est le dernier type de savoir à maîtriser.

Pour rendre le réseau concrètement performant, il appartient au travailleur social, dans le cadre se sa pratique professionnelle, de nouer des relations avec les acteurs juridiques repérés,

[1] Id.
[2] Id., 2ème colonne.

de mobiliser le membre du réseau capable de donner l'information recherchée, d'organiser la mise en commun des réseaux. Nous venons donc de mentionner les savoirs pratiques requis pour cette capacité à se doter d'un réseau juridique performant.

➢ La capacité à s'exprimer dans un langage juridique

Cette capacité s'appuie sur les quatre objectifs de formation que nous avons dégagés : s'approprier des mots techniques dans les domaines de la famille, la consommation, le logement, la délinquance, la justice, le travail ; promouvoir l'utilisation des mots juridiques clés de double appartenance dans leur sens juridique ; adapter le langage juridique en fonction de l'interlocuteur ; s'exprimer dans un langage juridique émancipateur[1].

Elle implique de savoir faire la distinction entre différents types de discours (discours législatif, jurisprudentiel, scientifique, commun) et de connaître les mots juridiques qui constituent la langue du droit, non seulement les mots-clés du droit mais également les mots techniques ayant cours dans les domaines d'intervention des travailleurs sociaux comme, par exemple, la famille, la consommation ou encore le logement. A ces savoirs théoriques s'ajoutent des savoirs procéduraux.

En effet, encore faut-il que le travailleur social sache s'exprimer correctement dans la langue juridique. Pour ce faire, il est tenu d'utiliser les mots juridiques à double appartenance dans leur sens juridique, et, à bon escient, les mots juridiques techniques. Ce sont les deux catégories de savoirs procéduraux liées à la capacité à s'exprimer dans un langage juridique.

Dans le face-à-face avec l'usager, profane, ou avec le spécialiste, afin d'être compris et reconnu comme un acteur juridique à part entière, la manière de s'exprimer en droit doit correspondre au niveau de compréhension de l'interlocuteur. Il s'agit d'un savoir pratique.

➢ La capacité à s'approprier de la documentation juridique

C'est une capacité qui se base sur l'objectif de formation consistant à s'approprier les documents juridiques nécessaires à la construction d'une pensée juridique[2].

Elle repose, d'abord, sur la connaissance des documents juridiques disponibles : codes, ouvrages, revues de droit etc., ainsi que sur la connaissance des moyens d'y accéder : administrations, bibliothèques, sites internet... Ce sont les savoirs théoriques de base.

L'appropriation de la documentation juridique dépend, ensuite, de la réalisation de plusieurs opérations : rechercher un document en rapport avec un sujet ou un cas déterminé, analyser ce document en repérant les points portant sur ce sujet ou cette situation, y transposer les données ainsi prélevées. Il s'agit de savoirs procéduraux.

Elle exige, enfin, l'acquisition de savoirs pratiques. En effet, le travailleur social, en mettant concrètement en oeuvre cette procédure, finit par développer une pensée juridique basée sur un raisonnement syllogistique. Il apprend également, en compilant les documents juridiques qui jalonnent ses interventions ou en enregistrant les sources, à constituer un fonds documentaire en droit spécifique.

---

[1] Id.
[2] Id.

➢ La capacité à agir comme un salarié stratégique

Les objectifs sur lesquels elle se fonde sont les suivants : se situer dans la hiérarchie professionnelle ; repérer les instances de défense des droits des salariés ; utiliser le droit comme un outil de promotion professionnelle personnelle ; utiliser le droit comme un moyen de développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux ; réunir et lire les documents permettant de définir son statut et sa fonction ; repérer les moments favorables à l'évolution de sa carrière professionnelle ; repérer les moments favorables au développement du territoire professionnel[1].

La capacité à agir comme un salarié stratégique nécessite, dans un premier temps, de connaître le droit applicable au travail, aussi bien le droit du travail, applicable aux relations de droit privé, que le droit de la fonction publique. Stratégie oblige, une connaissance particulière des moyens d'action collective est exigée, notamment celle des syndicats et des associations professionnelles. Ces savoirs théoriques s'accompagnent de savoirs procéduraux.

En effet, dans un deuxième temps, cette capacité repose sur une manière de procéder en trois actes : se situer dans la hiérarchie professionnelle sur la base du statut et du poste de travail occupés, repérer les instances de défense des droits des travailleurs sociaux/salariés et s'y intégrer, utiliser le droit comme un outil de promotion professionnelle personnelle et/ou comme un moyen de protéger et de développer le territoire professionnel des travailleurs sociaux.

Celle-ci devient opérationnelle à partir du moment où le travailleur social sait réunir et lire les documents permettant de définir son statut et sa fonction, repérer le moment où les rapports de force juridiques sont favorables à l'évolution de sa carrière personnelle (en termes de droit à la formation continue par exemple) ou au développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux. De cette manière, nous venons de définir les savoirs pratiques nécessaires à l'acquisition de la capacité à agir comme un salarié stratégique.

➢ La capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur

La capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur est axée autour de trois objectifs de formation : constituer ou augmenter le capital juridique de l'usager tant au niveau de son réseau que de sa culture ; faire en sorte que l'usager prenne conscience de son identité professionnelle ; mettre l'usager en situation d'acteur juridique (contractant, justiciable) capable d'engager des stratégies de transformation sociale[2].

Elle commence par la connaissance, parmi les différentes définitions du droit, de la conception dialectique qui met an valeur sa dimension émancipatrice. Les droits et libertés des personnes, tout particulièrement ceux des usagers du travail social, sont également à connaître. Tout ceci forme les savoirs théoriques.

Comment faire en sorte que les usagers se libèrent des diverses formes de domination exercées sur eux ? La réponse à cette question se traduit en termes de savoirs procéduraux. Elle s'explicite en plusieurs actes : utiliser le droit comme un outil de promotion sociale des usagers, porter à leur connaissance l'existence du droit , les aider à créer leur propre réseau juridique, favoriser chez eux l'expression juridique.

---

[1] Id., 3ème colonne.
[2] Id., 4ème colonne.

Pour que le but d'émancipation des usagers puisse être concrètement atteint, par le biais de savoirs pratiques, le travailleur social peut faire prendre conscience à l'usager de la force émancipatrice du droit, de faciliter ses relations avec les professionnels du droit, et lui transmettre la connaissance des mots-clés du droit afin qu'il puisse s'exprimer dans un langage juridique de base.

La récapitulation de l'ensemble des savoirs, qui viennent d'être exposés, se présente sous la forme du tableau suivant.

LES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

	SAVOIRS THEORIQUES	SAVOIRS PROCEDURAUX	SAVOIRS PRATIQUES
CAPACITE A SAISIR LA DEMANDE JURIDIQUE DES USAGERS	• La demande juridique des usagers l'origine de cette demande son contenu et ses caractéristiques de cette demande son évolution dans un contexte de juridicisation des relations sociales et de judiciarisation des conflits • le statut juridique des usagers	• qualifier juridiquement la situation-problème exposée par l'usager • identifier les problèmes de droit • orienter l'usager vers le professionnel du droit compétent • choisir un mode d'intervention juridique directe selon la nature des problèmes posés	• détecter dans la demande globale formulée par l'usager la présence du droit • amener l'usager à s'exprimer le plus possible sur les problèmes juridiques • motiver auprès de l'usager la nécessité de traiter les problèmes juridiques • établir le contact entre l'usager et le professionnel du droit vers qui il est orienté
CAPACITE A MENER UNE INTERVENTION JURIDIQUE EFFICIENTE	• les politiques d'aide sociale : l'aide à l'enfance et à la famille l'aide aux personnes âgées l'aide aux personnes handicapées l'aide aux chômeurs • les acteurs de l'aide sociale • l'aide à l'accès au droit : le droit à un revenu minimum le droit aux soins le droit au logement le droit à la justice • le contrat en travail social : la définition du contrat le cadre juridique du contrat en travail sociale le contrat d'insertion	Pour la médiation : • repérer la nature du conflit opposant deux ou plusieurs parties • proposer une solution amiable • faire adopter cette solution par les parties Pour l'accompagnement juridique : • choisir un type de contrat correspondant à la situation de l'usager • rédiger ou remplir le contrat • assurer l'exécution ou le suivi du contrat	Pour la médiation : • se faire accepter par les parties en tant que médiateur • nouer et développer le dialogue entre les parties • convaincre les parties de l'équité de la solution proposée Pour l'accompagnement juridique : • amener l'usager à passer un contrat • informer l'usager de la portée juridique du contrat • définir des obligations contractuelles en rapport avec la capacité de l'usager à les remplir

	le contrat de séjour • les dispositifs de médiation : la définition de la médiation la médiation pénale la médiation familiale	Pour l'attribution de droits sociaux : • rechercher le type d'aide auquel l'usager peut prétendre • informer l'usager des conditions d'octroi de l'aide et des voies de recours en cas de refus • formuler ou aider l'usager à formuler la demande d'aide Pour l'information/conseil juridique : • identifier le besoin d'information/conseil juridique • fournir une information/conseil juridique répondant à ce besoin	Pour l'attribution des droits sociaux : • faire prendre conscience à l'usager de son droit à bénéficier d'une aide • motiver ou aider à motiver la demande d'aide • expliquer à l'usager les raisons du refus d'attribution de l'aide Pour l'information/conseil juridique : • dispenser l'information/conseil juridique dans un langage accessible à l'usager • différer l'information/conseil juridique en cas de doute
CAPACITE A SE DOTER D'UN RESEAU JURIDIQUE PERFORMANT	• les acteurs juridiques : les professionnels du droit les autres acteurs juridiques • la hiérarchie des acteurs juridiques	• repérer les acteurs juridiques intéressants • intégrer ces acteurs dans le réseau • mutualiser le réseau avec ceux d'autres travailleur sociaux	• nouer des relations avec les acteurs juridiques • mobiliser le membre du réseau capable de donner l'information recherchée • organiser la mise en commun des réseaux
CAPACITE A S'EXPRIMER DANS UN LANGAGE JURIDIQUE	• les différents types de langage (discours) juridique : le langage légal ou législatif le langage jurisprudentiel ou judiciaire le langage scientifique ou doctrinal le langage commun • les mots juridiques les mots-clés du droit les mots juridiques techniques utilisés dans les domaines d'intervention des travailleurs sociaux comme la famille, la consommation, le logement, etc.	• utiliser les mots juridiques à double appartenance dans leur sens juridique • utiliser les mots juridiques d'appartenance unique à bon escient	• s'exprimer dans un langage juridique adapté au niveau de compréhension de l'interlocuteur

CAPACITE A S'APPROPRIER DE LA DOCUMENTATION JURIDIQUE	• les différents types de documents juridiques : codes, revues, ouvrages, etc. • les moyens d'accéder aux documents juridiques : bibliothèques, administrations, internet, etc.	• sélectionner le document juridique en rapport avec un sujet ou un cas déterminé • analyser le document juridique • transposer les données relevées dans le sujet ou le cas	• construire une pensée juridique • constituer un fonds documentaire en droit
CAPACITE A AGIR COMME UN SALARIE STRATEGIQUE	• le droit du travail : la conclusion et la rupture du contrat de travail les droits et obligations des salariés et employeurs les conventions collectives • le droit de la fonction publique : la fonction publique d'Etat la fonction publique territoriale la fonction publique hospitalière • les syndicats • les associations professionnelles	• se situer dans la hiérarchie professionnelle sur la base du statut et du poste occupés • repérer les instances de défense des droits des salariés et s'y intégrer • utiliser le droit comme un outil de promotion professionnelle personnelle • utiliser le droit comme un moyen de protection et de développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux	• réunir et lire les documents permettant de définir son statut et sa fonction • repérer les moments favorables à l'évolution de sa carrière professionnelle • repérer les moments favorables au développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux
CAPACITE A SE COMPORTER COMME UN ACTEUR JURIDIQUE EMANCIPATEUR	• les différentes conceptions du droit : la conception idéaliste la conception positiviste la conception dialectique • les droits et libertés des personnes • le droit des usagers du travail social	• utiliser le droit comme un outil de promotion sociale des usagers • porter à la connaissance de l'usager l'existence du droit • aider l'usager à créer son propre réseau juridique • favoriser chez l'usager l'expression juridique	• faire prendre conscience à l'usager de la force émancipatrice du droit • faciliter les relations entre l'usager et des professionnels du droit • transmettre à l'usager la connaissance des mots-clés du droit

Le travail de définition des objectifs pédagogiques, à partir des discours des travailleurs sociaux et dans le cadre d'une approche dialectique, est par conséquent terminé. La question qui se pose maintenant est de savoir de quelle manière les rendre opérationnels, pertinents, autrement dit, comment en faire des outils de lecture de la formation juridique existante. C'est la question des critères et des indicateurs.

1.2. La spécification des critères d'évaluation des objectifs pédagogiques

Ce qui nous intéresse c'est de lire les pratiques de formation pour mesurer le degré de voisinage ou d'éloignement avec les objectifs pédagogiques que nous avons construits. Pour cela, nous avons besoin de deux outils : les critères et, pour chacun d'eux, des indicateurs.

La mise en relation des objectifs pédagogiques référents avec la pratique pédagogique enseignante (le référé) repose sur des critères directement induits de ces objectifs. Cependant, la coïncidence entre critères et objectifs n'est pas la seule articulation à laquelle il est nécessaire de parvenir.
Une autre articulation s'impose, en effet, entre les critères et les données de la formation juridique telle qu'elle existe concrètement. « *Tout se passe comme si la définition du contenu même des critères dépendait d'une connaissance préalable par l'évaluateur des conditions réelles d'applicabilité des projets et notamment du profil réel de la population concernée* »[1].
C'est, par conséquent, à la condition de prendre à la fois en compte la teneur des objectifs référents et les conditions concrètes de la formation juridique existante que de « bons » critères peuvent apparaître.

Par critère, nous entendons « *caractère ou propriété d'un objet permettant de porter sur lui un jugement de valeur* »[2].
Chaque critère est assorti d'indicateurs. Les indicateurs servent à déterminer le niveau de respect du critère. Un indicateur est «*une caractéristique particulière témoignant de l'existence d'une phénomène déterminé ; un signe auquel on reconnaît la présence d'un effet escompté* »[3].

Quelles sont les propriétés des objectifs pédagogiques référents ?
Ils présentent tout d'abord la caractéristique d'être préétablis. Ils constituent, en effet, le socle de la pratique pédagogique enseignante. L'intentionnalité est, donc, le premier critère que nous retiendrons. Les indicateurs permettant d'apprécier sa présence sont la formalisation des objectifs dans le projet pédagogique, la communication des objectifs pédagogiques par le formateur auprès des apprenants en début de formation, le retour sur ces objectifs en fin de formation afin de vérifier s'ils ont été réalisés ou non.

Une autre caractéristique des objectifs pédagogiques est qu'ils sont finalisés. En effet, ils visent à faire de l'apprenant en même temps un professionnel technicien, un professionnel stratégique, un professionnel émancipateur et un professionnel reconnu. La professionnalité, entendue comme disposition professionnelle au développement de compétences, donc de capacités socialement reconnues, apparaît comme un deuxième critère. Nous avons retenu comme indicateur la présence des sept capacités : la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers ; la capacité à mener une intervention juridique efficiente ; la capacité à se doter d'un réseau juridique performant ; la capacité à s'exprimer dans un langage juridique ; la

[1] Jean-Marie BARBIER, *L'évaluation en formation*, PUF, 1994, 309p. ; p.237.
[2] Charles HADJI, *L'évaluation, règles du jeu*, op. cit., p.186.
[3] Id., p.188

capacité à s'approprier de la documentation juridique ; la capacité à agir comme un salarié stratégique ; la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur.

Les objectifs pédagogiques, tels que nous les avons définis, présentent, enfin, la spécificité de comprendre une articulation dialectique de savoirs théoriques et pratiques. La multiréférentialité, qui repose sur une lecture croisée, théorique et pratique, d'un objet, en l'occurrence, pour nous, la formation juridique des travailleurs sociaux, constitue le dernier critère. Jacques Ardoino[1] y voit « *une pluralité de regards [pour ne pas dire de savoirs], autant concurrents qu'éventuellement tenus ensemble par tout un jeu d'articulations voire de conjugaisons dialogiques* »[2]. Elle permet d'appréhender les choses dans leur globalité, dans leur complexité. Au lieu d'engager sur une démarche de classification, de découpage des phénomènes, elle débouche, au contraire, sur une opération de compréhension, « *d'accompagnement* »[3] dans une dimension de totalité.
Le premier indicateur, que nous retenons pour en vérifier l'existence, est la présence des trois catégories de savoirs : savoirs théoriques, savoirs procéduraux et savoirs pratiques. Le périmètre de chacun de ces savoirs, autrement dit la place qu'ils occupent les uns par rapport aux autres, constitue le deuxième critère.

Au total, trois critères déterminent les objectifs pédagogiques référents : l'intentionnalité, la professionnalité et la multiréférentialité, chacun d'eux étant assorti d'indicateurs. Toutefois, la pertinence de ces critères ne peut être définitivement établie que s'ils sont applicables dans les conditions de la formation juridique telle qu'elle existe.

CRITERES	INDICATEURS
Intentionnalité	• la formulation des objectifs • la communication des objectifs aux stagiaires en début de formation • le rappel des objectifs en fin de formation
Professionnalité	• la présence des sept capacités : capacité à saisir les demandes juridiques des usagers ; capacité à mener une intervention juridique efficiente ; capacité à se doter d'un réseau juridique performant ; capacité à s'exprimer dans un langage juridique ; capacité à s'approprier de la documentation juridique ; capacité à agir comme un salarié stratégique ; capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur
Multiréférentialité	• le développement de trois catégories de savoirs : savoirs théoriques, savoirs procéduraux, savoirs pratiques • le périmètre des savoirs

Nous allons maintenant suivre le même parcours en ce qui concerne les méthodes pédagogiques, c'est-à-dire définir le contenu de ces méthodes, les critères et les indicateurs qui y sont attachés afin de pouvoir évaluer par la suite les méthodes pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux telle qu'elle existe.

[1] Jacques ARDOINO, *Les avatars de l'éducation*, PUF, 2000, 270p.
[2] Id., p.126.
[3] Id., p.259.

§2. LA DEFINITION DES MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Pour définir les modes de travail pédagogique référents, nous nous appuyons sur les objectifs pédagogiques référents que nous venons de fixer. En effet, ce sont les méthodes, qui permettent de les atteindre au plus haut degré, qui seront choisies.
Leur confrontation avec la pratique pédagogique enseignante peut se faire à partir d'une grille de lecture qu'il convient ensuite de déterminer, toujours en prenant en compte les méthodes pédagogiques effectivement mises en oeuvre.

La réalisation des objectifs pédagogiques référents repose, concrètement, sur la mise en place ou plusieurs modes de travail pédagogique.
Nous avons vu que ces objectifs sont déclinés en trois catégories de savoirs : les savoirs théoriques, les savoirs procéduraux et les savoirs pratiques. Ces savoirs sont articulés les uns aux autres. Or, Marcel Lesne, dans son ouvrage consacré au travail pédagogique[1], propose un ensemble articulé de méthodes permettant précisément de les produire simultanément.

Cet auteur retient trois modes de travail pédagogique (MTP) :

- le MTP 1, de type transmissif, à orientation normative, conduit à « *transmettre des savoirs, des valeurs, ou des normes, des modes de pensée, de percevoir et d'agir, c'est-à-dire des biens culturels en même temps que d'organisation sociale correspondante* »[2]. Il tend à faire reproduire des concepts établis sans qu'il soit possible d'ébranler leur légitimité. La transmission des savoirs théoriques repose sur le MT1 ;
- le MTP 2, de type incitatif, à orientation personnelle, fonctionne principalement « *au niveau des intentions, des motifs des dispositions des individus et cherche à développer un apprentissage personnel des savoirs* »[3]. C'est un mode de travail pédagogique qui vise à une appropriation du savoir et à son adaptation à une situation donnée mais qui ne prétend pas à une approche critique ou une mise en cause de ses fondements. En tout cas, il permet d'acquérir des savoirs procéduraux ;
- le MTP 3, de type appropriatif, « *est centré sur l'orientation sociale de l'individu considérée comme une médiation par laquelle va s'exercer l'acte de formation comme point de départ et point d'arrivée de l'appropriation cognitive du réel* »[4]. Ici, appropriation et remise en question des concepts vont de pair. Autrement dit, la personne accède à un savoir qui devient ensuite l'outil de sa propre modification. L'apprenant, une fois formé, devient acteur dans un champ qu'il cherche à transformer. « *Les personnes en formation sont surtout considérées comme des agents sociaux susceptibles d'intervenir au niveau de la capacité que possède toute société d'agir sur son propre fonctionnement* »[5]. Les savoirs pratiques des apprenants constituent la matière première du travail pédagogique et constituent le fondement de la connaissances théorique, par le biais de l'acte de formalisation ;

---

[1] Marcel LESNE, *Travail pédagogique et formation d'adultes*, L'Harmattan, 1994, 185p.
[2] Id., p.37.
[3] Id.
[4] Id.
[5] Id., p.11.

Ces trois modes de travail pédagogique présentent des caractéristiques différentes du point de vue :

- du point d'ancrage de travail pédagogique,
- de la logique du travail pédagogique,
- du rapport au savoir,
- du rapport au pouvoir,
- des agents principaux du dispositif pédagogique,
- des effets sociaux.

Elles sont précisées dans le tableau ci-dessous.
Ils retiennent tous notre attention, mais à des degrés différents. En effet, les objectifs pédagogiques que nous avons définis font appel, pour être réalisés, à leur commune mise en oeuvre.
Cependant, nous privilégions l'objectif de développer chez les travailleurs sociaux le capital juridique nécessaire à l'amélioration de leur position professionnelle, ainsi que de former des agents capables de donner aux usagers les moyens juridiques de s'émanciper et, par là, capables de transformer les rapports de force existants. Pour cette raison, le mode de travail pédagogique de type appropriatif apparaît comme le plus pertinent.

LES CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES MODES D'ACTION PEDAGOGIQUE

Principales caractéristiques	Mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP 1)	Mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP 2)	Mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP 3)
Point d'ancrage du travail pédagogique	1. les exigences de la vie économique et sociale dans son ensemble 2. les exigences particulières des conditions de vie des individus et des groupes sociaux 3. les dimensions individuelles des comportements en référence à des normes plus générales de comportement	1. chez les personnes en formation, le champ : • des dispositions, motifs, intentions, aspirations • des forces internes créatrices et dynamiques 2. le vécu des phénomènes sociaux qui joue sur leur expression et leur libération 3. dimensions interpersonnelles des relations sociales réelles	1. les conditions des situations réelles de la vie quotidienne 2. le jeu des rapports sociaux qui déterminent la position sociale et le changement social 3. dimensions sociales réelles des relations entre les personnes
Logique du travail pédagogique	1. déterminé, l'individu (objet d'influences sociales) est objet de formation 2. donner une forme par une action didactique centrée dur l'individu	1. se déterminant, l'individu (sujet de sa propre vie sociale) est sujet de sa formation 2. induire le développement personnel par des actions de prise de conscience dans le cadre de petits groupes	1. déterminé, se déterminant, l'individu (agent d'influences sociales) est agent de sa formation en même temps qu'il agit socialement 2. aider à l'appropriation cognitive du réel par une action pédagogique reliée étroitement aux activités réelles des personnes en formation
Rapport au savoir	1. existence d'un savoir objectif et cumulatif 2. nécessité d'un détour théorique préalable sous la conduite d'un initiateur et d'un guide en vue de mener à des degrés différenciés d'autonomie dans la maîtrise du savoir 3. pédagogie du modèle de savoir et de l'écart par rapport au modèle	1. existence de différentes formes de savoir et de non-savoir 2. nécessité d'une action préalable sur les attitudes et les motivations en vue de dégager ou de renforcer l'autonomie fondamentale de la personne 3. pédagogie du libre accès motivé aux différentes sources du savoir	1. existence d'un double statut scientifique et social du savoir 2. nécessité d'un cadre et d'outils théoriques en vue de faciliter l'appropriation personnelle du réel dans ses déterminations et ses relations 3. pédagogie de la relation dialectique entre théorie et pratique

Rapport au pouvoir	1. acceptation du pouvoir pédagogique et exercice direct de ce pouvoir 2. délégations mineures de pouvoir aux personnes en formation 3. contrôle quantitatif et étalonné des connaissances : la sanction vient de l'enseignant	1. refus de l'exercice explicite du pouvoir pédagogique et exercice de formes non directes de ce pouvoir 2. mise en place de certaines modalités de cogestion ou d'autogestion des groupes 3. contrôle qualitatif et auto-évaluation : la sanction vient du groupe	1. reconnaissance du pouvoir pédagogique et traitement de ce pouvoir en relation avec les formes sociales du pouvoir 2. exercice démocratique du pouvoir dans un travail en commun des formateurs avec les personnes en formation 3. évaluation en commun des effets réels dans le cadre des activités quotidiennes : la sanction vient de l'œuvre
Agents principaux du dispositif pédagogique	Didactes, instructeurs, enseignants, conférenciers, spécialistes et détenteurs d'un savoir théorique ou professionnel, imprimant des modèles de pensée et des structures préalables à l'action	Animateurs sachant créer les conditions permettant l'expression de « besoins » et la libération des forces latentes qui fournissent la motivation et l'énergie nécessaires à l'acquisition ultérieure et autodidactique des savoirs et des compétences	Equipe de formateurs assurant la relation dialectique entre la compétence théorique et la performance effective et facilitant la relation entre la formation et l'action sur les circonstances de la vie quotidienne
Effets sociaux	1. fonction assignatrice et curative : préparer à des rôles donnés ou combler le décalage entre les comportements des individus et les exigences générales et particulières de la société 2. formation de produits sociaux par l'imposition d'une qualification professionnelle et sociale 3. reproduction du système des rapports économiques et sociaux existants (reproduction sociale)	1. fonction équilibratrice et adapatatrice : préparer les individus à s'adapter de façon active aux exigences nouvelles nées d'événements internes ou externes à la société et aux ajustements consécutifs des statuts et des rôles sociaux 2. formation d'acteurs sociaux susceptibles de se resituer dans le cadre de situations sociales qui évoluent sous l'action de changements considérés comme des variables indépendantes 3. adaptation aux exigences de fonctionnement du système des rapports économiques et sociaux existants (adaptation sociale)	1. fonction productrice et transformatrice : développer chez les individus, à partir de leur position sociale, la capacité de modifier les conditions d'exercice de leurs activités quotidiennes 2. formation d'agents sociaux susceptibles d'intervenir sur les orientations d'une société par une action opérée à partir des positions sociales occupées et reliant les activités quotidiennes aux enjeux sociaux globaux 3. production de nouvelles formes de rapports économiques et sociaux (production sociale)

Source : Marcel LESNE, *Travail pédagogique et formation d'adultes*, op. cit., pp.178-179.

La construction de chaque capacité, articulée en savoirs théoriques, savoirs procéduraux et savoirs pratiques, renvoie donc à un, deux ou trois modes de travail pédagogique, le dernier (MTP 3) recevant un accueil privilégié.

Au stade où nous nous trouvons, ce sont de simples bases qui sont jetées, des pistes de travail qui sont ouvertes dans le but de donner de la consistance à grille de lecture de la formation juridique actuelle des travailleurs sociaux, proposée en fin de paragraphe.

- **En ce qui concerne tout d'abord le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP 1)**

De l'analyse de la reconnaissance sociale et du contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, nous dégageons la présence d'activités juridiques normalisatrices des travailleurs sociaux, propres à répondre aux attentes des pouvoirs publics.

Ces activités se rassemblent autour de trois points forts :

- Le développement du phénomène de juridicisation (inflation de lois juridiques écrites) et de la judiciarisation (multiplication des contentieux portés devant les tribunaux) des rapports sociaux, en particulier ceux qui s'expriment dans le champ du travail social,
- La nécessité de répondre à la demande juridique des usagers du travail social,
- La nécessité de rendre conformes au droit en vigueur les comportements et les actions des usagers du travail social.

C'est à partir de ces points formes que nous pouvons établir, en termes de contenus, les savoirs théoriques ou encore les types de normes visés. La liste de ces savoirs n'est pas exhaustive :

- la définition du droit : les conceptions du droit (positivisme, idéalisme, dialectique), le champ juridique (agents et institutions juridiques, les lois du droit, le langage juridique (les différents types de langage, les mots juridiques), la documentation juridique, les sources du droit (loi, jurisprudence, coutume), la rencontre du droit et des valeurs (l'éthique) ;
- les droits et libertés des personnes ;
- le cadre juridique du travail social (les politiques d'aide sociale) : les grandes lois qui régissent le travail social : loi sociale, loi contre les exclusions, loi en faveur des personnes handicapées, ordonnance de 1945 sur l'enfance délinquante, loi de 1989 sur la lutte contre les mauvais traitements, etc. ;
- la législation du travail applicable aux travailleurs sociaux (droit du travail, droit de la fonction publique) : statuts, contrats de travail, droits et obligations du salarié et de l'employeur, responsabilités (secret, discrétion), conflits, ruptures du contrat de travail, contentieux, les groupements professionnels, etc. ;
- le cadre juridique de l'aide à l'accès au droit : la législation, les professionnels de l'aide à l'accès au droit, les juristes (la division du travail juridique), les Maisons du droit et de la justice, les demandes juridiques des usagers etc. ;
- les droits sociaux : le cadre juridique, les conditions légales de leur attribution ;
- le droit des usagers du travail social ;
- les contrats en travail social : le contrat d'insertion, le contrat APJM, le contrat de séjour, etc. ;

- le règlement juridictionnel et amiable (médiation, conciliation) des différends.

Etant donné l'ampleur des connaissances, la méthode la plus appropriée est, a priori, le cours magistral. Celui-ci permet, en effet, de transmettre un maximum de données, de connaissances, dans un minimum de temps, à un nombre important de personnes qui n'ont d'autre alternative que d'emmagasiner passivement ces données.
C'est une méthode privilégiée dans les universités où les enseignements sont dispensés à des groupes comptant le plus souvent plusieurs centaines d'étudiants, et où le programme de formation est extrêmement lourd.
Toutefois, lorsque que le groupe n'en compte que quelques dizaines, il est possible de l'agrémenter d'autres méthodes dialogiques comme la résolution de cas, la lecture de textes juridiques, le jeu de questions/réponses ou encore les exercices d'initiation comme répondre à une question à choix multiple, compléter un texte juridique dont des parties ont été soustraites par des termes de droit, élaborer un texte juridique, un contrat par exemple.
Or, à partir du moment où les groupes de travailleurs sociaux en formation sont limités à quelques dizaines, ce sont des méthodes qui nous paraissent plus profitables que le cours magistral stricto sensu parce qu'elles favorisent la participation des apprenants mais surtout un commencement d'appropriation du langage et du raisonnement juridiques.

Les personnes appelées à enseigner, à « faire cours », sont celles qui possèdent un double savoir, à la fois social et juridique. Ce sont, par conséquent, soit des juristes qui ont une expérience professionnelle qui s'inscrit dans le travail social, soit, inversement, des travailleurs sociaux qui ont une expérience professionnelle dans le droit. Autrement dit, ce sont des professionnels intervenant dans le champ socio-juridique. En font, par exemple, partie les juges des enfants, les juges de tutelles, les avocats pour enfants, les médiateurs, les conciliateurs, les juristes d'associations ou d'administrations du travail social , les éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, de l'Aide sociale à l'enfance, etc.

Les rapports entre l'enseignant et les apprenants sont des rapports de transmetteurs de connaissances à récepteurs. En principe, il en résulte que l'enseignant « *échappe à toute critique ou évaluation de « vérité », dans la mesure où il se donne pour la vérité qui est bonne à connaître par l'étudiant et qu'il lui est demandé d'assimiler et non de discuter* »[1]. Pour éviter que l'enseignant puisse donner libre cours et toute-puissance à sa personnalité et céder à des abus de position dominante en empêchant systématiquement les apprenants de s'exprimer et de le faire dans un sens différent, des garde-fous pourraient être mis en place. Il pourrait s'agir d'un groupe d'enseignants et de travailleurs sociaux en formation, chargés de définir et de défendre une éthique de l'enseignement juridique.
L'évaluation vise à vérifier le niveau des connaissances juridiques. Elle peut, par exemple, prendre la forme d'un questionnaire ; le candidat devant répondre à une ou plusieurs questions. Il peut d'agir, également, d'un questionnaire à choix multiples (QCM). Dans ce cas, il lui demandé pour chaque question, figurant dans une liste plutôt longue, de choisir une ou plusieurs réponses parmi celles qui sont proposées.

Le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative prépare finalement les travailleurs sociaux en formation à devenir des techniciens du droit. Il a surtout vocation à les doter des connaissances juridiques de base nécessaires au traitement des demandes juridiques des usagers, conditionnées par ce que la loi en vigueur offre (application du droit en vigueur). De manière secondaire, il constitue une base du travail d'appropriation

[1] Paul ORIANNE, *Eléments pour une pédagogie juridique*, op. cit., p.204.

du droit pour devenir des acteurs juridiques à part entière (transmission de ces connaissances juridiques de base).

- **En ce qui concerne ensuite le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP 2)**

Les points d'ancrage du travail pédagogique sont :

- la motivation et les dispositions que les travailleurs sociaux en formation manifestent pour le droit,
- leur représentation du droit,
- le rapport entre la situation professionnelle individuelle, actuelle ou future, et le droit (secteur professionnel, poste occupé)

D'une part, il est question d'intervenir dans le processus de socialisation juridique des apprenants, c'est-à-dire le « *processus d'appropriation, d'assimilation progressive et de réorganisation par le sujet, dans son propre univers de représentations et de savoirs, des éléments du droit qui régit la société* »[1]. Ce qui implique, dans un premier temps, la prise de conscience de sa manière de concevoir et d'agir le droit et, dans un second temps, après en avoir pris conscience, en fonction d'une situation problématique donnée, de la possibilité de se diriger vers d'autres modes de pensée et d'action. Ce processus d'appropriation inclut l'utilisation du langage juridique. Le travailleur social, en prenant l'habitude de s'exprimer en droit, améliore son niveau de socialisation juridique.
Il importe, d'autre part, de donner aux apprenants les moyens d'acquérir, quand ils auront quitté la formation, par leurs propres moyens, des savoirs et des compétences juridiques.

Le travail en petits groupes est le meilleur moyen de provoquer l'émergence de cette double prise de conscience et de prendre le réflexe de s'exprimer dans des termes juridiques. En effet, en se confrontant les uns aux autres en cercle restreint, les travailleurs sociaux apprennent à se connaître eux-mêmes en tant que sujets de droit, à connaître les différents types de sujets possibles que représentent les autres travailleurs sociaux du groupe, ainsi qu'à se positionner d'un point de vue langagier comme des sujets de droit.
Des discussions, des débats peuvent s'organiser autour de thèmes centraux comme la justice, l'éthique, par exemple, ou à partir de situations sociales problématiques au regard du droit.
Pour ce qui est de l'acquisition ultérieure et autodidactique des savoirs et des compétences juridiques, différentes démarches peuvent être encouragées : la création par les apprenants d'un porte-documents juridique indispensable (ouvrages, revues, sites internet juridiques utiles au travailleur social), la résolution de cas pratiques, la fréquentation de lieux ressources comme les bibliothèques, les centres d'information, etc.

L'animateur est « *un médiateur qui favorise l'expression, la communication, qui oriente le développement de la personnalité en stimulant les potentialités psychologiques et culturelles* »[2]. Il est chargé de réguler l'activité des groupes, veillant au bon déroulement du processus de socialisation.

L'animateur est continuellement en arrière-plan. Ce sont les apprenants, sujets de la formation, qui sont les artisans de leur apprentissage. Il n'intervient qu'à la demande des apprenants, lorsque ces derniers se trouvent en difficulté ou en cas de démotivation.

---

[1] Chantal KOURILSKY-AUGEVEN, op. cit., p.17.
[2] Jacques HEDOUX, op. cit., p.94.

C'est le travailleur social en formation lui-même qui évalue le chemin qu'il a parcouru en coopération avec l'animateur et le groupe.

Le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle conduit les travailleurs sociaux à produire et exprimer leurs propres modes de pensée et d'action juridiques et, au besoin, à pouvoir les renouveler, de manière à progresser sur le plan professionnel.

- **En ce qui concerne en fin le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP 3)**

Le MTP 3 prend racine dans plusieurs phénomènes :

- les inégalités de positions dans le champ juridique, le fait qu'il existe un ordre juridique dans lequel les juristes occupent une position dominante, les travailleurs sociaux une position intermédiaire et les usagers une position dominée, voire pas de position du tout en raison du volume et de la structure du capital juridique qu'ils possèdent chacun,
- les difficultés, non seulement pour les travailleurs sociaux, mais également pour les usagers, d'avoir accès au droit au sens de citoyenneté, c'est-à-dire d'être des acteurs juridiques capables d'engager des stratégies de développement du capital juridique,
- les conditions de passage de l'état d'objets ou sujets à l'état d'acteurs juridiques.

Ce ne sont pas les savoirs qui sont en cause, mais les représentations des apprenants. L'action à mener consiste, d'abord, à faire prendre conscience au travailleur social en formation de ses représentations juridiques, de ce qu'elles sont plurielles, que certaines dominent et d'autres sont dominées et, ensuite, à élargir la conception juridique dialectique ou émancipatrice de façon à permettre, dans la pratique professionnelle, la mise en oeuvre de stratégies de développement de son capital juridique et du capital juridique des usagers.

L'émergence de telles dispositions et leur opérationnalisation dans l'action reposent sur un va-et-vient entre la théorie et la pratique, entre la connaissance scientifique du champ juridique et sa transformation concrète. Or, la pédagogie de l'alternance l'encourage, en tout cas si elle est envisagée comme une « *application des savoirs de la formation dans l'action..., une rétroaction des savoirs acquis par l'action, analyse collective et transformation éventuelle des contenus et méthodes de formation* »[1].
Elle suppose, en premier lieu, une prise de responsabilité professionnelle des stagiaires à partir de laquelle la réalité des rapports socio-juridiques peut se révéler, en second lieu, une relecture de cette réalité immédiate sur la base de concepts acquis au moment de la formation théorique, en troisième lieu, une intervention socio-juridique stratégique, concrètement pensée, de nature à modifier la réalité de départ.
Dans la mesure où c'est la pratique qui prime, les apprenants se trouvent sur le terrain avant d'être en formation. Ils observent les situations et en font une première lecture, brute, sous forme de compte-rendus. Les comptes-rendus servent de matière première à la formation théorique, comme point de départ de la théorisation ou conceptualisation. Ils représentent également des supports autour desquels une dynamique de groupe s'organise, servant à exprimer les contradictions rencontrées. Lorsque ces contradictions sont dépassées par un

[1] Id., p.99.

travail collectif, et les situations concrètes vécues mises en concepts, analysées, l'intervention peut se construire et se réaliser.

Les formateurs sont des praticiens-chercheurs à l'interface des sciences juridiques et des sciences sociales, travaillant en articulation. Ils assurent la cohérence de la démarche dialectique d'apprentissage, notamment en entretenant des rapports réguliers avec les responsables des lieux de stage ou de travail et en multipliant les échanges avec les apprenants.

Les formateurs font le lien entre la réalité professionnelle et la formation théorique. En ce sens, ils sont des sortes de « référents » avec lesquels les apprenants entretiennent des relations réciproquement constructives.

L'évaluation porte sur l'avancement de la relation pratique/théorie/pratique, et s'exerce dans un cadre collectif.

Le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale contribue à faire des travailleurs sociaux en formation, des acteurs juridiques stratégiques capables de transformer, en mobilisant le droit, les situations sociales existantes en faveur des travailleurs sociaux eux-mêmes et des usagers et, consécutivement, de bousculer l'ordre juridique établi.

Nous nous sommes inspirée de la définition, par Marcel Lesne, des caractéristiques principales des modes de travail pédagogique[1] pour élaborer les caractéristiques spécifiques des modes de travail pédagogique en droit applicables à la formation juridique des travailleurs sociaux. Celles-ci sont rassemblées sous la forme du tableau suivant.

[1] Voir tableau pp.340-341.

LES MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE EN DROIT DANS LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Principales caractéristiques	Mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP 1)	Mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP 2)	Mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociales (MTP 3)
Points d'ancrage du travail pédagogique / le lancement de l'activité	1. le développement du phénomène de juridicisation et de judiciarisation des rapports du travail social 2. la nécessité de répondre à la demande juridique des usagers du travail social 3. la nécessité de rendre conformes au droit en vigueur les comportements et les actions des usagers du travail social	1. la motivation et les dispositions que des travailleurs sociaux en formation manifestent pour le droit 2. leur représentation du droit 3. le rapport entre la situation professionnelle individuelle, actuelle ou future et le droit	1. les inégalités de positions dans le champ juridique ou l'existence d'un ordre juridique composé d'acteurs dominants et d'acteurs dominés 2. les difficultés d'accès au droit des usagers du travail social 3. les conditions de passage de l'état d'objets ou de sujets à l'état d'acteurs juridiques
Rapports au savoir / l'activité dominante	Les savoirs juridiques portent sur : *la définition du droit *le cadre juridique du travail social *la législation du travail applicable aux travailleurs sociaux *le cadre juridique de l'aide à l'accès au droit *les droits sociaux *le droit des usagers *les contrats en travail social *le régime juridique des associations de 1901 *le règlement juridictionnel et amiable des différends	1. le développement du processus de socialisation juridique des apprenants par : *la prise de conscience de leur manière de penser et d'agir le droit *la prise de conscience d'autres manières de le penser et l'agir *l'expression juridique 2. appropriation des moyens permettant de réactualiser ses connaissances juridiques et d'améliorer son savoir-faire juridique	Le développement d'un habitus juridique émancipateur nécessitant : *la prise de conscience d'un habitus juridique à la fois normalisateur et émancipateur *la mise en place d'actions stratégiques d'augmentation du capital juridique des travailleurs sociaux eux-mêmes mais aussi des usagers

Logiques du travail pédagogique	1. méthode de base : le cours magistral 2. méthodes complémentaires : la présentation de situations concrètes, la lecture de textes juridiques (lois, décrets, jurisprudences, contrats, etc.)	Travail en petits groupes : *discussions, débats autour de sujets comprenant une dimension juridique *démarche de recherche documentaire en droit *résolution de cas pratiques	Pédagogie de l'alternance : *prise de responsabilité professionnelle permettant d'observer la dimension juridique du travail social *l'analyse scientifique de cette dimension *la transformation du travail social par la mobilisation d'une dimension scientifique du droit
Agents principaux du dispositif pédagogique	Personnes qui détiennent un double savoir, social et juridique : *des juristes qui ont une expérience professionnelle dans le travail social *des travailleurs sociaux qui ont une expérience professionnelle dans le domaine du droit	Animateurs chargés de veiller au bon déroulement du processus de socialisation juridique, intervenant à la demande des apprenants, ainsi qu'en cas de difficultés ou de démotivation	Equipe de praticiens-chercheurs en sciences sociales et/ou juridiques assurant la relation dialectique entre l'acquisition des compétences juridiques théoriques et leur mise en oeuvre dans la réalité du travail social de sorte que celui-ci progresse au bénéfice des travailleurs sociaux et des usagers
Rapports au pouvoir	1. rapports de transmetteurs à récepteurs de connaissances juridiques fondés sur le respect d'une éthique enseignante permettant d'éviter les abus d'autorité et de personnalité de l'enseignant 2. évaluation du niveau des connaissances acquises (questionnaire, QCM)	1. rapports d'animateurs à sujets de la formation juridique basés sur le volontarisme 2. le travailleur social en formation évalue lui-même, en coopération avec le groupe et l'animateur, le chemin parcouru	1. rapports d'accompagnateurs à acteurs de la formation juridique centrés sur l'émancipation 2. évaluation sur l'avancement de la relation pratique/théorie/pratique dans un cadre collectif
Effets sociaux	1. fonction de techniciens, dotés de connaissances juridiques de base capables de répondre à la demande juridique des usagers du travail social 2. fonction de gardiens de la paix sociale, assurant la conformité au droit en vigueur des comportements et des actions des usagers du travail social	1. fonction de sujets juridiques capables de penser, dire et agir le droit par eux-mêmes 2. fonction de professionnels capables d'évoluer au niveau de leur situation individuelle par la mobilisation du droit	1. fonction de professionnels juridiques stratégiques faisant progresser leur propre situation mais aussi celle des usagers 2. fonction d'acteurs juridiques bousculant l'ordre juridique établi au bénéfice des dominés

Le référent intègre les trois modes de travail pédagogique.
Le premier, le mode de travail pédagogique de type transmissif, permet aux travailleurs sociaux d'acquérir des connaissances juridiques de base, en particulier le langage juridique, indispensable à leurs activités juridiques normalisatrices (traitement de la demande juridique des usagers), mais surtout leur reconnaissance sociale comme acteur juridique et à leurs activités juridiques émancipatrices. Bien qu'elle soit nécessaire, l'acquisition d'un savoir juridique ne doit cependant pas occuper une place dominante dans la formation.
Le mode de travail pédagogique de type participatif vient concurrencer le mode transmissif. Il est susceptible d'apporter aux travailleurs sociaux les éléments de réflexion nécessaires à la construction d'une pensée et de modes d'actions juridiques favorables à l'émergence d'un habitus juridique plus émancipateur que normalisateur.
Enfin, le mode de travail pédagogique de type appropriatif, dominant au regard de notre prise de position, est le seul capable de rendre les travailleurs sociaux en formation acteurs, sachant engager des stratégies fondées sur le droit propres à améliorer leur situation professionnelle. C'est le seul également capable de faire en sorte que les travailleurs sociaux deviennent des facteurs de socialisation juridique des usagers, des professionnels chargés de leur transmettre le droit à des fins émancipatrices.

Deux critères principaux paraissent se dégager : la diversification des modes de travail pédagogique et la prédominance du mode de travail pédagogique de type appropriatif.
Chacun de ces critères est assorti d'indicateurs. Pour le premier, il s'agit de la variabilité des points d'ancrage, des rapports au savoir, des agents pédagogiques, des logiques de travail pédagogique, des rapports au pouvoir et des effets sociaux. Pour le second, les indicateurs sont la prédominance des caractéristiques du travail pédagogique du MTP3 : l'ancrage dans les contradictions d'intérêts entre les acteurs dominants et les acteurs dominés du champ juridique, le développement d'un savoir agir et d'un savoir penser dialectique en droit, source d'un habitus juridique émancipateur, le recours à une pédagogie de l'alternance, réelle, c'est-à-dire permettant un aller-retour dans les deux sens entre savoirs de type théorique et savoirs de type pratique, l'implication de praticiens-chercheurs ayant une double compétence sociale et juridique, aussi bien pratique que théorique, l'instauration d'une relation pédagogique constructive entre le formateur et l'apprenant, tout ceci permettant de produire des travailleurs sociaux acteurs juridiques stratégiques pour eux-mêmes mais aussi pour les usagers du travail social.

CONCLUSION DU CHAPITRE

De l'analyse des besoins de formation, ancrée dans le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux et dans la position sociale que ces derniers occupent en relation avec le capital juridique qu'ils possèdent, nous avons déduit des objectifs de formation.

A partir de là, des objectifs pédagogiques et des modes de travail pédagogique du référent ont pu être définis. Les objectifs pédagogiques ont été déclinés en sept capacités, elles-mêmes explicitées en savoirs théoriques, savoirs procéduraux et savoirs pratiques. Quant aux méthodes pédagogiques, elles ont été classées en trois catégories, méthode transmissive, participative et appropriative, chacune ayant fait l'objet de précisions sur le point d'ancrage, le rapport au savoir, la logique du travail pédagogique, les agents du dispositif pédagogique, le rapport au pouvoir et les effets sociaux.

Les critères qui permettent d'évaluer les objectifs pédagogiques sont l'intentionnalité, la professionnalité et la multiréférentialité. Chaque critère a été assorti d'indicateurs. En ce qui concerne l'intentionnalité, les indicateurs sont au nombre de trois. Il s'agit de la formulation des objectifs, la communication des objectifs aux stagiaires en début de formation et le rappel des objectifs en fin de formation. Pour ce qui est de la professionnalité, l'indicateur est la présence des sept capacités. Enfin, la multiréférentialité pourra être appréciée sur la base du développement des différents types de savoirs que sont les savoirs théoriques, les savoirs procéduraux et les savoirs pratiques.

Quant aux critères applicables aux modes de travail pédagogique, c'est, d'une part, la diversification des méthodes et, d'autre part, la prédominance de la méthode appropriative. Le premier critère s'appuie sur un indicateur qui est la variabilité des composantes des méthodes pédagogiques, tant au niveau des points d'ancrage, des rapports au savoir, des agents pédagogiques, des logiques de travail pédagogique, des rapports au pouvoir que des effets sociaux. L'indicateur lié au second critère est la prédominance des caractéristiques du travail pédagogique du MTP3.

Maintenant que nous nous sommes dotée des outils nécessaires pour comparer les composantes de notre modèle de formation juridique avec celles de la formation juridique telle qu'elle existe, l'évaluation proprement dite va pouvoir commencer. Elle va porter à la fois sur les objectifs pédagogiques et les modes de travail pédagogique.

CHAPITRE IX : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

INTRODUCTION

En confrontant le référent, c'est-à-dire le modèle de formation juridique qui répond aux besoins des travailleurs sociaux et des usagers, avec la formation juridique telle qu'elle existe, nous escomptons dégager à la fois des points communs et des différences. Comme le résume Jean-Marie Barbier, il s'agit de faire « *un bilan des points forts et des points faibles, de l'action évaluée, de ses avantages et de ses inconvénients, de ses qualités et de ses défauts, de ses valeurs et de ses insuffisances* »[1]. Les points forts et les points faibles de la formation juridique existante porteront dans un premier temps sur les objectifs pédagogiques et, dans un second temps, sur les modes de travail pédagogique.
Pour faire ce bilan, nous n'avons pu exploiter des travaux déjà réalisés. Aucune trace d'une évaluation de la formation juridique des travailleurs sociaux n'a été trouvée. C'est la raison pour laquelle le travail que nous présentons est une première application d'un référent à des pratiques pédagogiques, qui nécessiterait des prolongements.

Cette évaluation repose sur une dernière sous-hypothèse qui clôture l'ensemble de notre démarche. Nous soutenons que la formation juridique, telle qu'elle est dispensée aujourd'hui, développe, chez les travailleurs sociaux, des compétences techniques permettant le traitement des demandes juridiques des exclus au détriment des compétences stratégiques indispensables à l'évolution professionnelle, à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit, ainsi qu'à l'émancipation des exclus.

Toutefois, avant de chercher à vérifier la pertinence de ces propos, il nous semble important d'exposer le contexte dans lequel la pratique pédagogique des formateurs s'inscrit. En effet, cette pratique se situe dans un cadre institutionnel qui la détermine et un jeu d'acteurs régulé en partie par le droit. La compréhension des activités pédagogiques exige donc un questionnement sur ce jeu d'acteurs au niveau politique : qui intervient ? Pour faire quoi ? Selon quelle logique ?

La formation des travailleurs sociaux : un jeu d'acteurs

La formation des travailleurs sociaux est l'affaire d'un ensemble d'acteurs institutionnels et d'acteurs pédagogiques. Les pouvoirs publics, les centres de formation, les employeurs mais également les formateurs, les étudiants ou stagiaires interviennent à des niveaux différents dans sa définition.

[1] Jean-Marie BARBIER, *L'évaluation en formation*, op. cit., p.258.

La position dominante qu'occupe l'Etat dans le dispositif de formation des travailleurs sociaux découle des termes mêmes de la loi. Celle-ci lui reconnaît, en effet, le pouvoir d'agréer les établissements, publics ou privés, assurant la formation des travailleurs sociaux et, consécutivement, de leur accorder un financement. L'agrément est octroyé par le préfet qui représente l'Etat dans la région. Le financement, garanti en cas d'agrément, couvre uniquement les dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire « *d'une part, les dépenses liées à l'emploi des formateurs nécessaires à la mise en oeuvre quantitative et qualitative des formations définies par le contrat, d'autre part, les dépenses d'ordre administratif et pédagogique sur la base d'un forfait national par étudiant* »[1]. Ainsi que le souligne la Mission d'évaluation de 1995[2], en rappelant les propos d'une circulaire du 25 avril 1994, « *les dotations accordées par l'Etat au financement des formations initiales... n'ont pas vocation à couvrir de façon systématique toutes les dépenses* »[3].
C'est au ministère en charge des affaires sociales que le rôle de pilote est dévolu. Le pilotage vaut surtout pour la formation initiale, la formation continue relevant du droit commun. Il est exercé par l'administration centrale, la Direction de l'action sociale (DAS), au moyen de la création et de la délivrance des diplômes, de la production de l'offre de formation, de la définition des programmes et du financement des centres de formation.
A l'occasion de l'adoption de la loi contre les exclusions, le 29 juillet 1998, l'Etat a manifesté sa volonté de se doter d'un véritable cadre d'orientation, articulant les objectifs des politiques sociales avec les qualifications des travailleurs sociaux. Désormais, le Schéma national des formations sociales constitue un outil de référence en matière d'organisation et d'évolution de la formation des travailleurs sociaux. « *Elaboré dans la concertation, sur la base d'un diagnostic partagé, ce schéma a l'ambition de tracer des perspectives qui donnent cohérence à l'ensemble des dispositions prises pour adapter les formations sociales (VAP, apprentissage, réforme des formations) et qui doivent s'inscrire dans les politiques générales de formation (harmonisation européenne des diplômes, réforme de la formation professionnelle, formation tout au long de la vie, réforme de l'enseignement supérieur)* »[4]. Il contribue à renforcer les prérogatives de l'Etat.

Le ministère est relayé localement par les Directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) pour la mise en oeuvre des directives adoptées à l'échelon central et le contrôle du dispositif de formation. Les DRASS sont notamment chargées d'organiser les concours et les examens.
Mais il apparaît, selon le *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*[5], que la liaison entre les deux niveaux, national et régional, est insatisfaisante. Ainsi, il relève que « *la déconcentration de l'animation de l'appareil de formation s'accompagne aujourd'hui d'une insuffisance de l'impulsion nationale. Les indications parvenant aux régions sont essentiellement d'ordre budgétaire et contreviennent parfois aux rares incitations pédagogiques* »[6]. Il s'ensuit un manque d'investissement des DRASS dans leur rôle d'animateur auxquelles la Mission d'évaluation reproche de ne pas prendre suffisamment d'initiatives que ce soit pour la mise en place de concertation avec les partenaires, ou pour la mobilisation des moyens nécessaires au développement d'une réflexion autour du dispositif.

---

[1] Article L.451-2 alinéa 2 du code de l'action sociale et des familles.
[2] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, avril 1995, 267p.
[3] Id., p.217.
[4] Ministère de l'emploi et de la solidarité, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, mai 2001, 138p.
[5] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, op. cit.
[6] Id., p.199.

La formation des travailleurs sociaux est assurée par des centres de formation agréés et financés. Précisons d'emblée que ce sont généralement les mêmes qui assurent, en même temps, la formation initiale et la formation continue. Ils « *contribuent à la qualification et à la promotion des professionnels et des personnels salariés et non salariés engagés dans la lutte contre l'exclusion, la prévention et la réparation des handicaps ou inadaptations, la promotion du développement social* »[1].
Ce sont soit des personnes de droit public, soit, dans la majeure partie des cas, des personnes de droit privé prenant la forme d'associations de 1901. Une distinction est opérée entre les centres de formation monofilière, agréés pour une seule catégorie de travailleurs sociaux, et les centres bi ou multifilière. En 2001, le Schéma fait état de 313 établissements dispensant au moins une formation au travail social : 210 monofilière, 46 bifilière, 44 multifilière et 13 Instituts régionaux du travail social (IRTS). 240 sont des établissements de droit privé (77%), 73 sont des établissements de droit public (23%)[2].
Pour remplir leurs missions, les centres de formation disposent des subventions allouées par l'Etat ainsi que des droits d'inscription des étudiants, dont le montant maximum est fixé annuellement par les ministre des affaires sociales. Ils peuvent bénéficier, en outre, des rémunérations de services, des participations des employeurs et/ou des subventions des collectivités publiques.

Les employeurs interviennent également dans le dispositif de formation des travailleurs sociaux. Dans le cadre de la formation initiale, ils passent une convention avec les centres de formation. D'un côté, les centres y voient un moyen de garantir des stages en nombre suffisant et de les pérenniser. La convention présente l'avantage supplémentaire de prévoir, parfois, le financement par l'employeur d'un demi-poste de coordinateur de stage. D'un autre côté, l'employeur y trouve la satisfaction de former des stagiaires à ses exigences.
Le conventionnement est l'outil privilégié d'organisation des rapports entres les centres de formation et les Conseils généraux[3].
Dans le cadre de la formation continue, les employeurs jouent un rôle fondamental puisque que ce sont eux qui la financent et la planifient.
D'ailleurs, la Mission d'évaluation de 1995 remarque une montée en puissance des employeurs, publics et privés, dans la définition de la formation des travailleurs sociaux. Selon elle, elle repose à la fois sur la logique entre l'offre de formation et le marché de l'emploi, la multiplication des contrats de qualification, qui assurent le fonctionnement de l'alternance, et le développement de la formation continue[4].

Plusieurs types de formateurs participent à la réalisation pédagogique de la formation des travailleurs sociaux.
Le formateur permanent a pour employeur principal le centre de formation. Il joue un rôle moteur en tant que responsable pédagogique d'une discipline ou d'une unité de formation. Pour obtenir l'agrément, le centre de formation se trouve dans l'obligation de recruter des formateurs inscrits sur une liste d'aptitude nationale dans des conditions fixées par voie réglementaire[5].

---

[1] Article L.451-1 du code de l'action sociale et des familles.
[2] Ministère de l'emploi et de la solidarité, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, op. cit., p.26 et p.126. 676 sections de formation se répartissent comme suit : niveau V : 208 (142 CAFAD, 66 AMP) ; niveau IV : 68 (59 ME , 9 TSIF) ; niveau III : 284 (56 ASS, 58 ES, 56 DEFA, 46 CESF, 35 EJE, 33 ETS) ; niveau II : 42 (27 DSTS, 15 CAFDES) ; Autres : 73.
[3] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, op. cit., pp.53-54.
[4] Id., pp.169-180.
[5] Article L.451-1 alinéa 2 du code de l'action sociale et des familles.

Le formateur vacataire, lui, est employé à titre occasionnel par le centre de formation. Il se situe dans une relation de prestation de service qui se limite à l'exécution de quelques heures d'enseignement. C'est la raison pour laquelle « *rarement, les vacataires sont considérés et se considèrent comme faisant partie de l'équipe pédagogique malgré des tentatives d'association ou de régulation dans de très nombreuses institutions* »[1].
Le formateur de terrain, intervenant uniquement dans le cadre de la formation initiale, est affecté au bon déroulement des stages. Il remplit une fonction qui reste floue, non réglementée, exception faite des moniteurs de stage assurant la formation des assistants de service social. Pour ces derniers, en effet, un arrêté du 16 mai 1980 précise non seulement qu'ils doivent être titulaires du diplôme d'Etat d'assistant de service social et d'une ancienneté professionnelle de trois ans, mais aussi que leur activité vise « *l'acquisition des techniques professionnelles, la maîtrise des connaissances pratiques nécessaires à l'exercice des responsabilités et la liaison entre les enseignements reçus à l'école et la pratique professionnelle* ».
Pour les autres, le silence demeure. A cet égard, les observations de la Mission d'évaluation sont que cette « *lacune réglementaire rend aléatoire une reconnaissance statutaire des formateurs de terrain, pourtant indispensable à la formation elle-même... La préparation de textes reconnaissant la place du terrain et rendant officielle sa mission aux côtés du principal responsable que resterait l'appareil de formation constitue un autre chantier important et urgent à ouvrir* »[2].

Les apprenants, inscrits dans les établissements dispensant des formations initiales, permanentes ou supérieures, sont titulaires de droits et de libertés. Ainsi, la loi leur reconnaît le droit de prétendre à l'attribution d'aides financières de l'Etat. Elle leur attribue également la liberté d'information et d'expression à l'égard des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels, dans le respect des activités d'enseignement et de recherche et de l'ordre public[3].
Les travailleurs sociaux en formation ont le statut d'étudiant et/ou le statut de stagiaire. Le statut étudiant est établi, dans des conditions fixées par décret, aux personnes inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques supérieures et des grandes écoles.
Ont la qualité de stagiaires les étudiants en situation de stage. Ce statut leur permet d'être couverts en matière de droits sociaux en cas d'accidents du travail. Pour autant, ils continuent, pendant la période du stage, d'être placés sous la responsabilité du centre de formation. La responsabilité de l'établissement d'accueil est limitée à la dimension technique et pédagogique. Sont également considérées comme stagiaires les personnes bénéficiant des actions de formation continue. Ces actions sont détaillées à l'article L.900-2 du code du travail. Rapidement, il s'agit des actions de préformation et de préparation à la vie professionnelle, des actions d'adaptation, des actions de promotion, des actions de prévention, des actions de conversion et des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances.
Les effectifs sont en augmentation constante. Depuis 1991, toutes formations confondues, ils ont progressé de 28,5%[4]. La progression n'est cependant pas la même pour toutes les formations. En effet, alors que les formations de niveau III (assistants de service social, éducateurs spécialisés) stagnent à 18%, les formations de niveau V, elles, explosent, à hauteur

[1] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, op. cit., pp.90.
[2] Id., p.94.
[3] Article L.451-3 du code de l'action sociale et des familles.
[4] Ministère de l'emploi et de la solidarité, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, op. cit., p.27.

de 155,7% pour les aides médico-psychologiques (AMP), de 51,5% pour les moniteurs éducateurs[1].

L'organisation de la formation des travailleurs sociaux est tripartite. Elle comprend la formation initiale, la formation supérieure, la formation continue.

➢ La formation initiale

La formation initiale des travailleurs sociaux, près de 32000 en 1998[2], s'organise autour de quatre filières : la filière éducative, la filière conseil et assistance, la filière animation et la filière aide à domicile.

FILIERES	FORMATIONS
Education	Assistant de service social Conseiller en économie sociale et familiale Conseiller conjugal et familial Délégué à la tutelle
Conseil et assistance	Educateur spécialisé Educateur de jeunes enfants Educateur technique spécialisé Moniteur éducateur Moniteur d'atelier Aide médico-psychologique
Animation	Animateur
Aide à domicile	Travailleuse familiale Assistante maternelle Auxiliaire de vie Aide ménagère

L'accès aux différentes filières suppose un certain niveau d'études et la réussite d'un examen d'entrée appelé sélection. Le contenu de la formation comprend un enseignement théorique et pratique. L'examen en vue de l'obtention du diplôme comprend une épreuve écrite, qui prend souvent la forme d'un questionnaire, une épreuve orale du type entretien, et la présentation d'un travail de recherche, dossier ou mémoire.
Voici ce qu'il en est précisément pour la formation d'éducateur spécialisé et d'assistant de service social.

	ACCES		DUREE / CONTENU			EPREUVES D'ADMISSION
	Niveau	Sélection	Durée	Enseignement théorique	Stage	
Assistant de service social	IV (bac)	Oui	3 ans	1100 h.	14 mois	*travail de synthèse (dossier) *présentation orale d'une situation sociale *mémoire
Educateur spécialisé	IV (bac)	Oui	3 ans	1450 h.	15 mois	*épreuve écrite de psychopédagogie *questionnaire *entretien *mémoire

[1] Id.
[2] Id., p.124.

Les formations sociales reposent sur le principe de l'alternance.
« *Sa conception implique que les stages ne soient pas conçus comme l'application pratique des enseignements théoriques délivrés dans les centres de formation, ni comme une mise en situation professionnelle en fin de parcours de formation. Au contraire, le modèle de l'alternance dans les formations sociales suppose que le terrain de stage est en lui-même un lieu d'acquisition de connaissances dans chacun des registres (savoirs, savoir-faire, savoir-être). Dans cette conception, l'alternance doit favoriser une interrogation réciproque entre les enseignements dispensés en centre de formation et les savoirs acquis en stage* »[1].

Les définitions de l'alternance sont multiples. De plus, il n'existe pas une forme d'alternance mais plusieurs, ce qui en complique encore la détermination. Aussi nous ne chercherons pas à faire le tour de la question mais, simplement, à mobiliser quelques références susceptibles d'éclairer l'alternance d'un point de vue pédagogique, telle qu'elle est considérée dans le champ de la formation initiale des travailleurs sociaux.
Philippe Meirieu[2] propose une conception de l'alternance, idéale, telle qu'elle devrait toujours exister. Pour lui, « *les situations d'alternance se caractérisent par le fait qu'un sujet est confronté à des tâches d'élaboration (réaliser une pièce de théâtre, rédiger un reportage ou un compte-rendu, etc.), qu'il rencontre là des obstacles et qu'il va ensuite dans des lieux de formation spécifiques travailler avec des ressources formatives (qui peuvent être des personnes ou des documents) pour apprendre à surmonter ces obstacles ; en ce sens, la réussite d'une situation d'alternance tient dans l'articulation du temps de production et du temps de formation, effectués dans des lieux et avec des responsables différents mais fortement reliés par un obstacle-objectif* »[3]. Une alternance réussie apparaît comme le processus par lequel un apprenant mobilise les ressources de la formation nécessaires au dépassement des obstacles rencontrés en situation professionnelle en vue d'atteindre un objectif.
Sa mise en oeuvre repose sur trois exigences. La première est la mise en situation professionnelle de l'apprenant, la seconde l'interactivité entre la formation pratique et la formation théorique, la troisième, la mise à disposition de formateurs assurant cette interactivité.
Il arrive, fréquemment, que ces exigences ne soient que partiellement réalisées. Du point de vue de Jean Clenet[4], l'alternance, « *si elle peut apporter beaucoup est culturellement et terriblement exigeante et difficile à mettre en oeuvre* »[5], en tout cas à partir du moment où on cherche à répondre à la question suivante : « *comment et en fonction de quoi, à quelles conditions et dans quels contextes un individu peut-il construire – déconstruire ses propres représentations ou tout simplement se former ou se transformer ?* »[6].

Jacques Hédoux[7] distingue trois types d'alternance en fonction du degré de réalisation. L'alternance est dite juxtapositive lorsque les périodes de stage et de formation théorique s'emboîtent en dehors de toute articulation pédagogique. Elle est qualifiée d'approchée à partir du moment où elle permet à l'apprenant d'appliquer les connaissances théoriques acquises au centre de formation dans les situations professionnelles rencontrées lors du stage.

---

[1] Id., p.30.
[2] Philippe MEIRIEU, *Objectif-obstacle et situations d'apprentissage*, pp.289-299 in Jean HOUSSAYE (sous la direction de), *La pédagogie : une encyclopédie pour aujourd'hui*, ESF, 1993, 351p.
[3] Id., pp.295-296.
[4] Jean CLENET, *Représentations, formations et alternance. Etre formé et/ou se former ?, L'Harmattan*, 1998, 249p.
[5] Id., p40.
[6] Id.
[7] Jacques HEDOUX, *Se former à la pédagogie*, op. cit., pp.99-100.

En revanche, en sens inverse, les savoirs issus de la pratique ne sont pas conceptualisés. L'alternance réelle est celle qui remplit les trois exigences énoncées plus haut.

Dans quelle catégorie d'alternance la formation initiale des travailleurs sociaux se situe-t-elle ? Si elle se situe, en principe, dans l'alternance réelle, ancrée dans « *une interrogation réciproque* » entre la théorie et la pratique, un certain nombre de difficultés concrètes en empêche la pleine application.
L'état des lieux, effectué à l'occasion de l'élaboration du Schéma national des formations sociales, en révèle six :

- *difficultés à trouver en nombre suffisant des lieux de stage de qualité et diversifiés,*
- *procédure d'agrément des stages diversement appliquée,*
- *insuffisante formalisation des objectifs attendus,*
- *insuffisante prise en compte dans la validation finale,*
- *difficultés de suivi par les centres de formation,*
- *temps de stage jugé globalement un peu trop long et question quant à la pertinence du maintien du stage de « découverte »*[1].

Mais, déjà en 1995, la Mission d'évaluation pointe des conditions défavorables à la réalisation optimale de l'alternance. Elle souligne alors que l'alternance repose sur une coopération étroite entre les acteurs de l'école et du terrain et que « *tel n'est pas globalement le constat que fait la Mission* »[2]. Selon elle, plusieurs facteurs concourent à ce résultat : l'absence de politique de formation de formateurs ayant une double compétence théorique et pratique, la non reconnaissance des formateurs de terrain, la pénurie de stages ou leur inadéquation, le manque de coordination entre les différents acteurs de l'alternance (centres de formation et employeurs) normalement assurée par les DRASS, l'absence ou l'insuffisance d'outils pédagogiques permettant de faire le lien entre les enseignements et la pratique professionnelle.
Au regard de ces difficultés, qui portent surtout atteinte à l'articulation entre les savoirs théoriques et les savoirs pratiques, l'alternance telle qu'elle existe peut être considérée comme approchée.

Une autre particularité des formations sociales est qu'elles sont reliées entre elles par deux mécanismes originaux : la transversalité et les passerelles.
La transversalité est un « *cadre général d'harmonisation favorisant la mobilité professionnelle par l'instauration de créditations réciproques entre les différentes filières* »[3]. Elle permet d'organiser des moments d'enseignement communs réunissant, par exemple, des élèves suivant la formation d'éducateur spécialisé et de moniteur éducateur ou la formation d'aide médico-psychologique et d'aide à domicile.
Les passerelles sont des allègements de formation dont peuvent profiter des personnes titulaires d'un diplôme en travail social, qui souhaitent suivre une autre formation sociale. Ils portent sur les contenus de formation, non sur les épreuves de sélection ou d'admission. A titre d'illustration, l'arrêté du 6 juillet 1990 instituant des allègements de formation en faveur de certains candidats au diplôme d'éducateur spécialisé prévoit que « *les étudiants justifiant de trois années d'expérience professionnelle sur un emploi d'éducateur spécialisé peuvent bénéficier d'une allègement de formation théorique d'un tiers de la durée totale de la formation. En ce qui concerne les stages, ils doivent effectuer un stage de trois mois dans un*

---

[1] Ministère de l'emploi et de la solidarité, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, op. cit., p.30.
[2] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, op. cit., p.43.
[3] Circulaire du 7 août 1990 relative à la refonte des formations de moniteurs-éducateurs et d'éducateurs spécialisés.

établissement ou service de nature différente de leur lieu d'activité professionnelle »[1]. De cette manière, les professionnels, faisant fonction d'éducateur spécialisé sans en avoir le titre, ont la possibilité d'obtenir le diplôme en suivant une formation « allégée ».

➢ La formation supérieure

Certes, nous n'avons pas retenu la formation supérieure des travailleurs sociaux comme champ d'investigation dans la mesure où l'enseignement du droit y apparaît résiduel. Cependant, dans un souci d'approche globale du dispositif de formation des travailleurs sociaux nécessaire à la compréhension du jeu d'acteurs, nous avons décidé d'en tracer les lignes directrices.

Il n'existe actuellement que deux formations sociales supérieures, nonobstant les formations supérieures classiques, universitaires du type DEA ou DESS.
Elles conduisent à l'obtention du diplôme supérieur en travail social (DSTS), créé en 1978 et, depuis réformé[2], ou du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement social (CAFDES), datant de 1989.
Ce sont des diplômes de niveau II. La formation se déroule obligatoirement dans le cadre de la formation continue.

FORMATION	ACCES		DUREE	EPREUVES
	Niveau	Prise en charge		
DSTS	*Diplômes d'Etat d'ES, d'ASS, de CESF, d'EJE, d'ETS, d'animateur, de directeur d'établissement ou de service délivrés par le ministre de l'Education nationale, le ministre chargé de la Jeunesse et des Sports, le directeur de l'Ecole nationale de la santé publique *5 ans d'exercice professionnel	Cours d'emploi obligatoire	3 ans 670 h.	Mémoire
CAFDES	*directeur ou responsabilité d'encadrement de 5 ans + épreuves de sélection	Cours d'emploi obligatoire	3 ans 1000 h.	*3 épreuves écrites *contrôle continu *mémoire

Chaque année, environ 150 personnes obtiennent le DSTS. Le DSTS atteste les compétences acquises dans les domaines de la connaissance et de l'expertise des politiques sociales, de la conception, de la mise en oeuvre et de l'évaluation de projets d'intervention sociale, de la direction et de la gestion de services et de l'encadrement d'équipes, de la méthodologie de recherche.
Dans la logique du Schéma national des formations sociales, il fera l'objet d'une évaluation, à l'issue de la première promotion (2002) en vue de faire mieux coïncider la formation des professionnels avec les besoins des employeurs.
Le CADFES est délivré en moyenne à 200 personnes par an. C'est un diplôme de référence pour les directeurs des établissements sociaux et médico-sociaux. De plus en plus, cependant, il entre en concurrence avec des formations universitaires de type DESS. Sa réforme est par conséquent engagée. Elle est axée sur un ensemble de principes :

- *un accès à la formation élargi,*
- *une réduction de la durée de la formation,*

[1] Article 3.
[2] Décret n°98-162 du 12 mars 1998, JORF du 14-03-1998.

- *une rénovation du programme au regard des compétences requises nécessaires dégagées dans le référentiel professionnel,*
- *un parcours de formation plus personnalisé,*
- *une mise en oeuvre de la validation des acquis professionnels*[1].

➢ La formation continue

La formation continue permet d'améliorer ses compétences professionnelles et d'accroître son niveau de qualification. Elle s'inscrit dans une relation de travail existante.
Les formations sociales diplômantes, initiales et supérieures, peuvent ou doivent même parfois s'effectuer dans le cadre de la formation continue. Dans cette hypothèse, les bénéficiaires sont classés dans la catégorie « cours d'emploi ».
Par ailleurs, c'est une multitude de stages qui est proposée aux travailleurs sociaux qui souhaitent développer leurs compétences. Mais l'offre de formation, très diffuse en la matière, reste inorganisée.

Ainsi que le constate la Mission d'évaluation, « *L'absence de politique de formation continue des personnels qualifiés, revers de l'absence de possibilité de carrière dans les métiers du social, est une donnée commune à l'ensemble des filières : l'alternance entre travail et formation est conçue uniquement autour de la qualification initiale. Alors que les employeurs signalent les mutations du travail social et l'évolution des compétences attendues, alors que les professionnels manifestent le besoin d'être soutenus et accompagnés face aux difficultés croissantes de leur action, il n'existe pas, une fois la qualification initiale obtenue, de politique de formation continue permettant l'adaptation, la préparation aux changements collectifs, la promotion individuelle. Le manque d'articulation entre formation initiale et formation continue ou plutôt l'absence de politique de formation continue est présenté par la plupart des acteurs comme l'un des dysfonctionnements majeurs de la formation au travail social* »[2].

De cette présentation, nous dégageons un point important pour la suite de notre démarche. Le dispositif de formation des travailleurs sociaux, tel que nous l'avons présenté, est défini par une pluralité d'acteurs. Le poids de chacun d'entre eux dans cette définition dépend de la place qu'ils occupent dans le classement. Ainsi, les acteurs institutionnels, en position dominante, exercent une influence plus grande que les acteurs pédagogiques qui, eux, se trouvent, dans une situation dominée.
Par ailleurs, nous avons pu constater que la formation continue repose sur une organisation plus souple que la formation initiale, plus contraignante sur le plan réglementaire. La perspective de transformer la formation serait donc plus facilement envisageable dans le cadre de la formation continue.
Aussi, notre démarche d'évaluation tiendra compte à la fois de la distinction entre les acteurs et de la différenciation entre la formation initiale et la formation continue.

---

[1] Ministère de l'emploi et de la solidarité, *Schéma national des formations sociales 2001-2005*, op. cit., p.32.
[2] Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, op. cit., p.64-66.

§1. L'EVALUATION DES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION JURDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Introduction

Les objectifs pédagogiques de la formation juridique sont l'affaire de plusieurs acteurs, comme c'est le cas pour la formation des travailleurs sociaux prise dans sa globalité. Ils sont aux mains d'acteurs politiques ou administratifs comme la DAS ou la DRASS et d'acteurs pédagogiques, les centres de formation et les formateurs en droit, permanents ou vacataires. Ces acteurs expriment ces objectifs chacun à leur manière. La prise en compte de ces différents niveaux d'expression implique de se référer à la fois au contenu de la réglementation, des projets pédagogiques (formation initiale) et des plaquettes de présentation des stages juridiques (formation continue), aux propos des formateurs sur ce qu'ils font, ainsi qu'aux actions pédagogiques effectivement mises en oeuvre.

Au niveau de la réglementation, en ce qui concerne la formation initiale, nous centrerons notre analyse sur le contenu des textes régissant la formation des éducateurs spécialisés et des assistants de service social, ainsi que sur le contenu des projets pédagogiques des centres de formation de la région Nord/Pas-de-Calais. Ces centres de formation sont : l'Ecole d'éducateurs spécialisés (EES), l'Institut social Lille Vauban (ISLV), l'Institut régional du travail social (IRTS), le Centre de formation des personnels de l'enfance inadaptée (CFPEI), l'Institut universitaire de technologie B carrières sociales (IUT-B).
En ce qui concerne la formation continue, les centres de formation de la région Nord/Pas-de-Calais, qui proposent aux travailleurs sociaux des stages juridiques sont : la Vie Active formation (LVAF), le Groupement régional d'éducation permanente (GREP), l'Union régionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (URIOPSS), l'ISLV formation continue, l'Intervention formation action recherche (IFAR). En tout, seize stages juridiques ont été repérés comprenant, chacun, un énoncé des objectifs pédagogiques.

Nous avons recueilli les propos des formateurs dans le cadre d'entretiens. Les caractéristiques de l'échantillon de formateurs interrogés sont les suivantes :

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
Formateur permanent	X			X		X						X		X		X	X			X
Formateur vacataire		X	X		X		X	X	X	X	X		X		X			X	X	
Formation initiale	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X
Formation continue			X		X			X	X	X		X	X		X				X	
Juriste	X	X	X		X			X		X	X	X			X					X
Travailleur social				X			X		X				X	X		X	X	X	X	

Sur les vingt formateurs en droit interviewés, huit sont des formateurs permanents, qui généralement sont responsables ou coresponsables pédagogiques de la formation juridique, douze sont des formateurs vacataires, qui interviennent occasionnellement dans les centres de formation des travailleurs sociaux et qui ont un employeur principal extérieur. Ce déséquilibre est à relier directement au fait que la formation juridique est massivement dispensée par des vacataires. A une exception près (E12), tous opèrent dans le cadre de la formation initiale.

Environ la moitié d'entre eux intervient également dans le cadre de la formation continue. Seul un formateur ne s'occupe que de la formation juridique continue. Cette répartition s'appuie sur le constat que l'offre de formation juridique est beaucoup plus dense dans la formation initiale que dans la formation continue. Les formateurs sont indifféremment issus du droit et du travail social, ce qui explique la parité (relative) de l'échantillon entre les juristes et les travailleurs sociaux.
Nous avons élaboré une grille de lecture[1] afin d'analyser ce que les formateurs disent à propos des objectifs. Elle se compose de catégories correspondant aux capacités dégagées de l'analyse des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux. Il s'agit, rappelons-le, de la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers, la capacité à mener une intervention juridique, la capacité à se doter d'un réseau juridique, la capacité à s'exprimer dans un langage juridique, la capacité à s'approprier de la documentation juridique, la capacité à agir comme un salarié stratégique et la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur. Chacune de ces capacités a été déclinée en trois types de savoirs, théoriques, procéduraux et pratiques.

Nous avons également observé les formateurs dans l'exercice de leur enseignement. Nous en avons choisi dix parmi les vingt interrogés. Chacun d'eux a été observé en une séance d'une durée de 3 heures (demi-journée) ou de 6 heures (journée). Revenons brièvement sur la manière dont l'échantillon a été constitué. La parité entre les formateurs juristes et les formateurs travailleurs sociaux a été recherchée. Ils sont, pour la plupart, vacataires dans la mesure où l'enseignement du droit est majoritairement assuré par des vacataires, au détriment des formateurs permanents. L'inégalité entre les séquences de la formation juridique initiale et celles de la formation juridique continue s'explique par la fréquence et la durée très réduite de ces dernières. Finalement l'échantillon obtenu est le suivant :

	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10
Formateur permanent	X	X	X							
Formateur vacataire				X	X	X	X	X	X	X
Formation initiale	X	X	X		X	X	X	X		X
Formation continue				X					X	
Juriste	X	X			X	X		X		
Travailleur social			X	X			X		X	X

Les dix séquences pédagogiques observées ont fait l'objet d'une grille de lecture[2]. Leur analyse se base sur cinq catégories : le lancement du travail, le contenu des échanges, la logique du travail pédagogique, la qualité de l'intervenant et le rapport au pouvoir.

Chacun de ces trois niveaux d'expression, ce qui est prescrit dans les documents réglementaires et pédagogiques, ce qui est dit par les formateurs et ce qui est fait par ces derniers dans le cadre de leur séquence pédagogique, va pouvoir être maintenant évalué.

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux
[2] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques.

L'évaluation portera sur les objectifs pédagogiques. Pour ce faire nous allons nous baser sur les critères et les indicateurs précédemment définis, et résumés dans ce tableau.

CRITERES	INDICATEURS
Intentionnalité	• la formulation des objectifs • la communication des objectifs aux stagiaires en début de formation • le rappel des objectifs en fin de formation
Professionnalité	• la présence des sept capacités : capacité à saisir les demandes juridiques des usagers ; capacité à mener une intervention juridique efficiente ; capacité à se doter d'un réseau juridique performant ; capacité à s'exprimer dans un langage juridique ; capacité à s'approprier de la documentation juridique ; capacité à agir comme un salarié stratégique ; capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur
Multiréférentialité	• le développement de trois catégories de savoirs : savoirs théoriques, savoirs procéduraux, savoirs pratiques • le périmètre (contenu) des savoirs

1.1. Les objectifs pédagogiques soumis au critère d'intentionnalité

L'évaluation de l'intentionnalité des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux s'appuie sur trois indicateurs : la formulation des objectifs, la communication des objectifs en début de formation, le rappel des objectifs en fin de formation. Ce qui est dit et ce qui est fait par les formateurs à propos des objectifs seront mis à l'épreuve de ces trois indicateurs. En revanche, pour ce qui est prescrit, seul le premier indicateur pourra effectivement jouer.

➢ L'intentionnalité au regard de la formulation des objectifs

✓ Dans ce qui est prescrit

La première question qui se pose est de savoir si les objectifs pédagogiques[1] apparaissent expressément dans la réglementation et dans les projets pédagogiques régissant la formation juridique des travailleurs sociaux.

Au niveau de la formation initiale, nous nous référons aux prescriptions de la Direction de l'action sociale (DAS), rattachée au ministère en charge des affaires sociales, exclusivement compétente pour définir les programmes de formation initiale des travailleurs sociaux[2].

[1] Tels que nous les avons définis en référence à Daniel HAMELINE dans le chapitre VIII consacré à un idéal-type de formation juridique des travailleurs sociaux.
[2] Elle est également compétente pour créer et délivrer les diplômes, agréer et financer les centres de formation, article 6 de l'arrêté du 04-09-1991 relatif à l'organisation de la DAS.

L'arrêté du 6 juillet 1990[1] portant sur la formation des éducateurs spécialisés donne des indications précises sur le programme de formation. Celui-ci se décompose en huit unités de formation (UF), dont l'unité juridique[2] qui représente 180 heures. A propos de celle-ci il est précisé que :

« *L'objet de cet enseignement est de présenter les éléments fondamentaux du droit et des institutions sociales françaises en les intégrant dans le champ professionnel d'intervention des éducateurs.*

Cette unité juridique doit répondre à quatre nécessités professionnelles :

1) *donner aux étudiants des connaissances juridiques de base,*
2) *leur permettre d'acquérir une information suffisante sur le dispositif institutionnel dans le cadre duquel se situera leur action,*
3) *familiariser de futurs professionnels avec des modes de raisonnement juridiques pour l'exercice d'une profession confrontée en permanence à des problèmes de régulation de conflits ou de situation par rapport à une règle,*
4) *analyser la complexité des approches juridiques dans des dispositifs au carrefour des sphères publiques et privées* ».

S'agit-il d'objectifs pédagogiques ? Rappelons que les objectifs pédagogiques sont des « *énoncés des capacités à faire acquérir dans une action de formation* »[3]. Si nous nous en tenons à cette définition pour étudier ce qui est prescrit, les deux premières « nécessités professionnelles » ne constituent pas des objectifs pédagogiques puisqu'elles n'énoncent aucune capacité. Seules les deux dernières peuvent être considérées comme telles.

Dans la réglementation de la formation des assistants de service social[4], ce sont les dispositions relatives au programme de formation qui comprennent des précisions sur les objectifs pédagogiques juridiques. Celui-ci est découpé en six unités de formation dont celle consacrée au cadre institutionnel de l'action sociale[5], représentant 160 heures.

Un seul objectif est énoncé en ces termes : « *L'enseignement de cette unité doit permettre aux stagiaires en formation d'acquérir les connaissances juridiques nécessaires pour analyser avec rigueur les situations sociales et en tenir compte dans leurs interventions* ».

Il s'agit de savoir, maintenant, si les projets pédagogiques confirment ou infirment ces constats. Nous nous appuyons sur les projets pédagogiques des centres de formation des éducateurs spécialisés et des assistants de service social de la région Nord/Pas-de-Calais, au nombre de cinq. Seul celui de l'IRTS se montre silencieux sur les objectifs pédagogiques liés à l'enseignement du droit.

A l'EES, le projet pédagogique opère une distinction entre objectifs généraux et objectifs pédagogiques. Chacune des deux catégories est déclinée en trois capacités :

- pour les objectifs généraux en capacités à :

---

[1] Arrêté fixant les modalités de sélection et de formation des éducateurs spécialisés, d'organisation des examens pour l'obtention du diplôme d'Etat et conditions d'inscription et d'agrément des centres de formation et conditions d'agrément des directeurs et des responsables d'unité de formation, JORF du 08-07-1990.

[2] Les autres unités de formation sont : l'UF1 pédagogie générale relations humaines, l'UF2 pédagogie de l'expression et techniques éducatives, l'UF3 approches des handicaps des inadaptations et pédagogie de l'éducation spécialisée, l'UF4 vie collective, l'UF5 économie et société, l'UF7 culture générale professionnelle, l'UF8 unité de spécialisation.

[3] Daniel HAMELINE, op. cit., p.101.

[4] Décret du 6 mai 1980 relatif à la formation des assistants de service social, JORF du 11-05-1980 ; arrêté du 16 mai 1980 relatif aux modalités d'organisation des stages professionnels, au programme et au déroulement des enseignements et aux épreuves du diplôme d'Etat d'assistant de service social, JORF du 26-06-1980 ; arrêté du 7 mars 1986 relatif aux conditions d'admission dans les établissements de formation au diplôme d'Etat d'assistant de service social, JORF du 19-03-1986 ; arrêté du 7 mars 1986 modifiant l'arrêté du 16 mais 1986, JORF du 19-03-1986.

[5] Egalement Théorie et pratique de l'intervention en service social, Economie sociale, Environnement social, Relations humaines et Santé, éducation sanitaire et protection médico-sociale de la population.

- « *se repérer, se situer dans le contexte socio-politique et juridique de l'action éducative et sociale, à décrire une institution, les usagers dans leurs aspects institutionnels et juridiques,*
- *utiliser et mettre en oeuvre des textes juridiques adéquats pour la construction d'un diagnostic d'une situation-problème où il se situe en tant qu'acteur institutionnel, et à élaborer un projet d'intervention, après avoir analysé les enjeux institutionnels et socio-politiques,*
- *négocier un projet d'intervention avec les acteurs institutionnels, le mettre en oeuvre et l'évaluer* ».

❑ pour les objectifs pédagogiques en capacités à :

- « *recueillir et classer les informations de son terrain de stage, en fonction des textes juridiques en vigueur dans le champ de l'action sociale, de définir et décrire les usagers, le rôle de la famille dans le contexte juridique et donc de maîtriser les taxinomies et catégories juridiques de l'aide sociale,*
- *choisir une situation-problème dans laquelle il est acteur, de rechercher les textes juridiques nécessaires à l'analyse et la compréhension de cette situation-problème, et donc d'en faire un diagnostic,*
- *élaborer et construire un projet d'intervention, le négocier avec les acteurs institutionnels, élaborer des stratégies d'intervention qui tiennent compte des enjeux juridiques, institutionnels et politiques, le mettre en oeuvre et l'évaluer* ».

Au premier coup d'œil, il apparaît que les deux séries de capacités sont très ressemblantes, pour ne pas dire identiques. Mais cette remarque ne porte pas atteinte à la réalité de l'intentionnalité. C'est d'ailleurs un principe expressément revendiqué dans le projet pédagogique. Celui-ci prévoit, en effet, à propos de l'approche par les objectifs en pédagogie, que « *cette démarche favorise l'individualisation des procédures de formation et la prise en compte des acquis antérieurs. Elle permet aussi de dégager le référentiel de valeurs sous-jacent aux dispositifs d'intervention, de clarifier nos intentions pédagogiques pour une pédagogie du contrat, de mieux spécifier nos pratiques et, par un bilan personnalisé, de faciliter la promotion de moniteur-éducateur en éducateur spécialisé, et d'une manière générale les réductions de formation* ».

A l'IUT-B, cinq objectifs sont inscrits dans le projet pédagogique :

- « *donner aux étudiants les connaissances juridiques de base afin qu'ils puissent cerner les droits et obligations des familles, des mineurs et des adultes en difficulté au regard des règles de droit,*
- *leur permettre d'acquérir une information suffisante sur le dispositif institutionnel dans le cadre duquel se situera leur action, afin qu'ils soient en mesure, au regard de chaque situation, de repérer l'interlocuteur administratif ou judiciaire compétent, et de se situer dans le cadre d'un travail social de plus en plus collectif et interinstitutionnel,*
- *familiariser les futurs professionnels à des modes de raisonnement juridique, dans la perspective de l'exercice d'une profession confrontée en permanence à des problèmes de régulation et de conflit ou de prise de position par rapport à une règle,*
- *approfondir la connaissance juridique du secteur,*
- *analyser la complexité des approches au carrefour des sphères publiques et privées* ».

Hormis la quatrième qui n'en constitue pas une, les intentions pédagogiques sont clairement exprimées. Deux d'entre elles, la troisième et la cinquième, sont intégralement reprises dans les termes de l'arrêté du 6 juillet 1990. Les deux premières reprennent le libellé de l'arrêté en le complétant. Enfin, une intention supplémentaire apparaît : « approfondir la connaissance du secteur juridique », qui rejoint celle de « donner aux étudiants les connaissances juridiques de base ».

Au CEPEI, le projet pédagogique présente les objectifs généraux de la formation des éducateurs spécialisés de la façon suivante :
« *La professionnalisation de l'éducateur passe par une connaissance des textes fondamentaux qui régissent son travail :*

1. *textes qui permettent d'inscrire l'action dans le cadre général des droits et des devoirs des citoyens : données générales,*
2. *textes qui sont en relation avec le cadre juridique et législatif de l'action sociale : cadres institutionnels de l'action sociale,*
3. *textes qui concernent des approches plus spécifiques : le droit du travail et la responsabilité professionnelle, les repères de protection sociale, le droit des usagers.*

L'objectif principal sera de permettre à l'éducateur en formation d'être assez familiarisé avec le droit, les textes législatifs et l'investigation, la recherche dans ces domaines pour effectuer des approches transversales sur des objets s'appliquant plus directement à un ou plusieurs aspects de sa pratique professionnelle ».
Un seul objectif pédagogique apparaît, difficile à cerner par ailleurs, à savoir, utiliser le droit dans les pratiques professionnelles.
Dans le projet pédagogique de **l'ISVL** , sept principes d' « *organisation pédagogique* » sont énoncés :

- « *se familiariser avec les termes juridiques courants,*
- *acquérir des connaissances en droit public et privé,*
- *pouvoir analyser des textes législatifs et réglementaires,*
- *découvrir les institutions et dispositifs de l'action sociale,*
- *situer les responsabilités des acteurs,*
- *mettre leurs connaissances en oeuvre sur le terrain,*
- *élaborer des fiches techniques en vue de constituer leur propre « boîte à outils » ».*

Seuls cinq d'entre eux peuvent être considérés comme des objectifs pédagogiques. En effet, acquérir des connaissances en droit et découvrir les institutions et dispositifs du travail social ne sont pas convertibles en capacités.

Au niveau de la formation continue, les seize stages juridiques relevés comprennent des objectifs pédagogiques présentés sous la forme du tableau suivant. Ce tableau a été construit à partir du contenu des plaquettes de stages juridiques. Nous avons tout de suite classé les objectifs mentionnés dans ces plaquettes en types de capacités et en types de savoirs afin de pouvoir nous en servir au moment de la soumission de la formation juridique continue aux critères de professionnalité et de multiréférentialité.

THEMES	OBJECTIFS
Les responsabilités civiles et pénales dans le secteur socio-éducatif	• analyser les notions de responsabilité civile et pénale (C6 ; ST) • évaluer les risques propres à leurs fonctions (C6 ; SPra) • appréhender les conséquences des mises en jeu de responsabilité • (C6 ; SPro)
Application de la législation sociale...au travers des CCN du 15 mars 1966 et du 31 octobre 1951	• appréhender les problèmes liés à l'application de la législation sociale (C6.ST) • se situer par rapport au code du travail et à la convention collective nationale (C6 ; SPro) • apporter une réponse concrète à un problème .+++(C6 ; SPra)
Sensibiliser, comprendre, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité en établissements socio-éducatifs	• appréhender les règles en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (C6 ; SPra) • évaluer les risques propres à l'activité salariée (C6 ; SPra) • apporter une réponse à une situation donnée (C6 ; Spra)
Le secret dans les pratiques professionnelles entre déontologie et obligations légales, que faire ?	• clarifier les notions de déontologie et de secret professionnel (C6 ; ST) • intégrer dans leur pratique institutionnelle le respect des textes (C6 ; SPro) • agir dans le cadre de leurs missions (C6 ; SPra)
Pratiques institutionnelles et droit des mineurs	• analyser le droit des mineurs (C5 ; ST) • situer l'autorité parentale dans la prise en charge (C1 ; SPro) • intégrer dans sa pratique le droit des mineurs (C2 ; Fpro)
Les mesures de protection des personnes incapables majeurs – Aspects juridiques et sociaux	• informer sur les différentes mesures de protection à l'égard des personnes handicapées ou âgées (C2 ; SPro) • aider à la réflexion sur les situations rencontrées par les professionnels dans l'exercice de leur mandat ou en relation quotidienne avec les adultes protéges (C5 ; SPro)
La pratique tutélaire	• répertorier l'ensemble des tâches (prioritaires et complémentaires) et des informations que les différents professionnels au sein d'un service tutélaire doivent utiliser (C2 ; SPro) • Identifier leurs connexions (C5 ; SPra)
Approche juridique de la violence	• repérer le dispositif juridique en matière pénale (C5 ; SPro) • restituer le rôle de l'institution (C6 ; SPro)
Hygiène, sécurité et conditions de travail	• analyser les risques professionnels (C6 ; SPra) • proposer des mesures de prévention (C6 ; SPro) • intégrer l'hygiène et la sécurité dans l'organisation du travail (C6 ; SPro) • connaître la réglementation en matière de prévention/sécurité (ST)
Responsabilités juridiques et secret professionnel dans le travail social	• permettre d'élaborer une déontologie professionnelle fondée sur une meilleure prise en compte des différents régimes juridiques de responsabilités (C6 ; SPro)

	• accroître l'autonomie professionnelle par une meilleure connaissance des obligations de chacun (C6 ; ST) • analyser et confronter, sur le plan juridique et pratique, les questions de responsabilité et de secret au quotidien (C6 ; SPra)
Endettement, surendettement des familles	• permettre une connaissance pratique des notions fondamentales de gestion des ressources familiales (ST) • les situer dans un cadre de droits et des textes législatifs (C2 ; ST) • fonctionner en terme de réseaux et d'interpartenariat (C3 ; SPra) • d'interventions d'aides éducatives et sociales (C3 ; SPra)
Tutelle – Suivi social et éducatif	• réactualiser les connaissances et informations juridiques, techniques ou de pratique professionnelle sur la tutelle (ST)
Protection judiciaire et protection sociale	• assurer une meilleure articulation des deux champs d'intervention par une meilleure connaissance de leurs fondements respectifs (C2 ; ST) • promouvoir l'accès au droit commun des personnes bénéficiaires (C7 ; SPro) • comprendre le principe de subsidiarité à la source des différentes modalités d'intervention (C2 ; ST)
Travailleur et Aide sociale à l'enfance	• développer une meilleure connaissance de l'ASE afin de mieux se situer dans sa pratique professionnelle (C6 ; ST)
Droit et handicap	....
Construire et négocier un contrat avec des personnes en difficulté	• repérer ce qui pose problème dans l'élaboration du contrat, l'interaction professionnels/usagers, la place du contrat dans la pratique professionnelle (C2 ; SPro) • repérer les enjeux sous-jacents à la mise en place du contrat dans le travail social : lien avec le contexte socio-économique, lien avec le milieu social, lien avec la notion de « demande » (C2 ; ST) • clarifier leur positionnement professionnel à l'interaction de l'institutionnel et du relationnel (C6 ; SPra)
Accompagner professionnellement des jeunes victimes de maltraitances sexuelles	• situer la dimension juridique dans ces situations (C1 ; SPro) • repérer les évolutions récentes du droit (C5 ; SPro) • définir les conditions éthiques nécessaires à l'accompagnement de ces jeunes (C6 ; SPro)
Réactualisation des connaissances juridiques – Le crédit, le surendettement et l'accompagnement des familles	• connaître les différents types de crédits et les règles de protection de l'emprunteur (ST) • comprendre la portée de l'engagement de l'emprunteur (C5 ; SPro) • actualiser les connaissances en matière de surendettement (ST)
Réactualisation des connaissances – Droit de la famille	• comprendre des situations complexes rencontrées sur le terrain (C1 ; SPro) • réfléchir au sens des évolutions récentes du droit de la famille (C5 ; SPra)

Contre les exclusions, une loi d'orientation pour quoi faire ?	• permettre une meilleure connaissance des réalités et problématiques actuelles des situations de pauvreté et l'exclusion (ST) • connaître les grandes étapes et le contenu des politiques de lutte contre la pauvreté dans le contexte socio-économique actuel (ST) • analyser le contenu de la loi d'orientation et l'esprit (C5 ; SPro) • approfondir une réflexion sur les sens possibles des interventions sociales auprès des personnes les plus en difficulté (C5 ; SPra)
Quelle éthique pour le travail social d'aujourd'hui	• comprendre les principes fondateurs de la démarche éthique et s'exercer à les appliquer dans la pratique du travailleur social (C6 ; SPro) • se réapproprier sa profession comme une profession éthique (C6 ; SPra)
Embauche et fin des relations contractuelles	• négocier au mieux les conditions d'embauche des cadres et des non cadres dans le respect des conventions collectives afin d'anticiper dans les meilleures conditions les évolutions de la relation contractuelle ainsi que, le cas échéant, la rupture du contrat de travail (C6 ; SPro)
Structurer ses connaissances en droit du travail	• dégager les principes directeurs du droit du travail et structurer ses connaissances dans le sens d'une approche globale (C6 ; SPro) • actualiser ses connaissances par l'étude des récentes mesures d'ordre social (ST) • mieux maîtriser les problèmes les plus fréquemment rencontrés dans la structure en application du code du travail ou d'une convention collective (C6 ; SPra)

Objectifs pédagogiques
Capacité à saisir les demandes juridiques des usagers (C1), capacité à mener une intervention juridique (C2), capacité à se doter d'un réseau juridique (C3), capacité à s'exprimer dans un langage juridique (C4), capacité à s'approprier de la documentation juridique (C5), capacité à agir comme un salarié stratégique (C6), capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur (C7)
Savoirs : théoriques (ST), procéduraux (SPro), pratiques (SPra)

Au total, 23 thèmes et 57 objectifs ont été identifiés.
Des pôles thématiques peuvent être dégagés, essentiellement, la responsabilité juridique, la protection juridique des personnes, le droit du travail, le droit de la famille, et, dans une moindre mesure, le contrat en travail social, le cadre juridique de l'aide et de l'action sociales, le surendettement.
Sur les 57 objectifs proposés, 50 se présentent comme des objectifs pédagogiques, les autres se limitant à un contenu de savoirs théoriques. Par conséquent, dans le cadre de la formation juridique continue, les objectifs pédagogiques sont presque toujours formulés de manière expresse dans la présentation (plaquette) des stages. De ce point de vue, le critère d'intentionnalité peut être considéré comme respecté.

Ces constats appellent cependant plusieurs commentaires. Il apparaît, d'une part, que la formulation des objectifs pédagogiques est plus importante dans le cadre de la formation continue que dans le cadre de la formation initiale. D'autre part, au niveau de la formation initiale, ces objectifs occupent davantage de place dans les projets pédagogiques que dans la réglementation. En conséquence, au regard du premier indicateur, le critère d'intentionnalité

est vérifié, mais dans des proportions différentes, selon le type de formation et le type de document.

✓ Dans ce qui est dit

L'ensemble des formateurs interrogés parle d'objectifs pédagogiques, c'est-à-dire de capacités à acquérir au terme de la formation. Mais, comme les chiffres du tableau[1] ci-dessous le montrent, ils en parlent dans des conditions très variables.

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
items	19	13	8	15	32	25	10	13	17	12	4	15	9	12	24	8	15	26	13	18

Les formateurs permanents ne sont pas plus loquaces que les vacataires sur les objectifs pédagogiques. C'est une réalité qui peut surprendre. En effet, dans la mesure où ils ont des responsabilités pédagogiques, nous aurions pu supposer de leur part une attention plus forte en matière d'objectifs.
Les formateurs intervenant dans le cadre de la formation continue s'expriment un peu plus sur les objectifs que ceux qui enseignent en formation initiale.
La variable la plus pertinente est l'origine de la formation du formateur. En effet, les juristes ont tendance à évoquer plus souvent les objectifs pédagogiques que les travailleurs sociaux.

Ces précisions apportées, le critère d'intentionnalité est respecté dans la mesure où l'indicateur qu'est la formulation des objectifs se retrouve dans le discours des formateurs.

✓ Dans ce qui est fait

Au cours des dix séquences pédagogiques observées, un seul formateur évoque expressément l'existence d'un objectif[2]. Voici les points d'ancrage qui apparaissent au terme de l'observation des séquences (S1, S2, etc.), présentés sous la forme d'un tableau.

	POINTS D'ANCRAGE
S1	Sujet imposé en référence au programme
S2	Le programme: le module protection de l'enfance, la loi contre les exclusions
S3	Contenu du programme : la loi contre les exclusions
S4	Contenu et durée du stage
S5	Le programme qu'il faut boucler : les décrets d'application
S6	Le thème de la séance : la personne, le corps humain
S7	Le programme : le PACS, le divorce
S8	La présentation du sujet : la décentralisation ; l'actualité
S9	Capacité à actualiser ses connaissances en droit ; l'actualité ; le programme : droit du travail
S10	Le programme : droit de la famille

L'objectif en question consiste à être capable d'actualiser ses connaissances en droit. Le formateur concerné est un travailleur social vacataire intervenant dans le cadre de la formation continue.
Tous les autres formateurs se limitent à énoncer le contenu du programme ou le thème qui fera l'objet de la séquence, sans le relier à un quelconque objectif pédagogique.

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux.
[2] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques.

Dans ces circonstances, puisqu'un seul formateur sur dix fait mention d'un unique objectif, nous pouvons conclure qu'il n'y a pas de formulation explicite de l'intentionnalité de la formation aux apprenants.

Les formateurs parlent-ils des objectifs aux apprenants en début et en fin de formation, à la fois dans leurs discours et dans leurs actes ? C'est une question à laquelle nous allons tenter de répondre tout de suite et, de cette manière, en nous appuyant sur ce second et ce troisième indicateur, vérifier la réalisation du critère d'intentionnalité.

- **L'intentionnalité au regard de la communication des objectifs aux stagiaires en début et en fin de formation**

Rien, dans ce qui est dit ou dans ce qui est fait par les formateurs, ne montre que ces derniers communiquent aux stagiaires des objectifs en début de formation, à une exception près. Celle-ci est représentée par le formateur qui démarre son intervention en insistant sur un objectif : être capable d'actualiser ses connaissances en droit.

Aucune trace n'apparaît ni dans ce qu'ils disent faire, ni dans ce qu'ils font, qui pourrait laisser penser que les formateurs font un rappel des objectifs en fin de formation.

En conséquence, au regard du second et du troisième indicateur, le critère d'intentionnalité ne trouve quasiment aucune vérification.

De cette confrontation, il ressort deux données importantes. D'une part, en ce qui concerne le premier indicateur, il apparaît que la formulation des objectifs est effective à la fois dans les dispositions administratives et pédagogiques régissant la formation juridique des travailleurs sociaux et dans les discours des formateurs. Des nuances ont été toutefois apportées en distinguant la formation initiale de la formation continue, et en prenant en compte la qualité du formateur. D'autre part, les objectifs ne sont presque jamais évoqués par le formateur au moment de la séquence pédagogique. Lorsque c'est (rarement) le cas, le formateur donne l'information en début de formation. Sinon, les objectifs ne sont pas communiqués aux stagiaires, encore moins en fin de formation.
Au regard des trois indicateurs, le critère d'intentionnalité trouve, certes, des correspondances dans les textes réglementaires, les projets pédagogiques et les discours des formateurs. Mais il n'est pas vérifié au niveau des pratiques observées dans la mesure où il y a contradiction entre pratiques et discours.

Examinons ce qu'il en est à propos du critère de professionnalité.

1.2. Les objectifs pédagogiques soumis au critère de professionnalité

L'évaluation de la professionnalité des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux repose sur un seul indicateur, la présence de sept capacités : capacité à saisir les demandes juridiques des usagers ; capacité à mener une intervention juridique efficiente ; capacité à se doter d'un réseau juridique performant ; capacité à s'exprimer dans un langage juridique ; capacité à s'approprier de la documentation juridique ; capacité à agir

comme un salarié stratégique ; capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur.

➢ La présence des sept capacités dans ce qui est prescrit

Selon l'arrêté du 6 juillet 1990, réglementant la formation initiale des éducateurs spécialisés[1], les deux objectifs identifiés consistent à faire du travailleur social un professionnel capable à la fois de saisir les demandes juridiques des usagers et de mener une intervention juridique.
La réglementation de la formation initiale des assistants de service social fait état d'un seul objectif formulé dans ces termes : « *L'enseignement de cette unité doit permettre aux stagiaires en formation d'acquérir les connaissances juridiques nécessaires pour analyser avec rigueur les situations sociales et en tenir compte dans leurs interventions* ». C'est, par conséquent, la saisine des demandes juridiques et l'intervention juridique qui sont érigées en objectifs pédagogiques à atteindre.
En conséquence, les textes font état des mêmes capacités tant au niveau de la formation initiale des éducateurs spécialisés qu'au niveau de celle des assistants de service social.

Qu'en est-il dans les projets pédagogiques des centres de formation initiale des travailleurs sociaux ?
A l'EES, les objectifs traduisent trois capacités : la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers, la capacité à mener une intervention juridique et la capacité à agir comme un salarié stratégique.
A l'IUT-B, les objectifs pédagogiques, tels qu'ils sont formulés dans le projet pédagogique, traduisent la volonté, dominante au demeurant, de faire du travailleur social un technicien du droit, sachant saisir la demande de droit et mener une intervention juridique. Toutefois, la mention de la capacité à « *se situer dans le cadre d'un travail social de plus en plus collectif et interinstitutionnel* » met implicitement en exergue la nécessité pour le travailleur social de se doter d'un réseau juridique, lui permettant d'augmenter son capital juridique et, par là, d'asseoir sa légitimité professionnelle dans le domaine du droit.
Au CEPEI, à la lecture du projet pédagogique, deux capacités apparaissent. La première vise à mener une intervention juridique, la seconde à s'approprier de la documentation juridique.
Les objectifs définis dans le projet pédagogique de **l'ISVL** font émerger quatre capacités : la capacité à s'exprimer dans un langage juridique, la capacité à s'approprier de la documentation juridique, la capacité à agir comme un salarié stratégique et, enfin, la capacité à mener une intervention juridique.
A ce stade, nous constatons que les capacités juridiques sont plus nombreuses dans les projets pédagogiques que dans les textes réglementaires.

Dans le cadre de la formation juridique continue, les objectifs énoncés dans les « plaquettes » de stages visent, en priorité, à rendre le travailleur social capable d'agir comme un salarié stratégique. Secondairement, il s'agit de le rendre capable de mener une intervention juridique et de s'approprier de la documentation juridique. Enfin, c'est de manière résiduelle, que sont énoncées les capacités à saisir les demandes juridiques des usagers, à se doter d'un réseau juridique, à se comporter comme un acteur juridique émancipateur. La capacité à s'exprimer dans un langage juridique n'est pas évoquée.
Pour résumer, voici, sous forme de tableau, les capacités présentes dans les dispositions définissant les objectifs de la formation juridique des travailleurs sociaux :

[1] Dont le contenu figure à la page 363.

	FORMATION INITIALE	FORMATION CONTINUE
Capacité à saisir les demandes juridiques	3	3
Capacité à mener une intervention juridique	4	8
Capacité à se doter d'un réseau juridique	1	2
Capacité à s'exprimer dans un langage juridique		
Capacité à s'approprier de la documentation juridique	1	9
Capacité à agir comme un salarié stratégique	2	27
Capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur		1

Cinq capacités juridiques apparaissent en formation initiale, contre six en formation continue. En formation initiale, celles qui sont privilégiées sont la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers et à mener une intervention juridique. Il en va différemment en formation continue, où la capacité à agir comme un salarié stratégique est largement dominante. Les deux autres capacités, qui occupent une place importante, sont la capacité à s'approprier de la documentation juridique et la capacité à mener une intervention juridique. la capacité à s'exprimer dans un langage juridique est ignorée tant en formation initiale qu'en formation continue.
On peut donc en déduire que la formation initiale vise essentiellement à faire du travailleur social un technicien du droit, tandis que la formation continue, tout en prenant en compte les impératifs techniques de la fonction juridique, met en avant la capacité du travailleur social à agir comme un salarié stratégique.

Nous avons posé comme principe que le critère de professionnalité reposait sur la présence de sept capacités et l'équilibre entre le pôle technique et le pôle stratégique. Or, que ce soit en formation initiale ou en formation continue, aucune filière ne manifeste la présence de ces sept capacités et l'équilibre requis. Néanmoins, la filière formation initiale entretient une relation de proximité avec les exigences du référent dans la mesure où, sur les sept capacités, cinq trouvent des correspondances dans les projets. En revanche, la tendance dominante s'oriente vers le pôle technique au détriment du pôle stratégique. Il en est de même de la filière formation continue dans la mesure où six capacités trouvent des expressions dans les projets de formation. En revanche, la tendance est à la recherche d'un certain équilibre entre pôle stratégique et pôle technique.

Quelle place ces capacités occupent-elles dans les discours des travailleurs sociaux ?

➢ La présence des sept capacités dans ce qui est dit

Pour la définir, nous nous reportons aux résultats inscrits dans la grille de lecture des objectifs pédagogiques[1].

La capacité à saisir les demandes juridiques des usagers est formulée par 17 formateurs sur 20. Ils sont 18 à insister sur la capacité à mener une intervention juridique. Ce sont les

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux.

capacités les plus fréquemment évoquées ; elles représentent 44% du discours sur les objectifs pédagogiques[1]. Elles occupent une place plus importante dans le cadre de la formation initiale que dans celui de la formation continue. Les formateurs permanents y sont beaucoup moins sensibles que les formateurs vacataires. Peut-être le fait que les vacataires ont majoritairement suivi une formation juridique universitaire, elle-même dispensée sur un mode positiviste, y est pour quelque chose.

« *Ils sont amenés à rencontrer des gens qui, en fait, n'ont pas forcément des statuts extraordinaires. Donc ils sont bien obligés d'étudier leurs statuts* » (E1).

« *Pour travailler sur l'éducatif, il faut aussi prendre en considération...Enfin tout ça, ça doit être interdisciplinaire, c'est-à-dire qu'on va travailler sur l'éducatif, d'une certaine manière, en connaissant bien la situation juridique...c'est pas ça... mais le cadre juridique non seulement de l'intervention du travailleur social mais de où se situe l'usager et des difficultés qu'il a pu avoir par rapport à un socle juridique. Et donc ça, c'est tout un travail qui est à faire et qui est difficile à mener* » (E2).

« *C'est qu'il faut faire comprendre aux gens qu'une situation c'est une situation donnée, et que le droit ne répond pas à une situation donnée mais fait entrer la situation dans un cadre qu'il faut savoir définir* »... « *Quand y a des problèmes juridiques, c'est pas de les résoudre, mais de pouvoir orienter les personnes. C'est aussi savoir que, dans telle matière, il faut aller s'adresser au TGI, dans telle autre matière, c'est le TI par exemple* » (E5).

« *L'AS, ça sera la première approche. Ça sera le guide vers le juriste, le juriste pour des problèmes très, très pointus, et comme y en a souvent, je suppose, pour des personnes en difficultés. En quelque sorte, l'AS sera le chef de gare qui permet d'orienter les trains sur de bons rails. On demandera toujours à l'AS d'être chef de gare, mais pas d'être cheminot* » (E8).

« *L'éducateur est un poteau indicateur chargé de dire : va voir un tel, va voir l'autre. Et, c'est bien quand l'éducateur, dans cette matière, est capable de répondre aux attentes des populations* » (E9).

« *Renseigner les gens sur le licenciement, le prud'homme, qu'est-ce qu'ils peuvent faire en attendant, les plans de conversion, tout ça, c'est quand même important d'être capable d'informer les gens là-dessus* » (E14).

« *Jouer à la gare de triage, d'indiquer aux gens : moi, je suis pas compétent, je connais pas complètement cette question, mais à tel endroit, que ce soit un bureau d'aide juridique, un centre ressources, un avocat militant qui tienne une permanence, c'est-à-dire d'aider les gens, de faire les démarches avec eux, pour qu'ils aillent à la source, là, où ils auront les réponses* » (E17).

« *Comment répondre à une situation de surendettement, alors que la personne vient à la permanence de l'assistante sociale lui expliquer qu'elle est en difficulté importante, qu'elle peut plus payer son loyer...A partir de là, quel type de réponse on va pouvoir proposer aux personnes et faire en sorte qu'y ait des modes de résolution, le droit étant un des aspects mais il faut pouvoir le prendre en compte et pas le négliger* » (E19).

---

[1] Ce pourcentage est calculé en rapportant le nombre d'items spécifiques à l'ensemble des items « objectifs pédagogiques » dénombrés.

La capacité à s'approprier de la documentation juridique est mentionnée par 12 formateurs, la capacité à s'exprimer dans un langage juridique par 7 formateurs et la capacité à se doter d'un réseau juridique par 4 formateurs. La première prend une place plus importante dans la formation continue que dans la formation initiale. C'est l'inverse pour la seconde. La dernière capacité est aussi peu mise en valeur dans les deux filières.
La légitimité du travailleur social, en tant que professionnel du droit, occupe donc 20% du discours des formateurs ; 13% en ce qui concerne la capacité à s'approprier de la documentation juridique, 3% en ce qui concerne la capacité à s'exprimer dans un langage juridique et 4% en ce qui concerne la capacité à se doter d'un réseau juridique. Il est paradoxal de constater que ce sont les formateurs juristes qui se montrent les plus intéressés par cet objectif, alors que leur intérêt est plus de protéger leur territoire que de l'ouvrir. Leur engagement dans le travail social, en tant que juristes « sociaux » (juges des enfants, avocats prenant l'aide juridictionnelle, conseilleurs juridiques auprès de personnes en difficultés), peut être une explication à ce phénomène. Le rang inférieur qu'ils occupent les prédispose, en effet, à ouvrir les frontières du droit de manière à y faire entrer des professionnels « perturbateurs », susceptibles de bousculer l'ordre juridique établi.

« *Savoir où chercher, quoi chercher et comment chercher me paraissent beaucoup plus utiles* » (E3).

« *Le droit contient des valeurs, des principes, révèle des contradictions sociales puisque, pour moi, l'état du droit est un mouvement d'équilibre entre le jeu contradictoire des forces sociales en présence, au moment où s'élabore la loi. Donc, effectivement, y a possibilité de faire une critique éthique du droit. Mais, cette critique, cette capacité à critiquer le droit n'est pas plus importante pour moi, que la capacité à lire le droit* » (E4).

« *Une note de dossier, un dossier qui doit être basé sur l'aptitude à exposer sur un sujet donné, l'aptitude à rechercher des informations et l'aptitude à faire une synthèse des informations recueillies* » (E5).

« *Ce qu'il faudrait, c'est qu'ils puissent trouver n'importe quel texte. Par exemple, à l'occasion de la loi sur l'exclusion, on a parlé des droits au logement* » (E6).

« *Ce que j'espère c'est que quand ils sont dans une situation, c'est qu'ils pensent : tiens, j'ai vu ça, même si je me souviens pas trop de ce que c'est, je prends mon téléphone, je sais que c'est là que ça se passe, donc, j'ai un intervenant, j'ai quelqu'un* » (E7).

« *La question dans l'article, je me souviens, c'était de savoir si le fait d'avoir fourni des lots de sang contaminé, en supposant qu'ils étaient contaminés, si c'était un empoisonnement, un crime ou délit. Donc, ça leur a permis d'avoir un raisonnement juridique bien structuré, relativement profond, par l'intermédiaire d'un article de presse* » (E8).

« *Les gens ne savent pas lire une convention collective. Donc, je leur apprend ça en leur disant : quand vous aurez fait l'étude d'une convention collective en travaux pratiques, vous serez capable de lire n'importe quelle convention* » (E9).

« *Tout le monde est obligé d'avoir une documentation solide et d'être au clair. Et puis, c'est en constante évolution, donc, il faut vraiment toujours, toujours se documenter* » (E14).

« *De plus en plus, on utilise des termes juridiques, dans le secteur social, sans maîtriser ces termes juridiques. Ce qui peut être problématique...Dans un certain nombre de domaines, on*

peut aussi reprocher, parce qu'y a une méconnaissance du droit, à la limite, à des éducateurs ou des assistants sociaux, d'utiliser des termes juridiques à mauvais escient » (E2).
« *Il faut acquérir tout un langage qui est spécifique* » (E5).

« *J'essaye de leur donner des pistes et des mots clés, et puis qu'ils sachent quoi en faire* » (E7).

« *Dans l'idéal, le travailleur social devrait être formé à décoder tout un tas de langages, et y compris le langage juridique, d'une part pour qu'il intègre ça déjà, pour qu'il puisse jongler avec* » (E17).

Faire du travailleur social un salarié stratégique préoccupe 15 formateurs. C'est une capacité qui représente 17% du discours. Cette préoccupation est plus prononcée chez les juristes et dans le cadre de la formation continue. Mais elle est particulièrement intense du côté des formateurs permanents, plus impliqués dans le processus de professionnalisation des apprenants, que du côté des vacataires.

« *C'est aussi comment, dans une école, on fait le lien entre la pratique de l'éducateur et le droit, et aussi bien son propre droit à lui. Parce que je pense que c'est important aussi. On peut pas non plus défendre les droits des gens si on défend pas son propre droit* »... « *Donc, pour moi, c'est aussi important qu'il y ait, quelque part dans la formation des éducateurs, la possibilité de se syndiquer, de s'intéresser au syndicalisme, de s'intéresser à sa convention collective, de s'intéresser à son propre droit* » (E1).

« *Leurs droits, ils vont mieux les défendre et s'impliquer complètement dans la profession, gérer mieux leur carrière, gérer mieux leurs avantages au fur et à mesure* » (E9).

« *En dehors de ça, c'est pas qu'il affine sur l'ensemble des secteurs, mais c'est qu'il prenne conscience du fait que le droit est un outil qui est à la fois quelque chose qui va l'aider, lui, en tant que professionnel, à se situer comme professionnel dans un cadre où il connaît exactement les limites de sa fonction* » (E16).

« *Savoir où est la hiérarchie. Alors, c'est pas le but ici. C'est éventuellement, oui, décoder un organigramme, le comprendre mais pour essayer de retourner le truc si nécessaire* » (E17).

« *Savoir comment dans le cadre juridique, on peut agir et que c'est la notion, après, de risque éducatif* » (E19).

« *Chacun a à faire par une analyse des compétences, et une analyse des compétences liée aux statuts et au champ professionnel. Et le travailleur social doit s'y retrouver là-dedans* » (E20).

Faire du travailleur social un acteur juridique émancipateur est un objectif pédagogique mentionné par 18 formateurs. C'est un objectif qui représente 19% de l'ensemble du discours des formateurs. Il est plus présent dans les discours des juristes et des formateurs qui interviennent dans le cadre de la formation initiale. C'est un objectif sur lequel se penchent tout spécialement les formateurs permanents.

« *Quelque part, l'objectif de formation ce serait : face à une société qui désintègre, comment effectivement on fait œuvre de résistance pour maintenir les droits. Si on pouvait rêver, ce serait ça l'objectif fondamental* » (E1).

« *Essayer de bien faire comprendre qu'il faut faire passer le message que l'aide sociale c'est un droit, et essayer de combattre cette connotation péjorative qu'a l'aide sociale encore chez bien des gens. Y a des gens qui veulent pas venir parce que l'aide sociale c'est toujours considéré comme la honte* » (E7).

« *Rappeler aux éducateurs et aux AS qu'ils peuvent essayer de faire que les droits des usagers soient de véritables droits et non pas des demi-droits. Parce que le RMI est un demi-droit, l'allocation d'adulte handicapé, tout ça ce sont des demi-droits pour moi* » (E10).

« *Par exemple, la connaissance d'un certain nombre de textes aujourd'hui sur la place de la famille dans les établissements doivent aider les éducateurs à prendre conscience que ce partenaire-là, il a aussi des droits, et qu'il a droit au respect* » (E16).

« *Le langage juridique, d'une part pour qu'il intègre ça déjà, pour qu'il puisse jongler avec, et du coup après avoir avalé, intégré ça, qu'il puisse retransmettre et retranscrire aux usagers, par tous les moyens possibles, ce qu'il sait, pour que ces gens là puissent, à leur tour, saisir ce qui se passe et puis réclamer* » (E17).

« *Transmettre un certain nombre de données aux publics avec lesquels il travaille. Quand je parle de courroie de transmission, il est aussi agent de transmission, mais, à partir du moment où lui, a pu s'approprier les éléments élémentaires du droit lui permettant de pouvoir les transmettre* » (E19).

Ici aussi, nous proposons un tableau récapitulatif :

	NOMBRE DE FORMATEURS	POIDS DANS LE DISCOURS
Capacité à saisir les demandes juridiques	17	22%[1]
Capacité à mener une intervention juridique	18	22%
Capacité à se doter d'un réseau juridique	4	4%
Capacité à s'exprimer dans un langage juridique	7	3%
Capacité à s'approprier de la documentation juridique	12	13%
Capacité à agir comme un salarié stratégique	15	17%
Capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur	18	19%

De cette confrontation, nous dégageons les points suivants.
Les discours des formateurs font référence à l'ensemble des sept capacités attendues. Celles qui prédominent, en général, appartiennent à deux catégories opposées, celle qui tend à normaliser (les capacités à orientation technique) et celle qui tend à émanciper les usagers. Restent en retrait la capacité à se doter d'un réseau juridique et la capacité à s'exprimer dans un langage juridique.
Si nous différencions la formation initiale et la formation continue, nous pouvons dire, à ce niveau, que dans la première, l'intérêt des formateurs pour les capacités à orientation technique et la capacité à s'exprimer dans un langage juridique est plus prononcé que dans la

[1] Pourcentage représentant le poids relatif des items dans l'ensemble du discours. Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux.

seconde. En revanche, en formation continue, une attention plus soutenue est apportée aux capacités à orientation stratégique, notamment la capacité à s'approprier de la documentation juridique et la capacité à agir comme un salarié stratégique. Quelle que soit la filière, enfin, le rapport des formateurs à certaines capacités est identique, réduit en ce qui concerne la capacité à se doter d'un réseau juridique, important pour ce qui est de la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur. Voici, sous forme de tableau, les pourcentages que nous avons obtenus, résultant, pour chaque capacité, de la division du nombre de formateurs de formation initiale ou de formation continue la mentionnant par le nombre total de formateurs de chaque filière.

	FORMATION INITIALE	FORMATION CONTINUE
Capacité à saisir les demandes juridiques	89%	77%
Capacité à mener une intervention juridique	95%	78%
Capacité à se doter d'un réseau juridique	21%	22%
Capacité à s'exprimer dans un langage juridique	32%	22%
Capacité à s'approprier de la documentation juridique	58%	78%
Capacité à agir comme un salarié stratégique	74%	78%
Capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur	89%	89%

Le critère de professionnalité est-il vérifié ? Oui si l'on tient compte seulement de la présence intégrale du faisceau des capacités attendues. Mais la vérification est partielle si l'on tient compte du fait que les capacités ne sont pas traitées selon la recherche d'un certain équilibre entre pôle technique et pôle stratégique.

Nous avons vu, plus haut, à propos de l'énonciation d'objectifs pédagogiques, qu'il y avait contradiction entre le discours des formateurs et les pratiques pédagogiques observées. La confrontation entre le dire et le faire reprend ici un nouvel intérêt. Qu'en est-il ?

➢ La présence des sept capacités dans ce qui est fait

Les capacités ne sont pas mentionnées expressément par les formateurs au moment de l'intervention. Elles transparaissent dans le rapport au savoir dans la qualité de l'agent pédagogique et dans la logique du travail pédagogique[1].
Ainsi, l'ensemble des formateurs observés, en faisant lire des documents juridiques, procéder à de la recherche documentaire en droit, en proposant des bibliographies en droit, en favorisant les discussions autour de sujets juridiques, font en sorte que les travailleurs sociaux s'approprient de la documentation juridique.
Ils parlent tous également des concepts ou des notions juridiques, qu'ils s'attachent à définir. De ce comportement, on peut déduire qu'ils cherchent à ce que les apprenants viennent à s'exprimer dans un langage juridique.
La moitié des formateurs cherche à transmettre un autre savoir-faire, celui de transposer dans la pratique les connaissances juridiques, soit en recourant à la technique de résolution de cas pratique, soit en partageant le fruit de leurs expériences. Finalement, de cette manière, ils

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques.

favorisent la capacité à saisir les demandes juridiques et la capacité à mener une intervention juridique.
Faut-il faire une différenciation entre la formation initiale et la formation permanente ? Le tableau[1] suivant donne des éléments d'information pour répondre à la question.

	FORMATION INITIALE	FORMATION CONTINUE
S1	• capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S2	• capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S3	• capacité à saisir les demandes juridiques des usagers • capacité à mener une intervention juridique • capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S4		• capacité à saisir les demandes juridiques des usagers • capacité à mener une intervention juridique • capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique
S5	• capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S6	• capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S7	• capacité à saisir les demandes juridiques des usagers • capacité à mener une intervention juridique • capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S8	• capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	
S9		• capacité à saisir les demandes juridiques des usagers • capacité à mener une intervention juridique • capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation

[1] Tableau construit à partir de la grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques figurant en annexe.

		juridique
S10	• capacité à saisir les demandes juridiques des usagers • capacité à mener une intervention juridique • capacité à s'exprimer dans un langage juridique • capacité à s'approprier de la documentation juridique	

Dans le cadre des stages juridiques, les formateurs accordent autant d'importance au pôle technique (capacités à saisir les demandes juridiques et à mener une intervention juridique) qu'au pôle stratégique (capacités à s'exprimer dans un langage juridique et à s'approprier de la documentation juridique). Au niveau de la formation initiale, un déséquilibre apparaît en faveur du pôle stratégique.

De cette observation, nous dégageons la donnée suivante. Au regard de ce que les formateurs font, le critère de professionnalité n'est pas complètement rempli puisque quatre capacités sur sept sont réellement recherchées. Au travers des pratiques pédagogiques, nous n'avons pu détecter la présence de la capacité à se doter d'un réseau juridique, la capacité à agir comme un salarié stratégique et la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur. S'exprimer en droit et s'approprier de la documentation juridique sont les deux capacités dominantes mises en évidence dans les faits. Le pôle stratégique auquel elles se rattachent est privilégié en formation initiale, alors qu'en formation continue, il occupe une place équivalente au pôle technique.

En conclusion, nous relevons des contradictions entre les différents types de données analysés. En effet, alors que les sept capacités requises sont intégralement présentes dans les discours des formateurs, avec une orientation technicienne en formation initiale et une orientation stratégique en formation continue, elles ne le sont pas au niveau des textes réglementaires, des projets pédagogiques et des pratiques enseignantes. Ainsi, dans les textes réglementaires, nous avons mis en évidence l'existence de deux capacités de type technique. Dans les projets pédagogiques, nous avons dégagé six capacités, à dominante technique en formation initiale et à dominante stratégique en formation continue. Enfin, à partir des pratiques enseignantes, nous avons déduit la présence de quatre capacités, à orientation stratégique en formation initiale, et équilibrées entre le pôle technique et le pôle stratégique en formation continue.

Les objectifs pédagogiques vont, enfin, subir l'épreuve du dernier critère : la multiréférentialité.

1.3. Les objectifs pédagogiques soumis au critère de multiréférentialité

L'évaluation de la multiréférentialité des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux se base sur deux indicateurs : le développement de trois catégories de savoirs : savoirs théoriques, savoirs procéduraux et savoirs pratiques et le périmètre des savoirs, c'est-à-dire leur contenu.

➢ **Dans ce qui est prescrit**

En ce qui concerne la formation initiale des éducateurs spécialisés, l'arrêté du 6 juillet 1990 ne propose pas directement leur démultiplication en différents types de savoirs. Toutefois, les deux premières nécessités, « *donner des connaissances juridiques de base et des informations sur le dispositif institutionnel* », qui viennent d'être rejetées en tant qu'objectifs, entrent dans la catégorie des savoirs, en particulier des savoirs théoriques. Par ailleurs, ceux-ci font l'objet d'orientations générales. Des « blocs » d'enseignement sont définis, au nombre de trois : le citoyen et la société, le système de protection sociale, le cadre institutionnel de l'action sociale. Les deux dernières nécessités entrent dans la catégorie des savoirs procéduraux. Il s'agit de « *familiariser de futurs professionnels avec des modes de raisonnement juridiques pour l'exercice d'une profession confrontée en permanence à des problèmes de régulation de conflits ou de situation par rapport à une règle et d'analyser la complexité des approches juridiques dans des dispositifs au carrefour des sphères publiques et privées* ».
Le contenu de ces savoirs est-il le même que dans notre référent ? Pour ce qui est des savoirs théoriques, malgré le manque de précision, un décalage important apparaît. Ils sont centrés sur les droits et libertés des personnes, les politiques et les institutions du travail social. Les connaissances juridiques de base ne sont pas explicitées. Aucune mention n'est faite des droits des usagers, des acteurs juridiques, du langage juridique, de la documentation juridique, du droit du travail, du droit de la fonction publique, des syndicats, des associations professionnelles et des conceptions du droit. En ce qui concerne les savoirs procéduraux, ils sont spécifiquement rattachés aux capacités de type technique, saisir les demandes juridiques des usagers et mener une intervention juridique. Mais ils ne sont pas tous présents. Trois d'entre eux figurent : qualifier juridiquement la situation, choisir un mode d'intervention juridique, régler les conflits (médiation). Quant aux savoirs pratiques, ils sont absents des textes.

Au terme des textes régissant la formation initiale des assistants de service social, les savoirs à partir desquels elles se développent sont des savoirs théoriques. En effet, non seulement le texte fait référence à des connaissances juridiques, mais encore des indications précises sur le contenu de ces savoirs sont apportées. Celui-ci se décompose comme suit :

I. Sciences juridiques
1. Droit

- notions fondamentales de droit :

Le droit et ses différentes branches
Les sources du droit
Les sujets de droit
Les juridictions

- éléments généraux de droit public :

L'organisation des pouvoirs publics : notions de droit constitutionnel, notions de droit administratif

- éléments généraux de droit privé :

Droit civil : la personne physique, les biens, les contrats, responsabilité civile, les juridictions de droit civil
Droit pénal : notions sur la responsabilité pénale, crimes délits contraventions, les peines et leurs modalités d'exécution
Droit du travail : le statut juridique du travailleur salarié, les sources du droit du travail, les rapports collectifs, la protection des travailleurs

2. Législation sociale

- les cadres juridiques et institutionnels de la politique sanitaire et sociale

Origine et structures actuelles
Loi sur les institutions sociales et médico-sociales
Loi portant réforme hospitalière
Loi d'orientation en faveur des handicapés

- les prestations sociales

La sécurité sociale : régime général, régimes spéciaux

- l'aide sociale

II. Etude pluridisciplinaire des champs d'intervention du service social

1. actions générales

- actions en faveur des familles

Services d'information et de conseil à la famille
Aides financières
Action en milieu familial

- actions en faveur de l'enfance et de l'adolescence

Clubs et équipes de prévention
Accueil (établissements, famille d'accueil)
Protection des enfants maltraités
Adoption

- protection judiciaire
- actions en faveur des personnes âgées

Pensions et retraites
Aides financières
Maintien à domicile, etc.

2. actions spécifiques

Travailleurs immigrés
Réfugiés politiques, etc.

Les énoncés de savoirs théoriques coïncident-ils avec ceux que nous avons inscrits dans le référent ? La réponse est négative. En effet, si les savoirs théoriques qui sous-tendent la capacité à saisir les demandes juridiques et à mener une intervention juridique sont présents ainsi que le droit du travail et les acteurs juridiques, les autres sont ignorés, en particulier les acteurs juridiques, le droit de la fonction publique, les syndicats, les associations professionnelles, le langage juridique, la documentation juridique, les conceptions du droit, les droits et libertés des personnes, le droit des usagers du travail social.
Les savoirs procéduraux et les savoirs pratiques sont délaissés.

Quel est le contenu des projets pédagogiques des centres formant les éducateurs spécialisés et les assistants de service social ?
A l'EES, les capacités énoncées reposent sur plusieurs types de savoirs.
Le contenu des savoirs théoriques est énuméré dans le détail à la suite de la définition des objectifs et qui est le suivant :

- Etat et politiques sociales :

Définition des politiques sociales : les différents courants philosophiques-idéologiques ; les forces sociales et leurs enjeux
Processus de construction des politiques sociales : le travail ; la grande marginalité, la famille

- les services de l'Etat

Les ministères chargés des affaires sociales et de l'emploi
Les services extérieurs de l'Etat
Les missions et attributions des préfets

- les collectivités territoriales

Les lois de décentralisation
La commune, le département, la région

- l'aide sociale à l'enfance

L'historique de l'ASE
Les textes régissant l'aide sociale à l'enfance et le contexte socio-politique de leur émergence

- la protection sociale

La sécurité sociale
L'organisation et la gestion du système de sécurité sociale

- le droit de la famille

L'autorité parentale et le droit des mineurs
Le divorce
La filiation
L'adoption

La délégation d'autorité parentale
Le droit des usagers

- la protection judiciaire des mineurs

L'ordonnance du 2 février 1945
L'article 375 du code civil
L'éducation surveillée

- le droit du travail

Les conventions collectives
Le contrat de travail
Le licenciement
La liberté d'association
La liberté d'expression
Le syndicalisme
La main d'œuvre étrangère

- l'environnement juridique et institutionnel

Approche philosophique et sociologique du droit
La pauvreté et le processus d'appauvrissement : aspects socio-politiques, aspects socio-culturels, position du droit face à la pauvreté
L'insertion sociale et/ou professionnelle : mesures et dispositifs d'insertion sociale et professionnelle en faveur des personnes en difficultés, droit au logement, à l'éducation...
Le placement : aspects institutionnels et juridiques du placement/séparation
La psychopathologie des névroses et psychoses : aspects institutionnels et juridiques, lois de 1838 et de 1990.

La plupart des savoirs théoriques mentionnés dans le référent sont présents. Il manque toutefois les demandes juridiques des usagers, les acteurs juridiques, le droit de la fonction publique, le langage juridique et la documentation juridique.
La définition des objectifs pédagogiques laisse entrevoir d'autres types de savoirs. Ainsi, qualifier juridiquement des faits, transposer des textes juridiques dans une situation donnée constituent des savoirs procéduraux. Ceux-ci sont spécifiques à la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers. Tous les autres savoirs procéduraux découlant des six autres capacités sont mis de côté. Quant à savoir négocier un projet d'intervention, il s'agit bien d'un savoir pratique entrant dans le champ de la capacité à mener une intervention juridique.
A l'IUT-B, le projet pédagogique énonce des objectifs qui renvoient à des savoirs théoriques et procéduraux. Le contenu des savoirs théoriques se résume en trois modules intitulés : les acteurs du droit, actions et institutions sociales, législation du secteur social. Sont exclus les demandes et le statut juridique des usagers, le langage juridique, la documentation juridique, le droit du travail, le droit de la fonction publique, les syndicats, les associations professionnelles, les conceptions du droit, les droits et libertés des personnes, le droit des usagers. Quant aux savoir procéduraux, ce sont les mêmes que ceux développés dans le projet pédagogique de l'EES. : qualifier juridiquement les faits et transposer le droit dans une situation donnée.
AU CEPEI, dans le projet pédagogique, le contenu des savoirs théoriques est réparti en trois axes : les données générales du droit, le cadre législatif de l'action sociale et la protection sociale. Les données générales du droit rassemblent les sources du droit, les institutions judiciaires, le droit pénal, le rôle du juge des enfants, le droit de la famille, le droit du travail, la responsabilité, la déontologie professionnelle, les libertés publiques, le droit des usagers. Le cadre législatif de l'action sociale regroupe la présentation du cadre institutionnel de l'action sociale, la décentralisation, la loi de 1975, la protection de l'enfant. Par rapport au référent, il manque les demandes juridiques et le statut juridique des usagers, les acteurs juridiques, le droit de la fonction publique, les syndicats, les associations professionnelles, le langage juridique, la documentation juridique, les conceptions du droit. Le projet ne fait état ni de savoirs procéduraux, ni de savoirs pratiques.
Dans le projet pédagogique de **l'ISVL**, les objectifs se fondent sur des savoirs théoriques et des savoirs procéduraux. Seuls les premiers font l'objet d'une explicitation. Leur contenu est très fouillé :

Introduction au droit
Titre 1 : les personnes et le droit de la famille
Chapitre 1 : les personnes physiques
Section 1 : la personnalité juridique
a) existence de la personne
b) individualisation de la personne
c) les attributs de la personne physique
Section 2 : les incapacités
a) théorie générale
b) les majeurs incapables
Chapitre 2 : l'enfant : son statut en droit civil
Section 1 : la filiation
a) filiation légitime
b) filiation naturelle
c) filiation adoptive
Section 2 : l'obligation des père et mère de nourrir, entretenir et élever leurs enfants
Section 3 : l'autorité parentale
a) attribution de l'autorité parentale
b) attributs de l'autorité parentale
c) l'autorité parentale dans les situations de crise
Section 4 : la tutelle
a) généralités
b) l'administration légale
c) la tutelle au sens strict
Section 5 : la condition juridique du mineur
a) mineur non émancipé
b) mineur émancipé
Titre 2 : fondation, vie et crises de la famille
Chapitre 1 : le mariage
Section 1 : les conditions de formation du mariage
a) conditions de fond
b) conditions de forme
c) sanctions
Section 2 : les effets du mariage
a) droits et devoirs des époux
b) règles relatives à la gestion du ménage
Section 3 : les questions d'ordre pécuniaire
a) régime matrimonial primaire
b) régimes matrimoniaux
Chapitre 2 : la famille hors mariage
Section 1 : le concubinage au regard du droit social et fiscal
Section 2 : les effets du concubinage au regard du droit civil
a) relations entre concubins
b) relations des concubins avec les tiers
Chapitre 3 : le démariage
Section 1 : les différents cas de divorce
a) divorce pour faute
b) divorce par consentement mutuel
c) divorce pour rupture de la vie commune
Section 2 : la procédure
Section 3 : les effets du divorce
Autres espèces de démariage : l'annulation, la séparation de corps, la séparation de fait
Titre 3 : droit public et libertés publiques
1. les libertés publiques et le droit
- les libertés publiques dans les Déclarations des droits
- les procédés juridiques de reconnaissance des libertés
- la reconnaissance des libertés

2. l'Etat
- notions
- l'Etat et les libertés
- formes de l'Etat

- éléments constitutifs
- pouvoirs démocratie

3. la Constitution de 1958

- origine
- forme
- contenu
- la protection contre les atteintes à la Constitution

4. les institutions

- le président de la République
- le Gouvernement
- le Parlement
- le Département, la Commune (compétences)

Titre 4 : droit pénal

Le nouveau code pénal : pour qui ? Pourquoi ? Pour quoi faire ?

1. l'infraction

- classification des infractions
- éléments constitutifs de l'infraction : l'élément légal, l'élément matériel, l'élément moral

2. la sanction

- différents types de sanction
- aggravation et atténuation de la sanction
- exécution de la sanction

3. la procédure pénale

- action publique, action civile
- le procès pénal : déroulement, jugement, voies de recours
- les juridictions pénales

4. la justice des mineurs

- procédure
- minorité pénale
- adaptation des sanctions

Titre 5 : droit communautaire

Titre 6 : droit du travail

1. la formation historique du droit du travail

Droit du travail et histoire économique, politique et sociale du pays

2. les acteurs de la construction du droit du travail et les sources du droit du travail

- les syndicats, la négociation collective
- le législateur, la hiérarchie des sources de droit du travail (sources internationales, sources internes, sources professionnelles)
- la jurisprudence, le conseil des prud'hommes, les autres juridictions
- les autres sources de droit du travail : usage, coutume

3. le salarié dans l'entreprise

- l'entreprise en droit du travail
- le contrat de travail, la précarisation du travail
- pouvoirs et obligations de l'employeur : pouvoir de direction, pouvoir disciplinaire, règlement intérieur
- droits et obligations des salariés : la salaire, les politiques sociales dans l'entreprise
- les conditions de travail : temps de travail, hygiène, sécurité, durée
- la rupture du contrat, le licenciement
- l'expression collective et la représentation du personnel
- les représentants du personnel
- le droit syndical dans l'entreprise
- les conflits collectifs, la grève

Titre 7 : législation sociale : protection sociale

- historique
- nouvelles orientations
- financement, statut
- l'organisation des caisses, immatriculation, notions de charges sociales

1. branche vieillesse : CRAM

- organisation
- missions
- prestations

2. branche famille

- organisation
- les attributions des CAF
- les diverses prestations : allocations familiales, allocation pour jeune enfant, allocation parent isolé, allocation de soutien familial, allocation logement, APL

3. branche santé : CPAM

- organisation
- missions
- assurances maladie, maternité, invalidité, décès
- accidents du travail et maladies professionnelles

4. chômage

Institutions et prestations
Titre 8 : aide sociale départementale

1. les grandes orientations

- organisation du service
- conditions d'admission
- procédure
- les différentes aides de l'aide sociale (aide médicale, aide aux personnes âgées...)

2. le RMI

- législation
- dispositif
- accompagnement social
-

Les savoirs théoriques correspondent en partie à ceux énoncés dans le référent : ceux relatifs à la capacité mener une intervention juridique, le statut juridique des usagers, les acteurs juridiques, le droit du travail, les droits et libertés. Sont absents les demandes juridiques des usagers, le droit de la fonction publique, le langage juridique, la documentation juridique, les conceptions du droit, le droit des usagers.
Les savoirs procéduraux font partie des sept principes d'organisation pédagogique présentés plus haut. Il s'agit de « *pouvoir analyser les textes législatifs et réglementaires ; situer les responsabilités des acteurs* ». Ce sont des savoirs procéduraux relevant de la capacité à s'approprier de la documentation juridique et de la capacité à agir comme un salarié stratégique.
Un savoir pratique est présent : « *élaborer des fiches techniques en vue de constituer leur propre boîte à outils* ». En d'autres termes, il est question de constituer un fonds documentaire en droit.

A la lecture des projets pédagogiques des centres de formation initiale des travailleurs sociaux, trois catégories de savoirs apparaissent : les savoirs théoriques, les savoirs procéduraux et les savoirs pratiques. En ce qui concerne la place de chacun d'eux, nous retrouvons, en tête les savoirs théoriques, en seconde position, les savoirs procéduraux, et, en dernière position, les savoirs pratiques.
Au niveau du périmètre des savoirs, autrement dit leur contenu, nous pouvons faire plusieurs constats. A propos des savoirs théoriques, tout d'abord, ils rassemblent principalement ceux qui concernent la capacité à mener une intervention juridique : les politiques d'aide sociale, les acteurs de l'aide sociale, l'aide à l'accès au droit, le contrat, la médiation, ainsi que les droits et les libertés, le droit et le statut juridique des usagers, les acteurs juridiques et le droit du travail. Ce sont presque toujours les mêmes contenus qui font défaut dans les projets pédagogiques : les demandes juridiques, le langage juridique, le droit de la fonction publique, la documentation juridique, les conceptions du droit.
Pour ce qui est, ensuite, des savoirs procéduraux, il n'en apparaît au total que quatre qui sont, rappelons-le, qualifier juridiquement une situation, lui appliquer des données juridiques, se situer dans la hiérarchie du travail social et analyser des documents juridiques.

Enfin, les savoirs pratiques sont exceptionnellement exprimés, se résumant à négocier une intervention juridique et à constituer un fonds documentaire en droit.

Au niveau de la formation continue[1], l'énoncé des stages juridiques comprend-il une dimension multiréférentielle ? Ils font référence à trois catégories de savoirs, sachant que ceux qui prédominent sont les savoirs procéduraux, au nombre de 24, devant les savoirs pratiques et les savoirs théoriques qui occupent une place équivalente, au nombre de 16 chacun.
En confrontant le contenu de ces savoirs au référent, un décalage apparaît. Les savoirs présents à la fois dans le référent et dans les énoncés des stages sont le statut juridique des usagers, les politiques d'aide sociale, le contrat en travail social, le droit du travail et le droit des usagers. Sont donc manquants les demandes juridiques des usagers, les dispositifs de médiation, les acteurs juridiques, le langage juridique, la documentation juridique, le droit de la fonction publique, les syndicats, les associations professionnelles, les conceptions du droit, les droits et libertés.
L'écart est moins important au niveau des savoirs procéduraux. Ceux qui sont présents dans les deux documents, le référent et les stages, sont liés à la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers (qualification juridique, orientation, choix de l'intervention), à la capacité à mener une intervention juridique (accompagnement, information juridique), à la capacité à agir comme un salarié stratégique (se situer dans la hiérarchie, utilisation du droit comme outil de promotion personnelle et collective) ainsi que repérer les acteurs juridiques, analyser des documents juridiques, utiliser le droit comme un outil de promotion sociale des usagers. Ne figurent pas dans ces stages un certain nombre de savoirs procéduraux définis dans le référent : ceux relatifs à la médiation et à l'attribution de droits sociaux, au langage juridique, l'intégration des acteurs juridiques dans le réseau, la mutualisation du réseau juridique, la sélection d'un document juridique, la transposition du droit dans un cas, le repérage des instances de défense des droits des salariés, la transmission du droit aux usagers, l'aide à la création d'un réseau juridique des usagers et à l'expression juridique de ces derniers.
Les savoirs pratiques couverts sont peu nombreux. Il s'agit principalement de la mobilisation du réseau juridique, la construction d'une pensée juridique, la réunion et la lecture de documents juridiques relatifs au travail, le repérage des moments favorables au développement du territoire professionnel.

Ainsi, dans ce qui est prescrit, les trois catégories de savoirs sont présentes dans les projets pédagogiques et dans les énoncés des stages juridiques. La réglementation de la formation initiale ne couvre que deux catégories : les savoirs théoriques et les savoirs pratiques. Au niveau de la hiérarchie de ces savoirs, une distinction s'impose entre la formation initiale et la formation continue. Dans le cadre de la première, ce sont les savoirs théoriques qui prévalent, devant les savoirs procéduraux ; les savoirs pratiques occupant une place résiduelle. Dans le cadre de la seconde, ce sont les savoirs procéduraux qui se trouvent en position dominante, devant les savoirs théoriques et les savoirs pratiques à égalité.
Du point de vue du périmètre des savoirs théoriques, nous observons ceci. D'une manière générale, ceux qui sont présents portent sur les politiques sociales, les acteurs de l'aide sociale, l'aide à l'accès au droit, le contrat en travail social, des dispositifs de médiation, les acteurs juridiques, le droit du travail, les syndicats, les associations professionnelles, les droits et libertés, le droit des usagers. Les savoirs théoriques, absents de manière permanente, sont les différents types de langage juridique, les mots juridiques, les différents types de documents juridiques, les moyens d'accéder à ces documents, le droit de la fonction publique, les conceptions du droit.

[1] Voir le tableau pp.366-368.

En ce qui concerne le contenu des savoirs procéduraux, le pôle technique est favorisé par la réglementation (qualification juridique, choix du mode d'intervention juridique, médiation). En revanche, dans les projets pédagogiques de la formation initiale comme dans les stages juridiques de la formation continue, un certain équilibre apparaît entre le pôle technique (qualification juridique, choix du mode d'intervention...) et le pôle stratégique. Toutefois, les savoirs procéduraux sont quantitativement plus importants au niveau de la formation continue. Enfin, en formation initiale, les savoirs pratiques, au nombre de deux, appartiennent tantôt au pôle technique (négocier une intervention juridique), tantôt au pôle stratégique (constituer un fonds documentaire en droit). En formation continue, les savoirs pratiques, plus nombreux, sont exclusivement articulés autour du pôle stratégique.

➢ Dans ce qui est dit

Ensuite, qu'en est-t-il de la présence et de la place des savoirs dans les propos des formateurs ? Les trois catégories de savoirs, savoirs théoriques, savoirs procéduraux (permettant cette articulation), savoirs pratiques, apparaissent effectivement, mais à des degrés différents[1].

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20	TT
Savoirs théoriques	0	6	3	3	13	13	4	7	10	9	4	13	4	7	13	2	5	17	5	8	146
Savoirs procéduraux	17	7	4	9	17	10	5	4	7	3	0	2	3	5	1	5	7	5	6	10	127
Savoirs pratiques	2	0	1	3	2	2	1	2	0	0	0	0	2	0	10	1	3	4	2	0	35

Moyenne d'items	Savoirs théoriques	Savoirs procéduraux	Savoirs pratiques
Formateur permanent	6,38 (51 :8)[2]	8,13 (65 :8)	1,38 (11 :8)
Formateur vacataire	7,92	5,17	2
Juriste	8,09	6,82	1,73
Travailleur social	6,33	5,78	1,78
Formation initiale	7,05	6,58	1,84
Formation continue	8,56	5,22	2,11

Les savoirs théoriques retiennent la part la plus importante du discours des formateurs sur les objectifs pédagogiques. Certains d'entre eux se sont particulièrement attachés à les énoncer. C'est le cas des vacataires (majoritairement juristes) et des juristes. En raison de leur formation théorique, nous pouvions raisonnablement nous attendre à ce que les juristes, contrairement aux travailleurs sociaux qui, eux, ont bénéficié d'une formation en alternance, se montrent plus sensibles que ces derniers à ce type de savoirs. C'est également le cas des formateurs intervenant dans le cadre de la formation continue. La durée limitée des stages, ainsi que l'absence d'alternance « réelle » (sur le plan pédagogique) contribuent certainement à ce positionnement en faveur des savoirs théoriques.

Ils sont suivis de très près par les savoirs procéduraux. Ceux qui y consacrent les développements les plus larges sont les formateurs permanents, fortement impliqués, comme

[1] Tableau construit à partir de la grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux figurant en annexe.

[2] 65 : nombre d'items de ce type repérés chez les formateurs permanents ; 8 : nombre de formateurs permanents. Les indices sont donc les rapports de poids (nombre moyen d'items pat type de « répondant »).

nous l'avons déjà fait remarquer, dans la professionnalisation des apprenants et, donc, portés sur l'opérationnalisation des savoirs. Les travailleurs sociaux se montrent moins bavards que les juristes, dont l'attachement aux savoirs de type théorique trouve ici confirmation. Le dispositif le plus favorable aux savoirs procéduraux apparaît comme étant celui de la formation initiale. L'apprentissage des plans d'action à mettre, par la suite, en oeuvre en situation professionnelle peut paraître, en effet, comme une de ses priorités.

Les savoirs pratiques prennent position loin derrière les savoirs théoriques et les savoirs procéduraux. Les activités professionnelles ne sont pas regardées, a priori, comme une source privilégiée de savoirs. Travailleurs sociaux et juristes portent le même regard. Celui-ci est plus soutenu chez les vacataires et chez les formateurs du dispositif de la formation continue. Certes, en formation continue, les apprenants ont de l'expérience professionnelle, en tout cas suffisante pour produire des savoirs que le formateur a la possibilité d'identifier et de contribuer à formaliser. Le fait que les vacataires devancent les formateurs permanents est, au premier coup d'œil, surprenant. Il l'est moins après un examen affiné des dispositions de chacun. En effet, comparés aux formateurs permanents qui n'occupent d'autre emploi que celui-là, les vacataires, eux, ont une activité professionnelle sociale et juridique sur laquelle ils peuvent se baser pour mettre en valeur les savoirs pratiques.

Par conséquent, tandis que les savoirs théoriques et les savoirs procéduraux occupent une place de choix dans les discours des formateurs, les savoirs pratiques, eux, ne sont évoqués que de façon subsidiaire.

En ce qui concerne maintenant le périmètre des savoirs, sont couverts, au plan théorique, le statut juridique des usagers, les politiques d'aide sociale, les acteurs de l'aide sociale, le contrat en travail social, le droit du travail, la conception positiviste du droit, les droits et libertés, le droit des usagers. Les formateurs n'évoquent pas les savoirs théoriques tenant aux demandes juridiques des usagers, à l'aide à l'accès au droit, à la médiation, aux acteurs juridiques, aux types de langage juridique, aux mots juridiques, à la documentation juridique, au droit de la fonction publique, aux syndicats, aux associations professionnelles.
Pour ce qui est des savoirs procéduraux, tous ceux qui sont liés à la capacité à saisir les demandes juridiques des usagers sont mentionnés (qualification juridique, identification des problèmes de droit, orientation, choix du mode d'intervention juridique). Il en va quasiment de même concernant la capacité à mener une intervention juridique. Ainsi, les savoirs procéduraux inhérents à la médiation, l'attribution des droits sociaux, l'information juridique sont présents dans les discours des formateurs. Sont absents uniquement ceux relatifs à l'accompagnement juridique. Tous les savoirs procéduraux sur lesquels la constitution d'un réseau juridique repose sont ignorés. Au contraire, ils sont tous pris en compte s'agissant du langage juridique (utiliser les mots dans leur sens juridique et à bon escient), de la documentation juridique (repérer, analyser et appliquer un document juridique). Exception faite du repérage des instances de défense des droits des salariés et de leur intégration, l'ensemble des savoirs procéduraux, nécessaires à faire du travailleur social un salarié stratégique est abordé. Enfin, les formateurs déclarent que les travailleurs sociaux doivent savoir utiliser le droit comme un outil de promotion sociale des usagers, et porter à la connaissance de ces derniers l'existence du droit.
Quant aux savoirs pratiques, ils se résument, sur le plan technique, à détecter dans la demande globale de l'usager la présence du droit, lui faire prendre conscience de son droit à bénéficier d'une aide, dispenser l'information juridique dans un langage qui lui soit accessible. Des savoirs pratiques, en lien avec la constitution d'un réseau juridique, sont exprimés, notamment nouer des relations avec les acteurs juridiques, mobiliser le membre du réseau capable de donner l'information recherchée. Ceux sur lesquels la capacité à s'exprimer dans

un langage juridique et la capacité à agir comme un salarié stratégique s'appuient sont délaissés. Ils sont pris en considération, en revanche, pour s'approprier de la documentation juridique (constituer un fonds documentaire en droit, construire une pensée juridique), et, au moins pour partie, pour se comporter comme un acteur juridique émancipateur (favoriser la mobilisation du droit par l'usager, transmettre à l'usager la connaissance des mots-clés du droit).

- **Dans ce qui est fait**

De quoi les formateurs parlent-ils de façon dominante ? Quels types de savoirs essaient-ils ainsi de transmettre ? Pour répondre à ces questions, nous nous basons sur la grille d'analyse de contenu des observations[1].
Dans les dix séquences pédagogiques, les formateurs transmettent des savoirs théoriques, reposant principalement sur des définitions. Deux formateurs (S4, S6) montrent qu'ils s'attachent à doter les stagiaires de savoirs procéduraux, en leur faisant faire des commentaires d'arrêts ou des lectures de jurisprudences. Il s'agit de formateurs juristes.
Enfin, ils sont trois (S7, S9, S10) à mettre l'accent sur des savoirs pratiques, directement extraits de leurs pratiques professionnelles. Ce sont des formateurs travailleurs sociaux, développant des pratiques juridiques.

A propos du contenu des savoirs théoriques, il s'agit de l'organisation administrative (décentralisation, déconcentration, centralisation) , de la protection de l'enfance, de l'exclusion, des majeurs protégés, de la hiérarchie des normes, du statut juridique de la personne, du droit de la famille, divorce, du PACS, du droit du travail. En les confrontant au référent, il manque, principalement, les demandes juridiques des usagers, la médiation, les acteurs juridiques, le langage juridique, la documentation juridique, le droit de la fonction publique, les différentes conceptions du droit. Les deux savoirs procéduraux mobilisés sont : identifier des problèmes de droit et analyser un document juridique. Quant aux savoirs pratiques, ils ne sont pas explicités par les formateurs.

En conclusion, selon le premier indicateur, on peut dire que les objectifs pédagogiques sont multiréférentiels dès lors qu'ils mettent en valeur trois catégories de savoirs, théoriques, procéduraux, pratiques. Cela est vrai pour ce qui est prescrit, pour ce qui est dit et pour ce qui est fait par les formateurs. Néanmoins, un déséquilibre important intervient en faveur des savoirs théoriques.
Du point de vue du périmètre des savoirs, le second indicateur, en comparaison avec le référent, voici ce que nous constatons pour les savoirs théoriques. Ce sont pratiquement toujours les mêmes qui sont couverts et non couverts dans ce qui est prescrit, dit et fait. Les premiers portent sur le cadre de l'action sociale, le statut juridique des usagers, le droit du travail, le droit des usagers. Les seconds sont les demandes juridiques des usagers, le langage juridique, la documentation juridique, le droit de la fonction publique, les conceptions du droit. Les savoirs procéduraux sont axés sur le pôle technique dans les textes réglementaires. Dans les projets pédagogiques, les énoncés des stages juridiques ainsi que dans les discours des formateurs, un certain équilibre des savoirs procéduraux intervient entre le pôle technique et le pôle stratégique. Mais, un décalage important survient en les confrontant avec les pratiques pédagogiques où ils sont minimisés. Enfin, les savoirs pratiques sont étoffés dans

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques.

les discours des formateurs alors qu'ils sont très limités dans les projets et dans les pratiques pédagogiques.

Conclusion

Nous avons cherché, au terme de ce paragraphe, à évaluer les objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux sur la base de trois critères : l'intentionnalité, la professionnalité et la multiréférentialité. Pour vérifier si ces critères sont remplis dans ce qui est prescrit, dans ce qui est dit et fait par les formateurs, nous nous sommes appuyée sur une série d'indicateurs : la formulation des objectifs, leur communication aux stagiaires en début et en fin de formation pour le premier critère ; la présence de sept capacités pour le second critère ; la présence de trois types de savoirs et leur périmètre pour le troisième critère.
Quels résultats saillants avons-nous retirés ?
Tout d'abord, les objectifs pédagogiques, s'ils sont formulés dans les textes et par les formateurs dans leurs discours, ils ne le sont pas dans les pratiques pédagogiques. En général, ils ne sont communiqués aux stagiaires ni en début, ni en fin de formation. Ainsi, le critère d'intentionnalité n'est qu'imparfaitement respecté.
Ensuite, les sept capacités sont inégalement présentes dans les différents niveaux d'expression des objectifs pédagogiques. Si elles le sont toutes dans les discours des formateurs, et presque toutes dans les textes réglementaires et pédagogiques confondus, la moitié d'entre elles fait défaut au moment des interventions. Dans tous les cas, ce sont les capacités à orientation technicienne qui prévalent. En conséquence, le critère de professionnalité peut être considéré comme rempli mais avec quelques réserves.
Enfin, les trois types de savoirs, théoriques, procéduraux et pratiques apparaissent dans les prescriptions, les discours et les pratiques pédagogiques. Cependant, ce sont les savoirs théoriques qui occupent la première place. Le périmètre de ces savoirs est limité. Ni les savoirs théoriques, ni les savoirs procéduraux ou pratiques ne sont complètement couverts, au regard du référent. Ainsi, si multiréférentialité il y a, elle demeure relative surtout du point de vue du second indicateur.

La formation juridique des travailleurs sociaux apparaît donc comme partiellement adaptée en ce qui concerne les objectifs pédagogiques. Les points faibles se situent à trois niveaux.
Le premier est la formulation insuffisante de ces objectifs par les formateurs dans leurs pratiques pédagogiques et le défaut de communication de ces objectifs aux stagiaires.
Un autre point faible réside dans le fait que les formateurs ne développent pas suffisamment de capacités dans le cadre des séquences pédagogiques, en tout cas pas toutes celles qui seraient nécessaires à la professionnalité des travailleurs sociaux.
Enfin, la prédominance des savoirs théoriques sur les savoirs procéduraux, mais surtout sur les savoirs pratiques, représente un obstacle à une véritable approche multiréférentielle du droit dans la formation des travailleurs sociaux.

Après avoir procédé à l'évaluation des objectifs de la formation juridique des travailleurs sociaux et conclu à une relative inadaptation, nous proposons de faire l évaluation des modes de travail pédagogique.

§2. L'EVALUATION DES MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX

Tout comme nous l'avons fait pour évaluer les objectifs pédagogiques, nous allons prendre en compte, pour l'évaluation des modes de travail pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux, les différents moyens d'expression des acteurs. Nous nous baserons, pour cela, sur le référent relatif aux modes de travail pédagogique, longuement présentés dans le chapitre précédent.
Ainsi, nous passerons à nouveau la réglementation en vigueur de la formation initiale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social, les projets pédagogiques des centres de formation initiale de la région Nord/Pas-de-Calais, au crible de ce nouveau référent. Au niveau de la formation continue, une nouvelle lecture des stages juridiques proposés dans la région sera effectuée.
Les discours des formateurs constitueront un second matériau, le même que celui mobilisé pour évaluer les objectifs. Cette fois-ci, cependant, nous nous réfèrerons à une autre grille consacrée aux modes de travail pédagogique[1]. Celle-ci s'organise autour de trois catégories : le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative, le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle et le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale. Chacun de ces MTP fait l'objet d'une sous-classification comprenant le point d'ancrage du travail pédagogique, le rapport au savoir, la logique du travail pédagogique, les agents du dispositif pédagogique, le rapport au pouvoir et les effets sociaux.
Enfin, nous nous appuierons, une dernière fois, sur les observations des dix séquences pédagogiques, dont une partie des résultats a servi précédemment.

C'est donc ces trois catégories de matériaux qui constitueront le support de l'évaluation des modes de travail pédagogique. Celle-ci reposera sur deux critères : la diversification des modes de travail pédagogique et la prédominance de l'un d'entre eux, le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP3). Ces deux critères seront examinés à la lumière des mêmes indicateurs, au nombre de six : les points d'ancrage du travail pédagogique, les rapports au savoir, les agents pédagogiques les logiques du travail pédagogique, les rapports au pouvoir et les effets sociaux.
Pour plus de visibilité, nous proposons le tableau récapitulatif suivant :

CRITERES	INDICATEURS
Diversification des MTP	• Les points d'ancrage du travail pédagogique • Les rapports au savoir • Les agents pédagogiques • Les logiques du travail pédagogique • Les rapports au pouvoir • Les effets sociaux
Prédominance du MTP3	

Afin d'éviter les répétitions, puisqu'il s'agit des mêmes indicateurs, les deux critères seront considérés successivement dans ce qui est prescrit, dans ce qui est dit et dans ce qui est fait par les formateurs.

[1] Selon la classification de Marcel LESNE ; voir Gilles LECLERC, *Le prescripteur, l'usager et le pédagogue. Lire l'agir éducatif*, L'Harmattan, 2002, 240p.

2.1. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est prescrit

➢ En formation initiale

Le dispositif réglementaire de la formation initiale des éducateurs spécialisés comprend un certain nombre de dispositions apportant des précisions sur les rapports au savoir, les agents pédagogiques et les rapports au pouvoir.
En ce qui concerne les rapports au savoir, tout d'abord, la formation des éducateurs spécialisés repose sur :

- « *un programme structuré à partir d'objectifs professionnels en UF qui constituent des points de passage obligés garantissant l'approche de l'ensemble des champs professionnels et qui permettant à cet effet l'acquisition de connaissances et de démarches méthodologiques,*

La transmission de savoirs pluridisciplinaires et théoriques, dont le savoir juridique qui fait l'objet d'un programme particulier, s'inscrit dans le rapport au savoir spécifique au MTP1 (de type transmissif). A propos des agents pédagogiques, ensuite, les textes donnent des indications sur la qualification des personnels des écoles:
« *Les formateurs et les responsables d'unité de formation doivent remplir les conditions suivantes :*

- *être titulaire du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé,*
- *être titulaire du D.S.T.S.*[1]*, d'une maîtrise ou d'un titre équivalent,*
- *justifier d'une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le champ de l'éducation spécialisée ou de leurs enseignements* ».

Ainsi, les formateurs permanents en droit, qui sont, en même temps, la plupart du temps responsables de l'unité juridique (UF6), sont nécessairement des travailleurs sociaux d'origine, ayant à la fois des connaissances juridiques théoriques issues de leur formation supérieure et des savoirs pratiques en droit extraits de leurs pratiques professionnelles. Les textes restent silencieux sur leur rôle. Leur qualification leur permet, a priori, de s'appuyer sur un double savoir juridique, théorique et professionnel et de promouvoir la relation dialectique entre la théorie du droit et les activités juridiques. Les formateurs permanents, responsables de l'unité juridique, assurent, en outre, la coordination pédagogique. A ce titre, ils apparaissent également comme des animateurs capables d'accompagner les apprenants conformément à leur trajectoire individuelle de formation. Ce sont donc des agents pédagogiques qui s'inscrivent en principe à la fois dans le MTP1, le MTP2 et le MTP3. Seulement, l'enseignement du droit étant majoritairement dispensé par des vacataires, les conclusions auxquelles nous sommes parvenue à propos des formateurs permanents en droit sont à relativiser. Les vacataires ne font, quant à eux, l'objet d'aucune indication portant sur leur cursus ou leur expérience professionnelle.
En annonçant, « *une articulation poussée entre des enseignements théoriques et des stages, dans le cadre d'une pédagogie d'alternance indispensable dans une formation à visée professionnelle* », la réglementation évoque une logique de travail pédagogique appropriative. Mais aucune précision n'est apportée sur les modalités de mise en oeuvre.
Enfin, pour ce qui est des rapports au pouvoir, l'enseignement du droit est sanctionné par deux catégories de contrôle : un contrôle continu et un contrôle terminal.
« Le *contrôle continu portera sur :*

- *un contrôle des connaissances afférentes aux points 1 et 2 du programme de l'unité*[2]

[1] Diplôme supérieur en travail social
[2] Le citoyen et la société, le système de protection sociale.

- *une étude de cas nécessitant la mise en oeuvre de connaissances acquises dans la troisième partie du programme (dimension juridique de l'éducateur spécialisé dans son intervention,*
- *un travail écrit portant sur le thème d'approfondissement* ».

La première épreuve est un contrôle quantitatif des connaissances juridiques qui entre dans le champ du MTP1. Les deux autres constituent des contrôles qualitatifs. Elles permettent de vérifier, en effet, la capacité des apprenants à transposer des données juridiques théoriques dans une situation concrète donnée ainsi que leur capacité à développer une pensée juridique. Toutes ces épreuves se déroulent sous la responsabilité des formateurs, permanents ou vacataires. Dans la mesure où l'apprenant est écarté de l'évaluation, en tant qu'acteur qui s'évalue lui-même en coopération avec le groupe et le formateur, on peut considérer que ce sont des épreuves qui relèvent du MPT1, non du MTP2.
Le contrôle terminal, dont les modalités sont fixées discrétionnairement par la DRASS, c'est-à-dire l'examen pour l'obtention du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé, prend la forme d'un questionnaire. Les textes parlent d' « *un questionnaire (durée : 2h30 – coeff.2) ayant pour objet de vérifier la maîtrise des acquisitions essentielles de sciences humaines et sociales qui porte sur le programme des unités de formation « Vie collective », « Economie et société » et « Unité juridique* ». Ils précisent en outre que « *Le candidat devra répondre à quatre questions sur six proposées. Il devra traiter au moins une question portant sur chacune des trois unités de formation mentionnées ci-dessus* ».
Le questionnaire est une épreuve appartenant MTP1.
Que dégager de cette première confrontation ? Quatre indicateurs trouvent des correspondances dans le donné analysé : les rapports au savoir, les agents pédagogiques, les logiques du travail pédagogique et les rapports au pouvoir. Deux indicateurs sont absents : les points d'ancrage du travail pédagogique et les effets sociaux. En ce qui concerne la diversification des modes de travail pédagogique, nous relevons la présence d'un seul indicateur allant dans ce sens : les agents pédagogiques. Les autres indicateurs, loin de jouer le jeu de la diversification, s'inscrivent dans un mode de travail pédagogique unique, soit le MTP2, soit le MTP3. En ce qui concerne la prédominance d'un mode de travail pédagogique, nous constatons que c'est le MTP1 qui est privilégié au regard des indicateurs dont nous disposons. Que déduire du silence des textes réglementaires sur les autres indicateurs ? Nous sommes en présence de textes d'orientation pédagogique. Ce statut du document a du sens pour nous. Logiquement, nous pourrions nous attendre à une prise de position sur le recours à une pluralité de modes de travail pédagogique, et notamment sur la mobilisation du MTP3 si cela avait été jugé pertinent. Nous en déduisons que le silence du texte n'infirme pas le constat fait plus haut.

Qu'en est-il des dispositions relatives à la formation juridique initiale des assistants de service social ?
A propos des rapports au savoir, le savoir dispensé est un savoir juridique théorique, compris dans une approche pluridisciplinaire, défini dans le programme de l'unité « *Cadre institutionnel de l'action sociale* ».
Pour ce qui est des agents pédagogiques, seule une catégorie de formateurs est évoquée : les moniteurs de stages.
Selon l'arrêté du 16 mai 1908, « *Les stages de formation doivent être obligatoirement accomplis sous la direction effective d'un moniteur de stage titulaire du diplôme d'Etat d'assistant de service social ayant une ancienneté professionnelle d'au moins trois ans dont une année au moins dans le service d'affectation et qui aura suivi une formation appropriée* ». Ils assurent le bon déroulement des stages qui ont pour objectif « *l'acquisition des techniques professionnelles, la maîtrise des connaissances pratiques nécessaires à l'exercice des responsabilités et la liaison entre les enseignements reçus à l'école et la*

pratique professionnelle ». En dehors de ces informations qui permettent de rattacher ces agents pédagogiques particuliers au MTP3, le silence est de rigueur à l'égard des formateurs en droit. Donc, nous ne pouvons rien en déduire.
Bien que les textes ne disent rien sur les logiques du travail pédagogique en droit, ils proposent une liste indicative et non exhaustive de moyens pédagogiques en termes de principes généraux :

- étude et analyse des textes,
- observation, connaissance de milieux, enquêtes,
- analyse de situations concrètes,
- moyens audio-visuels,
- jeux de rôles, expression non verbale,
- supervision, etc.

A travers cette diversité, nous repérons une première référence aux logiques pédagogiques du MTP1 (étude et analyse de textes), du MTP2 (jeux de rôles) et du MTP3 (analyse de situations concrètes). Une articulation des connaissances théoriques avec un savoir pratique est prévue par le biais des stages d'initiation et d'information[1] et des stages de formation. Une pédagogie de l'alternance paraît donc émerger, au sens du MTP3.
Les modalités de contrôle de l'enseignement du droit ne sont pas précisées. L'arrêté de 1980 laisse au centre de formation le soin de les définir dans le cadre du projet pédagogique.
En conséquence, nous relevons la présence de trois indicateurs : les rapports au savoir, les agents pédagogiques, les logiques de travail pédagogique. Trois indicateurs sont absents : les points d'ancrage du travail pédagogique, les rapports au pouvoir et les effets sociaux.
En ce qui concerne la diversification des modes de travail pédagogique, nous ne disposons que d'un seul indicateur ayant des correspondances dans le donné analysé : les logiques du travail pédagogique. Cet indicateur ne recouvre que deux modes de travail pédagogique. La diversification est donc incomplète, contrairement aux textes précédents. Pour ce qui est de la prédominance d'un mode de travail pédagogique, les rapports au savoir se réfèrent au MTP1, les agents pédagogiques au MTP3, les logiques de travail pédagogique au MTP1, au MTP2 et au MTP3. Ces indicateurs vont dans le sens de la prédominance du MTP3. Là encore, le silence des textes sur les autres indicateurs n'infirme pas le constat qui vient d'être fait.

Reste à savoir si ces résultats se rapprochent de ceux que l'on peut extraire des projets pédagogiques des centres de formation initiale des éducateurs spécialisés et des assistants de service social de la région Nord/Pas-de-Calais.
Les projets pédagogiques n'offrent que peu de précisions quant aux méthodes pédagogiques utilisées pour l'enseignement du droit.
Globalement, du point de vue des logiques de travail pédagogique, ils préconisent l'apport d'un savoir théorique articulé avec un savoir pratique puisé dans les stages. Deux d'entre eux mentionnent expressément l'alternance comme le moyen de relier ces deux types de savoir. Mais les conditions de sa mise en oeuvre spécifique à l'égard de la discipline juridique ne sont pas évoquées.
A **l'EES**, l'alternance est présentée comme « *principe de formation (qui) vise une meilleure articulation entre les contenus de formation, les pratiques sociales d'intervention et l'expérience cumulée, réactualisée et réinterrogée par la prise progressive de responsabilités* ». Elle a, par conséquent, pour finalité de relire l'expérience professionnelle, vécue dans le cadre des stages, avec les outils conceptuels acquis au cours de la formation.

[1] Les stages d'initiation et d'information doivent être organisés pendant la première année de scolarité. Ils peuvent être à temps plein ou à temps partiel. Leur durée est comprise entre un mois minimum et deux mois maximum. Ils ont pour objectif de donner aux élèves une connaissances concrète de l'action sociale, de la relation avec l'usager leur permettant d'aborder divers milieux de vie. Ils peuvent comprendre des visites de services ou d'institutions autres que celui de l'accueil.

Des informations plus complètes portent sur les rapports au pouvoir, en particulier les modalités d'évaluation. Il s'agit d'évaluations s'inscrivant dans le cadre du contrôle continu. Il faut dire qu'en principe, le contrôle continu est laissé à l'appréciation du centre de formation, sous réserve de l'accord de la DRASS.
Certains centres de formation se contentent de reprendre les termes de la réglementation. D'autres apportent des éléments complémentaires.
Par exemple, **l'ISVL** propose quatre formes de contrôles :

- des exposés par groupe de trois à cinq sur des questions d'actualité juridique
- des recherches sur thèmes imposés
- des QCM
- la présentation écrite d'une institution.

Mais, d'une façon générale, deux catégories d'épreuves sont retenues :

- un contrôle quantitatif des connaissances juridiques sous forme de questionnaire, de QCM
- un contrôle qualitatif sous forme d'études de cas, d'exposés, de dossiers.

Les projets pédagogiques des centres de formation des éducateurs spécialisés et des assistants de service social recèlent très peu de données sur la pédagogie du droit (deux indicateurs sur six sont présents). Seuls deux MTP apparaissent, dont un, le MTP1 prévaut. Par conséquent, ni le critère de diversification pédagogique, ni le critère de prédominance du MTP3 ne sont remplis.

➢ En formation continue

Les énoncés des stages juridiques, dans le cadre de la formation continue, renseigne non seulement sur les thèmes, les méthodes pédagogiques mais aussi sur la qualité des intervenants. Le tableau suivant a été construit à partir du contenu des plaquettes des stages juridiques, et propose une synthèse de ces trois types de données.

THEMES	METHODES PEDAGOGIQUES	INTERVENENANTS
Les responsabilités civiles et pénales dans le secteur socio-éducatif	*apports théoriques *études de cas concrets	Juriste
Application de la législation sociale...au travers des CCN[1] du 15 mars 1966 et du 31 octobre 1951	*exposés théoriques de cas concrets *mises en situation *remise d'un support de cours	Juriste
Sensibiliser, comprendre, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité en établissements socio-éducatifs	*apports théoriques *étude de cas concrets *remise d'un support de cours	Juriste
Le secret dans les pratiques professionnelles entre déontologie et obligations légales, que faire ?	*apports théoriques *étude de cas concrets fondés sur des situations réelles *réflexions fondées sur les différents codes définissant le secret professionnel	Juriste
Pratiques institutionnelles et droit des mineurs	*apports théoriques *étude de cas concrets	Juriste
Les mesures de protection des personnes incapables majeurs – Aspects juridiques et sociaux	*étude de situations *exposés	Directrice service des tutelles

[1] Convention collective nationale.

La pratique tutélaire	*travail sur dossiers *élaboration d'outils de gestion *visite d'un service	Directrice service des tutelles
Approche juridique de la violence	*apports théoriques *étude de cas concrets *mises en situation	Juriste
Hygiène, sécurité et conditions de travail	.....	CRAM Inspection du travail Médecine du travail
Responsabilités juridiques et secret professionnel dans le travail social	*analyse de dossiers *étude de cas concrets *études de textes *apports théoriques	Magistrats Responsables d'associations et de services judiciaires et administratifs Professionnels
Endettement, surendettement des familles	.....	Directrice des services des tutelles CESF Sociologue Banquier Huissier de justice
Tutelle – Suivi social et éducatif	.....	Directeur service de tutelles Juristes Juge des tutelles Chef de projet Psychosociologue
Protection judiciaire et protection sociale	*apports théoriques *études des jurisprudences du secteur social	Consultant en intervention sociale et juridique
Travailleur et Aide sociale à l'enfance	.....	Responsable de l'ASE Juge des enfants Avocat Responsable d'établissement
Droit et handicap	.....	Juriste Responsables d'administration
Construire et négocier un contrat avec des personnes en difficulté	*travail en sous-groupes *apports théoriques du formateur *débats en grand groupe *analyse de la pratique et expérimentation de la démarche à partir de situations ramenées par les participants	.....
Accompagner professionnellement des jeunes victimes de maltraitances sexuelles	*apports théoriques *réflexions alimentées par des textes	Juriste
Réactualisation des connaissances juridiques – Le crédit, le surendettement et l'accompagnement des familles	*formulaire d'actes de procédure *schémas sur transparents *document support	Juriste
Réactualisation des connaissances – Droit de la famille	*apports de connaissances à partir de situations réelles ayant donné lieu à des	Juriste

	jurisprudences *études de textes en groupe *étude de situations vécues sur le terrain par les participants	
Contre les exclusions, une loi d'orientation pour quoi faire ?	*approche conceptuelle *rencontres avec des personnes engagées dans des pratiques qui contribuent à rendre les personnes acteurs de leur devenir	Directrice de centre de formation Formatrice Partenaires qualifiés
Quelle éthique pour le travail social d'aujourd'hui	*exercices de relecture des situations vécues par les participants *étude de textes	Présidente d'association Directrice adjointe de centre de formation Chercheur
Embauche et fin des relations contractuelles	*apports théoriques *travail sur cas pratiques *échanges à partir des pratiques des participants	Responsable du service droit social et associatif
Structurer ses connaissances en droit du travail	*travaux pratiques	Conseiller technique du service juridique

En ce qui concerne l'activité dominante, dans chaque présentation de stage juridique figure un programme, un « contenu » plus ou moins élaboré. Ce programme décline des domaines de connaissances juridiques que nous ne reproduirons pas pour éviter les lourdeurs. Cette référence systématique à un savoir juridique théorique, confirmée par la présence des « apports théoriques » dans les méthodes pédagogiques mentionnées par les plaquettes de présentation, fait apparaître l'existence d'un mode de travail pédagogique de type transmissif. Ce mode pédagogique s'impose également à travers la catégorie d'intervenants mobilisés pour assurer la réalisation des stages. Les agents principaux du dispositif pédagogique sont ou, dans la grande majorité des cas, des juristes détenteurs d'un savoir juridique théorique, ou des travailleurs sociaux dotés d'un savoir juridique professionnel, conformément au MTP1.
Sa prédominance est toutefois atténuée par le recours à des logiques de travail pédagogique incitatives comme des études de cas ou cas pratiques, des mises en situation et des débats. Cette logique relève du MTP2.
Il s'ensuit que, en l'absence de données sur les points d'ancrage, les rapports au pouvoir et les effets sociaux, nous retirons deux conclusions à partir de trois indicateurs. La première est que les modes de travail pédagogique sont peu diversifiés. La seconde découle de la première, à savoir que le MTP3 étant inexistant au regard des indicateurs, celui-ci ne peut prédominer.

Nous faisons les constats suivants. Trois indicateurs seulement trouvent ici des correspondances. Il s'agit des rapports au savoir, des agents pédagogiques et des logiques de travail pédagogiques. Trois indicateurs sont totalement absents : les points d'ancrage du travail pédagogique, les rapports au pouvoir et les effets sociaux. Au regard de la diversification des modes de travail pédagogique, les données recueillies font apparaître des références au MTP1 et au MTP2 alors que le MTP3 est complètement absent.

2.2. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est dit par les formateurs

Nous nous référons ici aux résultats issus de la grille d'analyse des modes de travail pédagogique[1].
Il ressort, à première vue, que les trois types de modes de travail pédagogique sont présents dans leur discours. Le poids qu'ils représentent est, cependant, différent. Le MTP1 et le MTP2 sont évoqués par l'ensemble des formateurs, alors que le MTP3 l'est par 14 d'entre eux. Par ailleurs, dans la mesure où le MTP1 occupe 59%[2] du discours des formateurs, le MTP2 31% et le MTP3 10%, nous pouvons considérer que le MTP1 est globalement prédominant. Ceux qui parlent le plus du MTP1 sont les vacataires, les juristes et les formateurs qui interviennent dans le cadre de la formation continue. Le recours au mode de travail pédagogique de type transmissif par les vacataires peut s'expliquer par le fait qu'ils sont soumis à des impératifs de programme et des contraintes horaires. En ce qui concerne les juristes, c'est leur formation traditionnellement ancrée dans le MTP1 qui peut le motiver. Enfin, la formation juridique continue est peut être fortement marquée par le MTP1 parce qu'elle a entre autres pour objet de réactualiser des connaissances sur une durée minimale.
Le MTP2 occupe une place privilégiée dans les discours des formateurs permanents, des juristes et des formateurs de la formation continue. Le positionnement des formateurs permanents en faveur du mode de travail pédagogique de type incitatif est alimenté par le souci de développer chez les apprenants des potentialités de nature à garantir leur insertion et leur ascension professionnelles.
Loin derrière ces deux modes de travail pédagogique, apparaît le MTP3 de type appropriatif. Il est l'apanage des formateurs permanents, des travailleurs sociaux, et se réalise plutôt dans le cadre de la formation initiale des travailleurs sociaux. Pour les formateurs permanents, leur investissement dans la professionnalisation des travailleurs sociaux constitue une explication. Il s'explique peut-être également par la recherche de conscientisation des inégalités en droit au gré d'une conception dialectique, s'opposant au positivisme juridique défendu ou reproduit par les juristes. Elle vaudrait également pour les travailleurs sociaux. Pour terminer, le dispositif de la formation initiale est plus propice que la formation continue, de courte durée, à une appropriation du droit par les apprenants en raison de l'alternance sur laquelle elle repose.

Voyons ce qu'il en est maintenant de manière plus précise en référence aux six indicateurs.

Du point de vue des points d'ancrage du travail pédagogique, les trois MTP sont concernés. Les plus mobilisés sont le MTP2 et le MTP1, dont parlent respectivement 20 et 19 formateurs. Ceux du MTP3 sont évoqués par 12 formateurs. La prédominance du MTP2 se confirme au regard du poids qu'il représente dans les discours. En effet, les points d'ancrage de ce mode de travail pédagogique occupent 13% des discours des formateurs contre 9% pour ceux du MTP1.
La motivation des apprenants, le rapport concret entre leur situation professionnelle et le droit et leurs représentations juridiques, constituent les points de départ principaux de l'activité pédagogique. Cette tendance est prégnante du côté des vacataires, des juristes et du côté de la formation continue. Les apprenants en formation continue disposent, en effet, d'une expérience du travail social que le formateur peut utiliser comme point d'ancrage pédagogique.

---

[1] Voir en annexe la grille d'analyse de contenu des modes de travail pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux.
[2] Ce pourcentage est calculé en rapportant le nombre d'items spécifiques à l'ensemble des items « objectifs pédagogiques » dénombrés.

L'activité pédagogique liée à la transmission des connaissances juridiques se base sur trois préoccupations majeures : le rôle croissant du droit dans la régulation des relations sociales, la réglementation de la formation juridique en particulier le programme et le niveau, bas, des connaissances juridiques des travailleurs sociaux en formation. Elles sont fréquemment émises par les vacataires, les juristes et par les intervenants de la formation continue.
Il arrive, plus rarement, que le travail pédagogique prenne racine dans les inégalités d'accès au droit et dans la volonté de rendre les apprenants acteurs du droit. C'est une orientation que prennent en majorité les formateurs permanents, les travailleurs sociaux et les formateurs qui interviennent dans le cadre de la formation initiale.

« *Même le droit constitutionnel, j'arrive à les intéresser, pourquoi, parce que c'est de la vie collective de tous les jours* » (E8).
« *Dans un métier qui est toujours contingenté par des textes administratifs, par des relations de droit dans lesquelles s'engagent des mandats, des missions, des définitions institutionnelles etc., la connaissance du droit et des institutions sociales fournit aussi nécessairement des éléments d'interrogation* » (E4).

En ce qui concerne le deuxième indicateur, les rapports au savoir, les trois MTP sont également représentés. Cependant, alors que les formateurs sont respectivement 20 et 19 à les situer dans le MTP1 et le MTP2, ils ne sont que 2 à les rattacher au MTP3. L'avance du MTP1 sur le MTP2 tend à se confirmer dans le poids des discours, 14% dans le discours des formateurs à propos du MTP1, 8% à propos du MTP2.
Le savoir juridique auquel les interviewés font le plus souvent référence revêt trois grandes caractéristiques communes au MTP1. Il s'agit d'un savoir de base constitué des notions fondamentales du droit, théorique et autonome par rapport aux autres champs disciplinaires. Ce sont les vacataires et les juristes qui sont les plus bavards à ce sujet. Les juristes, en même temps vacataires dans 60% des cas, se sont eux-mêmes vus dispenser ce type de savoir et tendent, apparemment, à le reproduire. Le fait d'appartenir au dispositif de la formation initiale ou continue n'est pas une variable pertinente.
Mais, un autre type de savoir est mobilisé, entrant dans le champ du MTP2. Le savoir juridique mis en valeur est issu de l'expérience des apprenants, de leur habitus juridique professionnel, de manière à susciter leur attention. Il est appréhendé en relation avec d'autres disciplines, que ce soit par addition (pluridisciplinarité) ou par transversalité (interdisciplinarité). Se situent particulièrement dans cette mouvance les formateurs permanents, beaucoup plus que les vacataires. Leur implication dans la professionnalisation du travail social est l'explication la plus probante.
Quant au savoir pratico-théorique, il est quasiment absent du discours des formateurs.

« *Des AS, c'est pas fait pour en faire des juristes. C'est fait pour leur donner un minimum de connaissances de la matière* » (E8).

« *Donner les bases, qu'ils soient pas complètement perdus le jour où ils ont un problème un peu juridique* » (E10).

« *Ce que nous ont pensait, mais on l'avait déjà dit c'est que la matière fait qu'y a des incontournables, faut vraiment...on a pas encore trouvé la méthode pour que les stagiaire n'apprennent pas, enfin, puissent s'imprégner sans appendre, seulement par cœur. Donc, on va travailler par polys pour pouvoir gagner du temps, mais ils ne feront pas l'économie d'un apprentissage purement scolaire* » (E17).

BU LILLE I

« *C'est toujours dans une espèce de stimulation. On doit toujours être à les interpeller, à les interroger sur ce qu'ils font, sur ce qu'ils pensent* » (E1).

« *Ouvrir les travailleurs sociaux à la politique sociale, à travers une vision un peu engagée du travail social* » (E1).

Quels sont les résultats du point de vue du troisième indicateur qui est la qualité des agents pédagogiques ? Les 20 formateurs parlent d'agents entrant dans le champ du MTP1. Ils sont 4 à les placer dans le cadre du MTP3. Un seul formateur considère que le formateur juridique des travailleurs sociaux appartient au MTP2. Ainsi, si les trois MTP sont présents, ils le sont de manière très inégale.
D'après ce que disent les formateurs interrogés, les personnes qui assurent la formation juridique des travailleurs sociaux sont, la plupart du temps, et de façon paritaire, soit des travailleurs sociaux qui ont des connaissances juridiques de par leurs activités professionnelles (éducateurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, délégués à la tutelle...) , soit des juristes oeuvrant dans le champ du travail social (avocats prenant l'aide juridictionnelle, juges des enfants, juges des tutelles...). Toutefois, il peut s'agir, également dans une moindre mesure, d'enseignants (Education nationale).

« *Au CEMEA d'Arras, ils font intervenir un éducateur qui a travaillé pas mal les aspects justice, donc qui connaît des tas de petites recettes pratiques : comment on se comporte par rapport au juge, comment on se comporte par rapport à ceci, par rapport à cela, mais qui ne fera pas une réflexion fondamentale sur les droits des mineurs aujourd'hui. Donc, en fait, il va apprendre les petites recettes aux éducateurs mais pas une réflexion plus approfondie. Donc je dirais c'est...Là aussi ce qu'on appelle parfois les théoriciens, c'est plus des gens de recettes que des véritables théoriciens* » (E1).

« *Le mélange qu'on a choisi, le cocktail entre des juristes, mais des juristes qui ont quand même une pensée, donc, y a une sensibilité, même quand on fait appel à des gens qui ont un cursus de pur juriste, on les choisit avec derrière toute une affection épistémologique, c'est une erreur que d'embaucher des enseignants type fac tels que je les ai connus ex cathedra qui se pointent avec les textes* » (E17).

En ce qui concerne le quatrième indicateur, lié aux logiques de travail pédagogique, plusieurs constats s'imposent. Tout d'abord, il est présent dans les trois MTP, chez 20 formateurs au niveau du MTP1, 17 formateurs au niveau du MTP2 et 6 formateurs au niveau du MTP3.
Le travail pédagogique du MTP1 est largement majoritaire.
C'est un travail qui s'adresse à un grand groupe d'apprenants dont l'implication se limite à la prise de notes. Ses modalités d'exercice sont diversifiées. Les trois principales sont l'illustration avec des exemples choisis par le formateur, les échanges de questions-réponses, la présentation de textes juridiques (lois, jurisprudences). C'est une logique à laquelle adhèrent spécialement les vacataires, les juristes et les formateurs du dispositif de la formation continue.
Le travail en petit groupe, prenant la forme de débats ou de résolutions de cas pratique est très peu mobilisé. Il l'est plutôt par les formateurs permanents et dans le cadre des stages juridiques de la formation continue. Il est, en effet, difficile d'organiser un débat ou des cas pratiques en grand groupe, comme ce peut être le cas en formation initiale.
Quant aux activités pédagogiques permettant d'articuler les savoirs juridiques de type théorique aux activités professionnelles des apprenants grâce à l'alternance, qui sont reliées au MTP3, elles sont presque inexistantes. Elles se matérialisent par des projets ou des dossiers de recherche. Le silence est complet du côté des vacataires et des intervenants de la formation

continue. Les premiers ne sont pas associés à l'alternance. Ils ignorent ce que font les apprenants en stage et même, parfois, à quels moments les stages se déroulent. Dans ces conditions, il leur est impossible de construire une pédagogie de l'alternance. Au niveau de la formation continue, l'alternance ne peut être mise en oeuvre en raison de la courte durée des stages. Finalement, ce sont les formateurs permanents du dispositif de la formation initiale qui sont le mieux placés pour favoriser la liaison entre les cours de droit et les stages.

« *J'ai rien à préparer moi. On me fait intervenir sur des choses où j'ai rien à préparer. Donc, j'arrive, je fais mon baratin pendant 3h que je maîtrise bien depuis le temps* » (E8).

« *Y a d'une part des cours tout ce qu'il y a de classique, didactique, professoral* » (E17).

« *Ils ont des questions terre à terre et là, ils ont beaucoup de questions. Les questions tournent beaucoup autour des mêmes thèmes. Là, c'était aussi sur l'autorité parentale, sur l'assistance éducative, sur l'enfance délinquante etc., l'ordonnance de 45. Donc, c'est toujours des questions qui tournent autour des mêmes axes* » (E10).

« *J'organise, même si l'année dernière je l'ai pas fait, parce que le stock était épuisé, une conférence une fois par an sur la PJJ, avec différents intervenants, avocats, juges des enfants, travailleurs sociaux* » (E17).

Le cinquième indicateur, les rapports au pouvoir, s'inscrit dans les trois MTP, pour 20 formateurs dans le MTP1, 15 formateurs dans le MTP2 et un seul formateur dans le MTP3.
Il apparaît, en priorité, que le formateur transmet des connaissances, un « message », tandis que l'apprenant l'écoute attentivement pour recevoir intégralement ce message. C'est donc un rapport d'émetteur à récepteur qui se met en place. Mais c'est aussi un rapport de domination qui s'exprime dans les modalités d'évaluation. Le formateur contrôle de façon discrétionnaire le niveau quantitatif des connaissances juridiques acquises. Il le fait très souvent au moyen d'un questionnaire, mais également parfois sur la base d'une rédaction, d'un QCM ou d'un exposé. Ce type de rapport est entretenu surtout par les vacataires, les juristes et les formateurs en formation continue.
Exceptionnellement, certains formateurs s'engagent dans des relations pédagogiques d'accompagnement, de « guidage », où les caractéristiques du groupe sont prises en compte. Les évaluations proposées cherchent à mesurer la capacité de l'apprenant à interpréter le droit dans le cadre d'un commentaire de texte juridique ou à transposer des données juridiques dans des situations professionnelles concrètes, comme la résolution d'un cas pratique. Cette évaluation qualitative peut se compléter d'une auto-évaluation, c'est-à-dire un bilan de fin d'année, dressé par l'apprenant sur les aspects positifs et négatifs de l'enseignement du droit. Cette démarche, qui relève du MTP2, est empruntée davantage par les formateurs permanents que par les vacataires.
Les discours des formateurs ne laissent échapper pratiquement aucun indice d'existence d'un quelconque rapport démocratique, d'égalité entre formateur et apprenant, ni d'une quelconque évaluation en commun.

« *La relation pédagogique, elle doit être une relation qui n'est pas une relation spécialement de maître à élève même si, effectivement, le formateur a en général eu plus de connaissances, plus d'expériences que le jeune qui est devant lui* »... « *Ils doivent répondre à des questions...des questions qui sont choisies par les différents formateurs qui sont en général d'assez bonnes petites questions qui ont trait à...Mais ça fait plus rentrer dans une démarche pratique que dans une démarche de réflexion sur la citoyenneté. Donc c'est justement le...Ça montre bien le droit comme une recette* » (E1).

« *J'ai un cas en tête, ici, par exemple, un fille qui s'est mise à pleurer parce que j'essayais de lui demander de m'expliquer quelles étaient les différentes mesures de placement qui pouvaient s'exercer sur les gamins dont elle avait la charge. Elle était incapable de me le dire. Je lui ai dit que j'étais pas content* » (E4).

« *Y a des moments où on doit taper du poing. Ça m'est arrivé. Ça m'arrive chaque année de taper du poing sur la table, en leur disant que je vais me fâcher...Je suis tout à fait crédible, parce que, quand je leur dis : écoutez, on verra bien à l'examen terminal, ce que je vais vous donner, et puis, attendez-vous à ce que je pose une question là dessus, ça les calme tout de suite. Parce qu'elles ont quand même la peur de l'examen* » (E8).

« *Ça m'est arrivée d'élever un peu la voix vers la fin surtout parce que j'en avais un peu marre et puis c'était lourd comme horaires, donc là, je commençais un petit peu à m'énerver* » (E10).

« *On joue plus la carte de la participation que la carte de la négociation avec les élèves...Faut toujours être dans une attitude, effectivement, d'aider l'autre à construire sa pensée. Donc, c'est pas une relation de domination. Ça doit être en permanence une relation effectivement d'aider l'autre à construire sa pensée* » (E1).

Enfin, que dégageons-nous comme tendances par rapport au dernier indicateur, à savoir les effets sociaux ? Ces effets apparaissent dans les trois MTP. 16 formateurs en parlent dans leurs discours dans le cadre du MTP1, 5 dans le cadre du MTP2 et 7 dans le cadre du MTP3.
Les effets attendus de la formation juridique des travailleurs sociaux sont, principalement, pour les formateurs, la technicité de leurs activités juridiques professionnelles, secondairement la normalisation juridique des usagers ainsi que le maintien de l'ordre juridique établi. Ce sont les effets sociaux du MTP1. Ils sont préconisés plutôt par les vacataires, les juristes et les formateurs intervenant dans le cadre de la formation continue.
Un quart des formateurs interrogés considère que la formation juridique rend les travailleurs sociaux capables d'adapter le droit aux besoins des usagers en même temps qu'elle en fait des sujets de droit (MTP2). C'est en particulier le cas des formateurs permanents, des juristes et des formateurs en formation continue.
Ils sont autant à se tourner vers l'image d'un travailleur social acteur juridique en position de défendre, non seulement ses intérêts personnels, mais également d'émanciper par le droit les usagers (MTP3). C'est une tendance remarquable chez les formateurs permanents et chez les travailleurs sociaux.

« *Les diplômes tels qu'ils ont été ficelés y a vingt ans ne correspondent plus aux réalités sociales. Parce que effectivement, on préfère avoir des éducateurs et des AS qui soient beaucoup plus à gérer la pauvreté et le handicap qu'à effectivement vouloir lutter réellement contre l'exclusion* » (E1).

« *Je pense que le programme est le reflet d'une volonté politique, à un moment donné de l'histoire de la société française, et que, au moment où la réforme de 90 arrive, on est dans une période où, ça n'a guère changé d'ailleurs, il s'agit bien de faire osciller le travail social entre ces deux vieilles fonctions qui sont le contrôle social et l'aide aux personnes* » (E4).

« *On est pas là pour former de juristes. Je pense qu'on est là pour former des gens qui puissent être sensibilisés au fait que les règles juridiques sont des armes dangereuses, c'est comme une épée, y a un côté tranchant qu'il vaut mieux maîtriser et mettre au service des*

plus faibles, plutôt que de la manier en coupant autrui sans le faire exprès, ou en se coupant soi-même » (E17).

Le fait d'associer, au niveau de la formation juridique des travailleurs sociaux, tant au niveau initial que continu, les trois modes de travail pédagogique, MTP1, MPT2 et MTP3, est une affirmation commune aux formateurs interrogés. En ce sens, nous pouvons reconnaître la satisfaction du critère de diversification des modes de travail pédagogique. Ceux-ci n'ont cependant pas la même importance dans les discours. Le tableau ci-dessous est destiné à faire le point sur le classement de chaque MTP en fonction de chaque indicateur.

	MTP1	MTP2	MTP3
Les points d'ancrage	2	1	3
Les rapports au savoir	1	2	3
Les agents pédagogiques	1	3	2
Les logiques de travail pédagogique	1	2	3
Les rapports au pouvoir	1	2	3
Les effets sociaux	1	3	2

Le MTP1 occupe une position dominante mais non sans partage. Il est suivi par le MTP2, dominant du point de vue d'un seul indicateur, les points d'ancrage. Quant au MTP3, il se situe en dernière position, sauf en ce qui concerne deux indicateurs, les agents pédagogiques et les effets sociaux, qui le mettent en seconde position. Le critère de prédominance du MTP3 est, en conséquence, loin d'être rempli.

Quels sont maintenant les constats que nous pouvons faire au regard de ce que font les formateurs dans leurs pratiques pédagogiques ?

2.3. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est fait par les formateurs

Les résultats obtenus sont concentrés dans la grille d'observation ci-dessous, représentée sous forme de tableau. Dans chaque séquence (S1, S2...), nous précisons le nombre de fois (X) ou les modes de travail pédagogique (MTP1, MTP2, MTP3) apparaissent dans les points d'ancrage, les rapports au savoir, les logiques du travail pédagogique, les agents pédagogiques et les rapports au pouvoir. Un des indicateurs a été supprimé, les effets sociaux, qui ne peuvent être mesurés au terme d'une séquence pédagogique.

GRILLE D'OBSERVATION DES SEQUENCES PEDAGOGIQUES

Catégories d'observation	MTP	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	TOTAL
Points d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	X	X	X	X	X	X	X	XX	XXX	X	13
	MTP2											0
	MTP3											0
Rapports au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	XX	XX	X	XX	XX	XX	XX	XX	X	X	17
	MTP2				X							1
	MTP3											0
Logiques du travail pédagogique	MTP1	XXXXXX	XXXXXX X	XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX	XXXXXX X	XXXXX	XXXXX	XXXXX	XXXX	57
	MTP2	X		X	XXX			X		XX	X	9
	MTP3											0
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	XX	XX	XX	XX	XX	XX	XXX	XX	XXX	X	21
	MTP2											0
	MTP3											0
Rapports au pouvoir	MTP1	XXX	XXX	XX	X	XXX	XX	XXX	XXX	X	X	22
	MTP2			X	X				X	X		4
	MTP3											0
TOTAL		14 MTP1 1 MTP2	15 MTP1	12 MTP1 2 MTP2	12 MTP2 5 MTP2	14 MTP1	14 MTP1	14 MTP1 1 MTP2	14 MTP1 1 MTP2	13 MTP1 3 MTP2	8 MTP1 1 MTP2	144

S : séquence

Que dégager de la lecture de ce tableau ? Trois données importantes se détachent.
Tous indicateurs confondus, il apparaît que deux modes de travail pédagogique sont utilisés par les formateurs : le MTP1 et le MTP2. A aucun moment, une caractéristique du mode de travail pédagogique appropriatif ne se manifeste.
Le MTP1 joue un rôle central dans les dix séquences pédagogiques, quel que soit le formateur. Il est présent à hauteur de 130 reprises.
Le recours au MTP2 concerne 7 formateurs sur dix et se manifeste 14 fois. Il est davantage mobilisé par les formateurs travailleurs sociaux que par les formateurs juristes. Il s'exprime surtout dans les logiques de travail pédagogique et les rapports au pouvoir.
Ces résultats vont être affinés indicateur par indicateur.

L'acquisition de connaissances juridiques sert de point d'ancrage pédagogique unique chez l'ensemble des formateurs. Ils s'appuient sur les exigences du programme de la formation juridique pour justifier du sujet abordé, que ce soit la loi contre les exclusions, la protection de l'enfance, la hiérarchie des normes ou la décentralisation par exemple. Cette constante peut se résumer en une phrase d'introduction : « aujourd'hui, nous allons travailler sur tel thème ainsi que le programme le prévoit ». Selon cet indicateur, nous nous trouvons uniquement dans le MTP1.

A chaque fois, les séquences pédagogiques dévoilent le même type de rapports au savoir. Les formateurs s'attachent tous, ou à définir des concepts, des termes juridiques, ou à préciser le contenu des règles en vigueur, ou encore à donner les clés de lecture des textes juridiques, lois ou jurisprudences. De cette manière, ils transmettent des savoirs de type théorique.
La majorité d'entre eux avertit les apprenants du principe de leur faire acquérir des « repères », des « notions ». C'est un savoir juridique de base qu'il s'agit de dispenser.
Un seul formateur développe une approche pluridisciplinaire (psychosociale et juridique) à l'occasion de la résolution d'un cas pratique.
Ainsi, du point de vue des rapports au savoir, le MTP1 prévaut sans conteste sur le MTP2.

Les agents pédagogiques appartiennent à le même catégorie. Les formateurs donnent aux apprenants leur manière de concevoir le sujet. A aucun moment, ils ne présentent différents modèles de pensée. Leur fonction consiste également à élaborer des plans d'action théoriques (savoirs procéduraux). Ce sont soit des travailleurs sociaux qui disposent de connaissances juridiques plus pratiques que théoriques, soit des juristes qui exercent dans le champ du travail social. Ils entrent tous dans la définition des agents pédagogiques du MTP1.

Tous les formateurs observés mettent massivement (57 fois) en place des logiques de travail pédagogique relevant du MTP1. Le travail pédagogique, proprement dit, s'organise autour de plusieurs exercices qui se déroulent en grand groupe, pouvant aller jusqu'à 70 personnes. Le premier, systématique, consiste à exposer, voire même parfois à dicter, des données juridiques prises en notes par les apprenants. Le second prend la forme d'un échange de questions/réponses. Tantôt c'est le formateur qui pose des questions aux apprenants, tantôt c'est l'inverse. Cet échange porte, dans tous les cas, sur le thème du « cours » et permet d'apporter des éclaircissements. Le formateur agrémente également son exposé de nombreux exemples tirés de l'actualité ou de son expérience professionnelle. Au besoin, il fait des schémas ou des tableaux. Mais, le plus souvent, il présente des textes juridiques, des lois ou des décisions de justice, arrêts de la cour de cassation en général, ou en fait une lecture collective. A la fin du cours, il lui arrive très souvent de distribuer des documents juridiques et de proposer une bibliographie.

Dans six séquences pédagogiques, 9 fois, le MTP2 s'exprime à travers les logiques de travail pédagogique. Sauf exception, c'est le fait de formateurs travailleurs sociaux. On retrouve cette catégorie de logiques surtout en formation continue. Dans la majorité des séquences, les formateurs animent des débats ou discussions, plaçant les apprenants en situation de sujets.
De manière tout à fait exceptionnelle, il est demandé aux apprenants, ou de résoudre un cas pratique ou de mener une recherche documentaire. Ces exercices sont privilégiés lorsque les apprenants forment un petit groupe, comme c'est le cas en formation continue.

Enfin, les rapports entre les apprenants et le formateur entrent, ou bien uniquement dans le champ du MTP1, et c'est le cas dans toutes les séquences, ou bien dans le champ du MTP1 et du MTP2, ce qui se produit dans quatre séquences.
Dans le cadre du MTP1, c'est le formateur qui dirige l'intervention, ne tolérant pas les prises de parole susceptibles de porter atteinte à la continuité de la séquence. Tandis qu'il parle, les stagiaires écoutent. Des rappels à l'ordre sont fréquemment effectués. Pour ce faire il lui suffit d'élever la voix. Cette posture est particulièrement présente chez les formateurs juristes.
Il est plus rare que les formateurs laissent aux apprenants une marge de manœuvre dans le déroulement de la séquence, par exemple, en les laissant se proposer entre eux des documents. C'est le plus souvent le cas des formateurs travailleurs sociaux.

L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est fait par les formateurs conduit aux constats principaux suivants. Tout d'abord, nous notons la présence de deux modes de travail pédagogique sur trois, l'omniprésence du MTP1 et la manifestation ponctuelle du MTP2 au regard de trois indicateurs (rapports au savoir, logiques du travail pédagogique, rapports au pouvoir). Nous remarquons, ensuite, que les séquences pédagogiques de type transmissif sont généralement le fait des formateurs juristes, alors que celles de type incitatif sont plutôt le fait des formateurs travailleurs sociaux. Nous pouvons donc conclure que les modes de travail pédagogique sont partiellement diversifiés, en l'absence du MTP3, et que, par la force des choses, le critère de prédominance du MTP3 ne peut être rempli. C'est le MTP1 qui prévaut largement.

Conclusion

Que retirer, finalement, de l'évaluation des modes de travail pédagogique, au regard de ce qui est prescrit, de ce qui est dit et de ce qui est fait par les formateurs ? Pour répondre à cette question, nous nous sommes dotée de deux critères : la diversification des modes de travail pédagogique, et la prédominance du MTP3. La satisfaction de ces critères s'est fondée sur plusieurs indicateurs : les points d'ancrage pédagogique, les rapports au savoir, les agents pédagogiques, les logiques du travail pédagogique, les rapports au pouvoir et les effets sociaux.

Quelles grandes tendances pouvons-nous dégager ?
La première est que, à tous les niveaux d'expression, deux modes de travail pédagogique sont présents, le MTP1 et le MTP2, le premier étant privilégié chez les juristes, le second chez les travailleurs sociaux. Le MTP3 apparaît dans les textes réglementaires et dans les discours des formateurs. Le critère de diversification des modes de travail pédagogique n'est donc rempli qu'à ce niveau. La seconde grande tendance est que dans tous les cas, c'est le MTP1 qui prévaut, devant le MTP2 et le MTP3 lorsque l'existence de celui-ci est reconnue. En conséquence, le critère de prédominance du MTP3 n'est pas rempli.

La formation juridique de travailleurs sociaux apparaît donc comme partiellement inadaptée en ce qui concerne les modes de travail pédagogique. Elle l'est moins sur le plan de leur diversification que sur le plan du choix de faire prédominer l'un d'entre eux, le mode appropriatif. Une contradiction surgit entre ce que disent les formateurs et ce qu'ils font. Alors qu'ils évoquent le MTP3 dans leurs discours, ils ne le pratiquent pas concrètement. L'insuffisance majeure vise donc les pratiques pédagogiques qui l'ignorent complètement.

CONCLUSION DU CHAPITRE

La sous-hypothèse qui nous a guidée était la suivante : la formation juridique, telle qu'elle est dispensée aujourd'hui, développe, chez les travailleurs sociaux, des compétences techniques permettant le traitement des demandes juridiques des exclus au détriment des compétences stratégiques indispensables à l'évolution professionnelle, à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation des exclus. Pour en vérifier la pertinence, nous avons réalisé une évaluation non seulement des objectifs pédagogiques mais aussi des modes de travail pédagogique.

Nous avons tenté une vérification de cette sous-hypothèse en nous situant successivement à deux niveaux interdépendants : les objectifs pédagogiques et les modes de travail pédagogique.
Concernant l'évaluation des objectifs annoncés et réellement poursuivis, notre démarche a été outillée par la formulation de trois critères, définis dans le chapitre précédent, et que nous avons rappelés au début de ce chapitre. Il s'agit de l'intentionnalité, de la professionnalité et de la multiréférentialité. Chacun de ces critères a été assorti d'un certain nombre d'indicateurs indispensables pour l'opérationnalisation de notre démarche. Ils ont été mentionnés également au début de ce chapitre.
En ce qui concerne l'évaluation des modes de travail pédagogique, la confrontation entre le référé et le référent s'est appuyée sur deux critères : la diversification des modes de travail pédagogique et la prédominance du mode appropriatif. Ces critères ont été définis dans le chapitre précédent et nous les avons rappelés au début de ce chapitre, tout en énonçant les indicateurs mobilisés pour notre démarche.

Comme nous l'avons annoncé, le corpus de données est formé de cinq éléments complémentaires : les textes réglementaires concernés, les projets pédagogiques des établissements de formation, les énoncés des stages juridiques proposés en formation continue, les discours des formateurs et les pratiques pédagogiques observables.
De la confrontation des différentes analyses, nous pouvons dégager les résultats suivants.

Elle a permis de mettre en évidence des écarts entre la formation juridique telle qu'elle existe et la formation juridique telle qu'elle devrait exister au regard des besoins juridiques des travailleurs sociaux et, indirectement, des usagers du travail social.
En ce qui concerne les objectifs pédagogiques, la formation juridique apparaît comme partiellement adaptée dans la mesure où les critères ne sont pas totalement remplis. En effet, l'intentionnalité, si elle est vérifiée dans les textes, les projets et les discours, ne l'est pas dans les pratiques pédagogiques. Le même constat s'impose en ce qui concerne la professionnalité où les capacités à orientation technique prévalent sur les capacités à orientation stratégique. Enfin, la multiréférentialité est également incomplète puisque, même en présence des trois catégories de savoirs, ce sont les savoirs théoriques qui occupent la première place, et le contenu de ces savoirs demeure limité.
S'agissant maintenant des modes de travail pédagogique, la formation juridique se révèle également comme partiellement adaptée. Ce constat provient non seulement du fait que la diversification des modes de travail pédagogique est imparfaite, mais aussi qu'au lieu d'avoir un équilibre entre ces différents modes avec une mise en valeur particulière du mode appropriatif, c'est le mode transmissif qui prédomine.

CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE

Dans l'introduction, nous avons posé comme sous-hypothèse que la formation juridique des travailleurs sociaux, dans les conditions actuelles où elle est dispensée, est partiellement inadaptée dans ma mesure où elle les dote de compétences techniques nécessaires au traitement des demandes juridiques au détriment des compétences stratégiques indispensables à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme spécialistes de l'aide à l'accès au droit et à l'émancipation sociale des usagers/exclus.

Pour en contrôler la pertinence, nous avons élaboré un modèle de formation juridique susceptible de produire des compétences à la fois techniques et stratégiques. Ce modèle se base sur une série d'objectifs pédagogiques et, pour pouvoir les atteindre, sur différents modes de travail pédagogique.
Une fois les critères et les indicateurs établis, ce référent a permis d'évaluer la formation juridique existante. Au terme de cette évaluation, un décalage apparaît. Il porte autant sur les objectifs que sur les méthodes pédagogiques. L'objectif dominant est de faire des travailleurs sociaux des techniciens capables de répondre aux demandes juridiques des usagers. En conséquence, la méthode pédagogique privilégiée est celle qui répond le mieux à cet objectif, à savoir la méthode transmissive. L'écart est plus important en ce qui concerne la formation initiale pour ce qui est des objectifs ; il est plus grand au niveau de la formation continue pour ce qui est des méthodes.

Dans ces circonstances, ont peut conclure que la formation est partiellement inadaptée en ce qu'elle ne favorise pas l'acquisition de compétences stratégiques. Si elle devait être réformée, ce serait dans le sens d'une mise en valeur, et des objectifs, et des méthodes pédagogiques, favorables à l'émergence de telles capacités.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de cette recherche, nous entendons remettre en perspective notre objet de recherche en lien non seulement avec les questionnements, les hypothèses, mais encore avec notre cadre théorique et méthodologique.
Nous entendons également, tout en mesurant les limites, rassembler les principaux résultats d'une première investigation que d'autres recherches pourront compléter.

L'objet de notre recherche a été consacré à la formation juridique des travailleurs sociaux. Dans la partie introductive nous l'avons soigneusement délimité. Cette formation est envisagée sous deux angles principaux : les besoins ou compétences requises et les pratiques observables ou les compétences construites. Nous avons favorisé l'approche pédagogique par rapport à l'approche politique, tout en ignorant pas l'importance de cette dernière. Les investigations ont été menées dans la région Nord/Pas-de-Calais auprès des centres de formation des travailleurs sociaux, et ce, à deux niveaux, initial et continu. Deux catégories de travailleurs sociaux ont été ciblées : les assistants de service social et les éducateurs spécialisés, du fait qu'elles sont les plus exposées à remplir des activités juridiques et à suivre des enseignements en droit.

Nous avons construit cet objet à partir de nos responsabilités professionnelles et de leurs questionnements. En effet, nos activités, comme nous l'avons rappelé, se situent à l'interface du droit, de la formation et du travail social.
Ces questionnements ont été à l'origine de la problématique de départ, qui a, ensuite, fait l'objet d'une lecture conceptuelle. Cette approche pratico-théorique a permis de dégager une hypothèse centrale et six sous-hypothèses, interrogeant plusieurs domaines articulés entre eux : les activités juridiques des travailleurs sociaux, le contexte socio-économique de ces activités, le capital juridique des travailleurs sociaux, la formation juridique des travailleurs sociaux.

La multiplicité de nos premiers questionnements a abouti à la formulation d'une question centrale liée à l'objet.
La formation juridique des travailleurs sociaux, telle qu'elle existe aujourd'hui, dans un espace géographique donnée, est-elle adaptée aux exigences de leurs activités ? Permet-elle de répondre aux demandes immédiates des usagers ? Complémentairement, et de façon dialectique, permet-elle un travail d'émancipation juridique des usagers ? Conduit-elle à une reconnaissance sociale des travailleurs sociaux comme acteurs juridiques dans le champ du travail social ?

Trois concepts centraux constituent le cœur de ces questions : « besoin de formation », « travail social », « droit ».

Leur explicitation, leur analyse et leur mise en relation postulaient un cadre théorique et méthodologique de référence, présenté en PREMIERE PARTIE. Nous avons pris l'option d'un modèle connu en sciences humaines : le modèle de l'analyse dialectique, caractérisé par les trois lois de l'historicité, de la totalité sociale ou de l'interdépendance des phénomènes sociaux et du principe de contradiction. Aussi, dans la première partie de notre travail, non seulement nous avons recomposé ce modèle, à partir d'un double rapport, celui de Marx et celui de Bourdieu (CHAPITRE I « Lectures dialectiques du besoin de formation, du droit et du travail social »), mais nous avons aussi clarifié les raisons de ce choix, et annoncé les modes d'utilisation de ce paradigme pour la réalisation de notre recherche (CHAPITRE II « Les techniques de recherche »).
En ce qui concerne l'outillage technique, nous avons emprunté plusieurs directions complémentaires. En plus des recherches documentaires, nous avons mené une enquête dans la région Nord/Pas-de-calais auprès de travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés et assistants de service social) et de formateurs intervenant dans le cadre de la formation juridique initiale et/ou continue des travailleurs sociaux. Cette enquête a compris au total 40 entretiens et 10 observations de séquences pédagogiques.

L'examen de cette question centrale nous a entraînée logiquement dans une problématique d'évaluation des pratiques de formation.
Celles-ci ont été considérées, nous l'avons dit dans nos propos introductifs, au niveau pédagogique, sous l'angle des objectifs annoncés et poursuivis, et de façon solidaire en lien avec les « modes de travail pédagogique » empruntés aux modélisations de Marcel Lesne.

Nous avons construit notre démarche globale sur une hypothèse centrale : **la formation juridique des travailleurs sociaux est en partie inadaptée parce qu'elle ne satisfait pas l'ensemble de leurs besoins ; en effet, si elle permet de donner aux travailleurs sociaux les compétences techniques nécessaires au traitement des demandes juridiques des exclus, en revanche, elle ne permet pas de les doter des compétences stratégiques indispensables à la promotion professionnelle et la reconnaissance de leur statut de spécialiste de l'aide à l'accès au droit ainsi qu'à l'émancipation sociale des exclus.**

La formulation de cette hypothèse de départ s'appuie sur deux notions-clés : « compétences techniques » et « compétences stratégiques ».
Elles ont été définies dans la présentation de la problématique. Au cours de cette définition, nous avons montré le lien qui les unit, du fait qu'elles renvoient aux diverses utilisations du droit selon les jeux d'intérêts des acteurs en présence.

Le travail sur cette hypothèse posait un problème majeur : quel référent de formation ou quel idéal-type mobiliser pour permettre une confrontation dialectique ?
Dans notre recherche, nous nous sommes appropriée les dispositifs réglementaires et des projets pédagogiques d'organismes de formation avec lesquels nous sommes entrée en communication concernant la formation juridique des travailleurs sociaux.
Nous aurions pu partir de ces éléments prescriptifs pour construire le référent. C'était supposer que les orientations pédagogiques repérées étaient en harmonie avec les activités effectives des travailleurs sociaux et leurs besoins de compétences. Telle n'a pas été notre option : nous n'étions pas en relation avec un quelconque commanditaire.

Nous avons utilisé notre liberté de chercheur pour remonter plus haut, jusqu'à l'examen, en grandeur réelle, des activités juridiques des travailleurs sociaux. Cette liberté se révélait lourde d'exigences, la première étant l'explicitation de nos options théoriques, de nos choix politiques et idéologiques. Nous avons essayé de nous soumettre à cette exigence au cours de

nos différentes démarches en précisant notre posture. Le point d'ancrage de la construction du référent a donc été les activités juridiques des travailleurs sociaux actuellement observables, et, par déduction, les besoins de formation. Nous nous sommes expliquée, du reste, sur la grille de lecture utilisée.
C'est la raison pour laquelle dans la seconde partie nous avons posé la question des activités juridiques des travailleurs sociaux, à un triple niveau, comme nous y incitait le modèle dialectique : au niveau historique, au niveau pratique, et au niveau juridique.

Cette SECONDE PARTIE « Les activités juridiques des travailleurs sociaux » reposait sur trois sous-hypothèses.

La première était que, les activités juridiques des travailleurs sociaux, nées à la fin du 19ème siècle en raison de l'interaction de trois phénomènes, le paupérisme, la justice sociale et la professionnalisation du travail social, consistaient à distribuer aux pauvres des droits-créances. Autrement dit, le besoin de répondre à la question sociale du paupérisme poussait l'Etat à attribuer aux pauvres, par la voie légale, des droits (droits sociaux ou droits-créances) dont la distribution, au nom de la justice sociale, était confiée à des personnes qui intervenaient déjà auprès des pauvres.
Le fait pour les travailleurs sociaux d'attribuer des droits aux pauvres, le fait que ces derniers soient formés à ce rôle (formation juridique) constituaient des indices d'existence des activités juridiques, recherchés dans les récits de l'époque sur le travail social, les contenus des formations proposées par les anciennes écoles.

La seconde sous-hypothèse consistait à dire que les activités juridiques sont transversales, c'est-à-dire dépourvues d'autonomie, imbriquées dans les activités typiques ou spécifiques des travailleurs sociaux qui sont les activités sociales, économiques, administratives et politiques. Ainsi, le droit, tout en étant présent dans l'ensemble des activités, traditionnelles et nouvelles, spécifiques aux travailleurs sociaux, n'a pas son propre espace dans le travail social ; ce qui donne aux activités juridiques leur caractère transversal.
Pour vérifier l'existence de ces activités juridiques transversales, nous allions questionner les travailleurs sociaux sur leur travail en général et relever ou non la présence du droit dans ce travail global, par les termes juridiques employés.

Nous avancions, dans une troisième sous-hypothèse que, aujourd'hui, les activités juridiques des travailleurs sociaux, si elles ne sont pas reconnues de manière explicite par les institutions politiques et par les employeurs, elles le sont, en revanche, par les institutions administratives chargées de classifier les emplois ou métiers. En effet, nous soutenons que ni l'Etat, ni les employeurs, pour des raisons stratégiques, relatives au monopole des professions juridiques, aux statuts des travailleurs sociaux, n'ont intérêt à faire de ces derniers des professionnels de l'aide à l'accès au droit reconnus alors qu'ils ont tout intérêt à leur faire endosser ce rôle de manière implicite. Les institutions administratives ont, en revanche, intérêt à mentionner expressément les activités juridiques des travailleurs sociaux dans les référentiels des activités professionnelles pour faire reconnaître l'efficience de ces référentiels.
Les traces de reconnaissance, par la mention d'activités , de compétences ou encore de capacités juridiques, furent recherchées dans les textes instituant et réglementant les professions sociales, les référentiels d'emplois, les contrats de travail et les conventions collectives.

La seconde partie était en priorité destinée à montrer qu'activités juridiques des travailleurs sociaux il y avait puisque, si elles n'avaient pas existé, la question de la formation juridique devenait caduque.

La démonstration a permis d'affirmer, tout d'abord, que ces activités sont apparues à la fin du 19ème siècle alors que l'Etat cherchait résoudre la question sociale du paupérisme et que, pour ce faire, il avait besoin de « distributeurs » des droits légalement reconnus aux pauvres. Toutefois ces activités de normalisation par le droit s'accompagnaient, déjà à cette époque, d'une volonté, minoritaire certes, chez les résidentes sociales, de favoriser l'appropriation du droit par les pauvres et, de cette manière, leur émancipation sociale.
Pour cette vérification nous avons mobilisé des documents anciens, récits de l'époque sur le travail social ou contenus des formations proposées par les anciennes écoles, ainsi que des travaux récents d'historiens, portant précisément sur les activités juridiques originelles des travailleurs sociaux. Ceci a fait l'objet du CHAPITRE III « L'évolution des activités juridiques des travailleurs sociaux ».

Il s'est avéré, ensuite, que ces activités juridiques ont perduré. Elles ne se présentent pas comme des activités spécifiques, autonomes. Elles revêtent, au contraire, un caractère transversal dans la mesure où elles sont intégrées dans les activités globales de travail social. Malgré cela, la dimension juridique de ces activités n'en est pas moins devenue importante, en raison notamment de la force de normalisation collective du droit.
Pour en apporter la preuve, nous nous sommes basée, en raison de l'absence de travaux préexistants, sur des entretiens réalisés auprès d'une vingtaine de travailleurs sociaux, assistants de service social et éducateurs spécialisés opérant dans la région Nord/Pas-de-Calais. Cette vérification s'est déroulée dans le cadre du CHAPITRE IV « Les activités juridiques actuelles des travailleurs sociaux ».

Enfin, ce sont des activités qui ne sont pas expressément reconnues ni par l'Etat, ni par les employeurs. De fait, les travailleurs sociaux sont placés, par ces derniers, en position de gestionnaires des demandes juridiques des exclus sans qu'ils bénéficient du titre de spécialistes de l'aide à l'accès au droit. La protection du territoire des avocats ainsi que la rationalisation du travail social empêchent pour le moment cette reconnaissance, bien que des éléments nouveaux participent à sa promotion, comme par exemple, le fait que le Répertoire opérationnel des métiers et des emploi attribue un statut aux activités juridiques des travailleurs sociaux.
La démonstration a reposé sur l'analyse documentaire des textes législatifs et réglementaires régissant les fonctions des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, ainsi que des référentiels d'emplois ou de métiers mentionnant ces professions, des principales conventions collectives s'appliquant dans le travail social et des contrats de travail. Cette démonstration s'est effectuée dans le CHAPITRE V « La reconnaissance sociale des activités juridiques des travailleurs sociaux ».

Nous tenons à dire que ce chantier était complètement ouvert. Nous n'avons trouvé aucune étude significative dans cette direction là. C'est un vide que nous avons tenté de combler, du moins en partie. D'autres études pourront s'appuyer sur les résultats de nos investigations pour les compéter.
Nous avions besoin de cette base pour préparer et fonder une analyse des besoins, susceptible de déboucher sur un référent de formation. Cette analyse des besoins a fait l'objet de la troisième partie.

La TROISIEME PARTIE, intitulée « L'analyse des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux » s'est articulée autour de deux sous-hypothèses.

En effet, nous soutenions, dans une quatrième sous-hypothèse, que le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, la montée de l'exclusion et le

développement des droits des exclus, mettent surtout l'accent sur un enjeu d'insertion juridique des exclus au nom de la paix sociale, laissant derrière les enjeux de professionnalité juridique des travailleurs sociaux et l'émancipation sociale par le droit des exclus.
C'est à travers l'analyse documentaire du phénomène de l'exclusion, de la situation économique des travailleurs sociaux et des exclus, mais aussi à partir des discours des travailleurs sociaux sur les finalités de leurs activités juridiques que nous escomptions saisir le poids de chaque enjeu, l'insertion, la professionnalité et l'émancipation.

La cinquième sous-hypothèse était que, dans l'exercice de leurs activités juridiques, les travailleurs sociaux mobilisent un capital juridique, limité tant du point de vue de son volume que de sa structure qui les met en position dominée dans le domaine de l'aide à l'accès au droit. Ce capital juridique repose principalement sur le réseau. Leur niveau de culture et de langage juridique ne leur permet pas de rivaliser avec les juristes, qui interviennent également en matière d'aide à l'accès au droit.
Le volume et la structure du capital juridique allaient être évalués en puisant dans les discours des travailleurs sociaux, tout d'abord, les juristes qu'ils désignent comme faisant partie ou non de leur réseau, leurs manières de voir le droit ensuite et, enfin, les types de mots juridiques qu'ils utilisent.

Ainsi, en cohérence avec notre modèle d'analyse dialectique, nous avons posé la question des besoins de formation en nous situant à trois niveaux d'analyse interdépendants : d'abord, le contexte socio-économique de l'exclusion sociale et des demandes juridiques des usagers, puis le contenu lui-même des activités juridiques des travailleurs sociaux examiné à travers le prisme des capacités « déclarées » mais surtout « requises » (CHAPITRE VI), et enfin la position stratégique occupée par les travailleurs sociaux au sein du champ de l'aide à l'accès au droit, position que nous avons formalisée à l'aide de la formule « le capital juridique des travailleurs sociaux », en référence à notre modèle théorique d'interprétation, nourri de la pensée de Bourdieu (CHAPITRE VII).

Après avoir établi l'existence d'activités juridiques anciennes, transversales et non expressément reconnues, la question des besoins de formation juridique des travailleurs sociaux pouvait légitimement se poser. Or, la définition de besoins dépend non seulement, de manière globale, du contexte socio-économique dans lequel ces activités s'inscrivent mais également, dans le détail, du capital juridique des travailleurs sociaux en tant qu'indicateur de la position sociale de ces derniers dans le champ de l'aide à l'accès au droit. L'analyse des besoins de formation juridique à partir de ce contexte et de ce capital a mis en évidence, d'abord, l'enracinement des activités juridiques dans un triple enjeu de cohésion sociale, de qualification professionnelle des travailleurs sociaux et d'émancipation sociale des exclus, puis, que les travailleurs sociaux détiennent un capital juridique limité, moins du point de vue de leur réseau que de celui de leur culture et de leur langage juridiques, les positionnant derrière les juristes. Quatre besoins de formation juridique en ont découlé, directement traduisibles en objectifs de formation, à savoir le besoin de répondre aux demandes juridiques des usagers/exclus, le besoin de se comporter comme des salariés stratégiques, le besoin de s'affirmer comme des spécialistes de la question de l'aide à l'accès au droit et le besoin de favoriser l'acquisition du statut d'acteur juridique par les usagers.
La vérification s'est appuyée, d'une part, en ce qui concerne le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux, sur l'analyse de documents relatifs à l'exclusion, les droits des exclus et les droits des usagers ainsi que sur les discours des travailleurs sociaux. D'autre part, en ce qui concerne le capital juridique, ce sont les entretiens auprès des assistants de service social et des éducateurs spécialisés, qui ont servi de points de référence.

La dernière question qui se posait était de savoir si la formation telle qu'elle existe aujourd'hui, dans un contexte géographique et institutionnel donné, est adaptée, inadaptée, ou partiellement inadaptée aux besoins de formation que nous venions de dégager . La construction du référent et le traitement d'un référé constituent la colonne vertébrale de toute cette démarche objet de la QUATRIEME PARTIE « L'évaluation de la formation juridique des travailleurs sociaux ».

Nous proposions une sixième sous-hypothèse selon laquelle, compte tenu du contexte socio-économique des activités juridiques qu'ils remplissent, et du capital juridique qu'ils possèdent et de ses limites, les travailleurs sociaux ont besoin d'une formation juridique qui leur permet d'acquérir des compétences techniques et stratégiques nécessaires au traitement des demandes juridiques des usagers, à l'émancipation juridique des exclus, à l'amélioration de leur situation professionnelle et à l'acquisition du statut de professionnels de l'aide à l'accès au droit.
Ces besoins de formation juridique seraient donc directement déduits des analyses menées sur le contexte socio-économique des activités juridiques des travailleurs sociaux et le capital juridique des travailleurs sociaux, mobilisé dans l'exercice de ces activités.
Cette identification des besoins permettrait de dégager des objectifs généraux de formation et, sur cette base, nous pouvions construire un idéal type de formation.

La dernière sous-hypothèse que nous faisons était que la formation juridique, telle qu'elle est dispensée aujourd'hui, développe, chez les travailleurs sociaux, des compétences techniques permettant le traitement des demandes juridiques des exclus au détriment des compétences stratégiques indispensables à l'évolution professionnelle, à la reconnaissance des travailleurs sociaux comme professionnels de l'aide à l'accès au droit, ainsi qu'à l'émancipation des exclus.
La présence et le poids des compétences techniques et stratégiques allaient être déterminés dans propos que tiennent les formateurs en droit sur les objectifs et les méthodes pédagogiques, mais aussi en observant les méthodes pédagogiques effectivement mises en oeuvre. Ainsi, d'un côté, le fait de mettre l'accent sur le contenu, le fait de favoriser l'acquisition de savoirs théoriques, par exemple, constituaient des indices de compétences techniques. D'un autre côté, le fait d'insister sur les objectifs et le fait de développer des savoirs procéduraux et pratiques renvoyaient plutôt à des compétences stratégiques.

L'objet du CHAPITRE VIII a été de construire un référent ou idéal-type, assimilé à une formation qui permettrait d'atteindre les objectifs, fixés au terme de l'analyse des besoins, et donc, de la définition du contexte socio-économique des activités juridiques et du capital juridique des travailleurs sociaux.
Des objectifs généraux de formation, favorables aux intérêts des travailleurs sociaux et des usagers, acteurs dominés, mais prenant en compte, dialectiquement, les attentes des acteurs institutionnels dominants, nous avons fait dériver sept objectifs pédagogiques, ou sept capacités fondamentales. Il s'agit de la capacité à saisir les demandes juridiques, la capacité à mener une intervention juridique, la capacité à se doter d'un réseau juridique, la capacité à s'exprimer dans un langage juridique, la capacité à s'approprier de la documentation juridique, la capacité à agir comme un salarié stratégique et la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur.
En nous appuyant sur la théorisation de Gérard Malglaive, nous avons explicité chacune de ces capacités en savoirs théoriques, savoirs procéduraux, et savoirs pratiques, un travail qui n'a jamais été fait dans le champ juridique du travail social. Mais, pour permettre, par la suite, la mise en relation des objectifs pédagogiques référents avec la pratique pédagogique enseignante (le référé) nous avons défini trois critères de vérification : l'intentionnalité, la

professionnalité, la multiréférentialité, chacun étant assorti d'indicateurs (la formulation des objectifs, leur communication aux stagiaires en début et en fin de formation pour le premier critère ; la présence de sept capacités pour le second critère ; la présence de trois types de savoirs et leur périmètre pour le troisième critère).

En lien avec ce faisceau d'objectifs, lui-même dépendant du résultat de l'analyse des besoins, nous avons défini, des modes de travail pédagogique appropriés. Nous n'avons pas la prétention d'avoir questionné les apports des différents courants pédagogiques. Plus modestement, et c'est une des limites de notre travail, nous nous sommes appuyée sur la construction typologique de Marcel Lesne. Notre originalité a consisté à transposer chacune des caractéristiques des modes de travail pédagogique au champ juridique. De cette manière là, le référent intègre les trois modes de travail pédagogique : le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP1), le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP2) et le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP3). Pour la confrontation référent-référé, nous avons retenu deux critères : la diversification des modes de travail pédagogique et la prédominance du mode de type appropriatif. Chacun de ces critères a été assorti d'indicateurs (les points d'ancrage pédagogique, les rapports au savoir, les agents pédagogiques, les logiques du travail pédagogique, les rapports au pouvoir et les effets sociaux).

Dotée des outils nécessaires pour comparer les composantes de notre modèle de formation juridique avec celles de la formation juridique telle qu'elle existe, nous pouvions entreprendre la démarche d'évaluation dans un ultime développement, le CHAPITRE IX.
L'évaluation a porté, conformément à notre problématique, à la fois sur les objectifs pédagogiques et les modes de travail pédagogique. Nous avons pris en compte plusieurs niveaux d'expression complémentaires : ce qui est prescrit, ce qui est dit par les formateurs et ce qui est fait par ces derniers, autrement dit, de façon plus précise, les textes réglementant la formation juridique initiale, les projets pédagogiques des centres de formation initiale, les énoncés des stages juridiques de la formation continue, les discours des formateurs et les pratiques pédagogiques. Pour ce faire, plusieurs techniques de recherche ont été mobilisées : l'analyse documentaire, les entretiens et les observations directes de séquences pédagogiques.

De la confrontation « référent et référé », nous avons dégagé une double série de résultats.

En ce qui concerne les objectifs de formation, il est premièrement apparu que s'ils sont formulés dans les textes et par les formateurs dans leurs discours, ils ne le sont pas dans les pratiques pédagogiques. En général, ils ne sont communiqués aux stagiaires ni en début, ni en fin de formation. Ainsi, le critère d'intentionnalité n'est qu'imparfaitement respecté.
Deuxièmement, les sept capacités se manifestent de manière variable dans les différents niveaux d'expression. Si elles sont toutes abordées dans les discours et presque toutes dans les discours des formateurs, la moitié d'entre elles est ignorée au dans les pratiques pédagogiques. Dans tous les cas, ce sont les capacités à orientation technicienne qui prévalent. En conséquence, le critère de professionnalité peut être considéré comme rempli mais avec quelques réserves.
Troisièmement, enfin, les trois catégories de savoirs, théoriques, procéduraux et pratiques sont présentes dans les prescriptions, les discours des formateurs et les pratiques pédagogiques. Il n'en demeure pas moins, cependant, que ce sont les savoirs théoriques qui sont en première position. Le périmètre de ces savoirs est limité. En effet, le contenu des savoirs théoriques, des savoirs procéduraux et des savoirs est insuffisant au regard du référent. Ainsi, le critère de multiréférentialité n'est que partiellement atteint, d'autant plus du point de vue du périmètre des savoirs.

En conséquence, la formation juridique des travailleurs sociaux apparaît comme partiellement adaptée ou inadaptée en ce qui concerne les objectifs pédagogiques. Les insuffisances se situent à trois niveaux. La première est la formulation limitée de ces objectifs par les formateurs dans leurs pratiques pédagogiques, et l'absence de communication de ces objectifs aux stagiaires en début et en fin de formation. Une autre insuffisance se situe dans le fait que les formateurs n'expriment que peu de capacités dans le cadre des séquences pédagogiques, en tout cas pas celles qui sont indispensables à la professionnalité des travailleurs sociaux. Enfin, la position dominante que les savoirs théoriques occupent par rapport aux savoirs procéduraux, mais surtout par rapport aux savoirs pratiques, freine une approche qui se veut multiréférentielle.

En ce qui concerne les modes de travail pédagogique, les résultats obtenus sont les suivants.
Il s'avère, tout d'abord, qu'à tous les niveaux d'expression, deux modes de travail pédagogique sont présents, le mode transmissif et le mode incitatif, le premier étant l'apanage des juristes, le second celui les travailleurs sociaux. Quant au mode appropriatif, il se manifeste dans les textes réglementaires et dans les discours des formateurs. Le critère de diversification des modes de travail pédagogique n'est donc rempli qu'à ce niveau.
Un autre résultat important réside dans le fait que, dans tous les cas, c'est le mode transmissif qui prévaut, devant le mode incitatif et le mode appropriatif. De fait, on ne peut que reconnaître la non vérification du critère de prédominance du mode appropriatif.
Nous pouvons donc en conclure que la formation juridique de travailleurs sociaux est partiellement inadaptée ou adaptée en ce qui concerne les modes de travail pédagogique. Elle l'est moins du point de vue de la diversification que du point de vue de la prédominance du mode appropriatif. Nous constatons, en outre, une opposition entre les discours des formateurs et leurs pratiques pédagogiques. En effet, bien qu'ils évoquent le mode de travail pédagogique appropriatif dans leurs propos, ils n'y ont jamais recours dans leurs interventions.

Finalement, l'évaluation montre que la formation juridique des travailleurs sociaux est partiellement adaptée ou inadaptée, tant en ce qui concerne les objectifs pédagogiques qu'en ce qui concerne les modes de travail pédagogique.
Comment, dès lors, « réadapter » la formation juridique des travailleurs sociaux ?
Pour répondre à cette question, nous nous sommes basée sur les écarts existant entre la formation juridique telle qu'elle est la formation juridique telle qu'elle devrait être au regard du référent.

Ces écarts se révèlent plus importants au niveau des modes de travail pédagogique qu'au niveau des objectifs. Pour y remédier, un certain nombre de préconisations s'imposent.
Elles sont principalement au nombre de trois pour ce qui est des objectifs pédagogiques. La première est de communiquer absolument aux stagiaires ces objectifs. La seconde est de promouvoir certaines capacités juridiques, très en retrait. Quel que soit le cadre de la formation, initial ou continu, il y en a trois : la capacité à se doter d'un réseau juridique, la capacité à s'exprimer dans un langage juridique et la capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur. Nous pouvons en ajouter une au niveau de la formation initiale : la capacité à agir comme un salarié stratégique. Nous préconisons, troisièmement, le développement du périmètre des savoirs juridiques pratiques.

Comme nous l'avons souligné, les écarts se creusent au niveau des modes de travail pédagogique. L'introduction du mode appropriatif, à côté du mode transmissif et du mode incitatif (en combinaison devrait-on dire), apparaît comme une nécessité. Ce mode de travail

pédagogique a besoin d'être développé, en priorité dans les pratiques pédagogiques des formateurs, et ce, qu'ils interviennent en formation initiale ou continue.
Or, ces perspectives engageraient celui ou celle qui les ouvre dans un autre processus de recherche. Toujours est-il qu'à l'issue de la thèse, il apparaît, d'un point de vue institutionnel, qu'il serait moins fastidieux d'engager des actions de réadaptation au niveau de la formation continue. Celle-ci s'inscrit, en effet, dans un cadre juridique souple, contrairement à la formation initiale qui, elle, est prescrite.

Une recherche action pourrait être menée auprès d'un centre de formation existant qui proposerait une formation juridique aux travailleurs sociaux, amenés à remplir de manière régulière des activités juridiques comme les assistants de service social ou les éducateurs spécialisés travaillant en milieu ouvert, dans des structures d'information juridique comme les unités territoriales, les maisons de justice et droit, etc.
Pour que cette formation soit reconnue, et financée, une demande de labellisation pourrait être introduite auprès de la DRASS.
Les formateurs seraient, ou des juristes ayant une pratique dans le champ du travail social, ou des travailleurs sociaux ayant une pratique dans le champ de l'aide à l'accès au droit. En ce qui concerne les objectifs et les méthodes pédagogiques, des pistes ont été ouvertes dans le cadre de la thèse. Il resterait à les préciser et à en vérifier la faisabilité par la recherche-action.

BIBLIOGRAPHIE

➢ DROIT

ADICOD, *Justice et travail social. Grenoble, 21-22 novembre 1996*, TSA Editions

ALFANDARI Elie, *Action et aide sociales*, Dalloz, 1989, 755p.

AMSELEK Paul, *La teneur indécise du droit*, Revue du droit public et de la science politique, 1991, pp.1199-1209

BACHMANN Christian, *L'éducation, un nouveau métier ?* CREAI Midi-Pyrénées, 1990, pp.12-20

BASTARD Benoît & CARDIA-VONECHE Laura, L'irrésistible diffusion de la médiation familiale, Annales de Vaucresson n°29, 1988

BASTARD Benoît & CARDIA-VONECHE Laura, *Le divorce autrement : la médiation familiale*, Syros Alternatives, 1990, 216p.

BARBIER Christian, *L'usager est-il devenu le client du service public ?*, La Semaine Juridique, 1995, pp.31-35.

BLANKENBURG Erhard, *La mobilisation du droit. Les conditions du recours et du non-recours à la justice*, Droit et Société n°28, 1994, pp.691-703

BOIGEOL Anne, *De l'idéologie du désintéressement chez les avocats*, Sociologie du travail, 1985, pp.78-85

BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, *La médiation pénale en France et aux Etats-Unis*, LGDJ, 1998, 141p.

BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, *La médiation sociale ou communautaire, l'exemple des boutiques de droit*, Cahiers de la médiation n°2, 1991

BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, *La médiation : une justice douce*, Syros Alternatives, 1992, 279p.

BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, *Les justices au quotidien, les modes formels et informels de règlement des petits litiges*, GLYSI/Université Lyon II, 1986

BONAFE-SCHMITT Jean-Pierre, *Plaidoyer pour une sociologie de la médiation*, Annales de Vaucresson n°29, 1988, pp.19-43

BONDU Dominique, *Nouvelles pratiques de médiation sociales. Jeunes en difficultés et travailleurs sociaux*, ESF, 1998, 219p.

BORGETTO Michel & LAFORE Robert, *Droit de l'aide et de l'action sociales*, Montchrestien, 1996, 394p.

BOURDIEU Pierre, *La force du droit. Eléments pour une sociologie du champ juridique*, Actes de la recherche en Sciences sociales n°64, 1986, pp.3-19

Cahiers d'ECARTS, *Le droit au risque du travail social*, n°8

Cahiers de l'ACTIF, *Le droit et l'éducateur*, tome I : *l'environnement juridique de l'éducateur*, 1976, tome II : *l'activité juridique de l'éducateur*, 1977, 952p.

CAM Alain & SUPIOT Pierre (sous la direction de), *Les dédales du droit social*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1986, 198p.

CAPPELLETTI Mauro, *Accès au droit et Etat-providence*, Economica, 1984

CARBONNIER Jean, *Sociologie juridique*, PUF, 1994, 415p.

CHAUVIERE Michel & GODBOUT Jacques, *Les usagers entre marché et citoyenneté*, L'Harmattan, 1992, 332p.

CHAZEL F. & COMMAILLE J., *Normes juridiques et régulation sociale*, LGDJ, 1991, 426p.

CHEMILLIER-GENDREAU Monique, *Introduction générale au droit*, Eyrolles Université, 1990, 173p.

Commission de réforme de l'accès au droit et à la justice, La Documentation française, 2001, 156p.

COURAULT Sophie & ELGUIZ Florence, *Accès au droit et résolution amiable des conflits*, ASH n°2099, 1998, pp.17-22

CREAHI Poitou-Charentes, *La pratique sociale aux limites du droit. Entre légalité et légitimité des pratiques professionnelles*, quels espaces d'initiative et de responsabilité ? Actes du colloque du 7 mai 1998, 48p.

DE ROBERTIS Cristina, *Le contrat en travail social*, Bayard Editions, 1993, 266p.

DEZALAY Y., *Vers une sociologie de la production de droit par et pour les professionnels de la médiation juridique*, Annales de Vaucresson n°23, 1985

DUPRE Jerôme, *L'aide à l'accès au droit et le périmètre du droit*, Mémoire de DEA, Nice, 1996, 100p.

ECREMENT Dominique, *Les usagers du droit ont des droits. Une ardente obligation pour les travailleurs sociaux*, Echanges Santé-Social n°70, 1993, pp.30-37

FAGET Jacques, *Contrôle judiciaire et travail social*, Revue de science criminelle et de droit pénal comparé, pp.319-331

FAGET Jacques, *Justice et travail social. Le rhizome pénal*, Erès, 1992, 208p.

FAGET Jacques, *L'accès au droit : logiques de marché et enjeux sociaux*, Droit et Société n°30/31, 1995, pp.367-378

FAGET Jacques, *La double vie de la médiation*, Droit et Société n°29, 1995, pp.25-38

FAGET Jacques, *La médiation pénale. Essai de politique pénale*, Erès 1997, 207p.

FREYNET M-F., *Les médiations du travail social. Contre l'exclusion (re)construire les liens*, Chronique sociale, 1995, pp.168-181

GAILLARD Maurice, *L'intelligence du droit*, Les Editions d'Organisation, 1992, 256p.

Gazette du Palais, *Accès au droit et à la justice*, 27-29 sept. 1998, pp.18-23

HENNION-MOREAU Sylvie, *Les spécificités du droit du travail applicables aux travailleurs sociaux*, RDSS, 1993, pp.640-659

Informations sociales, *Le droit comme médiateur*, n°38, 1995, pp.70-79

Inspection générale des services judiciaires, *Bilan des trois premières années d'application de la loi relative à l'aide juridique*, Rapport, juillet 1995, 110p.

JEAMMAUD A., *Les règles juridiques et l'action*, Dalloz, Chronique, 1993, pp.207-212

KOURILSKI-AUGEVEN Chantal (sous la direction de), *Socialisation juridique et conscience du droit*, LGDJ, 1997, 193p.

KOURILSKI-AUGEVEN Chantal, *Socialisation juridique et modèle culturel. L'image du droit en Russie et en France*, LGDJ, 1996, 261p.

KYMLICKA Will, *Les théories de la justice. Une introduction*, La Découverte, 1999, 363p.

LALIRE Marie-Colette, *Droit et travail social*, Informations sociales n°22, 1992, pp.73-83

LARMIGNAT Valérie, *Les intervenants sociaux rongés par le doute*, ASH n°2058, 1998, pp.17-18

LASCOUMES Pierre & SERVERIN Evelyne, *Le droit comme activité sociale : pour une approche wébérienne des activités juridiques*, Droit et Société n°9, 1988, pp.165-187

LASCOUSMES Pierre, *Consultations juridiques et boutiques de droit. Une critiques en actes du droit et de la justice*, Déviance et Société n°3 1978, Actes n°21 1979

LE DUC Yves, *Guide d'initiation au droit pour les professions éducatives et sociales*, Dunod, 1998, 360p.

LE ROY Etienne, *La médiation mode d'emploi*, Droit et Société n°29, 1995, pp.39-55

LEROY Jacques, *Aide juridique, aide sociale et action sociale*, RDSS, 1992, pp.223-242

LEVY-BRUHL Henri, *Sociologie du droit*, PUF, 1990, 128p.

LGDJ, *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, LGDJ, 1993, 758p.

LIGNEAU Philippe, *Travail social et contrat avec l'usager dans le nouveau service public du RMI*, RDSS, 1991

MONGIN Olivier, *La société sous l'emprise du droit. Le recours accru au droit : raisons et portée*, Cahiers français n°288, 1998, pp.35-41

NOREAU Pierre, *La superposition des conflits : limites de l'institution judiciaire comme espace de résolution*, Droit et Société n°40, 1998, pp.585-612

NOREAU Pierre, *Le droit comme forme de socialisation. Georg Simmel et le problème de la légitimité*, Revue française de Science politique, 1995, pp.282-304

OCQUETEAU Frédéric & SOUBIRAN-PAILLET Francine, *Champ juridique, juristes et règles de droit : une sociologie entre disqualification et paradoxe*, Droit et Société n°32, 1996, pp.9-26

PRIEUR Cécile, *Les plus démunis demeurent à l'écart des systèmes d'aide juridique*, Le Monde du 25-7-1997

Revue juridique des Barreaux, *Accès au droit. Accès à la justice*, n°50, 1998, 191p.

RIALS André, *L'accès à la justice*, PUF, Que sais-je ?, 1993

SAPIN M., *La place et le rôle des usagers dans les services publics*, La documentation française, 1983

SCHIMDT-KERHOAS Valérie, *Les travailleurs sociaux et le droit pénal*, L'Harmattan, 1998, 332p.

SCHNAPPER Bernard, *De la charité à la solidarité. L'assistance judiciaire française 1851-1972*, in *Voies nouvelles et histoire du droit. La justice, la famille, la répression pénale, XVIè-XXè siècles*, PUF, 1991, 680p.

SOLE Robert, *Profession médiateur*, Le Monde, 31-7-1987

Syros, *Le guide des 16-25 ans*, 1994, 616p.

THIERRY Michel, *Mutations de l'action sociale*, Echanges Santé-Social n°69, 1993, pp.5-10

TREMINTIN Jacques, *Le médiateur nouveau arrive !* Lien social n°455, 1998, p.4

TREMINTIN Jacques, *Médiateur familial*, Lien social n°455, 1998, p.6

TURBELIN Michel, *La justice a-t-elle besoin d'éducateurs ? De l'éducation spécialisée à la protection judiciaire de la jeunesse*, Erès, 1995, 159p.

WROBLEWSKI Jerzy, *Les langages juridiques : une typologie*, Droit et Société n°8, 1988, pp.13-26

WYVEKENS Anne, *Justice de proximité et proximité de justice. Les maisons de justice et du droit*, Droit et Société n°33, 1996, pp.363-388

➢ EXCLUSION / PAUVRETE

AUTES Michel, *Travail social et pauvreté*, Syros Alternatives, 1992, 313p.

BEC Colette, *L'assistance en démocratie*, Belin, 1998, 254p.

BERTAUX Roger, *Pauvres et marginaux dans la société française*, L'Harmattan, 1996, 379p.

BURET Eugène, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paulin, 1840

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1995, 490p.

Commissariat général au Plan, Préparation du XIème Plan, *Cohésion sociale et prévention de l'exclusion*, La Documentation française, 1993, 266p.

DION-LOYE Sophie, *Les pauvres et le droit*, PUF, Que sais-je ?, 1997, 126p.

DONZELOT Jacques (sous la direction de), *Face à l'exclusion. Le modèle français*, Editions Esprit, 1991, 227p.

DUBY Georges, *Histoire de la France à nos jours*, Larousse, 652p.

Esprit, *La France de l'exclusion*, n°182, 1992, 177p.

FIERENS Jacques, *Droit et pauvreté. Droits de l'homme, sécurité sociale, aide sociale*, Bruylant Bruxelles, 1992, 456p.

FRIEDMANN John, *Repenser la pauvreté : autonomisation et droits des citoyens*, Revue internationale des Sciences sociales n°148, 1996, 187-199

GAMEL Claude, *Economie de la justice sociale. Repères éthiques du capitalisme*, Cujas, 1992, 135p.

GAULEJAC Vincent de & TABOADA-LEONETTI Isabel, *La lutte des places : insertion et désinsertion* EPI, 1994, 286p.

GAUTHIER Alain, *Aux frontières du social. L'exclu*, L'Harmattan, 1997, 249p.

GESLOT Pierre, *Une analyse économique des processus d'exclusion*, L'Harmattan, 1997, 220p.

INSEE Nord/Pas-de-Calais, *Pauvretés dans le Nord/Pas-de-Calais*, Les dossiers de Profils n°43, 1996, 31p.

LAURENT Emile, *Le paupérisme et les institutions de prévoyance*, Guillaumin, 1865

LENOIR René, *Les exclus. Un Français sur dix*, Seuil, 1989, 185p.

MOLLAT Michel, *Les pauvres au Moyen Age*, Editions Complexe, 1984, 389p.

MESSU Michel, *L'utilisation des services sociaux : de l'exclusion à la conquête d'un statut*, Revue française de sociologie, 1989, pp.41-55

PAUGAM Serge (sous la direction de), *L'exclusion, l'état des savoirs*, Editions La Découverte, 1996, 583p.

PAUGAM Serge, *Assistance et insertion : à propos du droit des pauvres*, in CHAZEL François & COMMAILLE Jacques (sous la direction de), *Normes juridiques et régulation sociale*, LGDJ, 1991, 426p.

PAUGAM Serge, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, 1993, 254p.

PAUGAM Serge, *La société française et ses pauvres*, PUF, 1995, 317p.

PAUGAM Serge, *Les statuts de la pauvreté assistée*, Revue française de sociologie, 1991, pp.75-101

POVIE Lydia, *Le défi communautaire de la lutte contre l'exclusion sociale : la voie des droits sociaux fondamentaux*, RDSS, 1997, pp.715-735

PROCACCI Giovanna, *Gouverner la misère. La question sociale en France 1789-1848*, Seuil, 1993, 357p.

RIOUX Jean-Pierre, *La révolution industrielle 1780-1880*, Seuil, 1971, 248p.

SASSIER Philippe, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique XVI-XXèmes siècles*, Fayard, 1990, 450p.

SAYAH Jamil, *Le droit à l'assistance ou la solidarité reconnue par le droit*, in EUZEBY Alain & Chantal, *Les solidarités. Fondements et défis*, Economica, 1996, 250p.

SIMMEL Georg, *Les pauvres*, PUF, 1998, 102p.

XIBERRAS Martine, *Les théories de l'exclusion*, Armand Colin, 1998, 242p.

➢ FORMATION

ADICOD, *Droit et formations sociales*, TSA n°334, 1990, pp.7-11

ALTET Marguerite, *Les pédagogies de l'apprentissage*, PUF, 1997, 128p.

ARDISSON Denis, *Observations sur la recherche, l'enseignement et les pratiques du droit*, Droit et Société n°23/24, 1993, pp.143-150

ASH, *Formation des moniteurs-éducateurs et des éducateurs spécialisés : précisions*, n°1856, 1993, pp.15-22

BALLANT Valérie & ELGUIZ Florence, *La réforme du diplôme supérieur en travail social*, ASH n°2065, 1998, pp.15-22

BARBE Laurent, *Evolution de l'intervention sociale. Contributions et limites de la formation*, AFP n°152, 1998, pp.61-65

BARBIER Jean-Marie & LESNE Marcel, *L'analyse des besoins en formation*, Robert Jauze, 1986, 228p.

BARBIER Jean-Marie, BEILLEROT Jacky, CROZIER Michel, LAUTREY Jacques, LIEURY Alain, LIPIANSKY Edmond Marc, MEIRIEU Philippe & MORIN Edgar, *Savoir former. Bilans et perspectives des recherches sur l'acquisition et la transmission des savoirs*, Les Editions Demos, 1996, 143p.

BARLOW Michel, *Formuler et évaluer ses objectifs en formation*, Labor, 1996, 170p.

BESNARD P. & LIETARD B., *La formation continue*, PUF, 1995, 127p.

BOUQUET Brigitte, GARCETTE Christine & SALOMON Georges-Michel, *Les premières écoles de service social (1908-1938), un atout majeur pour la professionnalisation des assistantes sociales*, Vie sociale, 1995, pp.3-24

BOURQUIN, *Histoire de la formation*, ANCRES, n°1 1984 pp.42-56, n°2 1985 pp. 106-115, n°3 1985 pp.108-110

BOYE V. & DUJARDIN D., *Le devenir professionnel des titulaires du DSTS*, Université de Strasbourg-CERIS, 1995

BRAUN Lydia, CASIMIR-MILLAU Evelyne, DOREL Anne & FAYET Michelle, *La formation en alternance mode d'emploi*, Les Editions d'Organisation, 1995, 157p.

Cahiers de méthodologie juridique, *Méthodes comparées de l'enseignement du droit en France et à l'étranger*, n° spécial, 1998

CHARLOT Bernard, *Les sciences de l'éducation, un enjeu, un défi*, ESF, 1995, 248p.

CLENET Jean, *Représentations, formations et alternance. Etre formé et/ou se former ?, L'Harmattan*, 1998, 249p.

COLLET Béatrice, *Le droit et le travail des éducateurs dans la politique de la ville. Analyse des besoins en formation initiale et continue*, Mémoire de maîtrise en Sciences de l'Education, IUP, CUEEP, 1998, 70p.

COUSIN, *L'alternance. Contribution à la compréhension des changements dans les professions sociales*, Revue française de service social n°187, 1997

CREAHI d'Aquitaine, *Le nouveau mascaret, Guide des formations aux métiers du social et médico-social*, n°48, 1997, 132p.

D'ELLOY Gabriel, *Formation en alternance*, Informations sociales n°72, 1998, pp.88-95

DELAHAYE Gilles & JEDLICZKA Didier, *Compétences et alternances*, Editions Liaisons, 1994, 178p.

DELAPORTE François & GOTTELY Jacqueline, *La formation aux professions sociales*, Solidarité Santé, 1995, pp.103-116

DEMUNTER Paul & VERSPIEREN Marie-Renée, *Les pratiques pédagogiques et leurs effets* in *Evaluation du programme régional de formation à destination des publics sous-qualifiés et sous-scolarisés*, Université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois, CUEEP, 1992
Dictionnaire de pédagogie, Bordas, 1996, 287p.

Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, Nathan, 1994, 1097p.

Direction de l'Action sociale, *Groupe de travail sur la valorisation universitaire des formations des travailleurs sociaux*, 1992

Direction de l'Action sociale, *Livre blanc des formations sociales*, 1994, 31p.

DUBAR Claude, *Besoins de formation continue et crise économique*, Cahiers de LASTREE 1, Presses universitaires de Lille, 1981, 203p.

DUBAR Claude, *Formation permanente et contradictions sociales*, Editions sociales, 1980, 218p.

DUBAR Claude, *La formation professionnelle continue*, La Découverte, 1996, 129p.

DUGUE Elisabeth, *L'alternance comme rapport social. L'évolution de la qualification d'assistant social vue à travers les stages en polyvalence de secteur*, Formation Emploi n°62, 1998, pp.3-14

Education permanente, *L'analyse des besoins éducatifs*, n°34 et 35, 1976, 168p.

FINO-DHERS Aline, *Parcours de travailleurs sociaux dans les 3èmes cycles universitaires*, AFFUTS, 1995, 32p.

GABER K., *Le CAFDES, genèse, philosophie, mise en place, programme*, Vie sociale n°5, 1994.

HAMELINE Daniel, *Les objectifs pédagogiques en formation initiale et en formation continue*, ESF, 1998, 224p.

HEDOUX Jacques, *Se former à la pédagogie. Guide méthodologique en formation*, Lamarre, 1996, 261p.

HOUSSAYE Jean, *La pédagogie : une encyclopédie pour aujourd'hui*, ESF, 1993, 352p.

IRTS Aquitaine, *Le DSTS a 18 ans : un diplôme majeur*, Forum/Revue de la recherche en travail social n°74, 1995

JAEGER Marcel, *Apprendre le droit, travailleurs sociaux*, Informations sociales n°7, 1986, pp.88-90

KITTEL Isabelle, *Le dispositif de formation. Des capacités d'adaptation et d'anticipation*, Echanges Santé-Social n°87, pp.43-46

LAFORE Robert, *Les formations juridiques des travailleurs sociaux*, Les dossiers du Centre d'ingénierie sociale, Villetaneuse, 1989, 52p.

LAOT Françoise, *La formation des adultes. Histoire d'une utopie en acte. Le complexe de Nancy*, L'Harmattan, 1999, 416p.

LE BOUFFANT C., *Culture professionnelle et formation initiale : le cas des assistantes sociales*, Thèse, CNAM, 1994

LECLERCQ Gilles, *Le prescripteur, l'usager et le pédagogue. Lire l'agir éducatif*, L'Harmattan 2002, 240p.

Le Journal de l'Action sociale, *Formation des professions sociales. Enfin la réforme ?* déc. 1998

LE PENNEC Yann, *A quoi forme-t-on les éducateurs ?* JDJ n°179, 1998, pp.25-29

Les Cahiers d'études du CUEEP, *Recherches-actions : méthodes et pratiques de formation*, n°25 et 26, 1994, 155p, et 145p.

Les Cahiers de l'ACTIF, *La formation continue des travailleurs sociaux*, n°246/247, 1996, 119p.

LESNE Marcel, *Travail pédagogique et formation d'adultes*, L'Harmattan, 1994, 185p.

LICHTENBERGER Yves, LUTTRINGER Jean-Marie, MERLIN Christian & POUPARD Raymond, *Construire la formation professionnelle en alternance*, Les Editions d'Organisation, 1995, 221p.

MALGLAIVE Gérard & WEBER Anita, *Théorie et pratique. Approche critique de l'alternance en pédagogie*, Revue française de pédagogie n°61, 1982, pp.17-27

MALGLAIVE Gérard, *Alternance et compétences*, Cahiers pédagogiques n°320, 1994, pp.26-28

MALGLAIVE Gérard, *Enseigner à des adultes*, PUF, 1998, 285p.

Ministère des Affaires sociales, de la Santé et de la Ville, *Rapport sur l'évaluation du dispositif de formation des travailleurs sociaux*, 1995, 267p.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Délégation à la formation professionnelle, *Les formations en alternance*, La documentation française, 1992, 402p.

MORAND Gisèle, *Identité professionnelle et formation permanente des assistantes sociales*, Bayard, 1992, 269p.

MORANDI Franc, *Modèles et méthodes en pédagogie*, Nathan, 1997, 128p.

MOURET Edmond, *La formation en alternance. Origine et état de la pratique*, AFP n°49, 1980, pp.34-43

NEROT Solange, *Des formations en mutation*, Informations sociales n°3/4, 1978, pp.5-11

Organisation nationale des formations au travail social, *L'alternance comme système partenarial de formation. Situation et propositions pour la formation des travailleurs sociaux*, Editions ONFTS, 1997, 172p.

NICOLESCU Bassarab, *La transdisciplinarité, Manifeste*, Editions du Rocher, 1996, 231p.

ORIANNE Paul, *Apprendre le droit. Eléments pour une pédagogie juridique*, Frison-Roche, 1990, 330p.

PINTIAU Francis, *La formation des travailleurs sociaux...à propos du rapport présenté par la mission d'évaluation*, RDSS, 1995, pp.594-600

Rencontre, *Apprendre le droit*, Cahiers du Travailleur social n°62, 1987, pp.45-49

Rencontre, *De la formation des assistants de service social...Quelques réflexions*, Cahiers du Travailleur social n°59, 1986, pp.40-46

Rencontre, *Enseigner le travail social*, Cahiers du Travailleur social n°46, 1983, 61p.

Rencontre, *Interrogations sur la formation permanente*, Cahiers du Travailleur social n°9, 1974, 64p.

SANTELMANN Pierre, *Comment l'alternance construit la qualification*, Education permanente, supplément, 1998, pp.71-78

Sciences Humaines, *Eduquer et former*, 2001, 432p.

SERIAUX Alain, *L'enseignement de la philosophie du droit : quel contenu ? quelle pédagogie ?* Revue de la recherche juridique, 1996, pp.323-327

STRAUVEN Christiane, *Construire une formation. Définition des objectifs pédagogiques et exercices d'application*, De Boeck Universités, 1992, 151p.

TARBY André, *Lectures et pratiques du droit de la formation continue. Sa place dans les Sciences de l'Education*, L'Harmattan/Contradictions, 1996, 306p.

THIERRY Armelle, *Les besoins de formation des éducateurs spécialisés et la recherche-action de type stratégique*, Mémoire de DEA en sciences de l'éducation, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 1997, 227p.

TUCHMAN Françoise, *Les formations sociales en évolution. Une nécessaire articulation avec les dispositifs de lutte contre les exclusions*, Echanges Santé-Social n°92, 1998, pp.54-63

YVONNEAU Véronique, *Les formations des travailleurs sociaux en région Nord/Pas-de-Calais. La démarche de schéma régional*, Echanges Santé-Social n°87, 1997, pp.69-72

➢ METHODOLOGIE

ANGERS Maurice, *Initiation pratique à la méthodologie des Sciences humaines*, CEC, 1996, 381p.

BARBIER Jean-Marie, *L'évaluation en formation*, PUF, 1994, 309p.

BARDIN Laurence, *L'analyse de contenu*, PUF, 1989, 291p.

BEAUVOIS Jean-Léon, CHABROL Claude, GHIGLIONE Rodolphe & TROGNON Alain, *Manuel d'analyse de contenu*, Armand Colin, 1990, 159p.

BERCOVITZ Alain, FIEVET Pascale & POIRIER Dominique, *Pour apprécier la qualité de la formation*, L'Harmattan, 1994, 74p.

BLANCHET Alain & GHIGLIONE Rodolphe, *Analyse de contenu et contenus d'analyses*, Dunod, 1991, 151p.

BLANCHET Alain & GOTMAN Anne, *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*, Nathan Université, 1996, 125p.

BOURDIEU Pierre, *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, 2001, 237p.

CANTER KOHN Ruth, *Les positions enchevêtrées du praticien-qui-devient-chercheur*, pp.15-37 in MACKIEWICZ Marie-Pierre, *Praticien et chercheur. Parcours dans le champ social*, L'Harmattan, 2002, 159p.

DE SINGLY François, *L'enquête et ses méthodes : le questionnaire*, Nathan Université, 1996, 127p.

DEMAZIERE Didier & DUBAR Claude, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Nathan, 1997, 350p.

DEMUNTER Paul & DEMUNTER Christine, *« Espace – emploi – femmes », Evaluation du programme Now du CIDF*, 1998, CUEEP, 140p.

DEUBEL Philippe & FERREOL Gilles, *Méthodologie des Sciences sociales*, Armand Colin, 1993, 192p.

Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, Nathan Université, 1994, 1097p.

FOURNIER Jacques & QUESTIAUX Nicole, *Le pouvoir du social*, PUF, 1979, 288p.

GHIGLIONE Rodolphe & MATALON Benjamin, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Armand Colin, 1992, 301p.

GRAWITZ Madeleine, *Méthodes des Sciences sociales*, Précis Dalloz, 1993, 870p.

HADJI Charles, *L'évaluation, règles du jeu. Des intentions aux outils*, ESF, 1993, 191p.

KHON Ruth Canter & NEGRE Pierre, *Les voies de l'observation: repères pour les pratiques de recherche en sciences humaines*, Nathan, 1991, 239p

LEGENDRE R., *Dictionnaire actuel de l'Education*, Editions 2000, 1993, 1500p.

MAYER Nonna, *L'entretien selon Pierre Bourdieu. Analyse critique de La misère du monde*, Revue française de sociologie, 1995, pp.355-370

PAIN A., *Evaluer les actions de formation*, Les Editions d'Organisation, 1992, 135p.

PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, La Découverte, 1998, 124p.

PLAISANCE Eric & VERGNAUD Gérard, *Les sciences de l'éducation*, 1993, 126p.

QUIVY Raymond & VAN CAMPENHOUDT Luc, *Manuel de recherche en Sciences sociales*, Dunod, 1988, 288p.

➢ SOCIOLOGIE

ACCARDO Alain & CORCUFF Philippe, *La sociologie de Bourdieu*, Le Mascaret, 1992, 247p.

ACCARDO Alain, *Initiation à la sociologie. L'illusionnisme social*, Le Mascaret, 1991, 210p.

ACCARDO Alain, *Introduction à une sociologie critique. Lire Bourdieu*, Le Mascaret, 1995, 280p.

Actuel Marx, *Autour de Pierre Bourdieu*, n°20, 1996, 222p.

APOSTOLODIS Charalambos & CHEMILLIER-GENDREAU Monique, *L'apport de la dialectique à la construction de l'objet juridique*, Revue de droit public et de la science politique, 1983, pp.611-639

AUTES Michel, *Genèse d'une nouvelle question sociale*, Educations, 1995, pp.14-23

BALIBAR Etienne, *La philosophie de Marx*, La Découverte, 1993, 123p.

BARBIER Jean-Marie (sous la direction de), *Savoirs théoriques et savoirs d'action*, PUF, 1996, 305p.

BENGUIGUI G., *La définition des professions*, Epistémologie juridique n°13, 1972

BENSUSSAN Gérard & LABICA Georges, *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 1999, 1240p.

BOUDON Raymond & BOURRICAUD François, *Dictionnaire critique de sociologie*, PUF, 1994, 651p.

BOURDIEU Pierre & PASSERON Jean-Claude, *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Les Editions de Minuit, 1987, 279p.

BOURDIEU Pierre, CHAMBOREDON Jean-Claude & PASSERON Jean-Claude, *Le métier de sociologue*, Mouton Editeur, 1983, 357p.

BOURDIEU Pierre, *Choses dites*, Editions de Minuit, 1987, 229p.

BOURDIEU Pierre, *Décrire et prescrire. Note sur les conditions de possibilité et les limites de l'efficacité politique*, ARSS n°38, 1981, pp.69-73

BOURDIEU Pierre, *Espace social et genèse des classes*, ARSS n°52/53, 1984, pp.3-12

BOURDIEU Pierre, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz, 1972, 269p.

BOURDIEU Pierre, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Les Editions de Minuit, 1992, 670p.

BOURDIEU Pierre, *Le capital social. Notes provisoires*, ARSS n°31, 1980, pp.2-3

BOURDIEU Pierre, *Le champ scientifique*, ARSS n°2/3, 1976, pp.88-104

BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Les Editions de Minuit, 1980, 475p.

BOURDIEU Pierre, *Les modes de domination*, ARSS n°2/3, 1976, pp.122-132

BOURDIEU Pierre, *Les trois états du capital culturel*, ARSS n°30, 1979, pp.3-6

BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Les Editions de Minuit, 1984, 277p.

BOURDONCLE Raymond, *La professionnalisation des enseignants : analyses sociologiques anglaises et américaines. La fascination des professions*, Revue française de pédagogie n°94, 1991, pp.73-91

BOURGEOIS Bernard, *La pensée politique de Hegel*, PUF 1992, 147p.

BRAUN Françoise, SAFDERI Louisa & PIERROT Sylviane, *Qualification sociale, être compétent ou compétence de l'être ?* Actes de la journée régionale du 27-6-1966, CRAPT, Strasbourg, 1997, 57p.

BROHM Jean-Marie, *Qu'est-ce ce que la dialectique*, Savelli, 1977, 150p.

CAILLE Alain, *Don, intérêt et désintéressement. Bourdieu, Mauss, Platon et quelques autres*, Editions La Découverte/Mauss, 1994, 304p.

CASTEL Robert, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995, 490p.

CERRONI Umberto, *Marxisme et droit. Considérations historico-critiques*, Archives de philosophie du droit, 1967, pp.131-143

CHAPOULIE Jean-Michel, *Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels*, Revue française de sociologie, 1973, pp.86-114

DADOY Mireille, *La notion de qualification chez Georges Friedmann*, Sociologie du travail, 1987, pp.15-34

DE COSTER Michel, *Introduction à la sociologie*, De Boeck Université, 1996, 290p.

DEMUNTER Paul, *Comprendre la société*, L'Harmattan, 2002, 407p.

DESMARAIS D. & JOUTHE E., *La dialectique du renouvellement des pratiques sociales à partir d'une approche autobiographique*, Pratiques de la formation n°31, 1996, pp.141-155

DONZELOT Jacques, *L'invention du social*, Seuil, 1994, 263p.

DROUARD Hervé, LEGROS Michel & PASCAL Henri, *Sociologie et intervention sociale*, Centurion, 1991, 288p.

DUBAR Claude & TRIPIER Pierre, *Sociologie des professions*, Armand Colin, 1998, 256p.

DUBAR Claude, *Formes identitaires et socialisation professionnelle*, Revue française de sociologie, 1992, pp.505-529

DUBAR Claude, *La qualification à travers les journées de Nantes*, Sociologie du travail, 1987, pp.3-14

DUBAR Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Armand Colin, 1991, 276p.

DUBAR Claude, *La sociologie du travail face à la qualification et à la compétence*, Sociologie du travail, 1996, pp.179-193

DURAND Jean-Pierre & WEIL Robert, *Sociologie contemporaine*, Vigot, 1990, 644p.

DURAND Jean-Pierre, *La sociologie de Marx*, La Découverte, 1995, 123p.

ENGELS Friedrich, *Ludwig. Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Editions sociales, 1946, 53p.

GILLET Pierre, *Pour une écologie du concept de compétence*, Education permanente n°135, 1998, pp.23-32

GUITTET André, *Développer les compétences. Par une ingénierie de la formation*, ESF. 1995, 230p.

HARNECKER Marta, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*, L'Harmattan, 1992, 320p.

HEGEL Georg Wilheim Friedrich, *Science de la Logique*, Tome I, p.99.

HELLER Agnès, *La théorie des besoins chez Marx*, Union générale d'édition, 1978, 188p.

LABRUYERE Chantal, *Professionnalisation : de quoi parlent les chercheurs ? que cherchent les acteurs ?*, Formation emploi n°70, 2000, pp.31-42.

LAHIRE Bernard (sous la direction de), *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu.*, La Découverte, 1999, 258p.

LE BOTERF Guy, *De la compétence à la navigation professionnelle*, Les Editions d'Organisation, 1998, 295p.

LEFEBVRE Henri, *Le matérialisme dialectique*, PUF, 1971, 165p.

Magazine littéraire, *Pierre BOURDIEU « Tout est social »*, n°303, 1992, pp.104-111

Magazine littéraire, n°369, 1998, pp.19-70

MANDEL Ernest, *Introduction au marxisme*, La brèche, 1983, 207p.

MARX Karl, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Giard & Brière, 1909, 354p.

MARX Karl, *Le manifeste du parti communiste*, Editions sociales, 64p.

MICHEL Sandra & OROFIAMMA Roselyne, *Les compétences : le débat autour de la notion de compétences. Les compétences sociales et relationnelles*, Entreprises formation n°74, 1994, pp.1-8

PAPAIOANNOU Kostas, *De Marx et du marxisme*, Gallimard, 1983, 566p.

PARADEISE Catherine, *Des savoirs aux compétences : qualification et régulation des marchés du travail*, Sociologie du travail, 1988, pp.35-46

PINÇON Michel & PINÇON-CHARLOT Monique, *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2000, 121p.

PINTO Louis, *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Albin Michel, 1999, 264p.

POULANTZAS Nicos, *A propos de la théorie marxiste du droit, Archives de philosophie du droit*, 1967, pp.145-162

ROSANVALON Pierre, *La nouvelle question sociale*, Seuil, 1995, 221p.

SAROTTE Georges, *Le matérialisme historique dans l'étude du droit*, Les Editions du Pavillon, 1969, 310p.

Sciences humaines, *Le monde selon Bourdieu*, n°105, 2000, pp.24-37

Sciences humaines, *L'œuvre de Pierre Bourdieu*, n°spécial, 2002, 109p.

SEVE Lucien, *Une introduction à la philosophie marxiste*, Editions sociales, 1969, 1980, 717p.

SPIRKINE A. & YAKHOT O., *Initiation au matérialisme dialectique et au matérialisme historique*, Editions du Progrès, 1973, 259p.

WILLEMS J-P., *Le droit du travail à l'épreuve de la compétence*, AFP n°145, 1996, pp.30-35

WITTORSKI Richard, *De la fabrication des compétences*, Education permanente n°135, 1998, pp.57-69

ZARIFIAN P., *La compétence. Une approche sociologique*, L'orientation scolaire et professionnelle n°3, 1997, pp.429-444

➢ TRAVAIL SOCIAL

ABALLEA François, *La professionnalité : d'une notion à son usage*, Revue française de service social n°187, 1997, pp.7-17

ABALLEA François, *Professionnalité et déprofessionnalité du travail social*, Recherche sociale n°137, 1996, pp.47-63

ALFANDARI Elie & PINTIAU Francis, *Le travailleur social : identité et avenir*, RDSS, 1993, pp.605-618

ASH, *Quarante ans de politiques sociales : les balises*, n°1949, 1995, pp.13-26

AUTES Michel & DELAVAL Bernadette, *Du travail social à l'intervention sociale. Un nouvel épisode des aventures fabuleuses du mouvement immobile*, Rapport de synthèse, Programme : observer les emplois et les qualifications des professions de l'intervention sociale, MIRE DAS CGP, 1998, 86p. + annexes

AUTES Michel, *Les paradoxes du travail social*, Dunod, 1999, 313p.

AUTES Michel, *Travail social et changement social. Analyse d'une action recherche en milieu défavorisé*, CNAF, 1981, 272p.

BACHMANN Christian & CHAUVIERE Michel, *Requalifier le travail social ? Entre localisme et nouvel impératif public*, Revue de l'économie sociale, 1988, 187p.

BACHMANN Christian, COUTAND B. & REYRE Gérard, *L'avenir des qualifications dans les métiers du travail social*, CREAI Iles de France, 1989, 153p.

BARREYRE Yves, BOUQUET Brigitte, CHANTREAU André & LASSUS Pierre (sous la direction de), *Dictionnaire critique d'Action sociale*, Bayard Editions, 1995, 437p.

BECCARELLI Catherine, *Secteur social et acteurs de la ville. Panorama des formations qualifiantes*, AFP n°152, 1998, pp.55-60

BENJAMIN Isabelle, MENARD François & ROBERT Christophe, *Les délégués à la tutelle. Evolution des pratiques et transformation de la professionnalité des délégués*, Recherche sociale n°143, 1997, pp.3-89

BLAEVOËT Jean-Pierre, *Evolution des logiques de qualification au travail social*, Echanges Santé-Social n°87, 1997, pp.11-14

BRICHAUX Jean, *L'éducateur et son savoir*, Recherche et formation n°19, 1995, pp.43-50

BRICHAUX Jean, *Le savoir de l'éducateur ou quand éduquer c'est savoir s'y prendre*, Les cahiers de l'Association européenne des Centres de formation au travail socio-éducatif, 1997, pp.79-92

BRICHAUX Jean, *Les étapes de la professionnalisation des l'activité socio-éducative*, EMPAN n°29, 1998, pp.74-77

BRICHE Corine, *L'évolution de la professionnalité dans le travail social*, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 2000, 310p.

CAPELANI Christine & HEDOUX Jacques (coordination), *Travail social et travailleurs sociaux*, Les Cahiers d'études du CUEEP n°39/40, 1999, 207p.

CAPUL Maurice & LEMAY Michel, *De l'éducation spécialisée*, Erès, 1996, 444p.

Cédias, *Guide bibliographique pour l'histoire des professions sociales*, Vie sociale, Hors série, 1995, 169p.

CHAUVIERE Michel, *Enfance inadaptée : l'héritage de Vichy*, Les Editions ouvrières, 1980, 283p.

CHAUVIERE Michel, *Les pratiques socio-éducatives sont-elles encore adaptées aux changements de la société ?* Sauvegarde de l'enfance, 1998, pp.45-52

CHAUVIERE Michel, *Pour une présentation historique des professions sociales*, Echanges Santé-Social n°87, 1997, pp.37-42

CHAUVIERE Michel, *Travail social : le choc des légitimités*, Le Monde diplomatique, janvier 1985

CHOPART Jean-Noël, *Des professions en crise*, Informations sociales n°38, pp.87-97

COHEN-SCALI Valérie, KOKOSOWSKI Alain, PORTELLI Patricia & WITTORSKI Richard, *Evolution des compétences professionnelles des assistants sociaux*, Editions Mont-Saint-Aignan, 1994, 290p.

COMITI Vincent-Pierre, *Histoire sanitaire et sociale*, PUF, Que sais-je ? 1997, 128p.

Conseil supérieur du travail social, L'adaptation du marché de l'offre et de l'emploi des travailleurs sociaux, Rapport, 1995, 94p.

COTHENET Sylvie, Maltraitance infantile : la formation des compétences individuelles et collectives des professionnels, Thèse de doctorat en sciences de l'éducation, Université de sciences et technologies de Lille, CUEEP, 2001, 299p.

COURTECUISSE N. & BRAMS L., *Les assistants de service social. Contribution à une sociologie d'une profession*, Le Vésinet, INSERM, 1970, 137p.

COUSIN Olivier, *Les mutations du travail social : de la transformation du public aux changements dans les modes de prise en charge*, Sociologie du travail, 1996, pp.141-161

CREAI Midi-Pyrénées, *La professionnalisation dans le secteur social et médico-social*, 1990, 143p.

DE ROBERTIS Christine, *Méthodologie de l'intervention en travail social*, Bayard, 1997, 318p.

DEMAILLY Lise, *La restructuration des rapports de travail dans les métiers relationnels*, Travail et Emploi n°76, 1998, pp.3-14

DESIGAUX Jacques & THEVENET Amédée, *Les travailleurs sociaux*, PUF, Que sais-je ? 1995, 126p.

Dictionnaire permanent Action sociale, *Le travail social*, 2000, pp.2491-2658

DJAOUI Elian, *Les organisations du secteur social*, Editions ASH, 2000, 115p.

DUBAR Claude, *Idéologies et choix professionnels des éducateurs spécialisés*, Thèse, Paris VIII, 1970, 220p.

DUBOIS Jean, *Le rôle de l'éducateur*, Informations sociales n°22, 1992, pp.84-88

DUGUE Elisabeth, *Métier, qualification, compétences : définitions et enjeux*, Cahiers du travail social n°32, 1996, pp.5-10

DURAND Robert, *Histoire des centres sociaux. Du voisinage à la citoyenneté*, Syros, 1996, 262p.

DUTRENIT Jean-Marc, ANTOINE Anne-Marie & PROKOVAS Nicolas, *Le travail social*, La Documentation française, Rome, ANPE, 1996, 141p.

DUTRENIT Jean-Marc, *La compétence sociale. Diagnostic et développement*, L'Harmattan, 1997, 241p.

ECREMENT Dominique, *De l'influence des politiques sur le travail social*, Revue française des affaires sociales, 1988, pp.73-98

Esprit, *A quoi sert le travail social ?* n°241, 1998, 305p.

Esprit, *Pourquoi le travail social ?* n°4/5, 1972, 254p.

FEVRE L., *Le travail social : théories et pratiques*, Chronique sociale, 1993, 186p.

FINO-DHERS Aline, *Assistante sociale. Un métier entre indétermination et technicité. Une approche socio-historique*, L'Harmattan, 1994, 118p.

FOURDRIGNIER Marc, *Formations et métiers*, Informations sociales n°38, 1995, pp.40-49

GENG Jean-Marie, *Mauvaises pensées d'un travailleur social*, Seuil, 1977, 224p.

GIENNE V., *Le travail social piégé ?* L'Harmattan, 1990, 222p.

GUERRAND Roger-Henri & RUPP Marie-Antoinette, *Brève histoire du service social en France 1896-1976*, Privat, 1978, 183p.

INTERCO CFDT, *Les nouveaux acteurs du social. Enquête auprès des salariés de l'action sociale des départements*, Dunod, 1998, 185p.

ION Jacques & TRICART Jean-Paul, *Les travailleurs sociaux*, La découverte, 1992, 124p.

ION Jacques & TRICART Jean-Paul, *Une entité professionnelle problématique : les travailleurs sociaux*, Sociologie du travail, 1985, pp.137-153

ION Jacques, *Le travail social à l'épreuve du territoire*, Privat, 1990, 172p.

ION Jacques, *Le travail social au singulier*, Dunod, 1998, 152p.

ION Jacques, *Les processus de structuration professionnelle à l'épreuve de la crise*, Les politiques sociales n°314, 1996, pp.64-72

JAEGER Marcel, *Guide du secteur social et médico-social*, Dunod, 1997, 257p.

JOIN-LAMBERT Marie-Thérèse, *Politiques sociales*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Dalloz, 1993, 571p.

KARSZ S., *Pour une analyse scientifique du travail social*, Polycopié collectif, Pratiques sociales, 1982

LALIRE Marie-Colette, *Les nouvelles fonctions des travailleurs sociaux*, RDSS, 1993, pp.621-639

LAROQUE Michel, *Politiques sociales dans la France contemporaine. Le social face à l'avenir*, Editions STH, 1986, 352p.

LE BIHAN Anne-Solenn, *18 métiers dans le social*, Editions Rebondir, 1997, 139p.

LEVENE Thérèse, *Les travailleurs sociaux : représentations et position de classe*, Mémoire de DEA en sciences de l'éducation, Université des sciences et technologies de Lille, CUEEP, 1998, 123p.

L'Harmattan, *Les mutations du travail social*, n°87, 1998, 152p.

L'Harmattan, *Travail social et travailleurs sociaux*, n°14, 1977, 142p.

LORY Bernard, *La politique d'action sociale*, Privat, 1979, 302p.

MARTEAU Eric, *Enjeux de la professionnalité des éducateurs spécialisés*, Mémoire de DEA, Sciences de l'Education, CUEEP, Lille, 1997, 121p.

MARTINET Jean-Luc (sous la direction de), *Les éducateurs aujourd'hui*, Privat, 1993, 209p.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, *Les professions sociales*, DRASS Nord/Pas-de-Calais, 19p.

MONDOLFO P., *Repenser l'action sociale*, Dunod, 1997, 216p.

MONROSE Murielle, *Les professions sociales, une expansion forte et diversifiée*, Echanges Santé-Social n°87, 1997, pp.50-58

MUEL-DREYFUS Francine, *Le métier d'éducateur*, Editions de Minuit, 1983, 269p.

PEZET Valérie & VILLATTE Robert, *De l'usure à l'identité professionnelle. Le burn-out des travailleurs sociaux*, TSA Editions, 1993, 296p.

Programme de recherche sur l'intervention sociale, *L'industrialisation du social bouscule le travail social*, ASH n°2056, 1998, pp.23-24

RATER-GARCETTE Christine, *La professionnalisation du travail social. Action sociale, Syndicalisme, Formation 1880-1920*, L'Harmattan, 1996, 210p.

RDSS, *Les travailleurs sociaux. Statuts et responsabilités*, 1993

RUGO A., *Les usages possibles et l'enjeu de qualification dans le secteur social*, Les cahiers de la recherche sur le travail social, 1986

RUGO A., *Qualifications et classifications dans le champ social. Des concepts à exploiter et des recherches à développer*, AREPS MIRE, 1986

RUPP Marie-Antoinette, *Quarante années d'action sociale en France (1946-1986). Un canevas pour les travailleurs sociaux*, Privat, 1986, 166p.

SESI, *Les professions sociales et éducatives en 1996*, Documents statistiques n°301, 1998, 104p.

STROHL H., *Profession : travailleur social*, Informations sociales n°38, 1995, pp.110-117

TACHON Michel, *Recherche sur les processus de professionnalisation. Analyse dans le secteur de l'enfance inadaptée au cours de la période 1945-1980*, AREPS Lyon, 1988, 164p.

TANGUY, *L'introuvable relation formation emploi*, La Documentation française, 1986 in CAMPINOS-DUBERNET & MARRY, *De l'utilisation d'une concept empirique : la qualification*

THEVENET Amédée, *Les travailleurs sociaux, vingt ans après,* Revue française des affaires sociales, 1988, pp.63-72

VERDES-LEROUX Jeannine, *Le travail social*, Les Editions de Minuit, 1978, 259p.

VERDES-LEROUX Jeannine, *Pouvoir et assistance : 50 ans de service social*, Actes de la recherche en Sciences sociales n°2/3, 1976, pp.152-172

VILBROD Alain, Devenir éducateur, une affaire de famille, L'Harmattan, 1995, 302p.

ANNEXES

- ANNEXE 1 : Grille d'analyse de contenu des activités juridiques des travailleurs sociaux

- ANNEXE 2 : Grille d'analyse de contenu du capital juridique des travailleurs sociaux

- ANNEXE 3 : Grille d'analyse de contenu du langage juridique des travailleurs sociaux

- ANNEXE 4 : Grille d'analyse de contenu des objectifs pédagogiques de la formation juridique des travailleurs sociaux

- ANNEXE 5 : Grille d'analyse de contenu des modes de travail pédagogique de la formation juridique des travailleurs sociaux

- ANNEXE 6 : Grille d'analyse de contenu des observations de séquences pédagogiques

ITEMS DE L'ANALYSE DE CONTENU																									
Agathe Haudiquet																									
	poids relatif de l'ITEM dans l'ensemble du discours	poids relatif de l'ITEM dans le THEME et du THEME dans l'ensemble	NOMBRE D'ITEMS	NOMBRE d'ENTRETIENS	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	**100%**		**746**	**20**	**48**	**24**	**25**	**45**	**48**	**28**	**29**	**31**	**59**	**63**	**24**	**16**	**45**	**30**	**49**	**21**	**26**	**77**	**14**	**44**
1. La tranversalité du droit aux activités sociales	**75%**	**100%**	**562**	**20**	**45**	**15**	**11**	**33**	**39**	**27**	**24**	**20**	**46**	**43**	**13**	**16**	**34**	**30**	**28**	**19**	**26**	**56**	**9**	**28**
1.1. La transversalité du droit à l'accompagnement social	**11%**	**14%**	**79**	**19**	**1**	**1**	**0**	**6**	**6**	**5**	**4**	**4**	**9**	**5**	**3**	**2**	**4**	**4**	**2**	**1**	**6**	**4**	**4**	**8**
*l'accompagnement social	7%	10%	55	19	1	1		2	3	3	4	3	6	3	2	2	3	3	1	1	3	2	4	8
*le droit dans l'accompagnement social	3%	4%	24	12				4	3	2		1	3	2	1		1	1	1		3	2		
1.2. La transversalité du droit à l'évaluation	**19%**	**25%**	**142**	**18**	**12**	**0**	**4**	**6**	**5**	**2**	**10**	**2**	**14**	**2**	**4**	**8**	**5**	**9**	**9**	**13**	**14**	**12**	**0**	**11**
*l'évaluation	13%	17%	98	18	7		4	4	4	1	8	1	7	2	2	4	3	7	6	11	9	10		8
*le droit dans l'évaluation : les actes juridiques unilatéraux	4%	6%	33	14	4				1	1	2	1	5		2	3	2	1	3		5	2		1
*le droit dans l'évaluation : les contrats "sociaux"	1%	2%	11	7	1			2					2			1		1		2				2
1.3. La tranversalité du droit à l'information/conseil	**17%**	**22%**	**125**	**18**	**11**	**4**	**0**	**2**	**10**	**6**	**6**	**8**	**12**	**22**	**2**	**1**	**4**	**6**	**8**	**0**	**2**	**17**	**2**	**2**
*l'information/conseil	9%	12%	68	18	7	2		1	5	3	4	4	6	12	1	1	2	3	5		1	9	1	1
*information/conseil juridique	8%	10%	57	17	4	2		1	5	3	2	4	6	10	1		2	3	3		1	8	1	1
1.4. La transversalité du droit au dialogue	**7%**	**10%**	**55**	**16**	**9**	**7**	**2**	**4**	**9**	**1**	**2**	**2**	**0**	**5**	**1**	**1**	**3**	**1**	**0**	**1**	**0**	**6**	**0**	**1**
*le dialogue	6%	8%	45	16	7	5	1	4	7	1	2	2		4	1	1	3	1		1		4		1
*le droit dans le dialogue	1%	2%	10	6	2	2	1		2					1								2		
1.5. La transversalité du droit à l'orientation	**0%**	**12%**	**67**	**15**	**4**	**1**	**4**	**2**	**2**	**4**	**0**	**0**	**2**	**6**	**2**	**0**	**6**	**9**	**6**	**4**	**2**	**13**	**0**	**0**
*l'orientation	5%	6%	35	15	1	1	2	1	1	2			1	4	1		3	5	3	2	1	7		
*orientation vers les juristes	3%	6%	32	14	3		2	1	1	2			1	2	1		3	4	3	2	1	6		
1.6. La transversalité du droit à l'animation	**4%**	**5%**	**28**	**12**	**1**	**2**	**1**	**2**	**3**	**0**	**2**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**	**11**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**	**0**
*animation/formation	3%	4%	24	12	1	2	1	2	2		2			1		1	9	1			1		1	
*le droit dans l'animation	1%	1%	4	3					1								2						1	
1.7.La transversalité du droit à la médiation	**7%**	**9%**	**51**	**12**	**5**			**9**	**4**	**7**		**3**	**9**	**2**		**2**	**1**					**2**	**1**	**6**
*la médiation	4%	5%	30	12	3			5	2	4		2	6	1		1	1					1	1	3

*le droit dans la médiation	3%	4%	21	10	2			4	2	3		1	3	1		1						1		3
1.8. La transversalité du droit à l'organisation de la vie sociale	**2%**	**3%**	**15**	**9**	**2**	**0**	**0**	**2**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**3**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**
*l'organisation de la vie sociale	1%	2%	11	9	1			2		2		1			1	1			1		1	1		
*le droit dans l'organisation de la vie sociale	1%	1%	4	3	1														2			1		
2. La transversalité du droit aux activités économiques	**14%**	**100%**	**104**	**17**	**3**	**3**	**4**	**5**	**1**	**1**	**3**	**11**	**11**	**3**	**7**	**0**	**8**	**0**	**15**	**0**	**0**	**19**	**2**	**8**
2.1. La transversalité du droit à l'attribution d'aides financières	**7%**	**51%**	**53**	**10**	**2**	**0**	**3**	**0**	**1**	**0**	**2**	**11**	**0**	**2**	**0**	**0**	**8**	**0**	**11**	**0**	**0**	**12**	**0**	**1**
*la distribution d'aides financières	6%	41%	43	10	1		3		1		2	8		2			6		9			10		1
*le droit dans la distribution d'aides financières : les contrats "économiques"	1%	10%	10	5	1							3					2		2			2		
2.2. La transversalité du droit à la gestion des ressources de l'usager	**4%**	**30%**	**31**	**9**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**5**	**0**	**7**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**0**	**6**	**0**	**5**
*la gestion des ressources de l'usager	3%	23%	24	9	1		1			1	1		3		7				2			4		4
*le droit dans la gestion : l'accompagnement dans les démarches juridiques liées à l'économie	0%	1%	1	1																		1		
*le droit dans la gestion : la saisine du juge	1%	6%	6	4									2						2			1		1
2.3. La transversalité du droit à la recherche d'emploi	**2%**	**13%**	**13**	**3**	**0**	**0**	**0**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**
*la recherche d'emploi	2%	13%	13	3				5					6										2	
*le droit dans la recherche d'emploi	0%	0%																						
2.4. La transversalité du droit à l'animation/formation économique	**0%**	**2%**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**
*l'animation/formation économique	0%	2%	2	2										1								1		
*le droit dans l'animation/formation économique	0%	0%																						
2.5. La transversalité du droità la recherche de financement du travail social	**1%**	**5%**	**5**	**2**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**
*la recherche de financement du travail social	1%	5%	5	2		3																		2
*le droit dans la recherche de financement du travail social	0%	0%																						
3. La transversalité du droitaux activités administratives	**8%**	**100%**	**62**	**12**	**0**	**2**	**10**	**4**	**6**	**0**	**2**	**0**	**2**	**16**	**2**	**0**	**0**	**0**	**6**	**2**	**0**	**2**	**0**	**8**
3.1, La transversalité du droit à l'instruction des dossiers d'aide sociale	**7%**	**81%**	**50**	**12**	**0**	**2**	**10**	**4**	**6**	**0**	**2**	**0**	**2**	**10**	**2**	**0**	**0**	**0**	**6**	**2**	**0**	**2**	**0**	**2**
*l'instruction des dossiers d'aide sociale	3%	40%	25	12		1	5	2	3		1		1	5	1				3	1		1		1
*le droit dans l'instruction des dossiers d'aide sociale	3%	40%	25	12		1	5	2	3		1		1	5	1				3	1		1		1

3.2. La transversaité du droit à la gestion des actions sociales	**2%**	**19%**	**12**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6**
*la gestion des actions sociales	1%	10%	6	2										3										3
*le droit dans la gestion des actions sociales	1%	10%	6	2										3										3
4. La transversalité du droit aux activités politiques	**2%**	**100%**	**18**	**7**	**0**	**4**	**0**	**3**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**2**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**
4.1. La transversalité du droit au militantisme institutionnel	**1%**	**56%**	**10**	**5**	**0**	**4**	**0**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**
*le militantisme institutionnel	1%	56%	10	5		4		2	2					1									1	
*le droit dans le militantisme institutionnel	0%	0%																						
4.2. La transversalité du droit au militantisme syndical	**1%**	**22%**	**4**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**
*le militantisme syndical	0%	11%	2	2											1								1	
*le droit dans le militantisme syndical	0%	11%	2	2											1								1	
4.3. La transversalité du droit au militantisme associatif	**1%**	**22%**	**4**	**2**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
*le militantisme associatif	1%	22%	4	2				1									3							
*le droit dans le militantisme associatif	0%	0%																						

ITEMS DE L'ANALYSE DE CONTENU																								
Agathe Haudiquet																								
LE CAPITAL JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX																								
	poids relatif de l'ITEM dans l'ensemble du discours	poids relatif de l'ITEM dans le THEME et du THEME dans l'ensemble	NOMBRE D'ITEMS	NOMBRE d'ENTRETIENS	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
LE CAPITAL JURIDIQUE	**100%**		**1967**																					
1. LA DEFINITION DU DROIT	**35%**	**100%**	**682**	**20**	**45**	**17**	**34**	**25**	**42**	**27**	**19**	**40**	**62**	**24**	**29**	**50**	**44**	**12**	**24**	**18**	**52**	**43**	**46**	**29**
1.1. L'accès au droit	**11%**	**30%**	**208**	**20**	**12**	**8**	**11**	**13**	**9**	**15**	**5**	**11**	**18**	**15**	**6**	**6**	**11**	**2**	**6**	**9**	**17**	**12**	**11**	**11**
1.1.1. L'accès à la culture juridique	**10%**	**28%**	**194**	**20**	**9**	**8**	**11**	**12**	**9**	**13**	**5**	**10**	**16**	**14**	**6**	**6**	**11**	**2**	**3**	**9**	**16**	**12**	**11**	**11**
***l'accès au langage juridique**	**2%**	**5%**	**35**	**13**			**1**	**2**	**4**	**2**	**1**	**2**	**4**	**3**			**2**			**4**	**4**	**3**	**3**	
***l'accès aux connaissances juridiques**	**6%**	**18%**	**124**	**20**	**9**	**6**	**5**	**9**	**5**	**9**	**3**	**7**	**12**	**8**	**5**	**5**	**8**	**1**	**2**	**3**	**7**	**6**	**4**	**10**
*l'accès des TS aux connaissances juridiques	**5%**	**14%**	**96**	**20**	**4**	**6**	**5**	**9**	**4**	**8**	**2**	**7**	**6**	**7**	**5**	**5**	**6**	**1**	**2**	**2**	**5**	**4**	**3**	**5**
*le recours aux personnes relais	4%	11%	76	20	3	3	4	7	3	4	2	7	5	5	4	5	6	1	1	2	4	3	3	4
*la recherche documentaire	1%	3%	20	13	1	3	1	2	1	4			1	2	1				1		1	1		1
*l'accès des usagers aux connaissances juridiques	**1%**	**4%**	**28**	**12**	**5**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**6**	**1**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**1**	**2**	**2**	**1**	**5**
*les usagers n'ont pas accès aux connaissances juridiques	1%	4%	25	11	5				1		1		6	1			2			1	1	1	1	5
*les usagers ont accès aux connaissances juridiques	0%	0%	3	3						1											1	1		
***l'accès à l'intérêt pour le droit**	**2%**	**5%**	**35**	**17**	**0**	**2**	**5**	**1**	**0**	**2**	**1**	**1**	**0**	**3**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**5**	**3**	**4**	**1**
*l'accès à l'intérêt pour le droit des TS	**1%**	**3%**	**23**	**11**	**0**	**2**	**3**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**	**5**	**2**	**4**	**0**
*le droit intéresse le travailleur social	1%	2%	11	6			3							1	1						3	1	2	
*le droit n'intéresse pas le travailleur social	1%	2%	12	8		2		1			1							1		2	2	1	2	
*l'accès à l'intérêt pour le droit des usagers du TS	**1%**	**2%**	**12**	**9**			**2**			**2**		**1**		**2**		**1**	**1**		**1**			**1**		**1**

1.1.2. L'accès au droit au niveau matériel	**1%**	**2%**	**14**	**8**	**3**			**1**		**2**		**1**	**2**	**1**					**3**		**1**				
1.2. Les sources du droit	**4%**	**12%**	**84**	**20**	**4**	**1**	**5**	**4**	**8**	**1**	**4**	**5**	**8**	**1**	**6**	**7**	**5**	**1**	**3**	**2**	**2**	**5**	**5**	**7**	
*la loi écrite	4%	11%	74	20	2	1	4	3	7	1	3	5	5	1	6	6	5	1	3	2	2	5	5	7	
*la coutume	0%	1%	7	5	1		1	1	1				3												
*la jurisprudence	0%	0%	3	3	1						1					1									
1.3. Les propriétés du droit	**11%**	**32%**	**216**	**20**	**15**	**6**	**12**	**2**	**17**	**6**	**7**	**13**	**18**	**6**	**10**	**14**	**19**	**8**	**13**	**3**	**14**	**16**	**11**	**6**	
1.3.1. Le caractère répressif/rétributif du droit	**4%**	**12%**	**83**	**18**	**4**	**0**	**6**	**1**	**5**	**0**	**3**	**9**	**7**	**5**	**2**	**2**	**10**	**1**	**9**	**1**	**3**	**9**	**3**	**3**	
*le droit est répressif	2%	2%	31	15	2			1			1	2	7		1	2	5	1	1	1	2	1	3	1	
*le droit est rétributif	3%	8%	52	12	2		6		5		2	7		5	1		5		8		1	8		2	
1.3.2. Le caractère concret/abstrait du droit	**2%**	**7%**	**46**	**15**	**7**	**3**	**3**	**1**	**3**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**2**	**4**	**0**	**7**	**2**	**2**	**4**	**3**	**2**	**1**	
*le droit est concret	1%	4%	28	14	4	2	2		2			1			2	1		4	1	1	3	2	2	1	
*le droit est abstrait	1%	3%	18	12	3	1	1	1	1			1				3		3	1	1	1	1			
1.3.3. Le caractère évolutif du droit	**1%**	**2%**	**16**	**10**					**1**	**3**		**1**	**1**		**2**	**2**	**3**		**1**			**1**	**1**		
1.3.4. Le caractère omniprésent/accessoire du droit	**2%**	**7%**	**48**	**15**	**2**	**3**	**2**	**0**	**6**	**1**	**2**	**0**	**7**	**1**	**3**	**2**	**6**	**0**	**0**	**0**	**3**	**3**	**5**	**2**	
*la judicisation	1%	3%	20	10	1	3	1		4	1	2		2		2		3					1			
*le droit occupe une place importante dans le travailsocial	1%	4%	25	12	1		1		2				5	1	1	2	3				1	2	4	2	
*le droit occupe une place réduite dans le travail social	0%	0%	3	2																	2		1		
1.3.5. Le caractère juste/injuste du droit	**1%**	**3%**	**18**	**9**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**	**2**	**2**	**1**	**1**	**0**	**0**	**4**	**0**	**0**	**1**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	
* le droit est injuste	1%	2%	16	9	2				1	1	2	1	1			4			1		3				
*le droit est juste	0%	0%	2	2					1	1															
1.3.6. Le caractère précis du droit	**0%**	**1%**	**5**	**4**			**1**						**2**		**1**						**1**				
1.4. Les finalités du droit	**7%**	**21%**	**141**	**19**	**11**	**2**	**4**	**6**	**8**	**5**	**3**	**10**	**15**	**1**	**7**	**15**	**6**	**1**	**0**	**2**	**14**	**8**	**18**	**5**	
*la finalité dominatrice du droit	2%	5%	34	15	5	2	1	1	2	3	2	1	3			4	1	1			5	2	1		
*la finalité limitative du droit	2%	5%	32	13	1		2	1				1	2	1		4	1			2	2	4	8	3	
*limites positives	1%	3%	20	10	1		2						2	1		1	1			1		3	5	3	
*limites négatives	1%	2%	12	7				1				1				3				1	2	1	3		
*la finalité socialisatrice du droit	1%	2%	17	11	1				1	2	1		5		1	2	1				1		1	1	
*la finalité protectrice du droit	1%	2%	15	10	2		1		3				1		2	1	1				1	1	2		
*la finalité éducative du droit	1%	4%	28	9				3	2			8	4		2	2	2				2		3		
*la finalité progrssiste du droit	1%	2%	11	6	1										2	2					2	1	3		
*la finalité promotionnelle du droit	0%	1%	4	4	1			1													1			1	
1.5. La fonction de la justice	**2%**	**5%**	**33**	**12**	**3**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**3**	**1**	**0**	**8**	**3**	**0**	**2**	**2**	**5**	**2**	**1**	**0**	
*la judiciarisation	1%	2%	14	10	1		2					1	1	1		1	2		2			2	1		
*le caractère répressif de la justice	1%	3%	19	6	2								2			7	1			2	5				

*l'organisation de la vie sociale	1%	2%	11	9	1			2		2		1			1	1			1		1	1		
*le droit dans l'organisation de la vie sociale	0%	1%	4	3	1														2			1		
II. LES ACTIONS JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	**20%**	**100%**	**394**	**20**	**38**	**6**	**11**	**15**	**29**	**18**	**11**	**19**	**35**	**28**	**14**	**24**	**17**	**11**	**26**	**19**	**22**	**34**	**6**	**11**
2.1. La subsidiarité des actions juridiques	**2%**	**10%**	**39**	**10**	**6**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**1**	**2**	**0**	**0**	**12**	**0**	**0**	**3**	**4**	**7**	**2**	**0**	**0**
*à l'égard des avocats	1%	3%	12	6	4				1				2						2		1	2		
*à l'égard des juges	1%	6%	25	6	1					1		1				12				4	6			
*à l'égard des médiateurs	0%	0%	1	1	1																			
*à l'égard des huissiers	0%	0%	1	1															1					
2.2. Les facettes des actions juridiques	**18%**	**90%**	**355**	**20**	**32**	**6**	**11**	**15**	**28**	**17**	**11**	**18**	**33**	**28**	**14**	**12**	**17**	**11**	**23**	**15**	**15**	**32**	**6**	**11**
2.2.1. L'accès au droit	**7%**	**37%**	**145**	**20**	**19**	**4**	**4**	**6**	**12**	**6**	**2**	**6**	**9**	**17**	**2**	**2**	**5**	**7**	**9**	**6**	**5**	**20**	**1**	**3**
***L'accès direct**	**5%**	**23%**	**92**	**19**	**12**	**4**	**1**	**2**	**9**	**4**	**2**	**6**	**6**	**15**	**1**	**0**	**2**	**3**	**5**	**2**	**1**	**13**	**1**	**3**
*le décodage de la demande juridique des usagers	1%	3%	10	6	2	2	1		2					1								2		
*le conseil juridique	3%	14%	57	17	4	2		1	5	3	2	4	6	10	1		2	3	3		1	8	1	1
*la vulgarisation juridique	1%	6%	25	10	6			1	2	1		2		4					2	2		3		2
***L'accès indirect**	**3%**	**13%**	**53**	**15**	**7**	**0**	**3**	**4**	**3**	**2**	**0**	**0**	**3**	**2**	**1**	**2**	**3**	**4**	**4**	**4**	**4**	**7**	**0**	**0**
*l'orientation vers les professionnels du droit compétents	2%	8%	32	14	3		2	1	1	2			1	2	1		3	4	3	2	1	6		
*l'intermédiaire entre les professionnels du droit et les usagers	1%	5%	21	10	4	0	1	3	2	0	0	0	2	0	0	2	0	0	1	2	3	1	0	0
*intermédiaire entre le juge et l'usager	1%	3%	11	7	1		1						2			2			1	2	2			
*intermédiaire entre l'avocat et l'usager	0%	2%	8	5	2			3	1												1	1		
*intermédiaire entre le notaire et l'usager	0%	0%	1	1	1																			
*intermédiaire entre l'administration et l'usager	0%	0%	1	1					1															
2.2.2. La justice	**7%**	**37%**	**146**	**19**	**9**	**0**	**6**	**8**	**14**	**7**	**4**	**10**	**9**	**7**	**10**	**7**	**7**	**1**	**13**	**7**	**7**	**12**	**4**	**4**
*la défense des droits de l'usager	2%	12%	49	15	3			3	7	1		1	2	1	7	5	2		4	1	7	2	3	
*le règlement amiable des conflits/médiation	2%	8%	30	12	3			5	2	4		2	6	1		1	1					1	1	3
*la distribution des droits-créances (justice sociale)	2%	12%	49	11	2		6		5		2	7		5	1		4		8			8		1

*l'éclairage de la décision du juge	1%	5%	18	10	1					2	2		1		2	1		1	1	6		1		
2.2.3. La sauvegarde de la loi	**2%**	**11%**	**45**	**17**	**4**	**2**	**1**	**1**		**3**	**4**	**2**	**7**	**4**	**1**	**2**	**4**	**3**	**1**	**1**	**2**			**3**
2.2.4. La socialisation	**1%**	**5%**	**19**	**11**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**1**	**1**	**0**	**8**	**0**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**1**	**1**
*socialisation juridique	1%	4%	14	9					1	1	1		6		1	1	1						1	1
*conscientisation juridique	0%	1%	5	4					1				2							1	1			
III. LA FINALITE DES ACTIONS JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	**22%**	**100%**	**435**	**20**	**44**	**17**	**11**	**29**	**15**	**14**	**32**	**18**	**38**	**9**	**18**	**25**	**33**	**23**	**24**	**19**	**19**	**18**	**15**	**14**
3.1. La normalisation par le droit	**16%**	**71%**	**311**	**20**	**29**	**13**	**8**	**23**	**14**	**11**	**24**	**16**	**24**	**9**	**13**	**18**	**21**	**9**	**24**	**17**	**9**	**13**	**3**	**13**
3.1.1. L'insertion par le droit	**8%**	**35%**	**153**	**20**	**11**	**8**	**3**	**7**	**7**	**6**	**11**	**6**	**22**	**8**	**6**	**8**	**11**	**7**	**3**	**10**	**7**	**1**	**3**	**8**
*l'insertion des usagers	5%	25%	108	20	7	6	2	6	7	3	7	4	15	4	5	6	7	4	2	9	5	1	3	5
*l'insertion des usagers par le droit	2%	10%	45	17	4	2	1	1		3	4	2	7	4	1	2	4	3	1	1	2			3
3.1.2. La prévention par le droit	**2%**	**11%**	**46**	**14**	**3**	**0**	**0**	**0**	**6**	**2**	**4**	**1**	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**	**0**	**11**	**0**	**2**	**7**	**0**	**4**
*la prévention de la dégradationde la situation des usagers	2%	8%	34	14	2				4	2	3	1	1	1	2	1	1		7		1	5		3
*la prévention par le droit	1%	3%	12	7	1				2		1								4		1	2		1
3.1.3. La fidélisation par le droit	**1%**	**6%**	**25**	**12**	**3**	**0**	**0**	**6**	**1**	**0**	**3**	**2**	**0**	**0**	**1**	**1**	**4**	**1**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**
*la fidélisation des usagers	1%	6%	24	12	3			5	1		3	2			1	1	4	1	1			1		1
*la fidélisation des usagers par le droit	0%	0%	1	1				1																
3.1.4. La transformation des comportements par le droit	**2%**	**7%**	**30**	**11**	**1**	**4**	**3**	**0**	**0**	**1**	**4**	**2**	**0**	**0**	**1**	**6**	**3**	**0**	**3**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**
*les transformation des comportements (déviants) des usagers	1%	6%	27	11	1	3	3			1	4	2			1	4	3		3			2		
*la transformation des comportements par le droit	0%	1%	3	2		1										2								
3.1.5. La protection par le droit	**1%**	**3%**	**14**	**7**			**2**				**2**	**2**			**1**		**2**		**3**			**2**		
3.1.6. La pacification par le droit	**1%**	**6%**	**27**	**8**	**5**	**0**	**0**	**10**	**0**	**2**	**0**	**3**	**0**	**0**	**2**	**2**	**0**	**1**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**
*la pacification des relations des usagers	1%	4%	18	8	3			6		2		2			1	1		1		2				
*la pacification par le droit	0%	2%	9	5	2			4				1			1	1								
3.1.7. La rationsalisation par le droit	**1%**	**4%**	**16**	**5**	**6**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**
*la rationalisation de l'aide sociale	1%	3%	11	5	4	1							1						2	3				
*la rationalisation par le droit	0%	1%	5	3	2														1	2				

3.2. L'émancipation par le droit	**6%**	**29%**	**124**	**18**	**15**	**4**	**3**	**6**	**1**	**3**	**8**	**2**	**14**	**0**	**5**	**7**	**12**	**14**	**0**	**2**	**10**	**5**	**12**	**1**
3.2.1. L'autonomisation par le droit	**2%**	**10%**	**43**	**15**	**8**	**2**	**1**	**4**	**0**	**1**	**3**	**0**	**5**	**0**	**1**	**1**	**8**	**1**	**0**	**1**	**0**	**2**	**4**	**1**
*l'autonomisation/responsabilisation des usagers	1%	7%	29	13	6	1	1	2		1	2		3		1	1	4	1		1		1	3	1
*l'autonomisation par le droit	1%	3%	14	7	2	1		2			1		2				4					1	1	
3.2.2. La mobilisation par le droit	**1%**	**13%**	**56**	**16**	**6**	**2**	**2**	**2**	**0**	**2**	**3**	**2**	**4**	**0**	**3**	**4**	**2**	**9**	**0**	**1**	**5**	**2**	**7**	**0**
*mobilisation des usagers	2%	10%	44	16	4	2	2	1		1	3	2	3		3	3	2	7		1	3	2	5	
*défense des droits des usagers par les usagers	1%	3%	12	8	2			1		1			1			1		2			2		2	
3.2.3. L'identité par le droit	**1%**	**3%**	**15**	**8**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**3**	**0**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**5**	**0**	**1**	**0**
*la conservation de l'identité des usagers	1%	3%	12	8	1				1		1		2			1		1			4		1	
*la conservation de l'identité par le droit	0%	1%	3	3									1			1					1			
3.2.4. La constitution d'un capital social par le droit	**1%**	**2%**	**10**	**6**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**2**	**3**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**
*la constitution d'un capital social des usagers	0%	2%	9	6							1		2		1		2	2				1		
*la constitution d'un capital social par le droit	0%	0%	1	1														1						
IV. LESVALEURS JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX	**23%**	**100%**	**456**	**20**	**27**	**14**	**21**	**36**	**22**	**35**	**35**	**16**	**12**	**27**	**15**	**25**	**36**	**5**	**26**	**7**	**28**	**33**	**12**	**25**
4.1. La conception du monde social	**5%**	**22%**	**102**	**18**	**5**	**2**	**7**	**8**	**5**	**17**	**7**	**1**	**1**	**5**	**4**	**7**	**4**	**0**	**13**	**0**	**1**	**7**	**1**	**7**
*la nature du monde social	2%	9%	43																					
*la nature excluante du monde social	2%	9%	41	14	2	2	5	7	1	6	4			3	1	3	1		3			1		2
*la nature corrompue du monde social	0%	0%	2	2												1	1							
*l'évolution du monde social	3%	13%	59																					
*l'absence d'évolution	2%	7%	34	14	2				4	2	3	1	1	1	2	1	1		7		1	5		3
*l'évolution négative	1%	4%	17	9	1		2			4				1		2	1		3			1		2
*l'évolution positive	0%	2%	8	4				1		5					1								1	
4.2. La conception du travail social	**9%**	**38%**	**173**	**20**	**8**	**8**	**12**	**11**	**13**	**6**	**10**	**5**	**4**	**11**	**5**	**4**	**22**	**4**	**9**	**4**	**8**	**18**	**1**	**10**
*travail de partenariat/réseau	3%	14%	65	17	2	5	2	6	5	2	2	3		6	1		11	2	5	2	3	4		4
*travail diversifié	2%	8%	35	16	2	3	2		4	2	1	1			4	2	1	1	2	1	2	5		2
*travail relationnel	1%	6%	26	11	2		2	5	1	1	2						4	1	1			5		2

*travail d'équipe	1%	4%	17	11					1	1	2	1	3	1		1	4			1		1		1
*travail d'urgence	1%	3%	12	8	2		2		2					1			1				2		1	1
*travail administratif	0%	2%	9	6			2				1			3					1		1	1		
*travail de conviction	0%	1%	5	4			2				1						1					1		
*travail de terrain	0%	1%	3	3							1					1						1		
*travail aléatoire	0%	0%	1	1									1											
4.3. L'éthique professionnelle	**9%**	**40%**	**181**	**20**	**14**	**4**	**2**	**16**	**4**	**12**	**18**	**10**	**7**	**11**	**6**	**14**	**10**	**1**	**4**	**3**	**19**	**8**	**10**	**8**
*le droit des usagers	3%	13%	61	18	5	1		3	1	4	1	2	6	3	3	9	2		1	1	6	1	7	5
*les qualités éthiques	6%	54%	120																					
*objectivité/neutralité/impartialité	2%	7%	31	13	4			4		1	5	3		1			1		1	1	6	2	1	1
*recul/extériorité	1%	4%	19	11	4		1	2	3	2	2		1	1	1	1								1
*transparence/franchise/honnêteté	1%	4%	16	11		1		1			2	3		2		1	1			1	2	1		1
*secret/discrétion/confidentialité	2%	7%	30	10		2	1	5		2	5			4			4	1			3	3		
*réflexion/remise en question/esprit critique	1%	2%	10	8						1	2	1			1		2		1		1		1	
*équité/justice	0%	2%	7	6	1					2						1			1		1		1	
*humilité	0%	1%	5	4				1							1	2						1		
*sang-froid/impassibilité/maîtrise de soi	0%	0%	2	2							1	1												

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20	NE	NF
Abandon (enfant) / DA												7				1	1	5			4	14
Abus (sexuel) / DA	4		4				4						1			1	3	1			7	18
Abusif / DA		1			1										1			1			4	4
Accord / DA	3	1	1					2	7	6	8	4	2			1				2	11	37
Accusation / DA	1																				1	1
Accuser / DA													1								1	1
Accusé de réception / AE		1																			1	1
Achat / AE										1	2									1	3	4
Administrateur / DA		1								1					2						3	4
Administrateur ad hoc /AE			1			1										3	4				4	9
Administratif / DA	5	1	6		13	4	4	1		4	5	6			11	2	6	6		5	15	79
Administration / DA		1			5				1	2	2		3								6	14
Adoptable (enfant) / DA												1									1	1
Adoptant (enfant) / DA												3									1	3
Adopter (enfant) /DA					1			1				1				4					4	7
Adoption (enfant) /DA					1							4			4	4	5	5			6	23
Affaire / DA	2	1		2	2	9	1		3	3	1								3		10	27
Agréer / DA											1				1	1					3	3
Agrément / DA	2		1								4				13	3		3	1		7	27
Allocation / AE	10	11	5		3	2		5	1	7	4				23	3	1	2		3	14	80
Amende / DA									10												1	10
Amiable / DA	1	1							8	2										1	5	13
Appel / DA				2				1		7						4	4				5	18
Arbitrage / DA				3																	1	3
Arbitraire / DA					1		1														2	2
Arbitrer/ DA				2								1									2	3
Arrêt (justice) /DA	1																				1	1
Arrêt (travail) / DA		1			2					13								1			4	17
Arrêté / DA															1						1	1
Arrondissement / DA																				7	1	7
Article / DA	2			4	1			1			3	6					4	2	1	1	10	25
Ascendant / DA										1		1									2	2
Assassinat / DA											3										1	3

Assesseur / DA																	1				1	1	
Assignation / AE										2					2						2	4	
Assigner / DA															1						1	1	
Assises / DA	1					3															2	4	
Associatif / DA		2		3		1															3	6	
Association / DA		1		6	1	10		4		2	53		1		8	1		6	11	16	13	120	
Assurance / DA	1	1		3	2			3	4	6								1		6	9	27	
Attaquer / DA		1			1			1													3	3	
Attestation / AE	4								1											1	3	6	
Audience / DA	4		1	1		9	4	7		1	5	4	3		8	9	3	2	1		15	62	
Audition / DA							1						1								2	2	
Auteur / DA	1												3		1						3	5	
Autorisation / DA					1				3		1	4	1								5	10	
Autoriser / DA					1					1	1	2						1			5	6	
Autorité parentale/ DA	6		1		3	8	3	2	4	2		7	3		2	4	9				13	54	
Avocat / DA	38	2	3	21	20	18		10	6	14	3	1	8	4	19	3	12	11			17	193	
Ayant-droit / AE		1																			1	1	
Bail /DA			1												4					1	3	6	
Bailleur / AE				5				1			1			1	1					12	6	21	
Bénéficiaire / DA	6	3	3				1	1		1					6			9			8	30	
Bien / DA	1									2	1										3	4	
Bourse / DA		1	1	1			1	1		6			3								7	14	
Brigade des mineurs/AE	2						1						1								3	4	
Budget / DA	2	1	3		1	2	1			6	1	1			1			7	1	7	13	34	
Casier judiciaire/ AE	1																				1	1	
Cassation / DA	1								2												2	3	
Charges / DA		1									1				1			1			4	4	
Circonscription / AE	8	2	1	2		1	9	3	4			2	1			8	2	1			13	44	
Circulaire / DA					2																1	2	
Citoyen / DA									2				3								2	5	
Citoyenneté / DA													2								1	2	
Civil / DA	3	1		1	4	4	4		3	6	2		3		3			4			12	38	
Classement sans suite / AE	1																				1	1	
Code/ DA	3	2			4	2					2		14				2	1	1		9	31	
Codifier / DA	6																				1	6	
Coercitif /DA	1																				1	1	
Collatéral / DA										2											1	2	

Commandement / DA									1						1					3	3	5
Commis d'office / AE				4																	1	4
Commissaire /DA		1																			1	1
Commissariat / DA	1			1				1					2								4	5
Commission / DA	2	2	1		3		1	2		4	1	1			7	5		2	1	13	14	45
Commune /DA		2	4				5	3							3			3		18	6	38
Conciliation / DA	1																				1	1
Concubin / AE	1		1	2		1	6					3		2	1			5			9	22
Concubinage / AE						1			2									2			3	5
Condamner / DA						1							1		1			1			4	4
Conflit /DA	1	3		1	6		1	1					5		3						8	21
Conforme / DA												3									1	3
Congé / DA			1		2		5	1	3	2				1	6	4	1	2		2	12	30
Conjoint / DA					16					6								1			3	23
Conjugal / AE	1					3							1	4				7			5	16
Conseil général / DA	13	1	8	1	4	1	4	1				4			8	2		2		9	13	58
Conseil régional/ AE				1																	1	1
Conseiller juridique / AE										3			1								2	4
Consentement (mutuel)	1								2									1			3	4
Consommateur / DA										1					3			3			3	7
Consommation / DA															2						1	2
Constitutionnel / DA													1		2						2	3
Contentieux / DA						1			2									1			3	4
Contracter / DA					1	1															2	2
Contractualisation / AE				1																	1	1
Contractuel / DA																				1	1	1
Contrat / DA	23	2	2	18	1			6	17		1	2	9	3	9	8		9		2	15	112
Convention / DA	1	5		1	2				5			4		1				1		2	9	22
Conventionnement / AE				2																	1	2
Conventionner / AE				1																	1	1
Convocation / DA				2						1	2										3	5
Convoquer / DA				2		2	1				2		1		3	3		2			8	16
Correctionnel / AE		1											1								2	2
Coupable / DA										1	1	1									3	3
Cour / DA	2					3			2							4	4				5	15
Crédit / DA	5									1								1			3	7
Curatelle /AE		1				1		1	1		8							5		1	7	18

Curateur / AE											11							1			2	12
Décentralisation / DA	1								1		1	4					1				5	8
Déclaration / DA		2			1		1			1					4	1	1				7	11
Déclarer / DA		1					1	2	2			4									5	10
Décret / DA							1										3			2	3	6
Défendre (cause) / DA					1						2		1		6	1	2	1			7	14
Défense (cause) / DA	1					5											2	2			4	10
Délai / DA	1							1		4					1	2		4		4	7	17
Délégation d'AP / AE			1						3			10				2	1				5	17
Délinquance / AE	1			3			2						2				1				5	9
Délinquant / AE						1											2				2	3
Démarche / DA	4	1	12	3	16	9	2	3	9	8	12		2	6	10	1	3	3		9	18	113
Démission / DA				1																	1	1
Démissionner / DA																1			1		2	2
Déontologie / AE					1		2						3				1	1	2		6	10
Département / DA		1	2		5	5	3	4	3		7	30	4		4	1	4	13		1	15	87
Départemental / DA	3					1						2	2				2				5	10
Dérogation / DA									1		2										2	3
Dérogatoire / DA					1																1	1
Déroger /DA		1							1												2	2
Descendant / DA													1								1	1
Dette / DA	1								1						1		1	1		4	6	9
Discrétionnaire / DA	1																				1	1
District / DA													3				1			3	3	7
Divorce / DA	9		3	5		4	5	3	1	7	2		1	4	3			14			13	61
Divorcer /AE				1	1	1				3	1		1	2				2		1	9	13
Domicile / DA	8		5		3	4	10	7		10	5		3		3	3	2	8		1	14	72
Domiciliation /DA																1					1	1
Dommages et intérêts / AE									2	1										1	3	4
Don / DA										1											1	1
Dossier / DA	6	7	6	4	15	20	1	10	7	19	28	8	5	2	12	7	5	2	4	8	20	176
Droit / DA	38	15	14	14	35	13	9	20	45	6	15	8	18	6	18	5	12	23	58	11	20	383
Droit / DA	10	1	3	3	30	26	6	21	30	3	6	39	6	2	1	4	6	11	7	9	20	224
Echéance / DA	1					1					1			1							4	4
Echéancier / AE			1															1			2	2
Emancipation (enfant) / DA	1																1	1			3	3
Emanciper / da						1															1	1

Embauche / DA			1					1		3	2					1	3			2	7	13
Embaucher / DA				1	3	1		1		4	5								1	4	8	20
Employer / DA				1	1	1				1	3										5	7
Employeur /AE		2		1		7		1	16	2	5							5		1	9	40
Enquête / DA			5		5	5	2			1			5		10	6	1	6		10	11	56
Entreprise / DA						1		2		45	2								3	2	6	55
Epouser / DA	2																				1	2
Epoux / AE	1				1					3											3	5
Espèce / DA		1																			1	1
Etablissement / DA	11	6			1	8	1	1	4		3	15	17	8	4	7	16	3	18	2	17	125
Etat /DA	3			2		3			3		6	2						4			7	23
Ethique / AE							1			1											2	2
Expertise / DA					5						1									5	3	11
Expulser / DA				2						2					4			1			4	9
Expulsion / DA	1			2			1	1							7			10		6	7	28
Facture / DA	2		4				1	1	1	1					1			4		1	9	16
Faute / DA	6					1									1						3	8
Filiation / DA		2	1						1						2			2			5	8
Fiscalité / DA															2						1	2
Force publique / AE	1														2			4		1	4	8
Forme / DA	3				2				1								2				4	8
Formel / DA	6													2							2	8
Garde (autorité parentale) / DA	3		2		1	2	4	3	1			8	3	2	1	1	2	1			14	34
Gendarmerie / AE	2	1								6			4								4	13
Greffier / AE										1	1							1			3	3
Habitation / AE		1						1			1							2			4	5
Héritier / DA										2											1	2
Héritage / DA									2		1								1		3	4
Huissier / AE	7								1	3					4			1		9	6	25
Illégal / AE		2							2												2	4
Immeuble / DA							1			3											2	4
Impayé / DA							1			2					1						3	4
Impôt / DA		1								1					4						3	6
Incapable / DA																		1	1	1	3	3
Incarcération / AE					1																1	1
Incarcérer / AE								1									4				2	5
Incriminer / DA					1	1										1					3	3

Insalubre / DA	5																					1	5
Instance / DA		1	3	3					1		3		2					1		2	8	16
Institution / DA	4	1		5	2	1					5			2		1	2		1		10	24
Institutionnaliser / DA	1	1																	2		3	4
Institutionnel / DA	3						1							1		1	2		1		6	9
Instructeur / DA	1																				1	1
Instruction /DA											2					1	2	1			4	6
Instruire / DA			1												1						2	2
Intégrité / DA																	1				1	1
Intercommunalité / AE																				1	1	1
Interprétation (droit) / DA	1									1											2	2
Introduire (action) / DA	2										1										2	3
Journal officiel / AE					1				2												2	3
Judiciaire / AE	5		4		2	13	3	2				2	3		1	1	3	8		1	13	48
Judiciairement / AE			1																		1	1
Judiciariser /AE												1									1	1
Juge / DA	20	4	4	1	1	28	6	6	11	4	33	40	2	1	24	5	15	8		2	19	215
Jugement / DA	2					5			10		2		1			2	4				7	26
Juger / DA						2	1		2	2	1					2	3			2	8	15
Juridiction / DA																	2				1	2
Juridictionnel / DA	3			3				1		1				2	2			5			7	17
Juridique / AE	15			2	27	24	10	8	5	17	4	16	7		10	11	11	10	13	7	17	197
Jurisprudence / AE	1											1									2	2
Juriste / AE	4				1	3			2	1	1		7	1	4		2		1		11	27
Justice / DA	2	1	4	3	1	3	7	1			2	1	6					2		1	13	34
Justificatif / DA			1					1							4						3	6
Légal / AE				1					5				1				1				4	8
Légalement AE			1				1				1										3	3
Légitime / DA		1																			1	1
Législateur / AE											2										1	2
Législatif / AE									1			1	1					1			4	4
Législation / AE	1									1		1			3						4	6
Liberté conditionnelle / AE		1																			1	1
Licenciement / AE		1							4						1			1		1	5	8
Licencier / AE	2								1			1					1	2			5	7
Liquidation / DA															1						1	1
Litige / DA								1		3					2			2			4	8

Locatif / DA										7										5	2	12	
Logement / DA	13	6	6	6	4		3	12	9	22	8			6	14	1	1	6	1	50	17	168	
Loi / DA	6	2	7	5	1	1	13	10	17		10	18	18		1	4	25	34	12	13	19	197	
Loyer / DA	1	1	1				2	6	1		4				6			2		11	10	35	
Magistrat / AE			1			4						1				17	13				5	36	
Majeur / DA	1	3			2	17	3	1	6	1	62	6	11			16	2	1	1	4	16	137	
Majorité / DA		1				1			7			1				2	1				6	13	
Main courante / AE										1											1	1	
Mainlevée / DA						1		1			8	1					6				5	17	
Maire / AE								1															
Mairie / AE	4	2	1	1	6				4	6		1			2			3		2	2	3	
Maltraitance / DA	4		2				13	1				2	19		2	1	5	11		8	11	38	
Maltraiter / DA							1					2	1				1	5			10	60	
Mandat / DA		1		5		5											1				5	10	
Mandatement / AE		1																			4	12	
Mandater / AE				1	3						1										1	1	
Mari / AE	3		1		2		1	6		3					3		1	8		6	4	11	
Mariage / DA					20				1	1	1		1					1		3	10	31	
Marier / DA				2	3			3	3	2	2		1					1			6	25	
Maritalement / AE		1																			8	17	
Médiateur / DA			1																		1	1	
Médiation /DA	1			6																	1	1	
Mesure / DA	8		1	1		13	2	8	4		41	8	1		14	6	2	8	1	1	3	8	
Meuble / DA	2	1	1							2								1		35	16	153	
Mineur / DA	4	1		4		12	2	1	7	4			13			8		1	1	2	6	9	
Ministère / DA					6	1					3										12	58	
Minorité / DA	1	1																			3	10	
Nationalité / DA		1	2	1	12																2	2	
Nom (filiation) / DA	2	3	4	2			1		12		1						2				5	18	
Normatif / DA																		2		2	9	29	
Norme / DA	1										1						1				1	1	
Notaire / DA	2									7	2	1			2						2	2	
Notification / DA																3				1	6	15	
Obligation / DA	8	1	2	8	11	3	9		14	4	6	4	5		10		2	5	8	8	17	108	
Obligation alimentaire / AE							1			1			3								3	5	
Ordonnance (juge) / DA	2			2		2			2		1	4	2			3	1		1		10	20	
Paiement / DA		2	1			1	1								2			1		1	7	9	

Palais de justice / AE						2																1	2
Parquet / DA	1												1				2					3	4
Partie civile / AE	1									5												2	6
Patrimoine / DA						2					2				1							3	5
Peine / DA		1		1		2			2			2					1					6	9
Pénal / AE	1					4	6			1	1		13		2		6	6				9	40
Pétition / DA				1																		1	1
Pension alimentaire / AE	2		1			2				1			1	1								6	8
Placement (enfant) / DA	4		1			20	9	4	3			13	2	4	16	5	9	4				14	94
Placer (enfant) / DA	2		1	1		7	2	2	7			8	2	2	6	1	5	5				14	51
Plaider / DA	2									1					1							3	4
Plaidoirie / DA				1																		1	1
Plainte / DA	7			1				1		5	2			1			3	8	2			9	30
Police / DA		1		2			2						5									4	10
Policier / DA								2					3									2	5
Poursuites / DA							1				1											2	2
Poursuivre / DA						1							2									2	3
Préavis / AE																				3		1	3
Préfecture / DA		1	1	1	16			1							4			2	1	5		9	32
Préfet / DA												1			2			2				3	5
Préjudice / DA										1												1	1
Prestation compensatoire / AE																		1				1	1
Prêt / DA										8										1		2	9
Prison / DA		1	1	8							1	1					1		1	1		8	15
Privé / DA		1		1		1					4			1	1			1		5		8	15
Probatoire / DA																				1		1	1
Procédure / DA	15			3	25	4	3			4	2				5	2	3	7		7		12	80
Procès / DA						3			3								3	4				4	13
Procès-verbal / AE							1															1	1
Procureur /substitut du / AE							2	1				1	2				3					5	9
Propriétaire / DA								5							2					2		3	9
Propriété / DA										1												1	1
Provision / DA										1												1	1
Prud'homal / AE		1																				1	1
Prud'hommes / AE				6					3						2			2				4	13
Public /DA	5	1			1	2	1		2			1	1	1	3			4	1	1		13	24
Punir / DA	2								2			2					3					4	9

Quotité / AE										3												1	3
Rapport / DA	6	1	1	1	1	3	4	14		1	3	5				5		5				13	50
Récépissé / AE		1			1																	2	2
Reclassement / DA										4												1	4
Reconnaissance (filiation) /DA	2	1	2													1	1	1				6	8
Reconnaître (filiation) / DA	5		1		1		1		2						1	2	1					8	14
Région / DA	1	2		1	2					6	2	2	3		1			1	1	3		12	25
Régir / DA				1																		1	1
Règle /DA	5	1	2						1		1		2		1				1			8	14
Règlement / DA		1		2			1						2									4	6
Réglementation / AE	1																		1			2	2
Relaxe / AE				1													1					2	2
Représentant / DA											1		2							3		3	6
Représentation / DA													1									1	1
Représenter / DA	3				1								1		1							4	6
Répressif / DA				1																		1	1
Répression / DA				2			1						1									3	4
Requête / DA											1											1	1
Réquisitoire / DA				1																		1	1
Résiliation / AE															4							1	4
Responsabiliser / DA							2						3					3	1	1		5	10
Responsabilité / DA						11	2	2	12	2	1	11	2	1			2	4	4	2		13	56
Responsable / DA	4		5	3		4	10	1	3	6	1	11			4	4	6	4	6	4		16	76
Ressource / DA	2	6					2	4	1		15			1	7	1		3		1		11	43
Retourner (se) / DA	2					2			1													3	5
Rétractation / DA																		1				1	1
Revenu / DA			3			1				3					1					1		5	9
RMI / AE	17	9	12	1	5		4	16			7				16			12		4		11	103
Rogatoire / AE							1											2				2	3
Saisie / DA	1									1												2	2
Saisine / AE	1																					1	1
Saisir (bien) / DA	5																			2		2	7
Saisir (justice) / DA	3						1															2	4
Salarié / AE		1		1		8	1	1		9	10				1			1	5	1		11	39
Sanction / DA	1			19			1										1					4	22
Sanctionner / DA				2								1										2	3
Secret / DA	4					1	5			2	2		8			2	2	3				9	29

Sécurité sociale / AE		4			5				2	7					6						5	24
Séjour / DA		1			49			4									1				4	55
Séparation (couple) / DA	4		1			4	1			2					1			6		1	8	20
Séparer (couple) /DA	2		1				1						1		2			5			6	12
Service public / DA	3					1							1								3	5
Siège / DA					2	2					2										3	6
Signalement / DA	3		4			6	4	11				3	9	2	2		4	4	3	1	13	56
Signaler / DA	1	1		2		2	10			2		3	6		6			11			10	44
Signature / DA		1							1			1									3	3
Signer / DA	4	1							1		3	5			3		4			4	8	25
Signifier / DA	1	1										3									3	5
Société / DA										1											1	1
Statuer / DA																4					1	4
Statut / DA	2		1	1	3						1		1			4	9		3		9	25
Succession / DA	3									4	6										3	13
Surendettement / AE	2		1						1	3					5			4		1	7	17
Suspension / DA							1								5						2	6
Syndical / DA						5					1								2		3	8
Syndicaliste / AE		1																			1	1
Syndicat / DA				1			1														2	2
Syndiquer / AE		1																			1	1
Taxe / AE																		1			1	1
Témoin / DA																		1			1	1
Testament / DA										2											1	2
Texte / DA	3		2		50		7		5		6	7	1	2		7	1	3	12	6	14	112
Tiers / DA	1											1	1			1					4	4
Trésor public / AE									2												1	2
Tribunal / DA	1		10	5	1	4	2	5	3	7	14	12	7	3	8	1	2	5	5	3	19	98
Tutelle / DA	7	4				16			7		25				5	4	1	8	6	8	11	91
Tuteur / DA	1	4				5			1		2	1			1						7	15
Tutorat / AE													2				4				2	6
Usager / DA	32				2	1	1	2	1				1		12						8	52
Vice / DA																	2				1	2
Victime / DA	1					1				1	3	1	6	5	3			2		1	10	24
Viol / DA						3													1		2	4
Violence / DA	2			4	1	11		1	1				2	4				12	1		10	39
Vol / DA	2			4					3	2				3							5	14

TOTAL	622	190	210	277	506	491	286	289	433	448	570	411	357	95	518	252	334	530	216	454		7489

NE: nombre d'entretiens
NF : nombre de fois
DA : double appartenance
AE : appartenance exclusive
Le vocabulaire de la norme
Le vocabulaire du pacte
Le vocabulaire de l'action
Le vocabulaire du dénouement

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20	Total ES	Total ASS	Total
Voc. de la norme	323 52%	119 63%	122 58%	85 30%	286 57%	246 50%	159 56%	153 53%	216 50%	158 35%	342 60%	246 60%	194 54%	36 38%	281 54%	138 55%	181 54%	256 48%	135 63%	246 54%	1990 180*	1932 215	3922
Voc. du pacte	106 17%	38 20%	13 6%	71 26%	127 25%	98 20%	43 15%	65 23%	129 30%	160 36%	144 25%	88 21%	64 18%	32 34%	93 18%	44 17%	49 15%	96 18%	57 26%	137 30%	887 81	767 85	1654
Voc. de l'action	54 9%	11 6%	19 9%	27 10%	16 3%	31 6%	43 15%	9 3%	23 5%	46 10%	10 2%	26 6%	34 10%	13 13%	48 9%	8 3%	23 7%	91 17%	9 4%	20 4%	201 18	360 40	561
Voc. du dénouement	139 22%	22 11%	56 27%	94 34%	77 15%	116 24%	41 14%	62 21%	65 15%	84 19%	74 13%	51 13%	65 18%	14 15%	96 19%	62 25%	81 24%	87 17%	15 7%	51 12%	645 57	707 78	1352

* moyenne de mots juridiques prononcés par travailleur social, éducateur spécialisé ou assistant de service social.

ITEMS DE L'ANALYSE DE CONTENU
Agathe Haudiquet
OBJECTIFS PEDAGOGIQUES

	poids relatif de l'ITEM dans l'ensemble du discours	poids relatif de l'ITEM dans le THEME et du THEME dans l'ensemble	NOMBRE D'ITEMS	NOMBRE d'ENTRETIENS	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
CAPACITES	**100%**		**308**																					
1. Capacité à saisir les demandes juridiques des usagers	**22%**	**100%**	**69**	**17**	**2**	**7**	**2**	**2**	**16**	**3**	**4**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**4**	**3**	**6**	**1**	**4**	**8**	**4**	**1**
savoirs théoriques	**12%**	**54%**	**37**	**12**	**0**	**4**	**0**	**1**	**7**	**3**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**3**	**4**	**0**	**2**	**6**	**2**	**1**
la demande sociale de droit: histoire, contenu, caractéristiques, évolution	0%	0%	0	0																				
le statut juridique de la famille	8%	35%	24	9		3		1	6	2	1							3			2	4	2	
la capacité juridique	4%	19%	13	7		1			1	1							3		4			2		1
savoirs procéduraux	**8%**	**38%**	**26**	**12**	**2**	**3**	**2**	**0**	**8**	**0**	**3**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**2**	**1**	**0**
qualifier juridiquement le cas exposé par l'usager	4%	17%	12	6	2	2	2		4											1			1	
identifier les problèmes de droit	1%	6%	4	4		1			1		1						1							
orienter l'usager vers le professionnel du droit compétent	3%	14%	10	6					3		2	1	1								1	2		
choisir un mode d'intervention directe selon la nature des problèmes posés	0%	0%	0	3																				
savoirs pratiques	**2%**	**9%**	**6**	**5**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**
détecter dans la demande globale formulée par l'usager la présence du droit	2%	9%	6	5				1	1										2		1		1	
amener l'usager à s'exprimer le plus possible sur les problèmes juridiques	0%	0%	0	0																				
motiver auprès de l'usager la nécessité de traiter les problèmes juridiques	0%	0%	0	0																				
établir le contact entre l'usager et le professionnel du droit vers qui il est orienté	0%	0%	0	0																				
2. Capacité à mener une intervention juridique	**22%**	**100%**	**68**	**18**	**4**	**2**	**3**	**0**	**3**	**5**	**3**	**4**	**4**	**5**	**2**	**1**	**0**	**4**	**3**	**2**	**4**	**11**	**2**	**6**
savoirs théoriques	**16%**	**74%**	**50**	**17**	**0**	**2**	**3**	**0**	**1**	**4**	**3**	**3**	**2**	**4**	**2**	**1**	**0**	**2**	**2**	**2**	**2**	**9**	**2**	**6**
le cadre juridique de l'intervention sociale	8%	35%	24	12		2	3			4	3	2	2	4				2	2	2	1	4	1	4
les acteurs de l'aide sociale	4%	19%	13	7					1			1			2						1	5	1	2
l'aide à l'accès au droit	0%	0%	0	0																				
la médiation	0%	0%	0	0																				
le contrat en travail social	0%	1%	1	1												1								

savoirs procéduraux	**5%**	**21%**	**14**	**9**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**0**	**2**	**1**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**
médiation	**0%**	**1%**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
repérer la nature du conflit	0%	1%	1	1	1																			
proposer une solution amiable	0%	0%	0	0																				
faire adopter cette solution	0%	0%	0	0																				
accompagnement juridique	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
choisir un type de contrat correspondant à la situation de l'usager	0%	0%	0	0																				
rédiger ou remplir le contrat	0%	0%	0	0																				
assurer l'exécution ou le suivi du contrat	0%	0%	0	0																				
attribution des droits sociaux	**1%**	**6%**	**4**	**4**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**
rechercher le type d'aide auquel l'usager peut prétendre	1%	3%	2	2	1														1					
informer les usagers des conditions d'octroi de l'aide et des voies de recours	0%	1%	1	1																		1		
formuler ou aider l'usager à formuler la demande d'aide	0%	1%	1	1						1														
information/conseil juridique	**3%**	**13%**	**9**	**5**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**
identifier le besoin d'information/conseil juridique	1%	3%	2	2														1			1			
fournir une information ou un conseil juridique répondant à ce besoin	2%	10%	7	5					2				2	1				1			1			
savoirs pratiques	**1%**	**6%**	**4**	**3**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**
médiation	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
se faire accpeter par les parties en tant que médiateur	0%	0%	0	0																				
nouer et développer le dialogue	0%	0%	0	0																				
convaincre les parties de l'équité de la solution	0%	0%	0	0																				
accompagnement juridique	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
amener l'usager à passer un contrat	0%	0%	0	0																				
informer l'usager de la portée juridique du contrat	0%	0%	0	0																				
définir des obligations contractuelles en rapport avec la capacité de l'usager à les remplir	0%	0%	0	0																				
attribution des droits sociaux	**1%**	**4%**	**3**	**2**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**
faire prendre conscience à l'isager de son droit à bénéficier d'une aide	0%	1%	1	1																		1		
motiver ou aider à motiver la demande d'aide	1%	3%	2	1	2																			
expliquer à l'usager les raisons du refus d'attribution de l'aide	0%	0%	0	0																				
information/conseil juridique	**0%**	**1%**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
dispenser l'information/conseil juridique dans un langage accessible à l'usager	0%	1%	1	1								1												

3. Capacité à se doter d'un réseau juridique	**4%**	**100%**	**12**	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**8**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
savoirs théoriques	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
les acteurs juridiques	0%	0%	0	0																				
la hiérarchie des acteurs juridiques	0%	0%	0	0																				
savoirs procéduraux	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
repérer les acteurs juridiques intéressants	0%	0%	0	0																				
intégrer ces acteurs dans le réseau	0%	0%	0	0																				
mutualiser le réseau avec ceux d'autres travailleur sociaux	0%	0%	0	0																				
savoirs pratiques	**4%**	**100%**	**12**	**4**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**8**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
nouer des relations avec les acteurs juridiques	1%	17%	2	2						1							1							
mobiliser le membre du réseau capable de donner l'information recherchée	3%	83%	10	3							1						1		8					
organiser la mise en commun des réseaux	0%	0%	0	0																				
4. Capacité à s'exprimer dans un langage juridique	**3%**	**100%**	**9**	**7**	**0**	**2**	**0**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**
savoirs théoriques	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
les diférents types de langage juridique	0%	0%	0	0																				
les mots juridiques	0%	0%	0	0																				
savoirs procéduraux	**3%**	**100%**	**9**	**7**	**0**	**2**	**0**	**0**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**
utiliser les mots juridiques à double appartenance dans leur sens juridique	2%	67%	6	5		2					1					1					1			1
utiliser les mots juridiques d'appartenance unique à bon escient	1%	33%	3	2					2								1							
savoirs pratiques	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
s'exprimer dans un langage juridique adapté au niveau de compréhension de l'interlocuteur	0%	0%	0	0																				
5. Capacité à s'approprier de la documentation juridique	**13%**	**100%**	**40**	**12**	**0**	**0**	**3**	**8**	**5**	**9**	**0**	**4**	**2**	**2**	**0**	**0**	**1**	**2**	**0**	**2**	**0**	**1**	**1**	**0**
savoirs théoriques	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
les différents types de documents juridiques	0%	0%	0	0																				
les moyens d'accéder aux documents jurdiques	0%	0%	0	0																				
savoirs procéduraux	**10%**	**80%**	**32**	**11**	**0**	**0**	**2**	**6**	**4**	**8**	**0**	**3**	**2**	**2**	**0**	**0**	**1**	**2**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**
sélectionner le document juridique en rapport avec un sujet ou un cas déterminé	4%	33%	13	8			1	1	1	5			1	2				1		1				
analyser le document juridique	4%	28%	11	7				2	1	3		2	1				1	1						
transposer les données relevées dans le sujet ou le cas	3%	20%	8	5			1	3	2			1											1	

savoirs pratiques	**3%**	**20%**	**8**	**7**	**0**	**0**	**1**	**2**	**1**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**
constituer un fonds documentaire en droit	0%	3%	1	1						1														
construire une pensée juridique	2%	18%	7	6			1	2	1			1								1		1		
6. Capacité à agircomme un salarié stratégique	**17%**	**100%**	**51**	**15**	**4**	**0**	**0**	**3**	**3**	**2**	**0**	**3**	**6**	**3**	**0**	**12**	**0**	**3**	**1**	**1**	**2**	**1**	**2**	**5**
savoirs théoriques	**10%**	**63%**	**32**	**11**	**0**	**0**	**0**	**1**	**2**	**2**	**0**	**3**	**5**	**3**	**0**	**11**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**1**	**1**	**0**
droit du travail	6%	39%	20	6				1	2			3	5			7		2						
droit de la fonction publique	0%	0%	0	0																				
les droits et obligations des salariés/employeurs	4%	24%	12	6						2				3		4			1			1	1	
les syndicats	0%	0%	0	0																				
les associations professionnelles	0%	0%	0	0																				
savoirs procéduraux	**6%**	**37%**	**19**	**9**	**4**	**0**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**2**	**0**	**1**	**5**
se situer dans la hiérarchie professionnelle sur la base du statut et du poste occupés	3%	16%	8	4				1												1	1			5
repérer les instances de défense des droits des salariés et s'y intégrer	0%	0%	0	0																				
utiliser le droit comme un outil de promotion professionnelle personnelle	2%	12%	6	5	2			1	1				1								1			
utiliser le droit comme un moyen de développement du territoire professionnel des travailleurs sociaux	2%	10%	5	4	2											1		1					1	
savoirs pratiques	**0%**	**0%**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
réunir et lire les documents permettant de définir son statut et sa fonction	0%	0%	0	0																				
repérer les moments favorables à l'évolution de sa carrière professionnelle	0%	0%	0	0																				
repérer les moments favorables au développement du territoire professionnel	0%	0%	0	0																				
7. Capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur	**19%**	**100%**	**59**	**18**	**9**	**2**	**0**	**2**	**3**	**5**	**1**	**1**	**4**	**2**	**2**	**1**	**1**	**0**	**6**	**2**	**4**	**5**	**4**	**5**
savoirs théoriques	**9%**	**46%**	**27**	**13**	**0**	**0**	**0**	**1**	**3**	**4**	**0**	**1**	**3**	**2**	**2**	**1**	**1**	**0**	**6**	**0**	**1**	**1**	**0**	**1**
la conception positiviste du droit	4%	19%	11	8					1	1		1	2	2	2				1					1
les droits de l'homme	1%	3%	2	2					1	1														
les droits de l'enfant	1%	5%	3	3						1						1					1			
les droits des étrangers	2%	12%	7	3				1	1										5					
les droits des usagers	1%	7%	4	4						1			1				1					1		
savoirs procéduraux	**9%**	**46%**	**27**	**11**	**9**	**2**	**0**	**1**	**0**	**1**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**1**	**2**	**3**	**4**
utiliser le droit comme un outil de promotion sociale des usagers	7%	39%	23	10	9	2		1		1	1		1							2		2	2	2
porter à la connaissance de l'usager l'existence du droit	1%	7%	4	3																	1		1	2

aider l'usager à créer son propre réseau juridique	0%	0%	0	0																					
favoriser chez l'usager l'expression juridique	0%	0%	0	0																					
savoirs pratiques	**2%**	**8%**	**5**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**2**	**1**	**0**
faire prendre conscience à l'usager de la force émancipatrice du droit	0%	0%	0	0																					
favoriser la mobilisation du droit par l'usager	1%	7%	4	3																1	2	1			
faciliter les relations entre l'usager et les professionnels du droit	0%	0%	0	0																					
transmettre à l'usager la connaissance des mots-clés du droit	0%	2%	1	1																1					
NOMBRE TOTAL D'ITEMS	**308**		**308**		**19**	**13**	**8**	**15**	**32**	**25**	**10**	**13**	**17**	**12**	**4**	**15**	**9**	**12**	**24**	**8**	**15**	**26**	**13**	**18**

ITEMS DE L'ANALYSE DE CONTENU
Agathe Haudiquet
MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE

	poids relatif de l'ITEM dans l'ensemble du discours	poids relatif de l'ITEM dans le THEME et du THEME dans l'ensemble	NOMBRE D'ITEMS	NOMBRE d'ENTRETIENS	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8	E9	E10	E11	E12	E13	E14	E15	E16	E17	E18	E19	E20
MTP	**100%**																							
1. MTP1	**59%**	**100%**	**677**	**20**	**18**	**31**	**37**	**27**	**39**	**37**	**28**	**49**	**41**	**41**	**34**	**37**	**36**	**22**	**47**	**18**	**23**	**51**	**28**	**33**
1.1. Points d'ancrage du travail pédagogique	**9%**	**16%**	**108**	**19**	**0**	**10**	**4**	**5**	**8**	**4**	**3**	**7**	**9**	**3**	**1**	**8**	**2**	**4**	**5**	**8**	**5**	**10**	**7**	**5**
la juridicisation, la judiciarisation	5%	8%	55	17		5	3	4	3	1		5	4	2		5	1	2	3	5	2	4	4	2
le niveau des connaissances juridiques	2%	3%	19	11		2			2	2	3	2	3	1	1				1	1				1
une formation juridique prescrite (le programme)	3%	5%	31	14		3	1	1	3	1			2			3	1		1	2	3	5	3	2
l'intervention juridique (normalisatrice) des TS	0%	0%	3	2														2				1		
1.2. Rapports au savoir	**14%**	**24%**	**161**	**20**	**4**	**7**	**7**	**6**	**14**	**7**	**13**	**9**	**6**	**13**	**12**	**2**	**11**	**8**	**15**	**3**	**5**	**8**	**1**	**10**
savoir juridique de base	8%	14%	96	19	1	1	4		9	3	7	7	2	9	7	1	10	5	12	2	4	4	1	7
savoir juriidique théorique	3%	5%	33	18	2	1	1	5	2	1	4	2	1	3	1	1	1	1	2		1	2		2
savoir juridique autonome	3%	5%	32	15	1	5	2	1	3	3	2		3	1	4			2	1	1		2		1
1.3. Logiques du travail pédagogique	**16%**	**27%**	**180**	**20**	**1**	**5**	**12**	**3**	**7**	**11**	**7**	**11**	**11**	**15**	**8**	**17**	**12**	**4**	**13**	**1**	**6**	**18**	**9**	**9**
grand groupe	1%	2%	16	9			2			1		3	1	2	1		1	1					4	
échange: questions/réponses	4%	6%	41	15		3	3		4	1	2	2	4	7	2	2	2		4		1	2	2	
exposé	0%	1%	4	4				1			1								1					1
prise de notes	1%	2%	12	7			1		1	2	3						3					1		1
présentation de textes juridiques (lois, jurisprudences)	2%	4%	27	12		1	2	2	1	4			3	1	3	3				1		5		1
proposition de bibliographie	0%	1%	4	3			1												1					2
illustration avec des exemples (cas)	4%	7%	49	16	1	1				1	1	4	3	4	2	8	5	2	4		1	6	3	3
préparation du cours	0%	1%	5	4			1							1							1	2		
plan de cours	1%	1%	6	3						2		2										2		
élaboration d'un lexique juridique	0%	0%	1	1					1															
distribution de polys (fiches, schémas, tableaux)	1%	2%	15	7			2									4	1	1	3		3			1
1.4. Agents du dispositif pédagogique	**4%**	**6%**	**41**	**20**	**6**	**1**	**1**	**3**	**1**	**6**	**1**	**1**	**1**	**1**	**1**	**2**	**2**	**2**	**1**	**3**	**3**	**1**	**1**	**3**
juristes	2%	3%	19	13	3	1	1	2	1	3		1		1		1		1	1		1			2
travailleurs sociaux	1%	2%	15	11	3			1		2	1		1				1	1		2	1	1	1	
enseignants / formateurs	1%	1%	7	7						1					1	1	1			1	1			1

1.5. Rapports au pouvoir	**13%**	**21%**	**144**	**20**	**4**	**4**	**10**	**7**	**8**	**9**	**4**	**19**	**9**	**7**	**11**	**7**	**6**	**3**	**4**	**3**	**2**	**14**	**9**	**4**
transmission de connaissances	2%	3%	19	9			2			2	1		1			3			1			4	1	4
transmission d'un message	1%	1%	8	4											3	2	2		1					
l'apprenant écoute (récepteur)	2%	4%	24	11	1		2		2		1	6	3	2	2		1					2	2	
l'intervenant raconte (émetteur)	2%	3%	18	12	1	1	2		2			1	1	1	1		1			1		4	2	
contact personnel entre l'intervenant et l'apprenant	1%	1%	9	8		1	1	1		2			1	1			1						1	
les dispositions de l'intervenant	2%	4%	26	12			2	1	1		1	7	3	1	2	2			2			3	1	
questionnaire	2%	4%	25	13	2	1		4	1	3	1			2	3		1			2	2	1	2	
QCM	0%	0%	3	3			1		1									1						
exposé	0%	0%	3	2								2						1						
présentation écrite d'une institution, d'un sujet (dossier)	1%	1%	9	6		1		1	1	2		3						1						
1.6. Effets sociaux	**4%**	**6%**	**43**	**16**	**3**	**4**	**3**	**3**	**1**	**0**	**0**	**2**	**5**	**2**	**1**	**1**	**3**	**1**	**9**	**0**	**2**	**0**	**1**	**2**
fonction technicienne (réponse à la demande juridique)	3%	5%	31	15	1	3	2	1	1			1	4	2	1	1	3	1	8		1		1	
fonction normalisatrice (conformisation au droit en vigueur)	1%	1%	6	5			1	1				1							1					2
fonction reproductrice(rapports de domination)	1%	1%	6	5	2	1		1					1								1			
2. MTP2	**31%**	**100%**	**356**	**20**	**22**	**8**	**14**	**13**	**23**	**10**	**19**	**22**	**15**	**9**	**7**	**47**	**15**	**7**	**19**	**26**	**18**	**8**	**22**	**32**
2.1. Points d'ancrage du travail pédagogique	**13%**	**42%**	**150**	**20**	**4**	**1**	**4**	**5**	**14**	**3**	**9**	**16**	**10**	**6**	**6**	**15**	**9**	**5**	**12**	**8**	**4**	**2**	**6**	**11**
motivation	5%	17%	60	18	1		1	1	2	2	5	11	4	3	6	1	5	2	9	2	2	2	1	
représentation	2%	8%	28	14	1	1	1	4	2		1			1		4	2	1		4	1		2	3
conscientisation	1%	3%	11	8			1		2	1		1	1					2	1					2
rapport entre le droit et le travail social	3%	10%	34	13	2		1		6		3	4	3	2			2		2	1	1		1	6
demande des apprenants	1%	5%	17	5					2				2			10				1			2	
2.2. Rapports au savoir	**8%**	**26%**	**93**	**19**	**10**	**5**	**4**	**4**	**2**	**2**	**2**	**1**	**2**	**1**	**0**	**16**	**2**	**1**	**3**	**12**	**3**	**3**	**7**	**13**
savoir interdisciplinaire (disiciplines transversales)	1%	4%	13	7		2	2			2						1				2	2		2	
savoir pluridisciplinaire (disciplines additionnées)	0%	1%	5	4				2											1	1		1		
savoir agir comme un praticien du droit	1%	2%	6	5												1				1		1	2	1
échange de savoirs propres aux apprenants	0%	0%	1	1													1							
faire prendre conscience de l'existence du droit	1%	4%	13	4	4											3				2				4
faire prendre conscience de l'intérêt, l'enjeu du droit	2%	7%	25	13	2		1	2	1		2		2			2		1	1	5	1	1		4
faire bouger les représentations du droit	1%	4%	14	7		2			1					1		5			1				2	2
action d'appropriation du langage juridique	0%	0%	1	1			1																	

action de déstructuration et de reconstruction de l'habitus juridique	0%	1%	5	3	1											3									1
action de stimulation	1%	3%	10	8	3	1						1				1	1			1			1	1	1
2.3. Logiques du travail pédagogique	**5%**	**16%**	**58**	**17**	**3**	**0**	**5**	**1**	**4**	**3**	**5**	**2**	**1**	**0**	**1**	**7**	**2**	**0**	**4**	**4**	**8**	**1**	**5**	**2**
travail en petit groupe	1%	4%	15	11	1		2		2	3	1	1				1	1		1	1			1	
tour de table	0%	1%	2	2									1				1							
recherche documentaire	0%	1%	5	4			1									1					2			1
résolution de cas pratique	1%	3%	10	8				1	2		1				1				1	2	1		1	
discussion, débat	2%	6%	21	9	2		1				3	1				5					4	1	3	1
assister à une audience de tribunal	0%	1%	2	2			1													1				
jeu de rôles	0%	1%	2	1															2					
supports pédagogiques	0%	0%	1	1																	1			
2.4. Agents du dispositif pédagogique	**0%**	**0%**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
favorise l'expression des attentes des apprenants	0%	0%	1	1														1						
2.5. Rapports au pouvoir	**4%**	**12%**	**42**	**15**	**5**	**0**	**1**	**3**	**3**	**2**	**3**	**3**	**1**	**2**	**0**	**7**	**2**	**0**	**0**	**2**	**3**	**2**	**2**	**1**
accompagnement, régulation, guidage	1%	2%	8	6	1		1						1			3	1							1
prédominance du groupe (c'est l'animateur qui s'adapte)	1%	2%	7	3	3				1							3								
résolution d'un cas pratique	1%	4%	15	10	1			2	1	1	1			2			1			2		2	2	
commentaire de texte	0%	1%	2	1								2												
auto-évaluation (bilan)	1%	3%	10	7				1	1	1	2	1				1					3			
2.6. Effets sociaux	**1%**	**3%**	**12**	**5**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**5**
fonction d'adaptation du droit au travail social (usagers)	1%	2%	8	4		2										2							2	2
sujets de droit	0%	1%	4	2									1											3
3. MTP3	**10%**	**100%**	**109**	**14**	**26**	**5**	**1**	**11**	**0**	**3**	**0**	**0**	**8**	**0**	**0**	**1**	**4**	**7**	**0**	**4**	**9**	**3**	**13**	**14**
3.1. Points d'ancrage du travail pédagogique	**4%**	**42%**	**46**	**12**	**12**	**4**	**1**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5**	**0**	**0**	**0**	**2**	**2**	**0**	**1**	**7**	**3**	**5**	**2**
inégalités d'accès au droit	3%	30%	33	12	8	4	1	2					4				2	2		1	2	3	3	1
la possibilité de devenir un acteur juridique	1%	12%	13	5	4								1								5		2	1
3.2. Rapports au savoir	**1%**	**6%**	**7**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5**	**2**
savoir pratico-théorique	1%	6%	7	2																			5	2
3.3. Logiques du travail pédagogique	**3%**	**32%**	**35**	**6**	**8**	**0**	**0**	**8**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**9**
appui sur l'expérience professionnelle, connaissance du terrain (stage)	1%	9%	10	6	1			1		2								1		1				4
confrontation de la pratique à la théorie du droit (analyse)	2%	18%	20	6	6			5		1								3		1				4
projet	0%	1%	1	1																1				
alternance	0%	1%	1	1				1																

dossier de recherche (mémoire)	0%	3%	3	3	1			1																	1
3.4. Agents du dispositif pédagogique	**1%**	**6%**	**6**	**4**	**3**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**
formateurs -praticiens/théoriciens	1%	6%	6	4	3			1										1					1	
3.5. Rapports au pouvoir	**0%**	**1%**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
rapports d'égalité (bilatéraux)	0%	1%	1	1												1								
3.6. Effets sociaux	**1%**	**13%**	**14**	**7**	**3**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**2**	**1**
acteur juridique pour les usagers (émancipateur)	1%	9%	10	7	1	1							2				2				1		2	1
acteur juridique militant, engagé	0%	4%	4	3	2								1								1			
NOMBRE TOTAL D'ITEMS	**1142**		**1142**		**66**	**44**	**52**	**51**	**62**	**50**	**47**	**71**	**64**	**50**	**41**	**85**	**55**	**36**	**66**	**48**	**50**	**62**	**63**	**79**

Grille d'analyse de contenu des pratiques pédagogiques

Catégories d'observation	MTP	S1
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Sujet imposé en référence au programme
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définition de concepts : décentralisation, centralisation, déconcentration, etc. , la répartition des compétences (savoir théorique) ; donne les grands repères (savoir de base)
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Travail en grand groupe ; prise de notes (exposé) ; échange de questions/réponses ; schéma au tableau ; proposition de biblio ; exemples
	MTP2	Recherche documentaire
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Imprime un mode de pensée (la décentralisation c'est ça) de type positiviste
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent ; la formateur gère la séquence ; élévation de la voix en signe d'autorité
	MTP2	
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S2
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Part du programme : le module protection de l'enfance , la loi contre les exclusions
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	L'article 375 (savoir théorique) ; ne détaille pas le contenu, (savoir de base)
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Echange de questions/réponses ; distribution de documents en fin de cours ; proposition de biblio ; exemples ; proposition de biblio ; travail en grand groupe ; présentation de textes juridiques
	MTP2	
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Imprime un mode de pensée de type positiviste
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent ; le formateur gère la séquence ; élévation de la voix en signe d'autorité
	MTP2	
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S3
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Contenu du programme : la loi contre les exclusions (aujourd'hui : loi...)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définition des concepts (exclusion) ; contenu de la loi
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Prise de notes ; distribution et lecture de documents (tableau, extraits d'ouvrages, de lois) ; proposition de biblio ; exemples ; échanges de questions/réponses
	MTP2	Discussions
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Professionnel qui donne un éclairage sur les pratiques (plans d'action)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent ; le formateur règle l'intervention (arrête les exemples pour être dans les temps)
	MTP2	Un stagiaire propose un document aux autres stagiaires (partage du pouvoir pédagogique)
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S4
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Contenu et durée du stage (programme) : la protection judiciaire des majeurs
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Commentaires d'arrêt (savoirs procéduraux) ; réglementation (savoirs théoriques)
	MTP2	Triple approche : relationnelle, psychosocial et juridiques (résolution du cas)
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Distribution de documents (jurisprudences, fiches pratiques) ; lecture de jurisprudences ; échanges de questions/réponses ; exemples ; plan au tableau ; prises de notes
	MTP2	Discussions ; résolution d'un cas pratique ; petit groupe (10)
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Professionnel dispensant un savoir juridique ancré dans un mode de pensée (ses convictions)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent
	MTP2	Un stagiaire conduit la lecture de plusieurs arrêts
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S5
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Le programme qu'il faut boucler : hier ceci, aujourd'hui cela : les décrets d'application
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	La hiérarchie des normes (savoirs théoriques) ; définition des concepts, des termes juridiques ; il s'agit de donner des notions ; il n'est pas là pour approfondir
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Grand groupe (70) ; schéma au tableau ; prises de notes ; échanges de questions/réponses ; exemples ; présentation de textes juridiques
	MTP2	
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Juristes qui utilisent des termes juridiques pointus/ procédure (spécialiste)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent ; le formateur interrompt le cours quand les apprenants parlent entre eux ; il contrôle la logique du cours (refuse de répondre aux questions « étrangères »)
	MTP2	
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S6
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Le thème de la séance : la personne, le corps humain
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définition de termes juridiques ; lecture d'une jurisprudence (savoirs procéduraux)
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Grand groupe (23) ; distribution de documents juridiques (jurisprudences) ; prises de notes ; échanges de questions/réponses ; présentation de textes juridiques (jurisprudences, articles du code civil) ; proposition de biblio ; exemples
	MTP2	
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Le formateur utilise un langage juridique pointu (spécialiste)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les stagiaires écoutent ; problèmes d'inattention
	MTP2	
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S7
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Le programme : le PACS , le divorce
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définitions, classifications (savoirs théoriques) ; fait « « brin » d'histoire
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Grand groupe (25) ; échange de questions/réponses ; prises de notes ; exemples ; distribution de documents (les différents types de divorce)
	MTP2	Discussions
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Le formateur donne son avis personnel ; transmission de savoirs professionnels (donne des conseils pratiques) ; langage accessible
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle (exposé), les apprenants écoutent ; le formateur demande aux apprenants de se taire, si ça ne les intéresse pas peuvent sortir
	MTP2	
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S8
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Présentation du sujet : la décentralisation (programme) ; part de l'actualité
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Donner des repères ; des définitions (déconcentration, délocalisation) , présentation des règles (répartition des compétences...)
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Grand groupe (50) ; références biblio ; prise de notes (exposé) ; schéma au tableau ; échanges de questions/réponses
	MTP2	
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Transmet un mode de pensée ; utilisation d'un langage juridique
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Les apprenants sont autorisés à lever le doigt pour demander la parole ; le formateur parle, les apprenants écoutent ; le formateur demande aux apprenants de se taire
	MTP2	Le formateur se présente aux apprenants
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S9
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Nécessité d'actualiser les connaissances en droit ; part de l'actualité ; le programme : droit du travail
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définitions ; les grands textes juridiques ; les sources du droit du travail ; histoire du droit du travail
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Prises de notes (exposé) ; dictée ; exemples ; échanges de questions/réponses ; présentation de textes juridiques (lois)
	MTP2	Petit groupe (11) ; tour de table
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Donne son point de vue ; transmission d'un savoir juridique pratique et théorique ; langage juridique vulgarisé
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent
	MTP2	Le formateur se présente aux apprenants
	MTP3	

Catégories d'observation	MTP	S10
Point d'ancrage (lancement du travail)	MTP1	Le programme : droit de la famille (hier ceci, aujourd'hui cela)
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au savoir (de quoi parlent-ils de façon dominante)	MTP1	Définitions, contenu : obligation d'entretien, gestion du patrimoine du mineur, émancipation (savoirs théoriques)
	MTP2	
	MTP3	
Logique du travail pédagogique	MTP1	Prises de notes (exposé) ; échanges de questions/réponses ; présentation d'articles du code pénal ; exemples
	MTP2	Petit groupe (7)
	MTP3	
Agents du dispositif pédagogique	MTP1	Transmission d'un savoir juridique professionnelle et théorique
	MTP2	
	MTP3	
Rapport au pouvoir	MTP1	Le formateur parle, les apprenants écoutent
	MTP2	
	MTP3	

INDEX DES SIGLES

AAH	Allocation d'adulte handicapé
ADICOD	Association pour la Diffusion et la Connaissance du droit
ADNSEA	Association Départementale du Nord pour la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence
ADSSEAD	Association Départementale des Services Sociaux de l'Enfance et de l'Adolescence en Danger
AEMO	Action Educative en Milieu Ouvert
ANAS	Association Nationale des Assistants Sociaux
ANEJI	Association Nationale des Educateurs de Jeunes Inadaptés
ANPASE	Association Nationale des Professionnels et Acteurs de l'Action Sociale et sanitaire en faveur de l'Enfance et de la famille
ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
API	Allocation de parent isolé
APJM	Allocation Pour Jeune Majeur
APL	Aide Personnalisée au Logement
ARSEA	Association Régionale de l'Enfance et de l'Adolescence
ASE	Aide Sociale à l'Enfance
ASH	Actualités Sociales Hebdomadaires
ASS	Assistant de Service Social
CAE	Centre d'Action Educative
CAF	Caisse d'Allocations Familiales

CAFAD	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Aide à Domicile
CAFDES Social	Certificat d'Aptitude aux Fonctions de Directeur d'Etablissement
CAFETS	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Educateur Technique Spécialisé
CAMSP	Centre d'Action Médico-Sociale Précoce
CAPASE	Certificat d'Aptitude aux Professions d'Animation Socio-Educative
CASF	Code de l'Action Sociale et des Familles
CAT	Centre d'Aide par le Travail
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CDAD	Conseil Départemental de l'Accès au Droit
CDAJ	Conseil Départemental de l'Aide Juridique
CEC	Contrat Emploi Consolidé
CEMEA	Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active
CEREQ	Centre d'Etudes et de Recherches sur les Qualifications
CES	Contrat Emploi Solidarité
CESF	Conseiller en Economie Sociale et Familiale
CFPEI	Centre de Formation des Personnels de l'Enfance Inadaptée
CHRS	Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale
CIDE	Convention Internationale des Droits de l'Enfant
CIDF	Centre d'Information des Droits de la Femme et de la famille
CIRA	Centre Interministériel de Renseignements Administratifs
CJI	Connaissance Juridique des Institutions
CMPP	Centre Médico-Psycho-Pédagogique
CMU	Couverture Maladie Universelle
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
CRE	Contrat de Retour à l'Emploi

CREAI	Centre Régional de l'Enfance et de l'Adolescence Inadaptées
CSTS	Conseil Supérieur du Travail Social
CTNERHI et les Inadaptations	Centre Technique National d'Etudes et de Recherches sur les Handicaps
CTP	Conseil Technique et Pédagogique
CUEEP	Centre Universitaire Economie d'Education Permanente
DAS	Direction de l'Action Sociale
DDASS	Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales
DDTE	Direction Départementale du Travail et de l'Emploi
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DEASS	Diplôme d'Etat d'Assistant de Service Social
DEEJE	Diplôme d'Etat d'Educateur de Jeunes Enfants
DEES	Diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé
DEFA	Diplôme d'Etat aux Fonctions d'Animation
DESS	Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DGAS	Direction Générale de l'Action Sociale
DRASS	Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales
DSTS	Diplôme Supérieur en Travail Social
EES	Ecole d'Educateurs Spécialisés
ENM	Ecole Nationale de la Magistrature
ES	Educateur Spécialisé
FEHAP non lucratif	Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privés à but
FINESS	Fichier National des Etablissements Sanitaires et Sociaux
FJT	Foyer de Jeunes Travailleurs
FSL	Fonds Social du Logement
GISTI	Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés

GREP	Groupement Régional d'Education Permanente
IDEF.	Institut de l'Enfance et de la Famille
IEAD	Intervention Educative A Domicile
IFAR	Intervention Formation Action Recherche
IGAS	Inspection Générale des Affaires Sociales
IME	Institut Médico-Educatif
IMP	Institut Médico-Pédagogique
IMPRO	Institut Médico-Professionnel
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
IRP	Institut de Rééducation Psychothérapique
IRTS	Institut Régional du Travail Social
ISVL	Institut Social Lille Vauban
IUT	Institut Universitaire de Technologie
IVG	Interruption Volontaire de Grossesse
JORF	Journal Officiel de la République Française
MAS	Maison d'Accueil Spécialisée
MECS	Maison d'Enfants à Caractère Social
MIRE	Mission Interministérielle Recherche et Expérimentation
MTP	Mode de Travail Pédagogique
ONISEP	Office National d'Information Sur les Enseignements et les Professions
PASS	Programme d'Accès aux Soins de Santé
PJJ	Protection Judiciaire de la Jeunesse
PLIE	Plan Local pour l'Insertion et pour l'Emploi
PRAPS	Programme Régional pour l'Accès à la Prévention des Soins
RMI	Revenu Minimum d'Insertion
ROME	Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois

SDF	Sans Domicile Fixe
SDJ	Service Droit des Jeunes
SEAT	Service Educatif Auprès du Tribunal de grande instance
SESI	Service des statistiques, des Etudes et des Système d'Information
SESSAD	Service d'Education Spéciale et de Soins A Domicile
SSAE	Service Social d'Aide aux Emigrants
TRACE	Trajet d'Accès à l'Emploi
TSA	Travail Social Actualités
UF	Unité de Formation
UNAEDE	Union Nationale des Assistants et Educateurs De l'Enfance
URIOPSS	Union Régionale Interfédérale des Oeuvres et organismes Privés Sanitaires et Sociaux

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE : PRATIQUES DU DROIT DANS LE CHAMP DU TRAVAIL SOCIAL : DES CONSTATS ET DES QUESTIONNEMENTS AU PROJET DE RECHERCHE.....5
§ 1. LECTURES DES PRATIQUES PROFESSIONNELLES.....6
1.1. Des pratiques professionnelles d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social.....6
- Pratique professionnelle d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social.....6
- Des pratique militante d'accès au droit et à la justice dans le champ du travail social.....9

1.2. Des pratiques d'enseignement du droit dans le champ du travail social.....10
- Pratique d'enseignement du droit auprès des usagers du travail social.....10
- Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux.....11
  - ✓ Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux en formation initiale.....12
  - ✓ Pratique d'enseignement du droit auprès des travailleurs sociaux en formation continue.....15

1.3. Des pratiques de sensibilisation au droit dans le champ du travail social.....16
§2. DES CONSTATS ET DES QUESTIONNEMENTS AU PROJET DE RECHERCHE....18
2.1. L'état des travaux sur la formation juridique des travailleurs sociaux.....19
2.2. La délimitation de l'objet de recherche.....21
2.3. La problématique de recherche.....23
2.4. Le plan de recherche.....27

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....29
INTRODUCTION.....29

CHAPITRE I : LECTURES DIALECTIQUES DU BESOIN DE FORMATION, DU DROIT ET DU TRAVAIL SOCIAL.....31
INTRODUCTION.....31
§ 1. LECTURES DIALECTIQUES DU MONDE SOCIAL : MARX ET BOURDIEU.....32
1.1. La théorie marxiste du monde social.....32
- La théorie marxiste de la connaissance : la dialectique matérialiste.....34
  - ✓ Les principes de la dialectique matérialiste.....34
  - ✓ La totalité comme fusion des grands principes de la dialectique matérialiste..37

➢ La conception marxiste du monde social : le matérialisme historique....39
✓ Une conception déterministe du monde social....41
✓ Une conception conflictuelle du monde social....42
✓ Une conception dynamique du monde social....43
1.2. La théorie bourdieusienne du monde social....43
➢ La théorie bourdieusienne de la connaissance : le constructivisme structuraliste....45
✓ La logique ou la théorie de la pratique....46
✓ La théorie des champs et de l'habitus....48
➢ La conception bourdieusienne du monde social....53
✓ Une conception déterministe du monde social....54
✓ Une conception conflictuelle du monde social....55
✓ Une conception dynamique du monde social....57
§2. LECTURES DIALECTIQUES DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....58
2.1. Lectures dialectiques du droit....59
➢ Remarques préliminaires....59
➢ Les institutions et acteurs juridiques ou la division du travail juridique....62
➢ Le langage juridique....68
➢ Le droit, espace de luttes....68
2.2. Lectures dialectiques du travail social....70
➢ Les institutions et acteurs du travail social ou la division du travail social....71
➢ Le langage du travail social....76
➢ Le travail social, espace de luttes....78
2.3. Lectures dialectiques du besoin de formation....81
CONCLUSION DU CHAPITRE....86

CHAPITRE II : LES TECHNIQUES DE RECHERCHE....87
INTRODUCTION....87
§1. LA RECHERCHE BIBLIOGRAPHIQUE ET DOCUMENTAIRE....88
§2. LES ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS....91
➢ La constitution des échantillons....91
➢ Des grilles aux guides d'entretien....97
➢ La réalisation des entretiens....98
➢ L'analyse des entretiens....98
§3. L'OBSERVATION DIRECTE....101
➢ Le choix de l'unité d'observation....102
➢ La collecte des données....102
➢ L'analyse des données....103
CONCLUSION DU CHAPITRE....104

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE....105

DEUXIEME PARTIE : LES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....106
INTRODUCTION....106

CHAPITRE III : L'EVOLUTION DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....108
INTRODUCTION.....108
§ 1. L'EMERGENCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....109
1.1. Le paupérisme en France.....109
- Le concept de paupérisme.....109
- L'histoire du paupérisme en France.....112

1.2. La justice sociale en France.....114
- Le concept de justice sociale.....115
- La justice sociale en France.....117

1.3. La professionnalisation du travail social.....118
- La professionnalisation : de quoi parle-t-on ?.....119
- La professionnalisation du travail social en France.....122
  - ✓ La professionnalisation des assistants de service social.....122
  - ✓ La professionnalisation des éducateurs spécialisés.....127

§ 2. LES CARACTERISTIQUES ORIGINELLES DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....130
2.1. L'accès des pauvres à la justice : une affaire d'avocats.....130
2.2. L'accès des pauvres aux droits : une affaire de « travailleurs sociaux ».....132
CONCLUSION DU CHAPITRE.....135

CHAPITRE IV : LES ACTIVITES JURIDIQUES ACTUELLES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....136
INTRODUCTION.....136
§1. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES SOCIALES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....137
1.1. La transversalité du droit à l'accompagnement.....138
1.2.La transversalité du droit à l'évaluation.....143
1.3.La transversalité du droit à l'information/conseil.....146
1.4. La transversalité du droit au dialogue.....148
1.5. La transversalité du droit à l'orientation.....151
1.6. La transversalité du droit à l'animation.....152
1.7. La transversalité du droit à la médiation.....154
1.8.La transversalité du droit à l'organisation de la vie sociale.....157
§2. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES ECONOMIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....158
2.1. La transversalité du droit à la distribution d'aides financières.....158
2.2. La transversalité du droit à la gestion des ressources financières.....160
2.3. La transversalité du droit à la recherche d'emploi.....161
2.4. La transversalité du droit à la formation économique.....161
2.5. La transversalité du droit à la recherche de financement.....161
§3. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES ADMINISTRATIVES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....163
§4. LA TRANSVERSALITE DU DROIT AUX ACTIVITES POLITIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....165
CONCLUSION DU CHAPITRE.....168

CHAPITRE V : LA RECONNAISSANCE SOCIALE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....169
INTRODUCTION.....169
§ 1. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES INSTITUTIONS POLITIQUES.....170
1.1. La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions politiques.....170
- La reconnaissance politique des activités sociales des assistants de service social....170
- La reconnaissance politique des activités sociales des éducateurs spécialisés.....171

1.2. La reconnaissance de la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions politiques.....173
§ 2. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES INSTITUTIONS ADMINISTRATIVES.....178
2.1. La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions administratives.....178
- La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel de l'INSEE.....180
- La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel du CEREQ.....183
- La reconnaissance des activités sociales des travailleurs sociaux par le référentiel de l'ANPE.....184

2.2. La reconnaissance de la dimension juridique des activités sociales des travailleurs sociaux par les institutions administratives.....194
§ 3. LA RECONNAISSANCE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX PAR LES EMPLOYEURS.....198
3.1. La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux par les employeurs publics.....200
- Au niveau de la fonction publique d'Etat.....202
- Au niveau de la fonction publique territoriale.....203
- Au niveau de la fonction publique hospitalière.....204

3.2. La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux par les employeurs privés.....205
- La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux dans les conventions collectives.....205
- La reconnaissance des activités juridiques des travailleurs sociaux dans les contrats de travail.....208

CONCLUSION DU CHAPITRE.....210

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE.....213

TROISIEME PARTIE : L'ANALYSE DES BESOINS DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....214
INTRODUCTION.....214

CHAPITRE VI : LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE DES ACTIVITES JURIDIQUES DES TRAVAILLEURS SOCIAUX.....215
INTRODUCTION.....215
§1. DE L'EXCLUSION AUX DROITS.....216

1.1. L'exclusion....216
- L'exclusion, une notion difficile à cerner....216
- L'exclusion en France....219

1.2. Des droits en réponse à l'exclusion....221
- Les droits des exclus....221
- Les droits des usagers....223

§2. LES TRAVAILLEURS SOCIAUX FACE AUX DEMANDES JURIDIQUES DES EXCLUS....225
2.1. Les demandes juridiques des exclus....226
2.2. Les activités juridiques des travailleurs sociaux....227
- L'insertion par le droit, une enjeu de paix sociale....227
- Les activités juridique, un enjeu de professionnalité....228
- Les activités juridiques, un enjeu d'émancipation sociale....234

§3. LES DIFFERENTS POLES DES BESOINS DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....235
3.1. Les capacités juridiques repérées et requises pour répondre aux demandes juridiques des usagers....235
3.2. Les capacités juridiques repérées et requises pour évoluer sur le plan professionnel....237
3.3. Les capacités juridiques repérées et requises pour émanciper les usagers....239
- La normalisation des usagers par le droit....239
  - ✓ L'insertion....239
  - ✓ L'enrayement de la dégradation de la situation....239
  - ✓ L'intervention sur les comportements déviants....240
  - ✓ La protection....240
  - ✓ La pacification des relations sociales....240
- L'émancipation des usagers par le droit....240
  - ✓ La prise de responsabilité....241
  - ✓ L'identité....242
  - ✓ La mise en réseau....242

CONCLUSION DU CHAPITRE....244

CHAPITRE VII : LE CAPITAL JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....245
INTRODUCTION....245
§1. LE CAPITAL SOCIAL EN DROIT OU LE RESEAU JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....245
1.1. L'étendue du réseau juridique....246
1.2. Les conditions d'entrée dans le réseau juridique....249
1.3. Les caractéristiques du réseau juridique....252
1.4. Les finalités du réseau juridique....252
§2. LE CAPITAL CULTUREL EN DROIT OU LA CULTURE JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....257
2.1. La documentation juridique des travailleurs sociaux....258
2.2. La reconnaissance par le diplôme des compétences juridiques des travailleurs sociaux....261
2.3. Les représentations juridiques des travailleurs sociaux....263
- Les sources du droit....263
- Les caractères du droit....264
  - ✓ Le droit accessible/inaccessible....264
  - ✓ Le droit source d'obligations/de droits....266
  - ✓ Le droit concret/abstrait....267

✓ Le droit évolutif/figé....268
✓ Le droit présent/absent....269
✓ Le droit intéressant/inintéressant....270
✓ Le droit juste/injuste....271
➢ Les fonctions du droit....273
✓ La fonction de domination du droit....273
✓ La fonction de balisage du droit....276
✓ La fonction de socialisation du droit....277
✓ La fonction de protection du droit....277
✓ La fonction d'éducation du droit....278
✓ La fonction de transformation du droit....278
✓ La fonction de promotion du droit....279
➢ Les effets du droit....281
✓ L'égalisation....281
✓ La justice....282
✓ La sauvegarde de la loi....284
✓ La socialisation....285
➢ Les valeurs du droit....286
✓ Les droits des usagers....287
✓ L'éthique professionnelle....290
§3. LE CAPITAL LINGUISTIQUE EN DROIT OU LE LANGAGE JURDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....300
3.1. Le vocabulaire juridique des travailleurs sociaux....300
3.2. La valeur du langage juridique des travailleurs sociaux....303
CONCLUSION DU CHAPITRE....308

CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE....317

QUATRIEME PARTIE : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....320

CHAPITRE VIII : UN IDEAL-TYPE DE FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....321
INTRODUCTION....321
§1 . LA DEFINITION DES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....325
1.1. La définition des objectifs pédagogiques généraux et spécifiques....325
➢ La capacité à saisir les demandes juridiques des usagers....327
➢ La capacité à mener une intervention juridique efficiente....328
➢ La capacité à se doter d'un réseau juridique performant....329
➢ La capacité à s'exprimer dans un langage juridique....330
➢ La capacité à s'approprier de la documentation juridique....330
➢ La capacité à agir comme un salarié stratégique....331
➢ La capacité à se comporter comme un acteur juridique émancipateur....331
1.2. La spécification des critères d'évaluation des objectifs pédagogiques....336
§2. LA DEFINITION DES MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....338

- En ce qui concerne le mode de travail pédagogique de type transmissif à orientation normative (MTP1)....342
- En ce qui concerne le mode de travail pédagogique de type incitatif à orientation personnelle (MTP2)....344
- En ce qui concerne le mode de travail pédagogique de type appropriatif centré sur l'insertion sociale (MTP3)....345

CONCLUSION DU CHAPITRE....350

CHAPITRE IX : L'EVALUATION DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....351

INTRODUCTION....351

§1. L'EVALUATION DES OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION JURDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....360

1.1. Les objectifs pédagogiques soumis au critère d'intentionnalité....362
- L'intentionnalité au regard de la formulation des objectifs....362
  - ✓ Dans ce qui est prescrit....362
  - ✓ Dans ce qui est dit....369
  - ✓ Dans ce qui est fait....369
- L'intentionnalité au regard de la communication des objectifs aux stagiaires en début et en fin de formation....370

1.2. Les objectifs pédagogiques soumis au critère de professionnalité....370
- La présence des sept capacités dans ce qui est prescrit....371
- La présence des sept capacités dans ce qui est dit....372
- La présence des sept capacités dans ce qui est fait....377

1.3. Les objectifs pédagogiques soumis au critère de multiréférentialité....379
- Dans ce qui est prescrit....380
- Dans ce qui est dit....387
- Dans ce qui est fait....389

§2. L'EVALUATION DES MODES DE TRAVAIL PEDAGOGIQUE DE LA FORMATION JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX....390

2.1. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est prescrit....391
- En formation initiale....391
- En formation continue....395

2.2. L'évaluation des modes de travail pédagogique de la formation juridique continue

2. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est dit par les formateurs....397

3. L'évaluation des modes de travail pédagogique dans ce qui est fait par la formateurs....403

CONCLUSION DU CHAPITRE....408

CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE....409

CONCLUSION GENERALE....410

BIBLIOGRAPHIE....419

ANNEXES....440

ANNEXE 1....441

ANNEXE 2....445

ANNEXE 3.....450
ANNEXE 4.....461
ANNEXE 5.....466
ANNEXE 6.....470

INDEX DES SIGLES.....475

TABLE DES MATIERES.....480

UNIVERSITÉ DES SC. ET TECHN.
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE
LILLE